LLOYD GEORGE

MÉMOIRES DE GUERRE

*

A. FAYARD & Cie
PARIS

MÉMOIRES DE GUERRE

*

Inv.A.39.197

LLOYD GEORGE

MÉMOIRES DE GUERRE

*

Traduction de Charles BONNEFON

59254



A. FAYARD & Cie, EDITEURS
18 et 20, rue du Saint-Gothard
PARIS

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITARĂ
BUCUREȘTI
6082

RC4/2003

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :

Cinquante exemplaires
sur papier vélin pur fil des Papeteries Lafuma,
numérotés de 1 à 50.

B.C.U. Bucuresti
C59254

Copyright by A. Fayard et Cie 1934.
Tous droits de traduction, reproduction
et adaptation réservés pour tous pays,
y compris la Russie.

PREFACE

La plupart des acteurs principaux dans la Grande Guerre ont voulu écrire l'histoire du rôle qu'ils y ont joué. A part une exception ou deux, ils l'ont rédigée eux-mêmes, bien que la composition d'un livre fût pour eux une entreprise tout aussi nouvelle qu'elle l'est pour moi, aujourd'hui. M. Briand excepté, qui n'a jamais fait courir sa plume sur le papier, toutes les personnalités dominantes de la guerre ont raconté ce qu'ils firent et comment ils le firent. Parmi les chefs d'Etat citons le Kaiser, le Kronprinz, M. Poincaré, le président Wilson (par le canal de M. Baker); parmi les hommes d'Etat, M. Clemenceau, M. Asquith, Lord Grey, M. Churchill, le colonel House, le prince Max de Bade, von Bulow; parmi les guerriers, Foch, Hindenbourg, Ludendorff, Hofmann, French, Haig (avec l'aide d'une autre plume), Henri Wilson, Pershing, et toute une armée d'autres écrivains. Les rayons de ma bibliothèque gémissent sous le poids des autobiographies de guerre.

Il n'est pas étonnant que j'aie hésité pendant des années à suivre l'exemple donné par ceux qui figurèrent à une place si éminente, sur la scène où moi-même j'occupais une position assez en vue. J'avais presque décidé de laisser le soin de cette entreprise à ceux qui devaient hériter mes papiers personnels, quand deux événements surgirent, qui me décidèrent à prendre en main le crayon, et à raconter mon histoire avec des mots bien à moi.

Le premier d'entre eux, ce fut une maladie qui me délivra du devoir pénible et singulièrement ingrat, de conduire un parti politique empoisonné et paralysé par les dissensions intestines qui divisaient ses membres les plus connus. Le second, ce fut une visite que me fit, pendant ma convalescence, un vieux camarade de la Grande Guerre. Il m'engagea à profiter de mon éloignement des combats politiques, pour donner ma contribution à l'histoire de la guerre. Il me rappela que j'étais le seul personnage officiel à l'avoir traversée de bout en bout, depuis la déclaration de guerre jusqu'à la signature de la paix. Il insista sur ce fait que l'histoire vraie de la guerre ne pourrait guère être écrite — et probablement ne le serait pas — avant une génération, mais que les livres parus en ce temps et venant des hommes, des généraux, des politiciens qui eurent une part dans ses combats ou dans sa direction constitueraient le fonds principal où les historiens puiseraient les faits et les impressions. Tous ces ouvrages exprimaient le point de vue personnel de l'auteur, influencé naturellement soit par le caractère restreint de ses expériences, soit par des théories contestables sur les événements, soit encore — et trop fréquemment — par les exigences de l'apologie personnelle. J'étais, me fit-on remarquer, le seul homme au pouvoir qui se soit trouvé dans la position de M. Britling. Depuis l'éclatement de la querelle jusqu'au règlement des conditions de la paix, « j'avais vu cela du commencement à la fin ». Une multitude d'autres ont mieux connu certains aspects de la guerre, un petit nombre se trouvèrent, pour une période limitée, en meilleure position pour embrasser d'un coup d'œil l'ensemble de la bataille. Mais il n'en est pas un seul (et c'est avec un frisson que souvent je me rappelle ce fait) qui ait été mêlé aussi intimement que moi-même à la direction de la guerre, quand on la considère d'un bout à l'autre de sa carrière où furent mis en pièces les éléments vitaux de l'humanité.

Raconter cette histoire, c'est comme si on répétait ce que l'on a vu dans un cauchemar. Pendant des années j'ai reculé avant d'écrire mes souvenirs sur ces horribles détails. Il n'est pas agréable de rappeler comment des hommes et des femmes ont employé leur énergie, leur intelligence et leur zèle, pendant quatre ans et demi, à une œuvre de douleur et de destruction. Il faut le dire pourtant, si on veut éviter le retour d'une pareille calamité. Il vaut mieux donner les faits tels qu'ils sont. Je ne prétends pas les connaître tous; mais je connais certains d'entre eux mieux que mes contemporains. Ce sont ces faits que je veux m'efforcer de relater avec soin dans les pages qui vont suivre. J'apporte ma contribution, non point avec la prétention d'un auteur expérimenté, mais comme un témoin qui dépose sur ce qu'il a retenu de ces terribles débats.

La mémoire n'est pas infaillible et je puis avoir commis quelques erreurs de détail. Mais toute rectification sera pour moi la bienvenue. J'ai fortifié mes souvenirs personnels en étudiant avec soin la masse énorme de documents que j'avais accumulée à cette époque. Je les ai choisis et cités, ou bien je m'en suis servi avec le sentiment très vif de la responsabilité que porte tout serviteur de l'Etat, et qui l'oblige à ne révéler ou publier que ce qui ne peut pas nuire aux intérêts de sa patrie. Dans les limites de cette discrétion, je dois beaucoup aux recherches d'un des hommes publics les plus capables et les plus distingués de cette génération — Sir Maurice Hankey. Il me faut remercier aussi un grand nombre d'amis qui m'ont aidé à compléter et à stimuler ma mémoire, avec la leur, à propos des circonstances où j'eus le plaisir d'avoir leur précieuse collaboration.

MÉMOIRES DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

LA FORMATION DE L'ORAGE

1. Premier contact avec les Affaires étrangères.

En 1904, le jour où l'entente anglo-française fut annoncée, j'arrivai à Dalmeny pour faire une visite de quelques jours à Lord Rosebery, mort depuis. En me voyant, son premier mot fut: « Eh bien! je suppose que vous êtes aussi content que les autres de cet arrangement avec la France. » Je lui répondis que j'étais enchanté de voir finir cette politique de grognements et d'égratignures. Il répliqua: « Vous êtes tous dans l'erreur. C'est la guerre avec l'Allemagne qui est au bout! »

Un an après cette prédiction, je devins pour la première fois ministre de la couronne. Si l'on m'avait dit qu'avant d'abandonner ces fonctions je serais témoin d'une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne, bien plus, que je prendrais une part active et même proéminente dans sa poursuite, j'aurais traité ces prévisions comme une de ces prophéties lancées au petit bonheur et dont tout homme public est la victime de la part de personnes déséquilibrées.

Avant ma nomination, je m'étais fort peu occupé des questions étrangères et je n'avais pas la prétention de connaître beaucoup plus leurs complications que n'importe quel membre du Parlement ayant lu l'histoire et sachant y adapter les informations contenues dans les journaux et les revues des partis. Mon attention s'était

concentrée sur des questions intérieures: celles qui concernaient le pays de Galles, les controverses sur l'éducation, le libre-échange, le home rule, la question agricole et la réforme sociale. En politique étrangère, j'ai toujours été et je suis encore l'avocat ardent des droits des petites nations et j'ai été porté à croire en un règlement pacifique des différences qui peuvent surgir entre les peuples de l'univers. En dépit de la croissance inquiétante des armements, et du désir fébrile de les compléter qui régnait partout, il y avait eu entre les grandes puissances occidentales de l'Europe plus de quarante années de paix ininterrompue et ce fait entretenait en moi l'espoir joyeux mais illusoire que le monde finirait par abandonner la guerre comme moyen de régler les disputes internationales. Cette heureuse confiance qui me laissait croire que l'humanité échapperait peu à peu, puis définitivement, aux périls de guerre (sauf contre les sauvages) était favorisée, comme je le montrerai plus tard, par l'obscurité profonde dans laquelle nous étions plongés avec soin, nous tous, et même les membres du Cabinet, pour tout ce qui touchait aux conversations et aux arrangements avec l'étranger.

Je connaissais évidemment l'antagonisme séculaire entre la France et l'Allemagne et je savais combien il avait été avivé, quand deux provinces parmi les plus aimées furent arrachées à la France. La guerre franco-allemande était un souvenir de mon enfance. Après la chute de l'Empire, les radicaux étaient pour la France, par sympathie pour les institutions démocratiques de nos proches voisins. L'opinion des conservateurs était plutôt favorable à l'Allemagne.

Dans le parti libéral, la tradition des éléments les plus avancés, depuis le temps de Charles James Fox, a été celle d'une constante amitié envers la République française. Le conservatisme anglais n'a jamais pu surmonter les préjugés et les appréhensions que la Révo-

lution française et l'épisode napoléonien avaient suscités. Enfin, le libéralisme impérialiste inclinait à suivre le chemin tracé par les whigs anti-révolutionnaires.

M. Gladstone était, dans sa ligne de conduite générale, passionnément francophile. La méthode bismarckienne du sang et du fer ne lui a jamais rien dit. En affaires étrangères, il était essentiellement un libéral. Lors de sa visite à Caernarvonshire en 1892, je fus invité à dîner par Sir Edward Watkin dans son chalet sur les pentes de Snowdon pour me rencontrer avec lui. Nous étions peu nombreux. A part les membres de la famille, feu Tom Ellis et moi-même assistions seuls à ce dîner où Gladstone parla tout le temps, pendant le repas et après. Charmés de rencontrer et d'entendre ce grand personnage d'un monde passé, nous étions trop contents de l'écouter en silence.

Il avait 83 ans mais ne présentait aucun des symptômes habituels de la vieillesse. C'était la vie même. Quoi qu'il pût dire, les vibrations profondes de sa voix étaient une musique pour l'oreille; ce soir-là, par moments, il fut même gai et enjoué.

Sa conversation effleura curieusement les sujets les plus divers. Il parla du développement des transports dans le pays et du changement dans les habitudes qui en était résulté; du cocher attendri et du valet d'auberge ivre d'autrefois, comparés avec le sobre mécanicien et le porteur de bagages d'aujourd'hui. Il nous conta une ou deux histoires très amusantes du bon vieux temps des diligences. Je me souviens de l'une d'elles. Un jour qu'il se rendait en chaise de poste, du pays de Galles à Londres, il était assis sur le siège, et, pour passer le temps, il entama une conversation avec le postillon, spécimen réussi de ce que beaucoup de bœuf et encore plus de bière peuvent produire. Comme la conversation traînait, il sortit de sa poche une jolie montre dont il était fier, montra le mécanisme et se mit à expliquer le fonctionnement des

roues et du balancier au bonhomme. La seule réponse qu'il obtint fut celle-ci: « Je me demande comment vous faites pour monter c'te montre quand vous rentrez ivre à la maison. » Il fit une dissertation sur les toits en tôle ondulée et sur la difficulté qu'il y a de tenir chaudes en hiver, et froides en été, les habitations qui en sont pourvues. Ce dernier thème lui avait été suggéré par le chalet où nous nous trouvions. Puis il se laissa aller à d'autres réminiscences. Il rappela avec regret les prix prohibitifs du sucre candi quand il était un petit garçon, et il nous fit part du bonheur qu'il avait eu l'autre jour, en se promenant dans les rues d'une petite ville, dans le Cheshire, à découvrir combien cette joie de sa lointaine enfance était devenue bon marché.

Enfin il se lança dans un panégyrique magnifique du peuple français. Ce fut, je pense, à propos du tunnel de la Manche, dont Sir Edward Watkin était un des promoteurs. Il nous fit savoir clairement qu'à son avis les Français étaient un peuple beaucoup plus éclairé, plus large d'esprit et civilisé que ceux aux destinées desquels il avait le privilège, à ce moment même, de présider. Les radicaux de ce temps-là n'auraient pas souscrit sans doute au panégyrique fervent de M. Gladstone sur la supériorité de l'intelligence française. Mais, ce détail mis à part, son explosion d'enthousiasme représentait plus ou moins l'attitude des radicaux envers la République française et ses citoyens à l'époque où j'entrai dans la politique. D'autre part, l'Allemagne, avec son militarisme, son autocratie, ses lois qui augmentaient le pouvoir électoral des propriétaires, et qui abaissaient et diminuaient celui des ouvriers dans l'Etat, avec, en un mot, sa résolution de mettre la démocratie à sa place, excitait l'approbation et la sympathie des éléments plus conservateurs de ce pays.

Lord Rosebery et ses amis ne partageaient pas les sentiments des radicaux envers la démocratie française.

Leur attitude était celle de la méfiance envers la France, et de la bonne volonté mal dissimulée envers l'Allemagne. Pendant le séjour de Lord Rosebery aux Affaires étrangères, de 1892 à 1894, il a engagé une ou deux fois le pays dans de graves disputes avec la France et nous a menés au bord d'un conflit sérieux. A la Chambre des Communes, son sous-secrétaire d'Etat, Sir Edward Grey, faisant allusion à certains mouvements qui menaçaient la sphère d'influence britannique dans le Soudan, les caractérisa d'« acte antiamical ». Les radicaux qui soutenaient le gouvernement désapprouvèrent la menace contenue dans cette phrase, et c'est d'un œil très soupçonneux qu'ils suivaient l'attitude prise par Sir Edward Grey envers la France.

Quand le ministère Campbell-Bannerman fut formé, il était divisé nettement en deux sections : l'élément radical, dont le Premier Ministre était le chef, et les libéraux impérialistes, derniers survivants du parti qui a lâché Fox et épaulé Palmerston. Leurs chefs principaux étaient M. Asquith, Sir Edward Grey et M. Haldane. Entre les deux camps, il était possible de discerner des différences d'attitude en politique étrangère. Les vieux pro-Boers avaient hérité les doctrines pacifistes de M. Gladstone. Les membres de la Ligue libérale dans le Cabinet suivaient plutôt la ligne indiquée par Palmerston. Les soupçons envers la France qui les caractérisaient à l'époque d'avant l'Entente s'étaient évanouis, même dans l'esprit entêté de Sir Edward Grey, mais ils avaient été remplacés par une méfiance angoissée en face des projets allemands.

Elle n'était d'ailleurs pas confinée au ministère des Affaires étrangères. Le programme naval de l'Allemagne était en grande partie responsable de ce changement dans l'attitude des impérialistes tories et libéraux envers l'Allemagne. Le kaiser se vantait souvent d'avoir créé une flotte formidable, et il la contemplait sans cesse et la

passait en revue avec l'orgueil d'un Créateur. « Il vit et dit que c'était bon. » Ce que cette œuvre apporta de bon à l'Allemagne n'est pas évident, mais le mal qu'elle lui fit restera comme un des chapitres les plus poignants dans l'histoire de l'Allemagne et même de l'humanité. Elle a été en partie responsable de la guerre. Elle a contribué, sans aucun doute, à ranger l'Empire britannique parmi les ennemis de l'Allemagne, de même que, plus tard, elle a fait entrer en lice les Etats-Unis. De plus, elle a aidé à former cet esprit d'arrogance supérieure qui dictait à la diplomatie allemande sa méthode.

Celle-ci eut pour conséquence une appréhension qui poussa d'autres puissantes nations à s'unir par des accords militaires et navals. Enfin, cette création de la flotte contribua certainement à développer les fanfaronnades du kaiser.

Le zèle impétueux qu'il déployait à construire sa redoutable marine était considéré comme une menace, non seulement contre la suprématie de la Grande-Bretagne sur la mer, mais aussi contre sa sécurité immédiate. Des discours insensés, prononcés par des hommes d'une autorité et d'une influence, en Allemagne, qui n'étaient pas négligeables, où perçaient des défis contre la flotte britannique, étaient reproduits par la presse anglaise et causaient un malaise dans des esprits peu enclins à la panique. La section radicale du Cabinet sentait aussi vivement que ses collègues impérialistes la menace impliquée dans cette rivalité des programmes, pour les bonnes relations qu'ils désiraient entretenir avec l'Allemagne comme avec les autres peuples.

Je fus mêlé directement à ces affaires quand, en 1908, après la mort de Sir Henry Campbell-Bannerman et l'arrivée de M. Asquith au poste de Premier Ministre, je quittai l'Office du Travail et succédai à M. Asquith comme Chancelier de l'Echiquier.

Dans ces fonctions, mon devoir était de trouver l'ar-

gent nécessaire pour les programmes navals, et les relations anglo-allemandes devinrent pour moi une affaire où j'étais directement intéressé.

J'aimerais dire un mot sur les deux crises qui ont éclaté dans le cabinet Asquith à propos du programme de constructions navales soumis par l'Office de l'Amirauté. La première eut lieu en 1908, quand M. McKenna était premier Lord de l'Amirauté; la seconde en 1913-1914, quand M. Winston Churchill occupait le même poste.

Comme Chancelier de l'Echiquier, je ne me suis jamais opposé à l'accroissement des forces de notre marine, pour autant qu'il représentait une marge de sécurité raisonnable en face des constructions exécutées en Allemagne en vertu du programme de l'Amirauté allemande. Mon opposition aux demandes de l'Office de l'Amirauté, en 1908 et 1913, peut être résumée en quatre points :

1° L'Amirauté demande une marge extravagante, lourde à supporter et provocante;

2° Nous devrions nous concentrer davantage sur les petites unités qui protègent les routes de notre commerce et moins sur les vaisseaux gigantesques;

3° Dans le monde entier se produit une réaction contre le fardeau croissant des armements et en faveur d'une meilleure entente entre les peuples. Nous devrions donc rechercher un arrangement avec l'Allemagne, plutôt qu'une compétition d'armements, fondée sur des programmes provocateurs;

4° Pendant la querelle de 1913-1914 qui surgit dans le Cabinet, sur les chiffres de l'Amirauté, je soulignai le fait que maintenant l'Allemagne consacrait ses efforts à augmenter plutôt son armée que sa flotte.

Lors de ma première protestation contre ce que j'estimais être des demandes dues à la panique, je reçus l'appui zélé et énergique de M. Winston Churchill. Mal-

59954
BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITARĂ BUCUREȘTI

heureusement, en 1913, il était devenu premier Lord de l'Amirauté et son ardente imagination fut fascinée par les bateaux monstres. La lutte contre les « armements gonflés », pour employer la vieille phrase de Disraeli, fut affaiblie par une aussi puissante défection.

Je ne me propose pas de discuter ici la valeur de cette controverse. Je voudrais seulement mentionner deux ou trois faits pour justifier l'attitude prise par la section radicale dans le Cabinet. J'ai consulté les mémoires et les contre-mémoires qui furent discutés dans l'année 1913. La Trésorerie, qui n'était pas sans informations venues de sources expertes en matière navale, prétendait que, si nous rejetions les propositions nouvelles, et que si nous nous en tenions à l'ancien programme accepté, nous aurions encore en 1917 la marge de supériorité suivante :

Dreadnoughts.	plus de 84 %
Pré-Dreadnoughts.	plus de 127 %
Croiseurs armés	plus de 278 %
Croiseurs légers	plus de 70 %
Torpilleurs.	plus de 60 %

Ces estimations étaient fondées non seulement sur le nombre des bateaux, mais sur la comparaison de leurs qualités, c'est-à-dire la vitesse, le poids des canons et l'âge. Ces chiffres n'étaient pas acceptés par l'Amirauté. Les calculs de la Trésorerie estimaient trop haut la marge de supériorité pour les dreadnoughts, mais les chiffres rectifiés nous assuraient une marge certaine. Un autre argument avancé par la Trésorerie, c'est que, dans cette compétition entre l'Allemagne et nous-mêmes, pendant ces dix dernières années, nous avions accéléré l'allure en accroissant le tonnage, la vitesse de nos vaisseaux, et le poids de nos canons, et qu'en mettant en chantier le premier dreadnought en 1904, nous avions donné le signal de cette fatale rivalité.

A cette date nous avions une supériorité écrasante en face de toute coalition possible des flottes étrangères. La mise en chantier du dreadnought parut à certains d'entre nous un acte de légèreté et d'ostentation.

En ce qui concerne la seconde proposition de la Trésorerie, de concentrer nos efforts sur les petites unités plutôt que sur les grands bateaux, l'expérience de la guerre a apporté une justification complète de ce point de vue formulé en 1913. Nous avons souffert cruellement du manque de croiseurs et de destroyers pour protéger contre les attaques des sous-marins notre marine de guerre et marchande. L'Amirauté, sous la direction de Sir John Fisher, dut agir avec une fébrile énergie pour réparer cette grave lacune. Elle ne tenait pas tant au fait que nous n'avions pas un nombre suffisant de destroyers. C'est plutôt la vulnérabilité de nos grands cuirassés et croiseurs de bataille en face des attaques des torpilleurs qui nous obligea, pour les défendre, à détacher la plus grande partie de nos forces en torpilleurs.

J'aurai l'occasion de revenir, au cours de ce récit, sur les troisième et quatrième propositions.

Il était impossible, évidemment, de ne pas avoir un sentiment de malaise à la pensée que la flotte de bataille allemande était destinée à menacer la suprématie navale britannique. Le grand-amiral von Tirpitz, dans ses *Mémoires*, est très explicite sur ce point. Le kaiser l'était aussi dans ce temps. Je ne prétends pas que, délibérément, ils se soient posé comme but une guerre avec l'Angleterre qui aurait détruit notre flotte. Ils se seraient contentés d'augmenter la puissance de la leur, jusqu'à nous contraindre de renoncer sans combat à la suprématie sur la mer. Mais von Tirpitz, le véritable créateur de la marine allemande, avoue ouvertement qu'ils ne se seraient pas contentés de moins que cela.

Opposé, par principe, à tous armements exagérés, je

n'ai jamais varié dans l'opinion que la Grande-Bretagne ne pouvait admettre ni permettre une situation pareille.

Nous ne possédons pas de forces terrestres suffisantes pour défendre notre patrie contre les énormes armées du continent, fournies par la conscription. Notre flotte est aujourd'hui, comme au temps de Napoléon, la seule garantie, juste suffisante, de nos libertés et de notre indépendance.

Il nous fallait, par conséquent, construire vaisseau pour vaisseau et dans la proportion de trois contre deux, en face de tout effort allemand. Nos ressources financières et l'outillage de nos chantiers maritimes nous permettaient de contrebalancer, dans cette rivalité navale, même les plus puissantes réalisations. Ceci posé, il n'en était pas moins évident qu'une compétition sans limites provoquerait, sans nécessité, l'épuisement financier et une irritation croissante dans les deux pays et qu'en fin de compte elle les laisserait, avec des poches vides et des épaules chargées, dans la même proportion de forces qu'au point de départ.

Toutefois, en homme qui a appris à voir dans la paix la seule base saine et raisonnable du progrès humain, je m'efforçai d'alléger l'antagonisme croissant entre les deux nations. Comme Chancelier de l'Echiquier, je ne pouvais être indifférent aux frais d'une rivalité navale sans utilité. C'était comme une perte épuisante dans des ressources qui n'étaient, hélas! que trop nécessaires à l'amélioration sociale et au développement national.

Je cherchais donc les moyens de conclure un arrangement avec l'Allemagne, qui nous eût permis aux uns et aux autres d'abaisser le coût et le volume de la construction navale.

Une occasion parut se présenter quand, par l'entre-

mise de Sir Edward Grey, je fus mis en relations, en juillet 1908, avec le comte Metternich, ambassadeur d'Allemagne. Quelques années après, j'ai écrit de mémoire, sur notre entrevue, une note que je reproduis ici :

« Peu de temps après ma nomination au poste de Chancelier de l'Echiquier en 1908, le comte Metternich, ambassadeur allemand, m'invita à un lunch, à l'ambassade. Je n'avais jamais rencontré l'ambassadeur et je soupçonnais sous cette invitation quelque dessein politique.

« Après le lunch, je vis clairement pourquoi j'avais été convié. Il savait que j'appartenais au groupe le plus pacifiste du Cabinet et il mit sur le tapis le sujet des soupçons croissants entre nos pays.

« J'y vis une bonne occasion de lui expliquer que la véritable raison de l'hostilité grandissante, en Angleterre, contre l'Allemagne, ce n'était pas le développement rapide de son commerce, mais la crainte de sa marine croissante.

« Je montrai combien nous dépendions des apports d'au delà des mers, pour notre pain quotidien. Une nation étrangère qui nous aurait arraché notre suprématie navale serait capable d'affamer notre population, et de la réduire en quelques mois à une capitulation honteuse. J'insistai aussi sur le fait qu'une fois nos défenses maritimes abattues par une force navale supérieure, notre armée ne pourrait opposer de résistance effective aux puissants organismes militaires du continent.

« Je crus bon de lui dire que, pour maintenir l'invulnérabilité de nos côtes, au moyen d'une supériorité navale suffisante, tout le monde était d'accord dans le Cabinet, et que moi-même, si opposé que je fusse, avec bien d'autres, à des armements formidables, je serais le premier, si notre communauté était le moins du monde mise en péril, à proposer un emprunt de cent millions

de livres sterling, pour inaugurer le programme de constructions navales nécessaires à notre sécurité.

« Je lui dis aussi : « Si ces constructions rivales prenaient une telle extension que notre peuple en vînt à redouter sérieusement l'invasion, nous serions poussés inévitablement à adopter la conscription et à former une armée capable de défendre nos côtes contre tout envahisseur. »

« Il répliqua très sèchement :

« — Pensez-vous que nous attendrions?

« M. Delcassé venait justement d'être chassé du Quai d'Orsay, à cause surtout de l'hostilité allemande. Il avait été très bien reçu à Londres, immédiatement après sa démission. Je ne sais plus comment son nom surgit dans notre conversation. Je ne me souviens que d'un passage. Lorsque je dis : « Vous avez « démissionné » M. Delcassé de son poste de ministre des Affaires étrangères, en France », il me coupa la parole et, sur un ton tranchant : « Mais ce n'était pas en Angleterre, évidemment », dit-il. Je continuai : « Si l'Allemagne avait demandé la démission du ministre le plus impopulaire chez nous, du fait de cette demande il aurait atteint aussitôt au sommet de la faveur populaire. »

« Ce déjeuner ne fut pas, je le crains, un succès. »

Depuis que j'ai écrit cette note, j'ai pu étudier, grâce à la courtoisie du ministère des Affaires étrangères allemand, la correspondance diplomatique allemande sur la période en question. Elle m'a rappelé qu'il y a eu, en fait, deux entretiens avec Metternich, séparés par l'intervalle d'une quinzaine.

Le premier eut lieu le 14 juillet 1908, quand Sir Edward Grey m'invita à déjeuner, pour que je rencontre le comte Metternich, et le second se rapporte au déjeuner déjà mentionné du 28, à l'ambassade allemande. Les deux conversations ont été transmises en détail par Metternich, à Berlin, et elles sont tombées sous les yeux

du kaiser. Ses annotations du rapport sont hautement significatives et caractérisent l'attitude allemande de ce temps-là.

Elles valent la peine d'être étudiées à cause de la lumière qu'elles répandent sur le caractère du kaiser, et ses brusques sauts du sens rassis à l'insolence qui, plus tard, précipitèrent la catastrophe du monde.

Je reproduis le texte complet du rapport sur le déjeuner chez Grey et des extraits de l'entretien que Metternich eut plus tard avec moi-même.

SECRET.

Londres, 16 juillet 1908.

Notes marginales de l'Empereur.

Avant hier, Sir Edward Grey m'a invité à déjeuner chez lui avec M. Lloyd George. De l'avocat gallois ultra-radical qu'il était, le Chancelier de l'Echiquier est devenu, en peu de temps, une personnalité dirigeante et estimée, dans son parti et le Cabinet. Comme il pense en impérialiste, il est aussi respecté par les Unionistes. Si je me souviens bien, il s'est permis il y a quelques années, comme représentant de l'opposition, de lancer de temps à autre à l'Allemagne une bourrade, à la façon des Jingos. Comme ministre responsable, je l'ai trouvé dans des dispositions d'esprit conciliantes. Quand j'abordai la question de l'espionnage soulevée au Parlement, il convint avec moi que, malheureusement, il n'était pas d'ineptie qui ne fût crue dès qu'il s'agissait de l'Allemagne.

Quand je remarquai que c'était dommage que les hommes politiques anglais parussent vouloir acquérir l'amitié française au prix de l'hostilité allemande et que la politique de l'Entente avait provoqué en Europe un malaise, Sir Edward Grey dit, à peu près, ce qui suit : « Durant ces dernières années, l'Angleterre s'est trouvée plusieurs fois sur le point de complications guerrières avec la France et la Russie. Sans un arrangement amical, on aurait déjà eu la guerre probablement. Il y a une entente avec la France. Il n'y en a pas « actuellement » avec la Russie. L'Allemagne, elle, a la Triple-Alliance. Il est donc incompréhensible que l'on puisse parler d'une politique pour isoler l'Allemagne, à ce propos. »

M. Lloyd George ajouta que c'était probablement l'appui diplomatique donné par l'Angleterre à la France qui avait ému l'Allemagne (1). Sir Edward Grey répondit qu'en ce qui concerne le Maroc, l'Angleterre s'était engagée à donner ce support.

(1) *Oui.*

Je remarquai que la France se trouvait dans une position absolument sûre, aussi longtemps qu'elle reconnaissait le *statu quo* en Europe (2). Seule, elle ne pouvait pas l'attaquer. Mais, avec l'appui de l'Angleterre, l'idée de revanche pourrait un jour revivre (3). *Avis au lecteur* [en français] : l'article du *Temps* qui recommande à l'Angle-

(2) *Des territoires allemands!*

(3) *Bien dit!*

terre d'avoir une armée forte, pour devenir qualifiée pour une alliance.

M. Lloyd George exprima l'opinion qu'il ne croyait pas que la France eût des intentions de guerre, bien que les Français n'aient pas pu prendre sur eux de reconnaître le passé. Je répondis que moi non plus je ne croyais pas à de telles intentions de la France; que je ne faisais pas non plus d'objections à ce que l'Angleterre réglât ses disputes avec d'autres nations. Mais, d'autre part, dans le journalisme politique, les amis et les défenseurs de la politique anglaise prenaient soin de propager l'opinion qu'il ne s'agissait pas seulement de régler des disputes, mais de construire en même temps un rempart contre la puissance allemande. Cette façon d'agir ne cadre pas avec une tendance amicale et ne peut pas être considérée comme telle en Allemagne, mais elle est destinée à répandre le malaise ici et en Europe (4). Sir Edward Grey remarqua que ce qu'il y avait de déplaisant dans cette situation était causé par le fait que nous nous reprochions réciproquement d'avoir des intentions hostiles. La croyance dans une attaque anglaise éventuelle existe en Allemagne, et ici on croit aussi que la flotte allemande est construite pour menacer la position de l'Angleterre. Les deux ministres furent d'avis que les rapports entre l'Angleterre et l'Allemagne tournaient autour de la ques-

(4) *Tout à fait juste.*

tion de la flotte. Les dépenses pour la flotte anglaise étaient le résultat du programme naval allemand (5). La rapidité dans les constructions navales croîtra tellement (6) et en même temps les appréhensions causées par le danger allemand prendront une telle intensité, que les relations entre les deux pays ne pourront s'améliorer, aussi longtemps qu'ils persévéreront dans cette rivalité navale (7). Chaque Anglais dépenserait jusqu'à son dernier penny pour préserver notre supériorité navale (8) dont dépendent non seulement la position de l'Angleterre dans le monde, mais encore son existence comme Etat indépendant. Les dépenses ruineuses auxquelles a conduit la rivalité des flottes (9) ne peuvent pas faire prospérer les relations entre les deux pays. Quiconque connaît tant soit peu l'Angleterre sait qu'elle n'a pas l'intention de menacer (10) l'Allemagne avec sa flotte, ni d'attaquer l'Allemagne du tout. Il est clair qu'un débarquement, si on considère les proportions de l'armée anglaise, est hors de question. M. Lloyd George remarqua avec enjouement que le prince de Bismarck a dit, un jour que l'on discutait, à je ne sais plus quelle occasion, un débarquement anglais, que, dans un cas pareil, il laisserait à la police le soin d'arrêter le Corps anglais qui débarquerait. Aujourd'hui, les conditions sont exactement les mêmes que lorsqu'il

(5) *Faux! C'est le résultat des ambitions de l'Angleterre pour l'empire du monde et de sa tendance à voir des fantômes.*

(6) *Elle n'a pas été augmentée.*

(7) *Elle n'existe pas. La nôtre est limitée par la loi.*

(8) *Voyez Nauticus. Ils en ont déjà trois fois plus.*

(9) *Jamais parole aussi insolente n'a été entendue de l'Angleterre, même au temps de la tension la plus aiguë avec la Russie, à propos de l'Afghanistan. Elle ne s'est jamais risquée à demander à la Russie de retirer ses troupes de la frontière ou de cesser le renforcement de ses garnisons.*

(10) *?! Ils l'ont fait d'une façon continue, déjà.*

était question d'une menace de l'Angleterre contre l'Allemagne. Au contraire, pour l'Angleterre, une puissante flotte allemande (11), avec, derrière elle, une armée beaucoup plus puissante encore, est un réel danger (12).

Je répondis qu'une invasion allemande n'existait que dans l'imagination des Anglais. Aucune personne de sens n'y songe en Allemagne (13). Il est malheureux que les constructions navales soient devenues plus coûteuses depuis l'invention du Dreadnought (13) par laquelle l'Angleterre a perdu son immense avantage et qui a contraint toutes les autres nations qui vont sur la mer aux mêmes types immenses de bateaux, et par suite aux mêmes dépenses considérables. Mais à qui la faute? Il y a quelques jours on a discuté à la Chambre des Communes l'introduction d'un modèle de vaisseau encore plus vaste, d'une forteresse flottante. Aussi longtemps que la politique anglaise étrangère causera en Allemagne du malaise, j'estime qu'une réduction des armements sur mer est hors de question (13). Que Sir Edward Grey inaugure une détente entre les deux pays par sa politique en Europe centrale et rétablisse la croyance que l'on n'abusera pas un jour de l'Entente contre nous (14).

Alors seulement les bases deviendraient claires pour une discussion possible sur les armements (15). Pas

(11) *Elle ne sera jamais puissante, comparée à la flotte anglaise — et beaucoup moins un danger que la flotte anglaise déjà supérieure ne l'est pour nous.*

(12) *Ceci, après mon discours au Guildhall, est de première classe! une effronterie de première classe!*

(13) *Très juste.*

(13) *Très juste.*

(13) *Très juste.*

(14) *Très bien.*

(15) *Mauvais! Nous ne voulons pas discuter cela. On ne nous dictera jamais comment doit être constitué notre armement.*

avant. M. Lloyd George, qui prenait une vive part à la conversation, répondit qu'en ralentissant l'allure de nos constructions navales (16), nous contribuerions à rassurer l'opinion, plus vite que ne pourrait le faire toute autre action politique. Nous serions prêts, de notre côté, à vous rencontrer à moitié chemin pour établir une base commune de réductions sur les constructions navales (17). L'introduction du nouveau Dreadnought a été une grave erreur, du côté anglais. Ce gouvernement pourrait donner toute garantie possible (18) qu'un nouveau type ne serait pas introduit (19) si nous arrivions à un arrangement. J'ai beaucoup regretté que la correspondance entre Sa Majesté l'Empereur et Lord Tweedmouth n'ait pas été publiée en son temps.

Par cette correspondance, les sentiments amicaux de Sa Majesté l'Empereur pour l'Angleterre seraient devenus clairs au public et il aurait vu dans la lettre de Sa Majesté une raison suffisante pour entamer une discussion confidentielle sur les dépenses pour la flotte (20). Si Lloyd George avait eu à ce moment la responsabilité des finances de l'Etat, il aurait certainement insisté dans le Cabinet pour la publication de cette correspondance (21).

Une conférence de La Haye n'était

(16) *Nous n'avons pas d'allure rapide et nous ne construisons pas des «Dreadnought» SECRETS pour d'autres nations, qui seront ensuite achetés par l'Angleterre — ou camouflés en croiseurs armés que l'on transformera subitement en vaisseaux de bataille.*

(17) *Cette demande inouïe, le ministre aurait pu la présenter d'abord à Roosevelt, Clemenceau, Mirabello*(1). *Les répliques eussent été joyeuses! Pourquoi* seulement à nous? *Parce qu'ils croient ma diplomatie fatiguée et impressionnée par leurs cris de guerre.*

(18) *Nous n'en avons pas besoin.*

(19) *C'est indifférent pour nous.*

(20) *Il aurait reçu une gentille réponse de moi. Cela n'aurait pas eu de résultat!*

(21) *Aha!*

(1) Ministre de la marine italien.

pas le moyen approprié pour réaliser une diminution des dépenses pour la flotte. Si l'on pouvait arriver, comme il l'espère ardemment, à ce résultat, il ne faudrait pas tenter de l'obtenir d'une façon officielle, telle qu'un échange de notes (23). Des discussions confidentielles et non officielles, qui ne seraient pas du tout rendues publiques (24), pourraient, si toutefois une entente entre l'Angleterre et l'Allemagne était possible en ces matières, conduire à la fin désirée (25).

(23) *Je leur répondrais par des bombes!*

(24) Hors de question! *Pour que le peuple allemand ne se lève pas et n'enfonce pas à coups de briques les fenêtres du ministre!*

(25) *Non.*

Sir Edward Grey approuva son collègue, sauf sur l'opportunité de la publication de la correspondance qu'il avait recommandée.

Je dis à M. Lloyd George qu'il avait raison d'affirmer que ni une conférence à La Haye, ni surtout une proposition officielle sous forme de note (26) du gouvernement anglais à l'allemand, ne pourraient résoudre la question de la réduction des armements (27); que, même, je considérerais une démarche (28) dans ce sens et dans les circonstances présentes comme très problématique (29), grave et dangereuse, mais que, pour le reste, je ne m'écarterais pas du terrain solide choisi par moi, en demandant : d'abord une politique de réassurance; ensuite nous pourrons parler de la flotte (30).

(26) *Ce serait une déclaration de guerre.*

(27) *Juste.*

(28) *Nous la considérerions comme une déclaration de guerre.*

(29) *Certainement la guerre.*

(30) *Non. On n'en parlera pas du tout!*

En relatant cette conversation, j'en ai supprimé une bonne part, et, afin d'être bref, j'ai mentionné seulement

les parties les plus importantes. Certains détails contribuent cependant à donner à tout le tableau son vrai coloris. Je me permettrai donc, pour ne pas être mal compris, d'ajouter les remarques suivantes supplémentaires.

Votre Eminence sait que, depuis longtemps, le gouvernement anglais entretient le désir de conclure avec nous un arrangement au sujet des dépenses navales (31). Avant et pendant la seconde conférence de La Haye, une tentative a été faite dans cette direction. Elle a échoué. Si j'ai été bien informé, nous avons craint que le gouvernement anglais, seul ou avec d'autres, nous fît une proposition officielle pour la limitation du programme de notre flotte, et qu'un danger de guerre immédiat pût en résulter (32). C'est ma ferme conviction que le gouvernement actuel est très éloigné (33) de nous placer devant une sorte d'ultimatum dont l'issue serait l'acceptation ou la guerre. Il n'a pas du tout l'intention de nous poser une question menaçante (34). Il désire bien davantage prévenir les possibilités de guerre par un arrangement opportun. Si je repousse le désir de quelqu'un, ce n'est pas une raison pour me battre avec lui, tout de suite. Ceci ne vient en considération que si je vois que l'autre a l'air de vouloir m'imposer de force (36) ce qu'il désire de moi (37).

En face des deux ministres, j'ai fait dépendre l'accomplissement de leurs

(31) *Hors de question! Qu'ils s'arrangent d'abord avec les autres grandes puissances!*

(32) *Oui.*

(33) *??*

(34) *Dans la conversation des ministres, il y avait déjà une menace cachée. Qu'on les laisse d'abord se mesurer avec l'Amérique. Cette dernière est beaucoup plus forte que nous.*

(36) *C'est ce qu'il fait.*

(37) *Dans notre position, il vaut mieux qu'un pareil désir ne soit pas exprimé.*

vœux d'une condition que nous nous réservions de développer. J'aurais, sans nécessité, restreint les possibilités futures, et rendu la situation encore plus aiguë si je leur avais donné à entendre que jamais et à aucun prix nous ne serions disposés à accepter un arrangement avec eux au sujet des dépenses navales. Le prix que j'ai indiqué pour notre consentement ne nous sera certainement pas bientôt payé par Sir Edward Grey.

Signé : P. METTERNICH.

Remarques finales de l'Empereur :

« Bravo, Metternich! Il a très bien mené cette affaire, sauf sur un point qui est le plus important. L'ambassadeur a entièrement négligé ce fait qu'il n'est pas permis d'(accepter ?) (1) les prétentions insolentes des ministres anglais (même s'il s'agit d'une opinion privée et qui n'est pas matière à rapport), de faire dépendre leurs sentiments pacifiques de la diminution de notre force sur mer. Il a mis ainsi le pied sur une pente très dangereuse. J'en suis fâché pour lui.

« Il faut lui faire savoir que je ne désire *pas* une bonne entente avec l'Angleterre, aux dépens de l'extension de la flotte allemande. Si l'Angleterre ne veut nous tendre gracieusement la main qu'en ajoutant que nous devrions diminuer notre flotte, ceci est une impudence excessive qui contient une grave insulte au peuple allemand et à son Kaiser et qui doit être repoussée *a limine* par l'ambassadeur. Avec le même droit, la France et la

(1) Mot omis dans l'original.

Russie pourraient nous demander de diminuer notre armée.

« Dès que l'on permettra à une puissance étrangère, sous un prétexte quelconque, de dire son mot sur nos armements, alors il n'y aura plus qu'à prendre sa retraite, comme le Portugal et l'Espagne. La flotte allemande n'est pas construite *contre* quelqu'un, et pas plus *contre* l'Angleterre que *contre* un autre. Elle est construite d'accord avec *nos* besoins.

« C'est ce qui a été dit clairement dans la *Loi navale* et c'est ce qui n'a pas changé depuis onze ans. Cette loi sera exécutée jusqu'à son dernier paragraphe. Que cela plaise aux Anglais ou ne leur plaise pas, nous laisse indifférents. S'ils veulent une guerre, qu'ils l'*entreprennent,* nous n'en sommes pas effrayés.

« *Signé :* WILHELM R. I. »

Voici le passage le plus important du rapport du comte Metternich, envoyé à Berlin, à propos de notre seconde conversation, avec les notes marginales de l'Empereur.

Notes marginales de l'Empereur.

Le même jour, j'eus une discussion avec le Chancelier de l'Echiquier, M. Lloyd George. Je lui expliquai comment la politique anglaise suivie depuis six ans devait forcément conduire à la situation présente peu confortable.

L'Angleterre autrefois aux côtés de la Triple-Alliance, maintenant aux côtés des adversaires de l'Allemagne; le Maroc jeté comme une pomme de discorde entre la France et l'Allemagne; la France encouragée dans ses idées de revanche par l'espoir d'une aide de l'Angleterre; l'Entente politique, rempart contre la prétendue expansion de

l'Allemagne et ses désirs d'agression; la peur des espions et les craintes d'invasion; dans les journaux politiques, la déformation des intentions de l'Allemagne : des calomnies sur les motifs de la politique allemande. Et rien n'a été fait pour arrêter tout cela (1).

(1) *Un très bon résumé.*

Par cet empoisonnement de l'opinion, auquel personne ne s'oppose, nous sommes poussés involontairement dans la position de gens qui voient le spectre de la guerre grandissant à l'horizon — un spectre que les deux gouvernements et les deux peuples désirent voir disparaître (2). M. Lloyd George et moi en sommes également convaincus.

(2) *Ce n'est pas mon idée du tout. Si l'Angleterre désire la guerre, laissez-la donc l'entreprendre. Nous lui réserverons quelque chose.*

Le ministre montra qu'il comprenait tout cela, mais, comme chacun de ses compatriotes, il voit dans la question navale le point central des relations anglo-allemandes, autour duquel tout le reste tourne et dont dépendent tous les autres événements.

L'Angleterre, dit-il, a l'argent, et, pour conserver la suprématie navale, elle tendra tous ses muscles (3). Une course dans les constructions navales (4) accroîtrait inévitablement la tension et par suite le danger d'un conflit. A la fin de ces armements accablants (5), la distance entre les flottes resterait grande, et nous ne nous serions par rapprochés de notre but (6). Nous ferions le jeu ici de deux tendances contre lesquelles il combat et qui ne sont pas favorables à nos intérêts.

(3) *Personne n'a envie de le contester.*

(4) *Qui n'existe pas du tout, sauf dans les cerveaux anglais.*

(5) *Pas pour nous.*

(6) *Mais cela n'est pas notre but.*

A mesure que grossiraient les dépenses pour la marine, dans la lutte engagée entre l'Allemagne et l'Angleterre, de nouvelles sources de revenus devraient être trouvées, et toutes les pensées se tourneraient vers le parti des tarifs douaniers qui a promis des recettes nouvelles aux dépens des pays étrangers, et sans charger l'Anglais davantage.

Ensuite : Plus la flotte allemande se rapprocherait en force de la flotte anglaise (7), plus forte deviendrait la pensée que la sécurité anglaise ne dépend plus de sa flotte seule, mais que l'Angleterre doit développer aussi son armée. Pour avoir une armée réellement permanente, il n'y a qu'un moyen : la conscription. Avec l'augmentation de la flotte allemande grandirait la possibilité d'une invasion — bien que personnellement il ne puisse croire à une pareille intention (8) — et l'Angleterre serait poussée vers l'introduction de la conscription (9). Le parti militaire et un grand nombre de conservateurs la désirent déjà fortement. A l'approche d'une menace allemande, la grande masse du peuple qui, jusqu'à présent, n'a rien voulu savoir de la conscription, serait bientôt gagnée en sa faveur (10).

Je répliquai que l'Allemagne a suffisamment de moyens à sa disposition pour créer une très respectable flotte en outre de son armée.

(7) *Absolument hors de question et n'a jamais été tenté.*

(8) *!!*

(9) *Cela lui ferait du bien.*

(10) *Tant mieux!* [*en français*].

...Et même si le fardeau était lourd, il serait nécessaire étant donnée la situation internationale. D'ailleurs, dix (11) ans au moins seraient nécessaires pour réaliser la nation en armes et une armée égale aux modèles du continent. Si nous voyions que l'Angleterre adoptait la conscription, avec les yeux fixés sur l'Allemagne, dans le but d'obtenir une alliance avec la France, je ne pense pas que nous attendrions avec patience que cette évolution arrivât à l'achèvement (12).

(11) *Sancta simplicitas! 50!*

(12) *Nous serions totalement indifférents.*

M. Lloyd George revint alors à son idée favorite : le ralentissement dans l'allure des constructions de la flotte (13). Il m'exhorta à profiter du moment pendant lequel un gouvernement libéral, ami de la paix, était au pouvoir.

(13) *C'est vraiment inouï! Et c'est parce que Metternich n'a pas complètement refusé d'entrer dans ces vues.*

...Si l'on considère (dit Lloyd George) combien la flotte a plus d'importance pour l'Angleterre que pour l'Allemagne, la flotte anglaise doit toujours être un bon brin plus forte que la nôtre, de façon à être capable de donner à l'Angleterre le sentiment de sécurité qu'elle exige d'elle, et d'être en même temps suffisamment puissante pour éloigner toute idée présomptueuse d'attaque contre elle qui pourrait surgir de notre part (14). La flotte allemande, il est vrai, devrait être assez forte pour assurer une protection suffisante à ses intérêts d'outre-mer et donner en même

(14) *C'est une façon de parler que, jusqu'à présent, on n'avait employée qu'envers des compagnons comme la Chine ou l'Italie! C'est vraiment inouï!*

temps à la flotte anglaise, en dépit de sa supériorité nécessaire, le sentiment qu'il serait risqué de nous chercher querelle (15).

(15) *Nous n'en sommes pas encore là.*

La proportion de deux à trois lui paraissait correspondre à une juste balance des forces sur mer, entre nous (16). Il ne pourrait pas invoquer l'autorité du gouvernement anglais, et n'exprimait que son opinion personnelle. Il savait toutefois que, auprès du Cabinet libéral, nous trouverions la réponse la plus amicale (17) si nous consentions à discuter avec lui le ralentissement de l'allure dans les constructions navales (18). Si même nous consentions à construire un Dreadnought de moins chaque année, il en résulterait un complet changement dans les sentiments de l'Angleterre à notre égard (19).

(16) *!!*

(17) *Bluff!*

(18) *Non! Trois fois non! Et après les mots qui précèdent, jamais!*

(19) *Idiot! (Bosh!)*

. . . . . .

Les extraits précédents donnent le tableau excellent de mes discussions avec Metternich.

Ce rapport, et en particulier l'indicible impertinence que j'eus d'oser suggérer, pour certaines raisons et considérations, la limite qui pourrait être acceptée par la flotte allemande, affectèrent l'empereur à un point qui se reflète dans la note mise au bas du rapport. Je la transcris intégralement :

« Cette sorte de conversation qui a eu lieu entre Lloyd George et Metternich, est complètement inconvenante et provocante pour l'Allemagne. Je le prie, à l'avenir, de ne plus se mêler à ces sortes d'expectorations. Il a ac-

cepté très patiemment et il a écouté les opinions et les ordres d'hommes d'Etat anglais, et les protestations qu'il a risquées n'ont pas eu d'effet du tout.

« A tous ces *gentlemen* qui ne désirent pas voir réalisées « nos présomptueuses idées d'attaque », il devrait donner une réponse comme: « Allez au diable! » Ça ramènerait au bon sens ces individus.

« Que Lloyd George ait osé proposer une ordonnance réglant la vitesse de nos constructions, ceci dépasse les bornes. Mais c'est là le résultat des premières discussions placées sur une pente dangereuse : « *La possibilité de ne pas être hors de question* » (le kaiser veut dire : la possibilité de discuter ces questions. — Note du traducteur.)

« Les rusés Anglais cherchent à le pêcher avec l'hameçon. Tôt ou tard ils tireront sur la corde et le sortiront. En dépit des « entretiens privés », des « opinions qui n'ont pas à être transmises », etc.!... Il devrait *ab ovo* couper court par une remarque comme celle-ci: « Aucun pays ne peut permettre à un autre de lui adresser des ordres ou des admonestations au sujet de l'importance ou de la nature de ses armements. Je refuse de discuter la question. » Pour le reste, qu'on leur fasse lire la *Loi navale* — connue depuis onze ans — et *Nauticus!*

« Metternich devrait donner à cette sorte de fanatiques un coup de pied dans le ...; il est trop doux. »

Ce déjeuner eut des conséquences dont je ne me suis pas rendu compte à cette époque, mais que, tout récemment, j'ai connues en étudiant avec soin les papiers diplomatiques allemands.

Au moment de mon entretien avec Metternich, je comptais me rendre en Allemagne au mois d'août suivant de 1908. Je voulais étudier sur place le système des assurances allemandes en vue de préparer un projet sur la maladie et le chômage dans mon pays. En annonçant ma visite, Metternich insistait pour que le « Chan-

celier de l'Echiquier britannique, une des personnalités les plus en vue d'Angleterre, et qui serait probablement un jour appelé à la tête d'un gouvernement libéral, soit traité avec la plus grande considération ». En conséquence, l'empereur décida que je serais invité à lui faire une visite. Mais, dans l'intervalle, Metternich arriva en toute hâte pour parler avec le Chancelier de l'Empire allemand von Bülow, qui l'avait réprimandé pour sa conversation imprudente avec moi. Je suppose que Metternich avertit Bülow que je discuterais certainement de la marine avec Sa Majesté Impériale et que si Guillaume se servait, devant moi, de certaines remarques qu'il avait mises au bas du rapport de Metternich, un grave procès de *lèse-majesté* pourrait s'ensuivre. Un avertissement fébrile fut envoyé à la Cour, et je ne reçus pas l'invitation que l'empereur avait suggérée.

Je réussis cependant à obtenir un entretien avec le vice-chancelier von Bethmann-Hollweg qui était à Berlin à ce moment-là. Il avait à administrer, alors, les assurances contre la maladie, connaissait parfaitement le domaine de son travail et m'aida beaucoup dans mes recherches. Il fut assez bon pour nous inviter, ma mission et moi, à un grand dîner qu'il donna au Jardin Zoologique.

Bethmann-Hollweg était une personnalité attrayante, mais non fascinante. Il me fit l'impression d'un bureaucrate intelligent, travailleur et très avisé, mais il ne m'a pas du tout laissé le souvenir d'un homme puissant qui pourrait un jour braver le destin. Il nous donna un bon dîner; à sa fin, de grands bocks à couvercle circulèrent, et von Bethmann-Holweg devint bavard et agressif.

Il s'embarqua dans une discussion sur la situation européenne et fut très amer devant ce qu'il appela « l'encerclement de l'Allemagne dans un anneau de fer par la France, la Russie et l'Angleterre ». Je fis de mon mieux pour l'assurer qu'en ce qui concernait l'Angleterre, il

n'y avait pas le moindre désir d'entrer dans des combinaisons hostiles à l'Allemagne, et que nous étions très soucieux de vivre en paix et en bon voisinage avec ce grand pays. Je lui dis, toutefois, que l'Angleterre était très inquiète au sujet de l'accroissement de la flotte allemande, et qu'elle y voyait une arme dirigée contre son cœur. Je lui répétai tout ce que j'avais dit au comte Metternich, sur notre situation d'île entièrement dépendante de la mer, dans les questions d'existence. Il n'était pas très enthousiasmé de la marine allemande, et je m'aperçus qu'il ne défendait pas un programme de constructions qui aurait pu être considéré comme une menace pour la Grande-Bretagne. Il s'efforça de me convaincre que le peuple allemand ne désirait pas attaquer l'Angleterre. L'impression qu'il laissa dans mon esprit fut que l'Allemagne officielle craignait réellement le *rapprochement* entre la France et l'Angleterre, et entre l'Angleterre et la Russie. Ils étaient entièrement convaincus que le roi Edouard organisait une coalition dans un but hostile à l'Allemagne. Le roi était considéré comme un ennemi invétéré de la puissance allemande.

Ceci nous conduisit, au cours de la conversation, à une extraordinaire explosion de sa part, quand il revint au thème de l'hostilité grandissante de l'Angleterre, de la France et de la Russie contre l'Allemagne, et au « cercle de fer » qu'elles forgeaient autour d'elle. « Un cercle de fer!» répétait-il violemment. Il vociférait cette appréciation en agitant les bras vers toute la compagnie rassemblée. « L'Angleterre embrasse la France. Elle fait des amitiés à la Russie. Mais ce n'est pas que vous vous aimiez les uns les autres. C'est que vous haïssez l'Allemagne! » Et il répéta, il hurla littéralement ce mot : « haïssez » par trois fois. Il était vraiment excité, et n'avait certainement plus le contrôle de soi qui assure la discrétion, car il en vint à manifester une antipathie marquée contre la Bavière quand il opposa l'attache-

ment des provinces prussiennes de l'Est et de Berlin pour l'empereur, prêtes à mourir sur un mot de lui, à l'attitude bavaroise qui était plus tiède.

Incidemment, il lança un flot de lumière sur les vues de l'Allemand moyen, concernant la décadence de l'Angleterre. Il était d'avis, c'est clair, que nous n'étions plus un peuple de gros travailleurs; il pensait que nous aimions trop nos aises et que nous étions la nation du « week-end ». Il me décrivit sa propre journée : comment il se levait à sept heures, travaillait jusqu'à huit; puis il faisait une heure de cheval jusqu'à neuf; ensuite il déjeunait; après il reprenait sa tâche quotidienne ; il travaillait véritablement jusqu'à dîner et continuait ainsi toute la semaine. Il dit : « En Angleterre, vous allez à votre bureau à onze heures; vous passez une bonne heure à luncher; vous vous en allez à quatre heures. Le jeudi vous allez à la campagne. Vous y restez jusqu'au mardi matin, et vous appelez cela le « week-end ».»

Il faut être juste : ceci se passait après dîner! Mais je ne suis pas sûr que cette révélation des idées continentales d'avant guerre sur la dégénérescence anglaise ne doive pas être mise en relation avec le mépris du militaire allemand, un peu plus tard, quand il envisagea la possibilité de notre intervention. Il était admis généralement que la fibre anglaise avait été amollie et dissociée par la prospérité. Le pauvre spectacle que nous avions donné pendant la guerre des Boers avait confirmé cette impression.

Ce qui rendait ce langage encore plus significatif, c'est que l'attitude personnelle de Bethmann-Hollweg en face de l'Angleterre et des Anglais était extrêmement amicale. Elle ne s'exprimait pas seulement en paroles, puisqu'il avait envoyé son fils à Oxford. Il croyait que l'ouvrier allemand était meilleur que l'ouvrier anglais; que le savant allemand était facilement supérieur, en nombre et en qualité, à l'insignifiante troupe des savants britanni-

ques, et d'autre part il paraissait avoir une meilleure opinion de la classe supérieure et moyenne anglaise que de l'allemande. Il attribuait la supériorité de l'ouvrier allemand au fait que, pendant ses jeunes années, il recevait un sévère entraînement militaire, et qu'il y prenait des habitudes de discipline et de régularité.

Je quittai Berlin profondément troublé par la méfiance et par le soupçon que j'avais rencontrés dans un milieu aussi distingué et aussi amical. C'était, à ce qu'il me parut, l'expression inquiétante d'une opinion générale dans les cercles dirigeants de Berlin.

A l'autre bout de l'échelle, je fus aussi très impressionné par une scène dont je fus témoin à Stuttgart pendant le même voyage. En arrivant, nous avions appris que le « Zeppelin » allait faire un vol pour s'exhiber à la foule. Nous parcourûmes le champ où le géant de l'air était attaché, pour apprendre qu'à la dernière minute il avait explosé par accident et avait été détruit. Nous étions vraiment très désappointés, mais « déception » est un mot tout à fait insuffisant pour qualifier le mélange de douleur et de consternation répandu sur la foule allemande spectatrice de la catastrophe. Ce n'était pas la perte de vies humaines qui était en cause. Il semblait que des espoirs et des ambitions plus larges que ceux qui s'attachent à un succès scientifique ou mécanique avaient entouré cette carcasse du dirigeable. Puis la foule se mit à chanter : « L'Allemagne au-dessus de tout » avec une ferveur fanatique de patriotisme. De quelle pointe de lance de l'avance impérialiste ce vaisseau de l'air était-il l'annonciateur? De tels incidents, ce sont des crevasses sur une surface froide, d'où l'on peut apercevoir, bougeant en-dessous de façon inquiétante, la chaude, la bouillonnante lave de l'agitation.

Mais, après ces quelques éclairs sur les problèmes extérieurs, je fus ramené pendant les années suivantes aux vives préoccupations des affaires intérieures. Je com-

pris cependant qu'une menace contre la paix grandissait à l'extérieur et contre l'ordre social chez nous, que nous devions nous efforcer d'écarter, si possible par des méthodes pacifiques, et en même temps je me rendis compte qu'il ne fallait pas exclure l'échec de telles méthodes du domaine des possibilités.

2. Plan pour une trêve des partis.

L'observation faite à Metternich, dans la conversation précédemment rapportée, au sujet de la conscription que nous serions peut-être conduits à adopter, n'était pas le moins du monde une phrase d'occasion, jetée par moi comme un élément du débat, au cours de mon argumentation. Elle était bien moins encore une sorte de pauvre bluff, employé pour convaincre ou pour impressionner l'ambassadeur allemand.

J'étais de plus en plus préoccupé, depuis quelque temps, par la précarité de notre position, si notre défense navale était enfoncée. Pendant des siècles, c'est elle qui nous avait protégés contre une invasion du continent. Jusqu'à présent, elle n'avait pas failli à sa tâche, et cette immunité nous avait donné le sentiment d'une complète sécurité. C'est cette certitude qu'exprimait Sir John Fischer dans sa fameuse remarque : « Nous pouvons dormir profondément dans nos lits, parce que notre flotte est invincible. » Mais la marche rapide des découvertes scientifiques, qui révèle constamment l'existence de forces jusque-là insoupçonnées, capables d'être utilisées d'une façon formidable pour le bien ou le mal de l'humanité, m'induisait à penser qu'un jour peut-être une invention neutraliserait notre supériorité et nous mettrait à égalité avec nos voisins, sinon dans une position inférieure. Ceci m'apparaissait comme dans le domaine du possible. Déjà étaient apparues des inventions

qui présageaient de telles menaces. Le péril viendrait-il des airs ou des profondeurs de la mer? Je l'ignorais. Mais nul ne pouvait avoir l'assurance que l'une ou l'autre de ces possibilités n'entreraient pas en ligne de compte. Dans un pareil cas, notre position eût été désespérée en face d'un envahisseur disposant d'une armée puissante.

Nous avions, en telle occurrence, deux faiblesses principales. La première, c'est que notre armée eût été trop insignifiante pour tenir tête aux forces gigantesques du continent. La seconde, c'est que nous sommes si complètement dépendants d'outre-mer pour la nourriture, qu'une fois isolés nous aurions été, en quelques mois, poussés au bord de la famine. C'est une des raisons pour lesquelles j'ai toujours insisté pour que l'on accorde plus d'attention au développement des ressources du sol britannique.

Je n'étais pas d'accord avec la thèse de Lord Roberts, qu'une force importante pourrait actuellement être débarquée et s'emparer de Londres. En l'absence de l'invention qui n'a pas encore été trouvée, ou du moins qui n'a pas encore été développée, notre marine est assez forte pour empêcher un désastre de cette sorte. Mes appréhensions s'adressaient à l'inconnu que l'avenir porte dans ses voiles, si la science réussit à neutraliser la puissance de nos cuirassés.

Des nuages inquiétants s'accumulaient sur le continent de l'Europe, grossissaient et noircissaient à vue d'œil. Les sous-marins et les zeppelins indiquaient un danger possible pour l'invincibilité de notre défense. Je sentais que notre sécurité eût été plus grande si nous avions possédé un système d'entraînement pour la jeunesse de ce pays, qui l'eût rendue capable de défendre notre Empire, dans le cas possible d'une invasion. J'étais opposé aux armées de conscription du type continental, et je les considérais comme mieux appropriées à l'agres-

sion qu'à la défense. En vue de ce dernier dessein, il me parut que quelque chose qui ressemblait à la milice suisse pourrait suffire et être adopté ici.

C'est avec toutes ces pensées dans l'esprit que je me décidai en 1910 à soumettre aux chefs des deux partis politiques dans ce pays une série de propositions en vue d'une coopération nationale qui s'étendrait sur une longue période et s'occuperait de certaines affaires importantes et urgentes.

En 1910, nous étions entourés par une accumulation de graves problèmes qui devenaient rapidement toujours plus graves. Le plus grave n'a pas encore été résolu.

Il était devenu évident, pour des observateurs perspicaces, que les partis et le système parlementaire n'étaient pas de taille à les dominer. Aux portes du dock parlementaire il y avait encombrement et peu de chances pour le trafic grandissant de pouvoir passer. Les ombres du chômage montaient, menaçantes, à l'horizon. Nos rivaux internationaux marchaient de l'avant, à grande allure, menaçant nos positions sur les marchés du monde. Il y avait un arrêt dans l'expansion de notre commerce extérieur, qui avait contribué, dans la seconde moitié du siècle précédent, à cette prospérité phénoménale dont nous avions fait un usage si désordonné et si égoïste. Notre population laborieuse, qui se pressait en désordre dans des rues sales et étroites, sans savoir si elle ne serait pas privée du pain quotidien par la maladie ou par les fluctuations du commerce, à force de mécontentement devenait morose. A mesure que nous dépendions davantage de l'au delà des mers, pour la nourriture, notre sol restait inculte, de plus en plus. La vie des campagnes se flétrissait et nous devenions dangereusement surindustrialisés. L'abus des boissons alcoolisées minait la santé et l'énergie d'une partie considérable de notre population. La controverse irlandaise empoisonnait nos relations avec les Etats-Unis d'Amérique. Chez nous,

une grande lutte constitutionnelle à propos de la Chambre des Lords nous menaçait d'une révolution, tandis que, à nos portes, en Irlande, un autre conflit pouvait déchaîner la guerre civile. Pendant ce temps, de grandes nations s'armaient fébrilement en vue d'une lutte redoutée dans laquelle des liens visibles ou invisibles, des intérêts, des sympathies, pouvaient nous entraîner. Etions-nous préparés à toutes ces contingences terrifiantes?

Troublé par cet état de choses, je soumis un mémoire à M. Asquith qui préconisait une trêve entre les partis, afin d'assurer la coopération de nos principaux hommes d'Etat au règlement des problèmes nationaux : seconde Chambre; home rule, développement de nos ressources agricoles, entraînement national pour la défense du territoire, remèdes au mal social, enquête impartiale et éclairée sur l'agencement de notre système fiscal.

M. Asquith accueillit ces propositions avec beaucoup de faveur et on décida de les soumettre à quatre ou cinq membres du Cabinet pour recueillir leurs observations. Autant que je m'en souviens, les seuls ministres appelés en consultation furent Lord Crewe, Sir Edward Grey, Lord Haldane, et M. Winston Churchill. Je ne puis rappeler leurs critiques en détail.

Ils approuvèrent l'idée en principe, et il fut décidé de soumettre la proposition à M. Balfour, qui était encore le chef du parti conservateur. Les seuls « *outsiders* » à qui le document fut montré étaient F.-E. Smith (plus tard Lord Birkenhead) et M. Garvin. Ils furent très satisfaits de toute la conception.

M. Balfour ne fut pas du tout hostile; en fait, il alla assez loin et nous donna à entendre que, personnellement, il considérait la proposition avec une assez grande faveur, mais qu'il n'était pas du tout sûr, cependant, de la réception que lui réserverait son parti.

Malheureusement, il n'était pas ferme en selle, à ce

moment. Les cris des « *die-hard* » (intransigeants) contre sa direction devenaient chaque jour plus perçants. Toutefois, il consulta quelques-uns de ses collègues importants, et les réponses qu'il en reçut ne furent pas le moins du monde décourageantes. On me dit que Lord Lansdowne, Lord Cawdor, Lord Curzon, M. Walter Long et M. Austen Chamberlain étaient favorables à cette idée.

Quand il en vint à convoquer une réunion plus officielle et plus générale de ses collègues, il trouva que les membres les plus capables du parti conservateur n'étaient pas du tout antipathiques au projet. La seule opposition, si je me souviens, vint de Lord Londonderry. Mais, quand M. Balfour voulut plus tard sonder l'opinion de ses partisans les moins compétents et par suite les plus étroits, il rencontra des difficultés qui s'avérèrent insurmontables.

Il me convoqua un soir à onze heures à Downing Street pour discuter le problème, et je le trouvai beaucoup plus hésitant et récalcitrant.

J'appris de lui que l'objection principale élevée par ses collègues concernait ma présence dans une pareille combinaison. J'étais tellement associé dans leur esprit aux propositions les plus radicales, je m'étais si souvent porté, en ce temps-là, à la pointe de l'offensive, j'avais dit tant de choses blessantes dans le tumulte de la mêlée, qu'il leur paraissait plus que douteux d'obtenir l'adhésion de leurs tenants à une coalition dont je serais membre.

Je l'assurai instamment qu'en ce qui me concernait je ne ferais pas de ma présence dans le ministère une condition de mon appui. Au contraire, j'étais tout disposé à en sortir et à lui apporter un soutien cordial et zélé, comme membre indépendant de la Chambre des Communes, aussi longtemps qu'il s'attaquerait à cette affaire, avec courage et conviction

Il me dit alors qu'il lui fallait consulter un autre homme. Il ajouta : « Vous serez bien surpris quand je vous donnerai son nom. » En effet, quand je l'entendis je fus plutôt étonné qu'une telle individualité pût encore tenir dans les conseils du parti une place aussi importante et influente. Car il s'était retiré de la politique depuis de longues années. C'était M. Akers-Douglas, qui avait été autrefois *chef-whip* (entraîneur principal) du parti conservateur, et qui était maintenant Lord Chilston.

Je me souviens d'une des dernières choses que M. Balfour m'ait dites à cette occasion. Mettant la main sur le front et les yeux fixés vers le sol, il murmura, comme s'il se parlait à lui-même : « Je ne puis pas devenir un autre Robert Peel dans mon parti. » Après une courte pause, il ajouta : « Je ne vois pas bien d'où pourrait nous venir un Disraéli, à moins que ce ne soit mon cousin Hugh et, lui non plus, je ne le vois pas tout à fait remplissant ce rôle ! »

M. Akers-Douglas fit échouer ce projet de coopération en vue de régler ces problèmes d'une énorme importance nationale et ce fut fini. Le plan avait presque réussi. Il fut ruiné, non par les chefs réels du parti, mais par des hommes qui, pour d'obscures raisons mieux connues des organisations politiques, jouissent d'une grande influence au sein des conseils, sans posséder ces capacités qui excitent l'admiration générale et la confiance au dehors.

Je ne m'occupe pas, dans ces souvenirs de guerre, d'examiner les conséquences de ce projet, s'il avait été adopté et exécuté, excepté dans les modifications ou altérations qu'il eût pu apporter à la situation internationale.

Si le projet avait pris corps, nous aurions eu en 1914 un million ou quinze cent mille jeunes gens bien entraînés, prêts à être incorporés dans nos armées, peu après

la déclaration de guerre. Nous aurions eu, ce qui est plus important encore, les fusils et les armes que nous mîmes plus de dix-huit mois à manufacturer pendant la guerre, et les machines nécessaires pour en fabriquer davantage. Nous aurions eu aussi un état-major d'officiers entraînés et compétents pour conduire au feu cette armée.

Si cette force avait existé en 1914, et si l'Allemagne s'était rendu compte que la contribution britannique ne se limitait pas à sa « méprisable petite armée » de six divisions, mais que, derrière le petit corps expéditionnaire, il y avait une troupe considérable d'hommes entraînés et armés, capable de prendre une part effective aux combats, l'Allemagne aurait hésité avant de plonger le monde dans le désastre de la grande guerre.

Les jeunes gens envoyés aux tranchées pendant les deux dernières années de la guerre avaient un entraînement beaucoup moindre que celui qu'aurait procuré le système de la milice suisse aux soldats appelés sous les drapeaux en 1911, 1912, 1913 et 1914. Même si l'existence d'une force aussi formidable n'avait pas détourné le cours des événements dans la direction de la paix, l'aide qu'elle aurait apportée aux premières périodes de la guerre aurait pu être décisive et raccourcir la durée de cette lutte dévastatrice.

On a dit qu'à la bataille d'Ypres les troupes, des deux côtés, étaient à la fin si fatiguées que l'irruption d'une division fraîche aurait achevé la victoire de l'armée assez heureuse pour disposer d'un renfort aussi opportun. Un certain nombre de bataillons territoriaux, dont aucun n'avait reçu une instruction comparable à celle des milices suisses, furent jetés dans la bataille avant la fin du combat et donnèrent, suivant le témoignage de Lord French, un appui inestimable à nos troupes épuisées.

Si, au lieu de dix-neuf bataillons de territoriaux, conduits par des officiers capables, mais non pas profession-

nels, nous avions eu 300 ou 400 bataillons composés d'hommes bien entraînés et commandés par des officiers complètement armés pour leur tâche, Ypres n'aurait pas été une partie nulle, mais une victoire qui aurait pu libérer les Flandres et mettre fin à la guerre.

La même observation peut s'appliquer aux Dardanelles; les retards fatals apportés au débarquement des troupes permirent aux Turcs d'amener des renforts. Ces délais furent dus au fait que nous n'avions pas pu disposer de la division d'élite nécessaire pour renforcer le corps de l'expédition — ni même d'une division de réserve — avant qu'il ne fût trop tard pour obtenir des résultats.

Ne fût-ce que pour combler les vides nombreux que creusèrent dans les rangs de notre armée régulière la désastreuse retraite de Mons et les durs combats de la Marne et d'Ypres, l'existence d'une milice entraînée eût été inappréciable.

Mélangée à l'armée régulière, cette jeunesse instruite avec soin pendant un an environ eût été d'un plus grand secours que les réservistes en partie amollis ou débilités depuis des années par leurs occupations civiles.

Durant tout le cours de la campagne, ces considérations me sautaient aux yeux constamment et me faisaient regretter le « grand refus » de 1910.

Il y a beaucoup à dire en faveur du système des partis. Un conflit déclaré entre les partis vaut mieux pour un pays que les vilaines intrigues des ambitions personnelles ou des égoïsmes rivaux, poursuivies dans l'ombre. Mais il y a des époques où le système entrave sérieusement les intérêts nationaux les plus élevés. Dans ces moments-là, il empêche, il retarde, il contrarie tout progrès réel, et la nation en souffre beaucoup. Je considérerai toujours le rejet des propositions de coopération en 1910 comme le plus frappant exemple de ces dommages. D'autre part, la raison de la collaboration doit être vrai-

ment le bien de la nation. Une suspension des hostilités entre les partis qui a comme but unique d'assurer une distribution de faveurs et de bénéfices entre les principaux concurrents dégrade et amollit la politique.

3. La crise d'Agadir en 1911.

Sur la part que j'ai prise à l'incident d'Agadir, il n'est pas nécessaire que j'écrive longuement. L'histoire a été contée si exactement et complètement par M. Winston Churchill et Sir Edward Grey qu'il me reste peu de chose à ajouter.

Mon intervention fut due principalement à la crainte que, si nous laissions les choses suivre leur cours, nous pourrions nous trouver impliqués dans une grande guerre européenne à propos d'une question où nous étions engagés de façon inextricable. La position des Français au Maroc faisait partie du traité Lansdowne, et Sir Edward Grey a clairement expliqué dans son livre « Vingt-cinq ans » qu'une querelle suscitée comme riposte à ces arrangements devait être, à ses yeux, forcément placée par nous dans une catégorie différente, que toute autre dispute entre la France et l'Allemagne sur un sujet en dehors des quatre coins de l'accord. Je suis toujours d'avis que cette argumentation avait une grande force.

La situation peut être définie en peu de mots. La France, à qui le traité d'Algésiras accordait une zone d'influence au Maroc, jugea nécessaire d'envoyer une expédition à Fez. L'Allemagne, estimant, avec quelque raison, que la France poursuivait des buts d'annexion, se crut autorisée à des compensations correspondantes autre part, prit rapidement ses mesures pour marquer ses revendications et ouvrit les négocations en envoyant

une canonnière dans le port marocain d'Agadir. C'était une diplomatie d'un genre extraordinaire. L'Angleterre, qui était touchée par ces intentions et leur résultat possible, envoya à Berlin une note à ce sujet.

Pendant des semaines elle resta sans réponse, et nous apprîmes en même temps par la France que l'Allemagne la pressait d'exigences vraiment impossibles, prix de la retraite allemande d'Agadir.

Y a-t-il eu danger de guerre? Ceci est difficile à dire. Dans une dépêche de Bethmann-Hollweg au kaiser, alors que le silence allemand vis-à-vis de l'Angleterre continuait depuis onze jours, il y a un passage inquiétant. Le Chancelier impérial y rapporte que M. de Kiderlen, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a conservé de ses discussions avec l'ambassadeur français l'impression « que, pour obtenir un résultat favorable, il fallait observer une ligne de conduite très forte ». Le kaiser a ajouté la note marginale suivante :

« Alors il faut que je rentre aussitôt. Je ne peux pas laisser mon gouvernement entreprendre cette sorte d'action sans être sur place, et sans veiller soigneusement aux conséquences. Toute autre façon d'agir serait impardonnable et par trop parlementaire. *Le Roi s'amuse!* (en français). Et, pendant ce temps, nous voguerions tout droit vers la mobilisation. Cela ne peut pas se produire SANS MOI!

« En outre, nos alliés doivent être d'abord informés de l'affaire. Ça peut les amener à nous par sympathie. »

Il ne peut pas y avoir de doute sur l'interprétation de ces mots. Le kaiser voyait clairement que la mobilisation de ses armées n'était pas un résultat improbable de la situation diplomatique. En 1914, la mobilisation, ce fut la guerre!

Lorsque la grossière indifférence du gouvernement allemand pour notre communication se fût prolongée pendant dix-sept jours, du 4 au 21 juin, je sentis que l'af-

faire devenait très critique et que nous étions poussés maladroitement vers la guerre. Car, non seulement, en omettant de nous accuser réception de la lettre du Foreign Office, les Allemands nous traitaient avec une intolérable insolence, mais encore leur silence pouvait très bien signifier qu'ils étaient aveuglément ignorants du sens que nous entendions donner aux obligations du traité et qu'ils ne comprendraient que trop tard que nous étions obligés de porter aide à la France.

Ces raisons me poussèrent à prononcer le discours à la Mansion House, dont Sir Edward Grey et M. Churchill se sont si copieusement occupés.

Le 21 juin, je devais prendre la parole au banquet annuel offert par les banquiers au Chancelier de l'Echiquier, et je décidai de profiter de l'occasion pour avertir l'Allemagne du péril dans lequel ses ministres se précipitaient de façon irréfléchie (1).

(1) Le passage du speech en question était celui-ci :

« Mais je suis obligé de dire — car je le crois essentiel aux intérêts suprêmes de ce pays et du monde — que l'Angleterre saurait maintenir, dans tous les cas, sa place et son prestige parmi les grandes puissances. Sa puissante influence, plusieurs fois déjà, dans le passé, fut d'un prix inestimable pour la cause de la liberté humaine et le demeurera dans l'avenir. Plus d'une fois dans le passé elle a préservé des nations continentales — trop disposées parfois à oublier ce service — de désastres écrasants et même de la mort nationale. Pour préserver la paix, je ferais de grands sacrifices. J'estime que rien ne peut justifier un trouble de la bonne volonté internationale, sinon des questions de la plus haute gravité nationale. Mais si l'on voulait nous imposer une situation dans laquelle la paix ne pourrait être gardée qu'en abandonnant la grande et avantageuse position que l'Angleterre a acquise par des siècles d'héroïsme et d'effort, si, dans des affaires où nos intérêts vitaux sont en jeu, on affectait de traiter l'Angleterre comme si elle ne comptait plus dans le Conseil des Nations, je déclare solennellement qu'une paix à ce prix serait une humiliation intolérable pour un grand pays comme le nôtre. L'honneur national n'est pas une question de parti. La sécurité de notre grand commerce international n'est pas une question de parti. La paix du monde sera beaucoup plus facile

Je sentais que je n'avais pas le droit d'intervenir à propos d'une affaire qui était dans la sphère du Foreign Office et de faire une déclaration susceptible d'influencer nos relations avec l'Allemagne, sans obtenir le consentement du Premier Ministre et de Grey. Avant de prononcer mon discours, j'en soumis les termes au Premier Ministre. Il les approuva pleinement et fit demander à Sir Edward Grey de venir au ministère pour qu'on pût connaître ses vues et obtenir sa sanction. Quand il fut arrivé, il donna cordialement son assentiment, si je me souviens, à chaque mot de mon projet et je fis le discours à Mansion House devant les banquiers.

L'origine de ce speech a été, comme je l'ai dit, fort correctement racontée par Grey et Churchill, mais j'ai voulu leur donner ici confirmation de leur récit, parce que mon intervention dans le domaine des affaires étrangères était si peu dans les habitudes qu'un bruit se répandit, et fut accueilli dans la correspondance diplomatique officielle allemande et autrichienne, suivant lequel je n'aurais été que le truchement d'une déclaration préparée par le Cabinet et n'aurais eu qu'une conscience assez vague de ses conséquences.

E. T. Raymond, lui-même, assure que j'ai lu un passage soigneusement préparé pour moi par Sir Edward Grey. Mais je n'ai pas le moindre désir d'écarter de moi la responsabilité réelle que je porte dans cette affaire. C'est moi qui ai pris l'initiative et qui ai rédigé la déclaration. Je me suis assuré, avant de la faire, des approbations autorisées, mais je ne l'ai pas soumise par avance à l'ensemble du Cabinet.

Le discours eut pour effet, ceci est certain, de clarifier l'atmosphère et de détourner un danger de l'Europe, qui glissait vers la guerre sans s'en douter. Le gouvernement

à assurer si toutes les nations comprennent loyalement quelles en doivent être les conditions. »

allemand fut furieux, naturellement, puisque sa diplomatie à la canonnière avait reçu une leçon sévère et bien méritée. Metternich reçut l'instruction de faire des représentations au Foreign Office britannique à propos du speech. Il le fit d'une façon très sérieuse, mais trouva peu de joie à la manière dont il fut accueilli. Il rapporta à Kiderlen-Waechter que : « Au sujet du discours du Chancelier de l'Echiquier, Grey n'a fait aucune concession; il l'a défendu comme modéré et a ajouté qu'il était tout à fait bien que ce speech ait été prononcé. »

La vérité était que la Wilhemstrasse s'était lourdement trompée et qu'elle s'était engagée dans une voie difficile à expliquer ou à effacer.

La correspondance diplomatique autrichienne nous prouve que le kaiser et son ministre croyaient le gouvernement français faible et sans reins solides. Le ministère des Affaires étrangères allemand s'était imaginé qu'un bruit de sabre soudain et dramatique terrifierait ce ministère sans force et que, par ce moyen, l'Allemagne obtiendrait au Maroc des concessions substantielles. Mais ils n'étaient pas du tout disposés à faire la guerre à la France et à l'Angleterre pour gagner la partie.

Kiderlen a qualifié mon discours devant l'ambassadeur d'Autriche à Berlin « de bluff déloyal et colossal ». En tous cas, c'était un bluff qu'il n'était pas prêt à relever. Mais en réalité ce n'était pas du tout un bluff, et si en juillet, trois ans plus tard, nous avions défini aussi clairement notre attitude, il est permis de croire qu'une fois de plus le péril d'une guerre frivolement provoquée aurait été écarté.

4. Point d'examen de la politique étrangère dans le Cabinet.

Pendant les huit ans qui ont précédé la guerre, le Cabinet consacra une portion ridiculement petite de son temps à l'examen des affaires étrangères. Ceci tient en partie, mais non pas complètement, aux conditions politiques qui dominaient notre travail. Les gouvernements et les Parlements, entre 1906 et 1914, furent engagés dans une série de conflits intérieurs dont chacun souleva plus de passion qu'aucune autre dispute entre partis politiques rivaux, de mémoire d'homme : Education, Tempérance, Impôts, et par-dessus tout la crise constitutionnelle depuis les jours du Reform Bill — l'Acte du Parlement, le Home rule, la séparation de l'Eglise du Pays de Galles et de l'Etat: autant de sujets qui touchaient à une infinie variété d'intérêts humains, de sentiments, d'émotions. La guérilla de partisans qui faisait rage autour de ces programmes était si rude qu'en 1913 l'Angleterre se trouva au bord de la guerre civile.

Certains aspects de la politique étrangère étaient familiers toutefois à ceux des ministres qui appartenaient au Comité de la Défense impériale. Cette réserve faite, le Cabinet, dans son ensemble, ne fut jamais appelé à une véritable consultation à propos des lignes fondamentales de la politique extérieure. Il régnait une réserve, une discrétion qui empêchaient les trois quarts du Cabinet de prendre part vraiment aux questions importantes qui fermentaient alors dans le continent européen et qui se terminèrent par une explosion qui a presque ruiné la civilisation du monde. Pendant ces huit ans où je fus membre du Cabinet, je ne me souviens pas que l'on ait passé en revue devant nous la situation européenne,

comme le fit Sir Edward Grey à la Conférence coloniale en 1907 ou devant les premiers ministres des Dominions, au Comité de la Défense impériale, en 1911. Mais là, les informations qui étaient retenues étaient plus importantes que celles qui étaient données. Par exemple, rien n'a jamais été dit sur les arrangements secrets militaires. Dans tout le Cabinet régnait comme un air de « Chut! Chut! » dès qu'une allusion était faite à nos relations avec la France, la Russie et l'Allemagne. A des questions directes, il était toujours répondu avec politesse, mais elles n'étaient pas encouragées. On nous faisait sentir dans ces matières que c'est vers des mystères que nous tendions les mains, et que nous étions trop jeunes dans la prêtrise pour prétendre entrer dans le sanctuaire réservé aux élus. Aussi confinions-nous nos interrogations et nos conseils aux affaires plus profanes que nous avions déjà traitées dans l'opposition, pendant toute notre carrière politique. Les discussions sur les questions extérieures — si toutefois on peut appeler cela des discussions — étaient réservées à quelques vieux hommes d'Etat, en contact avec les services lors de quelque existence ministérielle antérieure. A part le Premier Ministre et le Secrétaire aux Affaires étrangères, ils étaient seulement deux ou trois, Lord Loreburn, le Lord Chancelier, Lord Morley, Lord Crewe, et pendant peu de temps Lord Ripon, dont on attendait un avis, dans les rares occasions où la situation du continent était portée devant notre attention respectueuse. En fait, nous étions assez peu qualifiés pour exprimer notre opinion sur des questions aussi importantes, puisque, sur les faits essentiels, nous ne savions rien de plus qu'un simple lecteur quand il a lu soigneusement son journal du matin. Je me souviens que feu Lord Northcliffe, à un dîner chez Lord Birkenhead où il avait été invité pour rencontrer les membres du gouvernement libéral, nous dit avec brusquerie que le directeur d'un grand journal londonien en savait

plus long sur ce qui se passait dans les capitales du monde qu'un membre du Cabinet. Il soutenait que toutes les informations que nous recevions étaient soigneusement filtrées. Il aurait pu aller encore plus loin et prétendre que bien des faits nécessaires pour se former une opinion juste nous étaient cachés. Quand un membre du Cabinet entrait en fonctions, rien ne lui donnait plus le sens de son importance personnelle qu'un petit portefeuille en cuir, bien gonflé, avec une clef fabriquée spécialement et qu'on lui envoyait chaque nuit à l'adresse qu'il donnait. On supposait qu'il contenait des informations d'une importance vraiment terrible et des secrets sur ce qui se passait dans les Cours et dans les Chancelleries à travers le monde. Mais il ne renfermait en réalité que des séries de dépêches inoffensives venues de nos représentants dans tous les pays étrangers grands et petits. Ces dépêches, des employés du ministère les avaient copiées, des imprimeurs les avaient composées, de nombreux secrétaires privés avaient eu connaissance de ces copies imprimées. Elles ne contenaient rien qui aurait pu troubler nos relations avec le plus insignifiant royaume ou république du monde, si l'un de ces lecteurs avait commis une indiscrète révélation. Toutes les affaires importantes étaient menées dans des lettres privées et confidentielles de nos représentants diplomatiques à l'extérieur, adressées au Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères personnellement, dans ses réponses également privées et non publiées, et dans les entretiens qu'il avait avec les ambassadeurs, au Foreign Office dans la Downing Street. Ce qui comptait autant et peut-être plus, c'étaient les arrangements pris entre les états-majors de l'Angleterre, de la France et de la Russie, au sujet du rôle que leurs forces respectives auraient à jouer dans l'éventualité d'une guerre avec l'Allemagne. Aucune de ces communications essentielles n'était mise à la disposition du Cabinet. Elles étaient placées sous les yeux du Premier Ministre et peut-

être d'un ou deux autres ministres. Les autres, n'y voyant goutte, n'étaient pas en situation de peser les réalités de la politique extérieure. Quand Lord Ripon (1) fut placé à la tête de la Chambre des Lords, après avoir été dans des ministères depuis le temps de Palmerston, il connaissait, du fait de son expérience passée, l'existence de documents secrets de cette nature, et il demanda à Sir Edward Grey de lui donner l'occasion de les étudier avec soin. Appelé à diriger la Chambre des Lords, il ne pouvait guère le faire avec compétence que s'il était réellement informé.

Il n'y a pas d'exemple plus frappant de cette sorte de suppression des informations essentielles que la façon dont les arrangements militaires conclus avec la France furent cachés au Cabinet pendant six ans. C'est en 1911 qu'ils vinrent pour la première fois à ma connaissance, durant la crise d'Agadir. Mais le Cabinet dans son ensemble ne les connut que l'année suivante. Les Français et les Russes (nous en avons des preuves nombreuses) considéraient ces arrangements militaires comme équivalents à un engagement secret de venir en aide à la France, dans le cas où elle serait attaquée par l'Allemagne. Quand le gouvernement britannique hésita, à la fin de juillet 1914, à secourir la France en cas d'attaque germanique, les hommes d'Etat français revinrent presque au refrain de la « Perfide Albion », et l'aimable M. Paul Cambon lui-même dit que toute la question était de savoir si le mot « honneur » devait être rayé du dictionnaire anglais. L'opinion résumée dans ce commentaire mordant, c'est en somme celle que j'ai entendu exprimer par les partisans et les adversaires de notre intervention dans la grande guerre. Et pourtant le Cabinet n'avait pas été informé de ces arrangements d'une importance vitale, jus-

(1) Quand j'entrai dans le Cabinet pour la première fois, Lord Ripon en était le membre le plus vieux et moi le plus jeune.

qu'au moment où nous fûmes si profondément engagés dans les détails du plan militaire et naval qu'il fut trop tard pour en répudier la conclusion. Une tentative pour corriger l'impression produite dans l'esprit de nos alliés aurait créé une situation nouvelle qui aurait impliqué le retour, sous une forme aggravée, aux relations déplaisantes avec la France terminées en 1904, pour le temps présent, par la convention Lansdowne. Sir Henry Campbell-Bannerman et M. Asquith émirent des doutes sérieux sur la sagesse de pareilles discussions. Ils finirent donc par consentir à poursuivre cette politique sous la pression de Sir Edward Grey et de Lord Haldane. Lorsque, en 1912, six mois après qu'elles eurent été engagées, Sir Edward Grey communiqua ces négociations et ces arrangements au Cabinet, la majorité de ses membres en fut terrifiée.

Le mot « hostilité » représente à peine la force des sentiments provoqués par cette révélation. C'était plutôt une sorte de consternation. Sir Edward Grey apaisa les appréhensions de ses collègues, jusqu'à un certain point, par les assurances solennelles que ces arrangements militaires nous laissaient, en cas de guerre, complètement libres de décider si nous devions oui ou non participer au conflit. Le Premier Ministre exerça sa grande autorité sur le Cabinet dans le même sens. En dépit de ces affirmations, un certain nombre des ministres ne se réconcilièrent pas avec l'action entreprise par les Affaires étrangères, la Guerre et l'Amirauté, et ces communications accrurent, à n'en point douter, les soupçons qui rendirent en 1914 la tâche de Sir Edward Grey beaucoup plus difficile quand il voulut réaliser l'unanimité.

Personnellement, j'étais disposé à croire, comme l'assurait le Secrétaire du Foreign Office, que nous n'étions pas engagés. Je fus fortifié dans ma conviction qu'il n'y avait pas d'engagement définitif sur l'appui militaire à la France dans ses querelles avec l'Allemagne,

par la réunion du Comité de la Défense impériale pendant la crise d'Agadir. Là, Sir Henry Wilson, avec l'aide d'une longue canne et d'une grande carte, nous expliqua l'ensemble de l'arrangement conclu avec le ministère des Affaires étrangères français. Il dépendait d'une attaque allemande par la Belgique et de la marche des divisions allemandes à travers ce pays, pour envahir la France. Dans cette éventualité, nos forces expéditionnaires étaient placées à la frontière belge, le long des chemins de fer français, dans le but de porter secours à une armée résistant dans cette région à l'envahisseur.

Je n'ai jamais mis en doute que si les Allemands attentaient à l'intégrité et à l'indépendance de la Belgique, nous étions tenus d'honneur à remplir les obligations du traité envers ce pays.

CHAPITRE II

LA CATASTROPHE

1. Plongeon inattendu dans la guerre.

Comment le monde a-t-il été plongé d'une façon si inattendue dans un aussi terrible conflit? Qui fut responsable? Aucun homme d'Etat, même le plus fin, le plus clairvoyant, ne prévoyait au début de l'été de 1914 que l'automne verrait les nations du monde impliquées dans la plus horrible lutte qui ait jamais été contemplée dans l'histoire de l'humanité. Et quant aux hommes et aux femmes du commun, qui dans tous les pays vaquaient à leurs occupations, aucun d'entre eux ne soupçonnait l'imminence de la catastrophe. Et parmi ceux qui, dans les premières semaines de juillet, s'occupaient à mettre en grange leurs foins et leurs blés, dans ce pays et dans le continent européen, pas un seul n'avait même envisagé la possibilité d'être appelé le mois suivant sous les drapeaux, encadré dans les forces combattantes, pour une lutte qui finirait par la mort violente de millions d'entre eux et par la mutilation de plus de millions encore. Les nations franchirent le bord de la chaudière bouillonnante sans donner le moindre signe d'appréhension ou de malaise. Quand j'appris la nouvelle de l'assassinat de l'archiduc Ferdinand, je vis tout de suite que c'était une affaire grave, qu'elle pourrait avoir des suites sérieuses qu'une action très ferme et très adroite pourrait seule empêcher;

qu'elle pourrait même se transformer en une situation désastreuse qui envelopperait les nations. Mais le calme complet avec lequel les gouvernements et les diplomates regardaient cet événement dissipa bientôt mes craintes. L'empereur était parti sur son yacht pour ses vacances dans les fjords de Norvège. Le Chancelier était allé chasser comme d'habitude dans ses propriétés de Silésie. Le ministre des Affaires étrangères était en voyage de noces. Le chef de l'état-major impérial von Moltke faisait une cure dans une station thermale étrangère. Le Président de la République française et son premier ministre s'étaient rendus en Russie pour une visite de cérémonie et ne devaient être de retour que le 29 juillet. Notre Foreign Office gardait son attitude tranquille et n'avait pas jugé nécessaire de donner l'alarme même au Cabinet. Je me souviens pourtant qu'en ces jours de juillet, une grande dame hongroise dont j'ai oublié le nom me fit demander au 11 de Downing Street et me dit que nous prenions l'assassinat de l'archiduc avec beaucoup trop de tranquillité; qu'il avait provoqué une tempête d'indignation en Autriche, dont elle avait été le témoin, et que si on n'agissait pas immédiatement, il en sortirait la guerre avec la Serbie avec toutes les conséquences incalculables qu'un pareil événement précipiterait sur l'Europe. Mais les rapports officiels que nous eûmes en main ne paraissaient pas justifier des vues aussi troublantes. Je ne me rappelle pas qu'une discussion ait eu lieu à ce sujet dans le Cabinet jusqu'au vendredi soir qui précéda la déclaration de guerre de l'Allemagne. Nous étions bien plus occupés par les menaces de guerre civile imminente au nord de l'Irlande. C'est cette situation qui absorbait nos pensées et qui fournissait le sujet principal de nos délibérations. Le 24 juillet, un vendredi, comme le rappelle M. Churchill, nous étions réunis à la Chambre des Communes dans les appartements du Premier Ministre, pour discuter une fois de plus cette crise irlandaise

qui s'aggravait chaque jour. La discussion finie, nous nous levions, quand le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères nous pria de rester encore quelques minutes parce qu'il avait une communication à nous faire sur la situation en Europe. Il nous dit tout d'abord qu'elle était très grave, mais qu'il espérait que les conversations entre l'Autriche et la Russie conduiraient à un règlement pacifique. Nous nous séparâmes sur cette assurance. Le samedi, Sir Edward Grey partit pour sa loge de pêche, dans le Hampshire. Tous les autres ministres imitèrent son exemple et quittèrent la ville. Le dimanche suivant arriva la nouvelle d'un débarquement d'armes à Howth, près Dublin, et d'un conflit avec l'armée qui avait suivi cet incident. L'excitation causée par cet événement nous cacha pour un temps la situation continentale. A cette même heure, Iswolsky, l'ambassadeur de Russie à Paris, qui se trouvait alors à Saint-Pétersbourg, et M. Paléologue, l'ambassadeur de France en Russie, disaient tous les deux : « Cette fois, c'est la guerre! » M. Sazonow, le ministre des Affaires étrangères russe, faisait une constatation semblable avec M. Paléologue et il ajoutait : « C'est trop terrible à regarder. » Dans la Vie de son père feu Lord Carnock, qui était le directeur permanent du Foreign Office, M. Harold Nicolson raconte que Sir Arthur Nicolson (c'est ainsi que Lord Carnock s'appelait alors) fut tellement effrayé par les événements ce dimanche qu'il fit aussitôt des démarches pour rappeler Sir Edward Grey à Londres.

Mais, même à ce moment-là, je ne rencontrai pas de ministre responsable qui ne fût convaincu que, d'une façon ou d'une autre, la calamité d'une grande guerre européenne serait évitée.

2. Personne ne désirait la guerre ?

Si on jette un coup d'œil en arrière sur les incidents de ces quelques journées si pleines d'événements, il semble que l'on évoque un cauchemar. Après avoir lu la plupart des ouvrages qui expliquent comment les nations en vinrent à faire la guerre et qui en fut responsable, il ne reste plus dans mon esprit qu'une impression de chaos total, de confusion, de faiblesse et de vanité, mais surtout d'entêtement à ne pas voir le cataclysme qui se précipitait. Parmi les souverains et les hommes d'Etat qui seuls pouvaient dire le dernier mot, celui qui fait jaillir du sol les grandes armées et les met en marche vers les frontières et au delà, aucun, nous le voyons aujourd'hui clairement, ne voulait la guerre — ou, du moins, ne la voulait dans cette étendue. On peut faire une exception pour ce fou de Berchtold, le premier ministre autrichien, qui porte la responsabilité principale de tout ce qui arriva (1).

Tous les autres sont hors de question. Du vieux François-Joseph, moins que de tout autre, on pourrait prétendre qu'il désirait la guerre. La catastrophe européenne

(1) Que Berchtold fût disposé, si c'était nécessaire, à déchaîner une guerre européenne pour la réalisation de ses projets, ceci résulte avec évidence d'une dépêche envoyée par lui le 25 juillet 1914 à l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, où il lui donne les instructions suivantes :

« Si Votre Excellence aborde ce point, dans vos conversations avec M. Sazonow, ce serait une occasion favorable de marquer — après avoir donné l'exposé de nos motifs et de nos intentions — que nous ne cherchons pas des gains de territoire, et que nous ne voulons pas non plus diminuer la souveraineté du royaume de Serbie — ainsi d'ailleurs que Votre Excellence serait toujours prête à le démontrer — mais que, d'autre part, nous irons jusqu'à l'extrême limite pour faire valoir nos exigences et *que nous ne reculerons même pas devant la possibilité de complications en Europe.* » (Souligné par moi.)

était bien la dernière chose que voulût le vain et fanfaron kaiser. Faible, simple d'esprit, mais sincère, le Tsar de toutes les Russies ne désirait pas la guerre, certainement. Pendant son règne, les explosions de violence contre les grévistes, les Juifs ou les révolutionnaires, dont on le tenait pour responsable, n'étaient pas l'expression de sa férocité naturelle. Elles ont toujours été provoquées par des excitations officielles et choisies souvent comme un moyen de parer à quelque crise intérieure. Mais, dans le cas qui nous occupe, Sazonow, son principal conseiller, affichait une véritable horreur devant la perspective d'une grande guerre, et, dans les milieux intimes du Tsar, Raspoutine lui-même avertissait la Cour des dangers qui menaceraient la dynastie si elle plongeait la Russie dans un grand conflit avec ses puissants voisins.

Les souverains et les hommes d'Etat autrichiens et allemands désiraient vivement une petite guerre contre un très mince voisin qui, se trouvant seul, eût été facilement et rapidement écrasé.

Le prestige de l'Autriche aurait été restauré par ce déploiement d'une force irrésistible, et l'Allemagne aurait prouvé une fois de plus qu'elle était la maîtresse incontestée de l'Europe et l'arbitre incontredit de ses destinées. Mais la dernière chose que souhaitaient ces hommes d'Etat et souverains, c'était un feu de prairie embrasant tout le continent. Ceux qui dirigeaient les affaires dans les puissances centrales estimaient seulement qu'il fallait brûler entièrement le « nid de guêpes » qu'ils appelaient la Serbie. Ils ne parurent pas avoir connaissance du fait qu'en ce temps-là l'herbe était dans les plaines de l'Europe facilement inflammable. Nulle part il n'y eut de voix impérieuse pour leur crier : « Halte ! » Aucune personnalité dominante pour imposer l'attention ou indiquer la direction parmi le chaos. En cette terrible détresse, le monde fut particulièrement in-

fortuné dans la qualité de ses conseillers. S'il y avait eu un Bismarck en Allemagne, un Palmerston en Angleterre, un Roosevelt en Amérique, un Clemenceau au pouvoir à Paris, la catastrophe aurait pu être arrêtée, et l'aurait été, je crois; mais, dans chaque grand Etat, nulle part sur le pont n'était visible un homme de cette envergure. Bethmann-Hollweg, Poincaré, Viviani, Berchtold, Sazonow et Grey étaient tous des marins capables, expérimentés, consciencieux et respectables, mais ils manquaient évidemment de la force, du coup d'œil, de l'imagination, de l'habileté qui seuls auraient pu sauver la situation. Par mer calme, c'étaient des hommes habiles, mais ils furent désemparés dans un typhon. Dans l'Allemagne, qui comptait le plus en cette crise, la navigation était compliquée par l'auguste présence, sur le pont, d'un personnage faible, bruyant et égoïste qui, dans les moments critiques, épouvantait et épuisait ses subordonnés. Il n'avait pas envisagé la possibilité d'une grande guerre quand il donna ses premières directions à l'action de la diplomatie allemande et s'en alla ensuite voguer dans les fjords de Norvège où, pour suivre le cours d'une crise dont l'issue était entre ses mains, il disposait de quelques journaux locaux (1). Quand il fut revenu et qu'il comprit qu'il pouvait être impliqué dans une grande lutte

(1) « Ma flotte croisait comme d'habitude dans les fjords norvégiens, car j'étais en voyage de vacances, comme chaque été. Pendant mon séjour à Balholm, je ne reçus que de maigres nouvelles des Affaires étrangères et j'étais obligé de me fier pour le principal aux journaux norvégiens. Ils me donnèrent l'impression que la situation empirait. Je télégraphiai plusieurs fois au Chancelier et aux Affaires étrangères que je considérais comme utile de revenir. Mais chaque fois on me pria de ne pas interrompre mon voyage.

« Enfin, quand j'eus appris par les journaux norvégiens — *non par Berlin* — l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie et immédiatement après la réponse serbe à l'Autriche, j'entrepris mon voyage de retour, sans tambour ni trompette. »

(*Mes Mémoires*, 1878-1918, ex-kaiser Wilhelm, II, p. 241-242.)

européenne, il fut épouvanté visiblement par cette perspective, mais il n'eut pas l'énergie de contremander ses ordres. Il avait peur qu'on l'accusât de couardise en face du danger. Et c'est ainsi qu'il se laissa entraîner dans un conflit qu'il était complètement incapable de maîtriser, faute d'expérience, de talent et de caractère.

L'image qu'évoquent en moi les événements de ces jours tragiques, c'est celle que l'on peut voir dans un estuaire quand un fleuve qui a glissé joyeusement vers la mer pendant une longue distance, sans avoir la moindre conscience de la destinée qui l'attend dans la direction où il coule, se voit soudain en présence de l'immensité de l'océan et de la terreur de ses vagues. Vous assistez alors au trouble et au tumulte de ses eaux. Mais la répugnance est venue trop tard. Si je faisais partie du jury chargé de juger les hommes qui conduisaient les affaires à cette époque, je prononcerais contre eux le verdict de meurtre plutôt que celui d'assassinat. Un bref résumé des événements nous donnera une idée du manque de plan et de la confusion qui prévalurent.

Grey désira d'abord que la Russie et l'Autriche parlent ensemble. Puis il suggéra une médiation de l'Allemagne pour l'Autriche, de la France pour la Russie et de la Russie pour la Serbie. L'Allemagne, au contraire, préférait laisser l'Autriche en tête à tête avec la Serbie, sans intermédiaire et sans intervention. Sazonow inclinait vers des négociations entre la Russie et l'Autriche. L'Allemagne parut favorable à la même idée, mais beaucoup trop tard. Grey coupa court à ces discussions en proposant une conférence des Ambassadeurs à Londres, mais, par une omission fatale, il désirait laisser l'Autriche et la Serbie en dehors de la réunion. Aux yeux de Bethmann-Hollweg — et cette opinion contribua certainement à faire rejeter la proposition par l'Allemagne — une conférence ainsi constituée avait trop l'air d'un tribunal jugeant le cas de l'Autriche. Le pays en accusation n'aurait

même pas pris part aux débats sur son affaire, et, les juges étant influencés et en majorité définitivement hostiles, elle n'aurait eu qu'un ami au banc des défenseurs. L'Allemagne préférait encore une continuation des entretiens austro-russes. En outre, il était clair que l'Allemagne ne favorisait pas l'idée d'une réunion à Londres. L'Angleterre, la France et la Russie y auraient été représentées par des diplomates adroits et expérimentés, foncièrement hostiles aux objectifs de l'Autriche dans les Balkans, tandis que l'ambassadeur d'Allemagne, pour différentes raisons, ne possédait pas l'entière confiance du ministère des Affaires étrangères allemand. On le suspectait, par exemple, d'hésitation et de tiédeur en face des prétentions autrichiennes. La Russie elle-même n'était pas enthousiasmée par une pareille conférence et préférait continuer des négociations directes avec l'Autriche. Sazonow n'acceptait la proposition de la conférence que pour le cas où ces négociations directes auraient échoué.

La conférence des quatre puissances fut donc mise de côté. La proposition n'avait servi qu'à faire perdre un temps précieux. Elle n'avait pas été sagement délimitée, et n'avait pas été présentée avec conviction. Nous n'avions pas voulu l'imposer; et, en fin de compte, on la laissa tomber. En fait, on la laissa tomber dès la première objection. Ce fut une tentative timide faite d'un cœur hésitant, et à la première difficulté qu'elle rencontra elle fut abandonnée par son auteur déjà troublé. Et puis vint le gâchis de la mobilisation et de la demi-mobilisation des armées autrichiennes, russes et serbes. Suivirent les lettres entre Willy et Nicky, où le tzar proposa de s'en référer à la conférence de La Haye et où le kaiser riposta en demandant l'annulation du décret qui mobilisait l'armée russe. Ces lettres furent écrites au bruit des pas des bataillons, dans le fracas des canons qui se hâtaient vers les frontières et vers l'inévitable choc d'armes qui allait surgir. Une multi-

tude de conseillers, rebutés par le conflit des avis contraires, maintenant poussaient la Sagesse entre les bras des *bravi* qui attendaient ardemment cette heure depuis des années, et se tenaient, impatients, aux portes des Chambres du Conseil, prêts à étrangler leur victime.

3. Attitude des militaires, des politiciens et des civils devant la guerre.

Tandis que la diplomatie désirait la paix et travaillait pour elle, à sa façon maladroite, il y avait chez tous les peuples des éléments puissants qui avaient soif de la guerre. Dans au moins trois des pays principalement intéressés, les chefs militaires, grands et petits, n'étaient pas hostiles à l'idée de mettre à l'épreuve leurs théories, leurs plans, leurs espoirs. Tous croyaient en la machine qu'ils avaient aidé à perfectionner, et ils pensaient que si elle entrait en fonctions elle serait triomphante. En Angleterre, de pareils désirs ne pesaient pas plus qu'un cheveu. La confiance absolue que nous avions dans la puissance de notre flotte a pu influencer l'opinion de certains milieux, mais cette influence n'était pas décisive.

En Allemagne, au contraire, le sentiment militaire comptait pour beaucoup. Je suis même porté à croire, après un examen attentif, qu'il y était un facteur déterminant. Par suite de certains incidents et de certaines indiscrétions, le Kaiser avait perdu beaucoup de sa popularité. Elle était en train de s'évanouir définitivement dans son armée. Les officiers comprenaient qu'il n'avait pas le cœur d'un soldat et qu'il n'était pas l'homme qui les conduirait à la bataille, s'il pouvait éviter le combat. Le Kronprinz était leur favori. L'Empereur était devenu sensible à cette opinion plutôt méprisante sur son courage dans cette armée qu'il idolâtrait.

Il savait que tout symptôme de recul ou de frisson à la perspective d'une grande lutte lui ferait perdre le dernier reste de respect dans le cœur de ses soldats qu'il adorait. Ceci, il ne pouvait l'affronter. C'est ainsi que les derniers jours tragiques qui précédèrent la guerre nous offrent le spectacle pitoyable d'un homme partagé entre la peur, le bon sens et la vanité. Les deux premiers motifs le poussaient loin du gouffre. Le dernier le ramenait au bord sans relâche. Sa lettre du 28 juillet à von Jagow est un spécimen accompli du trouble de son esprit, produit par cette lutte intérieure. Il y disait:

« Que les demandes de la monarchie danubienne ont été largement satisfaites; que le peu de réserves faites par la Serbie pourraient être éclaircies par des négociations; que la réplique équivalait à « une capitulation du plus humble style » et qu'avec elle disparaissait *toute raison de faire la guerre* » (souligné par l'Empereur).

On a souvent cité cette partie de la lettre. Ce qui n'a pas été si souvent cité est le passage qui suit, dans la même note, où il considérait qu'il était besoin d'une garantie pour l'exécution des demandes à la Serbie et qu'en guise de « visible satisfaction d'honneur » à l'Autriche, l'armée autrichienne devait « occuper temporairement Belgrade comme gage ». Cette lettre est la preuve des hésitations fatales de l'Empereur, causées par des impulsions contradictoires.

La façon dont il soumettait ses jugements à la volonté de son armée est encore illustrée dans son attitude en face de l'invasion de la Belgique. Quand il eut compris qu'une marche à travers la Belgique contre son consentement jetterait la Grande-Bretagne dans la guerre, il fit venir von Moltke et lui demanda s'il n'était pas possible de changer les plans et d'opérer la concentration contre la Russie. Moltke lui répondit qu'il était trop tard et que tout avait été combiné en vue d'une marche immédiate de l'armée allemande à travers la Belgique,

et de la prise de Paris dans un temps donné. On dit que le Kaiser répliqua : « Votre oncle m'aurait fourni une autre réponse. » Néanmoins, il se rendit aux raisons du général.

La « petite guerre » pour occuper Belgrade, c'était l'amorce de l'état-major général pour pêcher la grande guerre. Depuis que l'hameçon s'était fixé dans les ouïes de l'Empereur, il était traîné à la suite. La « petite guerre » impliquait une mobilisation et une déclaration de guerre autrichiennes. Elle provoquait une mobilisation partielle en Russie. Elle poussait l'Allemagne à une déclaration de guerre à la Russie. Nous étions déjà en plein dans le conflit mondial.

En Autriche et en Russie, le haut commandement en a porté en somme la responsabilité. Il a insisté pour qu'on mobilise, alors que se poursuivaient des négociations qui n'étaient pas sans espoir. La mobilisation de l'Autriche a conduit la Russie à imiter son exemple, pour empêcher un franchissement par surprise de sa frontière. L'Autriche mobilisait pour attaquer la Serbie. La Russie mobilisait pour la contre-attaque. Quand l'Empereur, effrayé par ces nuages gros de tonnerres, intervint personnellement auprès du Tzar pour empêcher le désastre, il pria Nicky de rapporter le décret déjà paru ordonnant la mobilisation de l'armée russe. Le Tzar était disposé à accueillir cette demande qui n'était pas déraisonnable, mais les chefs de l'armée lui représentèrent que les « difficultés techniques » de cette annulation, ou celles d'une démobilisation partielle, étaient insurmontables. C'est ainsi que les généraux, dans les principaux pays du continent, ont précipité la guerre, tandis que les hommes d'Etat impuissants pataugeaient maladroitement pour la paix. Chaque armée croyait être invincible et brûlait de le démontrer.

La croyance dans la supériorité de l'armée allemande n'était pas le moins du monde limitée à l'Allemagne. Je

me souviens que, deux ou trois ans avant la guerre, Lord Kitchener, qui était alors le Sirdar d'Egypte, me fit appeler à la Trésorerie à propos d'un emprunt pour le développement du Soudan. C'était peu de temps après la crise d'Agadir. Nous abordâmes le sujet de la situation franco-allemande. Il avait une pauvre opinion de l'armée française et pensait que les Allemands « passeraient comme à travers une volée de perdreaux ». Quelques jours après, il y eut un banquet à Buckingham Palace, en l'honneur d'un souverain étranger. Je me trouvais assis à côté d'un prince étranger, qui n'était pas allemand. Il exprima le même avis sur l'invincibilité de l'armée allemande, et usa de la même métaphore que Lord Kitchener sur la façon dont les Germains dissiperaient les perdreaux.

L'armée française, d'autre part, avait une confiance égale dans sa force. Elle croyait posséder le meilleur canon de campagne — le fameux soixante-quinze — et elle ne se trompait pas beaucoup. Ce n'est pas la première fois que l'enthousiasme causé par la possession d'un nouvel engin militaire a diminué l'aversion d'une nation pour la guerre. Les Français avaient aussi une grande confiance dans la préparation donnée à leurs officiers et dans les belles qualités de leurs troupes. Ils savaient que leur organisation était excellente, et ils possédaient l'inévitable « plan ». Jamais, depuis 1870, l'armée française n'avait moins redouté sa grande rivale. Les Russes avaient perfectionné le matériel et l'organisation de leurs forces depuis leur défaite en Mandchourie. Ils se sentaient infiniment supérieurs aux Autrichiens et se considéraient comme capables de tenir tête à ce qui resterait de l'armée allemande, quand la meilleure moitié aurait été dirigée vers l'ouest. Dans un tel état d'esprit, les généraux avaient soif de combats, et ils n'eurent aucune difficulté à pousser les hommes politiques, qui ne savaient pas ce qu'ils voulaient, dans des positions où la

rupture devenait inévitable. C'est ainsi que les armements ont causé la guerre.

Mais l'armée n'était pas le seul élément à désirer le conflit. La population, elle aussi, avait contracté la fièvre et, dans chaque capitale, réclamait la guerre à grands cris. La théorie propagée aujourd'hui par les orateurs pacifistes du type le plus querelleur, mais le moins persuasif, sur les hommes d'Etat vieux ou mûrs qui agencèrent la grande mêlée et envoyèrent les jeunes gens en affronter les horreurs, est une invention. Les hommes d'Etat âgés employèrent du mieux qu'ils purent leur manque de force à empêcher la catastrophe, tandis qu'à leurs portes la jeunesse des pays rivaux hurlait d'impatience en réclamant la guerre immédiate. Je l'ai vu moi-même pendant les quatre premiers jours d'août 1914. Je n'oublierai jamais les foules belliqueuses qui se pressaient à Whitehall et se répandaient dans Downing Street tandis que le Cabinet délibérait sur l'alternative de la guerre ou de la paix. Il y avait là, ce dimanche, une foule considérable. Lundi était le Bank Holiday (jour de vacances pour les banques) ; des multitudes de jeunes gens se concentrèrent à Westminster et firent une démonstration en faveur de la guerre contre l'Allemagne. De la chambre du Cabinet, nous entendîmes les murmures des masses qui surgissaient. Lundi dans l'après-midi, je me rendis avec M. Asquith à la Chambre des Communes pour écouter le fameux discours de Grey. La foule était si dense que notre voiture ne put se frayer un chemin, et que, sans le secours de la police, nous n'aurions pas avancé d'un mètre. C'était très nettement une manifestation pour la guerre. Je me souviens qu'à ce moment-là je fis cette remarque: « Tous ces gens-là paraissent très désireux d'envoyer nos pauvres soldats affronter la mort. Mais combien d'entre eux iront se battre? » C'était mettre injustement en doute le patriotisme et le courage de ces manifestants. Quelques jours après, des tré-

teaux où l'on recrutait avaient été installés sur la place d'armes des gardes à cheval, et ce grand espace était couvert par une foule de jeunes gens qui assiégeaient ces estrades et se frayaient un chemin pour aller donner leurs noms, et s'engager dans les armées de Kitchener. Pendant des journées, derrière les fenêtres de Downing Street et de la Trésorerie, j'entendis le bruit des pas, par myriades, qui marchaient vers les bureaux, et les voix des engagés volontaires, jetant leurs noms aux sergents recruteurs. Entre samedi et lundi, la popularité de la guerre avait fait un bond. Samedi, le gouverneur de la Banque d'Angleterre m'informa comme Chancelier de l'Echiquier que les intérêts financiers et commerciaux de la City de Londres étaient foncièrement opposés à notre intervention. Lundi, tout était changé : l'invasion menaçante de la Belgique, d'une mer à l'autre, avait mis la nation en feu. Sir Edward Grey, qui avait déclaré à M. Cambon que nous ne pourrions venir en aide à la France que si l'opinion publique le demandait, eut, à ce moment, la preuve la plus évidente que cette condition était largement remplie. Mais c'est la Belgique qui était la cause de ce changement. Auparavant, le Cabinet était définitivement divisé. Le tiers d'entre nous, sinon la moitié, étions opposés à l'entrée en guerre. Après l'ultimatum de l'Allemagne à la Belgique, le Cabinet devint presque unanime. Si l'Allemagne avait attaqué la France sans provocation, il n'est pas douteux pour moi que le sentiment public aurait demandé au gouvernement de venir en aide à la victime d'une aussi frivole agression. Mais on comprenait parfaitement qu'en cette occasion la France avait été impliquée dans le conflit par les obligations de son traité avec la Russie et que si la France s'était tenue en dehors de la dispute, l'Allemagne n'aurait eu que du plaisir à la laisser seule. L'Alliance franco-russe était offensive et défensive. La France était par conséquent engagée à soutenir les

Russes, qu'elle fût ou non intéressée dans le *casus belli*. Mais la Grande Bretagne n'était pas dans la même position. Nous n'étions pas tenus de venir en aide à la Russie, que la querelle fût à l'est ou à l'ouest. L'autocratie russe était aussi impopulaire dans nos îles que le bolchevisme l'est aujourd'hui. Elle était synonyme de prisons sibériennes pour délinquants politiques, de pogroms contre juifs inoffensifs, de massacres d'ouvriers dont le seul crime avait été la présentation d'une pétition pour le redressement de torts incontestables. Aussi longtemps que la guerre aurait pris la forme d'un conflit entre les autocraties de l'Allemagne et de l'Autriche, d'une part, et celles de la Russie et de ses alliés, de l'autre, l'opinion britannique aurait été fermement opposée à l'intervention. Il est malheureux que Sir Edward Grey n'ait pas joué plus tôt cette carte de nos engagements par traité avec la Belgique. Il aurait pu ainsi empêcher la guerre. Les démonstrations de Londres eurent leur contre-partie à Saint-Pétersbourg, Berlin, Vienne et Paris. Le sang bouillonnait, le sang devait couler. L'armée et le peuple ne faisaient plus qu'un, et c'est cet accord qui arracha la décision aux mains des hommes d'Etat tremblants et hésitants qui désiraient la paix, mais n'avaient ni la résolution ni l'audace de faire les choses simples qui eussent pu l'assurer. La description que fait M. Emil Ludwig des grandes assemblées réclamant la paix dans les squares de Londres, tandis que les bandes peu nombreuses des Français résidant à Londres s'assemblaient pour acclamer la guerre, est un non-sens, et un non-sens dangereux. Car un tableau aussi faux est de nature à tromper et à égarer les hommes d'Etat de l'avenir sur les périls réels dont ils auront à se garder.

Il n'y a pas de meilleure preuve du changement survenu dans l'opinion publique que les extraits du *Daily News* qui vont suivre. Le grand journal libéral en était venu tardivement à conclure que la guerre était jus-

tifiable. Il représentait la répugnance des libéraux dans tout le pays devant la perspective d'une entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Par conséquent, son témoignage sur l'état de l'opinion pendant ces jours agités n'est pas influencé par le moindre bellicisme. Un article paru dans ce journal le 3 août nous donne une image véridique des sentiments du peuple jusqu'alors, et pendant ce dimanche-là :

« Il n'y a pas de parti de la guerre dans ce pays-ci. Au contraire, les horreurs de la guerre ont déjà saisi l'imagination populaire; dans les rues, dans les tramways, on entend le public exprimer son indignation, à propos des événements précipités et tragiques du continent. »

Ici se place un compte rendu des réunions qui eurent lieu le lendemain du jour où l'on apprit que l'Allemagne menaçait la Belgique.

« La foule grossissait de plus en plus. Elle s'étendait depuis Trafalgar Square où elle formait une masse dense, le long de la Chambre des Communes, où le plus grand nombre de manifestants s'étaient réunis, à la hauteur de Downing Street, en face du ministère de la Guerre. Des groupes de jeunes gens passaient dans des taxis en chantant la *Marseillaise*. Pendant la première partie de la journée, on manifesta assez peu en portant des drapeaux, mais la tendance changea, et des centaines d'Union Jacks furent achetés. A sept heures du soir, quand M. Asquith quitta le Conseil des Ministres pour se rendre à la Chambre des Lords, la foule l'acclama avec une extraordinaire chaleur. Il y a longtemps que l'on n'avait vu pareil enthousiasme. »

Nous donnons maintenant un extrait du compte rendu sur les impressions de la foule le 4 août, quand elle apprit que nous avions envoyé un ultimatum :

« En attendant l'arrivée de la réponse allemande, une grande foule s'assembla à Whitehall, et autour de Buc-

kingham Palace. Nous avons assisté à des scènes d'enthousiasme extraordinaires. Les ministres qui entraient à Downing Street furent acclamés.

« Depuis des années, depuis la nuit de Mafeking, on n'avait vu une pareille foule à Londres. Whitehall, le Mall et Trafalgar Square étaient remplis par des foules excitées. »

Voici encore un compte rendu de la frénésie qui accueillit la déclaration de guerre :

« L'enthousiasme atteignit son point culminant autour de Buckingham Palace quand on apprit que la guerre avait été déclarée. La police avait passé le mot d'ordre qu'il fallait faire silence, parce que le Roi tenait un conseil où l'on signait les proclamations nécessaires... La nouvelle de la déclaration fut saluée par une acclamation formidable qui se changea en un bruit assourdissant quand le roi George, la reine Mary et le prince de Galles apparurent au balcon.

« Westminster, Charing Cross et les principales avenues autour de Westminster furent remplis jusqu'à minuit par des masses excitées. Par le nombre et le vacarme, elles dépassaient les foules de lundi. On apercevait partout l'Union Jack et l'air était plein de chants patriotiques. Il était presque impossible de traverser Trafalgar Square.

« Une foule hostile se rassembla devant l'ambassade allemande, et en brisa les fenêtres. Il fallut téléphoner à Cannon-row, et des agents de police montés et à pied furent vite sur place et eurent toutes les peines du monde à rétablir l'ordre. »

En face de ces rapports, établis par un témoin dont l'hostilité de principe contre la violence est connue, que devient la supposition que nous sommes entrés en guerre contre la volonté hautement formulée du peuple anglais? Toutes les guerres sont populaires le jour de leur déclaration. On peut citer le mot fameux de Walpole

sur une guerre que, malgré ses résistances, il avait été forcé d'accepter : « Ils sonnent les cloches maintenant; bientôt ils se tordront les mains. » Mais jamais une guerre n'a été aussi universellement acclamée que celle dans laquelle la Grande-Bretagne est entrée le 4 août 1914.

4. Le 4 août 1914.

Le 4 août 1914 restera une des grandes dates de l'histoire du monde. La décision prise ce jour-là au nom de l'Empire britannique a modifié les destinées de l'Europe, et ce n'est pas trop dire qu'elle a donné un tour différent au progrès de la race humaine. Les trompettes de la guerre avaient déjà retenti à l'est et à l'ouest de l'Europe. Des armées colossales se hâtaient vers le massacre. Des millions d'hommes étaient en route ou bouclaient leurs sacs, les routes et les voies ferrées tremblaient sous le poids des munitions et des canons, et de toutes les sinistres mécaniques inventées pour la destruction des hommes.

Y avait-il un espoir d'éviter la grande catastrophe? Des réunions continuelles de Cabinet eurent lieu vendredi, samedi et dimanche. J'eus beaucoup de peine à y assister, à cause de la conférence à la Trésorerie qui s'occupait de la grave situation financière dans laquelle la guerre nous avait plongés. Mais je pris part au plus grand nombre des discussions. Elles révélèrent de sérieuses divergences d'opinions à propos de l'intervention britannique dans une guerre russo-allemande, même dans le cas où la France serait forcée par l'alliance russe d'y participer. Grey ne présenta jamais de façon absolue la proposition d'une participation de la Grande-Bretagne à cette guerre. Il n'exprima jamais à ce sujet une opinion

claire et sans équivoque, et aucune décision ne fut prise sur ce point. Mais il résultait avec évidence des débats dans le Cabinet, et des conversations qui eurent lieu au dehors pendant les courts intervalles où il s'ajournait, que nous étions irrémédiablement divisés sur la question de l'entrée en guerre, aussi longtemps que le problème se développait de cette façon. S'il avait été question de défendre la neutralité et l'intégrité de la Belgique, il n'y aurait plus eu de voix discordantes. Lord Morley et John Burns se seraient peut-être tenus en dehors. Et encore je n'en suis pas sûr, si l'on avait pris à temps une décision sur ce seul point, cherché à circonscrire le terrain de la lutte et à persuader à l'Allemagne qu'il était absurde de l'entreprendre dans des conditions peu favorables aux plans militaires établis par elle d'avance. Mais une pareille proposition ne fut jamais soumise à notre jugement. Une faible lueur demeurait encore dans un ciel de plus en plus sombre: la neutralité de la Belgique.

Les nuages noirs se rassemblaient rapidement, mais on discernait pourtant un pan d'azur. Les Allemands s'étaient engagés par traité, non seulement à respecter, mais à protéger la neutralité de la Belgique. Allaient-ils faire honneur à leur signature?

La Grande-Bretagne avait signé cet accord. Si l'une des parties contractantes en violait les termes, l'Angleterre était tenue d'intervenir et de lancer toutes ses forces contre l'envahisseur. La loyauté de la Prusse d'une part, la crainte de l'Angleterre de l'autre, prévaudraient-elles? Si le traité était respecté, la situation pouvait encore être sauvée.

La politique que je préconisais devant mes collègues du Cabinet britannique n'était pas simplement une attitude de non-intervention dans le conflit de l'Allemagne et de l'Autriche avec la Russie et la France. Nous n'étions pas dans la situation de la France. Elle se trouvait obli-

gée par ses traités de soutenir la Russie dans sa querelle avec l'Allemagne. Ce n'était pas notre cas. Je proposais de prendre des mesures immédiates pour augmenter et renforcer les effectifs et les armements de l'armée britannique, de façon qu'aucun des belligérants ne pût se permettre de dédaigner notre appel, le jour où nous jugerions utile d'intervenir.

Si l'Allemagne avait respecté l'intégrité de la Belgique, cette politique eût été la plus sage. Les passions auraient eu le temps d'épuiser leur force, les espoirs trop confiants suscités par l'enthousiasme guerrier celui de se dissiper. Pour la France, le problème se fût présenté différemment, la marche des événements aurait été plus lente.

La France, au lieu d'avoir à défendre une frontière de 800 kilomètres sans forteresses ni barrières artificielles, aurait concentré ses efforts sur la défense d'une frontière de 380 kilomètres, protégée par de formidables bastions.

Une armée de 3 millions d'hommes — y compris les réserves — occupant des positions retranchées le long de cette étroite frontière, aurait été invincible, et il est bien possible que l'Allemagne se fût contentée simplement de défendre sa frontière de l'ouest pour jeter ses armées sur la Pologne. Là, les difficultés de transport, les mauvaises routes, l'insuffisance du réseau ferré, l'immensité des distances, auraient ajourné le résultat pour des semaines, sinon des mois.

Il fallut à l'Allemagne plus de douze mois de durs combats pour conquérir la Pologne. Et, même alors, l'armée russe n'était pas détruite, et elle était prête à reprendre la lutte en 1916.

L'intervention britannique en faveur de la paix aurait pu faire alors prévaloir de plus sages conseils. L'Angleterre était la seule puissance européenne qui n'avait jamais encore été battue dans une guerre continentale.

Grâce à l'immunité contre toute attaque qu'elle devait à sa position insulaire, grâce à son immense flotte manœuvrée par les plus habiles équipages du monde, grâce à ses énormes ressources, elle était de taille — de l'avis général — à abattre n'importe quelle puissance. Si l'Angleterre eût été capable de jeter dans la balance une armée d'un million d'hommes bien équipés pour appuyer sa flotte, l'Allemagne aurait hésité avant de rejeter les conditions de paix et de lancer l'Empire britannique dans le conflit du côté de ses ennemis. Tels furent les arguments que j'avançais en faveur de notre neutralité si celle de la Belgique était respectée.

L'invasion de la Belgique ruina ces possibilités. Nos obligations du traité entrèrent en jeu. Le dimanche 2 août, les augures n'étaient pas propices. Il y avait des indices très clairs que les forces allemandes se massaient sur la frontière belge. L'Allemagne avait demandé à la Belgique la permission de traverser son territoire pour attaquer la France.

Les ministres belges hésitaient; mais la réponse que donna l'héroïque roi des Belges constitue une des pages les plus émouvantes de l'Histoire...

Le gouvernement britannique, en apprenant ces nouvelles, adressa un ultimatum à l'Allemagne : « A moins que, le 4 août, à minuit, des assurances ne soient fournies par l'Allemagne que la neutralité belge ne serait pas violée, la Grande-Bretagne n'aurait d'autre alternative que de prendre des mesures pour faire respecter le traité. »

Si l'Allemagne se rendait compte de ce que la guerre avec l'Angleterre signifiait? Si elle arrêtait l'avance de ses armées? Si elle changeait de stratégie? Si elle consentait à des pourparlers? Que de choses dépendaient de la réponse à pareilles questions! Nous le soupçonnions déjà, nous le savons maintenant.

Beaucoup d'entre nous n'arrivaient pas à croire que les dirigeants responsables de la destinée de l'Allemagne seraient assez vains pour se mettre délibérément à dos l'Empire britannique, avec ses ressources inépuisables et son obstination tenace, une fois engagé dans l'action.

Ceux qui ont critiqué l'intervention de l'Angleterre peuvent être rangés en deux catégories. Il y a ceux qui affectent de croire que la guerre a été arrangée, organisée et dictée par des financiers dans un but personnel. Il y a aussi, en Allemagne et dans les pays amis de l'Allemagne, ceux qui attribuent notre action à l'irritation produite par une jalousie croissante, en face de la force et de la prospérité allemandes. Les politiciens anglais y sont décrits comme brûlant de saisir dans leurs serres l'occasion de détruire un redoutable rival. A ces deux sortes de critiques, le récit des événements, pendant ces journées, est une réponse complète. J'étais Chancelier de l'Echiquier. Comme tel, j'ai vu avant la guerre l'Argent. Je l'ai vu aussitôt après l'explosion. Pendant des jours, j'ai vécu avec lui. J'ai fait de mon mieux pour lui fortifier les nerfs. Car je savais que beaucoup dépendait du rétablissement de la confiance. Et je puis dire que l'Argent était alors une chose tremblante et terrifiée. L'Argent défaillait de peur devant l'avenir. C'est d'une folle et ignorante dérision que d'appeler cette guerre une guerre de financiers. Quant à la seconde forme d'attaque contre l'action britannique, qu'il suffise de dire que partout les grandes affaires souhaitaient que l'on se tînt à l'écart. Pour tout le reste, ce récit sera la réponse. Il n'y avait pas ici un seul homme priant pour que l'heure arrive où nous pourrions abattre notre grand rival commercial.

Ce fut une journée pleine de rumeurs, de nouvelles, d'anxiété trépidante. Les heures passaient, et rien n'arrivait de l'Allemagne. Rien que des bruits inquiétants signalant des nouveaux mouvements de troupes alle-

mandes vers la frontière belge. Le soir vint. Toujours pas de réponse...

Peu après 9 heures, je fus appelé dans la salle de réunion du Cabinet pour une consultation importante. Je trouvai là M. Asquith, Sir Edward Grey et M. Haldane. Tous trois paraissaient très graves. M. M'Kenna arriva peu après.

Un message de la Wilhelmstrasse à l'ambassade d'Allemagne à Londres avait été intercepté. Il n'était pas chiffré. Il informait l'ambassadeur d'Allemagne que l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin avait réclamé ses passeports à 7 heures du soir et déclaré la guerre. Une copie de ce message me fut remise et je l'ai toujours en ma possession. Voici un fac-similé de ce document fatidique, tel qu'il nous fut communiqué dans cette réunion solennelle:

9 h. 5 du matin.
4 août 1914.

Le message suivant a été intercepté par la censure:

A l'ambassadeur d'Allemagne.
Provenance : Berlin.

L'ambassadeur d'Angleterre vient de demander ses passeports peu après sept heures et a déclaré la guerre.

Signé : JAGOW.

On n'avait reçu aucune nouvelle de Sir Edward Goschen. (Son télégramme annonçant son acte avait été retenu par les autorités allemandes. Il ne nous parvint jamais et ce ne fut qu'à l'arrivée en Angleterre de Sir Edward Goschen, environ neuf jours après, que nous apprîmes son envoi et en obtînmes une copie.) Par con-

séquent, nous nous perdions en conjectures pour savoir ce que tout cela signifiait. Cela ressemblait à une tentative de la part des Allemands pour se servir aussitôt de l'heure de la déclaration de guerre, en effectuant quelque attaque soudaine, soit contre les navires britanniques, soit contre les côtes anglaises. Ce télégramme intercepté devait-il marquer pour nous le commencement des hostilités ou allions-nous attendre jusqu'à ce que nous ayons appris de l'Allemagne que nos conditions avaient été rejetées, ou encore allions-nous temporiser jusqu'à ce que la dernière heure de l'ultimatum ait sonné?

Nous étions assis à la grande table verte, dans le fameux salon où, dans le passé, avaient été prises tant de décisions historiques. L'éclairage n'était pas alors très bon, et je me souviens que toutes les lampes n'avaient pas été allumées. Dans la demi-obscurité, on pouvait imaginer les ombres des grands hommes d'Etat de l'Angleterre de jadis prenant part à une conférence dont l'importance était capitale pour l'Empire à la construction duquel ils avaient voué leurs vies : Chatham, Pitt, Fox, Castlereagh, Canning, Peal, Palmerston, Disraeli, Gladstone...

Dans cette simple salle, sans ornement, poussiéreuse, ils avaient aussi médité sur les problèmes qui avaient inquiété leur époque. Mais jamais ils n'avaient été confrontés avec une décision aussi formidable par ses conséquences que celle que les ministres anglais devaient prendre dans ces premiers jours d'août 1914. Et maintenant était survenue l'heure de la dernière décision terrible. Allions-nous lâcher immédiatement les sauvages molosses de la guerre ou allions-nous attendre jusqu'à ce que l'heure de l'ultimatum ait expiré, donnant ainsi à la paix le bénéfice du doute qui devait subsister pour au moins une autre heure? Nous n'eûmes pas de difficulté pour décider que l'Amirauté devait prévenir la flotte et la

mettre en garde contre une attaque soudaine des escadres allemandes, et avertir nos garde-côtes contre les desseins éventuels de l'adversaire.

Mais devions-nous déclarer la guerre immédiatement ou à minuit? L'ultimatum expirait à minuit, à Berlin. C'était minuit d'après l'heure de l'Europe centrale, ce qui signfiait 11 heures d'après l'heure de Greenwich. Nous décidâmes d'attendre jusqu'à 11 heures. Un message allait-il arriver de Berlin auparavant pour nous informer des intentions de l'Allemagne de respecter la neutralité belge? Dans ce cas, il y avait encore un faible espoir qu'un arrangement pourrait intervenir avant que les armées en marche se heurtent l'une contre l'autre.

Comme l'heure approchait, une atmosphère de solennité intense et profonde enveloppa la salle. Personne ne disait mot. C'était comme si l'on attendait le signal de presser le levier qui allait précipiter des millions d'hommes vers leur destin fatal — avec juste une chance que leur grâce pourrait arriver à temps. Nos yeux erraient anxieusement de la pendule à la porte et de la porte à la pendule, et l'on ne parlait guère.

Boum! Les notes graves de Big-Ben résonnèrent dans la nuit, sonnant les premiers coups de l'heure la plus fatale qu'ait connue l'Angleterre depuis ses origines. Un silence plein d'angoisse s'écrasa sur la salle, toutes les figures soudainement semblèrent contractées par une intense douleur. L'horloge égrenait ses notes : « Boum! Doum! Doum! »

Le dernier coup de 11 heures résonna à nos oreilles comme le marteau du destin. Quel destin? Qui pouvait le dire?

Nous avions défié le plus puissant empire militaire que le monde eût encore connu. La France seule était trop faible pour tenir tête à sa puissance. La Russie était mal organisée, mal équipée, corrompue. Nous savions à quel choc l'Angleterre aurait à résister. Pourrait-elle te-

nir? Il n'y avait ni doute ni hésitation dans les cœurs. Mais un frisson d'horreur, je l'avoue sans honte, accélérait notre pouls. Savions-nous qu'avant que la paix soit rendue à l'Europe, nous aurions à traverser quatre années du plus grand massacre, des souffrances, des dévastations, des sauvageries, les plus terribles que l'humanité ait jamais subis ?

Douze millions de jeunes hommes appartenant à la plus courageuse jeunesse seraient massacrés; vingt millions d'autres seraient mutilés. Nous en doutions-nous? L'Europe serait écrasée sous le poids d'une dette de guerre colossale. Pouvions-nous l'imaginer?

Nous doutions-nous qu'un seul empire résisterait au choc? Que les trois autres brillants empires du monde s'écrouleraient dans la poussière et ne se relèveraient jamais, que la révolution, la famine et l'anarchie balayeraient plus de la moitié de l'Europe et que cette menace dessécherait le reste de ce malheureux continent?

Avons-nous seulement entendu la fin de l'histoire? Qui peut le dire? Pourtant, même si nous avions tout prévu le 4 août 1914, nous n'aurions pas pu agir autrement.

Vingt minutes après que l'heure eut sonné, M. Winston Churchill fit son entrée et nous annonça que des radiotélégrammes avaient été envoyés déjà aux navires de guerre anglais sur tous les océans, leur annonçant que la guerre avait été déclarée et qu'ils devaient agir en conséquence. Peu après nous nous dispersâmes; nous n'avions plus rien à nous dire cette nuit-là. Demain nous apporterait de nouvelles tâches et de nouvelles responsabilités.

Comme je partais, il me semblait être un homme vivant sur une planète arrachée soudain à son orbite par une main démoniaque et projetée follement dans l'inconnu.

Le matin suivant, les ministres s'éveillèrent devant un horizon nouveau et inaccoutumé. Jusque-là, nous

avions eu affaire à une Angleterre et un monde en paix. Maintenant nous avions à faire face aux problèmes d'une Europe plongée dans le tourbillon de la guerre.

Des mesures qui conféraient à l'Exécutif des pouvoirs jusqu'alors inconnus furent votées par les deux Chambres du Parlement après quelques heures seulement de discussions. La plupart d'entre elles avaient été soigneusement élaborées pendant les jours tranquilles par les nombreux sous-comités du Comité de la Défense Impériale. Sur ce qui a été accompli par ce corps remarquable, pendant les années qui précédèrent la guerre et sur sa prévoyance, rien encore n'a été écrit. Son fondateur Earl Balfour, quand il a mis sur pied le Comité de la Défense Impériale, comme organe essentiel dans l'organisation de cette défense, a rendu un service à sa patrie qui mérite l'immortalité. Sous M. Asquith, ce Comité sut s'acquitter de sa tâche et a persévéré dans ses traditions avec la même vigueur et la même persistance. Aussi, quand la guerre surgit, des plans qui jouèrent un rôle essentiel pour la réalisation de la victoire se trouvèrent à la portée de notre main, dans le pigeonnier du Comité de la Défense Impériale, préparés jusque dans le dernier détail et prêts à être mis à exécution. Il faut rendre hommage à Lord Balfour pour la création et la direction de cet organe, et à M. Asquith pour la façon si complète dont il utilisa ses pouvoirs, et pour le développement ultérieur de sa compétence et de ses fonctions. Mais cette œuvre est due avant tout à ses trois secrétaires infatigables : Sir George Clarke, qui devint Lord Sydenham, l'amiral Sir Charles Ottley, et le plus capable et le plus ingénieux de tous, le lieutenant-colonel Sir Maurice Hankey. Le Livre de Guerre, achevé sous le ministère de M. Asquith, et l'œuvre de M. Haldane au War Office — son organisation des territoriaux, d'un état-major comme cerveau pensant de l'armée, sa création du Corps d'instruction pour les officiers — sont des réponses péremp-

toires à ceux qui décrient le gouvernement libéral comme étant non préparé à l'éventualité de la guerre.

A ces résultats, on peut ajouter la préparation de notre marine, et en particulier celle des grands cuirassés sous la direction de Lord Tweedmouth, de M. M'Kenna et de M. Winston Churchill.

Mais, quand l'orage éclata, le C. I. D. (Comité de la Défense Impériale) n'avait pas le moins du monde achevé son exploration complète des contingences et des exigences de la guerre. Ceci est dû probablement au fait que deux possibilités, dont les conséquences se révélèrent bientôt comme d'une importance vitale, n'avaient pas encore été étudiées. La première, ce fut le chaos financier qui devait fatalement s'ensuivre, dans un pays s'occupant de l'affaire compliquée qui consiste à financer le commerce international.

La seconde conséquence, ce fut l'énorme consommation de munitions que nécessite la guerre moderne. Personne n'avait prévu les constructions de fortifications en terre, d'une taille gigantesque, que développa la guerre où l'on venait d'entrer. Les lignes de Torrès Vedras n'avaient que quelques kilomètres. Il en était de même pour les tranchées de Todleben à Sébastopol. Celles de 1914-1918 s'étendaient sur plusieurs centaines de kilomètres. Les myriades de canons lourds, de mortiers de tranchée et de mitrailleuses, les millions de projectiles, devenus une partie essentielle de l'armement, pour les troupes engagées dans des opérations aussi vastes, dépassaient tous les calculs de ceux qui avaient étudié les exigences d'une guerre. Ce fut mon destin d'être appelé à régler ces deux difficultés urgentes qui étaient imprévues.

5. Le Cabinet ignore l'avis stratégique de French.

Il n'est pas dans mon dessein de présenter un récit complet des événements de la guerre. Cette tâche a déjà été remplie par d'autres et par des plumes plus autorisées que la mienne. Je voudrais simplement apporter ma contribution à l'Histoire à propos des incidents plus ou moins isolés où j'ai été plus spécialement mêlé.

Le Cabinet n'était que fort peu tenu au courant des opérations militaires et navales. Quand, d'aventure, avait lieu une consultation des civils, elle était bornée au Premier Ministre et à M. Winston Churchill, auxquels se joignaient parfois Lord Haldane et Lord Grey.

Le Cabinet ignorait le fait que, dans les conseils tenus immédiatement après la déclaration de guerre, Lord French était opposé à ce que la force expéditionnaire anglaise prît position sur la frontière belge. Le premier conseil après l'entrée en guerre avait eu lieu le 5 août. Les ministres y étaient représentés par M. Asquith, Lord Haldane, Sir Edward Grey et M. Winston Churchill; la marine par le Prince Louis de Battenberg et l'armée par Lord Kitchener, Lord Roberts, Sir John French, Sir Ian Hamilton, Sir Charles Douglas, Sir H. C. Sclater, Sir John Cowans, Sir Stanley von Donop, Sir Douglas Haig, Sir J. M. Grierson, Sir A. J. Murray et Sir Henry Wilson.

Sir John French dit dans ce conseil: « Le plan arrangé d'avance consiste en ceci : la Force expéditionnaire devra être mobilisée en même temps que l'armée française et se concentrer derrière elle à Maubeuge le quinzième jour de la mobilisation. Le rôle qui lui a été réservé ensuite, c'est de marcher à l'est, vers la Meuse, et d'entrer en action à la gauche de l'armée française contre l'aile droite allemande. On a toujours pensé, toutefois, que si nous commencions en retard notre mobili-

sation, comme c'est le cas, nous pourrions changer notre plan. Maubeuge, à son avis, n'était plus une place sûre pour une concentration. French suggéra qu'Amiens serait maintenant la place plus sûre où l'on pourrait se concentrer. Son opinion se résumait en ceci que la Force expéditionnaire pouvait être envoyée en France; qu'il fallait y choisir un lieu sûr de concentration et attendre les événements. Il ajouta qu'il y avait une seconde solution, et qu'étant donné les conditions présentes, il inclinait à examiner un débarquement à Anvers, en vue d'une coopération avec les Belges et les Hollandais. Les trois éléments formeraient une armée considérable qui tiendrait en respect des forces allemandes importantes et pourrait même être capable d'avancer dans la direction du sud. A la vérité, la possibilité de ce plan dépendait grandement de la marine. Une troisième solution, c'était de débarquer en France et de gagner Anvers en suivant la route côtière. »

Il ne semble pas que Lord French ait reçu le moindre appui pour ces suggestions et il n'apparaît pas qu'il ait insisté davantage. La conclusion de toutes les consultations qui eurent lieu ce jour-là et le lendemain, c'est qu'il fallait conformer notre stratégie à celle de l'armée française.

Si l'on avait accepté l'un ou l'autre de ces projets, il est clair que le cours des événements eût été entièrement différent, en particulier si cinq divisions britanniques avaient occupé Anvers. Il y aurait eu, en effet, dans ce cas, sur le flanc allemand, cinq divisions excellentes de troupes de choix. Elles auraient apporté à la milice belge le renforcement qui était nécessaire. Les Allemands n'auraient pas considéré comme prudent, sans avoir délivré leur flanc de cette redoutable menace de s'enfoncer aussi profondément en France qu'ils le firent plus tard. Ils auraient donc perdu un temps appréciable, et le temps c'était l'essence même de leur plan.

L'avis donné par le commandant en chef des Forces expéditionnaires ne fut pas présenté au Cabinet et, par conséquent, ne fut jamais discuté par les ministres.

Pendant les trois ou quatre semaines qui suivirent la déclaration de guerre, l'attention du Cabinet se concentra sur les problèmes de recrutement, l'évasion et les exploits du *Goeben*, les conjectures relatives à l'attitude qu'allait probablement adopter la Turquie, les nouvelles de Grèce et les rapports peu explicites que l'on recevait occasionnellement du front. Ils nous étaient communiqués au début de chaque réunion par Lord Kitchener de sa voix forte et saccadée. Son regard lointain, qui n'était dirigé vers personne en particulier, trahissait clairement son malaise de se trouver parmi un entourage peu familier.

Il siégeait en conseil avec des hommes appartenant à la profession contre laquelle il avait bataillé toute sa vie et pour laquelle, au fond de son cœur, il éprouvait ce mélange de mépris et d'appréhension habituel aux militaires. Son idée principale, à la table du Conseil, était de révéler aux politiciens aussi peu que possible sur les événements qui se déroulaient et de regagner son bureau du War Office aussi vite que le permettait la décence. De temps en temps, il lançait une phrase fulgurante qui éclairait la situation.

Avant le déclenchement de la première attaque allemande, Lord Kitchener se départit de sa discrétion habituelle pour nous révéler les intentions de Joffre. Le général en chef français, d'après lui, ne croyait pas que les Allemands avanceraient par les provinces centrale et occidentale de la Belgique, car les routes n'étaient pas bonnes et ne convenaient guère à des mouvements de corps de troupe considérables, alourdis d'artillerie et d'équipages. Son idée était que l'armée allemande obliquerait vers le coin sud-est de la Belgique et tenterait de percer les défenses alliées dans la direction de Namur.

Lord Kitchener nous dit que la conception stratégique de Joffre était celle d'un boxeur qui se couvre du bras gauche contre le coup que lui porte son antagoniste, tout en lui décochant un crochet du droit, de façon à le frapper par surprise à son point le plus faible.

Mais Lord Kitchener nous informa qu'à son avis la conception du général Joffre au sujet du plan d'opérations allemand était complètement fausse. Il était lui-même fermement convaincu que les Allemands avanceraient le long des onze routes qui conduisaient à la frontière et essaieraient de prendre de flanc les forces alliées en un point beaucoup plus haut sur la carte que celui indiqué par le général Joffre. Cependant, disait-il, Joffre persistait avec entêtement dans son point de vue. Nous devions bientôt connaître le résultat de cette fatale erreur!

Un matin, j'étais occupé à la Trésorerie à régler quelques problèmes financiers urgents avant la réunion du Conseil, lorsque M. Winston Churchill entra dans la pièce avec une figure particulièrement sombre. Il était évident qu'il avait des nouvelles graves à me communiquer, et, comme j'étais entouré de fonctionnaires, il me pria de sortir. Nous passâmes dans une autre pièce.

Il me dit alors qu'il venait justement d'apprendre de Kitchener que les Allemands avaient avancé avec d'énormes effectifs le long des routes du nord de la Belgique, et avaient chassé nos troupes de Mons. L'armée britannique tout entière était maintenant en pleine retraite, poursuivie par des forces allemandes d'une supériorité écrasante.

M. Churchill raconte « qu'il fut rassuré et très satisfait par ma réponse ». Mais moi j'avais senti certainement plus que jamais que nous étions acculés et que, seule, une mobilisation de toutes nos forces pouvait sauver l'Europe et le monde d'un désastre incalculable.

Depuis plusieurs jours, nous n'avions aucune nouvelle de ce qui se passait. Nous ne sûmes rien de la grande lutte en Lorraine où l'armée française qui l'envahissait fut reconduite à la frontière après une bataille acharnée et une victoire décisive pour les Allemands, due plutôt à leur supériorité en artillerie qu'à leur nombre. Nous ne sûmes rien de la défaite de l'armée française sur la Meuse et de l'avance de l'armée allemande vers Paris. Un brouillard complet régnait sur les mouvements et les plans de notre petite armée. Tout ce que nous apprîmes, c'était qu'elle avait abandonné ses positions sur la frontière belge et qu'elle était pressée — sinon poursuivie — vers le sud par des forces allemandes très supérieures. On nous assurait toutefois, jour après jour, que l'armée en retraite venait de s'établir sur une position où elle se préparait à résister, avec l'espoir de repousser victorieusement les assaillants, mais le matin suivant on nous informait qu'elle avait abandonné cette position et repris sa retraite, mais qu'elle se disposait à combattre sur une ligne de défense meilleure qui était — nous l'observions — quelques kilomètres plus près de Paris.

Nous ne sûmes rien du passage précipité de la Somme, de l'Aisne, de la Marne, de l'Oise, et pendant des jours on ne parla pas de la retraite derrière la Seine, à quelques kilomètres au sud de Paris. Le Cabinet était décontenancé par les rapports fragmentaires et incohérents que chaque matin lui faisait Lord Kitchener. On le pressa de nous donner des comptes rendus plus satisfaisants de ce qui était réellement arrivé. Mais il protesta qu'il communiquait à ses collègues tous les renseignements que notre Quartier Général en France daignait lui fournir. Le premier indice que nous recueillîmes sur le sérieux et l'importance de la défaite infligée aux armées alliées, ce fut un rapport paru dans le *Times* — malgré la censure — qui donnait un compte rendu pittoresque de la marche que firent les troupes allemandes à travers Amiens, en

chantant la *Wacht am Rhein* dans les rues désertes.

Le Cabinet finit par décider d'envoyer Lord Kitchener en France pour s'informer.

Des versions contradictoires sur ce qui s'était passé entre nos grands généraux ont déjà paru, et j'estime que ce n'est pas mon affaire de les concilier. C'était ma première expérience de la faillibilité des chefs militaires et de leur entêtement dans l'erreur, de la confusion et du manque de coordination qui aboutirent à faucher la fleur des plus belles armées que la France et l'Angleterre eussent jamais mises en campagne.

Je n'ai pas besoin de dire que nous fûmes surpris et désappointés par un effondrement qui n'avait pas été le moins du monde prévu par nous et par nos conseillers militaires, mais il n'y eut pas de panique. On hâta l'envoi de renforts en France. Peu après, la victoire de la Marne — une des grandes batailles historiques du monde — mit l'avance allemande en échec. Le désastre était écarté pour le moment, et nous eûmes du temps pour faire de nouveaux plans d'avenir.

De ces combats livrés pendant les premiers mois, émergent deux faits d'une importance suprême pour la stratégie de la guerre. Si ces faits avaient été appréciés à leur valeur, et à temps, par les généraux alliés, et s'ils avaient conformé leurs plans à cette leçon bien comprise, la guerre aurait pris un cours différent. Le premier fait, ce fut l'énorme supériorité des Allemands en artillerie, non pas tant en nombre qu'en poids, et l'avantage très précis qu'ils en reçurent. Pour la première fois, le canon lourd était traité comme une arme mobile; sa plus grande portée, son pouvoir de destruction plus puissant que ceux du canon léger ordinaire brisèrent l'offensive des Français et mirent en miettes leur plan de campagne.

Le second fait, c'est la difficulté qu'il y a, même avec une artillerie supérieure, de déloger un ennemi brave et

tenace de positions préparées où la défense opère à couvert. Les Français ont complètement échoué dans la guerre en rase campagne de Belgique et de Lorraine. La plus longue portée et la puissance de destruction de l'artillerie allemande brisèrent leurs attaques, démoralisèrent leurs troupes, et les forcèrent à une retraite précipitée pour sauver leurs armées d'une destruction complète. Mais, d'autre part, ces troupes défaites repoussèrent avec succès toutes les attaques de l'ennemi victorieux au Grand Couronné de Nancy, bien qu'elles aient été appuyées par la même supériorité écrasante des canons. Les Français s'enterrèrent sur ces collines et les Allemands furent battus avec de grandes pertes malgré leur artillerie plus puissante.

Le Maréchal Foch, dans ses *Mémoires*, écrit, à propos des leçons données (mais non retenues) par les combats d'août et de septembre 1914:

« D'une façon générale, il paraît prouvé que les nouveaux moyens d'action fournis par les armes automatiques et les canons à longue portée permettent à la défense d'arrêter assez longtemps une tentative de percée pour qu'une contre-attaque puisse être lancée avec plein succès. Les « poches » qui résultent d'attaques partielles qui ont été heureuses et paraissaient même décisives ne peuvent pas être conservées, même au prix de pertes coûteuses, assez longtemps pour assurer la rupture définitive de la ligne de l'adversaire. Elles sont trop vite rendues inhabitables et inutiles pour l'assaillant.

« Un front défensif porté en arrière par suite de la supériorité du nombre n'est pas brisé pour cela. Les contre-attaques sur le flanc de l'assaillant ont souvent décimé ses réserves et menacé ses communications au point d'arrêter son avance partielle et de provoquer sa retraite.

« Quelques nouveaux sujets de réflexion nous sont offerts quand nous examinons les limites et la faiblesse

d'une offensive qui, parce qu'elle est d'abord un succès tactique, continue en violation des principes que les armes modernes ont maintenant imposés. »

Quand les généraux alliés en sont-ils venus à ces sages conclusions? Pas avant les assauts sanglants d'Artois et de Champagne, en 1915. Pas même lors des batailles de la Somme, encore plus sanglantes, en 1916.

CHAPITRE III

LORD GREY

Je ne puis faire un exposé correct des événements qui ont conduit à la guerre, qui ont prolongé sa durée et aggravé ou étendu sa désolation, sans donner un portrait sincère des personnalités qui ont surveillé et dirigé les événements. Leur caractère est, pour beaucoup, responsable de ce qui arriva — en bien et en mal. C'est une conception erronée de l'histoire que de supposer que ses épisodes sont dus entièrement à des causes fondamentales qui ne sauraient être écartées, et qu'ils ne peuvent pas être précipités ou retardés par l'intervention d'un individu. L'apparition d'une personnalité dominante, dans une situation dangereuse et au moment décisif, a souvent modifié le cours des événements pour des années et même des générations. Un homme doué et résolu a souvent retardé pendant des siècles une catastrophe qui paraissait imminente et qui, sans lui, se serait produite. D'autre part, un faible et un hésitant a attiré ou accéléré le malheur qui sans lui ne serait jamais arrivé ou qui, du moins, aurait pu être, pendant longtemps, ajourné. Je ne puis donc poursuivre mon récit sur la grande guerre sans donner une idée des hommes dont les défauts la hâtèrent ou manquèrent de l'empêcher, ou eurent pour effet de prolonger sa course dévastatrice.

Il m'a été extrêmement difficile et parfois désagréable de faire un portrait consciencieux des personnages les

plus éminents qui ont figuré dans la guerre, alors que certains d'entre eux étaient des collègues avec qui j'avais entretenu les relations personnelles les plus aimables. J'avais travaillé pendant plus de dix ans en parfaite amitié avec quelques-uns; à d'autres, j'étais redevable de politesses et de gentillesses personnelles; d'autres enfin m'avaient accordé leur appui, à propos de ces attaques qui, de temps en temps, menacent de terrasser celui qui a choisi en politique le rôle le plus discuté.

Ces considérations s'appliquent tout particulièrement à l'examen que je vais faire des qualités distinctives possédées par M. Asquith, Lord Grey, M. Bonar Law, M. Churchill et d'autres hommes politiques distingués, avec qui j'eus le privilège de travailler pendant tant d'années, cordialement, en bon camarade.

Lord Grey (qui était alors Sir Edward Grey) est de ceux qui ont joué un rôle décisif, parmi les courants et les occurrences qui ont conduit à la guerre. Il est donc nécessaire, pour l'entendement de ce récit, que je donne une appréciation très franche de sa personne. La position capitale qu'il occupait comme secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a joué dans les événements un rôle essentiel et sa personnalité fut assurément un des éléments qui contribuèrent à la grande catastrophe. Je ne puis donc omettre dans mon récit les impressions que je reçus de son caractère. Mais ce serait complètement inutile — et peu loyal envers mes lecteurs — si je n'analysais pas avec franchise l'homme qui chercha honnêtement à empêcher la guerre, mais qui échoua, et si je ne disais pas quelque chose de sa nature et de ses défauts grandement responsables de cet échec. Je ressens l'impérieux devoir de ne laisser aucune considération déplacée influencer mon jugement, et pour la même raison j'ai écarté de ces esquisses de personnages politiques tout ce qui pouvait rappeler le préjugé du partisan.

Le public connaît moins Lord Grey que tout autre

homme d'Etat en vedette de cette époque. Sa réputation est par conséquent fondée sur de pures conjectures.

La position de Sir Edward Grey dans la vie publique fut entièrement différente de celle que M. Asquith s'était acquise. Celui-ci ne possédait, pour l'aider à parvenir, ni naissance ni richesse. Il se fraya la voie au poste de Premier Ministre grâce à un superbe talent et une œuvre parlementaire. Il n'y a pas de Premier Ministre dans l'Histoire — sauf Gladstone et Disraëli — qui ait disposé d'un meilleur instrument intellectuel au service d'une carrière politique. Lord Grey avait une haute intelligence, mais d'une contexture plus proche du lieu commun. Elle se reflète dans des discours clairs, corrects et bien ordonnés, mais qu'aucune distinction de style ou de pensée ne caractérise. Sa façon de traiter les affaires étrangères était du même type conventionnel. Son influence découlait d'autres sources. Il avait une allure, des manières et une discrétion qui donnaient l'impression de l' « homme fort et silencieux », si désiré par la génération élevée à l'école de Carlyle, et adoré avec tant de ferveur par elle dès qu'elle croyait l'avoir découvert. Pendant la guerre et dans les jours d'après guerre, ceux de Clemenceau, de Foch, de Lénine, de Mussolini, de Roosevelt et d'Hitler — ils parlaient tous — cette légende a été un peu attaquée par le mildew. Les hommes les plus forts de l'histoire n'ont jamais été des silencieux. L'un des plus forts — Napoléon — pouvait même à l'occasion être bavard. Mais à la veille de 1914 la vogue du taciturne prévalait encore et personne n'en profita plus que Grey. Sa physionomie frappante, avec ses lèvres minces, sa bouche pincée et volontaire et ses contours comme ciselés, donnaient une impression froide d'acier forgé. Ajoutez à cet extérieur la discrétion du discours, le niveau calme du débit, dans les rares occasions où il prenait la parole, et vous étiez conduits à en attendre une force imperturbable dans des circonstances graves. Il ne

disposait pas de la phrase enflammée qui illumine mais parfois blesse et laisse derrière elle une brûlure irritante. En revanche, il possédait à la perfection cette correction de la parole et du maintien qui passe pour de la diplomatie — et qui l'est parfois — et ce flot serein d'une diction impeccable qui peut être compté comme un attribut de l'homme d'Etat, jusqu'au moment où une crise survient qui met à l'épreuve cette urbanité.

Ces qualités mises à part, la position unique de Grey était due au soin qu'il mit à se soustraire presque entièrement au choc bruyant des luttes entre partis. Jamais il n'avait mesuré sa bravoure contre les gladiateurs formidables qui tenaient l'arène en ce temps-là. Il n'était pas moins combatif que M. Asquith: car M. Asquith fut le moins combatif des politiciens. Il s'écartait du combat jusqu'au moment où le devoir le forçait à y entrer. Mais alors il ne manquait jamais de jouer un rôle redoutable, en avant de la bataille, quels que fussent les hasards. Aussi fut-il soumis à tous les assauts loyaux ou infâmes que tous les politiciens militants subissent de la part d'adversaires exaspérés. Au contraire, Lord Grey, bien que son attitude peu commode envers ses différents chefs de file prouve qu'il était d'un tempérament ombrageux, eut la bonne fortune, au cours de sa carrière politique, d'éviter tout duel oratoire, de force ou d'adresse, avec les épéistes les plus dangereux de son temps. Même quand, à l'intérieur du parti, il négociait activement pour une faction, il préférait rester derrière les lignes et laissait à Lord Rosebery, à M. Asquith et à M. Haldane le soin de combattre réellement. Il réussit ainsi à atteindre une haute position dans les partis gouvernementaux sans courir les risques d'un engagement actif dans les luttes intérieures. Le seul poste qu'il ait jamais occupé passait, par tradition, pour être à l'abri des frondes et des flèches de la guerre de partisans. Dans l'opposition, il confinait principalement son activité menue dans des commentai-

res impartiaux sur la politique étrangère. Son administration dans l'Office, les fonctions qu'on lui confiait hors de l'Office ne furent donc jamais soumises aux rudes assauts qui attestaient les qualités des chefs de parti. Sa face ne fut jamais défigurée par les coups reçus dans l'action, puisqu'il évita constamment le champ de bataille politique. Il était spécialement doué pour s'acquitter des devoirs d'un ministère qu'il administrait dans des conditions aussi tranquilles, avec une dignité et une grâce qui s'adressaient à tous les partis. De là vint la position unique par l'immunité, à l'abri de toute critique sévère, qu'il a toujours occupée.

Dans la politique qui conduisit à la participation à la guerre, Sir Edward Grey a joué le premier rôle. Sa navigation dans les eaux étrangères n'était pas sérieusement contestée. Aurait-il pu piloter l'Europe hors des récifs ? Ce point reste toujours un sujet de conjectures et de discussions. Ceux qui s'occupent de cet aspect du problème arriveront à des conclusions différentes, pendant quelque temps encore. Moi, j'incline à croire que le verdict de la postérité condamnera la façon dont il traita la situation.

Une chose ne peut être mise en doute : ses efforts pour empêcher la guerre échouèrent lamentablement. Sur les hésitations de Sir Edward Grey durant ces jours tragiques où les nuages s'amoncelaient et obscurcissaient le ciel, je me suis efforcé de donner un résumé exact des faits. Ils racontent l'histoire d'une main qui tremblait, paralysée par l'appréhension et incapable de manier les leviers avec une décision ferme et claire. Il a poursuivi sa politique favorite qui était d'attendre l'opinion publique pour qu'elle décide à sa place la direction qu'il faut prendre. Il me rappelait le président des Comités que je connus pendant les jours tumultueux de 1892 à 1895. Il y avait à ce moment-là un Parlement qui exigeait du président autant de fermeté

que d'honnêteté. M. Mellor était un homme capable, cultivé et juste, qui avait l'extérieur et les allures d'un gentleman. Il eût été acclamé par tous les partis comme le président idéal en des temps tranquilles. Mais le Parlement du Home Rule était le plus tempétueux que j'aie vu, et la suavité et la courtoisie chevaleresque de M. Mellor y étaient un spectacle lamentable. Je l'entends encore, debout à sa place, et ne regardant personne, de peur de donner l'impression qu'il accusait plus spécialement l'un ou l'autre, répéter d'une voix suppliante, mais non pas impérieuse : « De l'ordre! De l'ordre! »

Les appels faibles et peu convaincants que Sir Edward Grey adressait, en faveur de la paix, à l'Europe en rage, rappellent à ma mémoire cet incident parlementaire. Dans le bruit, il était à peine entendu, il n'était certainement pas écouté. S'il avait averti à temps l'Allemagne du point sur lequel l'Angleterre déclarerait la guerre — et la mènerait avec toute sa puissance — l'issue aurait été différente. Je sais bien qu'il dit qu'il était embarrassé par les divisions du Cabinet. Mais sur une question au moins il n'y avait aucune divergence d'opinions: sur l'invasion de la Belgique. Il aurait pu à ce moment des négociations s'assurer l'unanimité substantielle de ses collègues sur ce point. En mettant les choses au pire, il n'y aurait eu que deux démissions, et elles auraient suivi notre entrée en guerre, quelle qu'ait pu être la solution sur laquelle on discutait. L'assentiment de tous les chefs de l'opposition était assuré, et c'est donc au nom d'un peuple uni qu'il aurait pu intimer au gouvernement allemand que, s'il mettait en action son plan de marcher à travers la Belgique, il se heurterait à l'hostilité énergique de l'Empire Britannique. Il aurait pu lancer cet avertissement assez tôt pour ne pas laisser aux autorités militaires allemandes l'excuse qu'elles ne pouvaient plus changer leurs plans poussiéreux. Quand l'ultimatum fut lancé, la guerre avait déjà éclaté entre l'Al-

lemagne et ses voisins, et l'Etat-Major allemand pouvait informer avec quelque raison le Kaiser qu'il était trop tard pour modifier ses dispositions sans compromettre les chances de victoire de l'Allemagne. Il est établi que le Kaiser lui-même était désireux, pour éviter un conflit avec nous, de détourner ses armées de la Belgique et de les tourner face à l'Est. Von Moltke lui donna la réponse que j'ai déjà indiquée.

Il y a là chez Grey un défaut de tempérament. Son esprit n'était pas fait pour l'action rapide. On raconte que Sir Hugh Bell, le grand industriel du Nord, qui fut un collègue de Lord Grey pendant des années dans les chemins de fer du N.-E., a dit un jour, de lui : « Grey est un bon collègue parce qu'il n'affronte jamais un risque. Et c'est un très mauvais collègue pour la même raison. » Ces paroles expliquent pourquoi il n'a pas pris à temps position dans la question belge, de façon à donner à ceux qui craignaient la guerre en Allemagne une chance de réviser leurs plans quand il en était temps. Il ne voulut pas assumer le risque impliqué dans une déclaration aussi hardie parce qu'il espérait encore empêcher la guerre avec des méthodes tranquilles et plus traditionnelles. Il a toujours manqué de cette audace qui fait un grand ministre.

Son traité d'arbitrage avec l'Amérique fut un événement notable. Son règlement de la question balkanique en 1913 fut mis en pièces dès qu'il eut quitté nos rivages. Sa Convention de Londres fut rejetée, heureusement, car si elle avait été en vigueur pendant la guerre, elle nous eût privés de l'arme la plus efficace contre l'Allemagne. Il ne réussit pas à écarter de la guerre la Turquie et la Bulgarie.

Les roides et formelles invitations à passer de notre côté, qu'il fit à ces deux puissances, prêtaient à rire. Il y aurait eu tant de moyens qui sautaient aux yeux — l'envoi d'une mission spéciale, par exemple en Turquie

et en Bulgarie, autorisée à promettre un appui financier — et qui auraient pu être employés pour maintenir hors de la guerre ces deux Etats ou l'un des deux. Il n'eut recours à aucun d'eux. Ces deux derniers échecs, qu'un ministre des Affaires étrangères plus souple et plus ingénieux aurait changés en succès, ont prolongé la guerre pendant des années, et ils ont failli provoquer la défaite des Alliés. Le conseil qu'il donna à la Grèce en 1914, de ne pas joindre ses forces à celles des Alliés, fut une calamité qui nous fit perdre la presqu'île de Gallipoli et conduisit à la ruine complète de la Serbie. Il hésita et tâtonna maladroitement dans ses négociations avec l'Italie pour l'entrée en guerre. Comme le dit Luigi Villari dans son livre intéressant et lumineux, *La guerre sur le front italien* : « Les négociations ont traîné pendant des mois. »

Si Grey n'avait pas obtenu quelques semaines de congé et laissé à M. Asquith — qui savait prendre à l'occasion des décisions énergiques — la charge du Foreign Office pendant son absence, l'Italie aurait fini par s'irriter devant l'attitude froide et critique dont on accueillait ses avances.

En quelques jours, M. Asquith balaya ces bagatelles, fit entrer les négociations dans la phase qui a conduit à la décision rapide. S'il ne l'avait pas fait, que serait-il advenu des Alliés? Les Autrichiens auraient concentré toutes leurs forces contre la Russie, et ce grand pays aurait succombé en 1915 aux attaques réunies de l'Allemagne et de l'Autriche. En un mot, Grey prenait ses ajustements pour de la justesse.

Lord Grey appartenait, par l'hérédité et la tradition, à une classe qui attend le moment de prendre place au banc des juges pour prononcer des jugements sur ses contemporains et de très haut, avant même d'avoir eu l'occasion de se familiariser avec les devoirs et les luttes de l'humanité. Certains de ses membres conservent toute leur vie ces attitudes de magistrats. Ils sont

éloignés du dur travail de la communauté. Ils l'acceptent comme une chose due.

Des hommes sortis de cette classe qui ont atteint des positions éminentes, tels que Palmerston, Randolph Churchill, Salisbury et Balfour, se sont jetés dans les conflits difficiles de la politique, se sont frayés en combattant un chemin vers le sommet, ont donné, ont reçu en route des coups qui forgent le caractère : mais Sir Edward Grey obtint le grade de général sans avoir jamais fait le métier de soldat. Et ceci n'est pas un bon entraînement pour faire face aux dangers réels. C'est fort bien quand les choses suivent mollement leur cours et quand tout ce qu'il y a à faire c'est de pousser au premier plan une attitude de peuple militaire en parade. Mais quand on est mis en face de la plus formidable et de la plus dangereuse lutte diplomatique qui ait surgi entre grandes nations, les choses vont autrement. Pour vous discipliner et vous fortifier contre les orages d'une carrière officielle, les conflits de la politique sont une école comme la guerre pour le général. Le vétéran qui n'a jamais pris part à une bataille échappe au péril des balles et des obus que ses camarades ont traversé, mais il est dépourvu de leur expérience. Elle lui serait utile quand, à la fin, il se trouve lui aussi jeté dans l'action.

Ce fut, de nos hommes d'Etat, le plus insulaire, et il connaissait moins les étrangers par contact direct avec eux, que n'importe quel autre ministre du gouvernement. Il ne traversait les mers que rarement ou jamais. Le Northumberland lui suffisait, et, s'il ne pouvait pas y aller et désirait quelque changement, il avait sa loge de pêche dans le Hampshire. Cette faiblesse — car c'est une faiblesse chez un Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et particulièrement chez un Secrétaire d'Etat sans imagination — fut la cause de ses échecs les plus éclatants. Il n'avait aucune connaissance réelle des étrangers. Je ne

suis pas sûr, d'ailleurs, qu'il ne rangeât pas l'Ecosse, l'Irlande et le pays de Galles parmi les pays exotiques. En tout cas, quand une Conférence dans une capitale étrangère aurait pu sauver la situation, sa répugnance à quitter l'Angleterre se mettait en travers! Quand il suggéra une Conférence des ambassadeurs des quatre puissances quelques jours avant la guerre, c'est à Londres qu'il proposa de la tenir. Je montrerai plus tard comment cette insularité égoïste empêcha la convocation d'une conférence qui aurait pu amener, qui aurait même, je crois, amené la Bulgarie du côté des Alliés. Le Secrétaire aux Affaires étrangères idéal devrait être le produit d'un croisement entre la race des reclus et celle des vagabonds, c'est-à-dire entre celle de Sir Edward Grey et celle de M. Ramsay MacDonald.

Le Cabinet, contraint par des exigences politiques et économiques à concentrer son énergie sur les problèmes intérieurs, laissa à Sir Edward Grey le domaine tout entier des affaires étrangères. Quiconque a étudié avec soin et avec impartialité la façon dont il laissa échapper les occasions qui se présentaient, doit arriver à la conclusion qu'il lui manqua la connaissance de l'étranger, la vision, l'imagination, la largeur d'esprit, et ce courage indomptable frisant l'audace, que sa tâche immense exigeait.

CHAPITRE IV

LA CRISE FINANCIÈRE

1. Comment nous avons sauvé la Cité.

Naturellement, la situation politique n'évolua pas sans une réaction immédiate et violente sur l'équilibre financier du monde entier, équilibre instable par nature et dépendant de l'organisme le plus délicat peut-être de tous ceux qu'a créés l'homme. La crise financière qui marqua les premiers temps de la guerre débuta quelques jours avant que les hostilités eussent vraiment commencé. Ceci était inévitable, car les finances ou même l'administration des affaires de tout genre sont fondées sur la possibilité de prévenir ou de prévoir, d'escompter l'avenir ou de le préparer. En juillet 1914, avant que l'Autriche eût présenté son ultimatum, une inquiétude se manifesta dans les bourses du monde entier; Vienne, Berlin et Paris se mirent à vendre des valeurs en quantité anormale. La plupart de ces transactions étaient effectuées à New-York, où les ordres de vente affluèrent en torrent. Le 27, lorsque les relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie eurent été rompues, ces ventes devinrent si nombreuses que le marché de la Bourse des valeurs étrangères à New-York s'effondra. De New-York, cet effondrement se propagea aux autres Bourses étrangères et fut en réalité la cause immédiate de la crise financière universelle. L'Angleterre fut touchée tout particulièrement, car Londres, centre financier du

monde, est plus sensible que toute autre capitale aux troubles du système compliqué de crédit qui régit les relations économiques internationales. Les affaires de Londres, centre financier, ne peuvent fonctionner régulièrement que si les débiteurs étrangers payent avec ponctualité l'argent dû aux créanciers anglais. Il en est particulièrement ainsi lorsque les engagements des débiteurs reposent sur des lettres de change « acceptées » par les créanciers; aussi la tradition commerciale incorporée partout à la loi exige-t-elle le prompt paiement d'une lettre de change parvenue à échéance. Cette obligation, en effet, est considérée comme d'importance capitale, et un défaut de paiement est un péché mortel. Toute maison n'accepte une lettre de change et n'assume les engagements qu'elle implique au nom d'un commerçant étranger que parce qu'elle suppose que celui-ci lui fournira les fonds nécessaires en temps voulu.

Londres n'était pas la seule ville du monde acceptant des chèques sans provision équivalente, mais c'était certainement la première. Le froissement d'une lettre de change sur Londres portant la signature d'une grande banque valait autant que le tintement de l'or dans tout port du monde civilisé. Une longue expérience, devenue un sûr instinct, avait appris à ces financiers commerciaux ce qu'il fallait endosser et ce qu'il fallait refuser. Je demandai un jour au Gouverneur de la Banque, Sir Walter Cunliffe, à quoi il reconnaissait les lettres de change qu'on pouvait accepter sans crainte. Il me répondit : « Je les flaire. »

Lorsque la rude main de la guerre menaça de déchirer le délicat réseau organisé par les financiers, une panique s'éleva à Londres. Dans la brusque paralysie des bourses étrangères et du marché financier de Londres, les innombrables commerçants étrangers dont les lettres de change avaient été acceptées à Londres se trouvèrent dans l'impossibilité d'obtenir de l'argent de Londres,

pour répondre à leurs obligations, en échange de l'argent qu'ils possédaient chez eux. Au total, les engagements de ce genre montaient à plusieurs centaines de millions de livres sterling. Au cas d'un défaut général de paiement, les maisons « tirées » ne pourraient payer ces lettres dont dépendait tout le marché de l'escompte et qui formaient un des plus importants fonds de roulement des banques de Londres. Dans la dernière semaine de juillet, par conséquent, un krach comme on n'en avait jamais vu s'annonça à Londres. Les banques qui assurent les fonds nécessaires dans toutes les transactions commerciales étaient également menacées d'une autre façon. Par suite des valeurs réalisées à New-York, une grande baisse se produisit dans les prix des actions et obligations. Les banques pouvaient, il est vrai, supporter la baisse des placements qu'elles possédaient; mais la situation devenait différente lorsqu'était compromise la solvabilité d'un très grand nombre d'emprunteurs sur titres. Ainsi, pendant cette semaine, par le concours de toutes ces circonstances, les prix continuèrent à se mouvoir dans un cercle vicieux de baisse. Jusque-là, aucune vraie panique n'avait eu lieu, car les difficultés de la situation étaient dues entièrement à l'impossibilité où se trouvaient les autres nations de faire face à leurs engagements. Bien que, à mon avis, personne n'eût prévu exactement le cours des événements, la sous-commission de la Commission de Défense Impériale avait envisagé une éventualité de ce genre, et, en 1911 et en 1912, examinant la question du commerce avec l'ennemi, y avait fait allusion dans son rapport (1). La déclaration de guerre par l'Autriche précipita les événements. L'horizon était si sombre, que M. Montagu, secrétaire financier de la Trésorerie, réunit plusieurs

(1) Rapport de la sous-commission permanente de la Commission de la Défense Impériale sur le commerce avec l'ennemi. Sept. 1912, pages 8 et 9.

hommes d'affaires et les invita à déjeuner avec moi pour discuter la situation.

Le vendredi 31, la Bourse de Londres fut fermée; toutes les autres bourses, excepté celle de New-York et le marché officiel de Paris, avaient été fermées la veille.

Jusque-là, le Gouvernement, tout en restant étroitement en contact avec la Cité et en surveillant les événements, s'était abstenu d'agir. Mais le vendredi, la Banque d'Angleterre, qui depuis plusieurs jours sentait le poids des difficultés, se trouva sérieusement affaiblie et éleva à 8 % son taux qui était déjà monté de 3 % à 4 %. Le lendemain, le gouverneur de la Banque s'adressa à moi en ma qualité de Chancelier de l'Echiquier pour obtenir la permission de dépasser l'émission fiduciaire des billets prescrite par la Charte des Banques, de 1844; j'accédai à cette requête par une lettre que le Premier Ministre signa avec moi et qui était conforme aux précédents de 1847, 1857 et 1866, lorsque le Gouvernement fut obligé de prendre des mesures analogues. Comme, en ces occasions, la permission avait été octroyée à condition qu'aucun escompte et aucune avance ne seraient accordés à moins de 10 %, le taux de la Banque fut élevé à ce chiffre. Ce jour-là, bien que le public ne parût pas pris de panique, la Banque d'Angleterre fut assaillie de demandes d'or par des gens qui voulaient changer les billets que leur avaient fournis leurs banques.

On se rendait parfaitement compte, bien entendu, que l'accroissement de l'émission des billets était une première mesure qui faciliterait la situation dans un sens seulement et qu'en réalité, il ne soulagerait pas les banques « tirées » ou la Bourse. Mais les deux jours suivants, le dimanche 2 et le lundi 3 août, qui se trouvaient être fériés, donnèrent le temps de reprendre haleine; la journée entière du dimanche fut presque entièrement consacrée à des conférences tenues à la Trésorerie; la situation fut examinée attentivement et une ligne de conduite

adoptée. Pendant ces discussions, j'eus, en plus de l'aide de Sir John Bradbury, chef permanent de la Trésorerie, et d'autres fonctionnaires en charge, l'avantage d'être conseillé par Lord Reading et Sir John Paish. Au cours de nos délibérations, nous décidâmes que la prochaine mesure aurait pour but de secourir les banques « tirées » ; le même soir, on lança une proclamation accordant un moratorium d'un mois aux accepteurs de lettres de change. Cette mesure d'urgence ne donnait évidemment aucun secours aux banques ou aux établissements d'escompte. En réalité, elle ratifiait et consolidait une situation qui leur était préjudiciable, surtout aux seconds, car elle immobilisait définitivement leurs fonds liquides de roulement principaux.

En conséquence, de nombreux représentants de ces deux genres d'établissements financiers et du commerce en général se réunirent pour délibérer sur la situation au point de vue de leurs intérêts. Le lundi, à 2 h., après une séance, ils formulèrent certaines résolutions qui furent soumises au Gouvernement. Le 3, un de leurs souhaits fut réalisé et l'on annonça que le 4, le 5 et le 6 août seraient également jours fériés. Cette décision était prise pour obtenir un nouveau répit et pour gagner le temps de trouver des mesures appropriées ; mais on pouvait douter de son opportunité ; il était à craindre, en effet, que les espèces en circulation pendant ces quelques jours fussent accumulées par les commerçants au lieu d'être transférées aux banques, qui les remettraient en circulation. Le même jour, les deux Chambres acceptèrent un Acte avec toutes ses clauses, régularisant la proclamation du moratorium et donnant au Gouvernement le pouvoir de déclarer un moratorium général.

Ces trois jours fériés comptent parmi les journées les plus occupées et les plus anxieuses que j'aie passées. J'avais convoqué une conférence composée de ministres, de fonctionnaires et de personnalités appartenant au

monde des banques et du commerce; cette conférence tint séance le matin et l'après-midi sous ma présidence. Je devais prendre des décisions de grande portée, sujettes au consentement et, au besoin, à la revision du Conseil des Ministres, dans une situation sans précédent où une erreur pouvait nuire au crédit et à la confiance si indispensables à la force et à l'emploi du « nerf de la guerre ». Je résolus de consulter toute personne dont la compétence, le savoir et l'expérience pourraient m'aider à arriver à la conclusion voulue; entre autres, j'invitai M. Austen Chamberlain (maintenant baronnet), Chancelier de l'Echiquier dans le dernier Gouvernement unioniste, à participer aux Conférences de Guerre des Alliés et à m'aider dans les délibérations. C'était une démarche inaccoutumée, sinon sans précédent, mais la situation justifiait toutes les mesures utiles, aussi nouvelles qu'elles fussent. Je n'ai pas oublié la surprise de M. Chamberlain lorsque je lui demandai à la Chambre des Communes s'il pouvait nous faire profiter de son expérience et de son savoir, et la promptitude avec laquelle il se mit entièrement à notre disposition. Pendant la matinée du 5, en effet, lorsque je dus laisser la conférence pour me rendre au Conseil des Ministres, M. Chamberlain prit ma place comme président; c'est ainsi qu'on put voir, situation unique au monde, un membre de l'opposition présidant une conférence gouvernementale. C'était un avant-goût de la Coalition. Je suis heureux de reconnaître le grand service qu'il me rendit en m'aidant à aplanir les difficultés de la crise commerciale et à secourir ceux qui s'y débattaient. Il avait ce mélange d'expérience, d'autorité, de bon sens et de courage si nécessaire dans des circonstances critiques.

Un point qui me frappa particulièrement, surtout au début de nos discussions, fut la difficulté de concilier les intérêts des différentes banques. Néanmoins, pendant toutes nos délibérations, je fus habilement appuyé et

conseillé dans mes devoirs de président par tous mes collègues dont quatre membres remarquables sont morts depuis, Lord Cunliffe, Gouverneur de la Banque d'Angleterre; Sir Edward Holden, Président de la Banque de la Cité de Londres et de Midland; M. Huth Jackson et Lord St Aldwyn. C'était la première fois que je me retrouvais en contact direct avec celui-ci depuis le moment où il présentait le Tithe Bill à la Chambre des Communes. Il s'appelait alors Sir Michael Hicks-Beach. Feu Sir Samuels Evans et moi, nous combattîmes cette loi pendant plusieurs nuits. Sir Michael était le type parfait du parlementaire. Il avait la réputation d'être irascible et emporté dans sa vie privée, mais à la Chambre des Communes c'était un modèle de suavité et d'adresse. Les financiers affolés et bruyants le choisirent pour les représenter aux Conférences de la Trésorerie et il remplit ses devoirs avec tout son tact et son autorité d'autrefois.

Nos travaux ne furent terminés que le 6 août, dernier jour férié. Mais le 5 ils étaient assez avancés pour que je pusse donner à la Chambre des Communes un compte rendu de nos opérations et de nos décisions; après avoir annoncé que des mesures avaient été prises pour suspendre le Bank Bill, je déclarai que les paiements en espèces ne seraient pas interrompus. Cette décision, qui marquait la principale différence entre notre méthode et celle des autres pays, nous aida beaucoup en réalité à revenir à l'état normal; en effet, elle rétablissait la confiance si nécessaire à ce moment. Je fis donc appel au patriotisme du public et je lui demandai de ne pas accumuler d'or et je soulignai le grand rôle que la finance allait jouer dans la lutte où nous nous engagions. Pour répondre au besoin de numéraire, j'expliquai que le Gouvernement allait émettre des billets d'une livre sterling et de 10 shillings, et que, bien que l'impression de ces billets dans le peu de temps donné représentât un immense effort, les fonctionnaires de la Trésorerie et

des autres services intéressés en étaient au point que trois millions de livres seraient prêts à la fin des vacances; ensuite, cinq millions de livres de billets seraient émis par jour et les bons de poste serviraient provisoirement de monnaie légale. Une autre nouvelle que je donnais indiquait la force de la Banque d'Angleterre et était de nature à rassurer les hommes d'affaires; après les jours fériés, le taux de banque de 10 % serait réduit à 6 %. J'expliquai les raisons du moratorium limité qui avait déjà été annoncé et je déclarai qu'un moratorium plus général, prolongé pendant un mois, serait proclamé; durant cette période, les banquiers feraient passer les chèques par les chambres de compensation comme d'ordinaire et fourniraient des espèces à leurs clients pour le paiement des salaires et les besoins normaux de la vie journalière. M. Chamberlain parla aussi de façon à dissiper les alarmes. En réalité, le taux de banque de 10 % ne fut vraiment appliqué qu'un seul jour, le samedi 1er août, avant les jours fériés.

Le lendemain, je présentai à la Chambre la loi sur le numéraire et les billets de banque, légalisant l'émission de nouveaux billets et la suspension du Bank Act, et tous ses articles furent votés en un jour dans les deux Chambres. Lorsque la conférence eut terminé ses délibérations, je pus donner d'autres détails sur le moratorium prolongé qui fut annoncé ce jour-là dans ce qu'on appela la Première Proclamation Générale. Parmi toutes les anxiétés qui accablaient le Gouvernement à cette époque de bouleversement général et de dépression, le problème de la stabilité financière de la nation n'était pas la moindre; en ma qualité de ministre responsable, j'attendais avec inquiétude le moment où les affaires reprendraient, pour connaître le résultat de nos expériences. Ce fut avec un grand soulagement que le vendredi 7, après la réouverture des banques, je pus communiquer à la Chambre des Communes les rapports fa-

vorables qui m'étaient arrivés de tous les côtés sur la situation bancaire de l'Angleterre, montrant qu'aucune panique n'avait eu lieu et que l'argent rentrait librement dans les caisses.

Cependant, bien que le résultat fût considérable, nous n'étions pas au bout de nos difficultés. Comme je l'ai dit, le moratorium avait été établi d'abord pour sauver les banques « tirées » de la faillite, mais ce n'était qu'un expédient provisoire et le mois écoulé, les mêmes problèmes reparaîtraient. La question se posait encore et elle était urgente. Tant que les maisons tirées seraient menacées de banqueroute, la situation des banques et des établissements d'escompte qui gardaient les traites tirées sur elles serait précaire et le crédit resterait paralysé. Le premier remède eut la forme d'un arrangement et fut annoncé le 12 août: la Banque d'Angleterre s'engageait à escompter les traites comprises dans le moratorium et à relever les détenteurs des lettres de change de toute responsabilité à ce sujet. Les lettres de change ainsi escomptées représentèrent pendant les quelques semaines suivantes plus de 100 millions de livres; bien entendu, la Banque ne pouvait les prendre que sous garantie contre perte, puisqu'elle n'était que l'agent du Gouvernement. C'était une mesure audacieuse et importante, car, par elle, le Gouvernement, afin de rétablir la situation du commerce avec l'étranger grâce à la réhabilitation rapide du marché d'escompte, assuma d'immenses engagements; son initiative fut en général approuvée. Mais, aussi importante que fût la mesure, aussi grand que fût le soulagement qu'elle apportait, elle ne mit pas fin à toutes les difficultés, puisque les maisons tirées restaient encore responsables des effets venus à échéance, et, encore incertaines de leur propre solvabilité, hésitaient à entreprendre de nouvelles affaires, ce qui était indispensable au rétablissement de la situation. En d'autres termes, le mécanisme normal qui fournissait des fonds au

commerce international, facteur essentiel de notre existence économique, ne fonctionnait pas. Pour aider les maisons tirées, le Gouvernement prit donc une autre mesure. Par un arrangement qui fut rendu public le 5 septembre, la Banque d'Angleterre s'engagea à avancer, toujours avec la garantie indispensable, des fonds à ces maisons pour payer les effets parvenus à échéance et à n'exiger de remboursement qu'un an après la fin de la guerre. Ainsi les maisons tirées avaient le temps de recouvrer les sommes qui leur étaient dues et elles purent continuer leurs affaires, libérées de toute gêne.

Ainsi fut enfin résolu le problème des effets datant d'avant le moratorium, et la situation des maisons tirées fut consolidée. Mais nous n'étions pas encore sortis d'affaire. Il fallait encore prévenir plusieurs dangers avant de pouvoir abroger le moratorium. Les Court Acts (pouvoirs en cas de détresse) passés le 31 août vinrent en aide aux débiteurs qui ne pouvaient payer à cause de la guerre. On eut alors recours à des systèmes dont il est inutile de donner le détail, pour répondre aux difficultés résultant d'avances faites à la Bourse et de dettes que les pays étrangers devaient aux commerçants anglais.

Une importante question, à la fois grave et difficile à régler, se présentait ensuite; elle amena une discussion longue et agitée, car elle donnait lieu à de grandes différences d'opinions. Le moratorium avait sans aucun doute sauvé la situation au point culminant de la crise, mais, une fois son but rempli et le cours normal du commerce international rétabli, sa continuation devenait préjudiciable sous beaucoup de rapports. La tendance des événements en août et en septembre, cependant, avait permis de se former un jugement et à la fin de septembre on décida que le moratorium prendrait fin le 4 novembre. Cette solution se trouva être la meilleure; elle était en grande partie due aux conseils de Lord Reading et de Sir George Paish, qui l'avaient tous

deux beaucoup appuyée. Une autre question se posait qui n'était pas de moindre importance pour les ministres. Dans les divers plans improvisés pour gagner du temps et exécutés pendant la crise, la garantie du Gouvernement, il ne faut pas l'oublier, avait été donnée sous notre seule responsabilité. Il était donc urgent que l'approbation parlementaire fût donnée à nos actes aussitôt que possible. C'est ce que fit l'Acte du Gouvernement (Obligations de guerre) qui reçut l'assentiment royal le 27 novembre et était au fond un acte d'indemnité pour les ministres.

Tout fut réglé ainsi. Pendant la période la plus critique, qu'on la considère comme ayant duré une semaine ou dix jours, période durant laquelle l'Europe renonça définitivement à une paix instable pour la guerre, la Cité de Londres ne put deviner qu'elle était à deux doigts de la ruine, mais elle le soupçonnait. Au début, quelques-uns de ses grands chefs étaient trop accablés par les grands dangers auxquels ils se voyaient exposés pour être capables de penser avec leur calme habituel et de garder intacte la finesse de leur toucher. Lorsqu'un financier a peur, le tableau n'est pas très héroïque. Il faut être pourtant indulgent pour des millionnaires dont le crédit solide semblait naguère aussi ferme que le globe terrestre qu'il ceinturait et qui virent soudainement leur fortune éparpillée par une bombe qu'une main inconsciente avait lancée à l'aventure.

L'individualité la plus forte et la plus énergique parmi eux était celle de Sir Edward Holden, dont l'accent et le caractère courageux étaient le Lancashire en personne. Il dominait parmi ces Barons de la Monnaie.

Naturellement, les ministres et les fonctionnaires qui pouvaient se permettre d'envisager les affaires nationales d'une façon plus détachée et impersonnelle étaient mieux placés pour comprendre ce qu'exigeaient les intérêts les plus larges et pour agir immédiatement.

Une grande différence entre notre politique et celle des autres nations venait de ce que nous essayâmes de rétablir aussi tôt que possible notre système économique sur une base normale, tâche qu'abandonnèrent franchement la plupart des autres gouvernements. Nous réussîmes dans une grande mesure à réaliser immédiatement notre dessein.

En réalité, notre rétablissement fut si heureux, que le pendule oscilla trop loin dans la direction opposée et que certains en vinrent à l'attitude résumée en ce mot: « Les affaires? Comme toujours! »

Cette attitude, dont la valeur fut indéniable en un moment de doute pour aider à rétablir la confiance, provoqua plus tard dans divers milieux une conception entièrement fausse de l'effort exigé par ce qui s'avéra une lutte pour notre existence même.

Dans toutes ces conférences, l'aide de Lord Reading me fut inappréciable. Sa connaissance des finances, sa maîtrise des chiffres, sa dextérité, son jugement calme et sûr nous aidèrent en plus d'une occasion.

La nation traversa de façon admirable la grande crise financière. Il n'y eut aucun signe de panique de la part du public dans une situation qui était sans précédent.

Dans cette conjoncture critique, le principal devoir du Gouvernement était de conserver le train des choses et de rétablir aussi vite que possible le rythme normal par des mesures rapides et sages, énergiques au besoin, tout en maintenant le pays dans cet état de calme qui est si défavorable à l'éclosion de la panique.

Le Gouvernement et la Trésorerie y furent aidés considérablement par l'attitude ferme de Lord Cunliffe, Gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui, avec ses vues sages et à longue portée, sa largeur d'esprit qui envisageait les affaires sous leur aspect national et jusque dans sa force massive, était une source de réconfort et de bon conseil. Son esprit et son sens de l'humour, qu'il

dissimulait sous une apparence de brusquerie presque bourrue, étaient un encouragement dans ces jours d'épreuve.

Il adorait se livrer à de petites plaisanteries pour alléger les angoisses affreuses qui pesaient sur nous tous. C'est ainsi qu'il affecta un profond ressentiment lorsque nous émîmes les billets d'une livre comme billets de la Trésorerie et non pas comme billets de la Banque d'Angleterre. Il raillait notre émission pour la qualité inférieure du papier et la pauvreté artistique du dessin comparées à l'épais billet de 5 livres de la grande banque qu'il présidait. Les premiers Bons du Trésor n'étaient que temporaires et fort grossiers de fabrication. Je revois sa figure impressionnante alors que, d'un pas balancé, il entra dans la salle du Conseil d'administration de la Trésorerie, avec une expression méprisante sur son visage. Il vint jusqu'à mon bureau en grognant un bonjour, ouvrit solennellement le portefeuille dont il ne se séparait jamais et en sortit un billet d'une livre déchiré, sali et presque illisible. « Regardez-moi ça ! dit-il. On l'a remis hier à la banque dans cet état! Je vous avais bien dit que ce papier ne valait rien. Vous auriez mieux fait de nous laisser nous charger de cette affaire. »

Il avait gratté le billet jusqu'à l'effacer presque complètement, pour le plaisir de m'enrager. Je le lui dis. Il se mit à rire. — Ses façons n'étaient pas très aimables pour les étrangers, mais, quand on avait appris à le connaître, il se montrait enjoué et bienveillant, et il me plaisait.

Je comptais sur sa perspicacité, son bon sens et son instinct. Il était avare de ses mots. Je ne peux me rappeler qu'il ait prononcé une seule phrase au cours de nombreuses conférences. Ce qu'il disait, il le chuchotait à mon oreille. Il m'accompagna plus tard à Paris pour rencontrer M. Bark, le ministre des Finances russe, et M. Ribot, le ministre des Finances français, et

discuter le financement de contrats russes en Amérique.

Quand se posa la question du transfert de l'or, le Gouverneur de la Banque de France s'exprima avec la plus grande facilité. J'annonçai que le Gouverneur de la Banque d'Angleterre allait exposer le point de vue britannique. Il se leva lentement et, après quelques toussotements préliminaires, il dit simplement: « Nous ne voulons pas nous séparer de notre or. » Puis il se laissa glisser dans les profondeurs de son fauteuil.

Pendant ce voyage, nous allâmes à Boulogne par la route, afin de prendre le bateau. En chemin, je tenais à faire un détour par Béthune, que je désirais beaucoup visiter. La ville était parfois bombardée, mais le risque était insignifiant. Pourtant, le Gouverneur ne voulut pas consentir à ma proposition. Cela me surprit, car il était d'un courage indubitable. Il me dit: « Un de mes prédécesseurs a été tué en visitant les tranchées de Namur. Mais il était là en service, en compagnie du Roi, et la Cité a dit de lui : « Le pauvre garçon! » Mais si je reçois une balle dans le ventre à Béthune, tout le monde dira: « Quel imbécile! quel besoin avait-il d'aller là? » C'était concluant et je ne vis jamais Béthune.

Quant à nos arrangements financiers dans les premières semaines de la guerre, les risques qu'ils comportaient de tous côtés étaient grands. Mais les décisions, de toute nécessité, devaient être prises promptement. A chaque moment, il fallait prévoir la panique.

Ce n'était pas le moment de siéger indéfiniment en conseil pour établir la ligne de conduite parfaite qui réduirait au minimum les frais éventuels pour les finances nationales. Les conséquences possibles d'un retard ou l'adoption de mesures inadéquates, qui ne rétabliraient pas immédiatement la confiance du public, étaient si désastreuses qu'une action immédiate s'imposait.

En définitive, les pertes du Gouvernement furent né-

gligeables. Nous donnâmes en garantie environ 500 millions de livres sterling en valeurs pour les dettes souscrites aux Etats-Unis, dont quelques valeurs ennemies. Ce montant fut recouvert en temps voulu, à l'exception de quelques millions de livres. Sous cet aspect, le problème que nous avions à résoudre ressemblait à celui qui se posa au dernier moment pour les assurances maritimes assumées par l'Etat, quoique, dans ce dernier cas, il ait suffi de mettre en œuvre un plan élaboré par le Comité de la Défense impériale et tout prêt à être appliqué.

Le rôle que j'ai joué dans la politique du Gouvernement mérita l'approbation et gagna la confiance des milieux financiers et commerciaux qui n'avaient pas jusqu'à présent vu avec beaucoup de faveur mes efforts comme Chancelier de l'Echiquier. J'en ai eu la preuve satisfaisante.

Parmi ceux dont je recherchais les conseils, se trouvait Lord Rothschild. Mais mon premier contact avec lui n'avait pas eu un caractère encourageant. C'est lui qui avait mené dans la Cité l'opposition à mon projet de pension pour les vieillards et à mes propositions budgétaires de 1909 et je l'avais attaqué en termes auxquels n'était pas habitué auparavant le chef de la grande Maison des Rothschild.

Tous ses amis furent très sensibles à mon attaque. Mais ce n'était pas le moment de permettre aux querelles politiques de jouer le moindre rôle. La nation était en danger. J'invitai le financier à venir me parler à la Trésorerie; il vint promptement. Nous nous serrâmes la main. « Lord Rothschild, dis-je, nous avons eu quelques divergences de vues politiques assez déplaisantes. » Il m'interrompit: « Monsieur Lloyd George, ce n'est pas le moment de rappeler ces choses. En quoi puis-je vous aider? »

Je le lui dis. Il entreprit de le faire immédiatement. Ce

fut fait. Peu après, j'assistai à ses funérailles. Un matin gris et humide, le long des rues qui menaient au cimetière, se pressait une foule de pauvres juifs venus rendre humblement hommage au grand prince en Israël qui n'avait jamais oublié les pauvres et les malheureux de son peuple.

A la longue, non seulement les mesures entreprises atteignirent leur objet, mais les engagements assumés par le Gouvernement à cette époque ne provoquèrent pas de pertes appréciables.

Après avoir examiné avec soin toutes les circonstances, à dix-huit ans d'intervalle, je suis d'avis que c'est la politique audacieuse du Gouvernement comptant sur la force du caractère national qui permit à la Cité de Londres de se remettre rapidement du coup étourdissant qu'elle avait subi au début de la guerre et de continuer, cœur économique de l'Empire, dont elle est le centre, à battre et à remplir toutes les fonctions.

2. Budget supplémentaire et premier emprunt de guerre.

Le 17 novembre 1914, je présentai mon premier budget de guerre. En fait, ce fut le seul, car si, le 14 mai 1915, je fis l'exposé habituel du budget peu de temps avant de quitter l'Echiquier pour prendre le poste de Ministre des Munitions, je n'établis à cette époque aucun nouvel impôt. J'avais deux raisons pour cela: d'abord, les impôts supplémentaires que j'avais déjà fait accepter en novembre 1914 commençaient seulement à donner des résultats, et je démontrai qu'il fallait attendre l'automne pour décider sur quoi devaient porter les nouvelles taxes nécessaires. Ensuite, en mai, je n'envisageais d'application immédiate que pour les impôts sur les spiritueux; or, la violente opposition que ces taxes rencontrèrent rendit impossible de les introduire sans soulever des discussions poli-

tiques peu souhaitables à un tel moment. J'en reparlerai plus longuement en traitant le problème de la boisson pendant la guerre.

Le vrai budget de 1915 fut présenté en septembre par mon successeur, M. M'Kenna; il fut mémorable par l'imposition des droits M'Kenna qui devaient jouer plus tard un si grand rôle dans les débats politiques et furent le prélude d'une révolution dans notre système fiscal.

En novembre 1914, il était évident que les dépenses causées par la guerre dépasseraient de beaucoup le budget de paix que j'avais présenté au printemps. Déjà, le 8 août, la Chambre des Communes avait voté un crédit de 100.000.000 de livres pour les besoins de la guerre et il était maintenant nécessaire de demander un autre crédit deux fois plus grand. Si la guerre se prolongeait en 1915, des sommes plus importantes seraient indispensables.

Une question se posait devant l'Angleterre et en particulier devant moi, en ma qualité de Chancelier de l'Echiquier; ces énormes sommes seraient-elles obtenues par des emprunts et ajoutées entièrement à la Dette nationale, ou devions-nous les obtenir autant que possible par des impôts en espèces et réduire ainsi les dettes transmises à la génération future?

Je pensai que les immenses dépenses du Gouvernement amèneraient fatalement une inflation considérable de notre numéraire. Les exigences de la guerre stimuleraient l'activité de nos industries; de plus, la suppression du commerce international de l'Europe Centrale, la diminution du rendement industriel de la France et de la Belgique forceraient les autres pays à nous adresser leurs commandes. Il en résulterait une circulation intense d'argent dans notre pays. Nos frais de guerre seraient donc plus facilement payés, tant que cet état de choses durerait, que plus tard, quand la dépression commerciale

aurait lieu et quand la déflation aurait fait disparaître nos réserves en espèces.

En conséquence, lorsque le Parlement se réunit, en novembre 1914, pour une session d'automne imprévue, je déposai devant la Chambre des Communes le projet d'un second crédit de 225 millions de livres ; je présentai en même temps un budget supplémentaire, afin de nous procurer une partie de cette somme par l'impôt.

Voici quels étaient ces impôts: je doublai la taxe sur le revenu, l'élevant de 1 shilling 4 pence à 2 shillings 8 pence par livre. Je doublai aussi la supertaxe. Déjà, au printemps, je l'avais augmentée de 5 pence par livre sur un revenu dépassant 3.000 livres, la portant à un maximum de 1 shilling 4 pence sur un revenu dépassant 11.000 livres. Je doublai donc ces impôts. J'élevai les droits sur la bière de 7 shillings 9 pence à 25 shillings par baril et les droits sur le thé de 5 pence à 8 pence par livre. Mais, pour compenser les restrictions sévères imposées aux cabaretiers, je supprimai leur droit de patente. Cette concession représentait un demi-million.

Les droits sur la bière et le thé, bien entendu, restèrent en vigueur. Mais l'augmentation de la taxe sur le revenu et les supertaxes ne furent appliquées que dans le dernier quart de l'année budgétaire. Sans ces impôts supplémentaires, les recettes budgétaires en 1914-15 auraient été au-dessous des prévisions, à cause de la diminution de rendement de certaines taxes et de certains droits. Par suite de ces impôts, les recettes de 1914-1915 surpassèrent d'environ 19 millions et demi mes prévisions de mai 1914. Dans une année entière, ces impôts devaient produire plus de 60 millions de livres de recettes en supplément.

Lorsque je décidai de faire un budget supplémentaire, je demandai à M. Austen Chamberlain, qui avait été Chancelier pendant le dernier Gouvernement conservateur, de collaborer avec moi pour fixer ses détails, afin

que la trêve des partis fût respectée. Il accepta et nous commençâmes nos consultations; mais bientôt il cessa tout rapport avec le Gouvernement. Il ne s'agissait pas d'un désaccord personnel. En effet, au cours d'un exposé qu'il fit à la Chambre le 24 novembre à ce sujet, il déclara:

« Pendant les conversations confidentielles que j'ai eues avec le Chancelier de l'Echiquier et ses collègues, lorsque j'ai été invité à examiner les détails du budget, je n'ai pu me plaindre de l'esprit dans lequel le Chancelier abordait les questions que nous discutions; je désire déclarer qu'il considérait les problèmes qui se présentaient à lui comme des problèmes purement et simplement budgétaires et qu'il ne s'est pas laissé influencer par d'autres pensées. »

En réalité, M. Austin Chamberlain se trouva dans une situation difficile quand nous arrivâmes à l'augmentation des droits sur la bière. Des liens très forts unissaient le parti conservateur et le commerce. Représentant de ce parti, il ne pouvait pas accepter de tripler la taxe sur cette boisson. Il déclara que « même à titre de concession » il ne pouvait pas assumer la responsabilité personnelle d'une pareille mesure.

La Chambre des Communes, cependant, n'hésita pas à accepter les taxes sur la bière et le budget avec ses additions draconiennes à nos impôts fiscaux devint rapidement une loi. Une telle complaisance ne nous paraît peut-être pas extraordinaire aujourd'hui, à nous qui nous trouvons devant des budgets annuels quatre fois plus gros, malgré la paix. Mais, en 1914, la Grande-Bretagne n'était pas habituée à de telles charges et ma proposition l'aurait frappée de stupeur, si elle n'avait été grisée par son enthousiasme patriotique.

Dans le discours sur le budget que je prononçai en novembre 1914, je fis une déclaration qui n'est pas sans intérêt aujourd'hui. Je montrai combien il était impor-

tant de subvenir autant que possible à nos dépenses de guerre par des impôts immédiats, au lieu de les laisser en paiement à l'avenir, et je prédis qu'aussitôt après la guerre, nous verrions une courte période de « boom » industriel, tant que, chez nous et à l'étranger, il faudrait combler le déficit dans les marchandises causé par la guerre. « Mais, continuai-je, quand cette période sera finie, nous nous trouverons dans la situation industrielle la plus grave que nous ayons jamais vue. Nous aurons épuisé une énorme quantité du capital mondial qui aurait pu servir pour les industriels. Nos acheteurs en Angleterre et à l'étranger seront affaiblis. Leur pouvoir d'achat aura été diminué. Ne commettons pas d'erreur. La Grande-Bretagne aura à résoudre les plus grands problèmes qui se soient jamais posés à elle. »

Malheureusement, les douze dernières années n'ont réalisé que trop entièrement cette prophétie.

En présentant ce budget supplémentaire, j'annonçai aussi l'émission du premier emprunt de guerre. Un crédit de 100 millions avait été voté en août pour les dépenses de guerre et je demandais maintenant un nouveau crédit de 225 millions de livres. Il était évident que d'autres votes seraient bientôt nécessaires. Pour le moment, cependant, je me contentai de proposer un emprunt d'une valeur nominale de 350 millions de livres, sous la forme d'obligations à 3 1/2 % émises à 95; il devait rapporter au Gouvernement 332 millions 1/3 en espèces. Sur cette somme totale, 45 millions seraient avancés à nos alliés et à nos Dominions. Le reste, ajouté au rendement des taxes supplémentaires, subviendrait aux dépenses immédiates causées par la guerre.

L'emprunt était remboursable au pair en 1925-1928. A cause de son prix d'émission de 95, son intérêt rapportait environ 3 2/3 %. L'emprunt entier fut rapidement couvert.

Ce fut le seul emprunt de guerre dont je fus l'auteur.

Le second fut émis le 21 juin 1915 par M. M'Kenna. Son total n'était pas spécifié (il était limité à 910 millions de livres) et il se composait d'obligations émises au pair rapportant 4 1/2 %. Il apporta environ 570 millions de livres d'argent frais lorsque la liste de souscription fut close le 10 juillet, tandis que la conversion des consolidés et autres emprunts gouvernementaux en titres nouveaux représentait un total de 276.500.000 livres du nouvel emprunt.

En regardant en arrière, je ne peux m'empêcher de regretter que M. M'Kenna ait jugé nécessaire d'élever le taux d'intérêt de l'emprunt gouvernemental à 4 1/2 %. Peut-être ce taux correspondait-il au prix offert sur le marché financier pour des obligations de premier ordre. Mais comme nos réserves en capital nominal avaient augmenté du fait de l'inflation, et comme, à cause de la guerre, les marchés d'outre-mer étaient presque fermés, le Gouvernement, sans aucun doute, aurait obtenu par des placements volontaires autant d'argent qu'il en désirait, sans élever l'intérêt au delà du taux de 3 2/3 %, auquel mon premier emprunt avait été négocié. Les gens auraient été obligés de l'accepter, car ils n'auraient pas eu le choix. Et leur répugnance, s'ils en avaient montré, aurait été un prétexte évident et populaire pour la réquisition des capitaux nécessaires à la guerre, mesure qui aurait été le corollaire normal du service militaire obligatoire que nous devions bientôt décréter.

Quoi qu'il en fût, le principe que le Gouvernement britannique devait payer le taux commercial pour l'argent servant à défendre la patrie fut adopté et eut des conséquences coûteuses. Il fut observé pour le troisième emprunt de guerre qui, préparé vers la fin de 1916, fut réalisé en janvier 1917 par M. Bonar Law, qui venait de remplacer M. M'Kenna à l'Echiquier. Cet emprunt fut émis à 95 portant intérêt de 5%; plus de 2.000 millions de livres furent recueillis à ce taux draconien. Il fallut une

douzaine d'années d'impitoyable déflation accompagnée de dépression pour ramener l'intérêt moyen à un niveau qui permît une conversion à 3 1/2 % de ces sommes importantes. Dans l'intervalle, non seulement l'Angleterre dut payer chaque année 30 millions de livres de plus qu'elle ne l'aurait fait, mais le rendement élevé des titres d'un emprunt émis par le Gouvernement maintint les taux et rendit l'argent plus cher pour toutes les entreprises industrielles, commerciales et nationales. Il serait difficile d'évaluer la somme totale payée par la nation dans chaque branche d'affaires, du fait de la décision prise par M. M'Kenna en 1915 d'élever l'intérêt des emprunts de guerre. Il avait sans doute l'approbation des personnalités de la banque et de la finance. Mais depuis, l'Angleterre a appris que leurs conseils ne sont pas infaillibles.

CHAPITRE V

LA LUTTE POUR LES MUNITIONS

1. Introduction.

La déclaration de guerre nous trouva aussi peu préparés que possible pour des hostilités sur terre. Notre traditionnelle force défensive a toujours été notre marine; cette arme a toujours été prête et puissante en tout temps. Mais notre armée, destinée surtout à maintenir l'ordre dans notre Empire, si vaste et si dispersé, petite et bien entraînée, n'était composée que de soldats de profession merveilleusement dressés. Admirables dans l'accomplissement de leurs tâches normales, ils n'étaient ni assez nombreux, ni assez bien armés pour affronter les puissantes armées d'Europe. Malheureusement, le Ministère de la Guerre était gêné par ses traditions réactionnaires. Il semblait toujours avoir pour méthode de préparer non la prochaine guerre, mais la dernière ou l'avant-dernière. La guerre du Transvaal nous trouva encore dans la mentalité de la guerre de Crimée, et la Grande Guerre surprit nos penseurs militaires à corriger dans leurs plans les conditions de l'Alma par les expériences impraticables faites dans le veldt africain.

Malheureusement, ils ne se souvinrent que des leçons qu'ils eussent mieux fait d'oublier, parce qu'elles n'étaient plus applicables. Et ils négligèrent les expériences dont ils auraient pu profiter, puisqu'elles contenaient comme un avant-goût des méthodes de la guerre future. Les tranchées de Todleben, à leurs yeux, n'avaient pas d'importance — pas plus que les tranchées de Magersfontein et de la Tugela, où des tirailleurs invisibles décimaient nos

troupes massées. Mais la mince ligne rouge d'Inkerman, et la glorieuse charge qui sabra les canonniers de Balaklava et la cavalerie des Boers qui écrasa le camp de Methuen à Klips Drift, obsédaient les esprits militaires. L'imagination des soldats compense par la force du souvenir ce qu'elle a perdu en souplesse.

Le nombre d'hommes dont nos nouvelles armées avaient besoin ne dépendait pas heureusement de l'organisation peu encourageante du War Office. Le nom et la réputation extraordinaire de Lord Kitchener exerçaient un grand attrait, qui fut utilisé de main de maître par les agents des deux grands partis politiques. Au premier appel aux armes de Lord Kitchener, de chaque ferme, de chaque village, de chaque ville, les jeunes gens accoururent en foule aux bureaux de recrutement.

Ils furent cinq cent mille dès le premier mois, et leur nombre dépassa rapidement le million, puis le deuxième et le troisième. Cette histoire immortelle a été dite et redite. Ce n'est pas mon affaire de la raconter encore. La façon dont il fut répondu à l'appel n'a pas de parallèle dans l'histoire pour la noblesse et la grandeur. Etant donné qu'il n'y avait ni fusils, ni mitrailleuses, ni canons, ni mortiers de tranchée dont on pût disposer pour l'entraînement, les officiers et sous-officiers firent merveille en transformant en armées ce matériel humain.

L'équipement de ces armées, cependant, est une autre affaire. Dans la mesure où cet armement comportait la production des munitions, j'en assumais la responsabilité. Il me revient donc de conter cette histoire.

Au début, le War Office conserva tout, jalousement, dans ses mains, jusqu'aux contrats d'habillement. Résultat: insuffisance, retards, confusion et gâchis.

Heureusement pour le monde, les instruments du massacre moderne ne poussent pas naturellement. Il faut les concevoir, les manufacturer, et quoique l'Angleterre fût le plus grand pays industriel du monde, son industrie

n'était consacrée qu'aux arts de la paix. Elle ne possédait pas le matériel suffisant pour la production des fusils, des mitrailleuses et de l'artillerie, surtout de gros calibre. Les firmes d'armements n'étaient pas nombreuses, et les méthodes des arsenaux étaient périmées et primitives au dernier degré. Les grands chefs de l'armée étaient surtout des cavaliers — Sir John French et Sir Douglas Haig firent leur carrière dans la cavalerie et y gagnèrent leur réputation comme généraux. Lord Kitchener appartenait au génie. Cependant, son expérience de la guerre lui avait laissé l'impression que la rapidité des mouvements comptait plus que le poids et la quantité des obus.

Les obus à puissants explosifs qu'utilisaient contre nous les Allemands avec des résultats si destructifs étaient considérés au début de la guerre comme relevant du simple domaine expérimental par notre département technique. Le problème d'une fusée et d'un explosif satisfaisants n'avait pas encore été trouvé. Il n'avait pas été étudié sérieusement et systématiquement.

Le War Office était obsédé par l'importance du shrapnel. C'était la seule leçon que la guerre boer avait apprise à l'artillerie et, en septembre 1914, nos généraux du War Office se préparaient encore à réduire des « kopjes » (1) africains et des Boers se dissimulant derrière des buissons ou des fortins de pierres sèches. Le shrapnel était l'obus le plus efficace en Afrique. Pourquoi ne le serait-il pas en Europe? On avait critiqué le War Office en 1900, parce que les approvisionnements étaient insuffisants. Il n'allait pas mériter le même reproche, cette fois. Son arsenal cérébral n'avait de place que pour les shrapnels.

Pour l'artillerie lourde, les règlements de l'armée régulière, au début de la guerre, ne prévoyaient rien au delà

(1) Blockhaus boers.

de l'obus de 60 livres. Celui de 4,7 pouces était considéré comme un engin trop encombrant pour la guerre de campagne. Il existait bien quelques spécimens de howitzers (1) de 6 pouces d'un modèle périmé, et l'on pouvait trouver de-ci de-là quelques canons de 6 pouces, qui appartenaient pour une part à l'armement des défenses côtières. Il n'y avait qu'un seul howitzer de 9,2 qui venait d'être terminé.

Ces canons lourds ne disposaient que de peu de munitions. Nos vieux canons de siège se chargeaient par la bouche! L'état-major avait décidé officiellement que l'on ne devait pas généraliser la tendance manifestée au cours de la guerre russo-japonaise en Mandchourie (le plus récent exemple de guerre moderne), d'après laquelle les opérations en rase campagne imitaient de plus en plus celles de la guerre de siège. Il n'avait fait, en conséquence, aucun préparatif ni tiré aucun plan pour faire face à cette situation.

Les armées japonaises encerclaient les défenses russes sans essayer de les détruire ou de les enlever, exactement comme avait fait French à Magersfontein, au Transvaal. Pourquoi n'en serait-il pas de même en France ? Une tranchée de centaines de kilomètres de long, allant de la Suisse à la mer, impossible à prendre de flanc, soit de droite, soit de gauche, dépassait leur imagination.

Quelques-uns de nos antiques howitzers de 6 pouces arrivèrent en France à temps pour être utilisés à la bataille de l'Aisne; mais, même avant la fin de janvier de 1915, les Anglais n'avaient que 24 de ces engins en service — soit une batterie par corps — seize fois moins que ce que les Allemands utilisaient contre nous. Seulement, les Allemands avaient des obus pour leurs howitzers, et nous n'avions que de maigres approvisionnements pour les nôtres.

(1) Obusiers.

Deux mitrailleuses étaient allouées officiellement chez nous à chaque bataillon, et encore cette maigre proportion ne fut-elle pas disponible dans les premiers mois pour notre nouvelle armée, qui pourtant avait à combattre des forces allemandes équipées avec seize mitrailleuses par bataillon.

Pour les obus, la production des douilles était absurdement insuffisante. Cependant, telle quelle, elle dépassait encore de beaucoup la production des explosifs et des fusées nécessaires pour les charger. Lorsque, quelques mois après la déclaration de guerre, je visitai l'arsenal de Woolwich, je trouvai des monceaux d'obus vides, qui étaient chargés avec une terrible lenteur, un à un, avec une louche que l'on plongeait dans des chaudrons de liquide en ébullition.

La manufacture de fusées procédait du même manque d'imagination et la production en était par conséquent également peu satisfaisante. Quand la guerre éclata, ce n'était pas tant une question de manque de préparation. Personne avant la guerre ne pouvait imaginer que nous lèverions des armées totalisant des centaines de milliers d'hommes pour quelque guerre que ce fût. Nos accords militaires avec la France n'avaient jamais prévu l'envoi d'un corps expéditionnaire supérieur à six divisions pour appuyer les armées françaises sur leur flanc gauche.

Quand le Cabinet décida d'appeler des volontaires sous les drapeaux, il n'en demandait pas plus de 100.000.

Ce qui résulta de cet appel dépassa les calculs les plus optimistes. Quand les armées allemandes balayèrent la Belgique et percèrent le front français, marchant jusqu'aux portes de Paris, la jeunesse d'Angleterre accourut en si grand nombre que notre conception de notre participation à la guerre se trouva modifiée par cette explosion de courage indigné. Le Cabinet, poussé par ce spectacle à un coup d'audace, éleva la limite des enrôlements à 500.000. Le flot ne mit pas longtemps à la dépasser.

Par conséquent, aucun blâme ne peut être adressé au War Office ou à ses chefs responsables pour n'avoir pas eu en magasin, à la déclaration de guerre, une réserve d'armes et de munitions pour les forces jusque-là inimaginées que nous fûmes contraints de lever et de mettre en campagne. Mais les chefs du War Office ne peuvent être absous de stupidité mentale pour leur négligence à se tenir au courant des progrès élaborés dans les modèles de projectiles et l'outillage de leur production et, plus encore, pour leur pitoyable manque d'initiative quand il fallut faire face à la tâche nouvelle qui les attendait et porter le niveau de la production à celui que réclamaient les conditions de la guerre moderne, dès qu'elles se révélèrent lors de la campagne de 1914.

La guerre moderne, nous le découvrîmes, était bien plus qu'auparavant un conflit de chimistes et d'industriels.

Il est vrai que les effectifs étaient indispensables, et le commandement — quelles que soient les conditions — aura toujours un rôle vital à jouer. Mais des troupes, aussi braves et bien commandées qu'elles puissent être, seront toujours impuissantes — dans la guerre moderne — à moins d'être équipées avec une artillerie suffisante et du dernier modèle — munie d'obus explosifs en abondance — et avec des mitrailleuses, de l'aviation et autres engins. Contre les postes de mitrailleuses et les retranchements de barbelés, les hommes les plus courageux et les mieux commandés ne pouvaient que gaspiller leurs vies, dans les vagues successives d'un héroïque martyre. Leur coûteux sacrifice ne pouvait servir de rien pour gagner la victoire.

Le problème du ravitaillement en munitions se posa alors comme la question capitale. Avant longtemps, on comprit que, à moins de le résoudre à notre avantage et promptement, dans cette guerre, nous n'aboutirions à rien, très certainement.

2. Les finances de la production.

Quand la guerre éclata, je n'avais à m'occuper du problème des munitions que comme Chancelier de l'Echiquier, dont le rôle consistait à trouver l'argent pour payer les notes.

Ma science des réalités de la guerre se bornait à une visite aux grandes manœuvres, dans le voisinage de Hungerford, pendant l'été de 1908. J'y accompagnai, sur sa demande, le Secrétaire d'Etat à la Guerre, M. Haldane. J'étais fort exalté à l'idée que j'allais voir une bataille — ne fût-elle qu'une bataille de théâtre. Je pressentais que sous de tels auspices, il me serait donné d'apercevoir un peu de ce que pourrait être la terrible réalité. Il y avait là de vrais soldats, de vrais fusils, des baïonnettes, des sabres, de la cavalerie, des canons, le tout commandé par de véritables généraux qui s'étaient battus dans de véritables guerres. M. Haldane et moi, nous étions perchés sur une colline, avec l'état-major d'une des armées opposées. Elle était défendue par de l'infanterie soutenue par des canons de campagne. Lorsque, quelques années plus tard, je vis la croupe de Messines et le Kemmel, je compris avec quelle prescience l'état-major avait choisi le terrain pour les manœuvres de 1908. On avait expliqué aux ministres que la colline était attaquée par des forces, à ce moment invisibles, mais dont on attendait le déploiement dans la vallée, à un mille de là. Ce fut un moment excitant que celui où nous aperçumes les tirailleurs ennemis émerger du défilé, suivis bientôt par des masses d'infanterie, déployées en essaims, à travers la plaine. Assaillants et défenseurs tiraient des volées, et le bruit des canons des deux partis était assourdissant. Vraiment, ce devait être en quelque mesure pareil à la vraie guerre! Mais l'issue du combat n'oscilla pas longtemps dans la balance, car un régiment

de cavalerie, jusque-là caché dans les bois, s'élança hors du couvert et, à demi voilé par une grosse averse providentielle, galopa au pied du côteau, escalada vaillamment ses pentes, face aux balles et aux obus, atteignit le parapet, balaya nos pauvres canons, prit la position. Je sentis alors que j'avais appris quelque chose de ce que pourrait être la prochaine guerre, dans l'opinion de nos généraux.

Quand M. Haldane me demanda par la suite de trouver aux Finances une somme supplémentaire pour augmenter notre provision de canons légers, je compris combien il était nécessaire d'empêcher, dans une guerre sur le continent, cette catastrophe: les hordes montées des armées continentales, attaquant sur les collines des Flandres nos forces expéditionnaires. Les mitrailleuses étaient un jouet bien trop insignifiant pour figurer dans les tableaux de demandes nouvelles, adressés à l'Echiquier. Cette expérience militaire si intéressante me revint à l'esprit quand, huit ans plus tard, je vis des masses de cavalerie s'élancer vers les tranchées, pour prendre d'assaut le plateau de la Somme fortifié et barbelé de Guinchy. Je me souvins alors des grandes manœuvres de Hungerford et je compris mieux que jamais qu'une obsession militaire, si fantastique qu'elle puisse être, est plus forte que la mort, plus forte que beaucoup de morts.

Laissez-moi poser tout d'abord le fait que, ni à ce moment-là, ni plus tard pendant la guerre, notre approvisionnement en munitions n'a été affecté par le refus de consacrer l'argent nécessaire à leur production. Bien au contraire, j'ai expliqué clairement à plusieurs reprises qu'en ce qui concerne la Trésorerie, elle ne ferait jamais obstacle à la création du matériel qui pourrait nous aider à vaincre. Si j'avais eu à choisir entre dépenser de l'or ou bien des vies britanniques, j'aurais pris la responsabilité d'un appel à la nation pour récolter jusqu'à la dernière pièce d'or, pourvu qu'elle fût employée sage-

ment et de façon efficace. Le pays lui-même n'a jamais hésité non plus à soutenir une pareille attitude.

Le 5 août 1914, le jour qui suivit la déclaration de guerre, la Chambre des Communes fut invitée par mes soins à voter une somme de cent millions de livres pour financer les opérations. J'informais le War Office qu'il pouvait avoir n'importe quels fonds nécessaires pour l'envoi de munitions et d'approvisionnements.

En septembre, je pris une nouvelle décision: celle de mettre définitivement de côté une somme de vingt millions de livres, réservée comme fonds destiné à payer le développement des usines et manufactures de munitions.

Je dois ajouter que la Direction générale de l'Ordonnancement (1) décida, dans sa sagesse, de ne pas en informer tout d'abord le monde commercial — comme le prouve l'extrait d'une minute du 2 octobre 1914.

« Le Secrétaire d'Etat me dit le 30 septembre que le Cabinet avait décidé ce jour-là que l'on inviterait les différentes firmes fabriquant des munitions de guerre à accroître leurs usines de façon qu'en dehors et en surplus des ordres déjà reçus, elles puissent exécuter des commandes importantes. De cette façon, nous serions capables d'obtenir du matériel supplémentaire en canons, fusils, munitions, etc., en même temps, si possible, que ceux déjà commandés et promis, et de plus nos alliés seraient eux aussi mis en situation de se procurer les mêmes choses.

« Il m'informa que le Chancelier de l'Echiquier avait consenti à mettre vingt millions de livres sterling à la disposition du commerce en vue de l'augmentation des usines.

« *Nous n'avons pas cru utile d'informer pour le moment le monde commercial que des avances seraient faites*

(1) Direction du matériel de guerre.

car jusqu'à présent je n'ai pas été avisé de difficultés de ce genre. »

Cette dernière phrase démontre l'horreur qu'éprouvait le Ministère de la Guerre à l'idée de faire face à une situation critique sans précédents par des méthodes qui échappaient à la tradition du « pigeonnier » ficelé par du « galon rouge (1) ».

Je compris bientôt que les procédés coutumiers approuvés par la Trésorerie étaient inapplicables aux exigences de la guerre et que, si les ordres donnés pour les approvisionnements indispensables dépendaient de discussions entre les fonctionnaires de la Guerre et de la Trésorerie, leur exécution en serait retardée et compromise.

En expliquant que, dans les circonstances exceptionnelles présentes, il était impossible de maintenir la routine normale et le contrôle de la Trésorerie sur les contrats transmis par les bureaux, qui contenaient souvent désormais des clauses financières anormales, je proposai que, pendant la guerre, de pareils traités pourraient être conclus sans en référer au Trésor. Les chefs des départements du War Office reçurent l'autorisation de signer tous les contrats qu'ils jugeraient nécessaires, sous leur pleine et immédiate responsabilité. Je consentis d'autant plus volontiers à cette procédure qu'un fonctionnaire capable de la Trésorerie, Sir Charles Harris, était installé au Ministère de la Guerre comme conseiller financier. Dans aucun autre service public il n'était possible de rencontrer un chien de garde de la monnaie de l'Etat plus fidèle et plus vigilant.

(1) Le « galon rouge » est toujours employé dans le sens de routine « qu'il faut couper ». Le « pigeonnier » sert, dans d'autres passages, à désigner l'état-major général de Berlin ou de Londres. Dans les journaux américains, « *red tape* » est employé dans le sens de « gabegie ». Mais le Colonel House ne connaissait pas, quand il vint à Londres, cette expression. (*Note du Traducteur.*)

3. La routine au War Office.

Mais, bien que *carte blanche* eût été ainsi donnée, en matière financière, aux autorités chargées de toutes les mesures à prendre relatives aux munitions, et quoique les besoins de nos troupes au front fussent terriblement urgents, le manque de munitions continua à se faire sentir et empira même. Le War Office négligea d'utiliser ses pleins pouvoirs pour remédier à la lamentable pénurie dont nos armées souffraient si gravement.

Nous admettons que les autorités étaient en présence d'une situation sans précédent. Pour la surmonter, des moyens sans précédent étaient nécessaires.

Le point principal de l'accusation portée contre les gens du ministère, c'est qu'ils manquèrent complètement de l'ingéniosité et de la souplesse d'esprit requises pour faire face aux difficultés et improviser ces mesures exceptionnelles. Les demandes qu'on leur adressait étaient hors de proportion avec l'expérience passée; ils s'efforcèrent d'ailleurs de leur donner satisfaction suivant les méthodes traditionnelles, et leurs efforts mêmes eurent pour résultat de tout bloquer : telle fut la seule excuse qu'ils produisirent!

Mais tout cela fut évident dès le début. Ils auraient dû augmenter ces sources d'approvisionnement grâce aux moyens à notre disposition. N'étions-nous pas une des trois grandes puissances industrielles dont les ressources étaient le plus capables de s'adapter aux circonstances? N'importe quels pouvoirs leur auraient été accordés par le Parlement. Non seulement ils omirent de les demander, mais ne manquèrent pas de dresser toutes sortes d'obstacles, au début comme plus tard, contre quiconque se mêlait de les aider ou de les soulager de leur fardeau.

Avant le commencement de la guerre, voici quelle était la marche normale. Le Ministre de la Guerre, en tant

que délégué du Gouvernement, avait à décider quelles opérations il sanctionnerait. Le commandant en chef lui notifiait ce qu'il demandait pour exécuter ces opérations. Sur cette base d'information, le Maître-Général du matériel de guerre avait à décider quels approvisionnements devaient être faits et il en informait aussitôt le Directeur des Contrats de l'Armée. Celui-ci se mettait en rapport avec les fabricants d'armes attitrés et transmettait leurs prix au secrétaire financier du War Office pour qu'il les examine. Après une discussion complète, le contrat pouvait éventuellement être rédigé.

Dès que la guerre fut commencée, le Département financier informa le Directeur des Contrats de l'Armée qu'il n'avait pas besoin de lui transmettre les prix avant de conclure les contrats, mais qu'il avait seulement à l'informer de tous les engagements contractés. Ceci avait pour but de hâter considérablement la procédure. J'incline à croire qu'en pratique cet allégement eut pour conséquence d'augmenter les délais. Ce procédé finit par dénoter une erreur de psychologie. L'explication de ce phénomène jette une lumière intéressante sur l'esprit étroit de la bureaucratie. Tant que l'officier qui commandait le matériel avait derrière lui le contrôle d'un fonctionnaire appartenant à un autre ministère qui examinait et qui sanctionnait, il formulait hardiment ses réquisitions. Dans le cas d'une accusation de prodigalité, sa responsabilité était de cette façon partagée, si même elle n'était pas transférée à un autre. Mais maintenant, c'était sur lui seul que portait tout le poids de la décision. La responsabilité, c'est un stimulant pour les forts; pour les faibles, c'est une paralysie. Dans l'esprit des militaires rampaient de déplaisants souvenirs sur des Comités et des Commissions constitués après guerre pour examiner des ordres extravagants, mal exécutés. Le Maître-Général du matériel de guerre insinuait qu'il se sentait mal à l'aise, sans le support de sa camisole de force finan-

cière habituelle, et il se plaignait « que ceci faisait supporter aux épaules du Maître-Général une responsabilité accrue en matière de dépenses, et que, sentant qu'il n'était plus contrôlé sur chaque point comme d'habitude avant la commande, il devait regarder de plus près chaque proposition qui entraînait des dépenses, soit qu'il s'agît de contrats avec le commerce pour matériel de guerre à livrer, ou de bâtiments, de machines, ou de personnel pour son propre département ». Les bureaux du matériel se sentaient forcés, par le sentiment d'une responsabilité inaccoutumée, à trouver de bonnes et suffisantes excuses pour aller lentement, pour s'arrêter ou pour hésiter en face du problème des munitions.

Le Ministère de la Guerre avait toujours été en rapport direct avec les arsenaux de l'Etat et un certain cercle assez étroit de soumissionnaires, et il n'osait s'aventurer à des tractations d'un rayon plus étendu.

La prise de contact avec une série de firmes nouvelles non encore éprouvées, et leur mise en état pour la production de munitions, auraient sans doute entraîné une responsabilité fort grave et sans précédent. Le service du matériel de guerre appréhendait ces risques.

Lorsque, cependant, les industriels les plus éminents du pays insistèrent pour se rendre utiles et présentèrent des offres pour la fourniture des approvisionnements militaires et des munitions, le War Office fit tout ce qu'il put pour les tenir à l'écart. Des réclamations me parvinrent. Elles disaient qu'ils étaient traités comme d'avides fournisseurs désireux de passer des contrats lucratifs.

Le système généralement adopté par le War Office était de fournir à ces industriels qui offraient leur aide la liste des maisons de munitions avec lesquelles le War Office traitait habituellement et ils étaient priés de présenter à ces firmes des offres de sous-contrats pour les approvisionnements. Il ne faut pas oublier que ces établissements officiels travaillaient déjà à toute vapeur, étaient

absolument embouteillés par les commandes du War Office et avaient reçu déjà des ordres pour tout ce qu'ils pouvaient exécuter, mais même pour tout ce qu'ils pourraient exécuter ou espérer exécuter en se développant.

Il était évident que le personnel surmené n'aurait ni le temps d'organiser un vaste système de firmes annexes, ni l'intention de se séparer de ses meilleurs chefs d'équipe, pour initier les ouvriers des autres entreprises aux procédés de fabrication. Bien entendu, ces directeurs ne devaient pas être trop enclins non plus à les enseigner à de nouvelles maisons qui risqueraient de se transformer en concurrents gênants et en rivaux dans l'avenir.

En temps de paix, il y avait eu entre l'Amirauté, le War Office et les entreprises de munitions, des commandes à peine suffisantes pour être réparties entre les maisons figurant sur la liste habituelle, et, à cette époque, peu de gens imaginaient combien le retour de la paix serait lent.

Mais on découvrit aussi que certaines maisons d'armements avaient accepté non seulement des contrats du Ministère de la Guerre britannique, dont elles étaient incapables d'assurer l'exécution, mais encore des commandes du Gouvernement russe — et sur une échelle gigantesque. Lorsque ces firmes acceptèrent ces commandes du Gouvernement russe, elles savaient parfaitement qu'elles n'avaient pas la plus petite chance de les satisfaire à temps, si elles voulaient fidèlement exécuter les commandes britanniques. C'est le retard dans l'exécution de ces ordres qui est principalement responsable des désastres subis par les armées russes au cours de la campagne 1914-15. La guerre, c'est la moisson des firmes d'armements. Mais, dans tous les pays, elles sont portées à surestimer la production de leurs champs et la capacité de leurs granges.

Le système suivi par le War Office lui épargnait la res-

ponsabilité redoutable de contrôler le travail de ces firmes nouvelles. Mais le procédé n'en fut pas moins coûteux. Car, entre le front, dont les besoins étaient criants, et le pays, dont la capacité industrielle était énorme, cette méthode interposait une poignée d'usines surchargées de travail, et beaucoup trop occupées par leurs propres tâches, pour assumer encore la gigantesque responsabilité que le War Office cherchait à leur imposer en les chargeant d'organiser l'immense potentiel national pour produire des munitions.

Les organisateurs militaires semblent avoir été handicapés par cette méfiance native, ce manque de compréhension et ce mépris des hommes d'affaires — ceux du moins qui ne figurent pas sur les listes ministérielles — qui prévalaient traditionnellement dans les services. Et sans doute les hommes d'affaires, de leur côté, étaient intrigués — pour ne pas dire plus — par leurs contacts avec l'esprit et les manières militaires. La Direction générale du matériel de guerre avait expliqué que les méthodes adoptées avec certains de ces industriels volontaires consistaient à les renvoyer à un des arsenaux pour y assister à l'exécution du travail, et se former ainsi une opinion sur la possibilité de l'entreprendre à leur tour. Elle ajoutait que nombreux étaient les industriels qui se rendaient aux arsenaux pour cette visite, mais que peu revenaient pour dire qu'ils acceptaient les commandes.

Les résultats ultérieurs que produisirent ces industriels sous la direction du Ministère des Munitions expliquent quelle sorte d'encouragement ils avaient reçu dans les milieux officiels. Et cela démontre quelle injuste opinion — erronée quoique sincère — on se faisait de la capacité, de l'habileté et des pouvoirs d'adaptation industriels du pays.

Sans doute, il y avait beaucoup d'incompétents et d'exploiteurs parmi ces soumissionnaires avides d'obtenir des

commandes. Mais le filtre de laine rouge n'était pas capable de les arrêter pour laisser passer seulement les hommes d'affaires réellement utiles — qui sont souvent les premiers à reculer, rendus perplexes et furieux par un tel traitement. Les bons et les mauvais ne parvenaient pas à se glisser à travers les mailles fines et résistantes du filet.

Cependant, le War Office, comprenant qu'il lui fallait faire son deuil des gigantesques quantités de munitions que réclamait le front, passait la plupart de son temps à supplier les artilleurs de ne pas dépenser si vite leurs obus.

4. Premiers signes de la pénurie en obus.

Après les premières vicissitudes si rapides de la guerre: la retraite de Mons et l'avance de la Marne à l'Aisne, la ligne de front commença à se stabiliser en septembre et octobre 1914 dans cette ligne de tranchées profondes qui devait caractériser le front occidental jusqu'à la fin des hostilités.

L'utilisation du howitzer 5,9 comme canon de campagne par les Allemands avait été une surprise pour les Français et pour les Anglais. Son effet sur les nerfs des troupes avait été déprimant, et il contribua largement à briser la résistance des Alliés dans les premiers temps de la guerre. Déjà, nos armées se rendaient compte de la force immense que possédait l'artillerie allemande et de l'effet moral écrasant que produisaient les obus à haute puissance explosive dont elle usait libéralement.

L'habileté des Allemands à se servir, même dans une guerre de mouvements, de canons lourds d'un calibre beaucoup plus élevé que ce que nous croyions possible d'utiliser en campagne — comme l'obusier de 5 pouces 9 — et l'effet dévastateur de leurs gros obus surnommés irrévérencieusement « caisses à charbon » et « Jack

Johnsons », avaient été une révélation pour nos chefs militaires, anglais aussi bien que français.

Les défenses qui avaient été improvisées à la hâte se révélèrent tout à fait insuffisantes à protéger la retraite des armées alliées contre le bombardement mortel de ces canons lourds. Les tranchées peu profondes, creusées à la hâte, n'offraient pas d'abri contre les explosifs que faisait pleuvoir l'artillerie lourde allemande.

D'autre part, quand ce fut aux Allemands de battre en retraite, leur génie fit creuser de profondes tranchées et le bombardement de nos canons légers contre un pareil système de défense fut tout à fait inefficace.

Et lorsqu'on en vint au stade de la guerre de tranchées, nous trouvâmes que le shrapnel de nos canons de campagne était impuissant non seulement à écraser les parapets, à détruire les tranchées et à nettoyer les nids de mitrailleuses, mais même à abattre les réseaux de barbelés, et que la seule façon d'économiser les vies britanniques était de bousculer les défenses ennemies par un barrage formidable d'obus chargés de puissants explosifs, qui détruiraient les postes de mitrailleuses, combleraient les tranchées et perceraient des passages à travers les barbelés par où les colonnes d'attaque pourraient tenter de se glisser (1).

A cette époque, le War Office fournissait seulement des shrapnels à l'artillerie de campagne et 70 % des obus destinés aux obusiers de campagne et aux canons de 60 livres étaient aussi des shrapnels. La poignée d'obusiers de 6 pouces que l'on envoya au front en octobre tirait des obus à explosifs de grande puissance, mais ne disposait que d'une quantité réduite de munitions.

Dès la première semaine de septembre 1914, le commandement en France écrivait au Directeur général du

(1) Les obus à haute puissance ont été employés pour la première fois par les canons de 18 livres le 31-10-14.

matériel pour lui réclamer de puissants explosifs. Cette requête fut réitérée avec insistance le 15, et le 21 il fut demandé une proportion de 15 % d'obus à grande puissance explosive pour les canons de campagne. Elle fut portée à 25 % et, dès le 6 novembre, à 50 %.

Le War Office refusa de fournir une pareille proportion, sous le prétexte que « la nature des opérations pouvait être ultérieurement modifiée, comme il était arrivé dans le passé ».

C'est ainsi que le War Office s'obstinait à ne pas reconnaître le fait, démontré dix ans plus tôt par la guerre russo-japonaise en Mandchourie, que les méthodes modernes poussaient à une guerre de tranchées et d'opérations de siège. Je puis ajouter que, le 22 octobre 1914, le général français Saint-Clair Deville avait informé le War Office que les Français renonçaient définitivement au shrapnel pour consacrer tous leurs efforts aux obus à grande puissance.

Encore plus grave que cet échec dans le ravitaillement en obus à grande puissance explosive était le manque d'obus de toutes sortes. Le 17 septembre, Sir John French télégraphiait pour réclamer des envois plus importants de munitions pour ses obusiers, faisant remarquer que les réserves stockées derrière la ligne de front à portée des voies de communication étaient tombées à un niveau dangereusement bas. « En raison de la dépense considérable de munitions qui se fait, disait-il, et de celle à laquelle on peut s'attendre, c'est une grave question. Aucun effort ne doit être épargné pour envoyer immédiatement de nouvelles munitions. »

Le War Office répliqua qu'il envoyait ce qu'il pouvait. Il porterait le stock de Sir John French à environ dix jours d'approvisionnement calculés à la moyenne de ses besoins journaliers, mais il l'avertit que « cela allait épuiser considérablement notre stock et qu'il était impossible de fournir à cette cadence des munitions jusqu'à ce que

les usines de guerre aient atteint leur production maxima ».

Le manque de munitions pour canons lourds devint le thème presque quotidien des télégrammes de Sir John French. Le 28 septembre, il attirait également l'attention sur la prochaine pénurie de munitions pour l'artillerie de campagne légère. Il disait:

« Pour les canons de 18, on propose d'envoyer 15.000 obus par semaine, soit moins de 7 coups par jour. C'est beaucoup trop peu. Durant la dernière quinzaine, la moyenne quotidienne a été de 14 coups par jour, bien que ces canons n'aient été en somme que peu engagés au cours de l'action sur l'Aisne. J'ai à peine besoin de dire qu'une pénurie de munitions d'artillerie de campagne risque d'avoir les plus graves résultats. On peut croire que la nature des récentes opérations a été anormale, mais j'estime que les opérations dans l'avenir seront de même caractère et afin de maintenir l'armée dans un moral et une condition satisfaisants, je me trouve obligé de faire remarquer que la cadence proposée du ravitaillement en munitions ne peut absolument pas suffire à la demande. »

Répliquant le 7 octobre, le War Office s'excusa de la sorte:

« Nous référant à votre lettre du 28 septembre, le Conseil supérieur de l'armée nous prie de vous faire remarquer qu'il a pourvu à la première de vos requêtes et qu'il a également adressé de nouveaux ravitaillements, dans presque tous les cas, *dans les proportions fixées pour les munitions d'artillerie avant la guerre.* »

(C'est moi qui souligne.)

Cette lettre allait jusqu'à promettre d'augmenter les contingentements et Sir John French, répondant le 10 octobre, répliqua que même cette proportion plus élevée de munitions ne fournirait à l'armée que neuf coups par canon et par jour, pour les pièces de 60, onze pour les obusiers de 4,5, et, en comptant toutes les

divisions, seulement six pour l'artillerie de campagne de 18 pounders.

En conséquence, une série de télégrammes urgents parvint de France, réclamant davantage d'obus, et au milieu de la première bataille d'Ypres, le field maréchal télégraphia à Lord Kitchener:

« Si les réserves à portée des lignes de communication ne sont pas immédiatement relevées au total autorisé et maintenues à ce niveau, il est possible que l'on soit réduit à demander aux troupes, avant peu, de combattre sans l'appui de l'artillerie. La grande bataille qui dure depuis plusieurs jours continue et une pénurie de munitions provoquerait les plus graves résultats. »

Le Secrétaire d'Etat répliqua: « Aussitôt que je pourrai produire des munitions à la cadence à laquelle vous les dépensez, je répondrai à votre dernier paragraphe... En attendant, vous veillerez à ce qu'on pratique l'économie. »

Trois jours plus tard, le Directeur général du matériel écrivait au Quartier Général anglais pour déclarer: « Je ne puis dire ce que seront nos fournitures de munitions dans l'avenir, puisqu'elles dépendent entièrement des promesses des maisons auxquelles nous avons confié des ordres importants, et de la façon dont il y sera fait honneur. » Il ajoutait qu'il ne pouvait augmenter les envois d'obus de 4 pouces 7 sans diminuer l'armement des divisions fraîchement organisées que l'on était en train de constituer.

French répliqua qu'il avait été obligé de réduire les munitions de ses obusiers à dix charges par jour et que, avant peu, il devrait réduire à cette proportion ses canons de campagne de 18. Il implorait qu'on lui envoyât les munitions que le Maître-Général du matériel retenait pour l'équipement des batteries qui n'étaient pas encore envoyées au front.

« Je pense qu'il est plus important de maintenir les

batteries du front convenablement ravitaillées que de conserver des munitions en Angleterre pour des batteries qui ne doivent partir que plus tard pour le continent. » Et il ajoutait dans un post-scriptum urgent: « Je dois insister sur ce point: *l'offensive sera de la dernière importance pendant la prochaine quinzaine.* Je tiens à appuyer sur le troisième paragraphe de ma lettre. — *J. F.* »

Deux jours plus tard, le 31 octobre, French télégraphie en répétant sa demande, à laquelle le War Office accéda. Kitchener lui suggéra que Joffre devait envoyer plus de batteries françaises et des munitions en abondance. Mais la conséquence fut que deux jours plus tard, lorsque Sir John French réclama une nouvelle division d'infanterie en renfort, on lui offrit le choix de la division territoriale de Stuart Wortley « sans artillerie, car nous n'avons pas de munitions pour les batteries », ou la VIII[e] division (1) dont l'entraînement était incomplet, avec une artillerie affaiblie par les envois déjà effectués au front.

En novembre et décembre, la pénurie de munitions ne fit que s'accroître. Le 12 novembre, le Quartier Général anglais télégraphie qu'on lui envoie davantage d'obus pour les canons à 4,7 pouces, et le War Office, après avoir rappelé ce qu'il a expédié au cours de la dernière semaine, ajoute: « Nous ne pouvons pas continuer de vous approvisionner à cette allure. » Le 12 décembre, Sir John French télégraphie à Lord Kitchener: « Je suis très inquiet au sujet de notre approvisionnement en munitions. » Kitchener réplique que le produit des usines est insuffisant pour alimenter les canons déjà en campagne, et qu'il se demande s'il est sage d'envoyer des batteries

(1) « L'Histoire officielle de la guerre : Opérations militaires, France et Belgique », vol. II, page 450, note que la VIII[e] division n'était pas « entraînée », par rapport au niveau habituel : La division fut rassemblée à Hursley Park, près Winchester, entre le 19 septembre et le 2 novembre. Elle commença à être embarquée le 4 novembre. Il n'y eut donc aucune possibilité d'entraînement par brigade et par division.

nouvelles en France, « car il est évidemment contraire à une bonne économie de posséder en France des batteries dont on ne peut pas se servir à cause du manque de munitions ».

Le dernier jour de l'année, French écrivit au War Office :

« Le ravitaillement actuel de l'artillerie est si insuffisant que toute opération offensive, même sur une échelle réduite, est hors de question. Les récentes expériences ont prouvé que les munitions disponibles suffisent à peine pour un bombardement d'une heure contre un secteur très limité de la ligne ennemie et que cette opération si réduite ne laisse aucune munition pour repousser une contre-attaque ou pour donner aux colonnes d'assaut le soutien nécessaire.

« En raison de la nature des opérations dans lesquelles nous sommes et allons continuer à être engagés, *le ravitaillement en munitions d'artillerie est le facteur dominant. C'est du ravitaillement de l'artillerie que dépendent les opérations de l'armée britannique dans l'avenir.* »

Les membres du Cabinet ne virent aucune de ces lettres de Sir John French à cette époque et ne connurent rien de leur existence.

5. Le premier Comité de Cabinet.

Tout d'abord, l'importance essentielle de cette question des munitions ne parut pas évidente à tout le monde et on ne se rendit pas compte combien elle allait devenir urgente et grave. Les regards de la nation, pendant les premiers mois de la guerre, se dirigèrent plutôt vers le spectacle imposant de notre levée en masse, vers l'enrôlement du premier million de notre nouvelle armée. A vrai dire, cette attitude du public accentua la difficulté, car un grand nombre d'ouvriers fort instruits dans leur métier, et dont l'habileté technique eût été d'une grande

importance pour accroître la fabrication des munitions, avaient été emportés par le torrent de l'enthousiasme public ou poussés par les moqueries sans discernement de leurs voisins, dans les rangs des recrues. Mais, pour certains d'entre nous, il était clair que les armes et l'équipement de nos forces étaient aussi importants que leur nombre et plus difficiles à improviser. Et quand les premiers échos du manque de munitions en France commencèrent à être entendus, comme un avertissement, quand des rumeurs vinrent à nos oreilles sur la congestion de nos fabriques, nous sentîmes qu'il fallait entreprendre une action spéciale pour résoudre le problème.

En septembre, je demandai avec insistance la constitution d'un Comité spécial du Cabinet pour examiner la question des canons, des obus et des fusils. D'abord, Lord Kitchener résista si fortement que le Cabinet enterra la proposition. A cette époque, Kitchener inspirait un tel respect que ses collègues n'osaient pas braver son autorité. Néanmoins, je réussis au commencement d'octobre à faire nommer par le Cabinet un Comité pour examiner la question de notre ravitaillement en munitions et pour délibérer sur les moyens d'accroître la production et d'expédier les livraisons. Le Comité se composa des sept personnes suivantes:

Le Secrétaire d'Etat à la Guerre (Lord Kitchener);

Le Lord Chancelier (Lord Haldane);

Le Chancelier de l'Echiquier (M. Lloyd George);

Le premier Lord de l'Amirauté (M. Churchill);

Le Secrétaire de l'Intérieur (M. M'Kenna);

Le Président de l'Office du Travail (M. M. Runciman);

Le Président de l'Office de l'Agriculture (Lord Lucas) (1).

Ce Comité se réunit six fois entre le 12 octobre 1914 et le 1er janvier 1915 et a pris des initiatives dans quelques-

(1) Depuis tué à l'ennemi.

unes des questions les plus importantes de politique et de procédure qui se présentèrent.

Comme l'œuvre accomplie par ce Comité, dont la vie fut courte, a fourni la base de développements ultérieurs pour la production des munitions, j'en rendrai compte brièvement. Dans sa première réunion, le 12 octobre, il étudia la livraison des canons aux nouvelles armées et demanda que des ordres fussent donnés pour fabriquer de l'artillerie sur une échelle beaucoup plus vaste que le War Office ne l'avait jusque-là projeté. Des instructions furent données pour que 3.000 canons de campagne de 18 livres fussent livrés en mai 1915, au lieu des 892 qui devaient être prêts, suivant des ordres antérieurs, en juin. J'insistai fortement pour que la capacité des maisons d'armement existantes fût étendue, pour que la grande puissance industrielle de ce pays, existant en dehors des fabriques d'armes, fût mobilisée immédiatement pour la production des munitions et pour que des ateliers de maisons importantes fussent pris par l'Etat et transformés en vue du même dessein. Le Maître-Général du matériel de guerre objecta que la fabrication des canons, des fusils et des obus était un travail très délicat qui exigeait une longue expérience, une habileté et un entraînement de premier ordre; que les quelques maisons qui possédaient l'expérience et l'entraînement nécessaires faisaient exécuter par des établissements du dehors tout ce qu'ils étaient capables de faire et que, de cette façon, toutes les capacités industrielles susceptibles d'être réunies avec profit étaient déjà engagées à plein. Aller plus loin et confier la production des munitions de guerre à des usines sans expérience était, peut-être, trop risqué. Il insista sur les dangers qu'apportaient les obus défectueux. La totalité de nos canons pourrait éclater. Tel fut son plaidoyer pour le système existant. Qu'une grande expansion de la production, sous l'empire de la nécessité, pût conduire à certains produits défectueux, ceci ne pouvait faire aucun

doute, mais la suite prouva qu'un danger beaucoup plus grand vint des fusées mal construites — pour lesquelles le département du matériel était responsable — que du manque de soin des industriels britanniques.

La pénurie en fusils fut aussi examinée. Il n'y avait aucune possibilité de donner des fusils à nos recrues avant des mois, si l'on ne faisait pas des efforts spéciaux pour hâter leur fabrication. Un message avait été envoyé au représentant du War Office aux Etats-Unis, lui donnant l'instruction de fixer à un total de 1.500 canons de 18 livres et de un demi-million de fusils le maximum qui pourrait être livré par des maisons capables de fabriquer des canons de campagne et des fusils. Je dois dire que la réponse à cette demande prouva qu'il y avait peu d'espoir d'obtenir avant septembre 1915 des ressources supplémentaires de ce côté-là.

Le jour suivant, 13 octobre, des représentants des fabriques de l'Ordonnancement, de MM. Armstrong Vickers, des ateliers de Coventry et de Beardmore se rencontrèrent avec notre Comité.

Dans le domaine financier, je promis aux représentants des maisons d'armements qui avaient été convoqués que le Gouvernement trouverait le capital nécessaire pour accroître leurs usines ou celles de leurs soumissionnaires, et les indemniserait de leurs pertes éventuelles. Encouragés par ces assurances, les contractants s'engagèrent à accroître leur production par tous les moyens possibles, et, par suite de ces réunions, les engagements des usines représentées passèrent de 878 à 1.608 canons qui, dans tous les cas, devaient être prêts avant août 1915.

C'est après ce second conseil que je décidai de me rendre en France pour y étudier les méthodes employées. Je donnerai un peu plus tard un compte rendu de ce voyage.

Dans les réunions du 20 et du 21 octobre, nous nous sommes occupés de la question des explosifs, en laissant au Secrétaire d'Etat pour la Guerre le soin d'approfondir

la matière, et nous avons étudié la question des fusées.

Il fut décidé d'accroître considérablement le nombre des commandes qui devaient être livrées en juillet. Des ordres d'achats importants furent placés aux Etats-Unis et des sommes furent garanties aux usines de ce pays, pour qu'elles puissent s'agrandir. Enfin, en ce qui concerne l'organisation des ressources de l'industrie, il fut décidé que l'on formerait un Comité des maisons d'armements pour distribuer des commandes à des firmes individuelles.

Ce résumé contient quelques-uns des points principaux traités par le Comité dans ses quatre réunions d'octobre, mais nous ne fûmes pas longs à découvrir que les garanties de capitaux, bien qu'essentielles, n'étaient pas à elles seules suffisantes pour résoudre le problème.

Chaque semaine il devint plus évident qu'il était difficile d'accroître les ordres concernant les munitions ou d'accélérer les livraisons des commandes existantes parce que les ateliers actuels travaillaient à plein rendement et parce que le War Office paraissait incapable d'en augmenter la production ou le nombre. Le pays était plus riche qu'aucun autre par la grande variété de ses usines et nous trouvâmes plus tard le moyen d'adapter à la production des munitions une quantité d'entre elles. Des difficultés avec les ouvriers étaient invoquées systématiquement par les firmes, pour excuser les retards apportés à l'exécution des contrats. Et pourtant il y avait dans le pays à ce moment-là des ressources ouvrières plus vastes que celles dont nous pûmes disposer dans les périodes qui suivirent. Le nombre des ouvriers exercés diminuait chaque jour, à cause d'un recrutement peu judicieux. Les principaux fonctionnaires du War Office, qui avaient la responsabilité de tout le domaine des munitions (fabrication et production), se cramponnaient tenacement à leur autorité et à leurs méthodes. Ils se refusaient obstinément à adopter la seule mesure efficace qui était d'uti-

liser toutes les ressources du pays en manufactures et en travail, dans le but de s'assurer une production suffisante.

Afin d'obtenir de nouvelles lumières sur les moyens d'augmenter notre ravitaillement en munitions, je décidai de me rendre en France pour voir ce qu'on y faisait dans ce domaine. Au cours de cette visite, j'étais accompagné de Lord Reading, qui était alors Ministre de la Justice, et de Sir John Simon, qui était avocat de la Couronne.

Lord Reading, Sir John Simon et moi-même, avons quitté Newhaven à minuit, le 16 octobre, et nous sommes rendus à Dieppe sur un torpilleur. C'était la première fois que j'avais la sensation physique de la proximité de la guerre. A la sortie de Newhaven, tous les feux furent éteints. Un sous-marin allemand avait été aperçu le matin au large de Cherbourg. Nous ne pûmes pas suivre la route habituelle des vapeurs, fîmes pas mal de détours, si bien que la traversée fut deux fois plus longue que celle d'un paquebot ordinaire.

A Dieppe, nous fûmes salués au nom du Gouvernement français et l'on nous emmena visiter quelques-uns des champs de bataille au nord de Paris. Un des cars envoyés à notre rencontre était conduit par l'auteur dramatique Henri Bernstein, qui venait de jouer un rôle important, en accusant M. Caillaux pendant le procès de sa femme. On nous conduisit à Senlis, à Beauvais et en d'autres lieux. La partie basse de Senlis n'était plus qu'une ruine après le bombardement allemand. C'est là que nous avons vu pour la première fois les dévastations causées par la guerre. A Creil, les Français avaient fait sauter le pont pour couvrir leur retraite, et c'est sur un ponton que nous traversâmes le fleuve.

Après avoir parcouru en automobile un pays qui semblait dans quelques régions avoir été abandonné de presque tous les habitants, car nous étions sur le passage de l'avance allemande, nous sommes arrivés à Paris le soir.

Paris lui-même ressemblait à une ville déserte; toute sa gaieté, son entrain et sa vivacité s'étaient enfuis. Le Gouvernement était à Bordeaux, où il s'était réfugié pendant la panique d'août.

L'Elysée, la Chambre des députés, le Luxembourg et tous les ministères étaient fermés et confiés à quelques héroïques gardiens. Le président, les ministres, les députés, presque tous, sauf Clemenceau et Briand, étaient partis. Lorsqu'on lui demanda s'il était d'avis que le Gouvernement quittât Paris, puisque les Allemands étaient presque à ses portes, Clemenceau avait, dit-on, répliqué: « Oui, Paris est trop loin du front ! »

Les jeunes gens de Paris étaient à la guerre; les hommes plus âgés gardaient ses approches, armés de fusils démodés avec de longues baïonnettes. Une grande partie de la population, en particulier dans les quartiers riches, s'était réfugiée dans le Sud, alors que les Allemands se rapprochaient de la banlieue à pas de géants. Les hôtels étaient fermés. Les boutiques qui ne vendaient pas des objets de première nécessité n'avaient pas d'acheteurs, et personne ne regardait leurs vitrines. La population dans les rues, assez clairsemée, paraissait grave et préoccupée. Avant la guerre, les vêtements de la Parisienne ordinaire m'avaient toujours paru plutôt sombres, de même que le costume de la femme anglaise moyenne donne l'impression d'être gris. Mais, ce jour-là, les habits des hommes et les robes des femmes étaient plus noirs que jamais. C'est qu'en effet, la vaillante armée française, pendant les terribles batailles de septembre, avait subi des pertes plus affreuses qu'aucune autre armée du monde en un aussi court espace de temps. Paris était vraiment une ville morne.

Le dimanche matin, à 10 heures, nous remplîmes le but de notre voyage, qui était d'apprendre jusqu'à quel point le Gouvernement français avait organisé l'industrie privée en vue de la production des munitions et comment,

sur la base de l'expérience française, une pareille organisation pouvait être entreprise dans le Royaume-Uni.

Le général Saint-Clair Deville, l'inventeur du fameux canon de 75, avait été autorisé par le Gouvernement français à nous donner toutes les informations et lui et le capitaine Cambefort mirent à notre disposition leur savoir et leur expérience.

Le général Deville nous frappa comme un type splendide du Français calme, rempli d'idées et sérieux. Cambefort parlait l'anglais à merveille et connaissait bien l'Angleterre. (En temps de paix, il était un grand commerçant et manufacturier de Lyon.)

Ils nous expliquèrent les arrangements que les Français avaient faits pour augmenter leurs réserves de canons et d'obus et quelles mesures ils prenaient pour développer la production dans l'avenir.

Le Gouvernement français, dès que la guerre éclata, réunit ingénieurs et usiniers pour utiliser au mieux les usines et les ateliers capables d'assurer le travail de guerre. La grande difficulté était la pénurie d'ouvriers spécialisés, car à la mobilisation on n'avait pas songé à eux et tous les hommes en âge de servir, qui n'étaient pas déjà employés au travail des munitions, étaient partis au front.

Le Gouvernement faisait maintenant de son mieux pour les récupérer, quoique ce fût très difficile, car ils étaient éparpillés dans divers régiments et dans des secteurs différents du front. Pourtant, un certain nombre de ces spécialistes avaient été ramenés à l'arrière. Les entreprises particulières manufacturaient des munitions et la production privée allait augmenter rapidement.

En Angleterre, ce n'est qu'après la formation du Ministère des Munitions, en mai 1915, que l'on songea à récupérer les spécialistes qui avaient été mobilisés dans l'armée territoriale ou dans l'armée de Kitchener. A cette date, beaucoup d'entre eux étaient déjà tombés au cours

d'inutiles batailles, victimes surtout de la pénurie de canons et de munitions qu'ils auraient pu aider à fournir. La production souffrit sérieusement de cette erreur. Le général Deville nous dit que l'Angleterre avait un si grand nombre d'usines splendidement équipées, avec une telle variété de machines, d'ateliers et d'outils, que notre situation était bien meilleure que celle de la France, si nous voulions accroître notre matériel. Il offrit de se mettre à la disposition de notre Gouvernement pour nous informer sur les méthodes de production que le Gouvernement français avait établies. Nous signalâmes cette offre au War Office, mais je n'ai jamais appris qu'on lui ait donné aucune suite. Si le général a répété aux autorités anglaises de l'Etat-Major le conseil qu'il me donna, il n'a pas porté de fruits.

A Paris, je reçus la visite de Lord Robert Cecil, qui était à la recherche du fils de sa sœur, porté comme disparu. Après enquête, il apprit que le jeune homme avait été gravement blessé et transporté avec d'autres, dans le même cas, dans une maison de campagne française. Leurs blessures y étaient soignées, quand les Allemands prirent possession de la demeure. Le traitement de ces plaies n'avait fait que commencer et dans bien des cas l'hémorragie n'avait été que temporairement enrayée. Le docteur qui était auprès d'eux avertit l'officier allemand que déplacer ces hommes, c'était pour eux la mort. Il n'en donna pas moins l'ordre de les empiler dans des autos et les emmena comme prisonniers. Le résultat fut que tous moururent. Supposez qu'il les ait laissés et qu'ils aient guéri, ils seraient retournés au front et auraient contribué à tuer des soldats allemands. Telles sont les alternatives impitoyables de la guerre.

Lord Robert était aussi en train d'arranger des services mortuaires pour les soldats britanniques. Là où c'était possible, on les exhumait et on les enterrait de nouveau, suivant les rites de leur religion. C'était là une tâche som-

bre et triste. Il eût désiré que le Gouvernement anglais envoyât une mission pour cette œuvre. Je lui promis de m'en occuper.

Nous eûmes le privilège d'un entretien avec le général Galliéni, qui était le gouverneur militaire de Paris. C'était certainement une personnalité très remarquable. De toute évidence, il était très malade, il était jaunâtre, contracté et tourmenté. La mort semblait déjà lui arracher peu à peu ses forces. Nous apprîmes dans la suite qu'il souffrait d'une grave maladie interne dont il mourut en 1916.

Pourtant, il était sans peur, résolu et confiant, et venait de contribuer notablement à la victoire de la Marne. Nous discutâmes avec lui à fond toute la situation militaire. Le lundi matin, de bonne heure, nous quittâmes Paris en auto pour Amiens, le G. Q. G. de l'armée française du Nord.

En chemin, nous sommes passés à Montdidier. Les aéroplanes allemands venaient de bombarder la ville, et les fragments de leurs bombes étaient à peine refroidis quand nous arrivâmes. C'est là que, pour la première fois de ma vie, j'entendis les éclatements des obus lancés contre des vie humaines dans une intention meurtrière, et cette première expérience me donna le frisson.

A Amiens, nous nous rendîmes au quartier général du général de Castelnau, un des chefs militaires les plus capables de la guerre. Il avait déjà gagné une grande réputation dans les rudes combats du Grand-Couronné, devant Nancy, où, sous son commandement, les Français avaient repoussé les efforts allemands pour percer ce front dangereux et décisif. Sa personnalité nous impressionna fortement.

C'était un homme de petite stature, au front élevé, aux yeux noirs pleins d'intelligence et d'une attitude tranquille et grave. Je l'accompagnai jusqu'aux lignes françaises au delà de Doullens.

Pendant la route, le général nous expliqua quel avait été le cours de la guerre et comment les choses avaient tourné d'une façon différente que ce que les états-majors des deux côtés avaient attendu et préparé. Il est clair que ni les généraux allemands ni les généraux français n'avaient prévu que la guerre se transformerait en un siège de dimensions colossales.

— Je m'imaginais, dit-il, que nous devions avoir de grandes batailles rangées, avec une quinzaine de jours environ, entre chacune d'elles, pour nous reposer et nous préparer. Mais voilà où j'en suis: j'ai marché avec mes hommes depuis la Lorraine jusqu'à la Normandie, et, depuis soixante-dix-neuf jours et nuits, ils ont combattu sans cesse et combattent encore.

Chose curieuse, ses réponses ne correspondaient pas en général à mes questions, mais elles étaient toujours frappantes. Ainsi, en nous rendant sur le front, nous rencontrâmes une ambulance. Je lui demandai si elle transportait les blessés dans un hôpital derrière les lignes. Il me répondit : « L'homme qui est responsable de tout cela a l'âme d'un démon! »

Il se mit à discuter les pertes, qui avaient été énormes des deux côtés. La garde prussienne, disait-il, avait été anéantie. Les Français aussi avaient perdu beaucoup de braves. Il le déplorait et dit:

— Quand je considère la liste de ces héros, quand j'apprends comment ils sont morts, je pleure en me disant qu'il n'y a pas un de ces hommes qui ne soit plus grand que moi.

Deux de ses fils avaient été tués. Il avait l'habitude de lire à son état-major chaque matin les noms des officiers tombés. Un matin, la liste contenait le nom de son propre fils. Quand il en arriva à ce nom, sa seule marque d'émotion fut un soupir et, la gorge contractée, il le lut; puis il continua calmement jusqu'à la fin de la liste.

Commentant la situation militaire, il devint grave

quand il évoqua l'étreinte dans laquelle les deux armées étaient enserrées et l'impossibilité apparente de la rompre. Je lui demandai combien d'hommes il avait sous son commandement, et il me dit qu'il avait neuf corps d'armée.

— Eh bien! remarquai-je, c'est une plus grande armée qu'aucune de celles que Napoléon commanda dans une seule bataille.

Il répondit, comme se parlant à lui-même :

— Ah! Napoléon! Napoléon! s'il était là parmi nous. Il aurait l'idée de « quelque chose d'autre »!

On lui demanda ce qu'il pensait des chances de la guerre et s'il croyait que les Français réussiraient à chasser l'ennemi hors de France. La réponse de Castelnau fut:

— *Il le faut!*

Les renseignements que me donnèrent le général de Castelnau, et plus tard les généraux Foch et Balfourier, sur la question militaire me laissèrent l'impression que même les chefs français les plus éminents avaient été complètement désorientés par le changement inattendu dans la tactique de l'armée allemande. C'est une guerre de mouvement qu'ils avaient prévue et qu'ils avaient préparée en organisant et en équipant leur armée. Un grand siège où les *soixante-quinze* et les chasseurs à pied ne joueraient qu'un rôle secondaire, voilà vraiment ce qu'ils n'avaient pas imaginé. Ils tentèrent, ici et là, de pénétrer dans la forteresse en terre, et partout ils échouèrent avec de lourdes pertes. Maintenant, ils voulaient « quelque chose d'autre ». Malheureusement pour les Alliés, ils cherchèrent la solution droit devant eux sur le front, et oublièrent de regarder autour, et très loin de là (1).

(1) M. Lloyd George a rectifié plus loin cette opinion en ce qui concerne le général de Castelnau, partisan lui aussi de l'expédition à Salonique. (*Note du traducteur.*)

Le général de Castelnau paraissait très populaire parmi ses hommes, les visitant dans les tranchées, les appelant « Mes enfants » et s'inquiétant de savoir s'ils avaient assez à manger : « Trop », dit un soldat qui regagnait sa place dans la tranchée avec un délicieux pain français sous le bras. On me dit que les hommes étaient tout différents de ce qu'ils étaient au début de la guerre. Ils étaient alors terrifiés par les gros obus et reculaient d'horreur devant les terribles explosifs. Il fallut une main très ferme pour dompter les effets de cette terreur.

Nous apprîmes que le général de Maud'huy, qui avait à ce moment rejoint notre groupe et qui avait la réputation d'être un des plus audacieux des généraux français, avait traité ses hommes d'une façon très énergique. Une section venait de se débander sous le feu de l'artillerie allemande. Le lendemain, le général la fit sortir des tranchées jusqu'à ce qu'elle fût sous les obus. Il ordonna alors aux hommes de s'arrêter et commença à leur faire faire l'exercice après leur avoir signifié que quiconque chercherait à fuir serait immédiatement fusillé. Quand il fut assuré qu'ils étaient accoutumés au feu de l'artillerie, il les ramena à l'arrière.

Je demandai à Maud'huy si cette histoire était vraie. Il sourit et dit:

— Ah! mais je leur ai donné plus tard leur récompense!

— Et laquelle? demandai-je.

— Monsieur, répondit-il, quand nous attaquâmes, je leur permis la prochaine fois d'avancer de deux cents mètres en avant des autres.

— Avez-vous eu de nouvelles difficultés avec le moral de vos troupes?

— Jamais! me dit-il.

Parmi les soldats qui venaient de certains départements français éloignés des frontières allemandes et qui

n'avaient pas le souvenir d'une invasion germanique dans le passé, le moral donna lieu à certaines plaintes. Ces paysans arrachés à leurs champs étaient enclins d'abord à traiter ces combats comme une chose qui intéressait plus particulièrement les gens du Nord. Mais l'esprit des soldats venus de ces régions a été depuis complètement transformé. Ils savent tous que c'est une lutte à mort pour la France, et leur dévouement pour elle fait taire les objections et la peur. J'ai observé le maintien de ces hommes qui avaient passé dans la fournaise ardente. Bien qu'ils fussent calmes et résignés, l'horreur causée par tous ces spectacles était gravée sur les figures de quelques-uns — une horreur que ni l'habitude, ni la résignation n'avaient été capables d'adoucir.

Nous nous rendîmes au quartier général du général Balfourier et j'assistai pour la première fois au bombardement de quelques villages par l'artillerie allemande. Il était continu mais peu intense. Aucune action sérieuse n'était engagée et je n'ai pas de doute que ce jour-là le rapport n'ait été des deux côtés: « Tout est tranquille sur le front. »

Je fis de mon mieux pour m'informer en questionnant le général de Castelnau, le général Balfourier, et tous ceux que je rencontrai, sur le véritable caractère du problème auquel les Alliés avaient à faire face maintenant que l'armée allemande s'était fortement retranchée.

C'était la première fois que je rencontrais le général Foch. Il était d'un type tout autre que le général de Castelnau. Le rôle qu'il avait joué dans la récente victoire de la Marne ajoutait à mon impatience de le connaître. Il correspondait plus à l'idée que les Anglais se font d'un Français: vivace, démonstratif, affirmatif et prodigue de gestes. Il parlait autant avec ses mains et ses bras qu'avec sa langue. Mais, qu'il s'exprimât avec les mains ou la voix, c'était toujours bien et d'une façon

précise. Son large front élevé, son regard pénétrant révélaient un être doué de dons exceptionnels.

Je lui demandai s'il avait quelque message pour le Cabinet britannique. Il me dit:

— Dites-leur qu'il n'y aura plus de retraite.

Je lui demandai si je pouvais annoncer également qu'il y aurait de nouvelles avances. Il fut évidemment rendu perplexe par ma question. Après une pause marquée, il répliqua:

— Cela dépend des hommes et du matériel que vous serez capables de jeter sur la ligne de front.

Il dit que les Belges, devant l'avance allemande, avaient dû battre en retraite. Il leur donna alors cet avis: « Si vous désirez conserver votre patrie, enterrez-vous en elle, et pendez-vous à elle. »

Au quartier général de la division Balfourier, je vis un prisonnier allemand qui venait d'être amené. C'était un homme de la garde prussienne. Il était blessé au bras et souffrait évidemment. Le Lord Chef de la Justice lui parla et apprit qu'il venait de Berlin. Le prisonnier se comporta avec beaucoup de dignité. Il n'était ni sombre, ni communicatif, mais il était évident qu'il éprouvait de la peine. Il avait toute l'apparence d'un homme bien élevé.

— Bon! lui dit le général français. Vous n'avez pas besoin d'être consterné. Vous allez aller dans un hôpital où on vous soignera aussi bien que nos hommes.

— Vos soldats sont bien traités chez nous aussi, répondit l'Allemand.

Le général haussa les épaules.

— En tout cas; dit-il, pour vous, ce n'est plus qu'une question de temps. Quand la guerre sera finie, vous pourrez retourner à la maison.

— Ah! dit le prisonnier avec une profonde mélancolie, la maison, c'est la seule chose qui compte dans la vie.

Je demandai à un jeune officier français qui me gui-

dait sur le front si les histoires des cruautés allemandes envers les femmes étaient vraies. « Non, répondit-il. Ils les laissent tranquilles en général. » Et il ajouta avec un haussement d'épaules cynique: « Ils n'apprécient pas les femmes. »

A ce moment de la guerre, il n'y avait pas encore beaucoup de signes visibles de dévastation. Les centaines de canons de gros calibre qui plus tard démolirent villes et villages et bouleversèrent le sol n'avaient pas encore exercé leur activité ruineuse. La campagne, dans son ensemble, ne présentait pas les marques du pillage et de la destruction. Les paysans travaillaient aux champs, follement, à la portée des obus. J'ai entendu raconter l'histoire d'une femme qui arrachait des pommes de terre, quand un obus éclata tout à côté. Elle s'arrêta, regarda dans la direction et se remit au travail. On avait partout l'impression de gens qui s'installaient avec calme dans un état de choses qui menaçait de durer longtemps. Les habitants de villages bombardés les quittaient pendant le jour, mais y revenaient la nuit pour dormir. Un jour, de bon matin, nous rencontrâmes un vieil homme et une femme qui venaient d'abandonner leur maison, dans un village qui avait été canonné toute la journée. La vieille tenait sous le bras un canard, destiné probablement à leur repas de midi. Ils étaient engagés dans une conversation animée, mais, suivant toute apparence, commentaient la situation avec beaucoup de philosophie.

Lorsque nous eûmes atteint le quartier général anglais, à Saint-Omer, Sir John French venait de partir pour la route de Menin, où quelques coups de canon avaient été signalés. C'était le commencement de la terrible bataille d'Ypres.

CHAPITRE VI

LA LUTTE POUR LES MUNITIONS (Suite).

1. Une politique imprévoyante.

Le Comité du Cabinet avait montré qu'il était opportun de mobiliser plus complètement les ressources industrielles de l'Angleterre pour la production des munitions ; malgré cet avis, le Ministère de la Guerre persista à ne compter que sur les firmes d'armements spécialisées. Si la guerre avait été « finie à Noël », la méthode du Gouvernement aurait peut-être suffi à surmonter nos difficultés. Le 4 décembre 1914, cependant, Lord Kitchener, dans une des rares interviews qu'il accorda à la presse, parla de la possibilité d'une guerre de trois ans ; mais les fonctionnaires du War-Office, à qui il incombait le soin de fournir des munitions aux armées, tardèrent à envisager le caractère et la durée probable de la lutte. Ceci parut clairement au cours des négociations qui s'engagèrent avec l'Amérique pour l'achat de fusils.

Le Ministère de la Guerre décida qu'aucune nouvelle commande de fusils ne serait faite, à moins que la livraison ne fût promise pour le 1er mai 1915.

Je reproduis une lettre que j'écrivis à ce sujet au Maître-Général du matériel de guerre, le 23 novembre 1914:

« Mon cher général von Donop,

« Lord Reading m'a montré les lettres que vous lui avez adressées à propos des commandes de fusils à l'Amérique. Je vois que, à votre avis, si la livraison

n'est pas promise pour le 1er mai, l'armée n'aura pas besoin de fusils en plus de ceux qui vous ont déjà été garantis après cette date. J'avoue que cela me surprend un peu, étant donné les chiffres qui m'ont été fournis par le Comité dont je faisais partie. A moins que vous n'ayez pris des dispositions pour recevoir d'énormes suppléments aux quantités prévues à ce moment par vous, nous nous trouverons sérieusement à court dès le mois de septembre. Nos premiers calculs étaient fondés sur la supposition que les armées de Kitchener seraient limitées aux chiffres sanctionnés par le Parlement. Depuis, le Parlement a ordonné l'enrôlement d'un million d'hommes de plus. Les livraisons de fusils qui vous ont été promises de divers côtés suffiront-elles à équiper ce nouveau million de soldats?

« A mon avis, si vous aviez en Amérique une firme sérieuse, prête à se charger de vous fournir des fusils supplémentaires — même s'ils n'étaient reçus en nombre considérable qu'à la fin de l'année prochaine — il eût valu la peine d'accepter ses services.

« Veuillez me tenir au courant, car j'ai promis à M. Grenfell de lui faire savoir la décision du War-Office sur cette question.

« Sincèrement, votre

« D. Ll. George.

« *P.-S.* — L'Association Centrale du Corps des Volontaires, tout récemment sanctionnée par le Ministère de la Guerre, aura besoin de fusils. Elle compte déjà environ 200.000 hommes, et, d'après les prévisions du Ministère de la Guerre, ce chiffre pourrait s'élever à un million. »

Je n'ai pas souvenir d'une réponse à cette lettre, mais le Maître-Général du matériel de guerre me parla probablement de cette question quand il me vit.

Cette impuissance à concevoir les proportions de la

guerre dans laquelle nous nous étions engagés et à prévoir les quantités d'armements et de munitions qui seraient nécessaires, caractérisa le War-Office pendant ces premiers mois. Lorsqu'on découvrit, en décembre, que les livraisons de munitions promises par les principaux fournisseurs n'étaient pas faites, on ne supposa pas que le système de production était en défaut. Les fournisseurs avaient été trop optimistes dans leurs calculs, les sous-traitants, assaillis par des difficultés imprévues, n'avaient pu réussir. Dans ces échecs, le Ministère de la Guerre vit une preuve de la théorie qu'il soutenait: les difficultés techniques de la fabrication des armements décourageaient les industriels ordinaires et ne pouvaient être surmontées que par les firmes déjà établies.

En conséquence, le War Office eut recours au Ministère du Commerce pour établir un projet qui affectait des ouvriers expérimentés travaillant dans d'autres industries du pays aux usines de munitions déjà établies.

En ce qui concerne son but initial, ce projet fit fiasco, mais il eut un effet que ses auteurs n'avaient pas prévu: il contribua à mettre fin au système du Ministère de la Guerre qui consistait à traiter exclusivement avec les fournisseurs traditionnels. Lorsqu'on pressentit les firmes indépendantes sur le déplacement de leurs ouvriers, la plupart des directeurs protestèrent qu'ils travaillaient déjà pour le Gouvernement en qualité de sous-traitants, ou fournissaient des matériaux à des firmes qui avaient conclu des sous-traités. Ceux qui ne faisaient rien de ce genre montrèrent une très grande répugnance à céder leurs meilleurs ouvriers à des établissements privés, et offrirent à la place d'entreprendre eux-mêmes la production des munitions.

Ces discussions avec les patrons eurent lieu pendant les deux premières semaines de janvier 1915. Sir H. Llewellyn Smith, du Ministère du Commerce, examinant

leur maigre résultat dans une note datée du 23 janvier, remarque :

« J'ai donc été amené à la conclusion suivante: si le travail que peuvent fournir les chômeurs anglais et belges ne suffit pas à la production des armements, il faut en premier lieu s'assurer d'une façon précise de la quantité de travail supplémentaire qui peut être attribuée aux autres usines, soit par l'intermédiaire des firmes d'armements, soit directement; il faut aussi distribuer ce travail avec bon sens, afin de profiter le mieux possible du matériel et de la main-d'œuvre disponibles. »

La collaboration du Ministère du Commerce eut une conséquence appréciable : on décida le maître-général du matériel à approuver la proposition suivante: désormais, les firmes seraient informées par les Bourses du Travail qu'elles pouvaient présenter une requête afin d'obtenir un contrat de fourniture pour l'armée si, après examen, on les trouvait capables de se charger de ce travail.

Au cours des premiers dix-huit mois de guerre, environ 11.000 firmes furent ainsi examinées par l'intermédiaire des Bourses de Travail.

Ceci amena le Ministère du Commerce à faire des plans pour l'inspection des usines; ce projet, cependant, échoua, car la Fédération des Industriels, qui devait y jouer un rôle actif, mit en avant, pour se récuser, l'absence de tout renseignement précis sur les genres de contrats que le Ministère de la Guerre pourrait offrir. Le Ministère de l'Intérieur décida un recensement des machines qui fut exécuté en mars par les inspecteurs d'usines et communiqué au War Office. Toutefois, aucun progrès sérieux ne fut accompli dans la pleine utilisation des ressources de l'Angleterre.

2. Augmentation de la pénurie d'obus.

Dans un mémorandum envoyé le 9 janvier 1915 au Grand Quartier Général du Corps expéditionnaire, Lord Kitchener expose la situation avec une franchise qui dut décourager le commandant en chef de l'armée anglaise en France:

« Il est impossible, à l'heure actuelle, d'envoyer une quantité suffisante d'obus, et dans les proportions que vous jugez nécessaires pour l'offensive. On s'efforce, dans tous les pays du monde, d'obtenir une quantité illimitée de munitions, mais, comme vous ne l'ignorez pas, le résultat est encore loin d'être suffisant pour alimenter en vue d'opérations offensives les nombreux canons que vous avez maintenant en votre possession.

« Vous avez fait remarquer que les opérations offensives, dans les nouvelles conditions créées par cette guerre, exigent une énorme dépense de munitions, qu'il faut estimer pendant dix ou vingt jours à cinquante ou cent coups par canon et par jour; et que si on n'a pu accumuler des réserves de cette importance, il serait imprudent de s'embarquer dans de grandes offensives contre les tranchées ennemies. Il est presque impossible, bien entendu, de calculer avec précision combien de temps une offensive une fois entreprise pourra durer avant que son objectif soit atteint. Mais il est évident que si le manque de munitions, et non une suspension d'armes causée par un succès ou par une pause utile, arrêtait ces opérations avant la fin, nos troupes pourraient essuyer un sérieux revers. »

Ni ce mémorandum ni son objet ne furent communiqués au Conseil des Ministres (1). Il ne s'agissait pas seulement, à ce moment-là, de fournir en suffisance des

(1) Pendant la première semaine de la bataille de la Somme nous avons eu trois fois et demie plus de canons que le premier janvier 1915 et l'artillerie qui a pris part à la bataille a envoyé pendant cette semaine 237 coups par canon et par jour.

obus pour une offensive, mais simplement de répondre aux bombardements allemands sur nos tranchées. Aucune opération offensive n'a été entreprise avant le mois de mars suivant et celle qui eut lieu fut très limitée. La vérité, c'est que les nouvelles venues du front prouvaient avec évidence que notre pitoyable ravitaillement en obus ne nous permettait même pas le simulacre d'une défense par l'artillerie. Durant janvier et février, les télégrammes que le Grand Quartier Général anglais envoya au maître-général du matériel de guerre répétèrent toujours le même refrain:

« Stock de munitions presque épuisé... » « Quantité reçue tout à fait insuffisante... » « Prière d'envoyer munitions le plus tôt possible. »

Le 21 janvier, le général Von Donop écrivait au chef de l'Etat-Major installé en France:

« Il m'est absolument impossible de vous indiquer la date à laquelle vous recevrez les canons et les munitions. »

Ces renseignements que j'arrivais à me procurer malgré la réticence des autorités militaires augmentaient mon inquiétude déjà très vive. Quatre jours plus tard, le 22 février 1915, je fis donc parvenir un mémoire au Conseil des Ministres. Il contenait quelques considérations sur la manière dont la guerre était conduite. En voici un passage:

« La première et la plus grande difficulté est l'armement. Le nombre d'hommes que nous pourrions envoyer sur le champ de bataille est sérieusement limité par la production des canons et des fusils. Sous le rapport des effectifs, nous avons un grand avantage. Comparés aux Allemands, nous sommes dans une condition défavorable sous le rapport du matériel, mais nous avons la supériorité à d'autres points de vue. Examinons d'abord nos désavantages: Même au début de la guerre, les Allemands et les Autrichiens ont eu beaucoup plus de matériel et des usines plus vastes pour la production que les

Alliés; ils ont, sans aucun doute, mieux employé leurs ressources industrielles pour accroître le rendement. L'Allemagne est le pays le mieux organisé du monde et cette organisation porte ses fruits.

« Voilà les désavantages. Parlons maintenant de notre supériorité. Les Alliés ont à leur disposition des ressources industrielles immensément supérieures à celles de l'Allemagne et de l'Autriche. Dans ce calcul, la Russie compte à peine, mais les usines que possèdent la France et l'Angleterre sont au moins égales à celles de l'Allemagne et de l'Autriche, et, comme les mers nous sont ouvertes, nous pouvons plus facilement obtenir des matières premières. De plus, nous pouvons avoir recours à toute l'Amérique qui est le plus grand pays industriel du monde, et au Japon.

« Je crois que la France a fait un effort qu'elle ne peut guère dépasser. Elle a maintenant interdit la vente de l'absinthe, ce qui aura un effet appréciable sur la productivité de ses ouvriers. Elle fait donc tout ce qu'elle peut pour le succès final. Je ne crois pas que l'Angleterre ait encore donné la mesure de ce qu'elle peut faire dans l'augmentation de l'armement. De grandes choses ont été accomplies ces derniers mois, mais je crois sincèrement que nous pourrions doubler l'effet de notre énergie si nous organisions parfaitement nos usines. Toutes les industries anglaises doivent être employées à la production du matériel de guerre. Il faut préparer la population à subir toutes sortes de privations et même de souffrances tandis que cette opération s'accomplit. Quant à l'Amérique, je suis certain, d'après les renseignements que j'ai eus, que nous n'avons encore reçu qu'une petite partie des immenses réserves qu'elle peut mettre à notre disposition.

« Une attention toute particulière doit être accordée à l'outillage indispensable à la fabrication des fusils et des canons. J'apprends qu'il faut des mois pour faire ces machines, mais, quand bien même elles ne seraient prêtes

qu'en septembre, toutes nous seront nécessaires (1). Ma première idée serait donc de nous accorder un pouvoir illimité, à moins que nous ne le possédions déjà, — ce qui est, je crois, le cas, — pour mobiliser toute notre force industrielle afin de produire le plus tôt possible du matériel de guerre. J'ai toujours pensé que la disposition complète que nous avons des chemins de fer nous donne les pouvoirs nécessaires sans avoir recours à la législation. Mais des lois qui nous permettraient de réquisitionner toutes les usines du Royaume-Uni et, au besoin, de venir à bout des difficultés ou de l'insuffisance de la main-d'œuvre, fortifieraient sans aucun doute notre action. Nous pourrions même nous attribuer le droit de fermer complètement les cabarets aux alentours des manufactures d'armements. Quant à nos droits sur les chemins de fer, j'ai proposé d'en faire usage voici quelque temps au War-Office. Je ne sais jusqu'à quel point il l'a fait. »

A cette époque, le département du matériel avait manœuvré les politiciens importuns qui se mêlaient du problème des munitions. Le Comité des Munitions, organe du Cabinet, n'existait plus. Il s'était réuni pour la dernière fois le 1er janvier 1915. Le Cabinet supposait que le Ministère du Commerce organisait entièrement la main-d'œuvre spécialisée nécessaire à la fabrication. En réalité, il se conformait à la politique du War Office et il essayait toujours sans succès d'exécuter son plan pour déplacer les ouvriers expérimentés des usines et des ateliers qui ne collaboraient pas à l'œuvre de guerre et les mettre dans les firmes d'armements officielles.

(1) Sans les machines et les manomètres nécessaires, les manufactures ne pouvaient se mettre au travail. Ces machines supplémentaires ne furent commandées en quantités appréciables que six mois plus tard, après le grand projet qui avait suivi la Conférence d'artillerie de Boulogne. Ce fut une des premières mesures prises par le Ministère des Munitions.

Le War-Office semblait fermer soigneusement les yeux devant l'immense tâche qui s'offrait à lui. Notre armée voyait approcher avec consternation la campagne d'été, sachant que ses réserves de munitions étaient insuffisantes et que l'avenir ne promettait aucune amélioration.

Le vendredi 5 mars 1915, une conférence eut lieu à Downing Steet. Le Président du Conseil, Lord Kitchener, moi-même, le général von Donop, M. M'Kenna, Lord Crewe, Sir George Gibb et Sir George Askwith y assistaient. M. Balfour a parlé de cette conférence dans une lettre que je reproduirai plus loin. J'insistai de nouveau pour qu'on utilisât mieux les industries existantes; j'attirai en particulier l'attention sur la nécessité d'activer la fabrication des fusils, car beaucoup de nos soldats dans les camps d'entraînement n'avaient pas de fusils pour s'exercer. Lord Kitchener et le général Von Donop semblaient avoir confiance dans l'avenir; ils espéraient que nous aurions environ deux millions de fusils au commencement de 1916. Quand je remarquai que la Chambre des Communes avait déjà voté l'enrôlement de trois millions d'hommes, Kitchener fut déconcerté; il déclara qu'on n'avait pas encore prévu l'armement militaire — canons, munitions, etc. — nécessaire pour une telle armée.

La conférence décida qu'une enquête serait faite afin de rechercher s'il existait des machines inemployées qui pourraient produire du matériel de guerre; on demanderait aussi à Lord Kitchener de calculer quelles étaient les munitions nécessaires à une armée de 3 millions d'hommes.

3. Echange de lettres avec M. Balfour.

Lorsque le Comité des Munitions disparut, en janvier, il n'y eut plus aucun instrument efficace pour

aiguillonner les fonctionnaires du War-Office sur cette question essentielle ou pour exécuter la besogne qu'ils ne faisaient pas.

Quelque temps avant la Conférence du 5 mars, je m'étais mis en contact avec M. Balfour, qui était un membre du Conseil de la Guerre et du Comité de la Défense impériale. M. Asquith l'avait conservé à ces organes pour mettre son expérience et ses conseils au service de l'intérêt national. De temps en temps, je lui avais confié mes craintes sur la situation; je lui avais en particulier fait comprendre que le retard à procurer aux soldats les moyens de défense nécessaires venant du War-Office, qui refusait de se servir de toutes nos ressources industrielles. J'avais une confiance aveugle en son patriotisme et une grande admiration pour ses dons intellectuels. Il connaissait bien ses généraux. Il n'avait pas oublié leur incompétence satisfaite qui l'avait tant fait souffrir pendant la guerre du Transvaal et leurs bévues qui avaient aidé à discréditer son administration.

En revenant de la Conférence, je reçus de lui la lettre suivante:

« 4 Carlton Gardens
« Pall Mall S. W. I.

« 5 mars 1915.

« Mon cher Chancelier de l'Echiquier,

« Je sais que vous ne vous offenserez pas que j'aie dicté cette lettre, car mon écriture est plutôt une épreuve pour mes correspondants.

« J'espère instamment que vous ne vous désintéresserez pas de la question dont nous avons parlé avant-hier. Outre les difficultés de main-d'œuvre, la situation me semble très peu satisfaisante; si vous ne vous chargez pas

d'organiser les ressources industrielles de notre pays en ce qui concerne l'armement militaire, je ne vois pas qu'on puisse attendre quelque amélioration. Il est bien vrai, j'en ai peur, que les services des contrats au War-Office ont rejeté délibérément l'occasion qui leur a été offerte, voici quelque temps, d'obtenir l'usine nécessaire pour fabriquer des fusils. Ils supposaient, les pauvres gens, qu'ils en avaient bien assez!

« Je n'arrive pas à comprendre comment nous en avons assez pour nos besoins, sans parler de ceux des Alliés. En dehors de ce que nous pouvons acheter à l'étranger, notre production, je le sais, est très insuffisante pour nous. Nous fabriquons environ 45.000 fusils *neufs* par mois et nous enrôlons 60.000 hommes par mois; beaucoup de nos jeunes soldats n'ont pas d'armes.

« Lord K... me semble cependant plus occupé de la question des obus que de celle des fusils.

« Tout le monde semble reconnaître qu'on pourrait sans difficulté faire autant de douilles *métalliques* d'obus que nous en pouvons désirer. Ce sont les *fusées* qui présentent une grosse difficulté. Or, qui pourra m'affirmer qu'avec une organisation appropriée, il est matériellement impossible d'accroître sensiblement la production des fusées? Cela se peut; mais je n'ai pas du tout envie de le croire sur l'autorité des gens du Service du Matériel au War-Office. Ce sont des hommes admirables, ils font un travail magnifique, mais l'éducation qu'ils ont reçue ne leur permet pas d'exploiter avec succès les ressources industrielles de l'Angleterre.

« A ce sujet, je ne puis m'empêcher d'être surpris de l'attitude du Ministère des Affaires étrangères de Russie. Les Russes ne se contentent pas de montrer de l'indifférence à l'augmentation des armées alliées par l'adhésion de nouveaux Etats à l'Entente; cette augmentation paraît leur déplaire positivement. Cela serait très compréhensible s'ils possédaient eux-mêmes des armées bien

équipées d'une force écrasante. Mais s'ils sont aussi mal pourvus que nous le supposons dans nos heures de pessimisme, leur présomption est vraiment stupéfiante.

« Pour ma part, j'aimerais voir les Grecs occuper Smyrne et le pays environnant. Cela pourrait décider les Italiens, et ce serait une raison de plus pour ne pas employer les Grecs à Gallipoli. Je ne comprends pas très bien pourquoi l'Amirauté a manifesté un tel désir de leur aide ; le plan qui consiste à débarquer une grande armée dans la presqu'île et à combattre les Turcs pas à pas me paraît complètement absurde. Puisque la seule voie par laquelle les approvisionnements arrivaient aux Turcs est en partie détruite et réellement prise en enfilade par nos cuirassés, nous pouvons nous permettre, me semble-t-il, de laisser la garnison de Gallipoli cuire dans son jus — pourvu que les cuirassés puissent, sans aide, réduire les forts un à un, comme nous l'assure l'Amirauté (1).

« Je n'avais pas l'intention de vous tourmenter avec toutes ces questions; je vous écrivais simplement pour vous prier de faire tous vos efforts pour donner au War-Office l'aide des industriels indépendants.

« Sincèrement votre

« Arthur James BALFOUR. »

Avant de recevoir cette lettre, j'avais écrit en ces termes à M. Balfour:

(1) Je ne partage pas l'opinion de M. Balfour sur la possibilité de réduire le Détroit sans occuper Gallipoli. Si nous avions confié cette tâche aux Grecs au début de la guerre, nous aurions évité toutes les difficultés qui eurent lieu plus tard.

« 6 mars 1915.

« Cher Monsieur Balfour,

« Hier, nous avons eu une séance sans caractère officiel pour discuter les difficultés de main-d'œuvre sur la Clyde et sur le Tyne. Le Président du Conseil et Lord Kitchener y assistaient, ainsi que M'Kenna, Sir George Gibb et Sir George Askwith, mais l'Amirauté n'était pas représentée. Après avoir réglé le débat soulevé par la grève sur la Clyde, nous avons discuté la grave question des munitions de guerre.

« Von Donop nous a assuré que la situation était satisfaisante en ce qui concernait les fusils. Il affirme qu'à la fin de septembre il pourra fournir aux hommes actuellement dans les camps d'entraînement des fusils de tous genres. Cet armement comprendra des fusils révisés; il comprendra aussi 130.000 à 140.000 fusils qui, d'après Von Donop, ne valent pas la peine d'être révisés, mais sont assez bons pour tuer des Allemands.

« Si le recrutement continue au train actuel, nous pourrons donner des fusils à toutes nos nouvelles troupes au début de février de l'année prochaine; je veux bien admettre l'opinion optimiste de Von Donop sur la production. Pour le moment, on fait 30 ou 40.000 fusils par mois, et Von Donop peut dire à bon droit qu'on est à l'avance sur le temps fixé par les contrats. Il espère augmenter peu à peu la production jusqu'à ce qu'elle atteigne 100.000 pièces par mois en septembre et 155.000 par mois en décembre. IL NE PEUT ALLER PLUS VITE, MAINTENANT, PARCE QU'IL FAUT NEUF MOIS POUR CONSTRUIRE L'OUTILLAGE ET LES MACHINES NÉCESSAIRES A LA FABRICATION D'UN FUSIL. Si cet outillage avait été commencé l'année dernière, en août, nos fusils auraient été prêts pour nos nouvelles armées en juin et non en septembre; cette différence a une importance capitale, car les

chiffres actuels signifient que nous ne pourrons envoyer toutes nos nouvelles troupes sur le champ de bataille avant la fin de l'été. Les statistiques sont plus satisfaisantes que je ne l'espérais, mais elles ne permettent pas d'envisager l'envoi d'un seul fusil aux Alliés, et c'est le côté le plus grave de la situation. Les Russes, comme vous le savez, sont déplorablement à court de fusils; ils sont plus riches en obus (1).

« Une fois de plus, nous avons décidé hier de prendre les mesures industrielles que nous avions adoptées en octobre et que jusqu'à ces derniers temps nous pensions bel et bien effectuées.

« Le War-Office reconnaît qu'il a manqué d'obus, de balles et de fusées ; il reconnaît aussi qu'il ne peut rien faire cette année pour venir en aide aux Alliés. Cet aveu est presque désastreux et rend bien sombre la perspective des douze mois de guerre qui vont venir. Une seule chose pourrait arranger la situation: placer à la tête du nouvel organe exécutif un homme énergique et intrépide qui ne se laisserait ni cajoler ni duper par Von Donop, ni intimider par personne.

« Je regrette sincèrement que vous n'ayez pas assisté à cette séance. Il faut imposer ces idées à l'attention du War-Office; le simple fait que cela est nécessaire au bout de huit mois de guerre est en lui-même une critique de l'organisation de ce Ministère. C'est une tâche fort désagréable à entreprendre et j'ai le regret de dire que j'ai très peu d'appui. Il est indispensable que votre influence et votre autorité ajoutent leur poids à notre pression.

« Dans la séance ajournée, Kitchener présentera d'autres chiffres. J'espère qu'elle aura lieu au début de la semaine et que vous pourrez y assister. L'ISSUE DE LA

(1) Le Ministère de la Guerre avait caché au Conseil des Ministres tous les renseignements sur la grave pénurie d'obus du front oriental.

GUERRE DÉPEND D'UNE ACTION ÉNERGIQUE IMMÉDIATEMENT ENTREPRISE POUR ORGANISER NOS RÉSERVES INDUSTRIELLES AFIN D'ACCROITRE LA PRODUCTION, NON SEULEMENT POUR NOUS, MAIS ENCORE POUR NOS ALLIÉS.

« Pendant la discussion d'hier, il a été supposé que l'Angleterre ne pouvait rien faire pour aider la Russie et que l'armement de nos nouvelles armées absorberait toutes nos forces et tout notre temps d'ici la fin de l'année.

« Sincèrement votre,

« D. LL. GEORGE. »

4. D. O. R. A. et munitions.

Le 9 mars 1915, quatre jours après la conférence que je viens de décrire, je présentai à la Chambre des Communes un projet de loi pour modifier et étendre les clauses du Defence of the Realm Act (Acte de la Défense du Royaume) (D. O. R. A.).

Ce fut la troisième édition du D. O. R. A. qui était destinée à accroître grandement les pouvoirs des autorités pour assurer la production des munitions.

Le premier « Defence of the Realm Act » avait été adopté le 8 août 1914; il donnait au Gouvernement de Sa Majesté des pouvoirs étendus pour diriger les affaires dans la situation créée par la guerre; le second, voté le 28 août 1914, élargit ces pouvoirs, y compris celui de surveillance sur les usines d'armements et leurs ouvriers.

Le troisième D. O. R. A. augmentait encore le droit de contrôle; il permettait ainsi au Gouvernement de prendre la direction de n'importe quelle usine ou atelier, de s'en servir, de vérifier ses procédés et son rendement, au besoin de transporter ailleurs son matériel, de réquisitionner des locaux vides pour loger les ouvriers occupés aux travaux de guerre; enfin d'annuler tout contrat qui gênait les firmes produisant du matériel de guerre.

Les pouvoirs accordés au Gouvernement par cette nouvelle loi lui donnaient plus de force pour des négociations ultérieures avec les firmes et les ouvriers. Si ces pouvoirs avaient été résolument et intelligemment appliqués, sans perte de temps, ils auraient pu aider à résoudre quelques-unes des plus graves difficultés qui se dressaient alors devant nous. Le Ministère du Commerce fit une tentative pour les appliquer en prenant la direction des usines d'armements; il espérait ainsi mettre fin aux bénéfices excessifs des industriels qui créaient un grave mécontentement chez les ouvriers; ceux-ci sentaient, en effet, non sans raison, qu'en leur demandant avec insistance de faire preuve de bonne volonté, on leur avait demandé en réalité d'accroître la richesse des profiteurs de guerre. Mais les négociations à ce sujet échouèrent; plus tard, je m'occupai moi-même de cette question en incorporant dans les Actes sur les Munitions des clauses concernant les bénéfices exagérés.

Au cours des discussions sur le projet de loi, M. Bonar Law fit à ce propos des observations très utiles. Il commença par remarquer:

« ...Je tiens à dire tout de suite que les pouvoirs que nous sollicitons maintenant sont probablement les plus absolus qui aient jamais été demandés à une Chambre des Communes. Ils permettent au Gouvernement d'aller dans n'importe quelle usine pour donner des ordres ou formuler des interdictions, ou pour dire que les machines ne rendent pas autant qu'elles le devraient et que nous allons les emporter et les faire servir à un autre usage. »

Le Chancelier de l'Echiquier : « Au matériel de guerre. »

M. Bonar Law dit ensuite que le fait seul que le Gouvernement demandait des pouvoirs si absolus et présentait avec tant de précipitation le projet de loi était pour lui une cause d'anxiété; puis il continua dans ces termes:

« ...J'ai dit dans cette Chambre, lundi dernier, que je

doutais que, à un certain point de vue, le Gouvernement eût fait tout ce qu'il pouvait pour mettre fin à la guerre. J'ai exprimé ce doute. Je n'avais aucune certitude et je n'en ai pas davantage maintenant; mais je craignais que nous ne manquions de projectiles ou d'autres munitions de guerre; j'ai dit que s'il en est ainsi après sept mois de guerre, dans un pays qui est la plus grande puissance industrielle du monde et qui possède toute facilité d'adapter toute forme d'industrie à une autre — que si vraiment cette pénurie existe, je ne crois pas qu'on ait tiré le meilleur parti possible des ressources industrielles de l'Angleterre. Je ne puis comprendre pourquoi, si ce projet de loi est nécessaire aujourd'hui, sa nécessité n'aurait pu être prévue en août ou en septembre et pourquoi il n'aurait pas été déposé à ce moment. »

Cette citation montre que l'incapacité du Ministère de la Guerre à utiliser le mieux possible nos ressources industrielles causait une inquiétude qui commençait à se répandre. Ce fut au cours de cette discussion que je prononçai ces paroles:

« Le Gouvernement est à la recherche de l'homme d'affaires excellent, énergique, de l'homme « qui pousse et qui passe » et qui peut nous tirer d'affaire. »

Cette expression eut du succès et le public attendit anxieusement l'arrivée de l'homme « qui pousse et qui passe ». Lord Kitchener fit plusieurs expériences pour satisfaire ce désir.

Le projet de loi fut adopté à l'unanimité sans discussion. Le Service du matériel ne pouvait se plaindre de manquer des moyens nécessaires pour utiliser les ressources industrielles de l'Angleterre. Les fonctionnaires, cependant, ne manifestèrent aucun empressement à exploiter ces nouveaux pouvoirs en employant les usines non consacrées à l'armement à produire du matériel de guerre. Je demandai donc au Premier Ministre de convoquer une autre réunion pour discuter de nouveau la

situation. A cette assemblée, on décida de nommer une Commission spéciale qui chercherait à résoudre le problème. Le 22 mars, la Commission se réunit et traça les grandes lignes d'un plan. Le Président du Conseil m'écrivit à ce propos la lettre suivante:

« 10 Downing Street
« Whitehall S. W.

« 22 mars 1915.

« Mon cher Chancelier de l'Echiquier,

« Au sujet des discussions de cet après-midi et des conclusions auxquelles nous sommes arrivés, je désire vous soumettre une ou deux observations supplémentaires:

« 1° Je crois, après réflexion, que dans l'ensemble notre plan est bien construit;

« 2° Il est indispensable pour l'exécuter de s'assurer la bonne volonté de Kitchener;

« 3° En ce qui concerne la composition de la Commission proposée, je crois que (du côté politique) en plus de vous et de A. J. B., vous devriez avoir un financier de profession, Montagu, par exemple;

« 4° Avec vos deux (plus ou moins capables) hommes d'affaires, supposons Grant et Arthur Pease (sur lesquels vous prendrez, j'espère, d'autres renseignements), vous devez avoir — dans ce que Balfour appelle une session — *deux* représentants du War-Office et de l'Amirauté. Les représentants de l'Amirauté pourraient être Black et peut-être Hopwood. Ceux du War-Office, Von Donop et Sir Charles Harris (celui-ci est vraiment un homme de valeur). Vous pourriez me dire ce que vous pensez de ces suggestions au Conseil ou après.

« Toujours, votre

« H. H. A. »

Mais, le 25, Lord Kitchener écrivit au Premier Ministre et demanda que la Commission fût soumise à diverses conditions très rigoureuses: elle ne devait s'occuper d'aucune firme régulière d'armements; elle ne devait pas faire de contrats avec des firmes qui avaient déjà conclu des traités ou des sous-traités avec le War-Office ; elle ne devait pas employer la main-d'œuvre des firmes qui pouvaient être à l'avenir inscrites au War-Office comme sources possibles de ravitaillement en matériel de guerre. En un mot, pour être acceptable, la Commission devait être un corps absolument sans pouvoir qui servirait de conseiller au War-Office — tout conseil pertinent et utile étant rejeté d'avance.

M. Balfour, à qui cette lettre fut montrée, m'écrivit:

« ...Je ne puis m'empêcher de penser que K... comprend imparfaitement le problème qui se dresse devant lui depuis sept mois.

« Je ne crois pas que vous obtiendrez gain de cause par correspondance. Le seul moyen est de discuter directement avec K..., bien que je n'ignore pas combien il est difficile de réussir la manœuvre... »

Mais aucune discussion ne put décider le Ministre de la Guerre à convenir que cette Commission devait avoir de vrais pouvoirs exécutifs. Sa constitution dans l'ensemble était celle d'un corps consultatif. Les débats qui aboutirent à cette conclusion assez molle occupèrent trois semaines. Au cours de ces débats, feu M. Edwin Montagu, homme doué d'une clairvoyance exceptionnelle et qui saisissait les réalités, présenta un mémoire très vif. Cet exposé vaut la peine d'être lu, car il est un témoignage des difficultés rencontrées dans les pourparlers avec le War-Office.

« Au Premier Ministre,

« Le Chancelier de l'Echiquier, M. Balfour et moi, nous devons rencontrer Von Donop et Booth cet après-midi, mais je veux vous exposer d'abord en quelques mots la situation telle que je la vois.

« Vous pouvez envisager alternativement deux Commissions ou deux genres de Commission. D'un côté, vous pouvez laisser directement responsable des munitions de guerre Lord Kitchener, travaillant par l'intermédiaire des divers hommes qu'il réunit dans ce dessein. Vous pouvez placer tous les contrats, toutes les chances d'utiliser les ressources individuelles, l'initiative, l'énergie et la largeur de vue dans les mains de Von Donop et d'un secrétaire d'Etat surmené qui avoue de temps en temps qu'il est incompétent parce qu'il ignore la situation en Angleterre. Si vous prenez ce parti, Lord Kitchener accueillera avec joie une Commission pour lui dire qu'elle fait fausse route. Ni lui ni ses subordonnés ne seront obligés d'accepter les conseils d'un organe qui n'aura ni responsabilité ni volonté et, je n'hésite pas à le dire, subira le même destin que votre Comité du Cabinet de septembre dernier. Vous pouvez nommer une telle Commission, mais je suis certain qu'elle n'intensifiera pas la production des munitions et que ni le Chancelier de l'Echiquier, ni M. Balfour, ni personne n'ayant pas de temps à perdre ne voudront en faire partie.

« Ce n'est pas à moi à proposer une explication de la répugnance éternelle, fanatique et mesquine que montre le War-Office à acheter des fusils ou à augmenter la production des munitions; mais les faits suivants prouvent que la solution suggérée plus haut est fort peu satisfaisante.

« 1° Lord Kitchener, comme il le dit, ne sait rien du problème;

« 2° Lord Kitchener est surmené;

« 3° Lord Kitchener avoue que mieux aurait valu demander conseil au Comité des Munitions en septembre (cependant il ne l'a pas fait) ;

« 4° Lord Kitchener contemple avec une satisfaction absolue des chiffres qui ne *signifient rien,* à moins qu'on ne puisse recruter des ouvriers; il regarde avec une joie sans bornes des machines achetées aux frais du Gouvernement et qui, faute de main-d'œuvre, sont inutiles; il table sur un maximum de 350.000 obus par mois, maximum qu'on est encore loin de pouvoir atteindre. Si l'on suppose qu'il faut 100 canons à un corps d'armée et 17 obus par jour à chaque canon, 1.700 obus sont donc nécessaires par jour, par corps d'armée, ou 51.000 obus par corps d'armée par mois, ce qui signifie que 350.000 obus subviendront aux besoins de 7 corps d'armée, et nous parlons d'une armée d'un million d'hommes.

« Au contraire, vous pouvez nommer dès maintenant une Commission compétente qui sera responsable du manque de munitions et qui essaiera d'infuser une nouvelle énergie à Von Donop, puisque Lord Kitchener n'y a pas réussi. Cette Commission, quel que soit son système de dévolution, aura à décider à l'avenir de tous les contrats conclus pour les munitions nécessaires à l'armée.

« Il sera peut-être inutile de lui donner un mandat précis, car Lord Kitchener peut être sûr qu'elle n'aura qu'un but : accroître la production des munitions. Elle ne demandera qu'une chose : l'assurance que le War-Office ne continuera pas à la bafouer, à la duper, à négliger ses conseils et à agir sans tenir compte d'elle. La Commission ne peut se contenter d'exister: il lui faut aussi des pouvoirs. Elle demandera que Kitchener renonce à cette partie de ses fonctions et soit représenté par Baker, Von Donop et Booth. Kitchener ne veut pas entendre parler d'une telle Commission; il le

prouve par ses continuelles objections et ses tentatives répétées pour en empêcher la formation.

« Puisque cette lettre est privée, vous me permettrez de dire, j'en suis sûr, que je considère très offensante pour vous sa façon d'agir à l'égard de vos suggestions sur le fonctionnement de la Commission; il les a, en effet, acceptées lorsque vous les lui avez envoyées après qu'elles eurent obtenu l'approbation du Chancelier de l'Echiquier; puis, dans son propre rapport, il a ajouté des mots qui la rendent parfaitement inutile, si on considère le but que vous poursuiviez avec le Chancelier de l'Echiquier. Vous stipuliez que la Commission collaborerait à tous les nouveaux contrats; il vous a fait stipuler que la Commission collaborerait à tous les nouveaux contrats relevant de sa compétence. C'est transformer une proposition pratique en une bouffonnerie dépourvue de sens.

« C'est pourquoi j'ai vraiment l'impression qu'il existe une différence fondamentale que vous seul pouvez faire disparaître. Cette responsabilité vous incombe maintenant. Kitchener ou George: l'un des deux systèmes doit l'emporter. Si vous choisissez le premier système que j'ai indiqué, fort bien! alors le projet échoue et Kitchener laisse l'armée anglaise cuire dans son jus. Si vous choisissez le second, Kitchener est relevé de sa responsabilité qui échoit à George et à Balfour, et, par ricochet, George négocie à son gré avec les producteurs de munitions de guerre.

« J'affirme très respectueusement que la situation est grave et que les retards ne l'améliorent pas; si vous pensez que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, si Kitchener a la liberté d'agir à sa guise, je n'ai plus rien à dire. Si vous jugez que la situation exige que la proposition de George soit exécutée, il faut alors que vous imposiez votre volonté à Kitchener; je suis sûr, en effet, que cette différence de principe qui a une impor-

tance si capitale ne peut être réglée que par la soumission de l'un ou de l'autre à vos désirs. »

Le Premier Ministre se décida, semble-t-il, pour un compromis qui se trouva être impraticable. La première réunion de la Commission eut lieu le 12 avril 1915, trois semaines après que le Conseil de la Guerre l'eût nommée pour raisons d'extrême urgence. Elle se réunit encore cinq fois entre cette date et le 13 mai. Lorsque le Gouvernement fut remanié, à la fin de mai, le Ministère des Munitions fut formé et se chargea des fonctions de la Commission.

Cinq jours avant la première séance, Lord Kitchener avait constitué au War-Office une « Commission de Production des Armements », avec l'aide de M. George M. Booth, de la firme Booth. Celui-ci passa bientôt pour l'homme « qui pousse et qui passe » dont j'avais parlé; sa tâche apparente consistait à assurer de la main-d'œuvre aux firmes spécialisées dans les armements; celles-ci, en effet, avaient reçu des subventions considérables pour étendre leurs entreprises, mais éprouvaient de grandes difficultés à se procurer du personnel.

Cette Commission de Production des Armements devint officieusement, quoique non techniquement, dépendante de la Commission des Munitions de Guerre; dès le début, M. Booth me consulta sur les mesures qu'il avait l'intention de prendre pour organiser la main-d'œuvre dans les divers domaines de la production des munitions.

Je n'ai pas besoin d'énumérer ici en détail la tâche accomplie par la Commission des Munitions de Guerre. Le mandat qu'elle tenait du Premier Ministre lui donnait nominalement le pouvoir de prendre toutes les mesures nécessaires afin de tirer le meilleur et le plus prompt parti de toutes les ressources disponibles en Angleterre pour la fabrication et la distribution des munitions utiles à la marine et à l'armée. En réalité, elle était

condamnée à l'inutilité, car le War-Office manifesta une répugnance extrême à lui fournir les renseignements indispensables à l'accomplissement de sa tâche et finit par refuser catégoriquement de lui céder la fonction d'organiser la production des munitions. M. Balfour fait allusion à la première de ces difficultés dans une note qu'il envoya au Comité.

« Le Ministère de la Guerre éprouve une hésitation naturelle à faire connaître le nombre d'hommes qu'il se propose d'envoyer sur le champ de bataille à une date particulière, et probablement la Commission n'insistera pas pour obtenir de tels renseignements. Cette réserve, cependant, rend extrêmement difficile de rédiger des statistiques dignes de foi sur la quantité de munitions qui sera nécessaire à différentes dates. »

Mais cette Commission eut une grande importance historique ; en effet, sa nomination indiqua que le Gouvernement se rendait clairement compte qu'on ne pouvait demander au War-Office et à l'Amirauté d'accomplir, en plus de leurs autres devoirs, une tâche aussi vaste que l'était devenue la production de munitions en temps de guerre; ce fut le premier échelon vers la création d'un Ministère des Munitions.

Je fus le premier président de cette Commission et j'étais aidé dans les devoirs de ma charge par M. Balfour, M. Edwin Montagu, M. George Booth et M. Arthur Henderson; le général Von Donop et M. Harold Baker, du War-Office, Sir Frederich Black et l'amiral Tudor, de l'Amirauté, faisaient aussi partie de la Commission. Sir H. Llewellyn Smith, du Ministère du Commerce, fut admis dès la première séance, et Sir Percy Girouard le 26 avril.

Entre autres tâches, la Commission entreprit d'envoyer une députation en France pour examiner plus minutieusement la façon dont les Français organisaient leur production de munitions; elle adopta aussi un plan soumis

par Sir Percy Girouard pour l'organisation régionale des firmes de munitions.

Fait significatif, à la dernière séance tenue par la Commission des Munitions de Guerre, le 13 mai, la première affaire étudiée fut un mémoire préparé par M. Balfour; dans ce document, M. Balfour remarquait que les divisions envoyées sur le front manquaient de pièces de campagne et que les canons qu'elles possédaient n'auraient que la moitié des munitions nécessaires en juin et moins encore en juillet.

5. Le grand scandale des obus.

Bien que la pénurie de munitions à laquelle nous devions faire face au printemps de 1915 s'étendît à toutes les branches du matériel de guerre, c'était d'obus que l'armée en campagne avait le plus besoin.

Le 31 décembre 1914, Sir John French avait informé le War Office, en prenant pour base son expérience des cinq premiers mois de la guerre, de ses besoins en obus pour maintenir la défense régulière du front et des dépenses exceptionnelles nécessitées par des attaques spéciales.

Pour l'artillerie principale de son armée, les canons de 18 livres, les obusiers de 4,5 pouces et les canons de campagne de 4,7 pouces, il réclamait cinquante charges quotidiennes par canon pour les pièces de 18, quarante pour les obusiers de 4,5 et vingt-cinq pour les canons de 4,7.

Le nombre des coups par canon et par jour qui lui fut fourni, mois par mois, fut:

	Mois	18 l.	4,5 p.	4,7 p.
		—	—	—
1914	Novembre	9,9	6,8	10,8
—	Décembre	6	4,6	7,6
1915	Janvier	4,9	4,2	7,6
—	Février	5,3	6,5	5,3
—	Mars	8,6	6,5	6,3
—	Avril	10,6	8,2	4,2
—	Mai	11	6,1	4,3

Ces chiffres parlent par eux-mêmes.

Les conséquences de cette pénurie furent tragiques pour les troupes qui tenaient le front. Nos hommes étaient pilonnés par les Allemands sans moyen de riposter effectivement.

La riposte, c'est une protection. Les Allemands auraient hésité à ouvrir le feu sur nos tranchées s'ils avaient su que nous pouvions répondre obus pour obus. Mais, hélas! ils savaient trop bien qu'ils pouvaient faire pleuvoir des explosifs sur nos pauvres diables avec une véritable impunité.

Quand nous attaquions, notre avance n'était pas soutenue par la préparation d'artillerie nécessaire, nos hommes étaient arrêtés par des barbelés intacts et massacrés par les mitrailleuses ennemies. Cette calamité était due à l'insuffisance d'un bombardement préliminaire. Ce n'était pas la faute de l'artillerie: ses canons n'étaient pas assez lourds et son ravitaillement en obus pour canons lourds et légers n'était pas seulement insuffisant, mais inapproprié, car il consistait surtout en shrapnels.

Le 21 décembre 1914, je déclarais à la Chambre des Communes: « Ce que nous économisons en matériel, nous le gaspillons en vies humaines: c'est la grande leçon qui ressort du problème des munitions. »

La vérité de ces déclarations fut confirmée pendant les mois qui suivirent lorsque nos hommes furent laissés

sans les moyens de répondre d'une façon efficace au feu des Allemands (1).

Alors que la bataille de Neuve-Chapelle durait depuis trois jours, Sir John French télégraphia à Lord Kitchener, le 13 mars 1915: « La fatigue des troupes et surtout le manque de munitions obligent à cesser le mouvement en avant. Si nous voulons obtenir des résultats importants, il nous faut avoir tout l'appui possible de notre pays en hommes et en munitions. »

Le 16 mars il télégraphie: « Nous nous sommes trouvés à court des munitions que l'on m'avait fait espérer, spécialement pour les canons de 18 livres et de 4,5 pouces. En conséquence, j'ai été forcé d'abandonner les opérations offensives jusqu'à ce que des réserves suffisantes aient été accumulées. » Et, dans un second télégramme qui renforçait le premier, il disait le même jour: « Ces retards sont vraiment intolérables. Le temps est venu de frapper un coup. Est-ce que rien ne peut être fait pour activer les opérations? »

Sir John French fit suivre ces dépêches par une lettre à Lord Kitchener, datée du 18 mars, dans laquelle il déclarait que les résultats des efforts du Conseil supérieur de l'armée pour le ravitailler en munitions avaient été « constamment désappointants ».

« Si le ravitaillement en munitions ne peut pas être porté de façon constante à un degré très supérieur au présent, les efforts offensifs de l'armée prendront un caractère spasmodique et devront être séparés par de longs intervalles. Ceci ne peut pas conduire à des résultats décisifs.

« Jusqu'à présent, la boue et la pénurie en munitions d'artillerie ont été les deux facteurs les plus importants

(1) J'ai déjà montré comment Sir John French, à la fin de 1914, réclamait constamment plus de munitions. Il continua à envoyer des messages urgents pour demander un plus vigoureux support.

qui nous ont confinés dans la défensive. Mais le temps et l'état du sol désormais ne pourront plus entrer en compte dans la limitation de nos opérations.

« Je veux déclarer, avec tout le poids de mon autorité comme commandant en chef de l'armée britannique en France, que l'objectif du Gouvernement de Sa Majesté ne peut être atteint, à moins que le ravitaillement en munitions d'artillerie ne soit augmenté suffisamment pour permettre à l'armée d'engager des opérations offensives soutenues, et je tiens de nouveau à insister sur la nature très sérieuse de l'effort qui est nécessaire pour parvenir à ce résultat. »

Le War Office, en réponse, se plaignit que l'artillerie eût tiré dans les seize premiers jours de mars 200 à 220 coups par canon — environ 13 par canon et par jour! Ce chiffre comprenait les obus tirés à la bataille de Neuve-Chapelle, opération pour laquelle on avait économisé durant des semaines à l'avance une quantité d'obus.

Le War Office demandait que, *vu les effets obtenus qui semblaient avoir été de réduire la défense à un état de démoralisation et d'hébétement*, la plus grande économie fût réalisée dans l'utilisation des munitions et recommandait que l'on se servît moins des obus à canons lourds.

A la frugalité anormale de Lord Kitchener, en matière d'obus, il y avait une explication, si on met à part la tendance naturelle de son esprit. La seule campagne qui lui ait rapporté du renom et des honneurs, qui ait fait de lui Lord « K. de K. » (Kitchener de Khartoum), avait été menée sur la base d'une demande pour le coût total des opérations qu'il soumit au plus austère de tous les Chanceliers, Sir Michael Hicks Beach. Celui-ci refusa de donner sa sanction aux opérations contre le Mahdi, sans avoir une estimation très précise des frais qu'elles entraîneraient, et les dépenses furent par conséquent ré-

duites à un minimum. Lord Kitchener entreprit de s'en tenir à ces chiffres et il réussit. Le terrible Chancelier s'était acquis une renommée en combattant toute proposition, de quelque côté qu'elle vînt, qui impliquait une dépense supplémentaire. C'est sous cet angle qu'il considérait tout projet nouveau. Quelquefois, cette parcimonie provoquait une coalition contre la Trésorerie de tous les Départements qui avaient à dépenser.

Une histoire de ce temps-là illustre les conflits internes qui surgissaient dans le Cabinet par suite de cette attitude. On demandait à un ministre conservateur ce qui s'était passé d'important dans le dernier Conseil des Ministres. Il répondit: « Rien, sinon que nous avons donné à Hicks Beach, comme d'habitude, du 19 contre 1 » (dix-neuf voix contre une). Lord Kitchener connaissait la réputation du Chancelier et il en jouait astucieusement, en s'arrangeant avec lui pour exécuter l'expédition au rabais.

La façon dont travaillait l'esprit de Lord Kitchener est curieusement illustrée par ce fait. Juste après cette bataille de Neuve-Chapelle, il entra un jour majestueusement dans le salon où se réunissait le Conseil de Cabinet, accusant et exagérant encore les menaces de ses regards, — un signe de fureur latente. A peine assis, il s'écria, d'un ton saccadé où perçait une émotion maîtrisée :

— Oh! c'est terrible!

— Est-ce que les pertes ont été lourdes? demandâmes-nous avec anxiété.

— Je ne pense pas en ce moment aux pertes, répliqua Kitchener, mais à tous ces obus gaspillés!

On venait de lui remettre les statistiques des munitions d'artillerie utilisées dans la bataille.

La réplique de Sir John French aux plaintes du War Office (citées plus haut) fut qu'il n'avait jamais rien dit d'une défense allemande « démoralisée et hébétée » et

qu'il n'avait pas affirmé non plus que cette impression avait été causée par les obus à haute puissance explosive de notre artillerie lourde. Il ajoutait: « Je n'ai aucune preuve en ma possession qui établisse que le bombardement préliminaire de Neuve-Chapelle ait été d'une violence excessive. En fait, en deux endroits, il a été insuffisant et de lourdes pertes en sont résultées. Nos pertes et l'étendue du terrain gagné sont des indications excellentes pour qui voudrait savoir si notre dépense en munitions d'artillerie fut extravagante sans nécessité. »

(Le terrain gagné par nous était égal environ à un mille carré de surface; nous avions perdu 12.892 hommes, c'est-à-dire 583 officiers et 12.309 soldats.)

Dans un discours prononcé à la Chambre des Lords le 15 mars 1915 sur la Loi de la Défense de l'Empire en seconde lecture, à laquelle j'ai déjà fait allusion, Lord Kitchener se départit toutefois de sa réserve habituelle jusqu'à constater ceci:

« L'approvisionnement et l'équipement des armées nouvelles ne pourront être réalisés que si nous sommes capables d'obtenir le matériel commandé. Malgré les efforts accomplis pour satisfaire nos demandes, nous avons trouvé malheureusement que le produit des usines n'était pas égal à nos besoins et ne correspondait pas à notre attente. Car un très grand nombre des ordres donnés par nous n'ont pu être exécutés aux dates promises.

« Le progrès dans l'équipement des armées nouvelles et aussi dans les approvisionnements en matériel de guerre nécessaire a été sérieusement entravé par l'impossibilité d'obtenir une main-d'œuvre suffisante et par les retards dans la production de l'outillage indispensable. »

Cet aveu franc de Lord Kitchener sur la gravité du problème fit une profonde impression sur la nation et facilita considérablement les négociations que j'engageais quelques jours plus tard avec les représentants des

Trade Unions pour prévenir grèves et lock-outs dans les usines de guerre et pour répartir le travail après l'introduction des ouvriers non spécialisés, négociations qui aboutirent à l' « Accord de Trésorerie », dont je parlerai plus tard.

Pendant les semaines qui suivirent, il y eut une trêve relative dans les rapports sur la pénurie de munitions. Aucune opération importante ne fut entreprise sur le front britannique en France, et peut-être le fait que des négociations étaient engagées avec l'Italie, en vue de son intervention dans la guerre, rendit-il les autorités militaires plus économes de détails nouveaux sur nos difficultés. L'illusion que les affaires allaient bien se trouva renforcée par une lettre que Lord Kitchener écrivit à M. Asquith, le 14 avril, et dans laquelle il disait: « J'ai eu une conversation avec French. Il me dit que je puis vous faire savoir que, avec le ravitaillement actuel en munitions, il dispose de tout ce que ses troupes seront capables d'utiliser dans la prochaine offensive... »

Sur la foi de cette assurance, le Premier Ministre, M. Asquith, prononça, le 20 avril, son fameux discours de Newcastle, où il déclarait que rien n'était vrai dans le bruit que notre armée ou celle de nos alliés étaient gênées et handicapées par notre impuissance à obtenir les munitions nécessaires, et qu'il n'était ni juste ni équitable de suggérer qu'il y avait eu une sorte de négligence générale de la part de l'industrie des armements, soit chez les ouvriers, soit chez les patrons.

Le jour suivant, je dus prendre part au débat sur les munitions dans la Chambre des Communes, et dans ce discours j'accordai ma pleine confiance au War Office pour l'œuvre qu'il avait accomplie et j'insistai sur la grandeur de la tâche qu'il avait eu à affronter. Les télégrammes du front se plaignant de la pénurie des obus n'étaient pas communiqués au Cabinet. J'ignore si le Premier Ministre en avait connaissance. Kitchener

m'avait donné l'assurance qu'en ce moment l'armement de l'armée était suffisant, et sur la foi de cette information qui m'avait été fournie par le War Office, je construisis la meilleure défense que je pus, à propos de la pénurie des munitions. J'étais désireux de me concilier le War Office et de l'associer à nous dans les efforts que nous faisions pour accroître les approvisionnements. Je savais aussi que je n'y arriverais pas sans persuader à ceux qui se trouvaient aux postes de contrôle suprême de se départir de leurs idées et de leurs pratiques traditionnelles, et en ce temps-là je faisais tout mon possible pour les convaincre. En conséquence, dans ce discours à la Chambre, je m'attardai davantage aux réussites qu'aux échecs. J'insistai sur le fait que, tandis que nous avions promis aux Français six divisions, nous en avions mis déjà six fois plus en campagne. « Tel était le problème qui concernait le War Office et qu'il avait eu à envisager. Je ne dis pas qu'il n'aurait pas pu faire davantage, mais je désire que la Chambre des Communes sache tout ce qu'il a déjà fait. »

Je fis en passant une brève allusion à quelques-unes des difficultés dont nous faisions l'expérience: la boisson, la courte journée de travail, les restrictions imposées par les Trade Unions, les efforts faits par le Comité des Munitions de la guerre et par le Comité de la production des armements pour triompher de ces obstacles.

Je terminai sur une note confiante, fondée sur la conviction que j'avais, qu'il n'y avait rien, dans le problème actuel, que la nation ne fût capable d'aborder et de surmonter. Mais j'étais loin d'être optimiste au sujet des progrès que nous avions déjà faits. Exprimer en public mes vues eût fait d'ailleurs, à ce moment-là, plus de mal que de bien, étant donné la situation diplomatique avec l'Italie.

L'opposition porta son attention sur le désaccord entre le discours de M. Asquith à Newcastle, le jour précédent,

et les constatations de Lord Kitchener à la Chambre des Lords sur la production des munitions qui ne répondait ni à notre attente ni à nos besoins. Elle demanda instamment des informations plus complètes sur la situation et une coordination meilleure de nos efforts pour assurer les approvisionnements. Moi-même, j'exprimai dans mon discours mon entier assentiment à cette dernière recommandation.

On doit admettre que Lord Kitchener n'avait pas très bien compris ce que French lui avait dit sur le caractère satisfaisant du ravitaillement en obus sur le front français. En tout cas, la déclaration si confiante de M. Asquith à Newcastle n'attendit pas deux jours pour se voir démentie dramatiquement, lorsque les Allemands déclenchèrent leur grande attaque à Ypres, que couronnait la nouvelle horreur des gaz asphyxiants.

Car notre armée s'y trouva déplorablement privée des munitions d'artillerie indispensables pour dégager l'infanterie du nuage mortel qui l'étouffait.

L'innovation des gaz asphyxiants souligna encore la leçon des événements, à savoir que le côté technique de la guerre était d'une suprême importance. C'était là une méthode de combat que nous n'étions pas du tout prêts à employer, ni par suite à affronter, et un sentiment de colère et d'horreur souleva la nation.

La principale critique à laquelle nous devions répondre était qu'aucun préparatif d'aucune sorte n'avait été fait pour protéger nos hommes contre cette arme mortelle, quoique nous eussions reçu de sources françaises plus d'un avertissement — le 30 mars et le 15 avril — signalant que les Allemands préparaient cette nouvelle méthode d'attaque.

Le 17 avril, cinq jours avant qu'ils s'en servissent eux-mêmes, les Allemands publièrent la fausse nouvelle que les Anglais utilisaient des obus et des bombes à gaz asphyxiant. Cette accusation était calculée pour leur ser-

vir d'excuse à la veille du jour où ils allaient employer ces cruels engins. Il faut ajouter que les Français, bien qu'avertis avant nous, ne s'étaient pas préparés non plus.

Des méthodes grossières et rapides de protection furent improvisées par nos hommes dans les tranchées pour se protéger contre les vapeurs de chlore. En Angleterre, Lord Kitchener prit un profond intérêt personnel à tous les moyens employés pour la défense contre les gaz et qui furent très promptement mis en œuvre par le War Office. Mais cet épisode ne fit qu'augmenter l'anxiété du public en face de notre manque de préparation dans la lutte engagée avec un ennemi qui disposait des ressources scientifiques fournies par un industrialisme expérimenté et fortement organisé, et qui était décidé à faire l'usage le plus brutal de ses avantages.

La sérieuse rupture de notre front amena nos grands chefs à lancer une contre-attaque à Festubert, le 9 mai, pour soulager nos troupes de la pression allemande sur Ypres. Dans son livre « *1914* », Lord French écrit à ce sujet: « Malgré toutes nos réclamations, moins de 8 % de nos obus étaient à grande puissance explosive et nous n'avions des munitions que pour environ quarante minutes de préparation d'artillerie pour cette attaque. J'ai passé plusieurs heures sur le clocher d'une église ruinée à observer soigneusement les opérations. Depuis la bataille de l'Aisne, la terrible pénurie d'artillerie et de munitions ne m'avait jamais autant impressionné que pendant les péripéties de cette journée.

« En observant la crête d'Aubers, je mesurais clairement la grande inégalité que manifestaient les duels d'artillerie, et à mesure qu'une attaque après l'autre échouait, je pouvais me rendre compte que l'absence d'une artillerie suffisante doublait et triplait nos pertes. »

A Festubert elles furent très lourdes, les gains furent nuls. Trois jours après le début de la bataille, je reçus une visite inattendue de deux personnages — dont l'un

était le secrétaire de Sir John French, Brinsley Fitzegerald, et l'autre un de ses aides de camp, le capitaine F. Guest.

Ils avaient été envoyés en Angleterre pour exposer à M. Balfour, à M. Bonar Law et à moi-même, certains faits et documents relatifs à la pénurie de munitions. Ils avaient sur eux la copie de la correspondance échangée et un mémorandum de Sir John French soulignant la nécessité d'avoir des obus à grande puissance explosive, et fixant le chiffre des besoins mensuels pour les trois prochains mois. Le commandant en chef, fatigué des remontrances du War Office, qui n'aboutissaient qu'à de nouvelles plaintes de sa part, en réplique, avait décidé d'en appeler par-dessus la tête des gens du Ministère aux principaux politiciens et à la presse.

Sir John a depuis affirmé que, s'il m'avait choisi pour déverser ses plaintes, c'est parce que j'avais toujours montré un intérêt spécial à ce sujet.

Pour continuer sa campagne, et exposer ce qu'il considérait comme une situation dangereuse, il fournit des informations et exposa ses vues au correspondant militaire du *Times*, et, le 14 mai, il apparut un rapport de lui, dans ce journal, sous le titre:

« Besoin urgent d'obus. Attaques anglaises arrêtées à cause de l'insuffisance des munitions. »

Comme ce rapport est en fait le résumé des renseignements qui me furent communiqués par les agents de Sir John French, je le cite:

« Le résultat de nos attaques de dimanche dernier dans les régions de Fromelles et de Richebourg a été décevant. Nous avons trouvé l'ennemi dans une situation beaucoup plus forte que nous ne le pensions. Nous n'avions pas assez de puissants explosifs pour raser ses parapets selon la méthode française; lorsque notre infanterie donna courageusement l'assaut aux tranchées, comme elle

le fit dans les deux attaques, nos soldats trouvèrent une garnison intrépide, de nombreux réseaux de fils de fer barbelés encore intacts et de tous côtés des mitrailleuses Maxim prêtes à vomir des milliers de balles. Nous ne pûmes nous maintenir dans les tranchées prises, et nos réserves ne furent pas lancées, car un assaut dans ces conditions n'avait aucune chance de réussir.

« Les attaques étaient bien préparées et vaillamment dirigées. La conduite de l'infanterie fut magnifique, mais les conditions étaient trop défectueuses. *L'insuffisance de puissants explosifs nous empêcha d'atteindre le succès.*

« La valeur des troupes allemandes a été fortement éprouvée dans l'attaque et nous en aurions eu facilement raison en rase campagne, mais tant que nous ne serons pas parfaitement armés pour cette guerre de tranchées, nous attaquerons dans des conditions très défavorables...

« Pour rompre cette dure croûte, il nous faut davantage de puissants explosifs, davantage d'obusiers lourds, davantage d'hommes. Cette forme de guerre est sans précédent dans l'histoire.

« Il est certain que nous pourrions réduire en miettes la croûte allemande si nous en avions les moyens. Il nous faut donc ces moyens et le plus rapidement possible. »

Cet article sema l'alarme et la consternation. C'était la première fois que l'on disait si clairement au public les sérieuses conséquences du manque de munitions; je peux ajouter que, grâce à la visite des représentants de Sir John French, j'eus aussi pour la première fois des renseignements exacts et de source certaine sur la gravité de la situation. Comme je l'ai dit, les fréquents télégrammes adressés à ce sujet par le commandant en chef n'avaient pas été montrés au Cabinet! nous devions donc nous former une opinion à l'aide des déclarations générales, des rumeurs, et en interprétant avec bon sens les faits qui nous étaient connus. Malgré les efforts que j'avais faits pour accroître la production des

munitions, et l'aide que j'avais donnée au War-Office pour lui permettre d'atteindre son but, tous les télégrammes importants venus du front sur le manque d'obus m'avaient été cachés, même quand j'étais président du Comité constitué par le Premier Ministre pour examiner la question.

Cependant, il était maintenant évident qu'après huit mois de guerre nous manquions encore des munitions nécessaires pour le genre de lutte où nous nous étions engagés. Une difficulté plus grave encore nous menaçait: autant que je pouvais en juger, on ne pouvait espérer obtenir une production suffisante avec l'organisation actuelle. Les hommes continueraient à sacrifier inutilement leur vie, la guerre serait prolongée et la victoire définitive compromise si quelqu'un ne prenait l'affaire en main.

Ce sujet me tenait tant à cœur que j'écrivis la lettre suivante à M. Asquith:

« 19 mai 1915.

« Mon cher Premier Ministre,

« Certains faits sur la question des munitions sont venus à ma connaissance, et je sens de mon devoir d'attirer votre attention sur eux. C'est à vous que je m'adresse, puisque je tiens directement de vous mon poste de Président de la Commission des Munitions.

« Pour que les membres de la Commission pussent accomplir convenablement leur tâche, il était indispensable qu'on leur fournît tous les renseignements sur les caractéristiques des explosifs les plus nécessaires et sur la quantité disponible. Je sais maintenant, d'après des informations qui paraissent dignes de confiance, que:

« 1° Pour attaquer des tranchées fortement défendues et protégées par des fils de fer barbelés, les shrapnels sont inutiles et les obus à haut explosif indispensables;

« 2° Depuis des mois, les généraux chargés de diriger les opérations sur le front font remarquer ce fait avec insistance au Secrétaire d'Etat à la Guerre; ils ont d'abord demandé que 25 % des obus envoyés en France fussent à haut explosif, ensuite que cette proportion fût portée à 50 % ;

« 3° Malgré ces observations urgentes, la proportion des obus à haut explosif fournis pour les canons de 18 livres n'a jamais dépassé 8 %.

« Les armées anglaises et françaises ont fait une grande attaque pour enfoncer les lignes allemandes, il y a eu huit jours dimanche; les Français ont préparé l'attaque par un bombardement écrasant de puissants explosifs qui a complètement détruit les tranchées allemandes et les réseaux de barbelés et leur a permis d'avancer de six kilomètres dans les lignes allemandes sans pertes considérables. Bien que les Français aient prodigué leurs munitions à haut explosif, ils ont encore en réserve des centaines de milliers d'obus de ce genre pour continuer leurs opérations. Au contraire, nos armées n'avaient pas en tout 45.000 obus à haut explosif. Sur cette quantité, 18.000 appartenaient à des canons de 18. Elles durent donc se rabattre sur les shrapnels; aussi, lorsque nos soldats allèrent à l'attaque, les fortifications allemandes étaient simplement égratignées. Les Allemands se levèrent dans leurs tranchées et raillèrent nos soldats qui avançaient; puis, avec calme, ils les descendirent par milliers. Quant aux Allemands, ils ont à peine perdu 200 hommes.

« On me dit que l'attaque de dimanche dernier a dû être faite la nuit — opération risquée — à cause du manque d'obus à haut explosif; après la bataille, il ne restait plus pour tous nos canons que 2.000 obus à haut explosif.

« 4° Le Grand Quartier Général établi en France a envoyé, voici plusieurs semaines, au War-Office, un rapport complet sur les munitions et plus tard un

autre rapport sur les canons. Aucun d'eux n'est parvenu à la Commission des Munitions, et j'en conclus que vous ne les avez pas lus.

« Dans le cas où ces faits seraient approximativement exacts, je me demande quelle action exigerait l'opinion publique si elle venait à les apprendre. Mais il est évident que les enquêtes d'une Commission des Munitions à laquelle on a caché des renseignements aussi importants ne sont que des comédies bouffonnes. Je ne peux donc continuer à présider cette Commission dans de telles conditions. *Huit mois se sont écoulés depuis que je me suis permis d'attirer l'attention du Cabinet sur la nécessité de mobiliser toutes nos ressources industrielles pour produire des munitions et des armements de guerre.* L'année dernière, en octobre, j'ai rapporté de France un rapport complet montrant comment le Ministère de la Guerre français était venu à bout de la même difficulté. Le Cabinet, à cette époque, décida que la même méthode serait adoptée en Angleterre, et une Commission fut nommée à cet effet. Nous nous réunîmes au War-Office sous la présidence de Lord Kitchener et on convint que les mêmes mesures seraient prises ici. *J'ai le regret de dire après examen que ces mesures n'ont jamais été prises jusqu'à ce jour, excepté à Leeds.*

« Une Commission ne peut avoir de pouvoir exécutif; elle peut seulement conseiller. C'est au Ministère à agir. Celui-ci ne l'a pas fait et les horribles hécatombes qui ont été causées par le manque d'obus à haut explosif sont le résultat de cette négligence.

« Les firmes privées ne peuvent fabriquer de shrapnels parce que ces obus sont trop compliqués; mais tout le monde sait que l'obus à haut explosif est simple et peut être produit dans n'importe quelle usine. Telle a été l'expérience qu'a faite la France.

« Sincèrement votre, « D. Lloyd George. »

Cette lettre joua un rôle important dans les événements; elle amena le remaniement du Gouvernement et la formation de la première Coalition dont je parlerai plus tard avec plus de détails.

Ce fut à Lord Northcliffe (qui possédait à cette époque le *Times* et le *Daily Mail*) que fut due la publication dans le *Times* de la dépêche du colonel Repington, correspondant de ce journal. Depuis quelque temps, Lord Northcliffe recevait un flot intarissable de lettres et de déclarations de combattants sur le manque d'obus, mais la censure noircissait soigneusement ces plaintes sur les épreuves d'imprimerie et tous les efforts pour les rendre publiques étaient vains. Le remaniement du Ministère ne suffisait pas à Lord Northcliffe. Il imputait à Lord Kitchener la responsabilité du manque de munitions et il résolut de le chasser de son poste s'il le pouvait. En apprenant que Lord Kitchener resterait dans le nouveau Ministère, il fit paraître le 21 mai dans le *Daily Mail* un article ainsi intitulé: « *Le scandale des obus. L'erreur tragique de Lord Kitchener.* »

Le *Daily Mail* et le *Times* furent solennellement brûlés à la Bourse dans l'après-midi. Mais la campagne continua. Le 25 mai, le *Times* publiait une lettre de l'évêque Furse, alors évêque de Prétoria et maintenant évêque de Saint-Albans, qui revenait du front. Les extraits suivants de cette lettre peindront la situation telle que l'évêque l'avait trouvée:

« ...Lorsque tous les bataillons d'infanterie — et, comme ce fut récemment le cas dans le saillant d'Ypres, tous les régiments de cavalerie — doivent rester nuit et jour dans les tranchées, décimés par les obus de l'ennemi, sans canons derrière eux pour réprimer le feu de l'adversaire, une conclusion s'impose: la nation a omis de produire assez de canons et de munitions pour affronter ceux de ses ennemis.

« Lorsque, nuit après nuit et jour après jour, les hom-

mes dans les tranchées savent que pour chaque grenade à main, chaque grenade à fusil ou chaque bombe à mortier de tranchée qu'ils lanceront à l'ennemi, ils en recevront en réponse de cinq à dix, une conclusion s'impose aussi à eux: la patrie ne se rend pas compte de la situation, ou, dans le cas contraire, elle ne se fait pas un devoir de leur fournir le nécessaire... Ils savent que c'est presque un meurtre pour une nation de demander à des hommes, quel que soit leur patriotisme, d'affronter un ennemi aussi amplement pourvu de canons et de munitions appropriées, s'ils ne sont pas eux-mêmes également munis d'armes puissantes.

« Dans un tel cas, nos soldats ne peuvent avoir qu'une impression: la nation, pour une cause quelconque, ne sait pas la vérité, ne la comprend pas et ne les aide pas; car ils connaissent trop bien la vieille Angleterre pour ne pas savoir que ce que produit l'Allemagne... nous le produirions aussi si nous le voulions. »

Un officier venant du front déclarait dans la *Northwich Chronicle* du 22 mai 1915:

« En Angleterre, on ne paraît pas comprendre combien la situation est critique sur le front... Les Allemands ont encore des quantités illimitées de munitions... Faites entrer dans la tête des Anglais que nous avons besoin d'hommes et d'obus. Je suis peiné de dire que, dans les dix jours de bataille autour d'Ypres, le manque de projectiles a causé de cruelles souffrances à nos hommes. Les Allemands nous accablent d'obus et nous, à cause de notre pénurie de munitions, nous ne pouvons répondre d'une manière efficace. Tout le monde en Angleterre peut comprendre ce qu'une telle situation signifie et se rendre compte qu'une guerre couronnée de succès ne peut être menée à bien sans d'énormes approvisionnements disponibles immédiatement. »

Les deux extraits précédents représentent l'opinion d'un spectateur et celle d'un combattant des tranchées.

Pour y ajouter l'opinion d'un homme placé derrière les canons, je citerai un passage d'une lettre saisissante qui me fut écrite à cette époque par le capitaine H. Fitz Herbert, député de Leominster, officier d'artillerie sur le front occidental. L'adresse qu'il me donnait était: « Belgique, *29/5/15.* » Voici ce qu'il disait:

« ...Quand la guerre a éclaté, j'ai rejoint la 4e North Midland Brigade (obusiers) et j'ai servi ici pendant près de treize semaines en qualité de capitaine commandant la colonne de munitions. Tous les obus tirés par ma brigade devaient donc passer par mes mains. Nous avions été attachés à deux divisions — la 4e et la 46e — qui faisaient toutes deux parties de la deuxième armée.

« Quand nous arrivâmes sur la ligne de feu, dans la première semaine de mars, on nous permit de tirer vingt coups par canon chaque jour: *80 coups par jour et par batterie.* Nous avons pris part à l'action d'un bout à l'autre. Notre ration est maintenant 2 coups par canon par jour ou *8 coups par batterie et par jour.* Ne croyez pas que nos canonniers ont montré peu d'habileté ou que les cibles manquent pour nos obus de 50 livres de lyddite. Le général Smith-Dorrien nous a publiquement et en particulier adressé les plus grands éloges pour la précision et l'efficacité de notre tir et nos hommes sont renommés dans tous les régiments d'infanterie qu'ils ont protégés. Quant aux cibles, nous voyons de jour en jour s'élever les tranchées et les fortifications des Allemands; elles ne demandent qu'à être mises en pièces. Je reviens de la 1re batterie, où j'ai passé une semaine dans un poste d'observation, et je décris ce que j'ai vu. Les commandants de batterie de notre brigade, les brigades à tir rapide, l'artillerie royale à cheval et l'artillerie lourde ne doivent pas tirer un seul coup de canon sans la permission du général.

« Le capitaine adjudant-major de l'artillerie royale à cheval me dit qu'il avait dû envoyer 1.500 charges à la

Ire armée pour le récent combat qui a eu lieu dans le sud et que maintenant toutes ses réserves sont épuisées; un des officiers de l'artillerie lourde me dit qu'il est dans le même cas (il n'a plus d'obus de 4 pouces 7) et même en cas d'attaque, il n'a pas la permission de tirer sans ordre précis. En douze semaines, mes batteries ont tiré en moyenne un peu plus de 60 coups chacune par semaine. Naturellement, j'ignore les raisons, mais je soupçonne comme tout le monde qu'il n'y a pas d'obus pour nous. Quoi qu'il en soit, notre situation invite aux attaques, puisque l'ennemi tire chaque jour 20 ou 30 coups dans nos lignes contre 1 des nôtres.

« Nous ne savons pas qui est à blâmer et peu nous importe; nous savons seulement que nous mourons parce que nous manquons d'obus, et que chaque jour la tâche de notre infanterie devient plus terrible lorsqu'une attaque — qu'elle soit déclenchée par les Allemands ou par nous — a lieu dans notre zone. Je ne sais rien des autres secteurs, si ce n'est par ouï-dire. Nous avons besoin d'être nourris, les soldats ne vivent pas seulement de pain...

« Et ce n'est pas tout: nous sommes mis hors jeu, en canons, pour le nombre et la qualité; nous ne comptons plus; je ne parle pas seulement de notre brigade, mais de l'armée en général. En ce qui nous concerne, nos canons étaient déjà vieux quand ils servaient en Afrique du Sud; ils ont donc maintenant un nombre considérable d'années. Les obusiers de 5 pouces n'auraient pas dû être transportés ici. J'ai soulevé cette question en septembre dernier par l'intermédiaire de Talbot, et j'ai essayé d'obtenir l'obusier de 4 pouces 5, qui est le canon réglementaire, mais le War-Office a répondu directement que c'était impossible, car on en manquait, et que la production en canons ne compensait pas encore les pertes. Cependant, nous faisons tout ce que nous pouvons et comme notre position est excellente, bien cachée et à courte portée, nous arrivons à de bons résultats, ainsi que

je l'ai déjà dit. Si nous devions combattre en rase campagne ou tirer à plus de 3.500 mètres, en cinq minutes nous ne serions plus de ce monde. Nous tirons un coup par minute et l'obus parcourt la distance en vingt secondes. Un canon tirant de dix à quinze coups par minute trouverait en nous des victimes faciles.

« Ce n'est pas tout: déclassés en canons, peu ou pas de munitions: voilà qui résume le rôle de l'artillerie; il faut ajouter que beaucoup de nos obus sont des shrapnels — excepté dans ma brigade qui n'a que de la lyddite — et ils font beaucoup moins de mal que la pluie aux tranchées allemandes, puisqu'ils ne les mouillent même pas.

« Passons maintenant à l'infanterie — on n'en verra jamais une plus belle. Dans notre division, il y a deux mitrailleuses par bataillon. Les Allemands en ont seize; nos troupes de ligne en ont six ou huit; dans nos divisions nous avons deux mortiers de tranchée sur un front qui n'a pas moins de trois milles; les Allemands en ont tout le long de leurs tranchées à intervalles très rapprochés; nos grenades à main sont souvent faites en un tour de main; aussi méritent-elles bien leur nom; nous en jetons quelques-unes et les Allemands ripostent aussitôt par des bombes de 50 livres. Nous appelons cela « montrer notre supériorité ». Peut-être par le courage, mais certainement pas par l'armement. Nos lumières sont ridicules à côté des lumières allemandes. Nous ne nous servons pas de gaz. Pour mon compte, j'espère que le besoin ne s'en fera jamais sentir; s'il est vrai, d'ailleurs, comme nos aviateurs le rapportent, que ce que nous prenions pour de légères voies ferrées le long des lignes allemandes est en réalité des tuyaux de 18 pouces destinés, suppose-t-on, à amener des quantités considérables de gaz, nous n'en aurons jamais l'occasion, quand bien même nous le voudrions.

« Y a-t-il dans ces faits quelque chose dont l'Angle-

terre, le plus riche pays du monde, ou peu s'en faut, puisse être fière? N'appellent-ils pas plutôt le cilice et les cendres de la pénitence?

« Si nous obtenons des munitions, nous pourrons tenir bon, quoique la pauvre infanterie soit destinée à être taillée en pièces. Si nous obtenons des munitions en abondance, nous pourrons avancer. Vous savez sans doute que les artistes qui s'exercent maintenant pour devenir officiers ont fondé pour s'égayer le Club magnifique des Suicides. Les joyeux lurons! A qui appartient la responsabilité de ce nom de plus en plus justifié par la liste des pertes!

« Peu importe à qui appartient cette responsabilité. Déblayez ce gâchis. Vous avez le cran et l'allant de dix hommes. Qu'on vous donne plus de pouvoir!

« J'espère qu'aucune faute de style, aucune trop grande insistance ne vous donnera l'impression que j'exagère. Je ne fais que mettre les points sur les *i* et barrer les *t* de la lettre de l'évêque. Depuis Eton, nous sommes tous deux de vieux amis... »

Je possède une liasse de lettres marquées au crayon bleu par le censeur ou estampillées: « A NE PAS PUBLIER. » Northcliffe me les avait envoyées à cette époque pour me montrer les nouvelles qu'il recevait de France, sans avoir l'autorisation de les faire paraître. Dans son livre intéressant, *Northcliffe au jour le jour*, Tom Clarke a décrit ainsi les circonstances dans lesquelles ces lettres me furent expédiées:

« 25 mai 1915: la censure du Bureau de la Presse a interdit la publication de plusieurs histoires venues d'officiers du front et confirmant l'allégation de Northcliffe sur le manque d'obus; le chef nous a donc donné l'ordre de ne plus les soumettre à la censure. Comme on remarquait que nous pourrions être pris au piège sur un point technique, il a dit: « On m'a adressé tant de menaces au « cours des dernières semaines que tout m'est égal main-

« tenant. Envoyez toutes ces épreuves censurées à Lloyd « George et à Curzon. Ils connaissent la vérité et ils ver- « ront ainsi comment le Bureau de la Presse essaye de « la dissimuler. »

Voici quelques exemples choisis dans cette collection d'appels et de plaintes:

« Nous avions quelques officiers d'artillerie à dîner l'autre soir et ils étaient très inquiets. Ils avaient reçu du Grand Quartier Général l'ordre de ne tirer qu'un certain nombre d'obus par jour, et leurs demandes de munitions étaient toujours éludées sous quelque prétexte...

« ...Nous devons rester blottis dans les tranchées, tandis que les puissants explosifs allemands les mettent en pièces; la plus grande partie des pertes que nous avons subies au cours des seize heures de bombardement que j'ai décrites dans ma dernière lettre est due à cette cause... Dans notre compagnie, sur 150 ou 200 hommes, 13 seulement sont revenus des tranchées après la dernière attaque. »

« ...Cela brise le cœur de les voir s'élancer et rester accrochés l'un après l'autre, luttant et se démenant jusqu'à ce que, épuisés, ils s'effondrent comme un chiffon mouillé. Et pourquoi? Parce que nous n'avons pas une quantité suffisante d'obus à haut explosif pour faire sauter les barbelés et laisser les hommes arriver à l'ennemi. »

« ...J'ai souvent entendu exprimer le souhait qu'un représentant des industriels anglais se trouve dans une de nos tranchées et soit témoin de l'impatience et de l'anxiété des officiers et des soldats lorsqu'ils surveillent le bombardement de la tranchée ennemie avant l'attaque. Tous se rendent compte que leur vie et le succès dépendent de l'intensité et du volume du feu. Dans ces occasions, les shrapnels n'inspirent aucune confiance à ceux qui ont un peu d'expérience; ils savent qu'un shrapnel a autant d'effet qu'une poignée de sable sur un emplacement de mitrailleuse et qu'à quelque 200 mètres, ce sont

les mitrailleuses seules qui peuvent nous arrêter. Lorsque notre première ligne a été détruite par les mitrailleuses allemandes, beaucoup d'entre nous ont vu les soldats de la seconde franchir immédiatement notre parapet et affronter consciemment une mort certaine.

« Quand on voit la persévérance héroïque et l'abnégation de soldats que leur qualité et leur expérience rendent difficilement remplaçables, en admettant qu'ils soient remplacés, quand on sait que leur mort est due à l'organisation tardive de l'usine de guerre chez nous, des pensées impossibles à imprimer viennent à l'esprit. »

La censure proscrivait des journaux les déclarations de ce genre; cependant, les faits qu'elles racontaient se répandaient dans tous les bureaux de rédaction et dans les foyers anglais. Ces renseignements jouèrent sans doute un rôle important dans la politique; ils préparèrent l'Angleterre au changement de gouvernement qui fut annoncé le 19 mai. M. Asquith ayant invité ses collègues du Gouvernement Libéral à donner leur démission, transforma son ministère en Gouvernement de Coalition auquel participaient les chefs du Parti Conservateur.

CHAPITRE VII

LES POLITIQUES DE LA GUERRE

Aucune nation engagée dans une lutte avec un redoutable ennemi ne peut dissiper ses énergies dans des querelles intérieures. Les derniers jours de juillet 1914 trouvèrent les partis britanniques traditionnels s'affrontant l'un l'autre, au cours du conflit politique le plus farouche qui se fût déchaîné depuis la répression de la rébellion jacobite.

En face de nous, se dressait la perspective d'une lutte sans merci qui eût partagé la nation en fractions guerrières, déchirement dont les Iles, depuis les grandes guerres civiles, n'avaient pas eu le spectacle.

La révolte contre la domination du Parlement irlandais dont nous menaçait l'Ulster n'était pas un bluff. L'Orange du Nord se serait battu, plutôt que de se soumettre. L'incident de Curragh, le commerce de canons dans l'Ulster, les armements du Sud qui leur succédèrent, prélude de l'effusion de sang pendant les six années qui suivirent, tout cela indiquait la possibilité d'une nouvelle lutte sanglante, sur le champ de bataille politique. Il n'y avait pas si longtemps que l'on avait confié, dans ces îles, à l'arbitrage du glaive le règlement des conflits politiques et religieux. Il n'est jamais sûr de dire que de pareils événements n'arriveront plus. « Les choses qui ont été sont celles qui seront. Celles qui ont été accomplies sont celles qui s'accompliront. Il n'y a rien de nou-

veau sous le soleil. » Ce proverbe qui date de deux mille ans a été vérifié par chaque génération et il n'a jamais été tout à fait sage d'admettre qu'il a épuisé ses applications dans une branche de la pensée ou de l'activité humaine. Penseurs et combattants ont toujours agi étroitement de concert, plus ou moins volontairement — et en s'entendant plutôt mal que bien. Les unionistes qui tenaient des réunions sur l'Ulster en Angleterre m'ont dit qu'ils n'avaient jamais vu une indignation aussi profonde et aussi vive que celle qui s'éleva quand il fut question de soumettre les protestants du Nord à la loi des catholiques du Sud. De mon côté, je n'ai jamais assisté à une explosion de colère aussi féroce que celle qui éclata à la Chambre des Communes lorsque feu M. John Ward et M. J. H. Thomas y dénoncèrent les tentatives faites par certains officiers pour violer la Constitution en menaçant de désobéir aux ordres reçus et en refusant de faire respecter des lois qu'ils désapprouvaient. Le Nord était armé. Le Sud s'armait à son tour. Qu'allait-il arriver? Il n'était pas sûr que l'effusion de sang qui pouvait s'en suivre fût confinée à l'Irlande. Il y avait des villes, de ce côté-ci du Canal, où il aurait été difficile de maintenir la paix parmi les adeptes des confessions de foi opposées, le jour où leurs coreligionnaires d'Irlande, sur l'autre rive, auraient été massacrés. La sagesse serait peut-être intervenue. Peut-être aussi que non. L'humanité n'est que trop prête à verser le sang. Nous allions le voir, dans peu de jours.

C'est alors que surgit, pareille à un puissant ouragan, la vraie guerre, le combat, non entre des sectes et des factions, mais entre des nations et des continents, et, du coup, les feux des discordes civiles qui s'allumaient disparurent, balayés dans la grande conflagration. Mais les flammes des dissensions nationales, en Angleterre, n'en avaient pas moins encouragé les fauteurs de guerre d'Allemagne et d'Autriche à risquer le saut.

Ils supposèrent l'Angleterre incapable momentanément de leur demander des comptes. Sans son aide tenace, la France et la Russie s'effondreraient. Il n'est pas douteux que les troubles de l'Ulster furent un facteur qui précipita la grande guerre.

Comme ils connaissaient peu le tempérament du peuple britannique! Au son de la trompette, tous s'alignèrent. Dans les rangs, il n'y eut pas une lacune, pas un flottement.

Ce rassemblement de tous les credos, de tous les partis en face du danger commun eut son reflet immédiat à la Chambre des Communes. En un instant, elle changea d'allures.

Quelques jours avant la déclaration de guerre, les membres unionistes, emportés plus loin que ne le permet le décorum parlementaire, avaient couvert le Premier Ministre de leurs hurlements. Et ces mêmes membres acclamaient, un peu plus tard, l'éloquence émouvante qui conviait la nation à entreprendre, de toutes ses forces, la guerre contre l'envahisseur de la Belgique.

Dans l'espace d'un jour, les passions politiques furieuses s'étaient tues et avaient fait place à une juste colère trop profonde pour être aisément changée en cette fureur écumante qui si souvent bouillonne dans les eaux plates des récriminations de parti.

Pendant l'automne et l'hiver de 1914 et au début du printemps de 1915, ces sentiments prévalurent dans le monde parlementaire. La politique de parti, l'amertume de parti avaient disparu. En fait, le Gouvernement libéral recevait souvent des unionistes un accord plus unanime et cordial que des libéraux et des travaillistes.

Les raisons de cette attitude sont intéressantes et significatives et elles expliquent, en grande partie, si on les examine avec soin, les développements politiques des six années suivantes. Des guerres antérieures où l'Angleterre fut engagée, n'avaient pas mis fin le moins du

monde aux hostilités entre les factions. Elles avaient plutôt embrasé les antagonismes politiques et personnels jusqu'à l'inimitié farouche. Quelques-unes de ces guerres étaient même devenues la ligne de démarcation entre les partis.

Le changement qui survint en 1914 ne peut pas être expliqué par la supposition que nous sommes devenus plus patriotes que nos ancêtres.

Le parti conservateur était, dans les dernières années, de plus en plus germanophobe. La rivalité entre les deux empires pour la suprématie sur les mers et sur les marchés du monde joua son rôle dans la partie de boxe qu'entamaient les conservateurs contre l'Allemagne. Les tories étaient loin de désirer une guerre quelle qu'elle fût. Mais quand elle éclata, il n'y a nul doute qu'elle fut populaire dans leur presse et dans leurs troupes. Certains même, parmi leurs cerveaux les plus ardents, l'avaient espérée. D'autres la tenaient pour inévitable, estimant que nous serions forcés tôt ou tard d'en venir à régler l'affaire avec une puissance qui se préparait, semblait-il, à nous détruire. Quand la guerre surgit sous un gouvernement libéral, elle apparut une combinaison d'événements favorables dont ils n'avaient pas osé rêver. Il y avait comme une note joyeuse dans la façon dont ils supportaient la catastrophe.

D'autre part, les libéraux se sentaient obligés d'honneur par le traité belge et ils suivirent promptement, bien que consternés, la ligne prescrite par les plus grands de leurs chefs en 1870, quand ils avaient protégé la Belgique de l'invasion pendant la guerre franco-allemande. Ainsi les conservateurs avaient accepté la guerre avec enthousiasme, les libéraux à contre-cœur et par conviction.

Les conservateurs avaient été particulièrement satisfaits du choix que fit M. Asquith en introduisant Lord Kitchener comme directeur de la guerre dans le Cabinet.

Lord Kitchener n'appartenait à aucun parti. Mais s'il avait quelques préférences, c'était du côté des conservateurs. Ces tendances étaient d'ailleurs plutôt des préjugés héréditaires que des convictions. Car il n'avait eu ni le temps ni le désir d'en acquérir pendant une vie occupée à des devoirs envers le pays et dans des milieux fort éloignés des conflits parlementaires.

En tout cas, sa nomination au War Office était une garantie que la guerre serait vigoureusement menée et que les considérations de parti n'influenceraient pas sa conduite.

Ce choix, qui était pratiquement une dictature de guerre, donnait donc satisfaction et confiance à la nation en général et au parti conservateur en particulier. Il eut pour effet indubitable de restreindre les critiques, puisque des doutes émis sur la direction des opérations impliquaient une censure pour Lord Kitchener.

Pendant les premiers mois de la guerre, son influence fut prépondérante. Son portrait sur les murs valait davantage que tous les appels de tous les politiciens.

Le parti libéral disposait d'une majorité effective à la Chambre des Communes. Il est vrai qu'elle dépendait d'une coalition entre trois groupes: libéraux, nationalistes irlandais et travaillistes. Le pays avait été gouverné par des coalitions pendant la plus grande partie de la moitié de ce dernier siècle. En 1914, les conservateurs constituaient, en fait, le groupe le plus important de la Chambre, mais ils ne pouvaient s'assurer l'appui d'aucune autre fraction. Il en résultait que le Gouvernement libéral ne pouvait être renversé que par une dissolution de la Chambre — ce qui était inconcevable pendant la durée de la grande guerre.

C'eût été un crime innommable que de diviser la nation, alors que son unité pouvait à peine la sauver de la défaite, si formidable était l'ennemi à qui nous avions lancé le défi. Les conservateurs étaient conduits par des

chefs de grand caractère et de talent dont le patriotisme était au-dessus de tout soupçon: M. Bonar Law, M. Balfour, Lord Lansdowne, Sir Edward Carson et Lord Curzon. De pareils hommes avaient le cœur trop haut placé pour désirer une victoire électorale achetée au détriment de leur pays.

Leurs actes pendant la guerre, les libéraux l'admettront, furent inspirés par les motifs patriotiques les plus élevés, et pendant cette période ils consentirent à mettre de côté toutes les intrigues et les rivalités de parti, et à laisser leurs adversaires en pleine possession du pouvoir aussi longtemps que ce pouvoir fut employé à l'achèvement de la victoire sous le drapeau de la patrie.

Les soldats et les marins, aux ordres de la nation, qui subissaient des épreuves et qui affrontaient la mort, sur les mers, de Scapa Flow à Coromandel, et sur des terres étrangères depuis Nieuport jusqu'à Ninive, appartenaient à des chapelles politiques très différentes et une multitude d'entre eux n'avaient jamais coulé leurs convictions dans le moule d'un parti.

Les soldats appartenant à des partis politiques ou à des unions laissèrent leurs insignes à la maison et s'unirent dans la fraternité nouvelle du sacrifice, et ceux dont les opinions n'étaient pas formées et qui ne se rattachaient à aucun groupe partagèrent cette même camaraderie.

Ils s'attendaient — et ils avaient le droit de s'y attendre — à ce que les dangers de leur entreprise ne fussent pas accrus, en Angleterre, par les querelles mesquines d'hommes qui s'adonneraient à leurs animosités intempestives, sans courir le moindre risque personnel.

Des diversions, des dissipations de pensée et d'énergie dans l'attaque ou la défense, à propos de ces querelles de parti vieilles et vénérables qui n'avaient rien à voir avec les problèmes de guerre et dont pendant la guerre il était impossible de s'occuper sérieusement, auraient

affaibli un front dont aucune force n'était superflue et intensifié des dangers déjà, pour la nature humaine, presque trop terribles à supporter.

C'est pour cette raison que la France au visage raviné par les rides de partis put offrir au monde la vue de l'union sacrée et l'Angleterre, elle aussi, toute déchirée qu'elle fût par des dissensions, lui présenta le spectacle d'un front uni.

Du point de vue de l'unité nationale, ce fut un avantage incontestable d'avoir un Gouvernement libéral plutôt qu'un Gouvernement tory.

De même, il fut avantageux pour le Gouvernement à la tête des affaires de posséder l'appui du parti travailliste. Ceci lui assurait l'adhésion des organisations ouvrières, dont l'action et la sympathie étaient essentielles pour une poursuite vigoureuse des hostilités. Avec un parti du travail hostile, la guerre n'eût pas pu être menée à bonne fin. S'il avait été seulement tiède, la victoire n'aurait été assurée qu'au prix de difficultés sans cesse croissantes.

Les chefs les plus éminents, les plus influents des trade-unions ont travaillé pour la victoire pendant toute la durée de la guerre. Sans leur aide, rien n'aurait pu être achevé.

Mais il y avait un facteur bien plus important encore que les précédents, pour réaliser l'unité nationale, et c'était le fait que la guerre avait été déclarée par un parti qui, par tradition et par conviction, la considérait avec une profonde horreur et qui, depuis l'époque de Gladstone, de Cobden et de Bright, s'était assigné la tâche spéciale de défendre la paix.

Pendant le printemps de 1915, se manifesta un changement dans l'attitude du Parlement. Les questions posées se multiplièrent; les débats se prolongèrent; l'atmosphère devint plus critique et le ton plus combatif.

L'administration de M. M'Kenna au Home Office

provoquait beaucoup de mécontentements, et non pas seulement sur les bancs des unionistes. On trouvait la politique qu'il pratiquait envers les résidants d'origine ennemie trop tolérante et trop indifférente aux dangers qui pouvaient résulter de l'espionnage. Le pays n'était plus qu'un camp et un arsenal; même sans guetter ou espionner, il suffisait d'ouvrir les yeux pour avoir des informations précieuses pour l'ennemi.

Raides et maussades, bien que d'une technicité toujours précise, les réponses de M. M'Kenna agissaient comme une provocation. Il s'acquittait de ses fonctions, suivant la lettre, mais il prouvait clairement qu'il ne sympathisait pas avec leur esprit. Et la nation devenait inquiète. Ses fils tombaient, et des informations parties — sans aucun doute — des rives de la Grande-Bretagne guidaient l'ennemi dans son carnage.

Survinrent des événements qui prouvèrent que des renseignements de grande valeur pour l'ennemi s'écoulaient vers l'Allemagne par le canal de personnes qui vivaient en Angleterre, sans être inquiétées, sous le régime indulgent de M. M'Kenna. La nation était en droit de penser que le moment était mal choisi pour compromettre la sécurité nationale par un pédantisme pointilleux.

L'anxiété du peuple s'exprima dans les deux Chambres. Les questions, posées d'abord sur un ton amical, devinrent plus insistantes et trahirent enfin un mécontentement non dissimulé.

Ensuite, des rumeurs circulèrent, disant que nos vaillantes troupes n'étaient pas suffisamment pourvues de munitions et que nos hommes tombaient sous le bombardement continuel d'un ennemi armé des plus formidables canons et très richement pourvu d'explosifs puissants qui les écrasaient.

Les pertes en hommes se multipliaient d'une façon alarmante, et bien que les chiffres exacts fussent cachés

au public par le prudent War Office, il y avait comme un pressentiment grandissant qu'elles devaient être lourdes. En même temps, filtrait le bruit que, sous les coups de marteau du Thor teutonique, nos troupes étaient sans défense.

De tels faits étaient trop poignants pour ne pas provoquer un cri chez ceux qui les connaissaient, et le Parlement eût été forcé à son tour par l'article du *Times* de prendre acte énergiquement de ces lamentables insuffisances, si M. Asquith, par une démarche dramatique, n'avait devancé son intervention.

CHAPITRE VIII

LA CRISE POLITIQUE DE MAI 1915

Les crises politiques n'éclatent jamais dans le bleu du ciel. Des nuages s'amassent à l'horizon, tantôt sur un point, tantôt sur plusieurs. Tout à coup, l'un d'eux noircit, menaçant, se rapproche avec une rapidité surprenante, surplombe nos têtes et fond en averses rageuses.

La crise politique de 1915 ne fit pas exception à cette loi météorologique. Elle était due à une combinaison de facteurs qui étaient en action depuis quelque temps. Une nouvelle cause de mécontentement, en s'ajoutant aux conditions déjà existantes, provoqua l'orage qui balaya le Gouvernement libéral, qui avait traversé tant de tempêtes.

Ce n'est pas au manque de munitions qu'il faut attribuer seulement, ni même principalement, la crise politique de mai 1915 et les modifications gouvernementales. Le mécontentement général, causé par la conduite de la guerre, ce malaise dont les symptômes atteignirent leur paroxysme dans la seconde moitié de mai, n'était pas dû uniquement à la conscience nette des fautes commises pour les munitions.

D'autres facteurs importants furent l'échec de l'offensive en France, que des espérances excessives avaient accompagnée; le désappointement causé par les résultats des Dardanelles, et le sentiment grandissant que cette

expédition avait été mal conçue ou qu'elle s'était embourbée.

Les divergences entre le premier Lord de l'Amirauté et le premier Lord de la mer (*sea lord*) vinrent approfondir ces mécontentements.

Sous les différentes raisons d'anxiété qui s'étendaient à bien des domaines, existait un sentiment de révolte latent, contre l'attitude du Gouvernement, nonchalante et satisfaite à la fois, dans toutes les questions d'une importance vitale, dans les questions de vie ou de mort pour nos alliés, pour l'Empire britannique, pour les centaines de mille de jeunes hommes qui avaient offert leur vie au pays.

Il surgit l'impression que la guerre n'avait été conduite ni avec le sérieux suffisant, ni avec l'énergie nécessaire. Dès le début de l'année, j'avais insisté sur l'attention plus constante qu'il fallait apporter à la haute direction de la guerre.

Depuis cinq semaines et demie, depuis le 6 avril jusqu'au 14 mai, le Conseil de la Guerre n'avait pas été réuni. Et tout le mécanisme créé par le Gouvernement, en vue de s'assurer un coup d'œil général sur la conduite de la guerre, n'avait pas été mis en mesure d'accomplir les fonctions pour lesquelles on l'avait installé et dont il était responsable.

Beaucoup de ceux qui n'avaient pas le désir de provoquer une crise ministérielle avaient l'intime conviction que s'il n'était pas porté remède, nous perdrions la guerre. Cette opinion était partagée, avec beaucoup de force, par les membres de l'opposition qui avaient très loyalement soutenu le Gouvernement, mais qui devenaient de plus en plus rétifs.

Bref, il était évident qu'à moins d'une action prompte, donnant au pays le sentiment qu'une franche impulsion allait changer la direction des affaires, de fâcheuses divisions pouvaient survenir et que les partis les dévelop-

peraient suivant leurs lignes de conduite. Rien ne pouvait être plus fatal à l'unité nationale, essentielle à la victoire, dans une lutte mortelle.

Le 14 mai, le Conseil de la Guerre se réunit après une longue période de coma. Ce fut une réunion de pure forme, où seulement deux ou trois membres étaient convoqués. Le même jour parurent dans la presse de violentes attaques contre le manque d'obus. Le lendemain se produisit l'incident qui porta à son comble le malaise: je veux dire la démission de Lord Fisher, à propos des Dardanelles.

Si l'on songe à la controverse qui s'est élevée depuis sur l'intervention des politiciens auprès des chefs de la marine, en matière de stratégie, il est intéressant de noter que cette crise particulière résultait à la fois de la sujétion complète des ministres aux conseils de notre chef militaire dans la conduite de la guerre, et des pressions que notre principal conseiller naval subissait, du fait qu'il était soumis, pour les opérations sur mer, à une combinaison de généraux et d'hommes d'Etat.

On savait depuis longtemps que Lord Fisher était opposé au projet de forcer les Dardanelles avec la flotte toute seule. Mais sa retraite, qui privait le pays de son expert naval le plus distingué, fut l'allumette qui, dans le mécontentement partout répandu, bouleversa brusquement la quiétude des hommes d'Etat. Le Gouvernement qui avait vu le commencement de la guerre s'en alla.

Je ne l'appris que par hasard.

Le 15 mai, au matin (c'était un dimanche), en traversant l'entrée principale de Downing Street 10, je rencontrai Lord Fisher et je fus frappé par un changement dur dans son attitude. Au lieu du salut amical habituel, je vis devant moi une amertume agressive. La lèvre inférieure de sa bouche volontaire s'allongeait en moue, et la ride du coin était plus marquée que d'habitude.

Son curieux profil oriental n'avait jamais paru plus semblable à l'idole sculptée d'un temple de l'Est. Il fronçait les sourcils, l'air sinistre.

— J'ai démissionné, dit-il, en m'abordant.

Et, comme je lui en demandai la raison, il ajouta:

— Je ne puis pas tenir plus longtemps.

Il m'apprit ensuite qu'il allait voir le Premier Ministre, parce qu'il avait résolu de ne plus prendre part à cette « folie » des Dardanelles et qu'il partirait la nuit même pour l'Ecosse.

Je cherchai à le persuader d'attendre jusqu'au lundi — ce qui lui donnerait l'occasion d'exposer ses raisons devant le Conseil de la Guerre. Il refusa de différer son départ même d'une heure.

J'objectai qu'au Conseil, il n'avait jamais exprimé une désapprobation, en ce qui concerne la politique et les plans de l'expédition; que, membre du même Conseil de la Guerre, et opposé, dès le début, à cette aventure, je n'avais pas entendu un mot de protestation de sa part; que nous avions donc le droit d'entendre ses objections, de peser ses avis et de nous décider en conséquence. Il me répondit que M. Churchill était son chef, et que les traditions du service ne l'autorisaient pas à différer d'avis, en public.

Je lui rappelai alors que le Conseil était un Conseil de la Guerre, qu'il avait le devoir, comme membre de ce Conseil, de parler librement à ses collègues réunis autour de la table. Mais il répliqua qu'il avait protesté énergiquement dès le début auprès du Premier Ministre contre cette expédition, et qu'il lui avait laissé entièrement la responsabilité de communiquer cet avis, ou de le passer sous silence.

Il faisait allusion à une conversation qu'il eut, ainsi que M. Churchill, avec M. Asquith avant le Conseil de la Guerre du 28 janvier. Sa protestation ne fut pas portée à la connaissance du Conseil.

Ne pouvant plus l'ébranler dans son propos, j'envoyai un message à M. Asquith. Le Premier Ministre a toujours eu une affection spéciale pour les mariages et les enterrements, et il était rare qu'il en manquât un. Il assistait ce jour-là au mariage de M. Geoffrey Howards. Je lui fis savoir que je jugeais important qu'il vît Lord Fisher immédiatement.

Mais la puissance de persuasion et l'autorité du Premier Ministre ne purent ébranler Lord Fisher, qui alla voir aussitôt M. M'Kenna, ancien chef de l'Amirauté.

M. M'Kenna, lui aussi, était opposé à l'expédition des Dardanelles. A ce moment, la bête noire de M. M'Kenna, c'était M. Winston Churchill, puisque celui-ci l'avait supplanté à l'Amirauté. Il n'était pas d'humeur, par conséquent, à le tirer d'embarras.

Quoi qu'il en ait été de cet entretien, le vieux marin impulsif partit pour l'Ecosse, la nuit même, et ce départ produisit une crise inévitable parce que les cercles politiques de Londres étaient remplis d'inquiétantes rumeurs. Le sentiment général était que bien des choses étaient embourbées et que la guerre n'allait pas bien.

J'appris dans l'après-midi, en voyant M. M'Kenna, que Lord Fisher lui avait rapporté notre conversation. M. M'Kenna ajouta que le « vieux garçon » était entêté, fermé à tout argument persuasif.

Le lundi suivant, au matin, M. Bonar Law, qui a été, pendant des années, mon ami personnel, et d'une cordialité avec moi peu habituelle entre adversaires politiques mêlés à tous les conflits, vint me voir à la Trésorerie. Il m'informa qu'il avait reçu une communication, à son avis authentique, sur la retraite de Lord Fisher et, de but en blanc, il me demanda si la chose était exacte.

Il faisait allusion à une lettre anonyme, qui évidemment avait été écrite par le premier *sea Lord* (Lord de la mer). L'écriture, le style de Lord Fisher y étaient si frappants, qu'au premier coup d'œil on reconnaissait que

cette lettre venait de lui. La signature était superflue.

Je confirmai l'exactitude de la nouvelle. M. Bonar Law appuya sur la gravité de cette question politique, d'autant plus que le Gouvernement lui paraissait mal informé sur la situation des obus (le problème des munitions). Son parti, dit-il, avait soutenu pendant des mois le Gouvernement d'une façon constante, et sans rechercher aucun avantage; mais le mécontentement grandissait parmi les conservateurs et spécialement à cause du traitement des étrangers ennemis, à cause du manque d'obus et à cause de l'expédition des Dardanelles.

Les dissentiments en étaient arrivés à une telle acuité qu'il lui paraissait impossible de contenir ses partisans, bien qu'il fût essentiel d'éviter des dissensions intérieures en face de l'ennemi. Il fut particulièrement pressant sur l'impossibilité qu'il y avait de permettre à M. Churchill de rester à la Marine si Lord Fisher persistait à se retirer. Sur ce point il dit clairement que l'opposition provoquerait, coûte que coûte, une intervention parlementaire.

Après une discussion, nous convînmes que, pour conserver l'unité de front, le seul moyen praticable était d'arranger une coopération plus complète entre les partis dans la direction de la guerre. Je le priai donc d'attendre quelques minutes pour me laisser le temps d'aller voir le Premier Ministre au numéro 10.

Je me rendis chez M. Asquith et lui exposai en détail la situation. Le Premier Ministre reconnut tout de suite que, pour empêcher un conflit parlementaire sérieux, qui diminuerait à coup sûr le prestige du Gouvernement, même s'il ne provoquait pas sa défaite, il était nécessaire de reconstruire le Cabinet et d'y admettre quelques chefs du parti unioniste.

La décision fut prise en très peu de temps. Je quittai M. Asquith et je revins dire à M. Bonar Law de m'accompagner dans la salle du Conseil pour parler au Pre-

mier Ministre. En moins d'un quart d'heure, nous comprîmes que le Gouvernement libéral était à sa fin et qu'il fallait le remplacer par un Gouvernement de coalition. Il fut décidé que M. Bonar Law écrirait une lettre au Premier Ministre exposant la situation, de façon à sonder plus tard l'opinion de ses principaux collègues.

Tard dans la journée, je reçus la lettre suivante de M. Bonar Law. Son contenu représente assez bien l'attitude qu'il avait adoptée dans la matinée, d'abord avec moi, ensuite avec le Premier Ministre.

« Lansdowne House
« Berkeley Square W
« 17 mai 1915.

« Cher Lloyd George,

« Ci-inclus copie de la lettre. Vous verrez que nous l'avons modifiée en ce sens que nous n'offrons pas définitivement la coalition, mais la substance est la même.

« Sincèrement votre,

« A. BONAR LAW. »

« Lansdowne House
« 17 mai 1915.

« Cher monsieur Asquith,

« Lord Lansdowne et moi avons appris, avec regret, que Lord Fisher a démissionné et nous sommes d'avis de ne pas permettre à la Chambre de s'ajourner avant d'avoir connu et discuté ce fait important.

« Nous pensons que le moment est venu d'avoir un clair exposé fait par vous sur la politique que le Gouvernement entend poursuivre. A notre avis, les choses ne peuvent pas continuer ainsi, et certains changements dans la composition du Gouvernement nous paraissent inévitables, si l'on veut que la confiance du public de-

meure assez grande pour qu'on puisse conduire la guerre jusqu'au succès.

« La situation en Italie rend particulièrement indésirable, en ce moment, une controverse, de quelque nature qu'elle soit, à la Chambre des Communes. Si vous êtes disposé à faire les démarches nécessaires pour atteindre le but que je vous ai indiqué, et si dans l'intervalle la démission de Lord Fisher est ajournée, nous sommes prêts à garder le silence. Dans le cas contraire, je devrais vous demander aujourd'hui si Lord Fisher a démissionné et vous prier de fixer un jour pour discuter la situation qui résulte de cette démission.

« Votre, etc...

« A. Bonar Law. »

La formation du nouveau Ministère a été bien des fois racontée, sous un angle large ou mesquin. Les premières rencontres donnèrent lieu à ce qu'en affaires on appelle des marchandages.

La discussion la plus âpre survint à propos de Lord Haldane et de M. M'Kenna. Pour des motifs déraisonnables, les conservateurs les avaient pris tous deux en grippe, et cherchaient à les faire sortir. Tous deux étaient des amis personnels du Premier Ministre. Mais l'amitié qui l'unissait à Lord Haldane était de très longue date.

Quelle offense avaient commise ces objets de l'animosité conservatrice? Lord Haldane était le créateur et l'organisateur de la Force expéditionnaire qui rendit aux Alliés des services si prompts et si efficaces. C'était une belle réalisation. Il créa aussi l'Etat-Major général qui nous aurait préservés de maintes erreurs tragiques si, pratiquement, il n'avait pas été démoli par Lord Kitchener. Le Corps d'Entraînement des officiers qui pourvut les armées nouvelles d'une équipe splendide de jeunes lieutenants était aussi une de ses idées. Mais, dans une

de ces dissertations philosophiques qui lui procuraient autant de plaisir qu'à ses amis, il avait parlé de l'Allemagne comme de son « home spirituel ». Tel était le crime *ex post facto* qui devait le faire bannir, loin de tous les regards patriotiques.

Dans l'esprit des unionistes s'était aussi enracinée la conviction que Lord Haldane, après sa visite à Berlin, avait négligé d'avertir le Cabinet de tous les préparatifs de guerre qu'il devait y avoir observés.

Toutes ces critiques, à mes yeux, étaient foncièrement injustes et faisaient le plus grand tort à un homme qui avait rendu de plus grands services à la nation, dans la réorganisation de l'armée, qu'aucun autre Ministre de la Guerre, depuis Cardwell. Mais les passions, sur ce point, se déchaînaient, aussi vives que déraisonnables, et M. Asquith et Lord Grey sacrifièrent l'amitié à l'opportunité.

Le crime de M. M'Kenna, je l'ai déjà dit, c'était de s'être montré trop tendre pour les étrangers quand il administrait le Home Office. En un temps où une faible lueur nocturne aux fenêtres d'une ferme bâtie sur la côte passait pour un signal, l'indulgence du Home Office pour les ennemis qui habitaient parmi nous fut jugée une trahison. Logiquement, M'Kenna devait partir.

M. Asquith le sauva et sacrifia Haldane. Lord Haldane n'avait pas les qualités nécessaires pour mener une bataille dont sa personne était l'enjeu. M. M'Kenna les possédait. Lord Haldane fut envoyé dans le désert, en disgrâce. M. M'Kenna avança jusqu'à la seconde place dans le Gouvernement.

Le même jour on discutait, à la Chambre des Communes, la question des munitions. Le mot qu'on aurait pu trouver gravé dans le cœur de la plupart des membres était, comme on l'a fait remarquer, *obus*. Des arguments étaient mis en avant, en faveur d'un Cabinet de coalition, et on pressait le Gouvernement pour qu'il permît une

discussion complète du problème des munitions. M. Asquith s'y refusa.

Le jour suivant, à la Chambre des Lords, Lord Kitchener reconnut que des retards avaient eu lieu dans la production du matériel exigible et les attribua aux demandes, sans précédents et sans limites, que les ressources industrielles du pays devaient satisfaire.

Le 19 mai 1915, le Premier Ministre annonça au Parlement que des démarches étaient envisagées pour réaliser la reconstruction du Gouvernement sur une base plus large, à la fois politique et personnelle.

En d'autres termes, le mécontentement général qui se manifestait de tous côtés, à propos de la conduite de la guerre, l'avait déterminé à former le premier Gouvernement de coalition.

Le même jour, j'écrivis de nouveau à M. Asquith, responsable de ma nomination au poste de représentant du Cabinet dans le Comité des Munitions. J'ai parlé de cette lettre déjà dans un chapitre antérieur.

Je désirais que la situation des munitions constituât une part essentielle du problème à envisager par la nouvelle Coalition dès le début de son existence. Je ne jugeai pas dans l'intérêt national qu'on le noyât au beau milieu des disputes concernant les Dardanelles ou le traitement des étrangers.

Comme toute la situation politique était arrivée au point de fusion, je décidai d'ajourner une tournée que j'avais voulu entreprendre dans les centres de production de munitions pour y haranguer les ouvriers.

Le 21, quelques ministres et les chefs de l'opposition se réunirent en conclave à Downing Street. C'était en réalité le premier Conseil en commun de la nouvelle combinaison. L'objet principal de ces délibérations et de celles qui suivirent pendant la semaine, c'était la composition du nouveau Gouvernement, établie le 25 à une heure tardive.

La tâche était difficile. Il fallait considérer à la fois l'équilibre entre les partis et les désirs personnels au sein même de ces partis.

Pendant ces discussions, M. Asquith m'honora d'une confiance particulière. Les nominations prirent un temps considérable, mais on aboutit enfin à une conclusion. Le changement le plus notable consista à enlever l'Amirauté à M. Winston Churchill et à lui confier la charge du duché de Lancaster, poste réservé, d'habitude, aux débutants, ou aux vétérans qui avaient franchi les premiers degrés d'une incontestable décrépitude.

C'était une dégradation injuste et cruelle. L'échec des Dardanelles n'était pas dû principalement à la précipitation de M. Churchill, mais bien plutôt aux atermoiements de Lord Kitchener et de M. Asquith.

M. Churchill avait pris sa part dans cette malheureuse entreprise, avec ce soin très minutieux qui lui est propre, et rien n'avait été omis ou négligé par lui en ce qui concernait les opérations navales. Les retards néfastes et les fautes avaient tous été commis dans d'autres branches du service. Il est vrai que la conception d'une action navale sans appui militaire simultané était due à l'impétuosité de M. Churchill, mais le Premier Ministre aussi bien que Lord Kitchener avaient été également convaincus que c'était là la meilleure route à suivre.

Quand j'appris quel poste était offert, en fin de compte, à M. Churchill, ce fut pour moi une désagréable surprise. Le maintenir à l'Amirauté, après la dispute qui avait provoqué la crise, c'était, je le reconnaissais, impossible. Les unionistes, en de telles circonstances, ne pouvaient et ne voulaient pas consentir à ce maintien.

Mais il n'était pas nécessaire, pour s'assurer leur appui, de le précipiter du haut du mât principal où il dirigeait le feu, dans l'entrepont où il n'avait plus qu'à polir les cuivres.

Lors du premier partage des ministères, il avait été

question de lui donner l'Office colonial, où son énergie se serait utilement employée à organiser nos ressources dans l'empire au delà des mers. Je ne peux pas expliquer à l'heure actuelle le changement de plans qui surgit inopinément. La brutalité de sa chute assourdit M. Churchill et, pendant un an ou deux, son beau cerveau ne fut d'aucun secours dans la conduite de la guerre.

A part quelques nominations individuelles, une des décisions les plus importantes qui furent prises me concernait tout particulièrement. On décida de former un département séparé, sous la direction d'un ministre du Cabinet, pour qu'il entreprît l'œuvre difficile et compliquée de mobiliser les ressources nationales en vue de la production des munitions. On déchargeait ainsi les autorités militaires d'une tâche qui était devenue beaucoup trop lourde pour elles.

J'avais constamment pris un grand intérêt à cette question; j'avais montré, par tous les moyens dont je disposais, l'importance que j'attachais au problème; j'étais, en outre, le chef du Comité de Cabinet qui s'en était occupé. Ce fut donc à moi que le Premier Ministre confia la charge du Premier Ministère des Munitions.

Le 26 mai, les noms du premier Cabinet de coalition furent publiés et la note suivante parut dans la presse:

« Le Premier Ministre a décidé qu'un nouveau département serait créé, qui prendrait le nom de Ministère des Munitions. Il aura pour tâche d'organiser l'approvisionnement des munitions de guerre. M. Lloyd George a assumé la formation et la direction temporaire de ce département, et pendant qu'il administrera cet office, abandonnera celui de Chancelier de l'Echiquier. »

Le changement dans le Gouvernement était accompli. Le Conseil de la Guerre avait été réorganisé sous le nom de Comité des Dardanelles, qui précisait avec plus de soin sa compétence. A cause du bouleversement général causé par les modifications politiques, le Comité nouvellement

formé ne se réunit pas avant le 7 juin, c'est-à-dire trois semaines après la clôture de la session de l'organe qu'il remplaçait. D'ailleurs, pendant cette période, alors qu'à l'est et à l'ouest des questions urgentes réclamaient une solution, ceux qui furent chargés spécialement du contrôle de notre politique de guerre se réunirent, dans l'espace de neuf semaines, une seule fois. Moi-même, j'étais tellement occupé à organiser le nouveau Ministère des Munitions, que, pendant un certain temps, il me fut impossible de consacrer autant d'attention à la conduite générale de la guerre que je l'avais fait, et, pendant le mois de juin, je ne pus assister à aucune des séances du nouveau Comité.

CHAPITRE IX

LE MINISTÈRE DES MUNITIONS

1. Ma nomination.

Ce fut le lundi de Pentecôte 1915 que je quittai définitivement la Trésorerie pour assumer les fonctions de Ministre des Munitions. La décision que j'avais prise était pour moi assez grave. Comme Chancelier de l'Echiquier, j'occupais, sous la direction du Premier Ministre, le poste le plus haut et le plus chargé de responsabilités, le poste qui, comme importance parlementaire, prenait rang à côté du sien. J'y avais eu des initiatives et j'y avais réalisé des projets d'amélioration sociale qui convenaient à mon tempérament et à mon passé. Et voilà que j'échangeai tout cela contre une tâche terrible: la fabrication des engins qui mutilent et qui massacrent des hommes.

Quoi que j'eusse pu faire auparavant, pour hâter ou pour favoriser la création de ce ministère, que je considérais comme de la plus urgente nécessité, la dernière chose que je souhaitais, c'était d'en assumer le contrôle. Je n'avais pas le désir d'abandonner la Chancellerie de l'Echiquier pour des fonctions qui m'étaient inconnues. Je ne puis dire par conséquent que je les acceptais avec une confiance joyeuse. Je prenais en main l'organisation d'un travail entièrement nouveau pour moi. Le coup d'œil que j'y avais jeté ne m'avait révélé que confusion

extrême et chaos. Je quittais donc un ministère solidement établi, bien organisé, dirigé par quelques fonctionnaires civils compétents, régi par des règles bien définies et des traditions, dans toutes ses branches, et qui marchait avec une souplesse parfaite, pour me mettre à la tête d'un organisme sans état-major, sans règles et sans habitudes. Tous les nouveaux départements sont considérés d'un œil assez soupçonneux par ceux qui sont plus anciens. Mais ici, le ministère qui aurait dû le plus contribuer au succès du nouvel office le regardait non seulement avec méfiance, mais avec un profond déplaisir, caché sous le masque du dédain. C'est qu'en effet son existence légale était due à un verdict national d'incompétence, rendu par la Haute Cour du Parlement contre le War Office. Il avait été taillé dans les chairs du Ministère de la Guerre et la blessure saignait. L'histoire ne nous raconte rien sur les sensations d'Adam quand une côte lui fut enlevée. Il dut éprouver quelque douleur et quelque ressentiment. Mais la certitude que cette opération lui procurerait une compagne fit plus que le réconcilier avec cette extraction. Le War Office, lui, était chagrin, soupçonneux, hostile et les services que le nouveau ministère cherchait à rendre, et rendait, étaient incapables d'adoucir l'animosité des seigneurs de guerre.

Lord Kitchener, personnellement, m'a toujours traité avec courtoisie, mais son entourage était sans sympathie pour la nouvelle entreprise, et, plus tard, il fut encouragé à élever sur mon chemin des obstacles, par l'hostilité du War Office et d'autres départements. Cet antagonisme était une des difficultés que j'avais prévues et que j'eus à endurer effectivement.

Au point de vue politique, c'était pour moi un désert plein de dangers et sans la moindre oasis en vue. Des quantités de conflits sérieux avec les organisations ouvrières étaient possibles, à propos des règlements établis par les trade-unions, des heures de travail, des salaires,

des restrictions apportées aux déplacements, et surtout à propos de ce que j'ai appelé la fusion, c'est-à-dire le mélange entre les ouvriers qualifiés et les ouvriers sans expérience. Ici nous touchions à un des nerfs les plus sensibles du trade-unionisme. Il fallait aussi régler la question de l'alcool, et ceci laissait prévoir des querelles avec de puissants groupes ouvriers en Angleterre, au Pays de Galles, en Ecosse et en Irlande. Il ne faut donc pas s'étonner si mon vieil oncle et tuteur Richard Lloyd, dont les avis m'étaient plus précieux que tous les autres, m'écrivit pour me conseiller de ne pas quitter la Trésorerie. Mais, en dépit de tout cela, quand j'eus passé en revue tous les éléments de la situation nationale, quand j'eus compris, sans qu'il pût subsister l'ombre d'un doute, l'importance suprême, vitale d'un ravitaillement en munitions rationnel, pour notre victoire, quand je me souvins de l'insistance que j'avais mise à pénétrer le Gouvernement de cette nécessité, je sentis que j'étais tenu à honneur d'accepter ce poste si le Premier Ministre me jugeait l'homme le plus qualifié pour l'occuper. Je pris ma décision et je n'ai pas eu de raisons de la regretter.

Si je jette un regard, aujourd'hui, sur les problèmes qui se présentaient à moi, sur les difficultés extraordinaires qui environnaient l'œuvre entreprise, si je considère mon inexpérience en ces matières, le chaos enchevêtré qui me faisait face, j'ai le sentiment que la création du Ministère des Munitions fut, par quelques côtés, la tâche la plus formidable que j'aie affrontée.

Pour faire face à cette responsabilité accablante, une lettre que je reçus, à cette époque, de M. Asquith, fut pour moi un réconfort. En voici le texte:

« 10 Downing Street,

« 25 mai 1915.

« Mon cher Lloyd George,

« Je ne puis laisser s'écouler ce chapitre troublé et tumultueux de notre histoire, sans vous dire l'aide et le support inappréciables que j'ai trouvés en vous pendant sa durée. Je n'oublierai jamais votre dévouement, votre désintéressement, votre puissante ingéniosité et... ce qui vaut mieux — après tout — que tout le reste — votre complet oubli de vous-même.

« Ce sont là des choses rares, qui rendent supportables la boue et les travaux terre à terre de la politique, avec la large part de motifs mesquins et personnels qu'elle nous révèle, et qui jettent sur ces grisailles un jet lumineux de noblesse.

« Je vous remercie de tout mon cœur. Votre toujours affectionné,

« H.-H. ASQUITH. »

Cette lettre d'un homme qui avait été mon collègue pendant dix ans, et dont j'avais été pendant sept ans le lieutenant principal, me causa le plus grand plaisir. La bande noire des envieux n'avait pas réussi à empoisonner les sources salutaires de la confiance entre le capitaine et son second.

Je reçus d'autres encouragements, venus de près ou de loin, d'amis qui me voulaient du bien et comprenaient la responsabilité terrible de ma nouvelle entreprise. Parmi ces lettres qui me parvinrent, j'appréciai tout particulièrement, à cause de sa compréhension et de sa sincérité, celle d'un grand homme d'Etat américain dont j'ai toujours admiré la perspicacité et le superbe courage: Théodore Roosevelt.

« Oyster Bay, Long-Island N. Y.,

« 1er juin 1915.

« Mon cher Lloyd George,

« Ceci ne me regarde pas, en un sens, mais j'éprouve le besoin, comme un de vos admirateurs qui sympathise avec vous, de vous féliciter de la constitution du Cabinet de coalition, et spécialement de la part que vous y avez prise. Je voudrais vous complimenter plus encore, pour l'œuvre que vous avez accomplie, dans cette guerre. Quand elle aura pris fin, vous vous occuperez de nouveau de la question ouvrière, du home rule irlandais et d'autres problèmes. Mais aujourd'hui votre tâche principale c'est de sauver votre patrie, et j'admire la façon dont vous vous êtes consacré tout entier à ce grand devoir. J'ai regretté que Redmond n'ait pas jugé possible d'entrer lui aussi dans le ministère. Mais il doit évidemment avoir eu des raisons que je ne connais pas et qui l'en ont détourné.

« Présentez à Edward Grey mes hommages.

« Fidèlement votre,

« Théodore Roosevelt. »

Le rapprochement de ces trois noms illustres — Roosevelt, Asquith et Grey — me fait souvenir que je rencontrai le premier dans un déjeuner offert par Sir Edward Grey à Roosevelt peu de temps avant la guerre. Asquith et moi étions les seuls invités.

M. Roosevelt n'avait pas du tout le genre qui pouvait plaire à M. Asquith. Sa véhémence choquait l'Anglais flegmatique. Asquith était un homme à préjugés tenaces qu'il ne cherchait pas à cacher. En face de quelqu'un dont il se souciait peu, il laissait percer dans ses manières une certaine arrogance. Il sautait aux yeux, au cours de ces propos de table, que M. Asquith éprouvait

pour le puissant Américain une antipathie instinctive qui n'était pas très éloignée du dédain. Le Premier Ministre ne concédait pas à cet homme sa véritable grandeur. Il était irrité par ses poses. Roosevelt lançait des lieux communs avec la même emphase assurée et solennelle qu'il mettait à énoncer des vérités dénotant la pénétration et la largeur de son jugement. Mais plus la platitude était insipide et plus grande était l'emphase. Cette sorte de conversation ennuyait toujours le Premier Ministre et amenait dans sa mine et dans sa voix une nuance de moquerie dédaigneuse. Roosevelt le sentit et, peu à peu, laissa tarir le flux torrentiel de ses opinions et de ses sentiments. Ce repas ne fut guère réussi.

Le 9 juin, jour où l'Acte créant le Ministère des Munitions eut force de loi, le décret royal qui devait me nommer ministre officiellement n'avait pas encore paru. Mais, sans attendre davantage, je commençai à mettre sur pied l'organisation du nouveau département.

Les locaux assignés au ministère se trouvaient au numéro 6 de Whitehall-Gardens. C'était une jolie maison d'ancien style, à côté de Whitehall, et que rien ne désignait à l'emploi qu'on en voulait faire. Elle avait été évacuée, peu de temps auparavant, par l'amateur d'art bien connu M. Lockett Agnew. Elle convenait beaucoup mieux comme résidence à un homme qui aurait eu des penchants artistiques que comme bureau principal à un industriel.

Je m'y rendis avec mes deux secrétaires et trouvai qu'avant d'entreprendre la construction d'un nouveau ministère, il était nécessaire de se procurer les meubles indispensables à un bureau. Ma première escarmouche avec le Galon rouge (la routine) fut caractéristique pour l'accueil que l'on réservait à notre bouture ministérielle. Les seuls articles de bureau qui meublaient ce nouveau département étaient deux tables et une chaise. Mes secrétaires donnèrent des ordres urgents pour compléter

l'ameublement. Mais, avant que les meubles ne fussent livrés, une escouade de l'Office des Travaux était apparue pour nous enlever le peu que nous avions, sous prétexte qu'ils n'appartenaient pas au nouveau ministère.

Nous réussîmes cependant à les fléchir et, en attendant que le nouveau mobilier arrivât, il me fut alloué une table pour y écrire dessus, et une chaise pour m'asseoir à ladite table.

Voici le récit du colonel House sur la visite qu'il me fit en ce temps-là:

« C'était, je crois, le premier jour de George, comme Ministre des Munitions, dans ses nouveaux quartiers de Whitehall. Il n'y avait pas de meubles dans la pièce, sauf une table et une chaise. Il insista pour que je prenne la chaise. Mais je refusai de le faire, en déclarant qu'il était plus convenable que je m'asseye sur la table, qu'un membre du Cabinet.

« Il revenait sans cesse sur « le galon rouge des militaires » qu'il saurait couper aussi promptement que possible. Il était plein d'énergie et d'enthousiasme et j'eus la certitude qu'il se passerait quelque chose dans son département. Il me rappelle le type viril, agressif du politicien américain, plus que tout autre membre du Cabinet. Il y a en lui je ne sais quoi de dynamique que ses collègues n'ont pas et dont on a diablement besoin en cette grande heure. »

Au premier round, le « galon rouge » avait été battu à plate couture. Les seules pertes subies avaient été un manque de confort temporaire. En dépit de tous les règlements et de tous les ordres, je gardai ma table et ma chaise jusqu'à ce que l'on m'ait accordé un lot raisonnable de meubles appropriés. J'avais d'ailleurs eu le sentiment dès le début qu'il ne s'agissait pas d'une attaque sérieuse, mais d'une reconnaissance pour explorer le terrain et faire entendre des cliquetis. Plus tard, le « galon rouge » eut recours à toutes les ruses dont son arsenal

était bien garni pour retarder, empêcher et faire échouer. Mais auparavant c'est la vanité humaine, en personne, qui allait m'apparaître comme un adversaire formidable et inattendu. Mon bureau était un vieux salon d'Adam où chaque panneau était orné de longues glaces rectangulaires. Elles eussent été, sans aucun doute, un accessoire essentiel dans la boutique d'un coiffeur ou d'un parfumeur; mais je les trouvais fatales aux transactions dans les affaires d'armements. Quand les clients arrivaient, j'observais que leurs yeux se détournaient de ma direction et que leur esprit suivait bientôt leurs regards fixes qui s'égaraient. Je saisis la cause de leurs distractions. Les miroirs étincelants reflétaient sous tous les angles le visage et le corps de mes interlocuteurs. Vraiment, c'en était trop, même pour le commerçant le plus renfrogné. Moi-même, je ne me prétends pas au-dessus des humaines faiblesses; mais contempler tout le jour un certain individu qui avait l'air rempli d'angoisses et de soucis, c'était plus qu'il n'en fallait pour satisfaire mon propre appétit. J'ordonnai que toutes les glaces seraient recouvertes. Ainsi fut résolue la difficulté numéro 2.

J'étais donc assis dans ce bureau nu et j'y contemplais mon problème. De quoi s'agissait-il? D'une part, j'avais à considérer le vaste champ d'activité compris dans le ravitaillement en munitions — les innombrables demandes formulées par l'armée en campagne, la multiplicité des différents matériels, les procédés, les efforts de coordination nécessaires pour produire tous ces objets. D'autre part, il fallait que je m'informe des ressources disponibles en Angleterre et ailleurs pour faire face à toute réquisition. J'avais aussi à déterminer quel était l'état actuel des choses et comment était organisée la production des munitions sous la direction du War Office. Il fallait délimiter tout le champ et choisir les hommes capables de prendre la charge de chacune de ses parties. En premier lieu venait la création de l'état-major.

Le Ministère des Munitions fut du premier au dernier jour une organisation d'hommes du métier. Sa caractéristique principale fut la nomination, à tous les postes importants, de spécialistes ayant fait leurs preuves.

Le 14 juin 1915, j'annonçai à la Chambre des Communes mon intention d'utiliser autant que possible les « cerveaux d'affaires de la communauté... quelques-uns d'entre eux, à mes côtés, à Londres, pour aviser, conseiller, guider, informer, instruire, diriger; ...d'autres, dans des lieux divers, pour organiser, pour conduire les entreprises, chacune dans un endroit spécial, suivant nos besoins ».

La première place, dans chaque section ministérielle, fut confiée par moi à d'éminents capitaines d'industrie.

Je leur donnai l'autorité suffisante et mon appui personnel pour qu'ils puissent briser avec la routine et l'isolement qui avaient caractérisé l'administration normale chargée des contrats gouvernementaux.

Je n'avais comme auxiliaires dans mon bureau que mes deux secrétaires privés, fort capables, M. J. T. Davies (aujourd'hui Sir John T. Davies), et Miss F. L. Stevenson, qui m'avaient suivi, venant de la Chancellerie. Miss Stevenson fut le premier secrétaire féminin nommé auprès d'un ministre. Ce précédent a été imité depuis, à ce que je vois, par la plupart des ministres et des chefs de ressorts. Plus tard, M. (aujourd'hui Sir) William Sutherland s'offrit volontairement comme auxiliaire, quand la correspondance et les entretiens accablaient mon petit état-major. C'était un homme du service civil, expérimenté, et doué de capacités remarquables. Durant les temps troublés (j'en eus tout un stock), sa finesse et sa perspicacité m'aidèrent à éviter plus d'un piège politique caché. Le Bureau du Travail, à l'Office du Travail, offrit de m'assister, en examinant et en dirigeant mes arrangements avec les ouvriers. Je lui en suis

profondément reconnaissant. Le département du Matériel de guerre eut peu à me céder comme état-major. Je lui en suis également obligé. Le War Office mit Sir Percy Girouard à ma disposition. J'aurai plus tard quelque chose à en dire. Mais les hommes qui devaient organiser et pousser la production des canons, des fusils, des mitrailleuses, des obus et des mortiers de tranchée, restaient encore à trouver. Sur quels d'entre eux allais-je porter mes regards? Je recevais par centaines des lettres de hardis novateurs, et des amis qui les admiraient. J'avais en grand nombre des offres fermes venant de directeurs de compagnies, qui me proposaient de mettre à mon service temporairement des organisateurs en qui ils avaient confiance. J'avais avant tout à décider moi-même de quels types d'homme j'avais besoin pour les emplois les plus élevés.

Sir Eric Geddes me disait récemment que lorsqu'il vint me voir, dans mon nouveau ministère, il lui sembla que je tirais les noms d'un chapeau et que je les distribuais dans les divers postes vacants. Elle n'était pas aussi simple que cela, je le crains, la tâche de placer des compétences dans les différents ressorts.

Réussir à trouver l'homme qu'il faut et à le mettre à la place qu'il faut, c'était la condition du succès pour le nouvel organisme. Je savais qu'il ne pouvait atteindre autrement son but.

Il ne suffisait pas d'examiner avec soin les certificats ou les lettres de recommandation — même sincères — qui attestaient la compétence dont avaient fait preuve certains hommes dans les branches parfaitement organisées où ils avaient servi et qu'ils étaient disposés à quitter temporairement pour se consacrer à l'Etat.

Ici, il s'agissait pour chacun de construire une affaire dont il ne connaissait rien, et de mieux y réussir que les spécialistes entraînés dont elle avait été la profession et la vie.

La tâche la plus difficile, c'était donc de choisir sagement entre deux types d'hommes d'affaires ayant réussi. Les incapables, on les découvrait et on les éliminait facilement. L'homme de savoir, qui n'ignore rien de son métier, mais qui ne possède pas ce don essentiel de transformer en action efficace ses connaissances, constituait pour nous le piège le plus dangereux; mais, en examinant judicieusement ses antécédents, il était possible de le discerner et par suite d'y échapper. Il y a des hommes soigneux et prudents, qui ont acquis une maîtrise complète de tous les détails de leur industrie et qui s'en occupent d'une façon sûre et assidue. Grâce à ces moyens, ils ont construit une affaire graduellement, ou, s'ils ont obtenu la direction d'une entreprise déjà établie, ils la font marcher et lentement la développent. Ce dont ils ne disposent pas (surtout s'ils ont en mains un matériel dont ils n'ont pas fait l'expérience), ce sont ces dons d'intuition, ou de décision rapide, ou de force, qui permettent à un improvisateur de créer et de pousser en avant une nouvelle et gigantesque entreprise. Ces hommes sont utiles dans des positions secondaires, mais ils sont désastreux comme organisateurs. Les grands improvisateurs sont partout rares, mais, en cas de nécessité, leur valeur est inestimable pour un pays, et c'était de pareils initiateurs que j'avais besoin pour les premières places. Dans toute grande crise, le temps est le facteur essentiel, et ce sont ces gens-là qui gagnent les jours, les semaines, les mois dont dépendent la victoire ou la défaite. C'est de toutes ces considérations que j'avais à tenir compte, en choisissant les meneurs.

Je ne puis pas affirmer que mes premiers choix furent toujours les meilleurs. Ils étaient, je pense, ce qu'on pouvait obtenir de mieux, en ce moment-là. Certains d'entre ces collaborateurs étaient des travailleurs admirables, pourvu qu'ils fussent placés sous le contrôle et la direction d'autres hommes. Mais ils n'étaient pas de taille à

porter la responsabilité d'une position suprême. C'est alors que j'ai compris pour la première fois qu'il faudrait marquer les individus comme on marque les wagons de l'armée pour indiquer leur capacité de transport : « Ne pas charger au delà de trois tonnes ! » Ceux de trois tonnes sont parfaits, aussi longtemps qu'on ne les accable pas de fardeaux pour lesquels ils n'ont pas été bâtis par la Providence. Ceci arrive aussi, je l'ai vu, au barreau, dans la politique. Un avocat qui a acquis, comme *junior*, une excellente pratique, fait fiasco en prenant la soie. Un politicien dont les promesses furent grandes comme sous-secrétaire d'Etat n'arrive à rien du tout quand il est promu ministre.. A la longue, je finis par découvrir qu'une ou deux individualités de premier ordre convenaient mieux pour certains postes du ministère que pour ceux que je leur avais destinés tout d'abord.

Durant la guerre, l'oubli de telles maximes fut une source abondante de désastres : tel brigadier excellent, promu à un corps d'armée, tel commandant de corps d'armée, mis à la tête d'une armée, ne se montrèrent pas à la hauteur des responsabilités plus grandes dont on les chargeait. Dans la marine aussi, il y eut des exemples de hardis capitaines, hissés au-dessus de leur compétence. Toujours est-il que je me débarrassai de toutes ces capacités en mauvaise place et que je leur découvris des remplaçants. Par la qualité même des hommes je ne fus jamais déçu, car dès que je leur eus trouvé le poste qui leur convenait le mieux, ils se révélèrent de premier ordre. Certains qui ne parurent pas qualifiés pour les fonctions auxquelles ils avaient été d'abord réservés devinrent indispensables dans les postes de même importance où ils furent placés dans la suite. D'autres, au contraire, furent promus, de situations où ils rendaient des services évidents, à des positions plus importantes où leur puissance d'action était jugée nécessaire.

Jamais collection plus remarquable d'individualités ne fut rassemblée sous le même toit. Parmi elles, il en est qui touchèrent à la vie industrielle de la patrie et de l'Empire dans tous les domaines. Pour employer l'expression courante: « Tous les moyens de production, de distribution et d'échange s'agrégèrent à leur commandement. »

Un des premiers qui m'offrit ses services fut M. Eric Geddes. Il venait du *North Eastern Railway* et il était bâti comme une de ses puissantes locomotives. C'est du moins l'idée que j'en eus quand, un matin, il entra à toute vitesse dans mon cabinet. Il me fit aussitôt l'impression d'un homme doué d'une force et d'une compétence exceptionnelles. C'était pour moi une trouvaille et je fus reconnaissant à Lord Kraresborough, le directeur de la compagnie, de l'offre qu'il me fit de lui accorder un congé pour la durée de la guerre.

Il se révéla comme une des individualités les plus remarquables que l'Etat ait appelées à son aide, dans cette heure d'angoisse pour la Grande-Bretagne et pour son Empire. Il réapparaîtra sans cesse dans mon histoire de la guerre.

Il y eut aussi, parmi nous, M. Ernest Moir, qui avait construit quelques-uns de nos docks et de nos ports les plus beaux: un homme d'une habileté exceptionnelle et de tact. Sir Frederick Hopkinson, qui nous apporta l'appui de son expérience. Il y avait Sir Hubert Llewellyn Smith, que j'avais rencontré à l'Office du Travail, en 1906, et que je considérais comme l'esprit le plus ingénieux et le plus fécond de notre service civil. Son long emploi à l'Office du Commerce avait mis d'ailleurs son intelligence en contact direct avec toutes les branches du commerce et de l'industrie, dans le monde entier. Il y avait M. John Hunter, qui avait dirigé la construction de notre pont le plus grand et le plus fameux. Il y avait Sir Hardman Lever et Sir John Mann, deux des compta-

bles les plus capables de notre pays. Il y avait des experts financiers comme Sir Alexander Roger, qui se révéla comme un organisateur énergique et fécond. L'industrie du fer et de l'acier nous prêta ce qu'elle avait de meilleur. Les firmes d'armement mirent à notre disposition non seulement Sir Percy Girouard, mais Sir Glyn West, qui avait une expérience pratique beaucoup plus longue des procédés modernes employés dans la fabrication des canons. Nous avions aussi Sir Charles Ellies, dont la personnalité douce et attirante nous servit si bien, dans cette collection d'hommes aux tempéraments qui se heurtaient. Il y avait James Stevenson (depuis Lord Stevenson), qui, après avoir mis sur pied dans le pays une affaire de wisky d'Ecosse connue, avait consacré volontairement à des organisations en province l'esprit d'une liqueur plus forte encore: celle du patriotisme. A côté de Sir Hubert Llewellyn Smith, il y avait M. Beveridge (aujourd'hui Sir William Beveridge), qui connaissait comme pas un les problèmes du travail. Pour organiser le bien-être dans nos nouvelles usines, nous eûmes la direction appréciée de M. Seebohm Rowestree, qui n'était pas seulement un homme d'affaires dont les succès furent éclatants, mais un spécialiste des questions sociales d'une renommée universelle. L'industrie du charbon nous donna la personnalité puissante de M. L. W. Lhewellyn. Les chemins de fer nous prêtèrent non seulement Sir Eric Geddes, mais Sir Henry Fowler et Sir Ralph Wedgwood. Il y avait encore Sir Arthur Duckham, un des ingénieurs les plus capables de ce pays, un homme exceptionnellement doué et savant. M. George Booth représentait la construction navale. Il avait la réputation de l'homme qui bouscule et passe. Il ne l'était pas. Mais il avait d'autres qualités précieuses. C'était un conciliateur bien plutôt qu'un animateur. Dans un ministère de talents qui s'affirmaient, je trouvais inappréciables son tact et sa gaieté. Puis, à travers le portail de l'Office du Travail,

vint souffler, dans ce ministère d'industrialisme solide et matériel, une brise venue des collines du Parnasse, en la personne de M. Umberto Wolff.

Le statisticien du Ministère des Munitions est aujourd'hui un des économistes les plus éminents — Sir Walter Layton. Le sous-secrétaire d'Etat au Parlement le Dr Addison était un homme d'une haute capacité intellectuelle, plein d'idées, de ressources et de courage; mon secrétaire militaire, que j'avais choisi comme officier de liaison avec le War Office, était Sir Ivor Philipps, soldat expérimenté et excellent homme d'affaires.

Le département des explosifs me céda un juge éminent, Lord Fletcher Moulton.

C'était un des cerveaux les plus subtils d'Angleterre, et, comme il arrive souvent, sa subtilité donnait lieu à des méfiances et à des malentendus parmi les esprits plus obtus. Il n'était pas seulement un des plus grands juristes de notre époque. Il était aussi un savant distingué.

En mettant ses dons éminents à la disposition du War Office pour résoudre les problèmes nouveaux, créés par des demandes en explosifs sans précédents, il rendit à sa patrie un service d'une incalculable valeur.

Tel était le personnel de ce ministère étrange. C'était le ministère, sinon de tous les talents, du moins de tous les métiers: guerre, paix, production, transport, droit, médecine, science, service civil, politique et poésie y étaient représentés, et aussi bien que possible.

C'était une troupe admirable par le talent. C'était une formidable batterie d'énergie dynamique. Mais je vis bientôt qu'à moins d'être contrôlée avec fermeté et composée avec soin, la machine deviendrait impraticable, par suite de constantes explosions. Je plaçai d'abord, à la tête de tout le système, comme ingénieur en chef, Sir Percy Girouard. Il était, corps et âme, l'homme de Kitchener. Il avait travaillé avec lui et pour lui en Egypte.

Quand la guerre éclata et que Lord Kitchener entra en fonctions, Sir Percy fut enlevé à Armstrong et chargé d'organiser au War Office le service des munitions. On me le passa en même temps que ce service.

Sir Percy Girouard avait une grande réputation qu'il avait honorablement gagnée par des travaux distingués d'ingénieur dans nos colonies. Il possédait des dons naturels et une science acquise également remarquables, et on lui attribuait une fertilité d'imagination qui se rapprochait du génie dans le domaine de l'action bien concertée.

De plus, c'était un homme d'un charme considérable, avec un sens plaisant de l'humour que venaient renforcer des souvenirs aussi intéressants qu'amusants. Je découvris qu'il avait un don d'éloquence persuasive, d'une valeur incalculable, dans les meetings qu'il tenait à la ville et à la campagne pour stimuler la collaboration du pays. Bien qu'il fût d'abord un ingénieur des chemins de fer, son association avec Armstrong lui avait donné l'expérience de tout ce qui concerne la fabrication des munitions de guerre.

Mais je m'aperçus bientôt qu'il souffrait de la même dépression que son vieux chef Lord Kitchener. Tous deux avaient dépensé leurs réserves physiques exceptionnelles dans un dur travail, et dans des conditions climatériques fâcheuses pour des hommes nés et élevés dans un climat tempéré. Leur stock de vitalité avait été consumé dans les grandes tâches accomplies sous un soleil tropical. L'esprit restait toujours alerte; les habitudes et les mouvements de leur ancienne énergie étaient encore visibles, mais ils prenaient plutôt la forme d'une agitation désordonnée que celle d'une activité posée.

Sir Percy Girouard se précipitait du War Office au Ministère et du Ministère au War Office, où il passait le plus clair de son temps; il bondissait d'un département à un autre, ne fixant nulle part son attention sur aucun détail d'aucune espèce. Quand il venait me voir, c'était

toujours avec une telle hâte qu'il ne prenait pas le temps de s'asseoir. Il entrait en coup de vent, dans mon cabinet, comme un homme poursuivi par un problème, et qui ne pouvait s'arrêter longtemps de peur d'être attrapé.

Il avait une curieuse habitude. J'observai que, lorsque je le pressais de questions indiscrètes, sur les progrès que nous avions faits, par exemple, il paraissait se réfugier derrière les verres de son lorgnon, et je ne pouvais plus rien en tirer. Je n'ai jamais pu rien apprendre de lui, sur ce que faisaient les différents départements de mon ministère, parce que les informations qu'il avait acquises étaient soigneusement triées au War Office et induisaient, par conséquent, en erreur.

Toute cette agitation fébrile donnait l'impression d'un puissant désir de pousser chacun en avant. Mais je découvris bientôt qu'elle était le symptôme d'un système nerveux épuisé.

A mon regret, je conclus qu'il n'avait plus la solidité des nerfs ni la puissance calme de travail, nécessaires à l'organisateur en chef d'un département nouveau où tant de fonctionnaires n'avaient jamais rempli les tâches qui leur avaient été confiées. C'était un homme d'un calibre tout différent qu'il me fallait. Nous nous séparâmes.

Il ne fut pas remplacé. Je m'étais rendu compte que l'élan qui était nécessaire, c'est moi-même qui devais le donner, avec l'aide des chefs énergiques que j'avais choisis.

Parlant de ces nominations à la Chambre des Communes, le 29 juillet 1925, où je faisais un compte rendu des progrès réalisés dans l'aménagement du nouveau ministère, je dis:

« En fait, nous avions à créer un nouvel état-major. C'est une entreprise très difficile, s'il faut le faire immédiatement, puisque tout dépend, cela va sans dire, des hommes que vous choisissez. En temps normal, vous mettriez très longtemps à ce choix de vos instruments.

Mais quand vous êtes engagés dans une œuvre d'extrême urgence, cela est impossible. Heureusement, on nous a proposé des hommes très considérables dans le monde industriel, possédant une vaste expérience et dont quelques-uns avaient la charge d'entreprises très importantes. Ils se sont mis volontairement à la disposition du Ministre des Munitions et chacun dans sa partie rend des services excellents. Je crois pouvoir dire qu'il y a là au moins quatre-vingt-dix hommes de première classe, par leur connaissance des affaires, et qui se sont offerts au Ministère des Munitions, la plupart sans rémunération aucune. (*Bravos.*) Quelques-uns d'entre eux dirigeaient de très grandes usines et les maisons où ils étaient attachés leur accordaient, dans la plupart des cas sinon dans tous, des salaires que l'Etat ne saurait payer. Ces talents sont extrêmement précieux; sans leur aide, à vrai dire, il eût été impossible d'improviser un grand organisme de la taille que comportent nécessairement l'arrangement et la structure d'un département tel que le nôtre. »

Lorsque j'eus défini la situation actuelle des munitions, avec autant de détails que l'époque et les informations me le permettaient, quelques faits dominants se dégagèrent:

1) Le War Office n'a pas fait un examen complet de ses besoins, si on part du postulat que l'armée britannique devait être développée jusqu'à la force gigantesque d'au moins soixante-dix divisions; que sa tâche nécessitait une trouée à travers une ligne formidable, double et parfois multiple de retranchements défendus par des masses d'artillerie lourde et légère, et que ce serait une opération de longue durée. Le War Office n'a pas pris, par exemple, de décision définitive à propos du nombre et du calibre des canons nécessaires pour un tel dessein. La quantité et le type des canons commandés par lui ont été évidemment, l'un et l'autre,

insuffisants. Il n'a pas été calculé non plus le nombre des mitrailleuses requis pour une armée de telle importance.

2) Ce n'est que lorsque le nombre et surtout le type des canons ont été fixés, que l'on peut prévoir le nombre et le type des obus exigibles.

3) On n'a pas examiné non plus la capacité de production de ce pays et celle de l'Amérique, en canons, obus, mitrailleuses et fusils. C'est plus tard, quand le programme de nos besoins fut établi, que l'on s'aperçut que l'Angleterre ne possédait pas et qu'elle ne pouvait acheter aux Etats-Unis les machines-outils nécessaires pour exécuter le programme ainsi fixé. Il nous fallut donc faire un effort pour manufacturer ces outils avant de commencer les canons supplémentaires, etc...

4) Le War Office n'a pas institué une enquête sur notre capacité de remplissage d'obus. Le nouveau ministère, après examen, a découvert: *a*) que nous ne pouvions pas sur ce point satisfaire au dixième de nos besoins; *b*) que si même nous trouvions les moyens de charger les obus, nous ne possédions, en tous cas, que dans une faible proportion les explosifs jusqu'alors en usage. Il nous fallait donc encourager des expériences en vue de découvrir d'autres explosifs également puissants et nous procurer un autre assortiment de moyens adaptés aux résultats de ces expériences.

Je suis terrifié lorsque j'imagine ce qui serait arrivé si on avait laissé cet état de choses se prolonger encore quelques mois, sans s'apercevoir de son existence et, par conséquent, sans tenter de le réformer. Que se serait-il passé si tous les ministres avaient conservé leur confiance complète à la direction militaire des hostilités? Dès qu'on suggérait que les méthodes établies n'étaient pas des meilleures, le War Office montrait une certaine susceptibilité; il réprimait la curiosité des civils sur ces façons de procéder et leurs résultats et pouvait retarder

ainsi la découverte de ses négligences funestes jusqu'au moment où il aurait été trop tard pour les réparer. Malgré les efforts énergiques des savants et des hommes d'affaires les plus compétents qui multipliaient les examens, les enquêtes, les consultations et les plans afin de se rendre compte des besoins, des défauts et des remèdes, le tout en vue de la production, nous pouvions à peine répondre aux demandes de l'armée pour la campagne d'été de 1916. Il y a eu là un manque de prévoyance et de recherche intelligente si incroyable qu'il est nécessaire de donner des renseignements détaillés et documentés sur ces questions d'importance capitale. C'est ce que je me propose de faire plus tard au cours de ce récit. Cette histoire peut servir de leçon pour toute entreprise bureaucratique, quelle que soit sa forme. Elle contient aussi un avertissement pour ceux qui poussent inconsidérément des nations à la guerre. Ils comprendront peut-être les risques auxquels ils s'exposent et le caractère hasardeux du jeu dans lequel ils se jettent.

La tâche qui m'incombait n'était pas de celles qu'on peut accomplir assis devant un bureau. Un problème s'imposait: obtenir que les patrons consentissent de bon cœur à transformer leurs usines et leurs ateliers pour les adapter à la fabrication des armes. Un autre était également important: s'assurer de la bonne volonté des ouvriers, les décider à activer la production et à accepter la « dilution » (1) de la main-d'œuvre qui en était la condition. La question ouvrière, je le savais, serait une de mes principales difficultés. Aussi pendant la première semaine de juin, fis-je un voyage dans les centres industriels afin d'y ranimer l'enthousiasme pour la production des minutions sous les ordres du nouveau ministère.

(1) Homologation de la main-d'œuvre expérimentée et de l'autre.

A Manchester, à Liverpool, à Birmingham, à Cardiff et à Bristol, je rencontrai les représentants des principales firmes industrielles et des Trade Unions qui s'y rattachaient; je les suppliai d'organiser des commissions locales pour activer la production des munitions et pour arranger entre eux la répartition des contrats de façon à obtenir le rendement maximum des usines de la région. J'insistai sur l'importance de l'organisation locale et de la décentralisation systématique, comme moyen d'épargner du temps et de la paperasserie; enfin je demandai instamment aux industriels et aux syndicalistes de travailler d'un commun accord.

Je citerai le passage d'un discours que je prononçai à Manchester pour montrer en quels termes je faisais appel aux patrons et aux ouvriers:

« Je n'occupe ce poste que depuis quelques jours, c'est vrai. Je me faisais déjà auparavant une idée de la situation, mais ce que j'ai vu m'a donné la preuve accablante que la nation n'a pas encore consacré la moitié de sa force industrielle à l'œuvre qui doit permettre de terminer victorieusement la lutte. Cette guerre est une guerre de munitions. Nous combattons contre l'état le mieux organisé du monde, pour la guerre comme pour la paix. Nous avons trop employé ces façons hasardeuses et négligentes d'aller au petit bonheur qui, croyez-le bien, ne nous auraient pas permis de garder longtemps notre place parmi les nations, même en temps de paix. L'Angleterre maintenant a besoin de toutes les machines pouvant servir à faire des munitions ou des armes et de toutes les compétences capables de les manier; de toute l'industrie et de toute la main-d'œuvre; elle a besoin de toute la force, de toutes les capacités et de toutes les ressources, en un mot elle exige de chacun un maximum qui seul peut nous aider à vaincre nos difficultés et à nous procurer ce qui nous manque. Nous voulons mobiliser tout cela de façon à produire en un minimum de temps la quantité la

plus grande possible. Ces mesures c'est la victoire! C'est aussi une grande économie de forces et de richesse nationales puisqu'elles abrègent la guerre; c'est surtout une énorme économie de vies!... »

J'indiquais les raisons pour lesquelles le Gouvernement avait pris le droit, en vertu du « Defence of the Realm Act », de contrôler les ateliers anglais et d'exiger que le travail dû au Gouvernement — le travail dû à la patrie — fût fait avant les travaux civils. Je discutai ensuite les rapports du Gouvernement avec la main d'œuvre. Deux choses étaient indispensables pour assurer le fonctionnement du nouveau système de fabrication des munitions: accroître la mobilité de la main-d'œuvre et la placer plus directement sous la direction et le contrôle de l'Etat. L'Etat devait pouvoir dire où et dans quelles conditions il a besoin de tel ou tel homme.

« Quand la maison brûle, les questions de forme, de droits acquis, de traditions, de temps et de division du travail doivent disparaître. » J'ajoutai:

« Je ne peux dire qu'une chose: la contrainte appliquée à l'organisation des ressources industrielles et commerciales de la nation n'est pas nécessairement synonyme de conscription au sens ordinaire de ce mot. La conscription a pour but de lever des armées par des méthodes coercitives pour livrer bataille à l'étranger. C'est une question non de principe, mais de nécessité. Si la nécessité s'en faisait sentir, je suis sûr qu'aucun homme ne protesterait, quel que soit son parti. Mais, je vous en prie, n'en parlez pas comme d'une mesure antidémocratique. Plus d'une fois, nous avons conquis et sauvé nos libertés dans notre pays par le service obligatoire. C'est uniquement grâce au service obligatoire que la France a arraché aux griffes des empires militaires et tyranniques la liberté qu'elle a conquise par la Révolution; que la grande République d'Occident a gagné son indépendance, sauvé son existence natio-

nale. C'est au moyen du service obligatoire que deux des plus importantes nations de l'Europe moderne, la France et l'Italie, défendent leur existence nationale et leurs libertés. Plus d'une fois, il a été, dans les mains de la démocratie, l'arme très puissante qui lui a permis de gagner et de conserver l'indépendance... »

Je suppliai les ouvriers de renoncer pendant la durée de la guerre, aux règles traditionnelles qui limitaient la production et je leur promis que les tarifs du travail aux pièces ne seraient pas diminués. Je demandai également la suspension des règlements des Trade-Unions interdisant le mélange entre les catégories d'ouvriers, de façon à ce que désormais les hommes et les femmes qui n'avaient pas fait d'apprentissage puissent suppléer au manque d'ouvriers qualifiés. Je fis remarquer que le refus des ouvriers non mobilisés de se soumettre à la discipline formait un étrange contraste avec l'attitude de l'armée volontaire du front:

« L'ouvrier mobilisé ne peut choisir le théâtre de ses actions. Il ne peut dire: « Je suis prêt à combattre à « Neuve-Chapelle, mais non à Festubert, et je ne m'ap- « procherai pas du lieu qu'on appelle « Wipers ». Il ne peut dire: « J'ai passé dix heures et demie dans les tran- « chées, et mon syndicat ne me permet pas de travailler « plus de dix heures. »

Dans ce discours de Manchester, j'ajoutai ces mots qui se rapportaient tout particulièrement à ce que j'attendais du Lancashire:

« Les usines privées du Lancashire, lorsqu'elles donneront leur plein rendement, et lorsque vous les aurez mobilisées, pourront produire deux cent cinquante mille obus à haut explosif par mois. Un monsieur, qui est à côté de moi, me dit que vous pouvez en fabriquer davantage. Eh bien, tant mieux; mais nous voulons que vous débutiez par ce chiffre et que vous vous efforciez d'atteindre le million. »

Je cite un compte rendu que la presse fit de cette réunion parce qu'il donne une idée juste de l'esprit qui régnait dans toutes les classes auxquelles je m'adressais:

« Manchester, jeudi (3 juin).

« Lord Derby et les habitants du Lancashire ont fait au discours de M. Lloyd George un accueil enthousiaste... Plusieurs commissions de munitions ont été nommées pour trois divisions du Lancashire, comprenant tout le comté... Une discussion préliminaire très satisfaisante s'est engagée sur le meilleur moyen de délimiter le travail. M. Lloyd George a déclaré qu'il voulait obtenir un rendement de deux cent cinquante mille obus par mois du Lancashire seul, et on lui a répondu en lui promettant un million par mois d'ici peu de temps.

« Tout ceci est parfait, mais ce qui est amèrement regrettable, c'est que cette organisation n'ait pas été créée six mois plus tôt. Les patrons de Manchester me disent qu'ils ont demandé maintes et maintes fois au War Office un exposé de ce qui était nécessaire, et qu'on s'est débarrassé d'eux avec un remerciement poli en les adressant au Bureau du Travail. »

Le lendemain, je parlai en termes analogues à Liverpool. J'assurai de nouveau aux ouvriers que l'abandon des règles ordinaires et des coutumes qu'on leur avait demandé d'accepter ne serait que provisoire.

Une résolution fut adoptée et toutes les personnes présentes s'engagèrent à faire tous leurs efforts pour accroître la production des munitions. Cette résolution fut appuyée par un important discours que prononça un représentant des ouvriers. Il vaut la peine d'être cité:

« M. Clarke, représentant de l' « Amalgamated Society of Engineers » (Syndicat des mécaniciens) appuya la résolution. Voici ses paroles: « Nous savons

« maintenant que la situation sur le front est moins « bonne que nous ne le pensions. Certains journaux nous « ont caché la vérité et nous ont peint tout en rose. « Hier seulement en écoutant le discours de M. Lloyd « George (1), les ouvriers se sont rendu compte de la « terrible urgence de la question. Maintenant que nous « savons, je suis sûr qu'aucune difficulté ne se pré- « sentera. »

En commentant ce discours, la presse remarqua:

« En général, dans les milieux de Londres représentant les Trade-Unions, l'approbation est unanime à l'égard du discours de M. Lloyd George. Un trade-unioniste bien connu nous a dit: « Nous sommes très con- « tents de la précision du discours, et nous n'avons qu'un « regret, c'est qu'il n'ait pas été prononcé huit mois plus « tôt. La campagne en faveur de la conscription nous « contrariait parce que nous savions que des centaines « de milliers d'hommes ne pourraient être équipés immé- « diatement... »

Pendant que je m'efforçais ainsi d'activer l'organisation de l'Angleterre pour la production des munitions, le projet de loi sur le Ministère des Munitions fut accepté au Parlement. Cette mesure institua le nouveau Ministère et lui donna ses pouvoirs. Ceux-ci furent exposés de la façon suivante dans la Clause II de l'Acte. Je cite ce passage car c'est un excellent exemple de la largeur de vues et de l'élasticité qui sont nécessaires en législation pour venir à bout d'une situation critique.

« Le ministre des Munitions aura pendant la guerre les fonctions et les pouvoirs administratifs concernant la production des munitions, que peut lui conférer Sa Majesté en Conseil. Si Elle le juge opportun, Sa Majesté peut aussi décider que pour ce qui a trait à la production des munitions, les pouvoirs ou les fonctions d'un

(1) Le discours que j'avais prononcé à Manchester.

ministère ou d'une autorité du Gouvernement, conférés par statut ou autrement, seront transférés au Ministre des Munitions et exercés par lui seul ou conjointement; un ordre pris en Conseil fixera les modalités nécessaires dans ce dessein et toute stipulation nouvelle prise par la même voie dans le même but pourra comprendre toute clause supplémentaire jugée utile pour donner pleine vigueur à ce décret. »

En d'autres termes, le travail du nouveau Ministère, les responsabilités assumées jusque-là par le War Office et l'Amirauté dont il devait se charger, et les nouvelles tâches qu'il entreprendrait n'étaient pas définis par un acte du Parlement, mais laissés aux Ordres pris en Conseil qui les fixeraient. Ainsi, sans perdre un temps précieux en formalités parlementaires, les pouvoirs s'adapteraient aux besoins au fur et à mesure qu'ils grandiraient.

Dès le début, il fut établi dans les grandes lignes que le nouveau ministère serait guidé par « les besoins généraux et les demandes particulières » du Conseil de l'Armée. On aurait pu croire que cela signifiait — et en effet le Conseil de l'Armée s'efforça d'imposer cette interprétation — que le Ministère n'était qu'un service de ravitaillement, incapable d'exercer aucune initiative et n'ayant que le droit d'exécuter des programmes et des ordres transmis par les autorités militaires. Par bonheur, cependant, le décret du Roi en Conseil qui définissait mes fonctions était explicite. Il déclarait que j'avais pour devoirs « d'assurer pendant la durée de la guerre actuelle, la production des munitions que demandera le Conseil de l'Armée ou l'Amirauté ou qui *seront jugées nécessaires de toute autre façon* ». Cette dernière clause que j'ai écrite en italiques, me donna le pouvoir — et j'en fis activement usage — de m'informer directement des besoins présents et futurs de l'Armée et de faire des plans pour y répondre. Si j'avais été limité par la myo-

pie du Conseil de l'Armée nous aurions manqué de munitions jusqu'à la fin de la guerre.

A ce sujet, je suis tenté de citer un passage tiré de l'histoire officielle du Ministère des Munitions. Ce livre a été écrit plusieurs années après mon départ du ministère. Je n'ai pris aucune part à sa rédaction et je n'ai même pas été consulté pour un point quelconque de son contenu. Voici ce qu'il y est dit à propos de la façon dont je concevais mes fonctions au Ministère:

« La vaste conception qu'il avait de sa situation et de ses responsabilités se reflète dans sa carrière de Ministre des Munitions; son intuition du caractère et de la longueur probable du conflit non seulement eut un effet profond sur les plans adoptés à ce moment pour la production des munitions, mais permit plus tard au Ministère de répondre à des exigences plus grandes; il donna des bases si larges à la puissance productrice dont le Ministère pouvait disposer que cet effort suffit presque — en ce qui concernait les canons, les munitions, les fusils, les mitrailleuses et les engins de tranchées — pour mener l'Angleterre jusqu'à la fin de la guerre. Les grands développements entrepris sous ses successeurs eurent surtout pour but de répondre aux nouvelles demandes de l'aviation et de la guerre chimique, et d'accroître la production de l'acier pour la construction des navires, des automobiles, des tanks et des chemins de fer. »

On a beaucoup exploité dans certains milieux le fait que les nouvelles usines organisées par le Ministère des Munitions et les nouvelles commandes d'obus qu'il fit, ne commencèrent à porter vraiment des fruits qu'au printemps de 1916 et que, jusqu'à cette époque, la majeure partie des munitions qui arrivaient à nos armées sur le front fut le résultat des ordres donnés par le War Office avant la création du nouveau Ministère.

Je n'ai pas le moindre désir de revendiquer pour le Ministère des Munitions des éloges immérités ou de

dérober au War Office le plus petit de ses vrais titres de gloire. Mais par loyauté pour les admirables collègues qui ont collaboré avec moi à la production des Munitions, je suis obligé de remarquer que ces suppositions ne reposent sur rien.

Il est vrai que, sous l'influence de la Commission des Munitions du Ministère et de la Commission des Munitions de Guerre fondées au commencement du printemps de 1915 et dont j'ai déjà parlé, le War Office avait, au début de juin 1915, fait de grandes commandes d'obus en Angleterre et à l'étranger. Mais commander et assurer la livraison étaient deux choses fort différentes. Le 29 mai 1915, sur les 5.797.274 obus commandés par le War Office et qui devaient être livrés à cette date ou avant, seulement 1.968.252 avaient été réellement livrés et ceci après dix mois de guerre. Chose plus grave encore, un nombre relativement grand des obus fabriqués n'étaient ni pourvus de fusées ni remplis d'explosifs. C'était une simple collection d'inoffensifs pots d'acier. Les mesures prises par mon Ministère pendant les sept premiers mois de son existence pour réorganiser l'industrie dans toute l'Angleterre et pour activer la production, réussirent à élever le chiffre des livraisons faites d'après les commandes du War Office. Des deux millions atteints le 1er juin, on arriva à 14 millions à la fin de décembre 1915, et pour la première fois des mesures appropriées furent prises pour compléter les obus avec des fusées et des explosifs.

Si le War Office ne parvenait pas à obtenir les livraisons, c'était en grande partie parce que ce Ministère s'obstinait, avec un entêtement stupide, à ne traiter qu'avec les maisons d'armements officiellement reconnues et laissait ces firmes elles-mêmes organiser — ou abandonner sans organisation — le reste de l'industrie anglaise. Le Service du Matériel de Guerre aurait pu exercer un contrôle complet sur les ressources indus-

trielles de l'Angleterre; des pouvoirs à cet effet lui avaient été accordés par le « Defence of the Realm Act » que j'avais introduit le 9 mars 1915, mais il en avait fait peu d'usage. Ce Service était encore convaincu que c'était courir un grand risque que de confier la fabrication des munitions à des firmes inexpérimentées et que le seul moyen sûr était de donner la commande à des fabricants d'armes connus de lui en leur laissant le soin de faire exécuter à d'autres les parties les plus simples. En faisant des commandes en Amérique, la Commission du Cabinet s'écarta de ce principe, quoique le contrôle fût impossible et la surveillance de la production difficile aux Etats-Unis. Mais en Angleterre où le contrôle et la surveillance étaient faciles, l'entêtement du War Office fut invincible. Une des caractéristiques des petits esprits est qu'ils s'irritent d'un changement dans leurs méthodes accoutumées, simplement parce qu'ils y voient un blâme de leurs actes passés.

En ce qui concerne le rendement des commandes du War Office la différence entre les livraisons d'août 1914 à juin 1915 et de juin 1915 à avril 1916, fut en grande partie due au fait que pendant cette dernière période, le Ministère des Munitions s'était chargé de l'organisation directe des firmes non spécialisées et de la main-d'œuvre pour la production des munitions; de plus, après août 1915, il s'était ausi chargé des usines d'artillerie du Gouvernement, y compris le laboratoire royal de Woolwich à qui, à cette époque, incombait la tâche du remplissage et de l'achèvement des obus et qui accomplissait cette œuvre avec des méthodes lentes et antiques d'avant guerre. M. Albert Thomas, Ministre des Munitions en France, qui visita Woolwich à ce moment, l'appela « une vieille boîte ».

Comme je l'ai déjà indiqué, le War Office manifesta aussi son manque de prévoyance en ne réussissant pas à établir un programme d'études sur les nécessités, les

possibilités et les probabilités de l'avenir qui ne fût pas un simple registre des quantités qui étaient dues d'après les contrats conclus. Il est nécessaire que je montre les nombreuses conséquences de cette négligence.

Quand certaines munitions ou certains de leurs éléments devaient être fabriqués, le Service du Matériel de Guerre n'a jamais examiné avec soin les ressources industrielles disponibles en Angleterre et la façon de les utiliser du mieux possible afin d'obtenir une production suffisante. S'il l'avait fait, il aurait découvert que pour tirer le meilleur parti de ces forces en réserve, il était nécessaire d'avoir des machines-outils, des manomètres et autres dispositifs dont la fabrication demanderait plusieurs mois. Non seulement l'oubli de ce fait évident, au début de la guerre, avait beaucoup nui pendant les dix mois qui venaient de s'écouler, mais il entraînait encore un nouveau retard de plusieurs mois, gros d'inquiétudes et de conséquences avant qu'on pût commencer à faire des canons, des fusils, des mitrailleuses et même des obus en quantité suffisante. Les membres du Service du Matériel de Guerre commirent une faute plus désastreuse encore à certains égards en négligeant complètement d'étudier le problème des explosifs. Ils n'avaient pris aucune disposition pour qu'on pût remplir le plus grand nombre possible d'obus — ou tout au moins ceux qu'ils avaient déjà commandés. En réalité, ils ne s'étaient même pas demandé si l'on avait des quantités suffisantes de l'explosif spécial employé à ces obus, pour répondre aux besoins de leurs programmes déjà si restreints. Comme je le montrerai plus tard, Lord Moulton avait déjà averti le War Office que les quantités disponibles ne pourraient suffire et qu'il faudrait donc changer d'explosif. Si l'on n'avait pas réparé à temps cette déplorable bévue, l'Armée Britannique n'aurait pas eu en 1916 le tiers du matériel nécessaire aux opérations.

Le Service du Matériel de Guerre appliquait le sys-

tème prescrit et était passif, sinon hostile, quand on proposait de nouveaux moyens. Cette passivité se manifesta à maintes reprises, en particulier lorsque en décembre 1914, Lord Moulton a demandé *des pouvoirs pour faire fabriquer* de puissants explosifs; et au printemps de 1915, lorsqu'on proposa d'étendre sa sphère d'action *aux poudres*. Elle se montra aussi dans le retard qu'on mit à adopter de nouveaux explosifs de grande puissance et dans la répugnance à approuver le canon *Stokes*. Mais l'exemple le plus frappant de l'étroitesse de vues des autorités du War Office est fourni peut-être par leur refus (appuyé, il faut le remarquer, par le Secrétaire d'Etat), d'admettre la nécessité des canons que, au mois d'août 1915, j'ai donné l'ordre de construire en plus de ceux commandés par le War Office. C'est un incident dont je m'occuperai ailleurs avec plus de détails.

La plupart des mesures spéciales, prises après la formation du Ministère des Munitions pour activer la production, auraient pu très bien être décidées en 1914. C'est à elles que furent dues la livraison beaucoup plus rapide des commandes en suspens du War Office à la fin de 1915, aussi bien que l'immense augmentation de la production en 1916, sur les ordres directs du Ministère des Munitions.

Au mois de juillet, le Ministère des Munitions déchargea le War Office des affaires concernant les contrats avec les maisons privées. Notre tâche avait donc un double caractère. D'un côté, il fallait hâter l'exécution des contrats existants, consulter les firmes d'armement et collaborer avec elles pour alléger leurs difficultés en matières premières et en main-d'œuvre; de l'autre, il fallait créer de nouvelles sources de production en organisant dans le domaine des munitions les établissements non spécialisés, en fondant de nouvelles usines du gouvernement, et en leur procurant l'installation, la main-d'œuvre et les matières premières.

Il faut quelque effort pour embrasser l'immense étendue de notre champ d'activité. Peu de personnes peuvent imaginer au premier coup d'œil ce que comprend cette expression « Munitions de guerre », ou se douter des ramifications gigantesques des industries qui collaborent à leur production.

Pour faire un canon, par exemple, ou une douille d'obus, il faut des organisations métallurgiques, des hauts fourneaux, des aciéries, des fonderies de fer et d'acier, des forges, des fabriques de poinçons, de tours, de coins, de laminoirs, de bielles, de fils de fer, etc..., en remontant plus loin encore, il faut des mines de charbon et des gisements de minerai de fer.

Il faut des usines et celles-ci à leur tour doivent avoir des machines, des installations électriques, du matériel et des machines-outils; des moteurs, des pompes, des turbines, des transports par route et par voie ferrée; des fabriques de chaudières et de tout ce qui sert à la construction mécanique.

Les explosifs qui chargent les obus et ceux qui les lancent demandent des fabriques de produits chimiques, de colorants, des usines à gaz et un grand nombre d'expériences de laboratoire fort délicates, de recherches et d'essais.

Les petites armes, les munitions, et tout le matériel employé dans la guerre de tranchée, sont composés d'éléments divers qui exigent des métaux ferreux, ou non ferreux manufacturés, du bois ouvré, des produits textiles, des instruments d'optique, de la vulcanite.

Les obus avaient tant d'importance aux yeux du public à l'époque où le ministère fut formé qu'on risquait d'oublier qu'il était chargé de la production et de la répartition, non seulement des munitions et des canons, des fusils, des mitrailleuses, mais aussi des transports mécaniques, du matériel de guerre de tranchées, des instruments d'optique, des jumelles, des métaux, des tanks,

des bombes, des gaz asphyxiants, des machines-outils, du bois, des accumulateurs électriques, des machines agricoles, des huiles minérales et des matériaux de construction.

Le War Office avait pour méthode de passer des contrats avec quelques firmes expérimentées qui livraient des articles tout prêts. Cette méthode avait donné de bons résultats en temps de paix, mais s'était révélée tout à fait insuffisante pendant la guerre. Le Ministère des Munitions, au contraire, dut s'occuper directement de la production du matériel brut et de toutes les phases de la fabrication pour chaque élément des munitions; et il y en avait une quantité et une variété qu'on n'avait jamais imaginée jusqu'alors.

2. Organisation centrale et régionale.

Quand la loi du Ministère des Munitions fut présentée au Parlement au début de juin 1915, les corps qui existaient pour surveiller la production des munitions étaient au nombre de trois. C'étaient:

a) La Munitions Supply Organisation (ravitaillement en munitions), dépendant du War Office; elle était présidée par le quartier maître général de l'ordonnancement (1) et dirigée presque exclusivement par des officiers de l'armée auxquels s'était ajouté un intrus de marque dans la personne de Lord Moulton à qui on avait donné le poste de Président de la Commission de production des puissants explosifs.

b) L'Armaments Output Committe (Comité de la production de guerre) que Lord Kitchener avait fondé avec Sir Percy Girouard et M. G. M. Booth à sa tête, pour

(1) Aucun équivalent en français. En allemand : *General feldzeugmeister*, ce qui veut dire littéralement : Quartier-maître général du matériel de guerre.

régler le problème de la main-d'œuvre et qui avait pris quelques premières mesures extrêmement utiles mais restreintes, dans la question de l'organisation régionale.

c) La Munitions of War Committee (Commission des munitions de guerre)... maintenant défunte, puisque son président était devenu Ministre des Munitions.

Au cours du mois de juin, la plupart des fonctions qui incombaient au service du général Von Donop furent transmises au Ministère des Munitions qui se chargea aussi de la tâche de l'Armaments Output Committee. Le 1er juillet, le Ministère avait donc remplacé les trois corps qui s'occupaient de produire et de répartir les munitions. L'Arsenal de Woolwich resta sous les ordres du Service du Matériel de Guerre jusqu'en août 1915 et la direction des plans et des inventions jusqu'à la fin de l'année.

Quatre services furent organisés tout d'abord: Sir Percy Girouard se chargea des munitions; Lord Moulton, des explosifs; le général de brigade L. C. Jackson du Engineer's Munitions Department (du département des techniciens en munitions) et M. Beveridge, du secrétariat et de l'organisation de la main-d'œuvre.

Pour les aider, ils étaient entourés d'une armée d'hommes d'affaires expérimentés dont j'ai déjà parlé. Je ne décrirai pas en détail l'ensemble de l'administration telle qu'elle fut à ses débuts, mais je donnerai pour exemple l'organisation d'une seule branche. Sir Percy Girouard, Directeur général du ravitaillement en munitions, avait sous ses ordres immédiats neuf agents dont chacun était chargé d'une tâche particulière ou d'un groupe de travaux... L'un d'eux, M. E. C. Geddes, occupait le poste de sous-directeur général de la Munitions Supply. Il avait pour fonctions de surveiller un groupe de bureaux dont chacun était confié à un homme expérimenté; M. E. W. Moir était responsable des mitrailleuses, M. F. T. Hopkinson des munitions de petites

armes; M. G. M. Brown, des fusils; le Major W. C. Symon, des canons et accessoires, des wagons de munitions et des instruments d'optique; M. D. Bain des voitures de transport à chevaux. Au cours de la guerre, plusieurs de ces sous-départements prirent une grande importance et absorbèrent l'attention d'un sous-directeur général. Avant mon départ du Ministère, trois départements existaient : celui des Munitions, celui des Explosifs et celui du Matériel de guerre de tranchée. Le département des Munitions était divisé en dix sections principales, dont cinq étaient encore divisées en quatre ou cinq bureaux ; ces divers départements, sections et bureaux, étaient dirigés par des gens de métier expérimentés.

Telle fut la forme que nous donnâmes à notre quartier général. Dans le même esprit, nous commençâmes l'organisation de l'Angleterre en zones pour la production des munitions.

J'ai déjà indiqué comment le Comité de la production de guerre, sous la direction de la Commission des munitions de guerre et avec mon actif appui avait commencé cette tâche d'organisation par zones.

Dans un certain nombre de zones, des commissions furent nommées pour coordonner la production des munitions et elles se chargèrent d'établir dans certains centres des fabriques nationales d'obus. Le premier de ces projets fut celui qui fut adopté à Leeds et reçut la sanction du Gouvernement le 13 mai sur la recommandation de la Commission des munitions de guerre. Une description de cette expérience de Leeds fut publiée sous le titre « *Les Fabriques nationales de munitions:* Une tentative couronnée de succès », afin d'encourager des mouvements analogues dans d'autres districts.

Le voyage que j'entrepris pendant la première semaine de juin, avait, entre autres buts, celui d'encourager ce système. A toutes les réunions, je répétais avec insistance qu'il fallait nommer des commissions sans perdre de

temps et je démontrais qu'autant que possible, chaque district devait coordonner ses efforts pour former une seule organisation plutôt que plusieurs.

Cet appel suscita partout le zèle et l'activité et accéléra beaucoup l'organisation locale dans les districts que j'avais visités. Au mois de juin, tout le monde se mit à travailler avec énergie et dévouement à combler le déficit des munitions. Des députations des commissions locales venaient tous les jours au nouveau ministère. J'en vis beaucoup et je fis tous mes efforts pour les encourager, les diriger et les aider. De tous côtés des hommes dans les affaires écrivaient pour offrir leurs services et demander des renseignements sur les besoins, les devis, les contrats et la main-d'œuvre. Les gens de métier étaient encouragés à faire ces offres et se montraient reconnaissants de la sympathie qu'on leur témoignait. Il était indispensable d'éviter tout délai et toute confusion et je vis bientôt que la branche du ministère qui s'occupait des questions locales devrait être renforcée.

Au début de juin, je demandai à M. Stevenson qui était entré dans le service des districts de M. Booth presque immédiatement après la formation du nouveau ministère et s'était occupé de l'organisation des commissions locales, de me soumettre un plan d'organisation par zones.

Je donne les grandes lignes du plan qui fut adopté, car il peut servir à ceux qui seront appelés à organiser l'énergie nationale dans un autre but que la guerre.

Je décrivis ainsi l'ensemble du système dans un discours prononcé à la Chambre des Communes le 23 juin:

« Aucun groupe de fonctionnaires, aussi capables qu'ils soient, ne pourrait diriger de Londres les opérations gigantesques et absolument nouvelles qui doivent être exécutées en quelques semaines si l'on veut sauver l'Angleterre. Nous avons donc décidé d'organiser l'An-

gleterre en districts. Je compte beaucoup sur la décentralisation que j'ai esquissée. Nous n'avons pas le temps de créer un département central qui serait monté de façon à tirer le meilleur parti des ressources de chaque district... Il n'y a qu'un moyen de grouper efficacement les ressources de l'Angleterre dans le temps dont nous disposons. C'est que chaque district se charge de faire le travail lui-même et que nous mettions à sa disposition tous les conseils éclairés et tout le matériel qu'un Gouvernement peut donner, car nous avons offert de fournir le matériel partout où on en a besoin. Tout ce qu'on peut demander comme avis compétent, devis, spécimens, inspection et matériel, nous pouvons le procurer, mais nous devons compter sur les hommes d'affaires de chaque localité pour organiser eux-mêmes ces districts, et c'est ce qu'ils font. »

Voici comment Stevenson décrit ses méthodes:

« Mon premier soin fut de demander une carte. J'aurais pu tout aussi bien demander la lune. Mais nullement découragé, j'allai en acheter une, que le Gouvernement me doit encore. Je divisai la carte en dix zones, dont les limites (avec quelques exceptions) s'adaptaient aux frontières des comtés, et suivaient les lignes de démarcation commerciales ordinaires de la décentralisation. Ce plan fut approuvé par M. Lloyd George et un Bureau de Zone fut installé dans chacune de ces divisions (c'est-à-dire à Newcastle, à Manchester, à Leeds, à Birmingham, à Cardiff, à Bristol, à Londres, à Edimbourg, à Glasgow, à Dublin et à Belfast) afin de diminuer la congestion aux quartiers généraux, d'obtenir des renseignements locaux et de régler les difficultés de secteur. Chose curieuse, un comté fut omis, Hereford, avec la remarque: « Nous le laissons au Ministère de l'Agri- « culture. » Mais dans ce comté négligé, on construisit plus tard la plus grande usine de remplissage d'obus qui soit en Angleterre. »

Dans les principales zones, près de cinquante commissions administratives furent nommées. Voici comment on procédait: Les commissions se chargeaient, pour les quantités indiquées, de commandes d'obus par exemple, qui devraient être livrées à certaines dates et à certains prix. Ces commandes étaient distribuées parmi diverses firmes industrielles du district ou confiées à des fabriques nationales dirigées par la commission, et celle-ci était responsable devant le gouvernement des obus ainsi fabriqués. Les bureaux de zone exerçaient une surveillance générale sur les commissions administratives de leur zone et chacun comprenait un secrétaire organisateur, un ingénieur inspecteur et un employé chargé de la main-d'œuvre. Le secrétaire unissait à ses fonctions la tâche de « fonctionnaire des installations » et de sous-comptable du district; il était chargé des demandes de pétrole par les firmes qui faisaient des munitions, et avait d'autres fonctions variées. L'ingénieur devait organiser le mieux possible les ressources de la zone d'après les instructions données de temps en temps par le Ministre des Munitions, vérifier les machines disponibles et faire des rapports, inspecter les fabriques nationales d'obus, donner des indications sur les capacités des firmes et sur l'exécution des contrats. L'employé chargé de la main-d'œuvre devait, comme son nom l'indique, en surveiller le recrutement et la distribution; le développement que prirent ses fonctions à cause de la « dilution » et des enquêtes sur les conditions générales de la main-d'œuvre fut tel que plus tard, en novembre 1916, on dut partager son travail entre deux fonctionnaires indépendants qui s'occupaient respectivement de la répartition du travail et des enquêtes.

On se tromperait si l'on supposait que cet éveil de l'énergie locale et cette création de l'organisation par district se firent facilement et sans heurts. Ils demandèrent, surtout au début, une attention constante et

beaucoup de soins pour assurer le fonctionnement du mécanisme.

Il fallait constamment surmonter de nouveaux désaccords et de nouveaux obstacles et fixer une méthode de travail convenant à tous. J'avais sans cesse à régler des questions locales et générales — quelques-unes importantes, d'autres insignifiantes — qui retardaient l'action. Le 26 août 1915, je fis paraître un rapport intitulé : « Règles pour guider les commissions administratives » ; il résumait les conclusions auxquelles j'étais arrivé d'après nos conférences et il servit dorénavant de charte.

Pour résumer brièvement le résultat obtenu par ces commissions administratives dans le recrutement de firmes demeurées jusque-là étrangères à la production des munitions, je peux dire qu'au cours de la guerre, elles obtinrent un rendement de 65 millions d'obus vides, de plus de 606 millions d'éléments d'obus, de près de dix millions d'engins de tranchées et de plus de quatre millions d'articles aéronautiques. Et cette grande tâche ne fut pas accomplie sans le souci des deniers de l'Etat ; on a estimé en effet que les fabriques nationales dirigées par ces commissions ont économisé à l'Angleterre 1.750.000 livres, si on prend pour base les prix moyens demandés jusque là par les fournisseurs pour les divers objets fabriqués.

L'expérience nous a appris que pour bien des choses faites pendant la guerre, il faudrait s'y prendre autrement la prochaine fois — Dieu nous garde de cette prochaine fois! Mais l'opinion définitive de ceux qui ont vu fonctionner l'organisation par zone et les commissions administratives, en tant qu'organisations de temps de guerre, est qu'il faudrait adopter exactement le même système s'il devenait de nouveau nécessaire d'adapter les ressources de l'Angleterre à la production des munitions.

Telle fut la machine que nous avons construite. Je cherchai ensuite des méthodes qui permettraient à chaque département d'accomplir sa tâche à toute vitesse et de remédier promptement à tout accident ou à tout défaut au lieu de courir sans discernement au désastre.

Le Ministère avait donné l'impulsion nécessaire en Angleterre; tel était le résultat de mon voyage dans quelques districts industriels et des rapports que j'avais eus dans toute la nation avec les chefs industriels, les patrons et les ouvriers. J'avais réuni au quartier général un état-major très compétent d'hommes de premier ordre pour faire le travail. Il restait maintenant à faire marcher la machine à toute vapeur aussitôt qu'elle serait montée.

Je me mis donc en devoir d'établir un système d'après lequel à mesure que chaque service était organisé — canons, explosifs, mitrailleuses, bombes, construction d'usines, main-d'œuvre, etc., — son chef ferait un rapport hebdomadaire à M. W. J. Layton (aujourd'hui Sir Walter Layton) qui avait été nommé Directeur des Statistiques; celui-ci devrait réunir ces rapports et m'en donner un résumé chaque semaine. Dès que chaque service fut prêt à fonctionner et en état de donner le signal à la production, on lui demanda de nous soumettre un rapport indiquant le rendement prévu, chaque semaine. Les statistiques hebdomadaires des résultats vraiment atteints étaient constamment comparées aux chiffres des prévisions et nous pouvions ainsi voir comment chaque section accomplissait sa tâche.

Le résumé hebdomadaire préparé par M. Layton pour montrer les promesses et les résultats de chaque département m'était donné chaque samedi matin et je l'emportai dans ma villa de Walton Heath. Car, chaque fois que je le pouvais, je m'échappais de Londres le samedi. Là, je prenais ce résumé hebdomadaire, et je le lisais soigneusement, faisant des annotations qui seraient plus tard dictées et envoyées aux chefs des départements sur

les points qui me frappaient au sujet de l'exécution du travail. Quelques exemples pris au hasard montreront comment étaient rédigées ces notes.

« Dr Addison.

« *Rapport hebdomadaire.*
« *Guerre de tranchées.*

« La différence entre les promesses et la livraison est décourageante. Quelles mesures a-t-on prises pour activer celle-ci?

« *Les livraisons de bombes* sont également décevantes.
« 30 septembre 1915.

« D. Ll. G. »

« Sir Frederick Black.

« *Notes sur le rapport hebdomadaire pour la semaine finissant le 18 septembre.*

« Le contraste entre la quantité d'obus promis et celle d'obus livrés est très décourageant; la différence serait assez fâcheuse pour des fournisseurs; mais quand il s'agit de fabriques nationales d'obus, elle est grotesque. N'y a-t-il aucun moyen d'améliorer la situation? A qui appartient-il de demander des explications aux contractants individuels et aux commissions administratives et de leur faire atteindre le but aux uns et aux autres.

« Je crains que le service qui s'occupe de cette partie de notre travail ne soit surchargé. Les hommes qui sont à la tête sont très compétents, mais ils ont trop à faire.

« *Ateliers de chargement pour obus.*

« Etant donné combien il importe d'accroître le rendement du remplissage, ce rapport n'est pas aussi encourageant que je le souhaiterais. Les entretiens que nous avons eus aux conférences des deux ou trois derniers jours amélioreront la situation, mais j'espère qu'une

attention particulière sera accordée à cette branche d'une importance capitale. A propos des fabriques nationales de projectiles et des usines de remplissage, je demande avec insistance que les grands fabricants soient convoqués aux conférences et invités à nous aider en mettant à notre disposition des hommes qui puissent hâter la construction de ces bâtiments. Veillez, je vous prie, à ce que cela soit fait.

« 30 septembre 1915.

« D. Ll. G. »

« Général du Cane.

« Je suppose que le retard dans la livraison des obus pour obusiers de six pouces est en partie attribuable au retard de la livraison de certaines cartouches pour charges N.T.C. Ne peut-on hâter cette livraison?

« 14 mars 1916.

« D. Ll. G. »

« Général du Cane.

« Comme les fusées qui ne valent rien ont causé beaucoup d'ennuis, je suis très désireux que tout autre échec soit évité. Vous louez beaucoup les derniers modèles; mais je voudrais être sûr que les essais ont été tels que rien n'a été laissé au hasard. Tant de choses en dépendent! s'ils ne sont pas réussis, les munitions ne donneront pas les résultats nécessaires et cela, à un moment très critique. Je serais donc très content si vous vouliez bien prendre les mesures indispensables pour vous assurer de l'efficacité des nouveaux modèles.

« 10 mai 1916.

« D. Ll. G. »

Je ne me bornai pas à ce bombardement de notes et de questions adressées aux chefs de services du Minis-

tère; bien entendu j'étais constamment en contact avec eux durant la semaine, et je ne leur épargnais pas les encouragements, les critiques et les conseils. J'étais au bureau de neuf heures du matin à huit heures du soir et souvent plus tard et toujours prêt à venir en aide aux fonctionnaires du Ministère chaque fois qu'une difficulté s'élevait.

Dès la formation du Ministère, je pris l'habitude de réunir toutes les semaines les chefs des services et de discuter de vive voix avec eux en détail leurs rapports hebdomadaires et d'autres questions que soulevaient mes annotations et qui demandaient un examen plus approfondi.

C'était un grand avantage et une économie de temps que de les avoir tous ensemble dans ces réunions. Lorsqu'on demandait à l'un d'eux pourquoi le rendement qu'il surveillait n'atteignait pas le chiffre prévu, il pouvait expliquer qu'il n'avait pas reçu certaine matière première, un produit demi-manufacturé ou tel autre élément indispensable à la production de la branche qu'il dirigeait ; mais le fonctionnaire à qui incombait la fourniture de ce produit manquant était également présent ; on pouvait débattre sans délai la question; ainsi on économisait beaucoup de papier et de temps qui, sans cela, auraient été employés, selon les règles de la routine, à noter les plaintes de l'un, à les envoyer à un autre pour recevoir ses commentaires, et à faire voltiger un dossier comme un volant de service en service en multipliant les explications sans profit pour la production.

Mon but constant était de tenir en éveil la bonne volonté de mon personnel par tous les moyens qui poussent les hommes à faire de leur mieux: la louange, l'émulation, la peur des critiques, et par-dessus tout l'impulsion d'un patriotisme sincère. Je crois que tous ceux qui connaissent la tâche accomplie par le Ministère conviendront que ce but a été atteint.

Ces réunions excitaient aussi une salutaire rivalité. Aucun chef de service ne tenait à ce que, dans les réunions auxquelles assistaient ses collègues, on attirât l'attention sur ce qu'il n'avait pas réussi à conformer ses livraisons aux promesses.

Nous n'avions pas le temps de ménager les susceptibilités. La nation était en danger et le temps comptait. Nous avions déjà perdu des mois, nous ne pouvions plus nous permettre de perdre un seul jour.

Les divers services du Ministère dépendaient étroitement les uns des autres. Un arrêt dans le chargement des obus pouvait être causé par un retard dans la livraison des fusées ou des explosifs. Cela pouvait provenir d'un manque de main-d'œuvre dans telle ou telle région. Au cours de la conférence hebdomadaire, on pouvait remonter à la source de la difficulté et le fonctionnaire responsable était chargé de tout arranger. En attendant on prenait quelque disposition provisoire pour tourner l'obstacle.

Ces réunions eurent un immense avantage: peu à peu elles créèrent une très grande camaraderie entre les hommes que j'avais rassemblés autour de moi. Ils étaient nombreux et fort divers; chacun était un chef expérimenté, accoutumé à mener tout seul sa barque et à donner des ordres plutôt qu'à en recevoir. Pour la réussite de l'œuvre du Ministère, il était indispensable qu'ils apprissent à réprimer leur indépendance et à collaborer entre eux. Ils commencèrent dans ces réunions hebdomadaires, bien que ce fût parfois dans le rôle d'accusateurs mutuels. Peu à peu de véritables liens d'amitié les unirent et avec peut-être une ou deux exceptions, ils finirent par former un groupe de camarades unis par un sain esprit de corps.

Mes efforts pour encourager la production ne pouvaient, bien entendu, se borner au personnel du Ministère. Il fallait que je demeure toujours en contact avec

l'industrie de tout le pays. Souvent, j'envoyais chercher les fabricants de tels ou tels articles — canons, fusils, machines-outils — pour les consulter sur leur rendement et les pousser à une activité plus grande. Je parcourais l'Angleterre, je visitais les usines, et je parlais aux ouvriers, aplanissant les difficultés de main-d'œuvre, apaisant les querelles, demandant avec insistance un accroissement de production. La nation anglaise avait pris envers les soldats du front l'engagement d'honneur qu'on leur fournirait aussi rapidement que possible les armes et les moyens de défense dont ils avaient besoin dans cette lutte; et je sentais qu'il était de mon devoir de veiller à ce qu'aucun effort ne fût épargné et aucun moyen raisonnable négligé, pour accomplir cette promesse.

J'ai été un travailleur acharné toute ma vie, depuis mon enfance jusqu'à ce jour. Mais je n'ai jamais travaillé avec plus d'acharnement que durant la période où j'organisais notre production de munitions — pas même pendant que j'étais Premier Ministre, si active et pénible que fût cette tâche.

Je me mettais au travail en général une ou deux heures avant le petit déjeuner, examinant des papiers importants et les annotant. J'avais l'habitude d'inviter à ce repas les personnes qui voulaient me voir ou que je voulais entretenir au sujet des munitions; quelquefois, des visiteurs américains marquants et influents désiraient discuter avec moi des questions qui ne se rapportaient pas directement au Ministère des Munitions et le premier déjeuner offrait une occasion commode pour les recevoir.

Mais ma journée commençait beaucoup plus tôt. Comme je l'ai déjà remarqué, dès mon réveil j'étais au travail, étudiant des papiers et des rapports que j'avais posés, la veille auprès de mon lit.

A neuf heures, j'étais installé dans mon bureau du

Ministère des Munitions. L'urgence de la tâche rendait impossible de ne pas rompre avec beaucoup d'anciennes habitudes. Lorsque j'avais terminé la lecture des lettres importantes ou des documents qui m'étaient arrivés, je trouvais toujours quelque question que j'avais décidé de résoudre ce matin-là — les canons, le remplissage des obus ou les fusils; il fallait voir des chefs de service et régler leurs difficultés, prendre des dispositions pour répartir des matières premières, peut-être entre deux concurrents qui les réclamaient, etc. Souvent aussi le matin, je devais assister aux séances du Conseil des Ministres, mais pendant mes premières semaines au Ministère des Munitions, le travail urgent m'en empêcha. A une de ces séances, paraît-il, M. Balfour demanda: « Qu'est devenu le Ministre des Munitions? Je ne l'ai pas vu depuis longtemps. »

Le lunch, comme le breakfast, était souvent une occasion de rencontrer quelqu'un avec qui j'avais une affaire de munitions à discuter. L'après-midi, la Chambre des Communes m'accaparait; mais dès que j'avais répondu aux nombreuses questions sur mon ministère, qui figuraient généralement au programme, je m'esquivais, si la nature de l'affaire suivante le permettait, pour me remettre à ma besogne.

Des difficultés constantes s'élevaient avec le War Office; je devais alors conférer avec Lord Kitchener et souvent avec le Premier Ministre. Les discussions étaient souvent très longues. A cette époque, le War Office était une perpétuelle source d'obstruction.

Des difficultés de main-d'œuvre m'obligeaient à de fréquents voyages dans les centres industriels et à des conférences avec des députations d'ouvriers ou de contremaîtres. Au début surtout, avant que le contrôle des bénéfices ne fût devenu général, un mauvais esprit régnait parmi les hommes et des agitateurs syndicalistes nous créaient de grands ennuis. A cet égard le district

de Glasgow fut le pire, quoique il y eut une grande agitation d'un caractère obstructionniste à Newcastle, à Sheffield et dans d'autres zones.

Il est inutile que je décrive les diverses réunions publiques dans lesquelles je dus prendre la parole de temps en temps pour faire comprendre à la nation les problèmes vitaux qui s'imposaient à nous et maintenir son enthousiasme pour la production des munitions.

De cette époque, je garde le souvenir d'une course perpétuelle. Je ne laissais aucun repos aux membres du ministère et à mon personnel; cependant, je peux affirmer, je crois, que je ne demandais à personne un effort plus grand que le mien.

3. Le problème de la main-d'œuvre.

Lorsqu'on songe aujourd'hui que le problème de l'armement, dès les premiers jours de la guerre, se dressa devant la nation, il semble un peu étrange de penser qu'au début des hostilités, dans certains milieux, on attendit et on craignit une violente crise de chômage. Dès la première semaine, le Cabinet Committee on the Prevention and Relief of Distress (le Comité de la lutte contre la misère), présidé par M. (aujourd'hui Sir) Herbert Samuel, Président du Local Government Board (Office du Gouvernement local), invita les maires et les prévôts de toute l'Angleterre à former des comités régionaux pour lutter contre le chômage. On donna aux autorités locales l'ordre d'activer les travaux publics et de préparer des projets qu'on exécuterait en cas de misère. Patrons et ouvriers de l'industrie se réunirent le 19 août 1914 « pour discuter les moyens par lesquels on pourrait diminuer le chômage résultant de la détresse nationale ». Le même mois, le directeur des contrats pour l'armée publia au War Office une circulaire intitulée « Rapport

sur la façon de diminuer le chômage pendant la guerre. » Il recommandait de renoncer aux heures supplémentaires afin de distribuer le travail disponible entre le plus grand nombre d'ouvriers possible.

Au milieu de septembre, cependant, le Ministère du Commerce découvrit que le chômage qu'on avait craint ne se produisait pas; en novembre, on ne put satisfaire à 6.000 offres d'emploi venant des fabriques d'armement; le manque de main-d'œuvre augmenta à mesure que croissait le besoin de munitions et bientôt l'insuffisance en nombre des ouvriers devint un de nos plus grands problèmes.

Le Cabinet Committee on munitions, dont j'ai déjà décrit la formation en octobre 1914, n'avait pas été convoqué du 23 octobre au 23 décembre; à cette réunion, on s'aperçut qu'il était devenu difficile de répondre aux demandes de main-d'œuvre.

Trois principales causes accentuaient les difficultés.

D'abord les enrôlements avaient été particulièrement nombreux dans les grandes régions industrielles, surtout dans celles où l'on s'occupait de mécanique. Entre le 4 août et le 4 novembre 1914, sur 10.000 habitants, seulement 80 engagements avaient été comptés dans l'est de l'Angleterre et 88 dans l'ouest, tandis qu'ils s'élevaient à 150 dans le Yorkshire, le Durham et le Northumberland, à 196 dans le Warwickshire et les comtés du Midland, et à 237 dans l'Ecosse du Sud, régions où la population était surtout ouvrière. La proportion fut aussi élevée dans la Nouvelle Galles du Sud et les autres centres industriels. En octobre 1914, 12,2 % des ouvriers industriels s'étaient engagés — proportion qui, en juillet 1915, s'éleva à 19,5 %. Trop souvent c'étaient les ouvriers les plus énergiques et les plus compétents qui répondaient à l'appel aux armes et les moins capables qui restaient. Les offres d'emploi augmentèrent, les travailleurs se trouvèrent dans une situation privilégiée qu'ils

n'avaient jamais connue. Les patrons étaient peu désireux de se brouiller avec un ouvrier et de le renvoyer, car ils savaient qu'ils le remplaceraient difficilement; une concurrence de plus en plus grande s'exerçait pour obtenir les services d'un artisan capable. Congédié, celui-ci trouvait immédiatement un autre emploi, souvent à un salaire plus élevé. Cette certitude poussa certains d'entre eux à l'inexactitude, au relâchement dans le travail et, en certains cas, à la boisson. Le nombre de ceux qui méritent cette accusation était certainement assez restreint par rapport au chiffre total. Mais, dans une usine, si quelques hommes n'accomplissent pas la tâche assignée dans le temps voulu, cela suffit pour mettre en retard les autres. Nous étions donc loin d'obtenir tout le rendement qu'on aurait pu demander aux ouvriers que la nation gardait encore dans ses usines.

Enfin, le manque de main-d'œuvre pour la production des munitions était également dû à la méthode du War Office, qui, comme je l'ai dit, s'adressait à un nombre limité de firmes. Par conséquent, la plupart des ateliers ne produisaient que peu ou point de munitions, mais exécutaient des contrats privés conformément au principe : « Les affaires continuent comme d'habitude. » Ainsi une proportion considérable de la main-d'œuvre industrielle n'était pas mobilisée pour la production des munitions.

Pour résoudre le problème, il fallait évidemment prendre les mesures suivantes :

a) Empêcher les ouvriers qualifiés de s'enrôler; si possible, reprendre à l'armée ceux qui y étaient déjà entrés; et enfin augmenter la quantité disponible en acceptant tous les ouvriers non spécialisés qu'on pouvait employer sans danger dans les usines;

b) Persuader aux ouvriers d'être exacts, de ne pas se relâcher dans leur travail et de ne pas changer continuellement de patron;

c) Assurer un contrôle plus rigoureux des cabarets dans les zones de munitions;

d) Exercer les femmes et les employer au genre de travail qu'elles pouvaient accomplir;

e) Appliquer au travail de munitions indispensable la main-d'œuvre disponible en Angleterre, soit en faisant entrer tous les ouvriers nécessaires dans les firmes d'armement spécialisées, soit en répartissant notre production de guerre parmi toutes les usines de la nation.

Avant la formation du Ministère des Munitions, le problème de la main-d'œuvre relevait du Ministère du Commerce qui travaillait en collaboration avec le War Office. Le Ministère du Commerce consacra beaucoup de temps et d'efforts à cette tâche et élabora plusieurs programmes d'action. Diverses causes cependant s'unirent pour empêcher ces plans d'aboutir.

Le 27 janvier 1915, au Comité de la Défense Impériale, Lord Kitchener déclara qu'il craignait que toute tentative pour conserver aux industriels anglais leurs employés indispensables ne portât directement ou indirectement préjudice, et plus qu'on n'aurait pu le croire, au recrutement. Il s'opposait à tout système qui amenait à refuser un engagé volontaire. A cause de l'attitude de Lord Kitchener, la Commission dut se borner à recommander que lorsqu'un homme précieux dans l'industrie s'engagerait, la firme le remplaçât par une femme ou un homme ne pouvant entrer dans l'armée.

Au cours de janvier 1915, des dispositions furent prises pour libérer les ouvriers remarquables par leur habileté qui étaient sous les drapeaux, et pour les renvoyer aux fabriques de munitions d'où ils sortaient. Mais le nombre d'hommes libérés fut peu considérable jusqu'à la fin de l'été. En mars 1915, le War Office mit en vigueur un système de carnets spéciaux. Néanmoins, pendant les sept ou huit premiers mois de la guerre, quand l'enthousiasme était à son comble, les industries les plus

essentielles subirent des pertes que, malgré tous les efforts, on ne put complètement réparer. Quand un homme était entré dans l'armée, aucun pouvoir ne pouvait le faire retourner à la vie civile contre sa volonté et l'influence de tous ses supérieurs militaires, depuis le général jusqu'au plus jeune caporal, s'exerçait pour le retenir sous les drapeaux, s'il paraissait promettre un bon soldat.

On peut donc dire que, dans l'ensemble, l'activité de l'officier recruteur qui dépouillait l'Angleterre de ses meilleurs ouvriers ne rencontra aucun obstacle sérieux pendant la première année de la guerre. Toutes les influences extérieures s'exerçaient pour empêcher l'ouvrier de rester chez lui, et tout d'abord son patriotisme. Il était même difficile de le convaincre que son travail était nécessaire pour équiper l'armée. De plus, pendant la période du recrutement volontaire, l'homme qui ne quittait pas son emploi s'exposait à se faire traiter de lâche et était insulté dans les rues comme une poule mouillée.

Après la discussion qui eut lieu le 23 décembre 1914 dans le Comité du Cabinet pour les munitions, divers efforts furent faits pour amener l'augmentation et l'unification de la main-d'œuvre disponible. Les ouvriers belges furent embauchés en aussi grand nombre que possible et beaucoup de femmes furent employées aux travaux d'armement. La première tentative systématique pour remplacer les hommes par les femmes fut faite le 16 mars 1915 par le Ministère du Commerce. En deux mois et demi, jusqu'au 4 juin 1915, près de 78.946 femmes furent inscrites sur le Registre spécial de Guerre des femmes pour la production des munitions, mais 1.816 d'entre elles seulement obtinrent des places.

L'histoire du travail des femmes est un des plus glorieux chapitres de l'histoire de la production des munitions. Je donne ailleurs quelques exemples de leur compétence, de leur magnifique dévouement et du courage

qu'elles manifestèrent quand elles furent employées à remplir des obus. Par un de ces nombreux et si curieux changements que la guerre apporta, les premières à vouloir organiser les femmes et les jeunes filles pour le service national furent celles, précisément, qui étaient les adversaires les plus acharnées du gouvernement dans les discussions sur le suffrage féminin. Mrs Pankhurst et sa fille Christabel, Miss Annie Kenney et d'autres suffragettes bien connues furent les plus ardentes animatrices de cette nouvelle croisade.

Le 18 juillet 1915, elles se mirent à la tête d'un cortège comprenant des milliers de manifestantes qui firent des kilomètres dans les rues de Londres, malgré la pluie et la boue; une députation vint me trouver en ma qualité de Ministre des Munitions pour me dire avec quelle joie elles accueillaient le Registre national et m'offrir leurs services pour aider l'Angleterre. Tout en formulant la volonté des femmes de participer au travail de guerre, Mrs Pankhurst demanda pour elles des salaires qui leur permissent de vivre convenablement et de ne pas être exploitées par les industriels. En réponse, j'assurai qu'elles toucheraient un salaire minimum raisonnable pour les heures de travail et que le tarif des hommes leur serait appliqué pour le travail aux pièces. Ces conditions, rigoureusement appliquées par le Ministère pendant toute la durée de la guerre, eurent un effet durable sur la situation des ouvrières anglaises. Les emplois d'urgence qui leur étaient donnés étaient seulement temporaires et les règlements dont leur contrat faisait partie s'appliquaient seulement aux femmes qui entreprenaient un travail considéré jusque-là comme un travail d'homme; toutefois, un tarif fut adopté dont on ne put se départir dans la suite; on peut affirmer avec certitude qu'on ne reverra jamais les salaires bas et variables payés aux femmes dans les usines métallurgiques avant la guerre.

Dans les firmes du War Office et dans les industries métallurgiques et chimiques qui, au milieu de 1916, consacraient à la production des munitions 75 % au moins de leur rendement total, le nombre des femmes et des jeunes filles employées passa de 82.589 en juillet 1914 à 340.884 en juillet 1916. En novembre 1918, les femmes qui, directement ou indirectement, travaillaient pour le Gouvernement étaient au nombre de 1.587.300. Ces chiffres donnent une idée de l'immense effort qu'accomplirent les femmes pour leur patrie pendant la guerre.

Bien entendu, il fallut vaincre d'énormes difficultés pour admettre autant de femmes dans des branches d'industrie jusqu'alors réservées aux hommes. Mais je ne m'étendrai pas là-dessus, car ces obstacles faisaient partie du problème général de la « dilution » de la main-d'œuvre que je vais discuter dans les pages suivantes.

Pendant les premiers mois de 1915, le Ministère du Commerce fit de nombreux efforts pour enlever la main-d'œuvre aux entreprises industrielles et la donner aux firmes d'armement spécialisées. Ceci était conforme au système du War Office qui consistait à ne passer de contrats qu'avec des firmes agréées, et qui était fondé sur la supposition que les maisons non spécialisées dans l'armement ne travaillaient que pour les civils. Les résultats atteints furent très maigres; on apprit, en effet, que beaucoup de ces usines privées consacraient une part au moins de leur activité à exécuter des sous-contrats pour la production des munitions; d'autre part, elles répugnaient à se séparer de leurs meilleurs ouvriers et demandaient, au lieu de cela, à exécuter elles-mêmes des contrats pour le War Office. Une autre difficulté s'éleva : les ouvriers eux-mêmes étaient peu disposés à quitter leur foyer et à accepter du travail loin de chez eux pour une maison étrangère. Il devint bientôt évident qu'on ne pourrait consacrer aux ateliers du Gouvernement la main-d'œuvre

prise aux affaires privées qu'en employant des mesures coercitives.

D'ailleurs, beaucoup de firmes non spécialisées laissèrent comprendre qu'elles accueilleraient volontiers cette contrainte. Elles étaient liées par des contrats qu'elles avaient passés pour les travaux civils et, bien que désireuses d'aider le Gouvernement, elles ne pouvaient rompre leurs engagements sans payer de dédit. Si le Gouvernement voulait les libérer de leurs obligations par une loi, ou placer leurs usines sous le système de contrôle établi dans la Defence of the Realm Act, cette difficulté serait surmontée.

Les lois consultées, on s'aperçut qu'aucune ne nous donnait le pouvoir de résoudre ce problème, et le résultat fut le nouveau Defence of the Realm Act que je présentai à la Chambre des Communes le 9 mars. Cette loi autorisait le Gouvernement « à exiger que le travail de toute fabrique ou usine fût fait conformément aux ordres de l'Amirauté ou du Conseil de l'Armée, de façon à rendre la fabrique, l'atelier, l'outillage ou la main-d'œuvre aussi utiles que possible pour la production du matériel de guerre ». Elle stipulait plus loin que « si quelqu'un est empêché d'exécuter un contrat privé par la nécessité de se soumettre aux ordres, aux règles ou aux restrictions de l'Amirauté ou du Conseil de l'Armée, cette nécessité est une excuse valable qui doit empêcher toute action ou toutes poursuites si la non-exécution du contrat est due à cette intervention ».

Toutefois, à cause de l'obstination du War Office qui, fidèle à son système traditionnel, ne traitait qu'avec ses fournisseurs habituels, on se servit relativement peu de ces pouvoirs avant l'établissement du Ministère des Munitions.

Le problème le plus difficile était de s'assurer la collaboration dévouée des ouvriers dans la production urgente des munitions, de les persuader de rester

dans le même atelier, d'être exacts, de travailler régulièrement et d'éviter les grèves; et surtout d'accepter un relâchement des règles des trade-unions qui permettrait d'ajouter aux ouvriers qualifiés une grande quantité d'hommes sans aptitudes spéciales et, en cas de nécessité, d'augmenter considérablement les heures de travail.

Lorsque les premiers projets du nouveau D. O. R. A. furent discutés, le 26 février, on voulut d'abord insérer des clauses qui rendraient illégaux et passibles de punition toute grève ou tout lock-out dans une firme consacrée à la construction du matériel de guerre; les mêmes clauses auraient prévu un arbitrage obligatoire en cas de différends. Je décidai cependant de voir ce qu'on pourrait faire pour arriver au même but par un accord à l'amiable avec les trade-unions.

En conséquence, le 17 mars 1915, une réunion des syndicalistes fut convoquée « pour examiner avec le Chancelier de l'Echiquier et le Ministre du Commerce certaines questions importantes, créées par la récente décision du Gouvernement contenue dans le Defence of the Realm Act (amendement) et qui consistait à prendre des mesures pour organiser les ressources de l'Angleterre afin de répondre aux besoins de la marine et de l'armée ».

La Conférence eut lieu dans la sombre salle du Trésor, à l'extrémité de laquelle se dresse le trône doré de la Reine Anne. D'après la tradition, jadis ce trône était occupé par les rois et les reines qui venaient parler finances avec les Lords du Trésor. Le dernier souverain qui vint s'y asseoir fut George I[er] de Hanovre. Comme il ne comprenait pas un mot d'anglais et que les Lords du Trésor ignoraient l'allemand, nos souverains, à partir de lui, cessèrent d'accomplir la formalité d'assister à ces assemblées du Trésor qui mettaient leurs finances en ordre; le trône de peluche, autrefois brillant, mainte-

nant terni et déchiré, avait donc un air triste d'abandon. La salle était si pleine de délégués ouvriers que certains d'entre eux devaient s'appuyer contre le trône branlant de la dernière des Stuarts.

J'avais invité M. Balfour. Souvent, il avait pris la parole dans des réunions composées en grande partie d'ouvriers, mais c'était la première fois qu'il s'asseyait pour discuter avec eux, d'égal à égal. Jusqu'ici c'était lui qui leur avait parlé; maintenant c'étaient eux qui l'interpellaient. Un étonnement embarrassé ou une curiosité un peu ironique se reflétait sur son visage.

Il fut surpris de constater que les représentants des ouvriers parlaient très bien. Ils exposaient leurs points de vue brièvement et avec clarté, sans gaspiller le temps et les paroles. Mais leurs manières et leur ton avaient une note agressive, à laquelle il n'était pas habitué. Sur le moment il fut déconcerté et il garda le silence. Même après leur départ il ne retrouva pas son aisance. Il aimait les sensations nouvelles, mais celle-ci n'était pas de son goût. C'était un mauvais présage qui paraissait pour la première fois dans la région du ciel où il brillait depuis une génération et qui s'approchait d'une façon gênante. M. Balfour avait hérité ses idées sur le gouvernement, de l'époque où la Reine Anne s'asseyait sur le trône doré. Depuis il y avait eu peu de changements. Seul, le fait que depuis, aucune Reine Anne n'avait occupé ce siège royal, était un triomphe pour les sujets et modifiait la Constitution en faveur du peuple. Mais aujourd'hui la scène était fondamentalement différente. Il voyait ces robustes artisans appuyés contre le trône de la reine défunte ou assis sur les marches et traitant d'égal à égal avec le Gouvernement actuel sur une question qui intéressait une grande guerre. La Reine Anne était vraiment bien morte! J'observais Balfour depuis des années, du banc opposé au sien. En le regardant, ce soir-là, je sentis que son esprit détaché et curieux était bouleversé par cette

brusque révélation et qu'il lui faudrait du temps pour digérer cette surprise.

La Conférence se réunit le 17 et le 19 mars 1915.

En ouvrant la séance, je déclarai que les personnes présentes avaient été convoquées pour examiner la nécessité d'augmenter les munitions et les mesures que le Gouvernement se proposait de prendre pour organiser l'industrie à cette fin. Tous les pays belligérants s'étaient aperçu que la consommation de matériel de guerre dépassait toutes les prévisions. Je parlai des pouvoirs efficaces que le Gouvernement s'était accordés pour contrôler ou mobiliser toutes les industries anglaises qui faisaient des munitions, ou pouvaient être adaptées à ce but, et je déclarai que c'était sur cette question que je voulais les consulter.

« Mettre la main » sur les usines ne voulait pas dire que leurs propriétaires ou leurs directeurs seraient chassés et remplacés par un amiral ou un général. Les usines seraient dirigées comme par le passé, mais elles seraient entièrement consacrées à la production des munitions et bien entendu un contrôle limiterait les bénéfices privés.

Mais si le Ministère du Commerce allait ainsi s'immiscer dans les droits et les intérêts du capital, du propriétaire et de la direction de ces usines, il était juste qu'on demandât également aux ouvriers d'accepter que leurs privilèges ordinaires fussent restreints dans la mesure où l'exigerait l'intérêt national. En particulier, je voulais être sûr que certains règlements de trade-unions, qui pouvaient être très justifiés en temps de paix, seraient modifiés dans la mesure où ils gênaient la production des munitions en ces temps critiques; de plus, si quelque différend s'élevait à cause du relâchement des règles normales des trade-unions, ou sur les heures de travail ou sur les salaires, il serait réglé par un arbitrage pacifique et, en attendant la décision, les ouvriers continueraient leur ouvrage. Le Gouvernement ne disait

pas que les ouvriers ne devaient jamais se plaindre ou ne jamais demander d'augmentation. « Ce que nous exigeons, c'est que le travail continue pendant que les questions en litige sont jugées... Nous voulons arriver à une entente avec vous avant d'entreprendre le contrôle de ces usines. »

Je soumis alors aux représentants des trade-unions plusieurs propositions; leur but était d'empêcher un arrêt du travail par grève ou par lock-out au cours du règlement de tout différend qui pourrait s'élever entre patrons et ouvriers; toutes ces contestations seraient soumises à l'arbitrage; pendant la durée de la guerre on suspendrait tout règlement syndicaliste tendant à limiter la production et à empêcher l'embauchage des ouvriers à demi instruits ou des femmes.

Nous laissâmes alors les représentants des ouvriers préparer leur projet des garanties qu'ils étaient prêts à donner sur ces points. Ce projet fut discuté, modifié et enfin, le 19 mars, M. Arthur Henderson présenta un rapport qui fut accepté avec seulement deux votes contraires. Il fut donc signé par M. Runciman et par moi, au nom du Gouvernement, et par M. Henderson et M. Mosses au nom des représentants des ouvriers. Je m'engageai à fournir assez d'exemplaires pour que chaque union pût en envoyer un à chacun de ses membres.

Ce document fut connu sous le nom de « Accord du Trésor ». Pendant toute la guerre, il joua un grand rôle dans les négociations avec les ouvriers, car il établissait clairement, en termes raisonnables et justes, comme le reconnaissaient les chefs des trade-unions, les conditions d'après lesquelles la production des munitions devait être progressivement organisée. Il stipulait l'admission des ouvriers non experts ou à demi experts pour augmenter la main-d'œuvre, à condition qu'on leur donnât le salaire habituel; il offrait un système d'arbitrage pour remplacer les grèves; et il établissait que les

bénéfices de guerre seraient soumis à des restrictions.

La semaine suivante, je négociai un accord analogue avec l'Association Générale des Techniciens, dont les représentants avaient assisté à la conférence précédente, sans être autorisés à signer le document.

Malgré leur importance, qui résultait des solutions auxquelles ils aboutissaient, ces deux accords ne furent pas mis immédiatement en vigueur. Une difficulté restait. Les ouvriers, chose toute naturelle, refusaient de confirmer les propositions qui limitaient leur liberté tant que le Gouvernement n'aurait pas rempli sa promesse de restreindre les bénéfices privés. A ce moment, M. Runciman menait avec activité les négociations avec les directeurs des maisons d'armement et faisait tous ses efforts pour arriver à une entente sur la limitation des profits, mais ces négociations n'aboutirent pas. Cette question fut définitivement réglée en juin 1915 par la loi sur les munitions de guerre, qui stipulait que les usines occupées à la production des munitions seraient sous le contrôle du Ministère, que leurs profits seraient limités et que, dans ces établissements ainsi contrôlés, les règlements des trade-unions restreignant la production seraient suspendus.

Le contrôle des bénéfices de guerre était une question d'importance capitale pour le résultat poursuivi. On ne pouvait, sous prétexte de nécessité pressante, demander aux ouvriers de faire tous leurs efforts pour produire, de suspendre les grèves ou les demandes d'augmentation de salaire, d'accepter les modifications des règles et des restrictions destinées à les protéger et qu'ils avaient gagnées sur leurs patrons après des années de lutte, quand ils voyaient ces mêmes patrons profiter des circonstances critiques pour amasser des fortunes colossales. Dans un « Rapport sur la production des armements » daté du 9 juin 1915 et rédigé par Sir H. Llewellyn, la situation est ainsi résumée:

« Ainsi que l'ont exprimé les représentants des ouvriers et les patrons en personne assistant aux deux Conférences du Trésor (et la députation des constructeurs de navires reçue aujourd'hui), la difficulté est que les ouvriers, quoique occupés à la production des armements, sentent qu'ils travaillent surtout pour des patrons privés avec qui ils ont seulement des rapports régis par la caisse et que, dans les circonstances actuelles, ce « complexe de la caisse » est tout à fait insuffisant pour assurer le contrôle...

« Tant qu'on ne pourra contrôler les profits des bénéficiaires d'un contrat avec l'Etat, les ouvriers penseront que le sacrifice qu'ils feront des règlements et des interdictions qui les avantagent, augmenteront directement les profits de leurs patrons, et ce soupçon rend presque insurmontable leur répugnance à faire ce sacrifice. »

Il est vrai que, pendant cette période, les salaires avaient une tendance à augmenter régulièrement; que, pouvant se procurer partout en Angleterre du travail régulier et des heures supplémentaires, les ouvriers gagnaient beaucoup plus que jamais. Mais, d'un autre côté, le prix des vivres et des autres denrées nécessaires à la vie s'était élevé aussi dans une telle proportion que souvent il l'emportait sur le relèvement des salaires. En conséquence, les grèves éclataient de plus en plus fréquemment. M. I. H. Mitchell, de l'Industrial Commissioners Department (département des fondés de pouvoirs industriels), passant en revue les tendances des six derniers mois, écrivait en juin 1915:

« Si nous avons tant de difficultés de main-d'œuvre, j'en suis sûr, c'est en grande partie parce que les hommes pensent que tout en leur demandant d'être patriotes et de ne pas profiter de leur forte position économique, on laisse pleine liberté aux patrons, aux marchands et aux commerçants d'exploiter de leur mieux les besoins de la nation. Cette opinion m'a été franchement exposée par

les meneurs de la grève des mécaniciens qui a eu lieu sur la Clyde en février dernier. Dès que les ouvriers ont compris qu'on ne faisait rien pour restreindre et empêcher cette exploitation par les patrons, ils ont donné libre cours au désir enraciné de profiter le plus possible de la bagarre. Cet état d'esprit n'a fait qu'empirer et maintenant de nouveaux syndicats tirent avantage de la situation nationale. Tout travail destiné au Gouvernement est le signal d'une demande d'augmentation. Les chefs des trade-unions qui, depuis août de l'année dernière jusqu'en février de cette année, ont loyalement empêché leurs membres de demander des élévations de salaires, encouragent maintenant leur ruée vers les profits les plus grands possibles. »

Voici en résumé comment se présentait la question de la main-d'œuvre lorsque le Ministère des Munitions fut nommé, en juin 1915.

Le recrutement avait enlevé à l'industrie un nombre considérable d'ouvriers indispensables et il se poursuivait sans qu'on lui imposât d'autre restriction que celle de retarder l'enrôlement définitif des hommes qui étaient les clefs de voûte des firmes d'armement les plus importantes. Lord Kitchener avait pris des dispositions pour libérer les ouvriers qualifiés dont les firmes consacrées aux munitions avaient grand besoin, mais, sur les 250.000 ouvriers métallurgistes qui étaient entrés dans l'armée, 5.000 seulement avaient repris leur travail.

Le principe de « dilution » de la main-d'œuvre expérimentée, quoique adopté dans l'Accord du Trésor, n'avait pas encore été confirmé par les trade-unions ni mis en vigueur.

Les bénéfices des firmes consacrées aux munitions étaient encore illimités et atteignaient des proportions sans précédent.

Stimulée par ce spectacle, l'agitation croissait rapidement dans l'industrie. Alors qu'au début de 1915 le Mi-

nistère du Commerce avait eu connaissance de 10 différends entraînant l'arrêt du travail, 47 nouveaux conflits s'élevèrent en février, 74 en mars, 44 en avril et 63 en mai. En ce qui concernait la main-d'œuvre, telle était la situation générale que le Ministère des Munitions, dès sa naissance, était appelé à régler.

Ma première mesure fut de soumettre au Parlement, le 23 juin 1915, le projet de loi des munitions de guerre. C'était une mesure destinée à donner force de loi aux diverses propositions qui avaient déjà été discutées avec les patrons et les ouvriers fabricants de munitions. Elle imposait le règlement des différends de main-d'œuvre, la prohibition des lock-out et des grèves, le contrôle des industries occupées à la production des munitions et la limitation de leurs bénéfices, le contrôle des ouvriers de munitions qui recevaient des cartes d'identité; elle stipulait aussi l'enrôlement volontaire d'un corps d'ouvriers de munitions qui seraient à la disposition du Ministère et travailleraient où le besoin de leurs services se ferait le plus sentir.

En présentant cette loi, je rappelai à la Chambre que la production des munitions nécessitée par la guerre moderne devenait un travail gigantesque; j'esquissai les mesures que je prenais pour organiser les ressources disponibles de la nation. Je mentionnai quelques difficultés, relatives par exemple aux matières premières. Je laissai entendre que le Gouvernement pourrait juger nécessaire d'exercer le contrôle complet du marché des métaux. Il serait peut-être obligé de prendre des mesures énergiques contre les gens qui accaparaient les approvisionnements nécessaires pour obtenir des prix plus élevés. Il serait peut-être obligé de prendre des mesures pour éviter une disette de charbon. Les machines existantes étaient souvent inactives parce qu'on manquait d'hommes expérimentés pour les faire marcher. Beaucoup de ces hommes s'étaient engagés dans l'armée; il

fallait les trouver et les ramener du front à l'atelier. Il fallait empêcher le ralentissement du travail causé par la nonchalance d'une minorité et la restriction du rendement amenée par des règlements de chantier écrits ou traditionnels.

Je déclarai que la question du service obligatoire dans la production des munitions de guerre avait été l'objet d'une très franche discussion entre les chefs des trade-unions et moi; que si la main-d'œuvre manquait pour fabriquer les munitions nécessaires à la sécurité de l'Angleterre, la contrainte serait inévitable. Les chefs des trade-unions proposèrent un autre moyen et demandèrent que le Gouvernement leur donnât la possibilité de trouver les hommes nécessaires. « Donnez-nous sept jours, dirent-ils, et si en sept jours nous ne pouvons avoir ces hommes, nous reconnaîtrons que notre cas n'est plus du tout bon. » Je consentis à cette proposition. Mais j'expliquai que, même si les ouvriers nécessaires offraient volontairement leurs services, il serait indispensable de se servir de la loi pour renforcer les contrats que l'on signerait avec eux et pour assurer la discipline dans les ateliers. On se mit d'accord aussi pour fonder un Tribunal des Munitions.

J'arrivai alors aux clauses les plus importantes de la loi sur la limitation des bénéfices rapportés par la fabrication des munitions.

« Les représentants des trade-unions ont demandé avec insistance, et à bon droit, à mon avis, de prendre part au marché. Ils disent que les ouvriers sont disposés à travailler pour l'Etat de toutes leurs forces et à suspendre leurs règles syndicalistes à condition que leur travail profite à la nation. Mais une objection est toujours dans leur esprit : ils pensent qu'en suspendant les règles syndicalistes, si importantes pour eux, ils ne font qu'accroître les bénéfices de patrons individuels. Ils ne veulent pas y consentir et disent que, comme condition de toutes les autres clauses auxquelles ils ont donné leur consente-

ment, il faut ajouter à la loi un article qui limite les bénéfices de ces firmes qui travaillent pour l'Etat; ils veulent, de plus, que les concessions de leur part que je viens d'énumérer s'appliquent seulement aux maisons dont les bénéfices sont limités. C'est pourquoi nous proposons d'établir des firmes contrôlées, de spécifier que, dès qu'un atelier aura été soumis à ce régime, toutes les conditions que j'ai indiquées s'appliqueront à cet atelier. Il s'agit des usines où les munitions de guerre sont produites en ce moment. Cela signifie en pratique que l'Etat assume le contrôle des profits de ces maisons, que toute suspension de règlement qui aura lieu sera entièrement au bénéfice de l'Etat et non du patron individuel; à ces conditions, les chefs des trade-unions sont disposés à accepter les propositions que j'ai déjà faites. »

Le projet de loi des munitions de guerre fut rapidement voté au Parlement et reçut l'assentiment du Roi le 2 juillet. On l'appliqua, sans perdre de temps, pour résoudre le problème de la main-d'œuvre.

Je combinai mes efforts pour obtenir que les ouvriers qualifiés alors sous les drapeaux reprissent leur travail dans les fabriques de munitions. Le 9 juin, je fis passer une circulaire aux usines métallurgiques et aux chantiers de construction de navires pour obtenir la liste de leurs ouvriers habiles qui s'étaient engagés et l'aide de camp général envoya des télégrammes à certains commandants pour savoir quels ouvriers qualifiés se trouvaient dans leurs régiments. Mais Lord Kitchener stipula que, pour le moment, seuls seraient libérés les hommes qui n'avaient pas encore traversé la mer ou qui n'étaient pas dans des régiments prêts à partir. Limités par cette règle rigoureuse, nous ne réussîmes pas à reprendre à l'armée beaucoup d'ouvriers capables. De juillet à la fin d'octobre 1915, « le système de la libération en masse » appliqué aux ouvriers expérimentés et la libération individuelle des hommes spécialement demandés par leurs pa-

trons ramenèrent à peine 5.000 hommes dans les usines. Les ouvriers d'élite qui s'étaient engagés étaient déjà à l'étranger ou dans les régiments d'Angleterre déjà désignés pour le front. Le 20 décembre 1915, je prononçai ces paroles à la Chambre des Communes:

« Nous essayons de reprendre des hommes à l'armée. Autant vaudrait essayer de traverser des réseaux de fil de fer barbelé sans artillerie lourde. Derrière les tranchées nous trouvons d'autres tranchées. Il n'y a pas seulement l'armée, le corps, la division, la brigade, le bataillon et la compagnie, mais le peloton et même l'escouade — chacun lutte pour empêcher les hommes de revenir. Je n'en suis pas surpris. Je ne blâme pas. Les hommes adroits dans un métier sont adroits dans tous les métiers. Un ouvrier intelligent est un bon soldat dans les tranchées et personne ne veut le perdre. C'est pourquoi chaque caporal lutte de toutes ses forces pour garder un bon ouvrier intelligent et habile. Comme mon honorable ami le remarque, les hommes eux-mêmes sentent très bien qu'ils fuient le danger pour retrouver leur bien-être, les salaires élevés, et cela ne leur plaît pas. Ce scrupule leur fait honneur... »

Le 1er août, j'avais découvert que la plupart des hommes dont nous avions besoin étaient dans les régiments prêts à partir, et j'écrivis à Lord Kitchener en le priant d'une façon très pressante de libérer au moins les plus indispensables.

Durant août et septembre 1915, de nombreuses lettres furent échangées entre mon Ministère et le War Office et enfin, en septembre, des dispositions furent prises pour faire le recensement des ouvriers expérimentés dans tous les régiments qui n'avaient pas encore quitté l'Angleterre; parmi ceux qui se présentaient, environ quarante mille furent acceptés par les enquêteurs. A la fin d'octobre, des mesures furent prises pour répartir ces hommes dans les usines de munitions.

Si grandes que fussent les difficultés pour retirer de l'armée les ouvriers qualifiés, nous en éprouvâmes de plus considérables encore pour introduire la « dilution » de la main-d'œuvre; mais les résultats de ce système se montrèrent plus fructueux.

L'opposition fondamentale à cette fusion venait des corporations.

Au cours de longues années, leurs membres avaient édifié, pour se protéger contre la baisse des salaires, le chômage et les « jaunes », un système compliqué de règles et de coutumes destiné à contrôler la quantité du rendement et à rendre plus étroite la porte de l'usine. Très souvent ces règlements avaient un caractère artificiel; seuls, les hommes appartenant à certains métiers avaient la permission d'accomplir un certain travail, même si, avec un peu d'adresse, on pouvait l'exécuter sans presque aucun apprentissage; l'ouvrier qualifié pour une tâche ne pouvait se livrer à une de ces petites occupations ancillaires et inférieures qui, d'après les usages, devaient être attribuées à une autre classe de compagnons; il devait donc attendre qu'un autre vînt accomplir cette opération délimitée. Comme les unions savaient, par expérience, que les ouvriers spécialisés disposaient d'un marché restreint, elles avaient cherché par tous les moyens à éviter l'encombrement; elles craignaient, non sans raison, que cet encombrement ne se produisît après la guerre, si l'industrie était ouverte à tous, et que, une fois les lignes de démarcation rompues entre les métiers, elles ne fussent difficiles à rétablir. Les artisans ne redoutaient pas la réduction des salaires pendant la guerre. Ils craignaient plutôt de perdre la tradition un peu mystérieuse de leur technicité supérieure devant les difficultés, qui avait pour but de protéger leur art; ils craignaient qu'une affluence trop grande d'ouvriers dans leurs branches d'industrie n'amenât plus tard le chômage, la réduction des salaires et l'abaissement des conditions de la vie et du travail.

L'élan patriotique inspiré par notre détresse nationale triomphait avec peine de ces craintes toutes naturelles et justifiées, comme l'avenir le prouva, en certains cas.

Clemenceau a dit un jour qu'il était facile de persuader aux Français de sacrifier leur vie pour leur patrie, mais qu'ils ne voulaient pas donner leur argent. Il ne faut pas s'en étonner quand on se rappelle que, dans la réalité, les flammes du patriotisme s'éteignent trop souvent quand elles se trouvent en contact avec les eaux froides des « affaires ».

Les ouvriers des trade-unions volaient vers le drapeau de leur patrie quand on demandait des volontaires pour affronter la mort, mais sur le front, m'a-t-on dit, des hommes toujours en face du danger et qui avaient besoin des obus pour les protéger et les défendre, écrivaient à leurs camarades restés en Angleterre, les suppliant de n'abandonner aucun des privilèges de leur corporation, bien que la stricte adhésion à ces principes les empêchât de recevoir les munitions dont ils avaient tant besoin. Les profiteurs de guerre étaient assez souvent frères ou pères de ceux qui souffraient ou mouraient sur le front et, si les circonstances l'avaient permis, ils auraient sans doute montré le même esprit de sacrifice. Mais, quand on aborde les questions pratiques, on s'aperçoit que les affaires sont les affaires et qu'elles n'admettent pas un partage du cœur. Et c'est tant pis pour les sentiments! Nos hommes d'Etat, récemment, ont fait de nouveau, à Ottawa, la découverte de ce truisme.

Ce fut peut-être un malheur que la première branche de l'industrie mécanique où l'on jugea nécessaire d'augmenter la « dilution » fût celle de la fabrication des machines-outils; en effet, elle était considérée comme le domaine réservé de l'ouvrier qualifié; sa production, contrairement à celle des obus ou des mitrailleuses, devait garder son importance après la guerre. Quand nous

nous efforçâmes d'accroître la fabrication des munitions, nous découvrîmes que nous avions tout d'abord besoin de machines-outils; elles n'étaient pas en quantité suffisante pour venir à bout des commandes déjà faites par le War Office, encore moins pour exécuter les projets beaucoup plus vastes du Ministère des Munitions. Le 15 juillet, je convoquai une conférence de fabricants de machines-outils et passai un accord avec les trade-unions pour un programme d'équipes de nuit et de fusions dans la main-d'œuvre. Mais lorsque les fonctionnaires du Ministère voulurent exécuter cet arrangement, ils se heurtèrent à la violente opposition des délégués d'ateliers et des trade-unions locales.

Voici ce que décida le Comité local à l'Arsenal de Woolwich:

« Nous refusons d'accueillir la proposition et de permettre à des ouvriers à demi instruits de participer aux travaux exécutés par des mécaniciens qualifiés, car il n'est pas prouvé que la main-d'œuvre manque comme on le prétend. »

Dans les usines de MM. J. Lang and Sons à Johnstone, le Comité des ouvriers déclara : « Aucune femme ne sera installée devant un tour, sinon les hommes sauront protéger leurs droits. »

Ceci se passait en août 1915 et j'avais à peser avec soin les deux termes de cette alternative: ou prendre des mesures énergiques ou essayer la conciliation. Si une action énergique avait pu réussir sans soulever une opposition puissante, elle aurait grandement hâté l'assimilation entre ouvriers. Si elle avait échoué contre une levée de boucliers de la part des travailleurs qualifiés — il aurait été évidemment impossible de les punir tous — la campagne pour la « dilution » aurait pu être perdue à jamais. Comme le Ministère était encore à ses débuts et comme le besoin immense et urgent d'une plus grande production de munitions ne s'était pas encore

imposé à l'esprit et à l'imagination des ouvriers, je décidai d'essayer de la persuasion.

Le 9 septembre 1915, je visitai le Congrès des trade-unions à Bristol et je fis un discours sur ce sujet. Je décrivis comment les syndicats allemands avaient organisé et étendu leurs services pour la production des munitions. La guerre, déclarai-je, est devenue un conflit entre les sciences mécaniques de l'Allemagne et de l'Autriche et celles de la Grande-Bretagne et de la France. Mais notre pays ne fait pas encore tout ce qu'il peut dans la lutte. Sur 100 machines pouvant être utilisées à faire des fusils, des canons et des obus (toutes choses dont on manquait), seulement 15 fonctionnent la nuit. Le problème, remarquai-je, est surtout un problème de main-d'œuvre. Si chaque ouvrier qualifié travaillait autant qu'il le pouvait, cela serait loin de suffire encore. Le système de « dilution » ne consiste pas à renvoyer un homme habile pour le remplacer par un ignorant, mais à concentrer les ouvriers qualifiés autour des travaux dont seuls ils sont capables. En ce moment, des ouvriers très habiles, après des années de pratique, font un travail qui pourrait facilement être exécuté après quelques semaines ou quelques jours d'entraînement ; nous ne pourrions équiper nos armées si la main-d'œuvre organisée n'était prête à nous aider et à suspendre pendant la guerre toutes les restrictions qui empêchent de tirer le meilleur parti des ouvriers capables en faisant travailler sous leur direction les ouvriers inexpérimentés.

Je me mis alors en devoir d'expliquer le marché qui avait été conclu avec les chefs des trade-unions à la Conférence du Trésor. « L'Etat a-t-il tenu ses engagements? (Une voix: « Non. ») Je vais vous le dire. D'abord, prenons les bénéfices, les restrictions de bénéfices. Quelqu'un dit-il que nous n'avons pas tenu nos engagements? (Une voix: « Personne ne le sait! ») Per-

sonne ne le sait? Nous avons déclaré que 715 firmes produisant des munitions de guerre seront des « établissements contrôlés »; nous les avons mis sous la surveillance de l'Etat... et n'oubliez pas ceci: nous n'avons demandé à aucune trade-union de suspendre ses règlements, si ce n'est dans les firmes dont nous contrôlons les bénéfices... Qu'avons-nous fait pour contrôler les bénéfices? Nous les avons réglés par une loi du Parlement... Nous les restreignons en prenant pour base ce que ces maisons gagnaient avant la guerre... Les industriels n'obtiendront que la moyenne fondée sur les bénéfices faits avant la guerre, tout en tenant compte des nouveaux capitaux qu'ils ont engagés. Que faisons-nous de l'argent produit par la différence? Nous le mettons dans le Trésor pour continuer la guerre. (*Applaudissements.*) C'est la première fois qu'un pareil résultat a été obtenu dans l'histoire d'une nation. En fait, vous avez mis la main sur toutes les industries de l'Angleterre et vous les avez soumises au contrôle de l'Etat. J'ai vu des projets de résolution votés de temps en temps aux Congrès des trade-unions (*rires*) sur la nationalisation des industries anglaises. Cette nationalisation, nous l'avons accomplie... » (*Applaudissements et rires.*)

A propos de l'engagement qui avait été incorporé dans un Acte du Parlement, je dis au Congrès que les conditions normales seraient rétablies à la fin de la guerre; de plus, je lui garantis que l'augmentation de la production n'aurait nulle part pour résultat de faire baisser les prix du travail aux pièces, et que les hommes et les femmes peu experts recevraient le salaire accordé aux ouvriers qualifiés pour les tâches que ceux-ci exécutaient avant la réforme.

Après avoir montré comment le Gouvernement tenait ses engagements, je déclarai sans ménagement que des trade-unionistes n'avaient pas exécuté le marché conclu. Je fis allusion au refus des ouvriers d'admettre les tra-

vailleurs à demi instruits, aux querelles qui s'étaient élevées entre chaudronniers et plombiers sur la ligne de démarcation qui séparait leurs métiers et aux amendes infligées aux hommes qui travaillaient plus vite que la moyenne. « Une plainte m'est arrivée de Woolwich où, paraît-il, on s'efforce de restreindre la production. Le Comité consultatif du Travail a fait une enquête, et un membre des trade-unions a pris la défense des ouvriers. Son témoignage a été significatif — et je cite maintenant un passage du rapport des enquêteurs: « Le témoin des « trade-unions regrette d'avoir à reconnaître que les ou- « vriers, dans plusieurs services, ont restreint la produc- « tion pour maintenir les prix obtenus avant la guerre, et « que ceci a continué jusqu'à présent. » Eh bien, ce n'est pas exécuter les engagements! (Une voix: « Ce n'est pas franc jeu. ») Je suis de cet avis. »

Je dois reconnaître, pour être juste, que cette assemblée compacte, composée de délégués des trade-unions, écouta ces paroles franches non seulement sans ressentiment, mais encore avec une approbation croissante. Une semaine plus tard, eut lieu une conférence des comités d'action des trade-unions pour discuter la « dilution » et on adopta une série de résolutions favorables à ce plan. Fort de cette approbation, je nommai un Central Munitions Labour Supply Committee (Comité central du recrutement de la main-d'œuvre pour les munitions) comprenant des représentants du Ministère, des patrons et des ouvriers et présidé par M. Arthur Henderson, qui se mit en devoir d'organiser l'unification de la main-d'œuvre et de régler les innombrables problèmes (salaires, conditions locales de travail, etc.) qui s'élevaient à ce sujet.

A la fin de 1915, dans quelques zones, des troubles ouvriers gênèrent sérieusement la production des munitions. Je soupçonnais que dans quelques cas, lorsqu'une firme ne conformait pas ses livraisons à son cahier de

charges, cet insuccès était dû à la nonchalance et à l'incapacité de la direction; mais le plus souvent on pouvait l'attribuer à l'activité de meneurs qui fomentaient délibérément le mécontentement dans les usines. Les difficultés ne venaient pas des trade-unions ou de leurs chefs. Ils firent honneur à leurs engagements avec l'Etat. Mais une agitation connue sous le nom de mouvement des « délégués d'atelier » s'éleva dans les plus grandes usines de munitions. Ces délégués étaient choisis par les ouvriers dans certaines usines ou fabriques pour présenter les griefs au directeur. Ils sentaient qu'ils devaient justifier leur existence en découvrant des injustices qui avaient échappé au secrétaire du syndicat local. Cette activité devint peu à peu un formidable élément de trouble dans les grandes zones de munitions. Glasgow était une des plus mauvaises régions et l'agitation qui régnait parmi les ouvriers gênait sérieusement la production, et en particulier la livraison des canons de gros calibre. Je décidai de visiter les usines pour me rendre compte de l'état de choses par moi-même et d'exposer aux hommes et à leurs chefs, la vérité sur la situation militaire et sur le péril où leurs camarades du front se trouvaient placés lorsque le manque d'artillerie lourde ne leur permettait plus de lutter à armes égales avec leurs ennemis.

Accompagné par M. Arthur Henderson, j'arrivai la veille de Noël à Glasgow et nous nous rendîmes aux usines de Beardmore, où la livraison de l'artillerie lourde était sérieusement retardée par les difficultés de main-d'œuvre. A ma requête, les délégués des ateliers furent réunis; je leur appris alors le but de ma visite et je fis appel à leur aide pour activer la production. Un ouvrier qui semblait être leur chef s'avança et se mit à me haranguer sur l'esclavage des ouvriers dans les firmes privées. C'était un homme robuste, au beau visage franc et qui réussissait à cacher, par un froncement de sourcils théâ-

tral, la gaieté et l'amabilité qui lui étaient naturelles. Il prit une attitude mélodramatique, et d'une voix sonore et provocante, il me dit:

« Je suis l'esclave de Sir William Beardmore, tout aussi bien que si j'avais la lettre « B » marquée au fer rouge sur mon front », et il passa la main sur son front plissé.

Ce fut ainsi que je fis la connaissance de M. David Kirkwood. Je découvris qu'au fond, c'était un homme raisonnable avec qui on pouvait s'entendre. Il me promit que si M. Henderson exposait notre cas devant une libre assemblée d'ouvriers, il ferait tous ses efforts pour qu'on nous écoutât avec impartialité.

Un autre porte-parole me parut d'un tempérament sauvage. Il vint droit à moi, l'air menaçant et les poings serrés, parlant d'une voix bourrue et irritée. Je dois dire que ses camarades n'approuvaient pas son attitude. Plus tard, je fis sa connaissance: c'était M. Gallagher, communiste aux manières parfaites, à la voix douce, mais, sans l'ombre d'un doute, il m'apparut que son influence était la plus désastreuse.

Le lendemain matin (c'est-à-dire le matin de Noël) nous nous présentâmes devant une grande assemblée d'ouvriers à Saint-Andrew Hall. M. Henderson prit la présidence; les quatre cinquièmes des ouvriers étaient désireux d'écouter toutes nos paroles, mais la minorité était déterminée à troubler la séance et à nous empêcher d'être entendus. Ils étaient surtout contrariés par la présence de M. Henderson et ce fut lui qui eut le mauvais moment à passer. En somme, on m'écouta patiemment, avec quelques interruptions faciles à dominer. M. Kirkwood tint parole, se leva au milieu des éléments les plus turbulents et insista pour qu'on nous écoutât. Cette visite, pendant quelque temps au moins, apaisa les esprits et hâta la production. Quelques semaines plus tard, nous eûmes d'autres difficultés et il fallut prendre des mesures

énergiques, déporter quelques meneurs et poursuivre les autres.

Nous étions loin, cependant, de la victoire complète; il fallait encore passer à travers des obstructions qui se retranchaient. Les plus grands bouleversements eux-mêmes ne réussissent pas à arracher du sol un soupçon profondément enraciné.

Les racines étaient si profondes, dans ce cas, qu'elles résistèrent au bombardement meurtrier d'une année d'horreur. Durant l'automne de 1915, les discussions continuèrent sur l'application du principe de dilution; l'entente ne pouvait se faire; en décembre, je présentai le projet de loi sur les munitions de guerre (amendement) afin de donner force de loi aux divers points sur lesquels un accord avait été conclu. Même à ce moment, l'Amalgamated Society of Engineers tenait encore bon, et quand le projet fut venu devant une commission, ils envoyèrent à M. Asquith et à moi une députation armée d'une résolution où une série de modifications étaient proposées. Il y était dit :

« Ces amendements sont essentiels parce qu'ils apportent de la justice dans l'application de la loi sur les munitions de guerre 1915 et doivent être incorporés dans l'acte modifié si nous voulons maintenir notre influence sur nos membres et obtenir le chiffre élevé de production qui est nécessaire. De plus, un délégué du comité qui représente notre conférence doit se présenter chez le Premier Ministre et le Ministre des Munitions et leur faire savoir que la décision de cette conférence *servira de base à la continuation de notre collaboration.* »

La menace voilée contenue dans la dernière ligne de cette résolution souleva naturellement la colère de M. Asquith. Mise au pied du mur, la députation protesta qu'elle n'avait jamais eu une telle pensée et qu'elle ne désirait qu'une chose: obtenir qu'on donnât force de

loi aux diverses mesures sur la protection des salaires et des conditions du travail qui avaient été exposées dans deux circulaires publiées par le Ministère (circulaires L. 2 et L. 3) comme les conditions de la « dilution ». Je défiai les délégués de citer un seul cas où on avait refusé les tarifs normaux à un ouvrier non qualifié entré dans une firme contrôlée. M. Brownlie, le secrétaire des mécaniciens, dut reconnaître qu'ils ne le pouvaient pas. M. Asquith et moi nous leur fîmes donc observer que quelques-uns d'entre eux avaient constamment essayé d'empêcher la « dilution » et faisaient à présent des objections sans aucun fondement pour excuser leur attitude. Pour moi, je serais disposé à leur accorder d'incorporer les dispositions des deux circulaires dans le projet de loi si, de leur côté, ils garantissaient que désormais ils collaboreraient vraiment au système de « dilution » et ne chercheraient pas dans n'importe quelle exigence nouvelle un prétexte à ne rien faire.

La députation accepta cette offre et signa un document par lequel la Conférence et les membres de la Société s'engageaient à admettre l'amalgame entre les catégories d'ouvriers et à y collaborer activement, si le Gouvernement incorporait au projet de loi les tarifs des salaires et les conditions de travail dans les firmes contrôlées que les deux circulaires du Ministère avaient établies.

Le projet de loi fut renvoyé de nouveau à une commission, amendé conformément à cet accord et désormais la « dilution » fit de rapides progrès.

4. L'Encouragement royal aux ouvriers de munitions.

L'histoire des mesures prises pour organiser la main-d'œuvre dans les fabriques de munition et pour persuader aux ouvriers de faire tous leurs efforts et de se soumettre au contrôle et à la suspension de leurs chers règlements de trade-union ne serait pas complète sans un hommage à l'aide d'une importance capitale que le roi ap-

porta à la nation en encourageant et en stimulant les ouvriers de munitions et ceux qui créaient les organisations de districts.

On ne saurait trop estimer la valeur du service national que rendit le souverain en visitant les zones de munitions et en prenant contact avec les ouvriers. J'ai montré dans mon récit quel gouffre dangereux menaçait de s'ouvrir entre les soldats des tranchées et les hommes qui travaillaient dans les ateliers d'Angleterre. Tandis que ceux qui étaiet entrés dans l'armée sentaient qu'ils servaient leur roi et leur patrie et revêtaient avec leur uniforme kaki un esprit de camaraderie loyale et d'obéissance passive, ceux qui restaient dans le milieu familier de l'usine échappaient avec peine à la vieille atmosphère traditionnelle, défendaient jalousement leurs droits contre leurs patrons, et, craignant l'exploitation, étaient prêts à déposer leurs outils dès que leurs privilèges durement gagnés étaient menacés. Ce n'était pas une tâche facile de leur persuader qu'eux aussi étaient au service de l'Etat pour défendre la nation; rien ne pouvait donc être plus heureux que la résolution spontanée du Roi d'aller parmi eux, de leur serrer la main, de leur parler et de faire un appel direct à leur patriotisme et à leur civisme.

Au printemps de 1915, lorsque les difficultés de main-d'œuvre commencèrent à s'élever, le Roi George prit l'habitude de visiter les centres de fabrication de munitions. Le 17 mars, il se rendit à Woolwich et inspecta les fabriques royales de canons et d'affûts et le laboratoire royal où les explosifs étaient fabriqués et expérimentés. A la fin d'avril il visita de même les autres fabriques royales, les petites fabriques d'armes d'Enfield et la fabrique de poudre de Waltham Abbey. Après sa visite, il envoya un message spécial aux ouvriers de ces usines, exprimant le vif intérêt qu'il prenait à leurs travaux, et sa conviction que tous feraient de leur mieux, individuellement et collectivement, pour aider leurs ca-

marades du front. Le 12 mai, le Roi passa deux jours à Portsmouth, inspecta les arsenaux et à son retour envoya de nouveau un message exprimant « combien il admirait ceux qui, par leur dévouement à leur devoir, aidaient tant à maintenir la force et l'efficacité de la Flotte ».

A peine arrivé à Buckingham Palace, il repartit et pendant une semaine, visita les chantiers et les fabriques d'armement du Nord. Il passa le 17 et le 18 mai sur la Clyde, partant tôt le matin pour voir les chantiers de construction de navires. Dans l'un des plus grands, celui de Fairfield Shipbuilding and Engineering C°, les ouvriers lui présentèrent une résolution exprimant leur loyalisme et leur détermination d'accomplir de leur mieux et aussi vite que possible le travail qu'ils faisaient pour le Gouvernement. Le Roi répondit:

« Cette résolution sera partout accueillie avec joie et augmentera la confiance de la nation dans la victoire définitive. Ma visite sur la Clyde aura eu en effet un heureux résultat si elle a, en quelque façon, contribué à cet élan patriotique dans l'un des plus importants chantiers de ce centre industriel renommé. »

De la Clyde, le roi se rendit sur la Tyne, où il passa aussi deux jours et parla avec de nombreux contremaîtres et ouvriers des usines d'armements et des chantiers. Il se mit en contact avec les membres du North East Coast Armaments Committee (Comité des Armements de la côte du Nord-Est) et les encouragea dans leur travail. Dans un discours, il remercia les ouvriers des efforts qu'ils avaient faits, mais insista sur la nécessité de faire plus encore. Il exprima l'espoir que « toutes les règles restrictives et les règlements seraient écartés et que tous travailleraient au but commun ».

Le Roi accomplissait un geste généreux en aidant à suspendre les restrictions établies par les trade-unions qui, à ce moment-là, gênaient beaucoup la production.

Il y ajouta une semaine plus tard un message envoyé aux Comités d'Armement, priant « les ouvriers de faire tout ce qu'ils pouvaient ».

Le Roi George termina sa tournée en visitant Barrow-in-Furness le 21 mai. Là, il reçut une adresse des ouvriers de Wallsend déclarant qu'ils étaient résolus de faire rapidement le travail confié par le Gouvernement, et en retour il leur dit qu'il en était touché. Le 10 juin, il envoya un message aux ouvriers de Barrow les remerciant « de leurs protestations de loyalisme et de leur résolution de faire tous leurs efforts pour aider à terminer victorieusement la grande guerre qui faisait rage depuis dix mois ».

La formation du Ministère des Munitions fut accueillie par le Roi avec un intérêt sympathique. Je conserve le souvenir le plus reconnaissant du bon vouloir qu'il me témoigna pendant que j'accomplissais ma tâche difficile et de son empressement à donner son appui personnel et ses encouragements si précieux pour maintenir et augmenter l'ardeur des ouvriers de munitions.

Le 22 juillet, il visita les zones de munitions des Midlands. A Coventry il parcourut les usines et parla aux contremaîtres de tous les ateliers. Les membres du Coventry Armaments Output Committee lui furent présentés. Puis il alla à Birmingham où il passa toute la journée. Les procédés de fabrication des munitions l'intéressèrent tant, que les membres de sa suite eurent de la peine à l'en détacher pour qu'il pût exécuter le programme de sa journée. Il insista de nouveau pour qu'on lui présentât les membres du Comité des Munitions et de la commission administrative régionale et loua chaudement leur zèle et l'entrain « qu'il remarquait parmi les ouvriers ». Il appuya ces paroles dix jours plus tard par un message d'encouragement.

Vers la fin de septembre, le Roi fit un nouveau voyage, cette fois dans le Yorkshire, où il passa trois jours à

Leeds et à Sheffield. Il se promena au milieu des ouvriers et causa aimablement avec eux. Parmi les ouvriers de Sheffield il en reconnut un qui avait été matelot alors que lui-même était enseigne de vaisseau à bord de la *Bacchante*. Il en regarda un autre en train de faire des obus et remarqua: « Je suis content que vous compreniez l'importance de votre travail. Si nous n'avons pas une quantité suffisante d'obus nous ne pouvons nous attendre à remporter la victoire. »

Des mots pareils, adressés « d'homme à homme » par le Chef de l'Etat à un artisan, naturellement se répandaient comme une traînée de poudre dans les ateliers. C'était ce contact personnel, direct, dépourvu de pompe ou de toute trace d'arrogance ou de froideur, qui rendait les visites du Roi si précieuses dans les zones de munition, excitait l'enthousiasme des ouvriers et triomphait de leur répugnance à accepter de nouvelles méthodes et de nouvelles règles. C'était rendre un vrai service aux hommes qui se battaient pour nous sur le front et couraient le risque d'être écrasés par un ennemi mieux armé et mieux équipé.

Les encouragements prodigués aux ouvriers, bien entendu, ne furent qu'une des innombrables tâches imposées au souverain par la guerre — tâches auxquelles il se consacrait avec un zèle infatigable qui affermissait encore l'affection de son peuple pour lui.

Dans toutes les nations belligérantes, son trône fut le seul qui ne fût pas ébranlé au cours de ces années critiques. La plupart des autres, en effet, furent renversés. Comme j'eus le privilège, pendant toute la guerre, de remplir un poste élevé et chargé de responsabilités sous les ordres du souverain, j'eus l'occasion de constater avec quel dévouement le Roi accomplissait ses devoirs envers la nation. Jamais il ne joua un rôle plus utile et plus fructueux que lorsqu'il encouragea nos ouvriers en munitions.

5. Le problème de la boisson.

Un des plus sérieux obstacles qui s'opposaient à l'accroissement de la production des munitions, fut l'habitude de l'intempérance dans certaines zones.

La France avait énergiquement résolu le problème en prohibant l'absinthe, la Russie en interdisant la vodka. Il avait toujours été dangereux pour les Ministères d'attaquer la libre consommation de l'alcool; le Gouvernement de guerre, naturellement désireux d'éviter les controverses, n'osa pas s'y risquer pendant des mois et la production en souffrit beaucoup. Nous avons peine à comprendre maintenant ce rôle considérable de l'intempérance. La Grande-Bretagne aujourd'hui est beaucoup plus sobre qu'elle ne l'a jamais été, à mon souvenir. On boit encore beaucoup, l'ivrognerie n'a pas disparu et la santé nationale en souffre, mais la vue d'un homme ou d'une femme ivre titubant dans les rues est devenue un spectacle peu fréquent, et la consommation de l'acool a beaucoup diminué. La discipline et les restrictions exigées par la guerre sont pour beaucoup dans ce changement salutaire. C'est un des avantages qu'on retire parfois d'une catastrophe. Le souvenir de la vie d'avant guerre s'efface et il devient presque impossible de nous rappeler l'état de choses qui trop souvent régnait alors. Les délits d'ivrognerie jugés dans les tribunaux étaient trois fois plus nombreux avant la guerre que maintenant. La quantité de liqueurs alcooliques consommée en 1913 fut deux fois et demie plus grande qu'elle ne l'est actuellement.

Ces chiffres peuvent montrer à la jeune génération, élevée suivant de nouvelles et meilleures habitudes, combien l'ivrognerie fut répandue dans quelques régions anglaises jusqu'à la grande guerre. Au cours des cinq premiers mois de celle-ci il fallut compter avec cette in-

tempérance dans la lutte pour la victoire. La passion alcoolique partageait avec l'entêtement professionnel le déshonneur d'être chez nous nos plus dangereux ennemis. C'est un des propos de mon livre de décrire comment tous deux ont été vaincus, non sans avoir causé de lourdes pertes. Le premier effet de la grande guerre fut d'accroître les habitudes d'intempérance et d'en faire une vraie menace pour la nation. La cause en est facile à comprendre. Le choc soudain d'un péril inattendu poussa beaucoup de gens qui se trouvaient en dehors de la zone dangereuse à une philosophie qui aurait dû s'appliquer aux autres : « Mangeons et buvons, pensaient-ils, buvons surtout — car demain nos camarades mourront peut-être! »

La désorganisation des habitudes sociales créée par la guerre, la fièvre et l'agitation qui faisaient vibrer l'atmosphère, le sentiment que les tables de la loi étaient brisées une fois de plus sous les foudres d'un Sinaï plus farouche, tout cela poussa les hommes et les femmes à des excès de tous genres, et comme le travail de guerre augmentait les gains, ceux qui aimaient à boire, buvaient sans limite, car ils pouvaient se livrer à leur passion comme ils ne l'avaient jamais fait. Le mal n'était pas borné aux hommes, — il s'étendait aux femmes. Mon attention fut particulièrement attirée sur ce problème, car les rapports indiquaient que l'intempérance des ouvriers dans les firmes d'armements gênaient sérieusement la production des munitions. Les rapports des témoins oculaires étaient très graves et très alarmants, surtout quand on savait — et je ne l'ignorais pas — que les livraisons des munitions de guerre étaient en retard et que le bruit courait avec persistance qu'en France leur pénurie était grande.

La consommation des liqueurs fortes avait certainement augmenté rapidement. Les habitudes d'ivrognerie se propageaient surtout dans les zones industrielles sur

lesquelles nous comptions pour les munitions. Un nombre considérable d'ouvriers ne se rendaient pas au travail le lundi matin et quand ils apparaissaient le mardi, ils étaient fort mal en point à cause de cette débauche de leur week-end. Certains prirent l'habitude d'augmenter leurs loisirs au commencement et à la fin de chaque semaine. A l'occasion d'un jour férié, beaucoup d'hommes s'offrirent toute une semaine de congé. Il n'était pas étonnant que la production ne fût pas suffisante. Je passais les renseignements que je recevais au War Office et à l'Amirauté. On me répondit qu'on ne connaissait que trop ces faits pénibles et que, d'après les rapports officiels, la situation était encore plus grave. Je décidai que les circonstances actuelles exigeaient de vaincre immédiatement ce péril qui menaçait nos armées; le 28 février 1915, je commençai donc à soulever l'opinion publique en montrant la menace croissante de l'ivrognerie, afin de pouvoir prendre des mesures énergiques. Ce jour-là, dans un discours fait à Bangor, je prononçai les paroles suivantes:

« J'apprends que certains ouvriers des usines d'armement refusent de travailler pendant la semaine entière pour les besoins de la nation. Ces ouvriers sont la minorité. Nous pouvons compter sur la grande majorité des autres. Mais il ne faut pas oublier qu'un petit nombre d'ouvriers peut mettre toute une usine en désordre. Pourquoi ce refus? Il a tantôt une cause, tantôt une autre, mais soyons parfaitement sincères. Il est dû en grande partie à l'attrait de la boisson. Les ouvriers refusent de travailler la semaine entière et, quand ils reviennent, leur force et leur capacité sont diminuées par la façon dont ils ont passé leurs loisirs. L'intempérance nous fait plus de mal pendant la guerre que tous les sous-marins allemands réunis.

« ...Nous avons pleins pouvoirs pour restreindre

l'ivrognerie et nous avons l'intention de nous servir de nos droits. Nous en userons avec modération, nous en userons avec prudence, mais nous en userons sans crainte, et, je n'en doute pas, puisque l'intérêt du pays l'exige, l'Angleterre nous donnera son approbation et ne permettra pas qu'une faiblesse de ce genre diminue ses chances de succès dans la terrible guerre qui nous a été imposée. »

Un mois plus tard, le 29 mars 1915, je reçus une députation de la Shipbuilding Employers' Federation (constructeurs maritimes); les délégués demandèrent à l'unanimité que la vente des liqueurs frappées de droits fût totalement interdite pendant la durée de la guerre. Ils demandaient en particulier la fermeture des cabarets et des clubs dans les zones où les munitions de guerre étaient fabriquées. Ils firent remarquer que, malgré le travail du dimanche et les heures supplémentaires, dans presque tous les chantiers, le nombre total d'heures productrices était inférieur à la moyenne et que, quoique l'activité ne s'arrêtât ni nuit ni jour, pendant sept jours de la semaine, les hommes produisaient moins qu'avant la guerre. Les délégués pensaient que ceci était surtout dû à l'intempérance. Les chiffres des recettes hebdomadaires des cabarets dans le voisinage des chantiers était une preuve convaincante de l'accroissement de la vente des liqueurs fortes. En tenant compte de l'augmentation de prix des boissons enivrantes et des hommes plus nombreux employés à la construction des navires, les recettes en un certain cas s'étaient élevées de 20 %, dans un autre de 40 %.

Un exemple montrait bien le préjudice causé par l'intempérance: un cuirassé avait été amené pour des réparations urgentes et elles avaient dû être différées toute une journée, à cause de l'absence des riveurs occupés à boire et à ripailler. C'était, dirent les délégués, un cas choisi entre mille. Et ce n'était pas la seule

raison en faveur de la prohibition et contre la simple réduction. Tant que les cabarets seraient ouverts, il y aurait toujours des hommes qui enfreindraient les règlements et arriveraient en retard au travail pour avoir le temps de boire auparavant. Point n'était besoin de démontrer qu'une consommation excessive d'alcool les rendait impropres au travail. Les délégués demandaient avec insistance la prohibition totale pendant la guerre. Ce n'était certainement pas une députation de teetotalistes (partisans de l'abstinence absolue). Ni leur allure, ni leur visage n'indiquaient qu'ils consacraient leurs heures de loisirs au service de la *Band of Hope* (Ligue de l'Espérance). Quand la prohibition fut votée en Amérique, cet incident m'expliqua pourquoi la plupart des patrons étaient d'ardents prohibitionnistes. Je compris aussi pourquoi, à en croire la rumeur publique, ils tiraient une ligne de démarcation très nette entre la prohibition nationale et l'abstinence personnelle.

Ce n'était pas un témoignage à mépriser. Je répondis à cette députation dans les termes suivants:

« La victoire n'est maintenant qu'une question de munitions. Je dis cela non de ma propre autorité mais en m'appuyant sur celle de notre grand général Sir John French. Il a dit très nettement quelle était sa conviction sur ce point. J'ose affirmer que c'est aussi celle du Ministre de la Guerre et de tous ceux qui savent quelque chose du problème militaire: pour nous permettre de remporter la victoire, il nous faut seulement un accroissement, et un accroissement énorme, d'obus, de fusils et de toutes les munitions et les armes qui sont nécessaires dans une grande guerre. Vous nous avez prouvé aujourd'hui clairement que l'intempérance dans les usines d'armements entrave dangereusement cette production. Pour le moment, je ne peux vous promettre qu'une chose: les paroles que vous nous avez adressées à mes collègues et à moi, seront prises très sérieusement en considéra-

tion... J'ai eu le privilège d'avoir une audience du Roi ce matin et il m'a autorisé à dire qu'il est très préoccupé par cette question — extrêmement préoccupé — et les soucis qu'il éprouve sont partagés, j'en suis certain, par tous ses sujets. »

Sa Majesté avait en effet manifesté un grand intérêt mêlé d'inquiétude pour le problème de la boisson et avait parlé avec moi de diverses méthodes pour combattre l'intempérance. Les rapports venus de différents endroits lui avaient montré l'effet désastreux de l'ivrognerie sur la production. Le souverain était même prêt à faire un sacrifice personnel pour combattre le fléau; le 30 mars, le lendemain du jour où j'avais reçu cette députation, il m'envoya par son secrétaire, Lord Stamfordham, une lettre remarquable. Le Roi commençait d'abord par dire: « Seules les mesures les plus énergiques pourront venir à bout de la grave situation qui existe maintenant dans nos fabriques d'armements. » Puis il continuait dans ces termes:

« Nous avons devant nous, non seulement les déclarations des patrons, mais celles de l'Amirauté et des fonctionnaires du War Office chargés de la fourniture des munitions de guerre, du transport des troupes, de leur ravitaillement et des munitions. D'après ces témoignages, il est évident que si nous ne pouvons répondre aux besoins de notre armée sur le front, et si de graves retards se sont produits dans le transport des renforts et des approvisionnements nécessaires à nos vaillantes troupes du front, la faute en est en grande partie à l'intempérance.

« La continuation d'un tel état de choses aura inévitablement pour résultat la prolongation des horreurs et des charges de cette terrible guerre.

« Je dois ajouter que, si on le juge à propos, le Roi est prêt à donner l'exemple en renonçant lui-même à toutes les liqueurs alcoolisées et en les interdisant dans

la Maison Royale, afin que, en ce qui concerne Sa Majesté, aucune différence ne soit faite entre les pauvres et les riches à ce sujet. »

Ce geste fut connu sous le nom de « vœu de tempérance du Roi » et l'on conseillait à la nation entière d'imiter cet exemple. Il montrait une sagesse profonde car les ouvriers se plaignaient habituellement, et non sans raison, que les patrons et les membres des classes supérieures, qui les sermonnaient éternellement et réprimandaient leur intempérance, se régalaient eux-mêmes, souvent avec excès, des boissons alcoolisées qu'ils cherchaient à interdire à leurs employés. « Le vœu de tempérance du Roi » et le fait qu'un grand nombre d'hommes distingués et de personnalités industrielles imitèrent Sa Majesté furent un grand appui pour le Gouvernement lorsque plus tard il prit des mesures pour limiter et contrôler la vente des boissons enivrantes. Lord Kitchener fut un de ceux qui imitèrent l'initiative du Roi et restèrent fidèles à leurs promesses jusqu'à la fin. A tous les repas, une discussion s'élevait entre fonctionnaires des ministères ou officiers pour savoir si l'abstinence totale avait accru ou diminué la perspicacité et la capacité du Secrétaire d'Etat à la guerre ou l'avait laissé *in statu quo;* il y avait trois opinions distinctes sur ce sujet et chacune était énergiquement soutenue et combattue.

Malheureusement, malgré sa grande valeur morale, l'exemple du Roi n'eut pas assez d'imitateurs pour que le problème en fût modifié. La Chambre des Communes refusa platement d'imiter cette mesure d'abnégation, et l'attitude des législateurs de la nation empêcha le « vœu de tempérance du Roi » de devenir le point de départ d'un grand mouvement spontané de sobriété nationale, comme le Roi George et ses conseillers l'avaient espéré. Il fallut donc renforcer par des lois cet élan initial.

A ce moment là, j'examinais sérieusement l'idée de lutter contre le commerce de la boisson en achetant au nom de l'Etat toutes les entreprises privées; le Gouvernement serait ainsi complètement libre d'imposer toutes les mesures d'intérêt national, sans être gêné par la puissante influence que le commerce a toujours exercée sur la politique anglaise. Dans ce dessein, je fis faire une enquête par Sir William Plender sur la valeur totale des entreprises qu'il serait nécessaire d'acquérir. Le 30 mars, il me donna un rapport préliminaire qui montrait que la valeur d'achat des actions de brasseries était approximativement de 68.786.000 livres, tandis que la valeur des biens possédés par les brasseries en Grande-Bretagne, y compris tous les établissements connexes et en y ajoutant celle des cabarets libres ou possédant des patentes, serait de 225.000.000 livres à 250.000.000 livres. Il faut observer que cette évaluation approximative ne comprenait pas la valeur des distilleries.

Je fis alors nommer un « Liquor Trade Finance Committee » (Comité financier pour le commerce des liqueurs). Il devait conseiller le Gouvernement sur les dispositions financières qu'il faudrait prendre si l'Etat décidait d'acheter les biens des brasseries en Angleterre et dans le pays de Galles, de contrôler le commerce de détail et d'interdire provisoirement la vente au détail des spiritueux tout en permettant celle de la bière au-dessous d'un certain degré d'alcool. La Commission fit un rapport le 15 avril 1915. Elle recommandait diverses solutions sur la façon d'effectuer l'acquisition projetée si l'Etat décidait de prendre cette mesure. Cette Commission estimait que le transfert à l'Etat des biens des brasseries et les indemnités accordées aux concessionnaires patentés des débits en Angleterre et dans le pays de Galles coûterait 250 millions de livres, non compris les allocations qui serviraient de compensation aux détenteurs de patentes d'épiciers, ou d'autres patentes annexes,

aux fonctionnaires et aux employés et les autres frais entraînés par cette acquisition.

Pour les hommes politiques habitués aux dépenses nationales d'avant guerre, cette somme paraissait prodigieuse. Certains affirmaient que, en raison des lourdes charges que la guerre nous imposait déjà, ce serait une folie de choisir ce moment pour assumer ces nouvelles dépenses écrasantes. La somme requise représentait à peine le quarantième des frais totaux causés par la guerre. En retour la nation aurait obtenu un actif qui, si on prenait pour base les bénéfices du moment, lui aurait rapporté 8 %. Tous les hommes de valeur qui luttaient pour la tempérance m'approuvaient. Mais un puissant groupe de ses partisans s'insurgèrent à l'idée horrible que l'Etat souillerait son âme en devenant le fabricant et le distributeur des boissons alcoolisées. Ils ne voyaient aucun inconvénient à participer par les impôts aux bénéfices faits en vendant ce poison à leurs concitoyens. Mais rien n'est plus excentrique que la conscience d'un dévot et jamais un argument n'a converti un vrai croyant: il ne fait que l'exaspérer. La résistance de ce groupe se fit plus vive. Les difficultés pratiques ne manquaient pas : les entreprises qu'il faudrait acheter ou indemniser étaient si nombreuses, si variées, que les négociations menaçaient de durer plusieurs mois. J'obtins l'adhésion pour mon plan de quelques-uns des principaux brasseurs. Je ne désespérai pas d'obtenir le consentement des autres. Les chefs conservateurs furent pressentis sur l'attitude qu'ils prendraient et ils affirmèrent qu'ils ne feraient aucune opposition à cette opération si le Gouvernement arrivait à la conclusion qu'elle était indispensable comme mesure de guerre. Mais un certain nombre d'électeurs locaux influents exercèrent une telle pression sur le Premier Ministre qu'il craignit des troubles sérieux dans le parti libéral et comme il était urgent de réduire l'intempérance dans l'intérêt de la produc-

tion des munitions, je décidai pour le moment de me contenter d'une réforme plus limitée.

Pendant le cours des négociations, M. Edwin Montagu m'adressa une lettre où il prenait parti dans la discussion. Comme cette lettre expose avec force et esprit les arguments contre les restrictions projetées, je pense qu'elle mérite d'être reproduite.

« (1) Je crois, et je crois fermement, que, presque sans exception, et sauf dans les cas d'apoplexie, de projectile dans l'estomac, de congestion du foie, quiconque boit une quantité modérée d'alcool est un meilleur citoyen, un meilleur homme, un individu plus vigoureux que s'il s'abstenait complètement. Les témoignages médicaux montrent que l'alcool est un poison; comme tant d'autres poisons pris à doses modérées, il est salutaire et l'abstinence complète me paraît moralement une faiblesse aussi grande que l'ivrognerie.

« (2) Je ne suis pas de votre avis lorsque vous dites que des témoignages prouvent que l'intempérance a eu des effets assez fâcheux, pendant cette guerre, pour appeler des remèdes héroïques. Le mal existe; il y a du temps perdu, du mauvais cœur à l'ouvrage; il est vrai que, malgré le travail du dimanche et les heures supplémentaires, la moyenne des heures de travail hebdomadaire a baissé depuis la guerre dans beaucoup d'industries importantes. Je crois que ceci est en grande partie dû aux heures supplémentaires elles-mêmes. Si un homme est obligé de peiner un jour beaucoup plus longtemps qu'il n'en a coutume, le lendemain il a envie de se reposer et s'il est libre de ses actions, il peut refuser de travailler. Notre parti, pour une raison quelconque, croit que les trade-unions sont de bonnes institutions. Elles ont fixé la longueur de la journée d'une façon probablement empirique, parce que l'expérience leur montrait que huit heures, par exemple, étaient le temps maximum pendant lequel un membre de leur union pouvait travailler à plein

rendement. Elles insistaient sur le fait que les heures supplémentaires devaient être traitées en heures supplémentaires, parce qu'elles les jugeaient préjudiciables économiquement, et la guerre a prouvé, me semble-t-il, que l'abus des heures supplémentaires mène à un travail irrégulier et une production inférieure et qu'il doit être évité autant que possible.

« (3) Il est vrai que les recettes de la vente des boissons sont grandes, mais c'est dû principalement à vos impôts qui ont augmenté le prix de la bière, et à la hausse des matières premières et de la main-d'œuvre qui ont augmenté le prix du whisky.

« (4) Il est vrai que les patrons et les fonctionnaires attribuent tout ce qui va mal non à l'intempérance, mais à la boisson; mais il ne faut pas oublier que bien que l'esprit Tory se trouve des deux côtés de la Chambre, vous êtes pour la première fois en contact avec l'esprit Tory nu, éhonté et massif, et je ne puis m'empêcher de craindre que vous ne le croyiez aussi honnête et aussi désintéressé que celui dont vous avez l'habitude. Je considère cette tournure d'esprit comme la pire de toutes. C'est celle qui traite l'ouvrier comme une machine dont les penchants n'ont aucun intérêt et qui n'a pas droit à la considération des humains. Les tories pensent que, tout comme une machine qui peut faire 500 tours par minute en fait 30.000 en une heure et 300.000 en dix heures, un homme qui peut percer six trous en une heure doit en percer soixante en dix heures et six cents en cent heures. Tout ce qui est mauvais dans leur système, ils l'attribuent au manque de patriotisme, à l'absence de sentiment du devoir, aux grossières habitudes de ces animaux qu'ils considèrent comme leurs inférieurs. Quand vous me dites que ce n'est pas là seulement le témoignage des patrons, mais aussi celui du War Office et de l'Amirauté, j'affirme avec plus de vigueur encore que la source de ces renseignements est impure. Sans

doute ces messieurs qui aimeraient travailler sur le papier, conformément à la théorie, en chassant de leurs esprits tout facteur humain, ont découvert que l'ouvrier anglais est un intolérable fléau. Ils aimeraient régler toutes ses actions, lui mesurer sa nourriture comme à des marins sur un vaisseau ou à des prisonniers dans une geôle, lui dicter à quelle heure il faut qu'il se couche et à quelle heure il faut qu'il se lève, où il doit vivre et même ce qu'il doit penser, lui faire faire l'exercice, peut-être le fouetter pour le rendre pareil au nègre idéal qui travaille sous les ordres de n'importe quel propriétaire dans une mine du Rand.

« (5) On dit que les jours de fête ne seraient pas aussi tentateurs pour les ouvriers si les cabarets étaient fermés. Mais vous n'allez pas fermer les cabarets; vous avez, je crois, la conviction que vous ne pouvez pas en toute justice priver d'un stimulant l'homme de l'escouade noire qui travaille en plein air par le temps le plus horrible et vous lui permettrez d'avoir de la bière légère. Il ira au cabaret pour boire sa bière légère, tout comme il y va maintenant chercher sa bière forte. Ses jours de fête seront aussi attrayants et si votre but est de les rendre désagréables, il vous faudra fermer les cinémas et le priver de toute occasion d'amusement.

« (6) Tous les membres de la députation qui est allée vous trouver l'autre jour, boivent modérément — ils vous l'ont dit — mais ils seraient outragés si vous leur disiez que cette habitude les rend incapables de travailler et je crois vraiment que ce serait courir un grave danger que d'insulter les Anglais de toutes classes en gênant leur liberté. L'agriculteur, l'honnête artisan, maître de soi, le petit commerçant, inspirés par des motifs patriotiques, qui accomplissent leurs devoirs, pourraient avoir l'impression que ceux qui dirigent la guerre n'ont pas confiance en eux et vous diminueriez l'enthousiasme guerrier de notre patrie. J'entends dire de tous les

côtés par l'opposition, le parti travailliste, les buveurs d'eau et les ivrognes, et les grands « manitous » de la politique, que vous vous heurterez à une grande opposition. Mais bien entendu vous réussirez à la vaincre, et je vous conseille seulement, pour conclure, deux choses importantes :

« 1° Il faut que vous consultiez les ouvriers et vos difficultés seront peut-être diminuées par leur consentement. Vous pourrez peut-être persuader aux patrons de leur donner quelque chose d'autre en échange.

« 2° Vous devrez, je crois, consulter un technicien sur la question finance. Il ne faut pas, bien entendu, que vous vous laissiez égarer par le désir des brasseurs et des distillateurs de quitter un métier constamment en butte aux hostilités de l'Etat.

« Mais je crois que le Gouverneur de la Banque pourrait nous indiquer le meilleur moyen d'exécuter votre projet. En émettant 200.000.000 de livres d'obligations à 4 % vous porterez, je le crains, un coup désastreux à notre crédit. L'Irish Land Stock (Les obligations foncières de l'Irlande) sont un exemple des conséquences que peuvent avoir les emprunts spéciaux émis dans un intérêt particulier. Je ne vois pas comment vous pourrez demander à vos amis les brasseurs de garder les titres donnés en paiement ; ils courront les vendre à la Bourse; quand ils seront descendus au prix de 50, ils entraîneront avec eux toutes les obligations du Gouvernement, non pas au même niveau, mais plus bas, et je vous conseille fort de demander dès à présent au Stock Exchange Committee de fixer leur prix minimum afin de les rendre invendables en tout cas pour le moment.

« Vous remarquerez que je finis par deux conseils: après vous avoir dit tout ce que je pensais dans la première partie de ma lettre. C'est qu'en effet je suppose maintenant que je me trompe dans toutes mes objections et que vous continuez votre route à toute vapeur. »

Cette lettre piquante donnera une idée de la divergence d'opinions qui s'élevait au sein du Gouvernement sur la question de la boisson. En ce qui concerne l'idée de M. Montagu que la diminution de la production était due à la fatigue causée par la longueur de la journée les chiffres que je fournirai plus tard sur la moyenne des heures de travail dans les chantiers et les usines à cette époque donneront une réponse satisfaisante...

Décidé à abandonner pour le moment toute tentative d'acheter le commerce des liqueurs, je préparai une loi pour avoir sur lui un contrôle plus efficace, loi qui permettrait plus tard, en petit, dans certaines régions, une expérience sur l'achat et la gestion du commerce des liqueurs par l'Etat. Avec ce programme en vue, je déposai devant la Chambre des Communes, le 29 avril, un complément au D. O. R. A. (Defence of the Realm (Amendement n° 3) Bill — destiné à combattre les maux de l'intempérance dans les zones de fabrication de munitions, où ils se montraient particulièrement désastreux pour la nation; en même temps, j'esquissai d'autres plans pour diminuer le péril dans l'Angleterre entière.

En présentant ce projet de loi à la Chambre, j'attirai l'attention sur les effets de l'ivrognerie dont nous avions des témoignages alarmants. Un recueil de ces preuves fut publié deux jours plus tard comme Livre Blanc du Gouvernement.

Il donnait des statistiques sur le temps perdu dans les chantiers et les ateliers de la Clyde et de la Tyne et des rapports rédigés par des fonctionnaires de l'Amirauté et du Ministère de l'Intérieur.

Ces documents contenaient des déclarations presque identiques sur la perte de temps et d'énergie due à l'alcool. Les statistiques réunies de 15 firmes de la région de la Clyde, par exemple, montraient que parmi les ouvriers du fer, 27,6 % travaillaient plus de 53 heures par semaine, 39,4 % entre 40 et 53 heures, tandis que 33 %

travaillaient moins de 40 heures. C'était une minorité qui manquait de zèle, mais une minorité assez grande et assez importante pour que l'effet de cette nonchalance fût désastreux pour notre rendement national.

Grâce aux mesures que je proposai, dans toute zone importante pour la production et le transport du matériel de guerre, la vente et la consommation de l'alcool pouvaient être placées sous un contrôle spécial. Les zones seraient définies par les Ordonnances du Conseil; on leur appliquerait des règlements qui pourraient autoriser le Gouvernement à fermer les commerces privés et à devenir lui-même le seul pourvoyeur de boissons enivrantes; à acquérir provisoirement ou d'une façon permanente tout local et tout commerce patenté; à ouvrir, sans patente des buvettes où les liqueurs fortes pourraient être vendues; et d'une façon générale à contrôler la remise des patentes et la vente des boissons enivrantes dans la zone.

Ce projet de loi fut accepté et un Bureau de Contrôle central fut établi pour s'occuper du commerce des boissons. Le 12 juin, ce Bureau émit plusieurs règlements qui, dans toute zone placée sous son contrôle lui donnaient le pouvoir de fermer tout local patenté ou club, de déterminer les heures d'ouverture, d'empêcher la vente ou l'achat de liqueurs spécifiées, d'imposer des conditions et des restrictions aux locaux patentés ou de les prendre sous sa surveillance et de réglementer la quantité de liqueurs qui pourrait être apportée dans une zone ou transportée dans ses limites. Il s'attribuait aussi le droit de défendre dans une zone toute vente de liqueurs excepté par l'intermédiaire du Bureau de Contrôle, d'interdire même le commerce, etc.

En juillet, le Conseil fit paraître plusieurs ordonnances définissant les principales zones de munitions de l'Angleterre et les plaçant sous les ordres du Bureau de Contrôle des Liqueurs. Pendant les mois suivants, le

Bureau commença à faire usage de ses pouvoirs, publiant le « No Treating Order » (Défense de vendre), en octobre 1915, et restreignant les heures de vente de boissons enivrantes. Pour la zone de Londres, en novembre, les heures d'ouverture devinrent celles fixées auparavant pour le dimanche.

On remarquera que j'avais évité la prohibition totale, malgré l'insistance avec laquelle beaucoup de gens qui jusque-là n'avaient pas pris part au mouvement du « Ruban Bleu » me conseillaient de bonne foi cette mesure. Je comprenais assez clairement et, depuis, l'expérience des Etats-Unis l'a prouvé, qu'il est inutile de faire des lois en avance sur l'opinion populaire ou la conscience publique. La nation accepterait des restrictions et des limitations et d'importantes réformes pouvaient être accomplies sous un contrôle de l'Etat où les bénéfices de l'exploitation privée ne jouaient plus aucun rôle. Je me bornai à ce programme pratique.

Ce système si raisonnable rencontra une opposition acharnée et mes autres propositions pour diminuer partout l'intempérance subirent une défaite presque complète. Dans mon discours du 29 avril, j'avais annoncé que j'avais l'intention, dans mon budget, d'imposer une surtaxe proportionnelle, sur les bières lourdes, de quadrupler l'impôt sur les vins, de doubler l'impôt sur les spiritueux et d'élever, sous contrôle, le maximum de dilution permise de 25 % à 36 %. Ces propositions rencontrèrent une opposition considérable à la Chambre des Communes et au dehors. Le parti irlandais était particulièrement irrité car l'Irlande possède de grandes brasseries et de grandes distilleries. Je fus obligé d'abandonner une à une ces taxes pour le moment et je pus simplement garder une petite restriction insignifiante, mais très utile: l'interdiction de la vente des spiritueux vieux de moins de trois ans, qui écartait l'alcool nouveau et très fort. Cette prohibition elle-même souleva

une ardente controverse entre les intérêts rivaux des distilleries. — Ce fut le combat « Alambic contre Patente » — car les fabricants de whisky en bouteilles avaient l'habitude de garder leurs produits pendant plusieurs années, tandis que ceux des cabaretiers pourvus de patente étaient vendus sur-le-champ.

Mais, bien que j'eusse perdu ce premier round, je pus, au cours des années suivantes, élever les impôts sur les boissons alcoolisées, ordonner la dilution de l'alcool et favoriser la consommation des bières légères. Dans cette campagne, je pus utiliser l'aide du Food Controller (contrôleur des vivres), qui était chargé de distribuer les céréales nécessaires pour le brassage et la distillerie. Non seulement la quantité totale brassée et distillée fut limitée, mais les céréales ne furent accordées qu'à condition qu'une certaine proportion de la bière produite fût légère et que les alcools fussent considérablement dilués. Toute l'Angleterre chanta des chansons de café-concert sur « la bi-è-è-è-re de Lloyd George », mais les statistiques montrèrent la décroissance rapide de l'ivrognerie; la dilution obligatoire des alcools et l'élimination des bières lourdes eurent un effet particulièrement heureux en réduisant beaucoup la quantité d'alcool contenue dans les boissons. Les condamnations pour ivresse, qui en Angleterre et dans le pays de Galles étaient en moyenne, en 1913, de 3.482 par semaine, descendirent à 929 au début de 1917.

Les chiffres suivants indiquent la consommation totale d'alcool pur en Grande-Bretagne pendant les années de guerre :

		En millions de gallons (1)
Consommation d'alcool réduite	1914	89
	1915	81
	1916	73
	1917	45
	1918	37

(1) Quatre litres et demi environ.

Ces chiffres représentent la quantité d'alcool qui, estime-t-on, a été consommée sous forme de boissons alcoolisées : spiritueux, vins et bières. Dans les deux dernières années le déclin rapide n'est dû qu'en partie, au fait que des millions d'hommes avaient quitté nos rivages. Il est principalement imputable à l'efficacité des restrictions qui furent établies et appliquées.

Tandis que par des mesures progressives d'impôts, de dilution et de limitation des boissons enivrantes en Angleterre, nous pouvions réduire considérablement la consommation de l'alcool et en particulier celle de l'eau-de-vie normale, nous nous efforcions de diminuer le nombre des heures où les cabarets étaient ouverts dans les zones industrielles consacrées à la production des munitions. Mais je ne voulus pas me borner à un système purement négatif. Le Liquor Control Board (Bureau de contrôle des liqueurs) avait reçu le pouvoir de surveiller tout le commerce des liqueurs dans une zone, et la première des quatre zones où il exerça son activité fut celle de Gretna Green; c'est là que se développa l'expérience de Carlisle : on mit tout le commerce des liqueurs sous la gestion de l'Etat; cet essai se poursuit encore et je m'abstiendrai à son sujet de tout commentaire. Je me bornerai à constater que, suivant beaucoup d'observateurs compétents, il a plus que justifié la confiance de ceux qui l'ont autorisé, et a démontré que l'Etat est capable de distribuer une quantité sage et raisonnable de liqueurs alcoolisées, de façon à favoriser à la fois la sobriété et l'aménité sociale. Le Control Board prouva aussi le caractère positif de ses méthodes lorsqu'il fallut dans les zones prévues par le projet remplacer les assommoirs qui n'offraient plus aux loisirs des ouvriers que des distractions restreintes. Ceci amena la nomination d'une Commission des Cantines. Dans son premier rapport daté du 12 octobre 1915, le Control Board remarquait : « ...Le Conseil est porté à croire que l'intempérance a souvent

pour cause la difficulté de se procurer de la nourriture, du repos et des divertissements, surtout après une longue journée de travail et des heures supplémentaires. Les améliorations apportées aux cabarets et la création de cantines rendront peut-être moins nécessaires l'application de mesures purement restrictives... »

Le Conseil faisait observer qu'on avait souvent recours à la boisson quand la nourriture était insuffisante ou mauvaise. Il fallait donc « tenir prêt à certaines heures, pour un grand nombre d'ouvriers, un ordinaire convenable à un prix raisonnable ».

Pour répondre à ce besoin, le Control Board entreprit deux actions parallèles :

a) Accroître la facilité d'obtenir des repas convenables dans les restaurants de tout genre;

b) Organiser partout où c'était nécessaire, dans les usines ou leur voisinage, des cantines où l'on pourrait trouver des repas substantiels et des boissons légères à des prix raisonnables.

Des sociétés privées, telles que l'Y. M. C. A. et l'Y. W. C. A., le Lady Laurence's Munition Makers- Canteen Committe (Comité des cantines pour les ouvriers de munition), l'Armée du Salut et l'Armée de l'Eglise, aidèrent beaucoup à la fondation de ces cantines. On se demandait cependant si ce serait le Control Board ou les patrons qui supporteraient les frais (location et installation); il paraissait désirable de charger les patrons de leur direction, car leur intérêt pour elles s'en trouverait augmenté, et les chances de durée des cantines en seraient accrues. Par conséquent, je fis ratifier par le Trésor un accord par lequel les frais de construction et d'installation des cantines pourraient être mis à la charge des firmes contrôlées, et déduits de leur bénéfice total d'après la partie III de la Loi des Munitions de Guerre 1915; les édifices bâtis devraient être conservés aux cantines, à moins d'une autorisation spéciale du Mi-

nistère des Munitions ou du service qui en continuerait les fonctions.

Cet arrangement fut en vigueur de novembre 1915 à novembre 1918; pendant cette période, 867 projets de cantines furent approuvés dans des firmes contrôlées ; leur prix total, tel qu'il fut indiqué pour être déduit des profits, s'élevait à 1.909.135 livres. Environ un million d'ouvriers étaient employés dans les maisons auxquelles ces cantines étaient attachées.

Les repas réguliers et nourrissants que permettaient ces cantines, la diminution en quantité et l'affaiblissement en degrés des boissons alcooliques aidèrent à créer les habitudes de tempérance d'après guerre et à atteindre le niveau de vie plus sain et plus élevé que nous connaissons aujourd'hui.

Les améliorations accomplies me permirent d'affirmer aux délégués d'une société de tempérance qui, en 1917, vinrent me demander la prohibition totale, qu'en bornant nos objectifs à des limites pratiques et accessibles, nous avions fait faire en un an ou deux, à la sobriété nationale, un progrès que tous les moyens de persuasion et toutes les lois n'avaient pu réaliser en une période beaucoup plus longue.

6. Le bien-être dans les ateliers.

Mon poste de ministre des Munitions me donna l'occasion d'améliorer un peu les conditions sociales et industrielles dans les maisons qui se trouvaient sous mon contrôle, direct ou indirect. Ce fut pour moi une de mes attributions les plus agréables. Ces lois reflétaient le désir croissant qu'éprouvaient à la fois les ouvriers et les patrons de voir régner plus de bien-être dans les ateliers. Dans les questions de ce genre, la législation ne peut devancer beaucoup l'opinion publique sans risquer de devenir lettre morte. Toutefois, certaines mesures étaient

justifiées par les demandes des ouvriers, les heureuses tentatives de patrons éclairés, le zèle de réformateurs pratiques et les progrès de l'esprit public.

Ces règlements représentaient, bien entendu, seulement le minimum de ce que la loi peut imposer à l'industrie. Leur angle d'incidence était étroit et partiel, et ils étaient loin d'assurer à l'ouvrier la plus grande somme possible d'agrément, de santé et de confort. Quelques patrons jouaient le rôle de pionniers bienfaisants et amélioraient volontairement le bien-être de leur personnel, mais à cette époque ils étaient l'exception plutôt que la règle.

La création du Ministère des Munitions et le nouveau développement qu'il apporta à l'industrie amenèrent d'importants changements dans la situation générale.

En premier lieu, l'Etat, représenté par le Ministère, prit directement sous ses ordres un grand nombre d'ouvriers et contrôla indirectement une quantité plus grande encore de main-d'œuvre dans les fabriques de munitions placées sous sa surveillance. La situation qu'il occupait ainsi lui permettait d'exercer par persuasion, par autorité et, au besoin, par contrainte, une pression sur tous les patrons d'Angleterre pour les amener à assurer le bien-être des ouvriers pendant les heures de travail.

En second lieu, le départ d'une grande partie de la population mâle qui quitta l'industrie pour l'armée, introduisit dans des ateliers jusque-là réservés aux hommes un nombre de femmes plus grand qu'on n'aurait jamais pu le prévoir. Bien entendu, avant la guerre, beaucoup de femmes étaient employées dans certaines usines — en particulier dans les fabriques textiles, — mais elles envahissaient maintenant les grandes industries, les fabriques où l'on chargeait les obus, et même les chantiers de construction de navires. Dans la plupart de ces établissements, les conditions du travail étaient rudes

et déplaisantes. Les hommes s'en étaient accommodés jusque-là, mais on reconnut qu'il était impossible de demander aux femmes de s'y résigner.

Une occasion singulièrement favorable s'offrait donc pour lancer dans l'industrie un grand mouvement destiné à améliore le bien-être des ouvriers. En ma qualité de Ministre des Munitions, je profitai de mon mieux de la circonstance.

Un des premiers devoirs qui incombaient au Ministère des Munitions était la création de fabriques nationales pour le remplissage des obus et la fabrication des explosifs; à partir d'août 1915, une inspectrice déléguée par le Ministère fut chargée de visiter ces usines à mesure qu'elles s'ouvraient; de plus, elle restait toujours en contact avec la Commission administrative locale et réglait avec elle les questions importantes et variées que faisait naître le bien-être des femmes occupées à ce travail souvent dangereux. Entre autres choses, elle devait donner des conseils dans le choix des surveillantes, dans l'instruction des ouvrières appropriée à leur genre de travail et dans le recrutement des docteurs et des infirmières. En septembre 1915, je nommai un Health of Munition Workers Committee (Comité de Santé pour les ouvriers en munitions), qui devait s'occuper des questions concernant « la fatigue dans l'industrie, les heures de travail et autres sujets relatifs à la santé personnelle et à l'endurance physique » de l'ouvrière de munitions. C'était un Comité remarquable où se concentrait l'expérience du Ministère de l'Intérieur, des patrons, des ouvriers et des médecins. Son président était Sir George Newman, et parmi ses membres se trouvaient Sir Thomas Barlow, Leonard E. Hill, trois des principaux fonctionnaires du service des usines du Home Office, Sir W. M. Fletcher, secrétaire du Medical Research Committee, M. Clynes, le professeur Boycott, M. Samul Osborne et Mrs H. J. Tennant. Ce comité rendit des services inap-

préciables durant la guerre en nous fournissant un programme pratique et devint le précurseur de l'Industrial Fatigue Research Committee (recherches sur la fatigue causée par le travail industriel), qui depuis la guerre a fait tant d'enquêtes importantes sur les conditions du rendement personnel dans l'industrie. Pendant l'automne de 1915, les services du Ministère des Munitions collaborèrent avec ce Comité pour augmenter le bien-être des ouvriers de munitions dans les fabriques nationales. En décembre 1915, je nommai M. B. Seebohm Rowntree directeur de la Welfare Section (section du bien-être) du Ministère, et je l'invitai à la réorganiser. M. Rowntree est bien connu : comme patron d'abord qui a sous ses ordres un très nombreux personnel, et comme un des pionniers les plus hardis parmi ceux qui améliorèrent dans leurs usines les conditions sanitaires des ouvriers. Je me plais à rendre hommage ici à l'habileté, à l'énergie, à la compréhension et à l'adresse avec lesquelles il organisa ce nouveau service. Son travail aida à transformer la situation des ouvriers employés aux munitions pendant la guerre et a laissé dans l'industrie des résultats durables.

La nouvelle Welfare Section se trouvait devant un problème difficile. Dans un grand nombre de manufactures, les installations étaient grossières et primitives; on n'avait jamais pris aucun soin pour assurer la santé ou le confort des employés, au delà du minimum que les lois sur les ateliers rendaient déjà obligatoire. Les nécessités de la guerre intensifiaient le travail. Les ouvriers passaient de longues heures dans des ateliers souvent encombrés. De nouvelles usines, ou des annexes, sortaient du sol rapidement; ces édifices temporaires étaient souvent occupés et bourdonnaient d'activité avant qu'on eût pensé à y organiser des lavabos, des vestiaires, des réfectoires ou des cantines. De plus, le personnel de femmes et de jeunes filles croissait sans cesse et aucune disposition n'avait été prise pour veiller sur elles.

Le Health of Munition Workers Committee, dans un rapport publié en janvier 1916, montra qu'il était urgent de considérer cet aspect du problème de la production.

« Si l'on continue à permettre la durée du travail telle qu'elle existe actuellement, l'absence d'un contrôle salutaire et bienveillant, l'impossibilité d'obtenir une nourriture saine et bonne, et les grandes difficultés de transport, il sera impossible d'obtenir ou de maintenir pendant une longue période le grand rendement maximum dont les femmes sont sans aucun doute capables. »

L'amendement de la Loi sur les Munitions de Guerre datant de janvier 1916 m'avait donné le droit de contrôler non seulement les salaires, mais aussi les conditions du travail des ouvrières en munitions, des travailleurs non qualifiés, ou à demi qualifiés, et des jeunes garçons qui, dans les firmes contrôlées, faisaient l'ouvrage des ouvriers qualifiés. La « Section du bien-être » du Ministère, tout en gardant ce droit en réserve, préféra, après de mûres réflexions, faire l'éducation des firmes de munitions, plutôt que de les contraindre à prendre des dispositions pour la santé de leurs employés. Si l'on voulait que les progrès accomplis durent après la guerre, c'était, suivant M. Rowntree, la seule méthode à suivre.

Avant tout, la Welfare Section consacra ses efforts à garantir des conditions de vie convenables aux ouvrières. Au début, celles-ci étaient souvent plus mal que les hommes; en général, aucune disposition et aucune mesure n'avaient été prises en leur faveur; et il ne se trouvait dans les ateliers aucune autorité de leur sexe à qui elles pussent avoir recours. En avril 1916, je décidai que des surveillantes seraient nommées, après approbation de la Welfare Section, dans toutes les usines nationales où des femmes et des jeunes filles étaient employées. Leur introduction dans ces usines nationales

servit de précédent et permit de les installer aussi dans les firmes contrôlées. Le même mois, la Section prit des mesures pour que l'on veille aussi sur le bien-être des jeunes garçons.

Ces premières dispositions pourvoyaient à la nomination du personnel et à l'installation convenable. Le personnel comprenait des surveillantes et des aides, et dans les usines les plus importantes, des directrices, des infirmières, des doctoresses, des personnes attachées au vestiaire, etc.

L'installation comprenait des lavabos, du matériel sanitaire, des vestiaires, des cantines, des sièges dans les ateliers, des réserves de blouses et de bonnets et des jeux. Il fallut convaincre quelques patrons qu'une cuvette cassée et un broc d'eau froide ne suffisaient pas à 300 ouvrières; que les femmes occupées à un travail pénible et épuisant, dans des salles surchauffées, devaient avoir à volonté de l'eau potable et ne pas être réduites à risquer une fièvre typhoïde en buvant de l'eau destinée seulement aux besoins de l'usine; que le rendement des ouvrières serait accru si on ne leur demandait pas de travailler toute une journée dans des vêtements trempés le matin, pendant qu'elles se rendaient à l'usine, et si elles pouvaient prendre confortablement leurs repas dans un réfectoire ou, mieux encore, obtenir une nourriture bon marché et saine dans une cantine, au lieu d'avaler à la hâte des restes peu appétissants près de leurs machines.

La méthode persuasive se justifia par ses résultats. Tant de surveillantes furent demandées que le Ministère organisa des cours préparatoires — tâche assumée plus tard par l'Ecole d'Economie Politique de Londres et la plupart des Universités de provinces. Plus de mille surveillantes de grades divers travaillaient dans les fabriques de munitions au moment de l'Armistice. Leur présence était obligatoire dans les fabriques T. N. T., et imposée dans les fabriques nationales, mais environ sept

cents avaient été prises volontairement par les directeurs des usines ou par les Commissions administratives.

Les méthodes appliquées par le Ministère assurèrent à environ 350.000 ouvriers dans les fabriques nationales et les ateliers du Gouvernement un confortable bien au-dessus du minimum exigé par les Factory and Workshop Acts (lois sur les ateliers et les usines) ; elles encouragèrent également la création de cantines, de salles de repos, d'infirmeries, etc., dans beaucoup d'autres usines contrôlées où au moins 400.000 ouvrières de munitions étaient employées. 1.250.000 hommes et presque 250.000 jeunes garçons travaillant dans des établissements contrôlés et des fabriques nationales purent, en partie du moins, profiter de ces progrès.

Le Ministère entreprit ou encouragea la construction de 11.738 appartements et maisons pour les ouvriers en munition. Il procura des pensions de famille à plus de 23.500 ouvriers et fournit à d'autres des logements et des billets de logement dans des maisons particulières. Il organisa des cantines et des réfectoires dans la plupart des 150 usines nationales et gouvernementales, et le Central Liquor Control Board approuva au nom du Ministère les cantines d'environ 740 firmes contrôlées.

L'effort qu'il fit pour assurer aux ouvriers des soins intelligents, du confort, des heures de travail bien réglées, des conditions hygiéniques se prête moins aux statistiques; mais il fut au moins aussi important, et ses effets se font encore sentir dans notre industrie nationale.

Dès 1917-1918, le Rapport annuel des Inspecteurs de fabriques montra la pénétration du mouvement encouragé par le Ministère des Munitions, dans les industries non consacrées aux munitions.

« Dans les fabriques de coton et de laine et les filatures, les blanchisseries, les poteries, les fabriques de biscuits... où les conditions de travail, sauf quelques honorables exceptions individuelles, ont été longtemps station-

naires... le nouveau mouvement a commencé à se faire sentir... Ces progrès et d'autres analogues accomplis en 1917 pour assurer le bien-être des ouvriers dans les usines non consacrées à la fabrication des munitions ont été peut-être moins soudains qu'on est porté à le croire. Des ouvriers intelligents demandaient ces améliorations, et des patrons éclairés avaient démontré qu'elles sont à la fois justes et possibles. Maintenant, le bon sens se réveille, et l'on voit qu'il faut presser le pas... Ce n'est pas seulement dans les fabriques contrôlées et nationales que le progrès matériel a été accompli. L'esprit de la direction a rapidement changé dans la plupart des usines et des industries qu'aucune nouvelle loi n'atteint et où l'Etat n'exerce pas le contrôle des bénéfices. »

Les lois qui avaient pour but d'augmenter le bien-être des ouvriers étaient en pleine vigueur lorsque le ministère cessa de fonctionner. Les principes que le Ministère avait propagés, grâce à la méthode persuasive, avaient été peu à peu suivis par des lois précises présentées par le Home Office. Dès août 1916, les lois sur la police, les usines, etc... accordèrent des pouvoirs déterminés pour les renforcer. La loi sur les Chambres de Commerce de 1918 autorisa les Chambres de Commerce « à faire des observations » aux services du gouvernement au sujet des conditions du travail dans leur ressort; dans les industries organisées, des « Conseils industriels mixtes », dont le nombre augmentait toujours, commençaient à examiner les questions d'heures, les conditions de travail, et l'apprentissage. L'espoir d'une loi qui assurerait la semaine de 48 heures à tous les ouvriers d'usine brillait à l'horizon.

A la lueur de ces faits et d'autres plus récents, le discours que je prononçai en février 1916, en qualité de Ministre des Munitions, semble vraiment prophétique. Je remarquai en effet :

« C'est une étrange ironie, mais une compensation

qui n'est pas négligeable, que la fabrication d'armes destructives donne l'occasion d'humaniser l'industrie. Cependant, tel est le cas. Les vieux préjugés ont disparu, les nouvelles idées se sont répandues; les patrons et les ouvriers, le public et l'Etat accueillent favorablement les nouvelles méthodes. Il ne faut pas laisser échapper cette chance. Peut-être lorsque le tumulte de la guerre ne sera plus qu'un lointain écho et la fabrication des munitions un cauchemar du passé, l'effort fait maintenant pour aplanir les aspérités, pour assurer le bien-être des ouvriers et pour bâtir un pont de sympathie et d'entente entre patrons et ouvriers, aura-t-il encore des résultats précieux et durables pour les ouvriers, la nation et l'humanité en général. »

CHAPITRE X

LA STRATÉGIE DE LA GUERRE FRONTS EST ET OUEST

Dans les pages précédentes, j'ai donné quelques détails sur la façon dont le Ministère des Munitions fut inauguré et sur les problèmes qu'il avait à résoudre, pour autant que les hommes y étaient mêlés. Il me reste à décrire ses résultats pratiques, obtenus dans la sphère de la production. Mais auparavant il me faut revenir aux champs de bataille pour lesquels ces ravitaillements étaient exigés et examiner la stratégie qu'ils étaient destinés à soutenir.

Car s'il avait fallu un effort ennuyeux et incessant pour briser les barrières de la routine et de l'inertie militaires qui entravaient l'équipement de nos forces, la tâche parallèle qui devait assurer à nos ressources en hommes et en munitions l'emploi le plus efficace, était bien plus difficile encore et, à vrai dire, elle ne fut jamais accomplie de façon satisfaisante jusqu'à la période qui clôtura la guerre. Je ne donnerai qu'une brève esquisse de ce problème et des efforts qui furent tentés pour faire adopter ce que je croyais être, à cette époque, une sage solution.

Pendant les premiers mois de la guerre il n'y eut pas, en réalité, en Angleterre, de Conseil de la Guerre pour examiner de façon constante la situation, pour diriger et

pour coordonner notre action. Il régnait un certain penchant vers le confortable, sinon vers l'indécision.

Après les grandes batailles de la Marne et d'Ypres, la guerre parut s'installer parmi les phénomènes normaux. On l'avait acceptée comme si elle faisait partie ordinairement de la vie quotidienne des nations. Le peuple s'adaptait partout aux conditions de la guerre. La population de Whitehall, riche ou pauvre, n'était pas une exception. Ceci tient peut-être au fait qu'il n'y avait pas une atmosphère de « grande excitation » autour de nos opérations. Les Allemands n'avaient pas pu prendre Paris. Il est vrai que leurs armées s'étaient fermement accrochées à la Belgique et à quelques-uns des plus riches départements de la France, mais elles étaient maintenues dans les limites de leurs conquêtes automnales et ne pouvaient rien prendre de plus. La sécurité des ports de la Manche avait été assurée par la bataille d'Ypres. Il y avait quelques combats en Pologne et le rouleau compresseur de la Russie avait été rejeté en arrière par les Allemands; mais il avait réparé cette défaite en continuant à rouler sur la Galicie. Les Puissances centrales étaient en échec. Nous pouvions prendre notre temps pour enrôler et armer. Tel était le sentiment officiel. Je ne suis pas sûr qu'il ne représentât pas l'attitude nationale vers la fin de 1914. Le fait que nous gaspillions des vies et des trésors chaque jour que la guerre se prolongeait; que la Russie avait révélé une dangereuse faiblesse dans l'armement de ses grandes armées; qu'une autre campagne pouvait par conséquent conduire à sa ruine et laisser à la France et à nous-mêmes tous les combats; que la position de la Serbie était précaire et que les Puissances centrales pouvaient un jour la balayer du chemin et s'ouvrir la route vers l'Orient; qu'à moins de nous secouer immédiatement nous ne serions pas capables de mettre en action une armée bien équipée avant la troisième année de guerre: toutes ces possibilités ne pa-

raissaient pas venir en compte ni troubler la tranquillité générale.

En ce qui concerne le peuple dans son ensemble, cet état d'esprit pouvait être attribué à sa confiance inébranlée dans nos chefs militaires et nos capitaines sur mer. L'attitude officielle des militaires, en présence des armements, et leur incapacité à saisir les conditions nouvelles de la guerre telles qu'elles s'étaient développées en France m'avaient convaincu que ce singulier contentement était injustifié.

C'est ce qui me décida à écrire au Premier Ministre la lettre suivante:

« Downing Street,

« 31 décembre 1914.

« Mon cher Premier Ministre,

« Je suis inquiet des perspectives de guerre, à moins que le Gouvernement ne prenne des mesures décisives pour dominer la situation. Je ne vois pas que nos chefs et nos guides militaires forment des plans pour nous sortir d'une position peu satisfaisante. Si je n'avais été le témoin de leur manque déplorable de prévision, je n'aurais pas cru possible que des hommes chargés de telles responsabilités auraient eu si peu de prévoyance. Vous vous souvenez de l'incident sur les canons et les munitions. Quand j'ai soulevé la question dans le Cabinet, le War Office a commandé en tout six cents canons livrables avant septembre prochain. Les immenses ressources manufacturières du pays n'ont pas été organisées pour les canons, les fusils et les munitions, et l'Amérique n'a même pas été explorée. Comme résultat de l'activité et des suggestions du Comité de Cabinet, ce sont maintenant quatre mille canons qui sont promis avant cette date. Fusils pas encore satisfaisants...

« Aucun effort véritable n'a été fait jusqu'à cette semaine pour étudier la position russe. K (Kitchener) vient d'inviter un officier russe à une conférence, en vue de fournir à la Russie des munitions. Voilà deux mois que je presse le War Office de le faire. S'il l'avait fait, nous aurions pu aider la Russie quand Arkhangel était ouvert et la sauver du péril des caissons vides.

« Ne pourrions-nous pas avoir une série de réunions du Comité de la Guerre à une date rapprochée? Des séances occasionnelles toutes les semaines ou tous les quinze jours n'aboutissent à rien.

« Pardonnez-moi de troubler un repos si bien mérité, mais je sens que la continuation de la stagnation complète actuelle est pleine de dangers.

« Sincèrement votre,

« D. Lloyd George. »

Cette lettre provoqua la convocation du Comité de la Guerre à une date rapprochée pour examiner la situation. Mais avant de se former une opinion sur les discussions et les décisions de ce Comité, il est nécessaire de rappeler la situation militaire à cette date.

Quand la campagne de 1914 eut pris fin sur tous les fronts, à cause du mauvais temps, le commandement suprême politique, militaire et naval des pays belligérants eut tout loisir pour examiner la position et pour décider de l'action future. Chaque armée trouva ses premiers plans bafoués et mis en déroute par la bataille qui avait pris leur place. Il n'en était pas un seul de ces projets savants, préparés et mis au point pendant des années, par des gens experts, et qu'ils avaient couchés dans leurs tiroirs pour les transformer en opération irrésistible, — « au jour dit », au jour si impatiemment attendu par eux tous, — il n'en était pas un seul qui survécût au tumulte de la bataille réelle. Dans chacun d'eux il y avait quelque chose qui n'allait pas.

C'était d'abord le plan allemand, longuement médité, le « pigeonnier » intellectuel de l'état-major : terrasser la France en quelques semaines, grâce à une marche de flanc à travers la Belgique, exécutée par des forces écrasantes, puis se tourner vers l'est et, avec les troupes victorieuses, envelopper vivement les armées de la Russie... Ils l'avaient travaillé, leur plan, jusque dans le moindre détail. Ils n'avaient rien oublié — rien, sauf l'importance et l'effet de l'intervention anglaise, et peut-être aussi le fait également important qu'il serait exécuté par d'autres que ceux qui l'avaient conçu.

Ce plan avait abondamment échoué, et sur les bords de la Marne et de l'Yser ses feuillets étaient dispersés. Le pigeonnier de Berlin était vide. A cet émiettement du plan invincible, personne ne s'était attendu. Il fallait donc en construire un autre. Le plan français qui consistait à attaquer au sud de Metz avec la première et la seconde armée, et au nord de Metz avec la quatrième et la cinquième, n'a jamais eu la moindre chance de succès. Il était fondé sur une supposition qui ne s'est jamais réalisée. Le plan britannique qui était de maintenir les Allemands sur le front belge, tandis que les Français les battraient un peu plus bas, était fondé sur des calculs aussi erronés concernant la stratégie germanique que ceux qui avaient induit en erreur les généraux français. C'était une simple adaptation à la stratégie française. Si les idées de Sir John French sur l'occupation d'Anvers avaient été adoptées, on eût été en présence d'une situation différente.

Le rêve autrichien d'une marche facile allant de Belgrade à Nish fut suivi d'un rude réveil, puisque les paysans serbes infligèrent deux défaites désastreuses à leurs élégants envahisseurs. Les Russes obtinrent contre l'Autriche quelques succès. Contre l'Allemagne, ils ne réalisèrent jamais leur plan, si même ils en avaient un. L'invasion de la Prusse Orientale ne fut guère plus qu'une

improvisation chevaleresque pour sauver la France des fautes de ses généraux. Elle finit mal à Tannenberg. Les grandes luttes de 1914 avaient donc détruit tous les plans et fait faire naufrage à tous les espoirs, des deux côtés. Les chefs militaires avaient été dépouillés de toute idée claire sur la façon dont ils remporteraient la victoire. Chaque armée avait eu ses échecs. Chaque armée avait eu ses succès. Mais, à la fin de la campagne de 1914, ils étaient tous à se réjouir de leurs victoires et à oublier leurs défaites. Tel était l'état d'esprit général dans les lignes et derrière. Mais aucun d'entre eux n'avait de notion précise sur ce qu'il fallait entreprendre maintenant. Il fallait donc, par conséquent, méditer de nouveaux plans pour la campagne de 1915.

J'eus l'effronterie de me former une opinion sur la situation générale et la folle hardiesse de l'exprimer.

Puisque j'ai été sévèrement critiqué dans certains milieux professionnels pour mon activité impertinente sur ce sujet, je me sens obligé d'exposer les raisons de mes attaques contre une stratégie qui prolongea la guerre, en tout cas augmenta énormément les sacrifices en vies humaines, accrut les fardeaux des Alliés et conduisit leur cause jusqu'au bord d'un irrémédiable désastre.

Mais pourquoi un civil qui n'a jamais étudié la science de la guerre s'est-il occupé de ces questions stratégiques? Pourquoi ne pas laisser à ceux qui ont consacré leur vie à de pareilles études cette phase du problème? A ceux qui m'accusent de me mêler à des affaires dont je ne connais rien, sinon ce que la lecture des guerres passées et des conversations avec des soldats rencontrés en France ont pu m'apprendre, je réponds qu'à mesure que se déroulaient les événements, il devenait de plus en plus évident pour l'amateur le plus inexpérimenté que les militaires trébuchaient maladroitement dans leur métier. La stratégie des Alliés en France a été une faute sanguinaire qui a failli nous mener à la défaite défini-

tive. Si elle échouait, le haut commandement n'avait pas de solution rationnelle à proposer. Nos généraux ont été complètement mis dedans par la décision des Allemands de s'enterrer. Ils n'imaginèrent alors rien de mieux que de sacrifier des millions d'hommes à l'effort sans espoir d'une percée. Et ils n'avaient même pas réfléchi aux moyens mécaniques nécessaires pour exécuter une telle opération, et ils n'avaient consacré aucune pensée vraiment méthodique à la façon de procurer à leurs armées le mécanisme indispensable pour donner la force à leurs plans nuageux et malingres.

Combien faibles étaient leurs idées, en un tel moment, on s'en rend compte en lisant l'histoire de ces folles offensives qui fauchèrent pendant des années la fleur de la jeunesse anglaise et française, dans ses vains efforts pour avancer vers la bouche des mitrailleuses habilement cachées et protégées.

Mais la responsabilité principale pour le succès ou l'échec n'en pesait pas moins sur les gouvernements, et c'est en vain qu'ils auraient voulu l'écarter sous prétexte qu'ils avaient mis leur confiance dans des spécialistes évidemment inférieurs à leur tâche.

A la fin de cette année, plus d'un million de jeunes hommes s'étaient présentés comme volontaires et avaient été dûment enrôlés, soit dans les armées de Kitchener, soit dans les territoriaux, et des milliers affluaient encore. Parmi eux se trouvait l'élite de la jeunesse anglaise, comme physique, comme cerveau, comme caractère. Dans toutes les sphères, c'est ce qu'il y avait de mieux en Angleterre qui avait rejoint l'armée. On ne peut pas dire cependant qu'ils avaient endossé l'habit du roi, car dans ce pays le mieux outillé de tous pour la confection des vêtements d'hommes, le War Office n'avait pas trouvé le moyen de se procurer le stock d'uniformes nécessaires à ses recrues. Mais il était bien évident que ces hommes qu'on entraînait partout pour en

faire des soldats étaient d'une qualité supérieure à tous ceux dont les sergents instructeurs avaient jusque-là l'habitude. Les Universités avaient été vidées de ceux qui étaient aptes à la guerre physiquement. Il en était de même dans toutes les professions. Artisans, mineurs, laboureurs apportèrent la contribution de leur élite. Dans quelques districts, le préjugé contre celui qui quitte son foyer pour aller rejoindre l'armée faisait hésiter encore. Des agences de recrutement rencontraient dans quelques provinces une certaine difficulté à écarter la tradition sur le jeune homme qui, pour des raisons peu satisfaisantes, « s'enfuit pour se faire soldat ». Il fallut du temps et beaucoup d'appels pour triompher de ces répugnances.

J'ai pris ma part de ces appels, en particulier auprès des non-conformistes qui de tout temps ont eu un penchant à s'éloigner de l'armée, et auprès de mes concitoyens gallois, de toutes croyances. C'est pour ces raisons — et ma responsabilité mise à part de membre du Cabinet qui avait déclaré la guerre — que j'ai désiré tout spécialement voir ces volontaires qui affrontaient la mort pour l'honneur de leur patrie, équipés avec tout ce que le pays pouvait leur donner de mieux, et savoir qu'on ferait de leur valeur sur le champ de bataille l'usage le plus utile.

Les événements des derniers mois avaient ébranlé la confiance que j'avais eue dans la sagesse des généraux et j'étais rempli d'appréhensions à la pensée que la fleur de la jeunesse anglaise serait peut-être fauchée à cause de la roideur, de l'étroitesse et de la myopie professionnelles.

Je ne prétends rien connaître à la stratégie, mais certains faits sautaient aux yeux des moins initiés aux mystères de la guerre. Le premier, c'était que si on faisait le compte des ressources des belligérants — en hommes, en matériel, en argent, — les puissances alliées pouvaient posséder un avantage écrasant sur leurs ennemis, à condi-

tion d'utiliser efficacement et d'employer sagement ces ressources.

La supériorité des Alliés était toutefois complètement neutralisée par le fait que deux sur trois des grandes puissances (l'Angleterre et la Russie) qui avaient formé une alliance contre l'Allemagne et l'Autriche étaient inférieures en armement à leurs ennemis les plus importants. En ce qui concerne l'artillerie lourde, la France l'était aussi. L'armement était donc pour les Alliés le problème le plus urgent. A moins de tendre leur volonté à l'extrême pour réparer ces lacunes, ils ne pouvaient obtenir la victoire. Le troisième allié, la Russie, n'avait qu'une puissance industrielle très défectueuse et point de crédit pour acheter au dehors. Le problème de l'armement consistait donc à utiliser chez soi et au delà des mers toutes les ressources disponibles, à accroître le nombre et la puissance de nos outils de guerre, et en second lieu à mettre en commun honnêtement les produits obtenus et à les distribuer là où ils devaient être le plus efficaces pour la cause des Alliés.

En second lieu, les Allemands avaient largement neutralisé la supériorité numérique des Alliés en construisant la ligne de retranchements la plus étendue et la plus formidable que l'histoire militaire ait jamais connue.

Il n'y avait aucun moyen de tourner les tranchées allemandes en France et dans les Flandres et toute tentative de les forcer par des attaques frontales impliquait des pertes si colossales, qu'aucun homme sensé n'aurait pu envisager un tel sacrifice de vies humaines s'il y avait eu la possibilité autre part de briser un front plus vulnérable. Et d'ailleurs, les Alliés ne possédaient pas assez de canons pour tenter l'effort de la trouée, au moyen d'une opération capable de réussir, et il fallait des années pour les équiper avec l'artillerie nombreuse et puissante, indispensable à un tel effort.

Troisième fait. Les Puissances centrales tenaient à

l'ouest un front de 600 milles qui n'était pas très difficile à fortifier, étant donné sa longueur et le caractère du sol. A l'est et au sud-est, elles avaient à défendre sur des milliers de kilomètres un front souvent marécageux, trop mou en été, trop dur en hiver, qui se prêtait peu au maniement des outils de tranchée. En tout cas, leurs effectifs n'auraient pas suffi pour fournir une garnison puissante à une forteresse si étendue.

Quatrième fait. Sur le front de l'est, les Allemands et les Autrichiens faisaient face à un ennemi capable de mobiliser des millions de braves gens, valeureux par tradition, habitués à la guerre et dont le nombre et la bravoure devaient être irrésistibles, si on les armait efficacement.

Au sud-est et dans la partie méridionale de ce front, les Puissances centrales, pour défendre leurs positions, disposaient d'une armée recrutée dans une population dont les trois cinquièmes appartenaient à des races hostiles aux classes gouvernantes des deux Empires et entièrement sympathiques aux peuples alliés limitrophes.

Les Slaves, les Roumains et les Italiens qui constituaient la majorité du peuple sur qui régnait François-Joseph, s'étaient depuis longtemps efforcés de s'affranchir de la domination exercée sur eux par les castes de races privilégiées, et leurs chances d'obtenir cette liberté auraient été rapprochées par la défaite du régime allemand et indéfiniment ajournées par une victoire teutonne. Sur une population totale de plus de 50 millions, en Autriche-Hongrie, les Allemands étaient 12 millions et les Magyars 10 millions.

Presque 30 millions des autres sujets se trouvaient être les parents et les amis des nations qui faisaient la guerre à l'Autriche ou qui étaient sur le point de la lui déclarer. Les Magyars, eux-mêmes, ne s'étaient pas montrés trop empressés à suivre Vienne dans sa conduite

précipitée. On sait que le comte Tisza, le plus capable et le plus calme de tous les hommes d'Etat hongrois, était foncièrement opposé au plongeon qu'on fit dans la guerre avec les Serbes.

Ce qui rendait l'Autriche spécialement vulnérable, c'est que ses provinces voisines de ses adversaires actuels ou possibles étaient habitées par des races prochement apparentées par le sang aux ennemis de l'Empire. Ce fut réellement une source de faiblesse pour les armées autrichiennes pendant toute la durée de la guerre et un danger contre lequel il était impossible de se garder.

Chaque fois que les Russes remportèrent un avantage appréciable dans leurs attaques, les régiments slaves se rendirent aisément et même avec une satisfaction mal dissimulée à l'assaut des troupes russes mal équipées. Un régiment tchèque marcha même, musique en tête, vers la captivité qui l'attendait en Russie.

Il était donc évident pour quiconque avait étudié les possibilités des Balkans avec quelque connaissance des dispositions et du caractère des peuples qui les habitaient que si les puissances alliées avaient entrepris, en temps voulu, une action énergique, elles auraient pu organiser avec les races guerrières qui habitent cette péninsule turbulente située entre le Danube et la Chersonèse, et plus loin au sud jusqu'au Péloponèse, une formidable confédération, disposant d'une armée d'hommes entraînés et déjà habitués à la guerre.

Les Serbes avaient à ce moment une armée de trois cent mille hommes. Les Roumains pouvaient faire entrer en campagne un demi-million d'hommes pour le moins. Les Grecs disposaient de 400.000 soldats exercés. Les Bulgares avaient contracté envers la Russie une dette de reconnaissance pour la part qu'elle avait prise à leur libération et le souvenir de l'ardente croisade de Gladstone, en leur faveur et contre les atrocités turques tournait leurs cœurs vers la Grande-Bretagne. Ils pouvaient

mettre eux aussi 400.000 hommes à la disposition des Alliés.

Tous ces contingents étaient composés d'éléments de combat très valeureux, ayant l'expérience fraîche de la guerre. L'organisation d'une telle confédération aurait nécessité quelques emprunts dont le montant n'aurait pas atteint le coût d'une semaine de guerre. Il y aurait eu aussi quelques difficultés lors des arrangements préliminaires en vue des dépouilles. Ce n'était pas un obstacle insurmontable. Une masse de butin honnête attendait les pillards, sans qu'il fût besoin de transgresser le principe de la liberté raciale et de la disposition de soi-même.

Les provinces slaves de l'Autriche du Sud auraient satisfait la Serbie. La Roumanie aurait été trop heureuse d'annexer la Transylvanie avec les 3 millions d'hommes de son sang. Les Bulgares auraient pu être gagnés par la perspective de récupérer Andrinople et un port de la mer Egée. Les Grecs, enfin, jetaient les yeux sur le littoral d'Asie Mineure, où leur peuple avait bâti des villes prospères et fertilisé des vallées.

Il eût été nécessaire de prendre en main immédiatement l'équipement de ces armées différentes qui auraient composé la confédération. Cela aurait dû se faire graduellement. Au début, de l'artillerie légère et quelques mitrailleuses auraient suffi dans ces forteresses qu'étaient ces montagnes. La présence de 100.000 hommes de troupes britanniques ou bien une armée anglo-française égale à la moitié des forces envoyées plus tard dans les Dardanelles, un tiers des soldats sacrifiés pendant le printemps et l'été de 1915 en de vaines attaques contre les redoutes allemandes de France et des Flandres, eussent apporté aux armées des Balkans la force morale impliquée dans la présence physique des drapeaux et des soldats appartenant aux grandes puissances de l'Ouest.

En soudant, en inspirant, en soutenant et en modérant tous les autres éléments de cette coalition formidable, ce

contingent occidental eût joué un rôle impossible à calculer.

Les Puissances centrales étaient beaucoup mieux armées en artillerie lourde que les Alliés. Une trouée en France exigeait une supériorité en canons du plus gros calibre et une dépense écrasante de munitions. Sur ces deux points, les Alliés ne pouvaient espérer atteindre avant deux ans la suprématie. Au contraire, sur le front oriental et sud-oriental, l'infériorité en canons lourds ne représentait pas, au cours d'une grande opération, une difficulté aussi formidable. Le front Est n'étant pas aussi bien fortifié, les Alliés auraient pu, avec leurs canons légers et moins de munitions, employer plus efficacement leur supériorité numérique. C'est ce que les Russes ont démontré à plusieurs reprises dans leurs attaques contre les Autrichiens. S'ils n'ont pas pu exploiter leurs victoires, ce fut à cause de leur pauvreté en munitions pour l'artillerie de campagne et de leur manque de fusils. Ces lacunes auraient pu être comblées par les Alliés de l'Ouest s'ils avaient consenti à abandonner leur offensive impraticable et coûteuse.

L'hétérogénéité des armées autrichiennes mise à part, leur organisation, leur entraînement, leurs approvisionnements en munitions et leur direction n'étaient pas comparables à ceux de leurs grands voisins militaires. Pour ces raisons, l'Autriche fut souvent une cause de faiblesse, et toujours une cause d'anxiété pour le Grand Quartier Général germanique et plus d'une fois les Allemands eurent à détacher des troupes dont ils ne pouvaient que mal se passer pour leurs propres objectifs et à leurs frontières afin de sauver l'Autriche d'un désastre ou de dissiper une menace qui venait de son côté. Ces lacunes, qui apparurent de façon si désagréable à l'Etat-Major allemand, furent complètement perdues de vue par la direction militaire de la France et de l'Angleterre.

Voilà pourquoi des hommes d'Etat et des soldats haut placés et d'expérience supplièrent les commandements français et britannique de ne pas concentrer toutes les forces de leurs armées dans des attaques exécutées contre un front inexpugnable, défendu par un armement invincible, alors qu'ils négligeaient presque complètement un front vulnérable où, avec un tiers des troupes gaspillées dans l'horrible carnage des champs de bataille de l'Ouest, ils auraient pu pénétrer.

Avant d'arriver à ces conclusions, j'ai étudié avec soin les faits principaux de la situation militaire à l'aide des informations que je pouvais obtenir. Je n'ai jamais négligé l'occasion de rechercher l'opinion des experts militaires, sur tous les aspects du problème, pour autant que leur avis était accessible à un ministre civil.

C'est une erreur de croire qu'une vue exacte des événements ne peut être donnée que par des généraux qui n'ont pas pris part aux combats réels et n'ont jamais eu un contact personnel avec les conditions physiques de la guerre moderne. Après des mois de vigilance, d'anxiété et d'horreur, les soldats ont aussi quelque chose à dire à propos des faits sur lesquels la stratégie est fondée. C'est un curieux effet des méthodes de promotion dans l'armée anglaise que rarement un de ces hommes ait pu parvenir aux grades les plus élevés, sauf parmi les troupes des Dominions. J'ai vu pendant la guerre quelques-uns de ces officiers combattants et j'ai beaucoup appris d'eux.

Pour l'armement, j'ai déjà donné une idée des efforts que j'ai faits jusqu'à la fin de 1914 afin d'en activer la fabrication chez nous et en Amérique. J'ai aussi exposé la nécessité qu'il y avait d'aider la Russie. En ce qui concerne la stratégie générale de la guerre à la fin de décembre 1914, j'ai écrit le mémoire suivant, que j'ai communiqué au Conseil de la Guerre.

Janvier 1. 1915.
2 Whitehall gardens S. W.

Suggestions concernant la position militaire.

Aujourd'hui que les nouvelles armées, par suite de leur entraînement et de leur volonté, vont atteindre à la fin de mars au moins un demi-million d'hommes, il est temps, à mon avis, que le Gouvernement délibère avec ses experts militaires sur l'emploi qui pourra être fait de ces forces magnifiques. C'est une armée d'un caractère tout à fait différent de celles qui jusqu'à présent avaient quitté ces rivages. Elle a été composée presque exclusivement avec la couche supérieure des artisans, avec les hautes classes et les classes moyennes. Par l'intelligence, par l'éducation, par le caractère, elle est grandement supérieure à toute armée levée auparavant dans ce pays, et comme elle n'a pas été formée avec les fils de ceux qui avaient généralement brisé tout lien avec leur foyer, et sur le sort desquels ne régnait pas dans la maison la même anxiété, le peuple de l'Angleterre prend à son sort un intérêt personnel d'une intensité qui ne s'était pas manifestée jusqu'ici à propos de nos expéditions militaires. Si bien que si cette superbe armée est lancée dans des entreprises futiles telles que celles dont, ces dernières semaines, nous avons été les témoins, devant le manque de précision et d'intelligence révélé par nos plans, le pays sera pris d'une indignation impossible à maîtriser. J'ajoute que des opérations telles que celles auxquelles nous avons assisté pendant ces derniers mois doivent détruire inévitablement le moral des meilleures troupes. De bons soldats font face aux dangers et endurent toutes les fatigues qui promettent un progrès définitif, mais, à les lancer de façon intermittente contre des positions imprenables, on finira par ébranler les cœurs les plus fermes.

Voici donc trois ou quatre considérations que je désire présenter avec force sur la situation militaire :

1. Le Pat (la partie nulle) du front Ouest.

Je ne prétends pas avoir de connaissances spéciales, mais le peu que j'ai vu et recueilli en France, s'ajoutant aux lectures que j'ai pu me permettre sur ces sujets, m'ont convaincu que toute tentative de forcer les lignes soigneusement fortifiées par les Allemands à l'Ouest doit aboutir à un échec et à une perte effrayante de vies humaines, ainsi que j'en ai déjà fait la remarque à mes collègues. Le général Foch m'a dit qu'il n'y aurait plus de retraite en France, et après avoir parcouru tranchée après tranchée, depuis Paris jusqu'à l'Aisne, je suis en mesure d'approuver cette confiance. Les généraux français sont persuadés que si toute l'armée allemande, occupée en ce moment en Pologne, était jetée sur le front Ouest, les troupes françaises et anglaises seraient néanmoins capables de la contenir. A vrai dire, la même observation doit s'appliquer à la position militaire des Allemands. On nous a dit l'autre jour que les Allemands, pendant ces derniers mois, ont préparé une série de tranchées de la même importance sur la rive droite du Rhin. Après trois ou quatre mois de combats très acharnés, et qui impliquèrent de très lourdes pertes, les Français n'ont pas gagné deux kilomètres sur un point quelconque des lignes. Un demi-million d'hommes supplémentaires lancés par nous sur ce front feraient-ils une différence réelle? Pour forcer les lignes, il faudrait être au moins trois contre un. Nos renforts ne nous assureraient pas la proportion de deux contre un, ou toute autre supériorité analogue. Ne vaudrait-il pas mieux, par conséquent, reconnaître l'impossibilité de cette tâche particulière et chercher à imaginer un autre moyen de rendre efficace l'avantage numérique très net dont les Alliés disposent depuis quelques mois?

2. Extension et, par suite, diminution en force du front ennemi.

Une autre considération à peser, c'est l'importance qu'il y a à diminuer la force des lignes de l'ennemi, en le contraignant à les étendre. Les Allemands défendent aujourd'hui un front de six cents milles. Aucune perte ne réduira leurs forces dans de telles proportions qu'une partie de leurs lignes en deviendrait intenable. En France il est prouvé que 79 % des blessés retournent au front. 54 % des blessés français y sont déjà revenus; 25 % sont convalescents et y reviendront. C'est une erreur fondamentale commise par la presse que d'exagérer les pertes de l'ennemi. On oublie toujours le caractère léger et curable de la plupart des blessures. Mais, même en ne tenant compte que de l'usure réelle, si la longueur des lignes allemandes est doublée, elles peuvent devenir si minces dans un délai rapproché, qu'elles seront facilement pénétrables.

3. Forcer l'ennemi à combattre sur un terrain défavorable.

L'ennemi en ce moment combat dans un pays qui s'adapte admirablement à sa tactique de retranchements. Ce serait un désavantage pour lui que de le forcer à combattre à découvert.

4. Nécessité de gagner quelque part une victoire définitive.

Il y a une autre considération autant politique que militaire, qu'il est impossible de négliger dans une guerre épuisante comme celle-ci où nous avons à obtenir, de

notre peuple, un effort et un sacrifice perpétuels et où nous avons à tenir compte des neutres hésitants, dont les armées sont puissantes et dont l'action est encore incertaine. Il y a un réel danger que le peuple de Grande-Bretagne et de France, tôt ou tard, ne se fatigue de ces longues listes de pertes, expliquées par les télégrammes monotones et plutôt insignifiants des Quartiers Généraux sur les « fortes canonnades », « les petites progressions accomplies » sur certains points, les « tranchées reconquises » dont on n'avait jamais annoncé la perte, avec ce résultat net que nous n'avons pas avancé d'un mètre après des semaines de durs combats. Les Anglais ont cessé de se laisser prendre à des communiqués annonçant de légers succès et supprimant les revers : les Etats neutres n'ont jamais été trompés par ces rapports. Le public comprendra bientôt que les Allemands occupent une partie plus considérable du territoire allié qu'à la date de la bataille de l'Aisne. Ceci est vrai pour la Belgique, pour la France et pour la Pologne. Ces contrées possèdent quelques-uns des plus riches bassins miniers et centres industriels de l'Europe, et les attaques les plus sanglantes n'ont pas réussi à en arracher (en moyenne) un seul mètre aux Allemands. C'est une victoire bien définie, se manifestant par la prise de canons et de prisonniers, par des retraites incontestables, et par la conquête de vastes territoires ennemis qui peut convaincre le public que des résultats tangibles ont été obtenus à l'aide des sacrifices accomplis et persuader aux neutres qu'il n'est plus dangereux pour eux de partager notre sort.

5. Une ou deux suggestions.

Du moment que ces objectifs ne peuvent pas être atteints par des attaques à l'Ouest, on pourrait chercher d'autres solutions. Je me risquerai à une ou deux sug-

gestions. J'ai entendu parler d'un projet qui consisterait dans une attaque du côté du Danemark, sur les côtes Nord de l'Allemagne. Cette proposition est associée au nom de Lord Fisher. En ce moment, je ne puis exprimer d'opinion à son sujet, et je voudrais connaître de plus près les chances militaires et navales d'une pareille entreprise. Elle me frappe comme étant fort hasardée, et il ne me paraît pas du tout certain qu'elle réponde aux desseins de ses partisans. Le Sleswig-Holstein, avec son col étroit, pourrait être défendu aisément par une petite armée allemande bien retranchée, contre des forces ennemies cherchant à pénétrer en territoire prussien. Il n'y a pas la place non plus pour des opérations de flanc. Mais pour le moment je préfère ne pas critiquer un tel plan. Mon désir est plutôt de présenter un autre projet à mon avis plus séduisant, à l'examen du Premier Ministre et de ses conseillers. Il implique *deux opérations indépendantes* qui ont un but commun, celui de battre l'Allemagne en démolissant sous elle ses pilotis, et en la forçant d'affaiblir sa ligne de défense, de façon à la rendre plus pénétrable. Je vais exposer de façon un peu plus détaillée ces deux propositions.

6. La première opération.

Je propose que nos nouvelles forces soient employées dans une attaque contre l'Autriche, en liaison avec les Serbes, les Roumains et les Grecs. L'aide de ces deux derniers peuples nous serait assurée s'ils savaient qu'une grande armée anglaise serait là pour les soutenir. La Roumanie, tout en gardant une force suffisante pour tenir les Bulgares en échec, pourrait faire entrer 300.000 hommes en campagne. Si ces mouvements décidaient les Bulgares à conserver une honnête neutralité, les Roumains pourraient disposer encore de 200.000 hommes. Les Grecs et

les Monténégrins ont une armée disponible de deux cent mille hommes. Combien d'hommes pourrions-nous mettre en jeu? Au commencement d'avril, nous aurons en Angleterre 700.000 hommes qui auront été soumis à un entraînement de six mois. Parmi eux figurent quatre cent mille territoriaux dont deux cent mille ont été depuis huit mois dans les camps. Nous aurons en France une armée de trois cent mille hommes, pourvu qu'on ne la gaspille pas dans les fils de fer. Les Français pourront facilement défendre leurs lignes contre les troupes réduites de l'Allemagne qui devra préserver la Silésie après que les armées autrichiennes auront été retirées vers leur frontière méridionale menacée. Nous pourrions rappeler de France 200.000 hommes de troupes aguerries pour renforcer nos armées nouvelles. Nous disposerions donc d'une force de un million d'hommes. Quatre cent mille pourraient être laissés ici en réserve, que l'on jetterait en France en cas de besoin, si les Français étaient durement pressés avant le développement de la diversion contre l'Autriche. Un certain nombre pourraient être envoyés à Boulogne pour qu'on les ait sous la main en cas d'urgence. Dans la suite, ces forces pourraient être employées à renforcer de temps en temps le nouveau corps expéditionnaire. Tout ceci nous laisserait six cent mille hommes pour l'expédition d'Autriche. Graduellement, ces forces pourraient être accrues à mesure que les nouvelles armées seraient équipées.

En tout, les Alliés disposeraient d'une armée de 1 million 400.000 à 1.600.000 hommes pour attaquer l'Autriche sur sa frontière la plus vulnérable. Ici, nous trouvons des populations presque entièrement amies puisqu'elles se composent de Slaves qui haïssent les Allemands et les Magyars. Nous pourrions envoyer nos troupes, soit par Salonique, soit, je pense, en les débarquant sur la côte dalmatique. Nous pourrions en saisir les îles, qui nous fourniraient une base de ravitaillement

admirable, peu éloignée du chemin de fer allant en Autriche par la Bosnie. Cette opération forcerait les Autrichiens à emprunter une armée considérable à la défense de Cracovie et à ne pas défendre la Silésie. Ils ne pourraient pas retirer toutes leurs troupes pour affronter la nouvelle attaque parce que, dans ce cas, les Russes pourraient se répandre dans les Carpathes et s'emparer de Vienne ou de Budapest. Le front de combat ainsi développé serait beaucoup trop étendu pour que les Autrichiens puissent s'y retrancher et le tenir. Les Allemands seraient forcés d'envoyer des troupes nombreuses pour soutenir leurs alliés autrichiens, ou de les abandonner. Dans le premier cas, les Allemands auraient à tenir l'énorme longueur d'un front étendu sur douze cents milles, et pour la première fois les Alliés jouiraient pleinement de l'avantage de leur supériorité numérique, grâce aux troupes entrées en campagne à ce moment (1).

D'autre part, si les Allemands refusaient de sortir de leurs frontières et laissaient les Autrichiens à leur sort, leur empire serait bientôt liquidé comme entité militaire, et 2.500.000 soldats (y compris les Russes) engagés contre eux deviendraient libres pour l'attaque contre les Allemands.

7. Deux avantages subsidiaires de cette méthode.

1° Nous trouverions enfin à notre portée un événement qui pourrait être appelé une victoire, et le public appuierait de toutes ses forces la conduite de la guerre pendant une beaucoup plus longue période, sans murmures et sans objections.

2° L'Italie ne serait pas seulement encouragée par cette

(1) Les Allemands s'exposeraient aussi à une attaque dangereuse de la part des forces immenses que la Russie ferait entrer en ligne à cette époque.

formidable démonstration. Elle serait forcée d'y prendre part dans son propre intérêt parce que les opérations seraient conduites en grande partie le long de la côte qu'elle projette d'annexer au royaume. Elle verrait avec une grande jalousie toute occupation de ces territoires par les troupes serbes, et l'opinion publique italienne ne soutiendrait aucune proposition du gouvernement tendant à secourir l'Autriche quand il serait spécifié que toute la côte deviendrait italienne, si l'Italie aidait à la conquérir.

8. La seconde opération.

Elle implique une attaque contre la Turquie. Il y a quatre conditions, à mon sens, qui devraient être remplies, dans ce cas :

1° L'attaque ne devrait pas absorber de telles forces, que notre offensive pût en être affaiblie sur le théâtre principal des opérations;

2° Il faudrait opérer à une assez courte distance de la mer, pour ne pas gaspiller trop de troupes dans le maintien des lignes de communication et pour avoir le soutien éventuel de la flotte;

3° Ceci aurait pour conséquence de forcer la Turquie à combattre loin de sa base de ravitaillement et dans une contrée désavantageuse;

4° Ceci nous donnerait la chance de remporter une victoire éclatante qui encouragerait notre peuple et découragerait l'ennemi.

Je pourrais ajouter un cinquième paragraphe : il y aurait aussi un grand avantage, dans cet ordre d'idées, s'il s'agissait d'un territoire parlant à l'imagination du peuple entier.

Quelles opérations pourraient correspondre à de telles conditions? On suppose que la Turquie est en train de

concentrer une grande armée pour l'invasion de l'Egypte. Des rapports locaux nous montrent qu'elle a rassemblé environ 80.000 hommes en Syrie et qu'elle les achemine lentement vers la frontière égyptienne. J'aimerais les laisser s'empêtrer dans cette entreprise et au moment où ils seraient engagés dans une attaque contre nos forces, près du canal de Suez, je proposerais de débarquer en Syrie une armée de cent mille hommes qui les couperait. Leurs communications par chemin de fer une fois coupées, ils ne pourraient pas se maintenir longtemps dans cette contrée. Ils seraient par conséquent forcés de combattre ou de se rendre. La distance qui sépare Constantinople de la Syrie ne leur permettrait pas d'amener en temps voulu des renforts capables de modifier la situation. Une armée de 80.000 Turcs serait anéantie, et toute la Syrie tomberait entre nos mains. La pression sur les Russes dans le Caucase s'en trouverait diminuée. L'armée turque d'Europe ne pourrait pas attaquer efficacement nos lignes de communication, puisqu'elle chercherait à rétablir la situation en Syrie, et à la reconquérir, si possible.

A moins que nous ne nous préparions à un projet de cet ordre, franchement je désespère de nous voir remporter dans cette guerre un succès. Je n'aperçois rien, sinon un éternel « *pat* » (une partie nulle) sur les autres lignes. Le problème de l'épuisement économique, à lui seul, ne pourra pas nous procurer une paix triomphante, aussi longtemps que l'Allemagne se trouvera en possession de riches territoires alliés. Il n'est pas de pays qui ait cédé jamais sous d'autre pression que la défaite en rase campagne. Burke se plaisait souvent à prophétiser la victoire comme un résultat de l'épuisement de la France. La guerre avec la France durait encore vingt ans après les futiles prédictions dont il se berçait. L'Allemagne et l'Autriche, à elles deux, ont trois millions de jeunes gens, tout aussi bien entraînés que les soldats des ar-

mées de Kitchener, et qui sont prêts à prendre la place dans les tranchées des hommes qui tomberont. Il faudrait donc au moins dix ans pour qu'elles fussent épuisées. Par son sol, par ses minerais, par son armature scientifique, l'Allemagne est un pays d'énormes ressources. Elle est, et de beaucoup, le plus riche pays du monde par le nombre de ses savants. Tout cela doit être mis en ligne de compte quand on parle d'épuisement progressif. Il n'est pas douteux que le manque de cuivre la gênera beaucoup. Mais il ne faut pas trop tabler sur ce fait. Les industries qui ont besoin de cuivre souffriront, mais d'une façon ou d'une autre on trouvera le cuivre nécessaire aux munitions. Il en entrera de petites quantités qui viendront des pays neutres. Ceux-ci ne peuvent pas résister aux prix offerts par l'Allemagne pour son ravitaillement. De plus, il y a quelques mines de cuivre en Allemagne. Quelques-unes, au moment de la guerre, travaillaient avec profit. Il doit y en avoir d'autres à plus basse teneur qui, dans des conditions normales, ne payent pas — tout comme les mines de cuivre du pays de Galles — mais qui peuvent être exploitées dès que le prix du cuivre double ou triple. Les Allemands ont, de plus, des ressources inépuisables en charbon et en fer, et aussi longtemps qu'ils auront les plaines de la Hongrie ils pourront se nourrir frugalement. Là-bas, il y a un enthousiasme et un courage moral, de l'aveu de tous les témoins, qui ne peuvent pas être détruits par deux ou trois ans de siège soutenu par les armées allemandes retranchées en territoire ennemi. Ce n'est pas le bombardement de Dixmude ou de Roulers qui brisera le moral allemand.

Nous ne pouvons pas laisser aller les choses à la dérive. Il nous faut regarder bien droit devant nous, et discuter tout projet susceptible de conduire la guerre à sa conclusion heureuse. Difficultés du ravitaillement et des munitions, dure pression économique, embarras finan-

ciers, privations, détresse même, les nations y font face joyeusement, aussi longtemps que leurs armées en campagne conservent sans être battues la possession du pays de leurs ennemis. Mais qu'il surgisse une incontestable défaite, les troubles économiques, même modérés, produisent une impression profonde sur les esprits. De pareilles défaites ne peuvent pas être infligées le long des lignes présentes de notre attaque, et il nous faut en chercher d'autres.

Si l'on prend une décision en faveur d'un plan de campagne tel que je viens de l'esquisser, il faudra des semaines pour faire les préparatifs nécessaires. Je ne me souviens pas que dans nos discussions à la C. I. D. de pareilles opérations aient été envisagées. Le terrain, par conséquent, n'a pas encore été exploré. Il faudra du temps pour rassembler les renseignements nécessaires sur le théâtre des opérations, sur le point où nous débarquerons notre armée, sur les lignes de notre attaque. Il faudra concentrer soigneusement et secrètement les transports. Des forces considérables peuvent être accumulées dans la Méditerranée, ostensiblement pour l'Egypte. Il peut être jugé désirable d'envoyer des forces d'avant-garde à Salonique pour assister la Serbie. Il faudrait faire des arrangements avec la Roumanie, la Serbie, la Grèce et peut-être l'Italie. Tout cela doit prendre du temps. Des expéditions décidées et préparées avec un soin et une préparation insuffisants finissent en général désastreusement. Et comme des considérations semblables peuvent probablement s'appliquer à toute campagne nouvelle, quelle qu'elle soit, j'insiste sur l'importance qu'il y a à délibérer et à aboutir à une décision sans retard.

D. Ll. G.

Quand j'écrivis ce mémoire, j'avais cinq mois d'expérience sur ce qu'est la guerre dans les conditions mo-

dernes. Après quatre ans et demi du contact le plus étroit avec ces problèmes, je demeure fidèle à la thèse générale de ce document.

Les deux armées rivales avaient cherché à percer à travers les défenses de leurs adversaires à l'Ouest, et elles avaient échoué après de très sanglantes batailles. Les Allemands reconnurent que forcer la barrière de l'Ouest était une chose impraticable et décidèrent d'aller à l'Est. En renforçant leurs retranchements à l'Ouest, ils comptaient être capables de contenir les forces alliées avec deux Allemands contre trois Français et Anglais. Quand, en 1916, ils changèrent de stratégie et attaquèrent les positions françaises de Verdun, leur effort échoua et ils perdirent du temps et des occasions.

Du côté des Alliés, les opinions étaient fort divisées quant aux résultats d'un mouvement tournant sur le front oriental. Les controverses qui s'élevèrent sur ce sujet ont été représentées comme une lutte entre l'amateur et le soldat professionnel, entre le politicien ignorant et le guerrier exercé.

C'est une drôle de façon et même assez sotte de dénaturer l'origine de ce conflit intellectuel qui sépara depuis 1915 jusqu'à la fin de la guerre ceux qui avaient la responsabilité de diriger les opérations.

Des deux côtés de la controverse, nous trouvions des politiciens haut placés. Mais des militaires, de talent incontesté, prirent, eux aussi, des positions opposées.

J'ai eu une conversation avec Lord Kitchener au sujet du mémorandum. Son attitude ne fut certainement pas celle du professionnel qui déteste les intrusions des amateurs. Tout au contraire. Il se déclara d'accord avec le thème général, dans une grande mesure.

Il parla avec chaleur de l'impossibilité où l'on était de forcer les lignes allemandes sur le front Ouest et de jeter les armées allemandes hors de la France et des Flandres sans s'exposer à des sacrifices, qu'il considérait avec jus-

tesse comme prohibitifs si l'on pouvait trouver un autre moyen de battre les Puissances centrales, impliquant le paiement d'un droit moins élevé sur la vie humaine.

Deux jours après que j'eus communiqué mon mémoire, Lord Kitchener, dans une de ses lueurs périodiques de clairvoyance, écrivit à Sir John French, au Quartier Général en France, cette lettre remarquable (1) :

« Janvier 2. 1915.

« Il n'apparaît pas qu'il y ait beaucoup de signes de la percée projetée par l'armée française. Ils se sont heurtés probablement au même problème qui vous a occupé tout le long du front, je veux dire aux tranchées, qui font de toute attaque un gaspillage d'hommes pour quelques mètres gagnés dans un terrain dénué de toute valeur. Le sentiment se répand que, bien qu'il soit essentiel de défendre la ligne que nous tenons, les troupes en surplus de ce qui est nécessaire pour ce service pourraient être employées ailleurs.

« Je crois qu'il nous faut maintenant reconnaître que l'armée française ne peut pas pratiquer dans les lignes allemandes une brèche suffisante pour amener un changement complet de situation et provoquer la retraite des forces allemandes, du nord de la Belgique. S'il en est ainsi, on peut considérer les lignes allemandes, en France, comme une forteresse qui ne peut pas être prise d'assaut, qui ne peut pas non plus être complètement investie et devant laquelle il faudrait par conséquent maintenir une armée assiégeante, tout en procédant à des opérations autre part.

« Où peut-on accomplir une œuvre efficace? C'est une question qui nous ouvre de larges horizons et qui requiert bon nombre d'études. Quelles sont les vues de

(1) Sir George Arthur : *Vie de Lord Kitchener*, Vol. II, p. 35.

votre Etat-Major? La Russie subit une dure pression au Caucase et peut, tout au plus, se maintenir en Pologne. Pour dépasser ce point mort, des forces fraîches sont nécessaires. L'Italie et la Roumanie paraissent en être les fournisseurs naturels. Par conséquent, une action qui les aiderait à mettre ces forces en jeu serait attrayante, bien que pleine de difficultés. »

A ce moment, Lord Kitchener était opposé fortement à la superstition du front Ouest et se tournait vers la solution du « périple ».

En relatant cette conclusion, je n'entends pas du tout suggérer que Lord Kitchener fût influencé par les arguments de mon mémoire, qui lui fut soumis la veille du jour où il écrivit cette lettre. Mais en exprimant ces vues qu'il avait déjà, sur la sottise qu'il y aurait à gaspiller des armées nouvelles dans d'impossibles attaques frontales en France, il avait été soutenu par la découverte qu'au sein du Cabinet politique ses idées avaient trouvé un appui.

A la même époque, l'intelligence de M. Winston Churchill se portait dans la même direction. Nous étions arrivés, de façon indépendante, à des conclusions semblables, Lord Kitchener, M. Churchill et moi-même.

Quelques jours plus tard, Sir John French, venu de France pour prendre part à un comité qui examinait la situation stratégique, exprima l'opinion suivante :

« Un succès complet sur le théâtre de la guerre à l'Ouest est possible, mais non probable. Si nous croyons qu'il est impossible de percer, j'estime qu'il serait désirable de chercher de nouvelles sphères d'activité, vers l'Autriche, par exemple. »

Par une coïncidence plutôt frappante, une proposition presque identique à la mienne fut soumise le 1er janvier 1915 par le général Gallieni à M. Briand et au premier ministre français, M. Viviani.

Dans ses mémoires, M. Poincaré se réfère avec sym-

pathie au plan Gallieni et il dit en passant que le général Franchet d'Esperey, un des généraux français parmi les plus raisonnables et les plus heureux, le lui avait déjà suggéré, quand il le vit dans son quartier général d'armée, sur le front français.

Les vues du général Gallieni sur ce sujet ont été rapportées par ses secrétaires dans leur livre d'un haut intérêt : *Gallieni parle...*

« La participation de la France à la guerre d'Orient, l'intervention d'une ou deux de nos armées sur le théâtre des Balkans est peut-être la question qui l'intéressait le plus profondément depuis le temps où il devint ministre... Il y voyait des conséquences que personne n'avait envisagées.

« Depuis 1914, une expédition française dans les Balkans pourrait et devrait être pour nous la solution heureuse : la seule qui nous permettrait de terminer rapidement la guerre par la victoire.

« On ne peut pas percer sur le front ouest, déplorait Gallieni. L'offensive allemande sur l'Yser, faite dans des conditions excellentes et qui a néanmoins échoué, nous le prouve. Il faut donc trouver une autre voie.

« En avant vers l'Est! Il faut prendre Constantinople! Mais comment? Nous avons besoin d'un port, de quais pour débarquer nos troupes et d'un chemin de fer pour les transporter. Donc, Salonique! Donc, marche sur Constantinople par Salonique! Prendre Constantinople et, de là, marcher vers le Danube avec les peuples des Balkans qui nous auront rejoints.

« Et ceci résoudrait l'importante question du blé. Les Roumains, et même les Russes, dont nous aurions ouvert les ports, ne seraient pas obligés de vendre à un prix misérable à l'Allemagne et de l'approvisionner.

« Tel était mon plan. Je suis allé voir Briand. Il alla consulter Joffre, qui dit :

« Ce sont des ambitions personnelles. Gallieni désire » obtenir un commandement. Moi, je ne donnerais pas » un homme! Pourquoi aller chercher autre part et loin » ce que nous obtiendrons ici en mars (1915)? Je suis cer- » tain que je percerai et que je repousserai les Allemands » jusque chez eux. »

« Nous avions discuté ce plan avec les Anglais. Ils l'approuvaient. Le sujet avait été étudié de très près, ici et avec nos Alliés. C'est à cause de l'opposition de Joffre que les Anglais décidèrent — une idée de leur marine — de prendre Constantinople par mer, de forcer les Dardanelles.

« Et les Français les suivirent. »

J'ai été informé par une source dont l'autorité est incontestable que le général de Castelnau était de la même opinion.

Dans son histoire, M. John Buchan se réfère dédaigneusement à cette idée de Salonique comme « à une fantaisie de M. Lloyd George ». Le fait que quelques-uns des hommes d'Etat et soldats français les plus compétents ont conçu la même « fantaisie » me réconcilie avec ce commentaire fade et mal informé.

J'ai cité assez d'autorités militaires d'une distinction incontestée pour qu'il soit clair que mon idée d'attaquer les Puissances centrales dans les Balkans n'était pas la trop libre fantaisie d'un civil sans compétence, se promenant sans souci dans des régions qu'il n'avait pas qualité pour explorer.

Quand ces grands soldats exprimaient un doute sur la possibilité d'enfoncer les barrières érigées par les Allemands à l'Ouest, ils ne voulaient pas dire qu'une telle opération serait toujours impossible et si on y mettait le prix. Ils estimaient seulement que ce résultat ne pourrait être obtenu qu'après une dépense de temps, d'argent et de vies humaines qu'aucun être normal n'était disposé à envisager.

Les « Occidentaux » n'ont jamais eu la vision anticipée du massacre par millions des meilleurs jeunes hommes de la France et de l'Angleterre. D'abord ils se sont dupés eux-mêmes avec la certitude d'une victoire rapide. Plus tard, le front Ouest est devenu l'autel de Moloch exigeant et justifiant des sacrifices dont ses prêtres même les plus aveugles n'auraient pas désiré l'accomplissement, si en 1915 ils avaient su ce que signifiait leur adoration.

La politique des holocaustes à l'Ouest n'était tolérée par l'opinion publique anglaise, française et italienne que grâce à un système savant qui cachait les échecs et qui supprimait les pertes.

Nous n'avons pas « percé » jusqu'à l'automne 1918, bien que nous ayons fait en 1915, en 1916 et en 1917 plusieurs tentatives qui finirent par un terrible massacre. Chaque fois, les pertes que nous subîmes furent supérieures à celles que nous infligeâmes, bien qu'elles fussent moindres dans les versions officielles. Jusqu'au moment où les Allemands furent affaiblis par une nourriture mauvaise et insuffisante, nos offensives à l'Ouest manquèrent invariablement le but qu'elles se proposaient. Nous n'avions pas même réussi à chasser nos ennemis hors de France et de Belgique à la date de l'armistice, et ils ne cessèrent leur résistance que lorsque les Turcs et les Bulgares furent brisés sur le front Est, et que l'Autriche, en conséquence, eut décidé de cesser le combat.

Les Français et nous, nous avons perdu en blessés et tués plus de 5 millions d'hommes dans les attaques successives contre les frontières scientifiques érigées à l'Ouest par les Allemands.

Dans un des memoranda qu'il soumit au Cabinet pour l'éclairer sur les principes d'une saine stratégie, Sir William Robertson écrivait : « N'importe quel fou peut comprendre que nous ne saurions être trop forts au point décisif. » Pour être une platitude, cette observation n'en porte pas moins.

Mais « n'importe quel sage » peut comprendre que le point décisif, c'est celui où nous possédons la chance la meilleure de battre notre ennemi et que « n'importe quel fou » choisirait délibérément pour la bataille le point où les plus grandes difficultés s'opposent à la victoire. « Chaque fou » sait aussi que l'attaque au point décisif doit être faite au moment décisif.

En 1915, le moment n'était certainement pas venu de faire du front Ouest le point décisif. Les pauvres fous auxquels fait allusion le memorandum de Sir William Robertson savent maintenant ce qu'a coûté au monde la stratégie qui consiste à attaquer l'ennemi au point le plus fort. Mais malheureusement ils l'ignoraient alors, sauf quelques importuns amateurs.

En manifestant de la répugnance à détacher des troupes du front national, les Français, du moins, avaient une excuse. Comme le rappelait presque chaque jour Clemenceau au Sénat français : « Les Allemands étaient à Noyon. » Et ceci veut dire qu'ils étaient à 80 kilomètres de la capitale chérie, qu'ils auraient tenue à un certain moment dans leur poigne s'ils avaient serré les poings au lieu de retirer la main.

Quelques-unes des plus belles provinces de la France se trouvaient encore sous l'occupation germanique. Seul un chef qui eût joui de la confiance absolue de ses compatriotes auraient pu, par son influence, les faire consentir à enlever des soldats français et des canons français à la défense de la patrie, pour les envoyer en Orient, à des centaines de kilomètres, combattre aux côtés et pour le compte de races étrangères, afin d'affranchir des pays qui ne les intéressaient pas singulièrement.

Mais la direction militaire britannique n'avait pas cette excuse. Si Wellington fut envoyé en Espagne, ce n'est pas que Castlereagh préférât les Espagnols aux Prussiens; c'est parce que l'autorité compétente eut le bon sens de comprendre que la péninsule espagnole était

le flanc où les troupes anglaises pouvaient porter le coup le plus dangereux à la puissance de leur grande ennemie.

Sherman, dans sa fameuse marche à travers Georgia, agit en vertu du même principe.

Telles furent les considérations qui nous décidèrent, M. Winston Churchill et moi, à conclure ensemble, sans nous être préalablement consultés, que l'aide la plus efficace que la Grande-Bretagne, maîtresse de la mer, pût donner aux Alliés, était d'organiser, d'équiper et de soutenir une attaque contre le point le plus faible de la grande forteresse où les puissances centrales s'étaient retranchées.

CHAPITRE XI

LE CONSEIL DE LA GUERRE ET LES BALKANS

Durant les deux premiers mois de la guerre, il n'y eut pas de Conseil de la guerre bien établi. Des consultations sporadiques et irrégulières eurent lieu entre le Secrétaire d'Etat à la Guerre et le premier Lord de l'Amirauté, entre l'un des deux et le premier ministre et, de temps en temps, entre les deux ministres de la Guerre et de la Marine et M. Asquith. A l'occasion, le secrétaire du Foreign Office était convoqué. J'assistai très rarement à ces conférences, et dans les cas seulement où il fallait prendre des décisions qui intéressaient les finances de façon directe. Vers la fin de novembre, le premier ministre décida de former un Conseil de la Guerre et il le réunit au commencement de janvier 1915 pour examiner différentes propositions de M. Winston Churchill, de Sir Maurice Hankey et de moi-même. M. Churchill insista, avec cette force inexorable, cette compétence et cette maîtrise dans le détail dont il dispose quand un sujet vraiment l'intéresse, sur les avantages de son projet concernant les Dardanelles. Je donnai les raisons qui me faisaient préférer un débarquement à Salonique.

Plus d'une fois dans le passé, le plan qui consistait à forcer les Dardanelles avec une flotte avait été examiné par les autorités navales, quand il s'était agi d'exercer une pression décisive sur les Turcs, maîtres de Constantinople. Chaque fois cette opération avait été condam-

née, comme étant trop périlleuse, sans l'occupation de Gallipoli et de la côte asiatique.

Chaque fois qu'on aborda ce projet, furent prévus les dangers dont on fit plus tard l'expérience quand l'entreprise fut tentée par les Alliés. Les difficultés sautaient aux yeux. Il fallait forcer, par une action navale, un passage à travers des détroits resserrés que commandaient, des deux côtés, des hauteurs faciles à défendre. Et même, si malgré les mines et les fortifications, les détroits étaient traversés, on avait toujours craint qu'ils se refermassent sur la flotte, aussi longtemps que les deux rives demeuraient au pouvoir de l'ennemi.

Quand les Grecs nous firent l'offre de se joindre aux Alliés dans la guerre, ils étaient disposés à envoyer un contingent suffisant pour occuper la presqu'île de Gallipoli. S'ils l'avaient fait, toute l'histoire des Dardanelles et de la guerre eût été changée. Mais pour des raisons insondables, Sir Edward Grey rejeta ces ouvertures des Grecs. Ses hésitations fatigantes avaient contribué à nous jeter dans la guerre; mais elles devinrent un obstacle quand nous nous y trouvâmes en plein. Un traitement plus viril et plus intelligent de la situation balkanique aurait provoqué l'entrée en jeu de la Grèce et aussi de la Bulgarie. L'Italie, elle aussi, aurait pu être amenée à participer plus tôt à l'action.

Si Lord Kitchener avait eu à sa disposition des forces suffisantes pour triompher de la garnison de Gallipoli, pour occuper le côté asiatique des Détroits, et pour résister aux attaques de l'armée turque, sur toute la ligne le plan des Dardanelles eût été bien séduisant. Mais il s'obstina à dire qu'à ce moment-là il ne pouvait disposer que d'une brigade.

C'était — j'en étais convaincu alors et je le sais maintenant — sous-estimer les réserves à sa disposition. Il craignait, en premier lieu, un effondrement de l'armée russe qui eût permis à l'Allemagne de concentrer de

grandes forces sur le front Ouest. De plus, Lord Kitchener était, de temps en temps, affligé d'une peur incompréhensible : il redoutait, en privant le pays de toute troupe régulière, de l'exposer au péril d'une invasion. Chose impossible de la part d'un ennemi qui n'osait pas risquer ses vaisseaux dans la mer du Nord, sauf pour des incursions de quelques heures, qui le menaient à mi-chemin, et dont il revenait à toute vitesse.

Il y avait un autre facteur qui jouait un grand rôle dans les estimations de Lord Kitchener sur nos forces militaires disponibles à ce moment de la guerre. Il avait le mépris d'un vieux général de métier pour les qualités de notre armée territoriale. Dans son esprit, c'étaient toujours les Volontaires de sa jeunesse, mal organisés, mal équipés, avec une pratique du tir insuffisante, en somme fort peu instruits. L'armée des Volontaires, c'était la pauvre chose affamée et mouillée du War Office, ravaudant ses maigres finances à l'aide de concerts, de fêtes et de souscriptions. Je me souviens bien de ces difficultés financières. L'homme de loi chez qui je faisais mon apprentissage était dans sa petite ville le capitaine local. Toute ma science des choses de guerre me fut enseignée par un sergent-major de la compagnie à laquelle j'appartenais. Il instruisait les hommes, jouait dans la musique du cornet à piston et vendait des billets pour les concerts. Quand Kitchener revint en Angleterre pour prendre la direction suprême de la guerre, et qu'il se trouva en présence d'une grande force de 270.000 hommes appelée l'armée territoriale, il continua à penser à ces Volontaires qui faisaient la joie de l'armée régulière — à ces quelque cent mille hommes commandés par des professionnels d'un âge moyen et à qui on permettait de mettre un uniforme et de jouer au soldat.

Il n'avait pas compris la révolution qu'avait accomplie dans cet organisme le génie d'Haldane. La première fois que j'eus l'occasion de parler longuement et intime-

ment de la guerre avec Lord Kitchener, il passa presque tout son temps à se moquer de l'armée territoriale. Il devenait inépuisable de plaisanteries et de bonne humeur, à ses dépens.

Ces erreurs d'appréciation ont eu d'importantes conséquences sur le cours de la guerre, pendant les premiers mois. Bien des soldats compétents affirment que Lord Kitchener aurait pu aisément jeter dix divisions de plus, d'excellentes troupes, sur la ligne de feu, pendant les journées décisives de la bataille d'Ypres, s'il avait eu plus de confiance dans les territoriaux qui étaient alors disponibles.

S'il avait reconnu leur pleine valeur, il aurait pu envoyer au printemps de 1915 quelques divisions à Salonique. C'étaient des éléments fort bons et qui avaient reçu dans les camps, depuis six mois, un entraînement continu.

Point n'était besoin, d'ailleurs, de composer la force expéditionnaire des Balkans exclusivement de territoriaux. Quelques-unes des divisions territoriales auraient pu être envoyées en France pour y relever des divisions régulières qui tenaient garnison dans des tranchées boueuses, et ces soldats bien entraînés auraient pu être expédiés dans les Balkans pour y corser la force expéditionnaire. Le temps n'était pas propice aux combats, dans les Flandres. Il y avait aussi des troupes importantes d'Australiens et de néo-Zélandais rassemblés en Egypte. Ceux-là également auraient pu être envoyés à Salonique. Nous savons tous quels combattants de première classe ils étaient.

Mais si l'on ne tenait pas compte des Territoriaux et des troupes de Dominion, en admettant même qu'il y ait eu une division ou deux de troupes régulières disponibles et qu'elles aient été doublées par l'adjonction d'un contingent français équivalent, il était bien évident que Lord Kitchener n'était pas en situation, à cette époque, d'envoyer un nombre suffisant de soldats pour la double opé-

ration qui consistait à chasser les Turcs de Gallipoli et à garder Chanak contre toute l'armée turque. Au contraire, l'occupation de Salonique n'était pas une grande opération militaire. Les Grecs n'auraient pas protesté sérieusement contre le débarquement et il n'y avait pas d'ennemi à portée qui pût l'empêcher. Les deux ou trois premiers mois de l'année auraient été occupés à améliorer les communications par chemin de fer. Cette opération était très nécessaire. Quelques tronçons de la ligne auraient été doublés. Des locomotives, des fourgons, des wagons pour transporter les troupes et le matériel auraient été débarqués. On aurait installé des garages et refait des routes (1).

Pendant que les neiges d'hiver auraient fondu dans les Balkans, et que les fleuves — du Danube au Vardar — seraient rentrés dans leur lit, Lord Kitchener aurait pu accumuler dans cet endroit des forces considérables, et avec l'aide des troupes françaises, dont on aurait pu disposer à ce moment-là, l'armée de Salonique aurait été si formidable que les Bulgares auraient hésité à intervenir aux côtés de nos ennemis (2).

L'histoire officielle de la guerre soutient cette opinion chaleureusement.

En 1915, c'est-à-dire bien avant que l'Allemagne ait pu se dégager de sa grande opération en Russie, les forces combinées des alliés, Serbie, Angleterre et France, aug-

(1) L'histoire officielle militaire des opérations en Macédoine parlant de la possibilité d'un débarquement à Salonique écrit : « Le pouvoir de transport des chemins de fer était bas, mais, de l'avis de l'Etat-Major britannique, il aurait pu être fort augmenté sous le contrôle britannique et français. On considérait en effet que les six trains par jour, dans les deux directions, circulant sur la ligne de Belgrade auraient pu au moins être doublés si une entente avait pu s'établir avec la Grèce dans les débuts. Les communications par route avec la Nouvelle Serbie et dans la Nouvelle Serbie étaient bien plus mauvaises que celles des chemins de fer — mais auraient pu elles aussi être améliorées. »

(2) Page 48, Opérations en Macédoine.

mentées probablement d'un demi-million de Grecs et Roumains, auraient été si puissantes que c'eût été une entreprise sans espoir pour l'Autriche, même avec l'aide des Allemands, que de lancer une attaque sur un terrain aussi difficile. Le bastion des Balkans aurait donc été derrière nous comme une forteresse imprenable, au lieu d'être, devant nous, impénétrable et impossible à escalader quand il fut défendu par les troupes résolues que nous y avons trouvées de 1916 à 1918.

L'armement que nous avions à notre disposition à cette époque aurait suffi pour nous permettre de défendre une telle position contre l'ennemi.

Les shrapnels dont nous avions des provisions convenables auraient été efficaces contre des troupes avançant à découvert à travers la plaine et qui auraient été aperçues des hauteurs que les forces alliées auraient occupées.

Nous aurions pu à loisir perfectionner l'armement et l'organisation de nos alliés, et quand tout aurait été prêt, nous aurions monté une attaque contre l'Autriche, de concert avec la Russie et l'Italie. Cette puissance est venue en mai, aux côtés des Alliés. Elle aurait devancé cette date si une action résolue et de grand style avait été entreprise dans les Balkans.

Nous eûmes plusieurs discussions au Conseil de la Guerre sur les propositions variées et opposées qui y furent présentées. Ces discussions durèrent plusieurs jours. Sir John French était venu de France pour y prendre part. Son opinion, comme je l'ai noté déjà, était favorable à une attaque contre le flanc Sud-Est.

Je défendis la solution du débarquement à Salonique devant le Conseil de la Guerre, mais, pour convaincre mes collègues, je me trouvai dans une position désavantageuse. M. Winston Churchill avait été en contact permanent avec Lord Kitchener. Quand un plan agite le puissant esprit de M. Churchill (ceci est bien connu de

tous ceux qui l'ont approché), il se montre infatigable pour gagner l'assentiment de tous ceux qui ont voix au chapitre.

D'autre part, je ne voyais Lord Kitchener qu'à de très rares occasions. En ce temps-là, les Lords de guerre étaient très exclusifs et se renfermaient en eux-mêmes. Ils n'avaient pas de temps de reste pour les amateurs civils.

Le premier Lord de l'Amirauté, en plaidant pour sa proposition, profitait d'un autre avantage, et celui-là fut décisif. Il était disposé à agir sans attendre un envoi immédiat des troupes. Sa proposition, dans son stade initial, était celle d'une opération purement navale. Les troupes n'auraient été appelées qu'après que les Détroits auraient été forcés, et que, par suite, les forts auraient été démolis. Et même alors leur rôle devait être modeste. Lord Kitchener savait que l'achèvement d'une pareille tâche par la marine prendrait quelque temps. Pendant ce temps-là, on ne réclamerait pas à l'armée de troupes ni de munitions. Au contraire, le plan de Salonique impliquait le débarquement immédiat d'un certain nombre de corps avec canons, munitions, provisions de matériel, transports par mer et par terre. Cette idée d'une opération purement navale apparut comme un soulagement à un Secrétaire d'Etat embarrassé qu'on pressait sans cesse d'envoyer sur tous les théâtres de la guerre plus de troupes et de munitions. Ses soucis, pendant deux ou trois mois, seraient transportés sur les épaules des amiraux. Aussi Lord Kitchener se précipita-t-il ardemment sur le plan des Dardanelles, et ceci le fit adopter. Chaque Ministre du Conseil, y compris le Premier Ministre, Sir Edward Grey, M. Balfour et Lord Crewe suivirent la direction de Lord Kitchener en ce qui concerne l'attaque des Dardanelles. Je restai seul à exprimer des vues différentes et des doutes. Lord Fischer resta muet. Je n'ai pas remarqué, à ce moment, que lui

et d'autres amiraux étaient opposés à l'opération purement navale et non soutenue par les troupes.

Le projet des Dardanelles fut donc adopté, et des préparatifs commencèrent aussitôt pour le mettre à exécution. M. Churchill mit, à réaliser son plan, toute sa fougue et toute son ardente énergie. J'insistai, à la dernière réunion du Comité, pour que l'on prît quelques dispositions de nature à rendre l'expédition de Salonique plus facile à exécuter, dans le cas où l'attaque des Dardanelles échouerait.

En conséquence, lorsqu'une décision eut été formulée à propos des Dardanelles, je fis une proposition qui obtint le consentement unanime du Comité : il s'agissait d'amener Lord Kitchener à ordonner immédiatement des mesures pour améliorer les moyens de transport de Salonique à Nich en doublant la ligne lorsque c'était possible, et en augmentant le nombre de locomotives, de voies de garage, de wagons et autres moyens de transport sur la ligne de Salonique. Lord Kitchener promit de se charger de cette affaire. Mais on ne fit rien pour exécuter l'ordre du Comité de la Guerre, et personne ne s'en occupa plus. Quand, à la fin de l'année, nous fûmes obligés d'envoyer un corps expéditionnaire pour empêcher les Puissances Centrales victorieuses et la Bulgarie de s'avancer jusqu'à la Méditerranée, pas un nouveau rail n'avait été placé, pas une nouvelle voie de garage n'avait été construite, pas un nouveau wagon n'avait été débarqué, pas une route n'avait été élargie ou réparée. On n'avait même pas examiné les moyens de transport disponibles par rail ou par route et la façon dont on pouvait les améliorer. Aussi, en automne, lorsque les Puissances Centrales attaquèrent la Serbie, l'Etat-Major Général, parmi les raisons qu'il donna pour ne pas envoyer à ce moment un corps expéditionnaire à l'aide des Serbes prêts à succomber, déclara que les moyens de transport étaient trop insuffisants pour songer à expédier une armée. Même à

la fin de 1916, quand le Général Joffre fut entièrement converti à l'importance de Salonique, alors que les Alliés occupaient cette région depuis douze mois, le nombre des soldats qui pouvaient y être envoyés et utilisés fut limité par le fait que, jusqu'à ce moment, aucune mesure n'avait été prise pour améliorer les moyens de transport. Il fallut donc renoncer à envoyer là-bas les forces que la situation exigeait.

Dès que le Comité du Cabinet eut décidé que l'attaque contre les Dardanelles devait continuer, je cessai de contester la sagesse de l'entreprise, sentant que mieux valait pousser énergiquement l'une ou l'autre de ces opérations de flanquement, plutôt que d'abandonner toute idée d'agir dans ce sens. Je continuai à insister pour qu'on dépêchât à temps à Gallipoli des troupes suffisantes et surtout avec les canons et les munitions nécessaires. Au milieu des discussions et des préparatifs arrivèrent des Balkans des rapports qui appuyaient sur le danger d'un retard. Une lettre frappante que M. George Trevelyan, l'éminent historien, écrivit à M. Acland (aujourd'hui Sir Francis) me fut montrée ainsi qu'à d'autres membres du Ministère, parmi lesquels le Ministre des Affaires Etrangères. M. George Trevelyan voyageait, à cette époque, dans les Balkans avec M. Seton Watson, l'homme le plus au courant de la politique macédonienne, et sa lettre est un examen très calme et très instructif de la situation et de l'attitude prise par les divers Etats balkaniques à cette époque.

« Sofia, 15 janvier 1915.

« Cher Francis Acland,

« Nous sommes arrivés ici hier, après notre départ de Nich, et nous partons demain pour Bucarest. Nous avons eu une longue conversation avec Sir Henry Bax Ironside, qui est aussi ému que M. des Graz par le danger

que court la Serbie si une grande armée autrichienne renforcée par un corps allemand vient l'attaquer. Comme tout ce que nous avons vu et entendu en Serbie nous fait supposer que cette nation ne peut résister victorieusement, sans aide, à une pareille attaque, nous avons télégraphié aujourd'hui à Grey pour demander avec insistance que tous les efforts diplomatiques et militaires soient faits afin de sauver la Serbie et d'empêcher l'anéantissement de notre influence dans le Proche Orient, qu'un désastre serbe provoquerait certainement.

« Je vous ai écrit dans le même sens, de Nich — vous recevrez peut-être mes deux lettres en même temps — pour demander instamment que des troupes anglaises soient envoyées d'Egypte ou d'ailleurs si les Allemands ou des troupes autrichiennes fraîches, et en nombre écrasant, attaquent la Serbie. L'effet moral serait immense sur un peuple impressionnable comme les Serbes, tout comme l'effet moral de l'arrivée des munitions a été très grand en décembre. Les Autrichiens en seraient également frappés — ils ont été fort troublés en décembre par un faux rapport annonçant que les Russes s'étaient joints aux Serbes à l'époque de leur retour d'offensive, parce qu'on avait vu dix officiers russes. Les uniformes bleus de nos marins à Belgrade ont suffi pour déprimer les Autrichiens.

« Nous n'avons pas télégraphié de Nich, non que M. Des Graz (1) ne partageât pas notre opinion; j'avais au contraire discuté cette question avec lui, et il était profondément frappé par le danger de la Serbie et le besoin de secours militaire si l'invasion prévue avait lieu, surtout avec l'aide allemande. J'ai attendu mon arrivée ici pour télégraphier parce que je voulais savoir si l'on pouvait craindre une marche en avant de la Bulgarie contre la Grèce au cas où les Grecs arriveraient jusqu'à

(1) Le représentant anglais en Serbie.

la vallée du Vardar pour aider la Serbie. Bax Ironside est sûr que ce danger n'existe plus, que la Bulgarie est maintenant décidée à la neutralité, à moins toutefois que la Serbie ne soit écrasée dans la suite et que l'Entente n'ait perdu la partie dans ces régions. Si ces renseignements sur la Bulgarie sont exacts, nous pourrions utiliser la vallée du Vardar pour le transport des troupes anglaises portées au secours des Serbes et la Grèce elle-même devrait marcher... Watson fait remarquer que les troupes anglaises pourraient aussi être envoyées par Antivari ou la Dalmatie — mais là nous abordons des questions militaires qui ne sont pas de mon ressort. Le point important, c'est que nous devons sauver la Serbie ou perdre tout le proche Orient, ce qui entraînerait pour la guerre entière des conséquences que vous ne pouvez imaginer.

« Nous ne sommes pas encore allés à Bucarest, et nous n'en saurons peut-être pas davantage quand nous y serons. Nous espérons tous, mais aucun de ceux que nous avons vus, Serbes ou Anglais, ne croit que la Roumanie marchera tant que la bataille décisive, victoire ou défaite, n'aura pas été livrée. Il faut donc prendre d'autres mesures pour sauver la Serbie si elle est attaquée, tout en s'efforçant, en même temps, de s'assurer le concours de la Roumanie.

« Vous vous demanderez peut-être pourquoi nous avons si peu écrit et télégraphié sur la question de Macédoine. Je vous ai dit dans ma dernière lettre quelle était l'attitude des Serbes en général. Mais comme nous ignorons ce qu'a fait et ce que fait en ce moment le Prince Troubetskoi, nous n'en savons pas assez pour donner un avis, ou pour juger si une nouvelle façon d'envisager la question de Macédoine peut nous aider maintenant à sauver la Serbie. Je dis *maintenant* — car la crise de l'invasion, si elle se produit, peut éclater d'une semaine à l'autre. D'une façon générale, nous pouvons dire,

après de nombreuses conversations avec des Serbes, en commençant par le Prince héritier, que plus on appuie sur le côté Yougo-Slavie et expansion dans l'Adriatique, plus les Serbes sont prêts à faire des concessions sur la Macédoine... mais que la Serbie ne fera de concessions que si les grandes puissances, ses alliées, lui en donnent amicalement l'ordre.

« Il ne faut pas oublier que les Serbes sont un peuple nerveux, malgré leur fonds si solide de virilité. Ils peuvent commencer à battre en retraite, même en désordre et le désespoir au cœur, puis, si un secours leur est donné ou si quelque événement survient qui ranime leur courage, ils peuvent faire des miracles.

« Diplomatiquement, tout semble incertain et changeant d'heure en heure en ce qui concerne l'action ou l'inaction de la Roumanie et de la Bulgarie — peut-être de la Grèce. On peut supposer sans invraisemblance que le choix définitif de la Roumanie et de la Bulgarie (de chacune d'elles ou des deux ensemble) dépendra du résultat de l'attaque qui sera faite pour conquérir la Serbie, si une telle tentative a lieu. Bien entendu, le devoir des Roumains serait d'aider à sauver la Serbie pendant cette invasion; ils le peuvent et tous les efforts doivent être faits pour les y amener. Mais il faut préparer d'autres plans pour sauver la Serbie, en supposant que la Roumanie ne marchera pas avant d'avoir vu qui est le vainqueur, parce que cette attitude est la seule prudente. Nous ne voudrions pas donner l'impression que la Serbie est à l'agonie. Son courage est admirable et son armée, quoique réduite de moitié par les pertes, est en bon état. Mais si, comme l'on s'y attend maintenant, l'Allemagne et l'Autriche peuvent mobiliser contre elle des forces trop nombreuses pour qu'elle puisse leur résister, le résultat final de toute la guerre dépendra, dans une certaine mesure, de l'effort extraordinaire que nous ferons pour secourir la Serbie. « George TREVELYAN. »

Nous devions découvrir bientôt combien étaient sérieux les pronostics de M. Trevelyan et de M. Seton Watson sur la Bulgarie et la Serbie. Nous reçûmes d'autres communications qui confirmèrent la lettre de M. Trevelyan. Les Balkans étaient dans une effervescence terrible et il était évident qu'ils se condenseraient aux côtés de celui des belligérants qui entreprendrait l'action la plus hardie avant qu'il ne fût trop tard.

A la fin de janvier, nous reçûmes un rapport de notre Ministre à Sofia; il y était fait mention d'un message où le Ministre des Affaires Etrangères de Russie exprimait de grandes craintes sur l'attitude possible de la Bulgarie. Notre Ministre jugeait que ces craintes étaient bien fondées; à Sofia, le sentiment grandissait que la Russie n'avait aucun succès dans ses opérations militaires et que lorsque le temps s'améliorerait suffisamment pour permettre aux Allemands d'avancer, Varsovie tomberait entre leurs mains. Telle était l'opinion des généraux bulgares et le Ministre nous avertissait que si la Bulgarie n'était pas persuadée que nous serions la partie gagnante, aucune promesse de territoire ne la ferait entrer dans l'Entente. Les Bulgares se souciaient moins d'extensions territoriales que du cours que prenait la guerre; ils observaient anxieusement la situation avant de se joindre à l'un des belligérants. J'attirai l'attention de Lord Kitchener sur ce télégramme et nous échangeâmes les lettres suivantes:

« 29 janvier 1915.

« Cher Lord Kitchener,

« Vous avez vu, j'en suis sûr, le télégramme n° 14 arrivé la nuit dernière de Sofia. C'est évidemment l'intérêt allemand d'écraser la Serbie afin de détacher la Bulgarie de la Triple Entente et de libérer la route de Constantinople; aussi serait-il dangereux de douter de l'exactitude de ce télégramme. Les Français ont attendu

qu'il fût trop tard pour porter secours à Anvers. Cette fois la responsabilité nous incombe et nous ne serons pas sans reproche si une catastrophe a lieu.

« Toujours sincèrement.

« D. Lloyd George. »

« War Office.

« Whitehall, 29 janvier 1915.

« Mon cher Lloyd George,

« Je crois que nous voyons tous le danger. La difficulté est que nos armées sont engagées en France et que la situation exige en Serbie des forces capables de livrer bataille. N'y envoyer qu'une brigade serait inutile, à moins de la faire suivre par d'autres, car on se moquerait de nous dès qu'on découvrirait que nous sommes seulement une armée pour rire. Nous pourrions forcer la Grèce à entrer parmi les nations belligérantes, mais très peu de troupes grecques pourraient arriver en Serbie, tant que la Bulgarie maintiendra l'attitude qu'elle a adoptée.

« Je ne puis m'empêcher de penser que la Bulgarie souhaite la perte de la Serbie et empêchera la Roumanie et la Grèce de lui prêter secours. Lisez le document ci-joint et veuillez me le retourner.

« Bien à vous.

« Kitchener. »

Lord Kitchener affirmait qu'il ne disposait que d'une brigade pour l'occupation de Salonique; cependant il avait en Angleterre à cette époque une belle division de soldats réguliers qui n'avait pas encore été envoyée au front. Cette division aurait pu former le noyau autour duquel seraient venues se grouper les 14 divisions territoriales disponibles à cette date en Angleterre. Bientôt après il envoya en Flandres deux ou trois divisions de

ces vaillants soldats territoriaux et les jugea aptes à prendre place dans les tranchées de première ligne pour défendre la position anglaise contre les meilleurs soldats de l'Allemagne. Nous avions aussi 39.000 Australiens et Nouveaux-Zélandais en Egypte. Ils étaient égaux, sinon supérieurs aux soldats que les Bulgares ou les Autrichiens auraient pu leur opposer. Sur le front occidental, les Français et les Anglais étaient déjà beaucoup plus nombreux que les Allemands; bien que l'artillerie lourde nécessaire pour attaquer nous manquât, nous avions prouvé, même quand nous étions bien plus faibles, que nous étions capables de résister à une attaque allemande. Si nous avions envoyé quelques-unes de ces divisions disponibles, les Français auraient pu nous imiter et l'auraient fait. Leur orgueil ne leur aurait pas permis de ne pas figurer en force égale sur un théâtre aussi important. Sur ce point, ils avaient toujours montré une susceptibilité profitable, sinon de la jalousie. Si, grâce à cette expédition en Orient, nous avions été obligés, ainsi que les Français, d'économiser nos hommes sur le front occidental, les offensives stupides qui coûtèrent plus de 100.000 hommes aux Alliés pendant les quatre premiers mois de 1915 auraient été évitées. Il y avait assez d'hommes pour des entreprises hasardeuses et inconsidérées sur le front occidental, mais on ne pouvait disposer que d'une seule brigade pour une expédition qui, comme les événements le prouvèrent avant la fin de l'année, était indispensable si on voulait épargner un grand désastre à la cause des Alliés.

Comme le document joint à la lettre de Lord Kitchener se rapportait à l'attitude de la Roumanie qui, disait-on, attendait et observait, mais ne voulait pas encore se risquer à unir son sort à celui des alliés, je répondis en ces termes à Lord Kitchener:

« Treasury Chambers
« Whitehall S. W.

« 29 janvier 1915.

« Cher Lord Kitchener,

« Je vous renvoie la dépêche de Sofia. Merci.

« Je suis sûr que vous ne parviendrez pas à décider les Etats Balkaniques avant qu'il aient vu l'uniforme kaki!

« Bien sincèrement.

« D. Lloyd George. »

Le 28 janvier, dans une séance du Conseil de la Guerre, Lord Kitchener eut un de ces éclairs d'intuition qui, de temps en temps, jetaient de profondes lueurs dans l'obscurité des problèmes orageux qui nous assaillaient. « Il était frappé, dit-il, par les avantages que l'Allemagne tirait de sa position centrale. Cela permettait à l'ennemi de coordonner son effort. Les Alliés, au contraire, agissaient tous indépendamment les uns des autres. A son opinion, quelque organe central devrait exister où tous les Alliés seraient représentés et où l'on pourrait obtenir tous les renseignements possibles. Il faudrait prendre des dispositions pour que les attaques fussent simultanées. Ainsi sur tous les fronts, les ennemis seraient obligés de demander simultanément des secours à l'Etat-Major Général d'Allemagne. Ces attaques pourraient être poursuivies pendant dix jours, et seraient suivies d'une période de repos. Pendant ces offensives, il suspendrait toutes communications entre les pays alliés et l'Allemagne. »

J'appuyai de toutes mes forces la proposition de Lord Kitchener; j'annonçai que je me rendrais prochainement à Paris pour m'entendre avec les Ministres des Finances des Alliés. Peut-être une occasion se présente-

rait-elle pour faire cette proposition d'une manière officieuse; et l'un ou l'autre des Alliés lui donnerait une forme officielle. M. Balfour accepta. On conclut que je devais, à Paris, profiter de toute occasion favorable pour lancer l'idée d'un organe central qui permettrait aux Alliés de conférer plus facilement ensemble, en vue de mieux coordonner leurs efforts.

A cette époque les discussions n'eurent aucun résultat, car les généraux français étaient obsédés par l'idée que leur grand Etat-Major avait et devait avoir la direction suprême des opérations sur terre. Ils étaient prêts à nous laisser celle des opérations navales. Mais ils pensaient que nous n'avions ni les armées ni l'expérience donnant droit à une autorité égale dans la stratégie militaire. A ce moment, Joffre était le dictateur incontesté pour tout ce qui touchait à la direction de la guerre.

A mon retour une nouvelle discussion s'éleva sur ce qu'il fallait faire pour la Serbie. Je regrettais beaucoup notre retard à agir dans les Balkans. Je fis remarquer que, quelques semaines plus tôt, le Conseil de la Guerre avait approuvé en principe le projet en faveur des Serbes. Pendant mon séjour à Paris, je l'avais discuté avec des membres du Gouvernement français; à la suite de ces entretiens, la question avait été portée devant le Conseil des Ministres qui avait, en principe, exprimé son approbation.

Je jugeais certain que si nous nous engagions à envoyer une division, les Français nous imiteraient. Ils étaient très désireux de collaborer à toute expédition militaire en Orient.

Vers la fin de janvier ou le commencement de février, M. Millerand, alors Ministre de la Guerre, était venu à Londres pour discuter la situation. C'était un partisan résolu et agressif des doctrines du généralissime français. Il était le défenseur patenté du général Joffre et soutenait

sa cause avec toute la ténacité et l'habileté d'un avocat au prétoire. Le général Joffre ne voulait pas se séparer d'un seul bataillon français soumis à son commandement. Il était convaincu qu'il pourrait enfoncer les lignes allemandes dans le courant de l'année. Plus tard cette confiance se traduisit par une horrible succession d'offensives sanguinaires et inutiles qui atteignirent à ce comble de folie et d'entêtement : l'attaque de Champagne qui fut repoussée avec une perte de 200.000 hommes. Cependant toutes les décisions du Cabinet de la Guerre lui étaient soumises, y compris les préparatifs pour un débarquement à Salonique quand des troupes seraient disponibles. Durant mon séjour à Paris, je m'aperçus que M. Millerand n'avait pas répété nos conversations de Londres à ses collègues. C'est au début de février que j'allai en France avec le Gouverneur de la Banque d'Angleterre (feu Lord Cunliffe) ; je devais y retrouver M. Ribot, le Ministre des Finances de France, et M. Bark, le Ministre des Affaires Etrangères de Russie; et discuter les conditions des avances qui seraient faites à la Russie pour lui permettre d'acheter les munitions nécessaires en Amérique. Je profitai de ce séjour pour examiner l'ensemble de la situation militaire avec les principaux membres du Cabinet français. Je visitai aussi le quartier général de Sir John French et ce fut là que je fis la connaissance de Sir William Robertson. Celui-ci n'avait jusque-là pris aucune part directe ou indirecte aux combats. Pendant la première partie de la guerre, il était Quartier-Maître Général et on disait que, pendant la confusion de la retraite précipitée de Mons, il avait organisé le ravitaillement à la satisfaction générale de l'armée. Du ravitaillement il passa à la stratégie et il était maintenant chef de l'Etat-Major de Sir John French. Jusque-là, il n'avait jamais eu la responsabilité d'un plan de bataille. Plus tard il fut le principal conseiller stratégique du commandant

en chef anglais et ce fut lui qui dressa les plans tactiques de Neuve-Chapelle et de Loos. C'était une personnalité frappante, avec cette lenteur de parole et cette assurance dans les précisions qui donnent confiance à ceux qui ignorent tout des mystères d'une profession. Sir William Robertson possédait aussi un humour brusque qui plaisait aux soldats, surtout quand il s'exprimait en langage de sous-officier et quand ses remarques moqueuses s'appliquaient à quelqu'un d'autre que celui qui les répétait.

Dans une lettre adressée à Sir Edward Grey, j'ai résumé le résultat de mes conversations à Paris et au quartier général anglais.

« 7 février 1915.

« Mon cher Grey,

« Pendant mon séjour à Paris, j'ai eu plusieurs fois l'occasion de discuter avec les ministres la question des Balkans. Quand j'en parlai pour la première fois au Ministre des Finances, je m'aperçus que Millerand n'avait pas répété à ses collègues la proposition qu'on lui avait faite en Angleterre d'envoyer un corps expéditionnaire à Salonique. J'ai découvert plus tard, au cours de mes entretiens avec le Président du Conseil, avec Delcassé et avec Briand, qu'on leur avait laissé ignorer les conversations qui avaient eu lieu en Angleterre entre Millerand et les ministres anglais. Ils furent étonnés et très contrariés de ce silence. Je m'aperçus qu'ils étaient plus favorables à cette idée que ne l'avait été Millerand. Briand, qui est l'homme le plus intelligent du Ministère, était fortement en sa faveur — il m'a déclaré qu'il y a quelque temps il avait demandé instamment au général Joffre une diversion de ce genre. J'ai rencontré Briand chez Sir Francis Bertie et nous eûmes tous trois une longue conversation sur ce sujet. Briand nous dit

que le Conseil des Ministres avait examiné cette proposition le jeudi; que M. Millerand avait été absolument seul à s'y opposer, et que Delcassé avait un peu hésité, ne sachant quelle serait l'attitude de la Russie; les autres membres du Conseil des Ministres approuvaient à l'unanimité en principe l'envoi d'une armée expéditionnaire de deux divisions à Salonique dès que ce serait possible; les préparatifs devaient être commencés immédiatement et les troupes expédiées aussitôt que les généraux Joffre et French se décideraient à s'en séparer. Les Français voulaient que l'armée française fût représentée dans le corps expéditionnaire. Ils proposèrent donc d'envoyer une division anglaise et une division française. Le Président de la République assistait au Conseil; il approuva aussi cette décision.

« Il s'agissait maintenant de persuader Joffre. Briand et le Président étaient d'avis d'adresser une note collective à la Roumanie et à la Grèce pour leur demander si elles seraient prêtes à déclarer immédiatement la guerre au cas où un corps expéditionnaire de deux divisions serait envoyé à Salonique; si elles répondaient affirmativement, sans aucun doute, le général Joffre donnerait volontiers les forces nécessaires. Il était absolument ridicule d'imaginer, remarqua Briand, que si 40.000 soldats venus d'Occident décidaient 800.000 hommes d'Orient à marcher et allégeaient ainsi la pression allemande sur le front occidental, un général pourrait s'opposer à un tel plan.

« Briand nous a dit, à Bertie et à moi, qu'il proposerait à la séance (qui devait avoir lieu hier au Conseil des Ministres français), d'adresser une note collective ainsi rédigée à la Roumanie et à la Grèce. Bark, le Ministre des Finances de Russie qui était présent, appuya la proposition; il pensait que la Russie enverrait volontiers une petite armée pour occuper la Macédoine serbe afin d'empêcher la Bulgarie d'attaquer.

Isvolsky, que Bark consulta sur ce sujet, fut absolument de cet avis.

« Les Français sont très désireux d'être représentés dans le corps expéditionnaire. Briand juge avantageux, en vue du règlement définitif, que la France et l'Angleterre s'assurent une voix au chapitre, lorsque la question des Balkans sera réglée, en y envoyant une armée. Il ne veut pas que la Russie s'imagine qu'elle seule est l'arbitre du destin des peuples balkaniques.

« Le Président de la République, Briand et le Président du Conseil étaient très sceptiques au sujet de ce que la Russie voudrait ou pourrait faire dans l'avenir immédiat. Ils doutaient beaucoup que son manque de fusils et de munitions, lui permît d'expédier, avant quelques mois, une armée redoutable sur la frontière orientale; et ils étaient très portés à partager l'opinion du War Office sur les effectifs réels de la Russie au printemps prochain et pendant l'été.

« Je n'ai aucune idée de l'opinion que Delcassé pouvait avoir après la séance du Conseil des Ministres qui a eu lieu hier mais j'espère que vous vous souviendrez, en discutant avec lui, que, Millerand mis à part, il a été le seul des ministres français à exprimer quelque doute sur la possibilité de ce plan. Briand plaide en faveur d'une opération beaucoup plus vaste; *il m'a dit qu'il avait fait examiner cette idée au Ministère de la Guerre par des techniciens et que ceux-ci avaient approuvé cette proposition, à condition que le général Joffre et Lord Kitchener pussent donner des troupes.*

« Bertie était présent et assista à toute la conversation; il vous en a peut-être, de son côté, donné le compte rendu. Le Président, le jour où tous deux nous l'avons vu pour la première fois, a examiné toutes les objections, mais j'ai compris que cette idée lui plaisait et au Conseil qui eut lieu le lendemain, comme je l'ai déjà fait remarquer, il parla en sa faveur.

« Hier, j'ai vu Sir John French et le général Robertson, nouveau chef d'Etat-Major. Tous les soldats que j'ai rencontrés depuis le commencement de la guerre placent Robertson au premier rang comme le plus brillant de nos généraux; il a fait aussi hier une profonde impression sur le Gouverneur de la Banque, Montagu, et sur moi. C'est un homme perspicace, énergique, à l'esprit clair. A l'exception de Kitchener, aucun général ne m'a frappé aussi fortement. French a parlé le premier de l'expédition; d'abord, il s'est montré hostile à cette idée, non en principe, mais sous prétexte qu'il ne pouvait se passer de ces troupes. *Cependant, il appela Robertson et quand j'eus expliqué exactement à celui-ci la nature de la proposition, il n'hésita pas à dire que c'était une « bonne stratégie ». Il soutint cette opinion pendant toute la discussion.* Cette attitude a beaucoup influencé French. Je lui dis que nous étions très désireux de joindre son jugement au nôtre dans tout plan qui s'appliquait aux opérations militaires dont il était chargé. Il finit par accepter de donner au moins une division si les Roumains et les Grecs s'engageaient à marcher, sur notre promesse d'envoyer un corps expéditionnaire à Salonique. Il a l'intention, et je crois le désir, de venir discuter ce projet avec le Conseil de la Guerre. Il fit entendre qu'on pourrait l'y inviter et j'espère que le Premier Ministre et Kitchener pourront lui demander d'assister à une des premières réunions du Conseil de la Guerre.

« *Robertson irait plus loin que French; il enverrait non seulement une, mais deux divisions tout de suite si la Grèce déclarait la guerre et si l'on avait ainsi une chance de forcer la décision dans les Balkans. Il pense que la Bulgarie sera obligée de cette façon, à rester tout au moins neutre.* Si Briand réussissait aussi bien dans la mission dont il s'est chargé auprès du général Joffre, il n'y aurait aucune raison pour que le corps expédition-

naire ne parte pas dans une semaine ou dix jours au plus tard.

« Vous conviendrez, j'en suis sûr, qu'il y a de bonnes raisons pour que la double note soit envoyée sans délai. D'après les télégrammes qui sont arivés ces derniers jours il est clair que tout arrangement entre les états balkaniques est impossible. Je pense que l'attitude du Président du Conseil serbe, telle qu'elle se révèle dans nos télégrammes venus de Nich, est inébranlable. Je doute qu'il lui soit possible d'abandonner une partie considérable de son territoire avant d'obtenir vraiment quelque chose en retour. Son armée en éprouverait un sentiment de découragement qui paralyserait ses efforts. Les soldats se sont battus si brillamment que ce serait un malheur.

« *Plusieurs télégrammes de mauvais augure indiquent clairement que la Bulgarie est de plus en plus hostile à la Triple Entente.* Il y a le télégramme sur le succès de la mission qui est allée emprunter à Berlin.

« Les Allemands ne sont pas assez bêtes pour avancer de l'argent sans recevoir quelque assurance sur l'attitude des Bulgares dans certaines éventualités. Il y a les télégrammes de Dedeagatch annonçant que des mines ont été posées. Ces mines ne peuvent être employées que contre les puissances de l'Entente. Le bruit court que des bandes sont organisées pour attaquer les voies ferrées; une ou deux dépêches donnent les mêmes sujets de crainte. De plus, les nouvelles de Roumanie pour le moment sont décourageantes — entre autres l'embarras des Roumains quand ils ont voulu justifier l'emprunt fait en Angleterre. Je crains qu'ils ne connaissent mieux que nous la situation russe et qu'ils n'aient perdu toute confiance dans la force de résistance de la Russie. *A moins donc que nous n'ayons l'intention de laisser échapper les grandes chances que nous offrent les Balkans, nous ne devons pas baguenauder plus longtemps. Si nous*

n'agissons pas à temps, notre châtiment sera terrible. En lisant les télégrammes, je sens que les jours eux-mêmes comptent maintenant. L'expérience que j'ai faite hier montre que les généraux, quand on sait les prendre, peuvent être persuadés. Aucun général n'aime qu'on lui enlève ses troupes pour les transporter dans une autre sphère d'action. Toutes ses pensées naturellement se concentrent sur les tranchées qui sont devant lui, à moins qu'il ne soit vraiment un très grand homme, un homme qui met sa responsabilité autre part que dans le succès des opérations placées sous son autorité immédiate. Ni Joffre ni French ne sont tout à fait de cette envergure.

« J'aimerais vous voir demain pour vous donner un compte rendu plus détaillé de mes entretiens, mais j'ai jugé nécessaire de vous envoyer un résumé avant que vous ne voyez Delcassé.

« Sincèrement, votre

« D. Lloyd George. »

Dans les conversations que j'eus plus tard avec le Premier Ministre et le Ministre des Affaires étrangères, je demandai instamment qu'une conférence fût immédiatement convoquée à Salonique ou dans l'une des îles grecques; les ministres des Affaires Etrangères de France, de Russie, de Serbie, de Grèce et de Roumanie y seraient invités pour délibérer sur l'ensemble de la situation dans les Balkans et ils s'efforceraient de trouver une base d'entente pour une collaboration effective entre tous ces états contre les Puissances Centrales. J'étais persuadé qu'il fallait aussi demander au Gouvernement Bulgare d'envoyer un représentant à cette conférence. Sir Edward Grey fit des objections, sous prétexte qu'il ne pouvait quitter si longtemps le Foreign Office à un moment si critique pour assister à une Conférence tenue à une telle distance. Je lui fis remarquer que par Brindisi le voyage ne lui demanderait pas huit jours et

que son absence ne durerait pas plus de deux ou trois semaines en tout. M. Sazonoff n'éprouverait aucune difficulté à s'y rendre, car de Pétrograd à Salonique il n'y a que trois ou quatre jours de voyage tout au plus. Le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères cependant se montra si peu favorable à la proposition qu'elle fut abandonnée.

Si elle avait été adoptée, une Confédération alliée des Balkans aurait pu être organisée. Il aurait été nécessaire de donner pleins pouvoirs à nos plénipotentiaires, non seulement pour conclure des arrangements géographiques, mais aussi pour accorder une aide financière très généreuse. Les royaumes des Balkans, qui n'avaient jamais été riches, avaient été appauvris par une succession de guerres contre la Turquie et entre eux. Les emprunts accordés par l'Angleterre et la France les auraient encouragés à courir les risques d'une guerre. Ce n'était pas une question de corruption, mais de pure nécessité: ils devaient s'armer convenablement pour affronter les dangers d'une alliance. Les Allemands s'en rendaient compte. Ils ne confièrent donc pas leurs intérêts à des diplomates ordinaires, mais envoyèrent à Sofia un ambassadeur spécial de haute qualité et de grand talent. Il savait combien il était important de donner une aide financière à la Bulgarie et promit donc une généreuse avance. Ce ne fut pas le facteur décisif du choix de la Bulgarie, mais ce fut un des motifs. Grey n'était peut-être pas l'homme qu'il fallait pour manier les éléments surexcités et les persuader de s'unir. Non. En fait, il ne l'était pas. Mais il aurait pu trouver un collègue ou un remplaçant. Le Tsar Ferdinand, à cette époque, n'était pas aussi germanophile qu'on le supposait en général. Au contraire, il détestait le Kaiser. C'était un homme qui possédait un orgueil immodéré de sa naissance. C'était un Bourbon. Et Guillaume, dans un de ces accès d'espièglerie effrontée qui lui étaient coutumiers, avait offensé

sa vanité alors qu'ils visitaient un château. Il s'était laissé aller à rappeler plutôt rudement sa présence au vaniteux tzar de Bulgarie, penché sur le parapet et en profonde contemplation devant le paysage. Le sang du Bourbon ne pardonna jamais l'insulte. Personnellement, Ferdinand aurait préféré collaborer avec le Tsar de Russie et les rois d'Angleterre et d'Italie. Mais comme le résultat de la guerre était très douteux, il attendait un claire indication sur la façon dont tourneraient les choses sur le champ de bataille. En septembre, il lui parut qu'il réaliserait plus facilement l'expansion bulgare en unissant son sort à celui des Puissances Centrales qu'en se joignant aux Alliés; il finit donc par se déclarer pour les premières, mais après de grandes hésitations. Une rencontre avec lui au printemps aurait produit des résultats différents. Nous étions alors sur le point d'attaquer les Dardanelles. En septembre nos attaques avaient été repoussées. Il est vrai qu'au début du printemps la Russie essuyait des revers, mais sa position n'était pas irrémédiablement compromise. En automne, ses armées avaient été repoussées en désordre hors de la Pologne et plus loin. Ferdinand conclut donc que les chances de la Bulgarie se trouvaient aux côtés des Allemands victorieux. Nous laissâmes échapper l'occasion d'organiser une confédération qui aurait permis de terminer la guerre en 1916, et cela par manque d'initiative et de bon sens.

Puisque il n'était pas question d'essayer des méthodes diplomatiques spéciales dans les Balkans, je suppliai le Conseil de la Guerre d'envoyer de nouvelles troupes dans cette zone afin d'y remporter une victoire décisive.

Le 19 février, le Conseil de la Guerre se réunit; la discussion est très instructive car elle jette une vive lumière sur les opinions qu'on avait à cette époque sur les perspectives d'avenir.

Lord Kitchener déclara que le Comité de Guerre devait

réfléchir très sérieusement avant de conseiller le transfert de la XXIX^e Division en Orient. La situation en Russie avait beaucoup empiré au cours des deux dernières semaines. Les Russes avaient subi de lourdes pertes d'hommes et, chose plus grave encore, ils avaient perdu beaucoup de fusils alors qu'ils manquaient déjà d'armes. Si les Allemands pouvaient infliger une défaite suffisamment décisive aux Russes, il leur serait possible de ramener rapidement en France de grandes masses de troupes et on aurait besoin d'importants renforts sur le théâtre occidental de la guerre.

« M. Lloyd George convint que la situation était très grave. La Russie pouvait être mise hors de combat. Devions-nous admettre que nous étions impuissants devant une telle éventualité? *A son avis, les Allemands n'enverraient pas leurs forces en Occident, mais s'efforceraient d'écraser la Serbie et de régler la question des Balkans. L'opinion générale était que l'Allemagne tenterait de conquérir le coin nord-est de la Serbie afin de s'assurer des communications directes avec la Bulgarie et de là avec Constantinople* (souligné par moi).

« Le Premier Ministre fut de cet avis, mais il considérait que le moyen le plus efficace serait de frapper un grand coup aux Dardanelles.

« Lord Kitchener approuva le Premier Ministre. Si en n'envoyant pas la XXIX^e Division, on compromettait le succès de l'attaque sur les Dardanelles, il l'enverrait. *Il n'était pas sûr que les Allemands attaqueraient la Serbie, comme l'avait suggéré M. Lloyd George.*

« M. Lloyd George fut d'avis que nous devrions envoyer plus de trois divisions. Il valait la peine de courir quelques risques afin de mener à bien une opération décisive qui pourrait nous donner la victoire. Il résultait de la discussion qu'au maximum, on disposait des forces suivantes, pour les opérations d'Orient:

Les Australiens et les Nouveaux-Zélandais (y compris les troupes montées)	39.000
La XXIX[e] Division	19.000
Division Navale	10.000
Marins	4.000
Division Française	15.000
Russes	10.000
	97.000

« Lord Kitchener déclara qu'il avait l'intention de soutenir l'opération des Dardanelles, mais il considérait que deux divisions suffisaient pour les débuts. Il était inutile d'envoyer des troupes dont il pourrait avoir besoin.

« Sir Edward Grey demanda si nous ne risquions rien en Occident.

« M. Lloyd George dit qu'il avait discuté cette question avec de nombreux officiers qui revenaient du front. Tous avaient affirmé que notre armée ne pouvait exécuter une attaque victorieuse sans pertes considérables; il en était de même pour l'armée française. Sans aucun doute l'observation s'appliquait aussi aux Allemands. Par conséquent, pour les Allemands une attaque de notre part serait ce qui pourrait arriver de plus heureux. Il était aussi coûteux pour eux d'essayer de nous mettre en pièces que pour nous d'essayer de les détruire... »

Le 24 février s'éleva une nouvelle discussion qui forme un appendice très utile au rapport de la séance précédente.

« M. Lloyd George convint qu'une armée devait être envoyée au Levant; au besoin quand la flotte aurait ouvert le chemin dans les Dardanelles, on pourrait employer ces forces à occuper la presqu'île de Gallipoli ou Constantinople. Il voulait savoir, cependant, si au cas où l'attaque navale échouerait (c'était une expérience

qu'on tentait) on proposerait de confier à l'armée une opération que la flotte n'avait pu réussir.

« M. Churchill répondit qu'on n'en avait pas l'intention. Il pouvait cependant imaginer le cas où la flotte ayant presque réussi, l'armée transformerait ce demi-succès en victoire.

« M. Lloyd George exprima l'espoir qu'on ne demanderait pas à l'armée de tirer les marrons du feu pour la flotte. Au cas d'une défaite aux Dardanelles, nous devions être prêts immédiatement à essayer autre chose. A son avis, cette opération nous obligeait à tenter quelque action dans le Proche Orient, mais pas nécessairement un siège des Dardanelles. »

CHAPITRE XII

LES TEMPORISATIONS DES ALLIÉS

Maigres et prudents, les rapports qu'on daignait soumettre aux ministres sur les opérations militaires ne nous apportaient pas beaucoup de lumières sur ce qui se passait vraiment sur les champs de bataille ou derrière eux. Nous avions l'impression que les autorités militaires aimaient mieux que nous ne fussions pas trop bien renseignés. Le secret était indispensable à la victoire. Le Premier Ministre et M. Churchill connaissaient beaucoup mieux la situation que nous. Cependant ils n'apprenaient pas toute la vérité. Les pertes étaient soigneusement cachées. En fait, aucun rapport bien pesé n'avait été soumis au Conseil de la Guerre sur la situation militaire, montrant la force respective des Alliés et des Puissances Centrales en hommes ou en armes. Je me demande souvent si quelqu'un au War Office avait pris la peine de faire cet examen approfondi. Nous ne savions donc pas combien de soldats occupaient les divers fronts et notre ignorance était aussi profonde qu'il s'agît de nous, de nos alliés ou de nos ennemis. Nous ne savions pas de combien de réserves nous disposions; quelle était dans les deux camps la force du matériel: canons, mitrailleuses, fusils ou munitions; ou quand

nos nouvelles armées seraient prêtes. Lord Kitchener nous avait dit qu'il n'avait pas de troupes à envoyer aux Dardanelles. Nous dûmes l'en croire sur parole, car il ne daignait jamais donner de détails. Nous devions régler chaque question sans connaître les faits les plus importants. Ceux d'entre nous qui étaient membres du Conseil de la Guerre n'étaient pas beaucoup plus favorisés à cet égard que les autres ministres qui devaient se contenter d'un compte rendu superficiel fait par Lord Kitchener au début de la séance du Conseil des Ministres. Nous devions fourrager çà et là de notre propre initiative afin de trouver les renseignements qui nous étaient indispensables pour remplir utilement notre rôle de conseillers. Quelquefois nous dénichions un fait important, mais le plus souvent nous ne récoltions qu'une rebuffade.

Je me consacrais avec diligence à cette recherche de la vérité. Malgré les rapports truqués et dosés, j'étais convaincu que tout n'allait pas pour le mieux. J'étais également persuadé que nous faisions pas tout pour le mieux. Nous avions décidé de nous lancer dans une aventure grave aux Dardanelles. Nous avions aussi résolu de préparer le terrain pour une autre opération à Salonique si la tentative des Dardanelles échouait. Je voyais clairement que nous ne consacrions pas toutes nos forces militaires disponibles à l'exécution de ces plans. Nous lanternions et remettions toujours à plus tard; Lord Kitchener et le Premier Ministre espéraient que la flotte aux Dardanelles ferait le coup; en ce cas très peu de soldats seraient nécessaires. Si la flotte échouait complètement, alors on n'enverrait pas de troupes du tout. Par ailleurs, rien de particulier n'arrivait en France. L'Allemagne avait abandonné toute idée de tenter une nouvelle avance en Occident. Nous rassemblions une armée pour la jeter dehors. Nous levions de nouvelles armées importantes mais sans prendre des

mesures appropriées pour les équiper. Nous dépendions beaucoup du succès définitif en Russie. Mais nous ne connaissions rien de ses projets, très peu de chose des ressources en hommes et en munitions avec lesquelles ils devaient être exécutés. Tout ce que nous savions c'est que la Russie était battue, qu'elle manquait de fusils, et qu'elle en manquerait de plus en plus, car elle en perdait davantage dans les retraites qu'elle n'en gagnait dans les ateliers. Mais nous ne prenions pas la peine d'établir la vérité. Aucune coordination d'efforts n'existait. Il n'y avait aucun plan cohérent d'action. Personne ne sentait l'importance du temps. Nous étions encore beaucoup trop nonchalants et indécis pour une lutte qui était une question de vie ou de mort. Ce n'était pas l'agitation qui manquait, mais la vision claire et l'effort résolu. Je commençais à comprendre que notre quiétude était de la confusion. Malgré les réticences officielles, des bribes de nouvelles inquiétantes et des rumeurs filtraient. Elles m'inspiraient des craintes sur le cours des événements et la façon dont les Alliés le dirigeaient m'effrayait plus encore.

Le 22 février, je fis passer à mes collègues, le mémoire suivant:

« Je suis désireux de soumettre à mes collègues quelques considérations sur la situation générale. On doit reconnaître qu'elle est d'une gravité extrême et que si des mesures fermes et hardies ne sont pas prises immédiatement, elle peut se terminer par un désastre irréparable pour la cause des Alliés et l'avenir de l'Empire Britannique. Ce langage paraîtra peut-être, à certains de mes collègues, inspiré par une pessimisme morbide, mais j'espère qu'avant de prononcer ce jugement, ils me feront l'honneur d'examiner les raisons que j'expose ici et qui m'amènent à cette conclusion.

« La Presse et la Nation ont jusqu'à présent considéré la guerre comme une succession presque ininterrompue

de victoires. Leur méthode est simple. Chaque insignifiant incident militaire qui tourne à notre avantage est grossi; on le présente dans des en-têtes qui occupent la moitié d'une colonne et des descriptions qui prennent une page. Au contraire, les graves désastres, comme ceux qui sont arrivés ces derniers jours, aux armées de nos alliés russes, n'ont droit qu'à quelques lignes en petits caractères et on en atténue la portée dans une colonne de commentaires. Beaucoup de ceux qui ont une connaissance plus approfondie des faits adoptent le même procédé intellectuel, j'en ai peur. Ils fixent leurs regards sur les incidents et les aspects de la situation militaire qui flattent leurs espoirs et ferment les yeux avec soin devant les événements qui peuvent éveiller leurs craintes. La seule route qui mène à la victoire définitive est pavée de réalités. Si nous ne regardons pas en face les faits, aussi déplaisants qu'ils soient, nous n'arriverons jamais à les dominer par notre poigne.

« Quels sont les faits les plus saillants de la situation? Les Alliés n'occupent pas un mètre du territoire germanique. Au fond, toute la Belgique est entre les mains des Allemands. L'ennemi est fortement établi dans quelques-unes des plus riches provinces de la France et de la Russie. Les Allemands possèdent aujourd'hui plus de territoires alliés, qu'ils n'en ont jamais occupé. Chose plus grave encore: tout en gardant avec une facilité relative le pays conquis par eux à l'occident, ils jouissent d'une supériorité militaire complète en Orient. Il est vrai qu'ils ont chassé les Russes de la Prusse Orientale voici quelques mois et que les Russes y sont retournés; mais Lord Kitchener nous a expliqué la différence importante qui existe entre les événements d'hier et ceux d'aujourd'hui. Autrefois les Russes disposaient de réserves considérables capables d'écraser l'ennemi. Aujourd'hui, la situation est entièrement renversée. Ce sont les réserves allemandes qui sont entrées en campagne. Un

rapport remarquable dû à la plume d'un officier hollandais et communiqué par Lord Kitchener explique qu'après avoir envoyé d'immenses renforts en Prusse Orientale et au nord de la Pologne pour écraser les Russes, les Allemands ont encore derrière eux des armées qu'ils pourraient faire avancer, mais qu'ils n'expédient pas sur les frontières parce qu'ils n'en ont pas besoin.

« Telle est actuellement la situation allemande. Que dire de la situation russe? »

J'examinai alors en détail la situation russe qu'aggravait la pénurie en fusils, puis les forces dont disposaient actuellement les Alliés et les Puissances Centrales et celles qu'on pouvait prévoir pour l'avenir. J'appuyai sur le fait qu'il était inutile de compter les énormes réserves d'hommes disponibles en Russie sans considérer s'il y avait possibilité de les armer.

J'en inférai que tant que nous n'aurions pas pris des mesures pour équiper les Russes, les Puissances Centrales auraient plus de soldats à leur disposition que les Alliés. Je continuai en ces termes:

« Etant donné la supériorité de l'armement des armées germano-autrichiennes et, puisque, lorsque nous les attaquons, nous découvrons qu'elles se sont retranchées, il est inutile d'espérer la victoire si nous n'obtenons pas une grande supériorité numérique sur ces armées. Où pouvons-nous espérer la trouver? D'après le rapport du War Office, la Russie ne peut pas, à l'heure actuelle, placer et maintenir deux millions d'hommes complètement armés et équipés sur toutes ses frontières attaquées. Même si elle le pouvait, nous serions encore en déficit de deux millions de soldats. On observera que dans les chiffres que j'ai donnés, j'ai attribué 2.000.000 d'hommes à la Grande-Bretagne. Quand pourra-t-elle mettre en campagne 2.000.000 de soldats? Quand pourra-t-elle en envoyer 1.000.000 sur le front? Est-il sûr que lorsque ce million d'hommes sera prêt, l'Allemagne n'aura

pas ajouté au moins un nouveau million à ses réserves?

« Je regrette de faire un tableau si menaçant, mais je serais vraiment heureux de penser que l'aspect du paysage ne justifie pas les couleurs sombres avec lesquelles j'ai essayé de le peindre. Le rapport hollandais communiqué par Lord Kitchener donne des chiffres encore plus alarmants. S'ils étaient exacts, ou à peu près, nous ne pourrions avoir l'espoir de remporter la victoire avant de longues années. Mais même si on admet mes chiffres plus modérés, jamais les hommes d'état anglais ne se sont trouvés devant un problème aussi grave.

« La première chose à faire est de savoir exactement où nous en sommes. Qui peut faire un calcul exact des ressources militaires des Alliés? Une conférence devrait réunir les chefs militaires des trois nations; un exposé sincère de la situation de chaque pays y serait fait; un accord fixerait les opérations militaires à venir. Le général Paget est un bon soldat, mais ses qualités ne le désignent pas pour un examen détaillé des questions d'armement. Nous connaissons approximativement, en tout cas, où en est la France. Nous n'avons pas la moindre idée de la situation de la Russie. Dès octobre, j'avais demandé avec insistance qu'on prît des mesures énergiques pour établir avec précision quel est l'armement des Russes et de combien de munitions ils disposent. Nous avons le droit de demander et même d'exiger de nos alliés russes une franchise absolue. La Russie n'a pas déclaré la guerre pour aider la France et la Belgique et nous. C'est la France qui s'est jetée dans le combat pour secourir la Russie quand celle-ci était menacée; la Belgique a été impliquée dans la guerre à cause de la France; nous sommes intervenus pour protéger la Belgique; c'est donc indirectement parce que la Russie a été attaquée que nous sommes mêlés à l'affaire. L'Alle-

magne était en paix avec nous; elle était même extrêmement désireuse de maintenir cette paix non seulement avec nous, mais encore avec la France. Elle a déclaré la guerre, pour vaincre la Russie avant que la Russie ne soit prête à l'attaquer. Nous aidons la Russie en lui fournissant des hommes, du matériel, de l'argent. La France et nous, nous avons déjà avancé 50.000.000 ou 60.000.000 de livres à la Russie et nous en avons promis encore 100 millions. Nous avons par conséquent le droit d'exiger des Russes de la franchise. L'Allemagne connait toutes les forces russes, leur nombre, leur disposition, leur équipement. Nous demandons une seule chose: que notre grande alliée nous donne les renseignements que ses ennemis possèdent déjà.

« Que faut-il faire encore? Tous les efforts doivent tendre à accroître le nombre d'hommes que nous pouvons envoyer sur le champ de bataille et à abréger la période qui s'écoulera avant qu'ils puissent arriver sur la ligne de feu. Comment y parvenir? Si la France peut mettre 3.000.000 d'hommes sous les armes et l'Allemagne 5.000.000, les nations alliées prises dans leur ensemble devraient pouvoir, si on calcule d'après leur population, compter tôt ou tard sur 20.000.000 de soldats. Ce chiffre est peut-être irréalisable, mais il indique les énormes réserves d'hommes capables de porter les armes dont disposent les Alliés. Le problème se pose ainsi:

« 1° Exercer et équiper ces soldats dans le plus court espace de temps.

« 2° Maintenir le *statu quo* sans aggravation appréciable, jusqu'à ce que les nations alliées soient prêtes à jeter sur le champ de bataille des forces écrasantes.

« Comment atteindre ces deux buts? »

Suivait un passage sur la nécessité urgente de développer nos ressources potentielles pour la production des

munitions; je l'ai cité pages 170 et suivantes, en racontant l'histoire de la lutte pour les munitions. Après avoir traité la question du matériel, je continuai en ces termes :

« Passons maintenant aux levées d'hommes. La France a probablement envoyé sur le front tous les hommes qu'elle peut mobiliser. C'est loin d'être le cas pour l'Empire Britannique ou la Russie. La Grande-Bretagne, si on prend la base française, devrait avoir actuellement 3.500.000 hommes sous les armes au lieu de 2.000.000. Les Dominions et les Colonies, en partant de la même base, devraient fournir 1.200.000 hommes au lieu de 100.000. Je crois que nous pourrions, par un effort spécial, lever nos 3.500.000 hommes ou, si ce nombre est hors de proportion avec le matériel que nous fabriquons, nous pourrions certainement en recruter 3.000.000. Je juge encore inutile d'employer la contrainte. Les jeunes gens de notre nation s'engageront dans nos armées si on les convainc qu'on ne peut se passer d'eux. J'ai suggéré, voici quelque temps, que la meilleure méthode serait de déterminer le contingent que chaque comté ou chaque ville doit donner proportionnellement à sa population et de laisser faire le reste aux autorités locales et au patriotisme des habitants. Si nous déclarons officiellement que tel ou tel comté doit fournir par exemple 10.000 hommes, que jusqu'à présent 6.000 se sont engagés et que 4.000 encore doivent les imiter pour compléter le chiffre, l'orgueil local remplira les vides.

« Il faudrait aussi trouver des moyens de pousser nos colonies autonomes à assumer plus de responsabilités en matière de recrutement. Elles ont l'impression maintenant qu'elles font tout ce qu'on peut leur demander. Il faut les convaincre du péril. Les télégrammes optimistes que nous avons publiés les ont trompées; elles ont cru que tout marchait bien et qu'il suffisait d'envoyer quelques milliers d'hommes à la Mère Patrie en témoi-

gnage de sympathie et d'estime. Quand elles comprendront que l'Angleterre est vraiment en danger, je ne doute pas de leur réponse.

« La Russie, si on prend la France pour base (1), devrait avoir 12.000.000 d'hommes sous les armes. C'est probablement plus qu'elle n'en pourrait armer, de quelques années, mais puisqu'elle est responsable de la guerre et a entraîné les Alliés dans la lutte, le nombre de ses soldats devrait être proportionné, en quelque mesure, à ses énormes ressources en hommes vigoureux.

« Tout ceci nécessairement demandera du temps. Nous avons jusqu'ici agi comme si la guerre ne pouvait pas se prolonger au delà de l'automne prochain. Nous devrions suivre maintenant la méthode contraire et supposer qu'elle ne durera pas seulement toute cette année mais aussi probablement l'année prochaine. Dans ce cas il faut dépenser de l'argent à établir un outillage qui accélèrera beaucoup la fabrication des fusils, des canons et de toutes les autres machines et munitions de guerre vers la fin de cette année et le commencement de l'autre. Si mes calculs se trouvent trop pessimistes, le pire qui puisse arriver sera que nous aurons dépensé beaucoup d'argent, et que nous aurons beaucoup gêné la population. Mais cela n'est rien en comparaison du désastre qui nous guetterait si nous commencions une autre année de guerre sans préparation suffisante. Le public, il faut bien nous y attendre, ne le pardonnerait jamais après les avertissements que nous avons reçus.

« Mais que faut-il faire dans l'intervalle? Il semble que durant la plus grande partie de cette année, les Alliés doivent se résigner à être dans une situation militaire très inférieure à celle de l'Allemagne. Ne pas céder de terrain est tout ce que nous pouvons espérer pendant cette période. Pourrons-nous même y arriver sans appe-

(1) En comptant les soldats proportionnellement à la population.

ler à notre aide de nouvelles troupes? Quand on considère les forces écrasantes qui sont à la disposition de l'Allemagne, on peut en douter. Dans deux directions, nous pouvons trouver un espoir de secours : dans les Etats balkaniques et en Italie. Probablement, il nous aurait été possible de persuader aux Balkans d'intervenir, voici quelques mois, mais dans ces pays, les Alliés ont été peu favorisés. Nous avons seulement réussi à dresser les Turcs contre nous sans mettre de notre côté d'autres puissances. Est-il trop tard maintenant pour faire quelque chose? Lord Kitchener a remarqué l'autre jour au Conseil que les Allemands avaient risqué le tout pour le tout en attaquant les Russes avec toutes leurs armées avant d'être complètement prêts, afin de pouvoir affronter l'attaque de nos renforts en avril. A la seule exception de notre première action contre la Turquie, où notre promptitude a été évidente, nous avons toujours suivi la tactique contraire: nous attendons pour risquer le tout pour le tout qu'il soit trop tard. L'initiative formidable que nous avons prise en essayant de forcer les Dardanelles doit avoir un effet décisif, quel qu'il soit, sur les Balkans. Sommes-nous prêts à tout événement?

« Si ce grand mouvement réussit et si nous sommes préparés à en tirer un profit immédiat, sa répercussion peut être décisive sur les Etats Balkaniques. Je veux dire que si nous avons une grande armée prête non seulement à occuper Gallipoli, mais encore à entreprendre toute autre opération militaire, nécessaire pour établir notre suprématie dans ces régions, la Roumanie, la Grèce et très probablement, je crois, la Bulgarie, se déclareront pour nous. Si, au contraire, nous n'avons sur les lieux aucune force suffisante pour lutter contre l'armée turque, le plus grand effet d'un coup si brillant sera peut-être perdu. Obliger la Bulgarie, la Roumanie et la Grèce à se ranger aux côtés de la Serbie, c'est jeter

une armée totale de 1.500.000 hommes sur le flanc autrichien. Ceci n'allègera pas seulement la pression sur la Russie, mais indirectement celle sur la France. La partie deviendra égale et nous aurons le temps d'armer à nouveau les troupes russes.

« Envisageons maintenant l'autre hypothèse: un échec aux Dardanelles. Si l'effet de cet échec n'est pas aussitôt neutralisé, il sera désastreux dans les Balkans et peut-être même dans tout l'Orient. Un général bulgare a remarqué que la Bulgarie, tout comme la Roumanie et l'Italie, gagnerait beaucoup de territoires en unissant son sort à celui de l'Allemagne. Pour empêcher la catastrophe qui se précipiterait en Orient si nous étions repoussés des Dardanelles, il n'y a qu'un moyen. Il faut qu'une forte armée anglaise soit prête à protéger nos amis. Est-il impossible de devancer de trois ou quatre semaines nos préparatifs d'avril et de suivre ainsi l'exemple de l'Allemagne en acceptant un risque pour arriver à temps?

« L'envoi d'un grand corps expéditionnaire implique sans aucun doute de grands préparatifs — vaisseaux, transports pour amener les soldats et le matériel à Salonique ou à Lemnos, puis à l'intérieur du pays; le Comité de la Défense Impériale a décidé, voici quelques semaines, que ces préparatifs seraient immédiatement commencés, de façon que l'on pût entreprendre quand on voudrait l'expédition, sans retard causé par le manque de transports par terre ou par mer. J'apprends que l'Amirauté a fait tout ce qu'on lui a demandé à cet égard: je ne sais rien des mesures prises par le War Office relativement aux voies ferrées et aux routes.

« Je conclus, en conséquence, qu'une mission diplomatique spéciale, prenant pour base notre promptitude à envoyer et à maintenir un grand corps expéditionnaire dans les Balkans, soit immédiatement expédiée en Grèce et en Roumanie pour négocier une con-

vention militaire. L'Allemagne n'a pas eu recours à sa diplomatie de carrière dans les pays dont il était très important de gagner l'amitié ou de vaincre l'hostilité. Elle a envoyé von der Goltz à Constantinople, à Sofia et à Bucarest; von Buelow en Italie; Dernbourg en Amérique. Ce n'est pas à M. X... ou à M. Y... qu'elle a fait appel dans les situations critiques. Sans doute ce sont des gens très bien dans leur genre, mais le simple fait qu'ils ont occupé si longtemps des fonctions diplomatiques inférieures prouve qu'aux yeux du Foreign Office, leurs qualités ne sont pas de premier ordre.

« D. Ll. G.

« P.-S. — Depuis que j'ai écrit ces lignes, j'ai lu un rapport remarquable du général Paget, qui confirme dans les grandes lignes l'opinion que j'ai mainte et mainte fois exprimée sur la situation des Balkans. J'ai eu le privilège de voir ce document grâce à la courtoisie du Premier Ministre. Je propose respectueusement que tous les membres du Conseil de la guerre aient l'occasion d'examiner les rapports qui peuvent influer si profondément sur les décisions qu'on leur demande de prendre. Les consulter sans leur confier les seuls renseignements qui donnent du prix à leur jugement est pire qu'inutile.

« D. Ll. G.

« 22 février 1915. »

En recevant ce memorandum, Lord Fisher m'écrivit une lettre qui est digne d'être reproduite, car c'est un commentaire caractéristique rédigé par un homme remarquable.

« Amirauté.

« Cher M. Lloyd George,

« Je suis complètement d'accord avec votre rapport phénoménal! Hier, j'ai dû écrire les paroles suivantes à un personnage très influent:

« Témérité dans la Guerre est Prudence et Prudence dans la Guerre est Crime.

« Les Dardanelles: inutiles sans soldats!

« Votre

« FISHER.

« 25 février 1915. »

Lord Kitchener avait envoyé le général Paget dans les Balkans pour faire un rapport sur la situation. Ce rapport confirma tous les renseignements que j'avais recueillis auparavant sur les perspectives et les probabilités que nous offrait cette région. D'après lui, l'armée serbe, après une série de brillantes victoires contre d'écrasantes forces autrichiennes, avait réussi à débarrasser son pays de toutes les troupes ennemies et occupait maintenant une forte position derrière la frontière du Danube. Les Serbes ne possédaient ni les soldats, ni les moyens de transport, ni l'armement qui leur auraient permis de prendre l'offensive, mais les généraux d'élite qu'ils avaient le bonheur d'avoir à leur tête étaient sûrs que si l'on pouvait persuader à la Roumanie de se joindre à l'Entente et d'avancer contre les Autrichiens avec une force de 300.000 hommes, l'armée serbe l'imiterait et attaquerait. Le rapport demandait avec instance qu'une ou deux divisions de soldats anglais, français ou russes vinssent collaborer avec l'armée serbe; la présence des soldats anglais aiderait certainement à décider la Bulgarie à garder la neutralité, si même elle ne profitait pas de l'occasion pour attaquer les Turcs. D'après le général Paget, un tel geste de notre part ou même une promesse précise, provoquerait l'entrée en guerre de la Roumanie à un moment où son aide serait inestimable. Pendant que l'armée russe traverserait les Carpathes, l'armée roumaine, composée de 200.000 hommes, lui apporterait un secours précieux en attaquant le flanc sud des Autrichiens déjà un peu démoralisés. La

Roumanie hésitait, mais sa décision serait vite prise, si les soldats anglais devaient participer à une campagne sur le Danube. Aucune fortification moderne ne s'élevait entre Belgrade et Vienne. Tel était, en substance, le rapport de Paget. C'était l'opinion d'un soldat et elle confirmait celle que bien d'autres soldats et bien des civils avaient déjà formulée.

Dix-huit mois plus tard, la Roumanie déclarait la guerre avec une armée de quatre ou cinq cent mille hommes, mais à cette époque la Russie était vaincue et ruinée. Ses armées avaient été repoussées à des centaines de kilomètres vers Pétrograd. Même dans leur propre pays, elles ne pouvaient plus se défendre quand on les attaquait. Les Balkans étaient dans les mains des Puissances Centrales; les communications entre l'Occident et la Roumanie étaient complètement coupées; nous ne pouvions lui donner ni hommes ni matériel, et livrée à ses propres forces, elle succomba sans que son sacrifice rendît service aux Alliés. La pauvre aide que la Russie put donner aux vestiges de l'armée roumaine vaincue fut inutile et l'effort réel que firent les Russes pour lui porter secours épuisa leurs dernières forces.

Deux ou trois jours après que mon mémoire eût été mis en circulation, Lord Kitchener donna sa réponse. Ce document rappelle le singulier mélange de sagacité et d'aveuglement qui constituait le caractère de cet homme extraordinaire.

« Remarques du Ministre de la Guerre sur le Mémoire du Chancelier de l'Echiquier a propos de la façon de faire la guerre.

« J'aimerais faire les observations suivantes que m'a suggérées l'intéressant document du Chancelier de l'Echiquier sur la situation militaire.

« Je ne parlerai pas des chiffres cités par le Chancelier, car on peut comprendre et étudier la gravité de notre situation sans tenir compte du nombre des com-

battants dans l'un et dans l'autre camp. Le Chancelier observe avec raison que le colosse russe, ainsi que certaines personnes nommaient notre alliée, n'a pas eu sur le cours de la guerre l'effet espéré par les optimistes. Néanmoins, à mon avis, la Russie a atteint des résultats remarquables; si mon opinion sur la situation est juste, on verra plus tard que la Russie nous a économisé six mois sur les trois ans que, mes collègues ne l'ont peut-être pas oublié, j'ai considérés, à la Chambre des Lords, comme devant être la durée probable de la guerre. Nous devons nous rappeler qu'au début, ce que nous réclamions avant tout, c'était du temps, et que les Allemands, malgré tous leurs efforts, n'ont pas réussi à nous asséner un coup décisif pendant les sept mois des hostilités. Il est vrai qu'ils occupent une grande surface de territoire en dehors de leur pays, mais ce n'est pas cela qui leur assurera la victoire.

« Si nous sommes vainqueurs, la guerre se terminera grâce à l'une des deux causes suivantes:

« 1° Une victoire décisive ou une succession de victoires décisives qui peuvent tout aussi bien être remportées par les Alliés en dehors du territoire allemand, qu'au dedans.

« 2° L'usure, car lorsque l'Allemagne ne pourra plus conserver à ses armées une force suffisante sur le champ de bataille, elle devra implorer la paix. Il serait intéressant d'obtenir — et je prends des dispositions pour que Lord Moulton puisse le fournir — un calcul mathématique des dates approximatives où l'usure pourrait forcer nos ennemis à demander la paix. *Autant que j'en puis juger maintenant, je crois que ce sera au début de* 1917 *que ces événements peuvent se produire* (souligné par moi).

« J'omets volontairement dans ces calculs la possibilité d'affamer l'Allemagne et l'Autriche où il faut nourrir 105 millions de population civile.

« En ce qui concerne les suggestions pratiques du Chancelier de l'Echiquier, je suis heureux de savoir que les usines utilisables pour la production du matériel de guerre sont en plus grand nombre, mais le véritable problème, à mon avis, est l'organisation de la main-d'œuvre expérimentée nécessaire pour faire fonctionner les machines. Si le Chancelier de l'Echiquier pouvait nous aider à vaincre les nombreuses difficultés de main-d'œuvre qui se dressent devant nous, avec le temps, je n'en doute pas, nous pourrions finir par recruter jusqu'à 3.000.000 d'hommes et les rendre capables, en les exerçant, d'entrer en campagne.

« Dans les efforts que nous faisons maintenant pour lever, armer et équiper 2.000.000 d'hommes, nous nous heurtons à de graves obstacles; ce n'est pas le moindre que, à chaque instant, nos industriels se trouvent incapables, à cause du manque de main-d'œuvre qualifiée, de livrer en temps voulu les armes et les munitions. Cette difficulté pourrait être atténuée en employant des ouvriers inexpérimentés et des ouvriers expérimentés aux mêmes machines, mais les règlements des trade-unions s'y opposent. Il est donc indispensable de commencer par obtenir des modifications à ces règlements.

« Un Comité où Sir George Gibb représente le War Office, a pour tâche d'organiser la main-d'œuvre. J'apprends que ses membres ont plus ou moins réussi parfois à persuader les trade-unions de modifier les règles restrictives qu'ils imposent maintenant à la main-d'œuvre, mais si le Chancelier de l'Echiquier pouvait, grâce à son pouvoir et à son influence, décider les trade-unions à régler immédiatement cette question, il nous aiderait beaucoup à préparer une armée aussi nombreuse qu'il le juge nécessaire. Je pense avec lui que la fermeture des cabarets dans les zones occupées par nos classes laborieuses, aurait un très bon résultat, mais une telle mesure devra sans doute être exécutée avec prudence,

car les gens pourraient s'irriter d'être dérangés dans leurs habitudes. Je proposerais à ce sujet qu'on laisse les cabarets fermés jusqu'à onze heures du matin; ainsi les hommes se rendraient à l'usine sans avoir pu se procurer des boissons toxiques.

« Nous faisons un grand effort pour que nos armées atteignent le chiffre de deux millions d'hommes, y compris ceux qui sont nécessaires pour le maintien d'une armée en campagne. Nous commençons à peine à voir les résultats que nous avons déjà obtenus et les difficultés que nous avons encore à surmonter pour créer ces nouvelles armées. Jusqu'au moment où nous pourrons mettre en campagne un nombre considérable de nos troupes fraîches, je doute qu'il soit opportun de tenter de nouvelles augmentations, excepté en ce qui concerne les commandes des armements nécessaires. Notre production actuelle, bien entendu, sera ininterrompue et ne cessera pas quand une quantité d'articles spécifiés aura été livrée; tous les efforts sont faits pour accroître la production, mais la grande difficulté que je prévois est celle dont j'ai parlé, c'est-à-dire la question de la main-d'œuvre.

« Quand nos armées seront prêtes à entrer en campagne, il sera sans aucun doute essentiel qu'elles soient employées de la manière la plus efficace, afin d'obtenir des résultats décisifs et qu'elles ne soient pas dispersées dans des entreprises secondaires.

« Le succès de la flotte dans les Dardanelles aura de grandes conséquences, mais nous n'avons pas assez d'hommes disponibles à présent pour attaquer les troupes turques dans la Péninsule de Gallipoli. Au fur et à mesure des événements qui auront pour théâtre le proche Orient, nous pourrons mieux juger où nos troupes pourront rendre le plus de services quand elles seront prêtes.

« 25 février 1915. « K ».

C'est le premier document où nos généraux parlent d'une guerre d'usure. Mais leur but avoué était de percer les lignes et de repousser les Allemands au delà du Rhin, cohue en déroute, poursuivie par la cavalerie.

Il n'entre pas dans mon dessein de décrire les opérations militaires et je n'essayerai pas de résumer l'histoire de la Campagne des Dardanelles avec ses erreurs incompréhensibles et son échec tragique. Ce récit poignant a été admirablement fait dans les volumes de M. Winston Churchill intitulés « Crise du Monde ». Une petite armée de quelques milliers d'hommes débarqués à temps aurait facilement écrasé la misérable garnison à laquelle les Turcs insouciants avaient confié la défense de Gallipoli. Lorsque, en avril, nous envoyâmes une armée comprenant des dizaines de milliers d'hommes, des renforts turcs assez puissants pour nous empêcher d'atteindre un seul de nos objectifs, étaient arrivés. Nous étions toujours en retard. Nous faisions course sur course avec le Turc lent et paresseux et chaque fois il gagnait invariablement et arrivait le premier au poteau. Il traînait et s'attardait selon sa coutume, mais nous le battions pourtant au jeu de la musardise. Il nous donna beaucoup d'occasions de victoire et nous ne profitâmes d'aucune.

Et tandis que cette tragédie se développait sous nos yeux scène après scène, acte après acte, je n'étais qu'un spectateur impuissant puisque je ne possédais ni la situation officielle ni l'influence personnelle sur les chefs de la guerre qui m'aurait permis d'intervenir efficacement.

Pendant tous les mois d'été, les Serbes restèrent sur la défensive tandis que nos armées étaient gaspillées sur le front occidental en attaques successives contre les positions allemandes défendues par une artillerie beaucoup plus puissante que celle des Alliés. Des milliers de soldats anglais et français furent tués et blessés et les munitions furent prodiguées en tentatives infructueu-

ses et coûteuses contre des forteresses inexpugnables. Les Allemands furent bientôt convaincus que ces massacres n'offraient aucun danger. Dès qu'ils s'aperçurent de la faiblesse de nos efforts aux Dardanelles, ils cessèrent de se tourmenter à propos de cette expédition et s'en désintéressèrent jusqu'à l'automne. Ils avaient raison. Des milliers de soldats alliés tombèrent dans des assauts tardifs et par conséquent stériles sur Achi Baba et les hauteurs au-dessus de Suvla et en se cramponnant sur les pentes rocheuses d'Anzac. En Orient aussi bien qu'en Occident, la guerre d'usure réussit à merveille aux Allemands. Ils abandonnèrent donc le flanc sud-est aux Turcs et en Occident, ils firent défendre leurs retranchements par des soldats très inférieurs en nombre à leurs adversaires; ils concentrèrent alors toute leur attention sur l'Orient avec la résolution non seulement d'aider leurs alliés des Carpathes, cruellement éprouvés, mais encore de vaincre l'armée russe sur tout son front et si possible, de la détruire.

CHAPITRE XIII

LA CATASTROPHE RUSSE

Poignants appels des soldats russes.

Les défaites russes de 1915 et leurs graves conséquences auraient dû prouver aux esprits les plus aveuglés la grave erreur que commettaient les généraux alliés en se refusant à comprendre que l'issue de la guerre dépendait de l'armement sur terre, sur mer et dans les airs.

Sur le front occidental nous accueillîmes comme une victoire une reprise de deux ou trois kilomètres sur un kilomètre de profondeur. Nous remportâmes plusieurs triomphes de ce genre au cours de 1915. Ils furent obtenus au prix de nombreuses vies humaines de notre côté, et de pertes relativement petites du côté des Allemands. Dans l'ensemble, nous réussîmes à arracher aux griffes allemandes quelques kilomètres carrés du sol français et flamand. Le bénéfice était chaque fois pour l'ennemi. Nous ne prîmes rien qui eût une valeur stratégique. Nous dépensâmes plus de 10.000.000 d'obus et ajoutâmes des milliers et des milliers de noms aux lugubres listes de pertes. Pendant la même période, sur le front oriental, les Allemands chassèrent les armées russes de leurs retranchements sur un front de 500 milles et les repoussèrent à une distance variant entre 90 et 300 mil-

les. Chaque obus portait. Ils payaient ces vastes conquêtes de moitié moins de vies que nous n'en avions sacrifiées pour arriver à des résultats insignifiants. Ils s'emparèrent de plus de grandes cités et de provinces que nous de hameaux et de champs ravagés par les obus.

La grande retraite de 1915 pendant laquelle, au cours d'un carnage sans précédent, les armées russes furent repoussées pêle-mêle hors de la Pologne et des provinces baltiques jusqu'à Riga, fut entièrement due à l'infériorité russe en artillerie, en fusils et en munitions de tous genres. Parmi mes papiers se trouvent des rapports écrits à ce moment par des officiers anglais qui observaient le combat, et j'ai lu, avec grand profit, quelques-unes des dépêches envoyées par les généraux russes du front à leur Gouvernement. Ils nous apportent la preuve poignante et convaincante que la déroute russe fut due à l'insuffisance du matériel. Avant même la fin de la campagne de 1914, la résistance de l'armée russe menaça de s'effondrer complètement à cause du manque d'armes. En novembre et en décembre 1914, le Général Yanushkevitch, chef d'état-major du Grand-Duc Nicolas généralissime des armées russes, envoya du front au Général Sukhomlinoff, Ministre de la Guerre, quelques appels douloureux.

En voici quelques-uns rédigés dans un langage qu'on pourrait qualifier d'hystérique s'il n'avait pas été justifié par les faits tragiques:

« 22 novembre 1914.

« Yanushkevitch à Sukhomlinoff;

« ...Je vous serais infiniment obligé, au nom de l'armée, si vous jugiez possible de presser la production d'obus de Rudsky (une usine métallurgique bien connue, des provinces Baltiques). C'est un cauchemar pour moi. A cause de la réduction du nombre des fusils et de la

quantité de cartouches, nos pertes ont été augmentées de 50 à 60 %. »

Il allait jusqu'à suggérer que l'arrivée d'obus, même sans explosifs, pourrait encourager les soldats.

« Ne serait-il pas possible, en plus du reste, d'augmenter la quantité d'obus (les fusées ne sont pas nécessaires, mais il y aura des projectiles). A n'importe quel prix, il faut maintenir le moral des soldats. (Un homme qui se noie se raccroche toujours à une paille.) La question de la distribution des fusils a été heureusement arrangée: on a pu obtenir jusqu'à 50 %... »

En réponse, le génerla Sukhomlinoff envoya un télégramme qu'il croyait rassurant, mais qui dut avoir un effet déprimant sur celui qui le reçut. Il faisait tous ses efforts pour activer la production et terminait en disant:

« ...Je visite moi-même les usines et je les presse, mais des grèves ont éclaté; nous manquons de charbon, les tours commandés à l'étranger n'ont pas été livrés — et nous n'en avons pas. »

Les ouvriers, les mineurs, les employés de chemin de fer et les étrangers étaient tous à blâmer. Les Ministres du Tsar étaient seuls sans reproche. Un message plus complet, que Yanushkevitch adressa à Sukhomlinoff, le 6 décembre 1914, révèle à quel point l'armement des pauvres soldats russes avait été négligé:

« Je sais que par mes lamentations je vous ai causé des difficultés et des ennuis, mais que faire? Vous savez que mes cheveux se dressent sur ma tête quand je pense que, à cause du manque de cartouches et de fusils, nous aurons à nous soumettre à Guillaume... *Moins on a de cartouches, plus grandes sont les pertes.* S'il était possible de jeter dans la bataille immédiatement de 150.000 à 250.000 hommes, on pourrait en huit ou dix jours repousser l'ennemi et occuper une position avantageuse... C'est pourquoi je considère de mon devoir de vous faire

un humble appel. Beaucoup d'hommes sont sans souliers et ont les pieds gelés; ils n'ont pas de vestes courtes en fourrures ou de sweaters et commencent à attraper de graves refroidissements. Le résultat c'est que lorsque les officiers ont été tués, les soldats se rendent en masse et en certains cas, ce sont les élèves-officiers qui ont pris l'initiative de la reddition. Ils disent: « Pour- « quoi péririons-nous de faim et de froid, nous man- « quons de souliers, l'artillerie est silencieuse et nous « sommes tués comme des perdrix. Les Allemands ont « le dessus. Partons. » Les Cosaques, dans une attaque, ont repris 500 prisonniers qui les ont injuriés: « Qui « vous a dit de nous délivrer, idiots? Nous ne voulons « pas recommencer à mourir de faim et de froid. » Ces incidents sont vraiment tristes et ils sont menaçants. C'est pour cela que j'élève la voix. Les Anglais nous offrent de nous aider en exécutant les commandes dans leur pays, en Amérique et au Japon. Soyez compatissant et donnez des instructions pour tout ce qu'il est possible de commander (des fers à cheval, des cartouches, des fusils). Rien ne sera de trop. L'armée absorbera tout comme un monstre insatiable. Pardonnez-moi pour l'amour de Dieu. Croyez que je n'exagère pas. Je parle d'après ma conscience... »

Cette guerre était attendue depuis des années par le Gouvernement du Tsar. Pour cette éventualité des préparatifs avaient été faits; du moins les paysans français avaient donné de l'argent en masse pour qu'on les fasse! Comment cet argent avait-il été dépensé?

Le Grand Duc Nicolas qui commandait cette armée, était un bon soldat et un honnête homme. Il était persuadé que ses collègues et camarades du Ministère de la Guerre étaient du même pur métal que lui. Ses déceptions se manifestent dans les télégrammes du Chef de son Etat-Major. En voici un autre adressé à l'illustre Sukhomlinoff:

« 10 décembre 1914.

« Pour ne pas vous déranger, j'ai par l'ordre du G. D. (Grand-Duc) envoyé par télégramme un S. O. S. au général Vernander et je lui ai décrit la situation en ce qui concerne les cartouches. Les deux commandants en chef (aux fronts) ont envoyé de tels télégrammes que mes cheveux se dressent sur ma tête. Les cartouches disparaissent. En Allemagne, les journaux annoncent déjà « que nous sommes à l'agonie, car nous ne répondons presque pas à leur feu; que d'après les témoignages de nos soldats (prisonniers) nos troupes fondent sans qu'on les renforce et qu'on a interdit à l'artillerie de tirer ». Ils peuvent en conclure qu'ils ont la victoire dans la main. Et les renforts promis pour le 1er décembre ne sont pas encore arrivés. »

« *Le général Yanushkevitch au général Sukhomlinoff.*

« Février 1915.

« ...Deux ou trois fois par jour, nous recevons du front des demandes de cartouches et il n'y en a pas. Mon cœur est lourd... »

« *Le général Sukhomlinoff au général Yanushkevitch.*

« 24 février 1915.

« ...Le huitième mois d'une farouche campagne commence à se faire sentir par l'épuisement des stocks dans toutes les armées et la diminution des projectiles.

« Vraiment toutes les mesures possibles sont prises et le Grand-Duc Serge Mikhailovitch qui maintenant dirige tout, peut se convaincre que les constantes commandes à l'étranger n'ont pas favorisé le développement

de notre industrie nationale; avec les usines du Gouvernement on n'arrive pas à de grands résultats, surtout quand on ne peut obtenir quelque chose que par la force, à la pointe de la baïonnette et au risque de perdre sa position dans le service... »

A cette époque tous les renseignements que je pouvais me procurer sur la situation russe, malgré la réticence des autorités militaires, augmentaient mon inquiétude déjà très vive. En février, j'exposai mon opinion à M. Asquith dans la lettre suivante:

« Treasury Chambers
« Whitehall S. W.

« 15 février 1915.

« Mon cher Premier Ministre,

« La situation révélée par l'exposé de Lord Kitchener au Conseil de Cabinet ce matin est grave, et je demande instamment que le Conseil de la Guerre l'examine tout de suite. Après sept mois d'hostilités nous ne connaissons pas même approximativement la position des Russes. Sir John French m'a dit que les officiers russes dont il avait reçu la visite lui avaient assuré que la Russie aurait trois millions d'hommes complètement équipés sur le front le mois prochain et qu'ils pourraient alors repousser les armées allemandes et autrichiennes qui se trouvaient devant eux. Le War Office estime que les forces russes en ce moment se composent de 1.200.000 hommes. Si les renseignements de Sir John French sont exacts, les renforts russes disponibles en mars s'élèveraient à 1.800.000 hommes. Or, nous apprenons que les Russes n'ont pas de fusils pour équiper leur nouveaux soldats et qu'ils ne peuvent fabriquer plus de 40.000 fusils par mois. A ce compte là, ils ne peuvent mettre que 500.000 hommes de plus sur le front l'année prochaine à

pareille époque. Les Allemands capturent tous les mois plus de 40.000 Russes avec leurs fusils. Quelle est la vérité sur leur équipement? Nous devrions le savoir. Notre destin en dépend.

« En octobre dernier, j'ai osé exprimer mes doutes sur l'armement russe, et j'ai suggéré alors que nous devrions faire des démarches pour nous rendre un compte exact de l'état de choses en Russie. Je pensais alors qu'on pourrait peut-être arranger une entrevue entre les trois ministres de la Guerre ou leurs représentants responsables. X... est un personnage inutile sans autorité et avec peu d'intelligence. Y... pour ce genre de travail, ne vaut pas mieux.

« Il faudrait faire un examen rigoureux et impartial de la position militaire tout entière afin de chercher les meilleurs moyens d'y répondre — sinon nous irons vers un irréparable désastre.

« Un déplorable manque de coordination existe entre l'Orient et l'Occident et tant qu'il durera, les Allemands continueront à être vainqueurs. *Le bluff et l'optimisme ne nous feront pas traverser cet ouragan.*

« Toujours sincèrement.

« D. Lloyd George. »

Rien ne fut fait cependant pour améliorer la situation. Des messages, analogues à ceux que j'ai déjà cités, continuaient à arriver des généraux russes qui se trouvaient au front, et les ministres de Pétrograd, satisfaits d'eux-mêmes, leur faisaient toujours les mêmes réponses.

Le général Yanushkevitch au général Sukhomlinoff

« Mars 1915.

« ...Notre stratégie est maintenant morte; car nous ne pouvons rien entreprendre, puisque nous manquons

complètement de matériel. Si nous pouvions seulement repousser les attaques!... nous devrions pouvoir mettre sur le front, chaque mois, 1.440 compagnies et nous devons nous contenter de 350. C'est lamentable... »

Le général Yanushkevitch à Sukhomlinoff

« Mars 1915.

« ...Vous savez que pendant la guerre russo-japonaise on a combattu pendant deux semaines et végété pendant deux ou trois mois, mais maintenant il y a des divisions qui se battent déjà depuis 85 jours. Ce n'est plus un combat, mais une lutte titanique contre la mort... J'ai un grand poids sur le cœur. La nuit, je crois entendre une voix qui me dit: « Vous trahissez, vous n'accomplissez « pas votre tâche, vous avez trop longtemps dormi. »

Comme toujours en Russie, alors que l'échec était dû à l'incompétence et à la corruption du système, c'est sur d'autres causes qu'on faisait retomber le blâme. Les Juifs étaient des boucs émissaires tout désignés quand les Gentils, corrompus ou incompétents, faisaient un gâchis des affaires nationales.

Yanushkevitch à Sukhomlinoff

« 27 avril 1915.

« ...En quelques endroits on fait déjà sauter les ponts et les boutiques. Tout cela pour de l'argent; ce sont probablement les Juifs qui le font. Ils en sont seuls capables.

« La question des cartouches et des fusils est, je peux le dire, affreuse. »

Yanushkevitch à Sukhomlinoff

« 21 mai.

« ...Ivanoff, comptant 40 coups par jour et par fusil, et 5.000 fusils par division, demande cinq millions de cartouches pour fusils par jour et 40 parcs de cartouches pour revolver par mois. Si l'on compare ce chiffre à la dépense colossale des Français pendant les dernières opérations en Champagne, la langue se colle au palais...

« De toutes les armées monte le cri: « Donnez des « cartouches! »

Yanushkevitch à Sukhomlinoff

« 27 mai.

« ...Hier les Allemands ont jeté sur le secteur de l'un des régiments 3.000 obus lourds. Ils ont tout démoli. Et nous en avons à peine tiré cent coups... »

Les passages suivants, tirés d'un rapport que nous envoya à cette époque un officier anglais alors en Russie, donneront un aperçu des difficultés qui embarrassaient les Russes dans la production des munitions.

« 26 mai 1915.

« Le bruit court que Manikovski va être nommé Chef du Service d'artillerie... et qu'on a demandé au Grand-Duc Serge de prendre un congé de maladie... Il (Manikovski) dit que le Grand-Duc Serge est un homme de grand talent, mais qu'il n'a jamais senti la poudre et qu'il aimait le Service de l'Artillerie et toutes ses méthodes « comme on continue à aimer une femme, tout en n'ignorant pas qu'elle ne vaut pas cher... »

« Il a travaillé avec acharnement et connaît tous les

détails sur le bout du doigt, quoiqu'il soit très malade et que sa place soit dans son lit. Son défaut est de sous-estimer avec obstination le nombre d'obus nécessaire par canon et par mois et de ne pas voir le besoin d'une réserve suffisante. *Il s'est beaucoup trop fié aux promesses de Vickers et du Creusot et leur manque de parole a bouleversé tous ses calculs...* »

Yanushkevitch écrivait à la même date que le Commandant en chef « avait donné à Lord Kitchener « carte blanche » pour acheter en son nom des obus, des fusils et des munitions ». Il ajoutait que « c'était contre les lois russes d'accorder de tels pouvoirs à un général étranger », mais que « puisque c'est maintenant une question de victoire ou de défaite pour la Russie, nous cracherons sur ces lois... »

Une dépêche du 30 mai 1915 déclarait:

« Le technicien chargé de la question des poudres dans la Mission Francaise pense qu'il serait impossible d'organiser de nouvelles usines car on manque déjà de personnel exercé... Il faudrait insister auprès du Gouvernement russe pour qu'il commande beaucoup plus de machines, à condition que Lord Kitchener trouve vraiment un moyen pour fournir des fusées. »

Les Russes avaient une foi touchante en Lord Kitchener et parlaient avec confiance des obus qui leur seraient fournis sur la garantie de Lord Kitchener.

Voici un télégramme de Yanushkevitch au Ministère de la Guerre de Russie:

« Juin 1915.

« Des commandes ont été envoyées à Kitchener car la situation politique, le spectre des grèves, etc., ne permettront pas de négliger cette offre de l'étranger peu avantageuse mais qui est solide grâce à la garantie de Kitchener (de donner un prompt secours)... La III^e^ et la VIII^e^ armées se sont fondues... Trois corps de trois

divisions avec 5.000 baïonnettes chacun. Les cadres d'officiers disparaissent et les unités supplémentaires, en recevant des fusils les jours de combat, luttent entre elles à qui se rendra le plus vite. »

Yanushkevitch à Sukhomlinoff

« Juin 1915.

« ...Un télégramme furieux a été envoyé à Ivanoff. Voici sa réponse: « Dans 12 corps, il y a sept divisions, « représentant 12.000 baïonnettes! Les fusils manquent « et 150.000 hommes sont sans fusils... D'heure en heure, « la situation empire. Nous attendons de vous la manne « céleste. Voici le point capital: ne peut-on pas acheter « de fusils?... »

Une autre dépêche du 8 juin jette une lumière sinistre sur la façon dont réagit l'esprit des soldats de profession quand ils se trouvent en face des conséquences de leur incapacité, de leur manque de prévoyance et d'énergie:

« ...La Mission Technique française considère Smislovski comme le véritable ennemi de tout progrès. Ses membres disent qu'il a contrecarré leur travail de toutes les façons en son pouvoir parce que s'ils arrivent à faire des obus en Russie, ce sera une preuve directe de l'incapacité du service d'artillerie, qui, dira-t-on, aurait pu accroître la production depuis des mois... »

Ce récit est pénible à lire; c'est, à un diapason plus élevé, comme un écho de la léthargie, du manque de prévoyance, du conflit entre le patriotisme et la vanité professionnelle qui contrariaient partout la production des munitions.

En juillet et en août, nous reçûmes aussi des rapports des officiers anglais qui étaient sur le front russe et

racontaient ce qui s'y passait. Ils écrivaient au son des canons allemands:

« La première armée manquait désastreusement d'artillerie lourde. Par exemple, au nord de Tysekanov, le 1er Corps de Turkestan a dû combattre 42 canons ennemis de gros calibre avec en tout et pour tout deux canons. En conséquence, la IIe division de Sibérie a été presque entièrement détruite. La supériorité allemande en artillerie lourde semble avoir créé une sorte de panique. »

Ce n'était pas que les Russes n'eussent pas de retranchements. Ils étaient chassés d'un territoire où, pendant trente ans, des ingénieurs de talent avaient fait des travaux de défense. Les grandes forteresses qui avaient été habilement conçues et construites et représentaient une somme énorme de travail, étaient détruites en quelques heures par les terribles canons de l'armée allemande. Les Russes, avec leur armement inférieur et leur pénurie en obus, étaient tout à fait incapables de répondre. La retraite était le seul moyen qui leur restait pour sauver leurs armées d'une destruction complète. Ils n'avaient pas de mitrailleuses et ne pouvaient donc livrer de combats d'arrière-garde afin de retarder l'ennemi et d'infliger à ses troupes qui avançaient des pertes qui, à la longue, les auraient épuisées et forcées à s'arrêter. Dans cette lutte inégale entre les forces mécaniques et les hommes, les Russes seuls éprouvaient de grandes pertes qu'on a qualifiées de « terrifiantes ». Ils n'avaient pas de canons pour combattre pendant une heure les batteries massées de leur impitoyable ennemi et, quand ils en avaient quelques-uns, les projectiles meurtriers qui pleuvaient sur eux et autour d'eux, les réduisaient au silence, ou bien leur maigre provision de munitions était bientôt épuisée.

D'un autre côté du front où les Russes avaient réalisé une avance considérable contre les Autrichiens, on

annonça que le manque d'obus avait obligé les vainqueurs à reculer. Toutes les munitions dont les quartiers généraux pouvaient disposer étaient demandées avec insistance pour répondre à l'attaque allemande. Les Autrichiens vaincus purent ainsi, en toute sécurité, se venger de leur retraite contre les vainqueurs désarmés. Le rapport du 18 juin 1915 disait encore:

« Comme nous sommes obligés d'économiser les obus, l'ennemi nous décime impunément. »

On lit dans un autre compte rendu :

« Les dernières avances ont été de vrais assassinats, car nous attaquions sans préparation suffisante et nous avions devant nous de puissantes artilleries de campagne et artilleries lourdes. Je crois que les pertes, au sens ordinaire de ce mot, doivent s'élever à un million et demi d'hommes. »

Voici un autre passage venant d'une autre partie du champ de bataille long de 900 milles où les Allemands poursuivaient encore leur massacre à longue portée des Russes sans défense :

« Cette armée (la Troisième armée russe) est, maintenant, une foule inoffensive. Nous manquons de munitions et de canons. Tous comprennent l'inutilité d'envoyer des hommes contre l'ennemi, car il a son artillerie et nous hélas! nous avons la nôtre. »

A ce moment — dix mois après la déclaration de guerre — l'Angleterre commençait seulement à organiser systématiquement ses énormes ressources industrielles pour produire des armes et des munitions en quantité suffisante, pour elle-même.

Jusqu'à l'arrivée des Allemands supérieurs par l'armement et la technique, les Russes avaient lutté avec succès contre les Autrichiens. Mais lorsque Mackensen parut avec ses grands canons et ses soldats allemands bien exercés, les Russes manquant de matériel de guerre furent incapables de supporter son assaut. Comme le di-

sait un officier anglais pendant la retraite de mai: « Aujourd'hui c'est le dix-huitième jour de bataille ininterrompue et de retraite. J'imagine que les soldats n'ont presque rien à manger. Cette armée a été tout à fait gâtée jusqu'à maintenant (30 mai), car elle n'a eu contre elle que des Autrichiens. Elle ne savait pas ce que c'était qu'un vrai combat... Les Russes, même maintenant, sont peut-être supérieurs en nombre, mais le moral de la Troisième Armée pour le moment est très abattu. »

En juin, cet officier ajoutait: « La Troisième Armée est réduite à un quart de sa force; elle est démoralisée par les pertes causées par un feu d'artillerie auquel les Russes sont incapables de répondre car ils manquent d'obus et de cartouches. »

L'Etat-Major russe, dans le rapport officiel qu'il publia pour expliquer la retraite, montre combien étaient écrasants les feux de concentration de l'artillerie allemande et ajoute:

« Naturellement, dans la zone arrosée, tous les Russes qui n'ont pas été tués ou blessés ont subi des commotions et des contusions. »

Dans ce document remarquable, un paragraphe me rappelle les paroles d'un général anglais éminent, que j'ai entendues, sur la stupidité qu'il y a à gâter les troupes : il ne faut pas les habituer à voir écraser l'ennemi par un bombardement avant de recevoir l'ordre d'attaquer. « Il est évident que l'infanterie allemande qui a été cajolée et choyée par un tel appui de l'artillerie et accoutumée à attaquer seulement lorsque l'adversaire est asphyxié et écrasé, sera bientôt obligée de combattre dans des conditions beaucoup plus difficiles. »

Le colonel Knox, le plus perspicace et le mieux renseigné des officiers anglais sur le front russe commentait ainsi le 30 mai cette observation : « C'est dommage que la pauvre infanterie russe ne puisse pas être un peu cajolée et choyée de cette façon. »

Ce n'était pas seulement l'infériorité en canons qui contribua à ce désastre. On manquait aussi de fusils et de munitions pour fusils. Dans les unités envoyées sur le front pour remplacer les énormes pertes, seulement 25 % arrivaient avec un fusil. Et sur le front on n'avait pas d'armes à leur donner. Citons encore un des observateurs anglais (18 juin) :

« Partout les Russes ont moins de canons que les Allemands, et, bien entendu, encore moins d'obus. L'infanterie russe doit combattre sans préparation d'artillerie suffisante ; la plupart des unités sont bien en dessous des effectifs, car on n'a pas assez de fusils pour armer les sections; pour brocher sur le tout, on court le danger de manquer de munitions pour les fusils. »

Quand les Russes maintenaient leur position, ils pouvaient ramasser les fusils des morts et en armer les vivants; les cartouchières pleines des multitudes fauchées fournissaient aussi une réserve de cartouches; mais quand la retraite commença, ces ressources manquèrent, et la pénurie en munitions devint de plus en plus grave.

C'était au début de juin et le combat continua jusqu'à la fin de septembre. En juillet, les Russes avaient perdu tout espoir de victoire; leur stratégie se réduisait au problème d'échapper à l'étreinte qui pouvait les anéantir et de frustrer l'effort allemand d'un Sedan de proportions gigantesques. Le dernier mot de leur tactique c'était une habile retraite.

« 29 août 1915.

« Les hommes étaient fatigués de battre en retraite chaque nuit et de ne creuser des tranchées le matin, que pour être bombardés l'après-midi par une artillerie à laquelle ils pouvaient à peine répondre. Les pertes étaient

effrayantes. Elles s'élevèrent à un million et demi au cours de l'été. »

Comme le disait un officier russe: « L'insuffisance des munitions fait saigner l'armée russe jusqu'à la mort. »

D'abord les généraux russes furent soutenus par la pensée que les Allemands avaient épuisé toutes leurs réserves de munitions dans leur première attaque écrasante; qu'ils ne pourraient pas continuer un bombardement si terrible, et que lorsqu'ils seraient privés des dépôts qu'ils avaient approvisionnés pendant des semaines, les avantages que leur donnait la supériorité de leur artillerie disparaîtraient. Plus tard ils furent tristement désillusionnés, car durant l'été et jusqu'à la fin de l'automne, les Allemands renouvelèrent l'attaque avec les mêmes méthodes et avec une supériorité d'armement qui ne fit que s'accroître lorsque les Russes eurent perdu des canons et que leurs projectiles s'épuisèrent.

Quelques semaines après la publication de ce document caractéristique sur le danger de démoraliser les troupes d'assaut en leur donnant trop de préparation d'artillerie, les Allemands, « gâtés et choyés », chassèrent devant eux les armées russes dispersées, par delà les fleuves, dans les marais, démolirent les défenses soigneusement préparées et les redoutables forteresses, jusqu'à ce que l'hiver russe qui avait anéanti l'armée de Napoléon vint de nouveau au secours des défenseurs traqués de la sainte Russie.

En Angleterre nous comparions volontiers l'énorme puissance de la Russie à un rouleau compresseur qui se mouvait lentement, mais écrasait tout sur sa route. Quand la grande retraite commença, elle nous fit souvenir qu'un rouleau compresseur peut rouler en arrière aussi bien qu'en avant. Les Français auraient plutôt comparé les Russes à une batteuse mécanique qui engloutissait la force allemande et la transformait en paille. Cette campagne désastreuse prouva que c'étaient

les Allemands qui possédaient la batteuse et que les Russes fournissaient les gerbes battues.

Tandis que ces rapports inquiétants nous arrivaient du front russe, j'appris de source sûre que le War Office, contrarié par leur contenu, prenait des mesures pour faire revenir les officiers qu'il avait envoyés en Russie. Ces récits décourageaient les soldats qui remplissaient les tranchées du ministère de Withehall. On s'inquiétait peu de savoir s'ils étaient véridiques ou non : « Plus grande est sa vérité, plus le pamphlet est nocif » : cette vieille maxime gardait toute sa force. Ces rapports étaient déprimants et la dépression qu'ils causaient était d'autant plus grande qu'ils étaient plus sincères; leur auteur devait donc être retiré d'un poste où il était obligé de voir des choses si désagréables et qu'il croyait de son devoir de communiquer à ses chefs afin qu'on pût y porter remède. Dès que j'eus appris la nouvelle, j'allai trouver le Premier Ministre et Sir Edward Grey et je leur demandai d'intervenir. Sur tous les fronts, on empêchait beaucoup trop la vérité de se faire jour, et j'affirmais que rappeler un homme parce qu'il nous faisait connaître à temps la véritable situation en Russie était une injustice et un péril. Le Premier Ministre se hâta de faire acte d'autorité; cet officier distingué resta à son poste. Mais les rapports envoyés en 1915 aux ministres sur les défaites du front oriental et leurs causes prirent en 1916 un ton beaucoup plus modéré. Je ne puis dire si ceci vint de Petrograd ou de Londres. Ces désastres retentissants préparèrent la Révolution russe. La véritable situation pouvait être cachée au Cabinet anglais et, grâce à la censure, au public anglais, mais elle ne put être longtemps dissimulée à ceux qu'elle touchait le plus: le peuple de Russie. Lorsque les soldats mutilés retournaient chez eux et annonçaient dans leurs villages des défaites successives, quand ils disaient que ces défaites étaient imputables à l'imprévoyance des

gouvernements et racontaient à leurs voisins les horribles pertes que leurs camarades avaient subies à cause de cette négligence, la consternation régnait d'abord, bientôt suivie d'une fureur indicible. Dans un petit village sur vingt-six jeunes gens qui étaient partis sur le front, vingt-quatre avaient trouvé la mort dans cette campagne meurtrière. Le paysan russe s'émeut lentement, mais les ouvriers des villes exprimèrent leur indignation par des émeutes alarmantes qui ne furent réprimées que par les fusils de la police. Un cri monta parmi les émeutiers de Moscou: « Brutes! Brutes! Vous manquez de munitions pour combattre les Allemands, mais vous en avez assez pour abattre les Russes! »

Dans l'armée aussi, l'insuffisance de l'armement créa un sentiment croissant de mécontentement et de méfiance. D'abord la colère fut dirigée contre les Alliés; plus tard, elle se tourna contre le Tsar et ses conseillers et enfin le tsarisme et l'Alliance furent enveloppés tous deux dans le même tourbillon de juste colère.

Voici un rapport venu du front russe qui tomba dans mes mains au moment où j'entreprenais ma tâche de Ministre des Munitions:

« 29 août 1915.

« Les officiers ne peuvent comprendre pourquoi l'Angleterre, dont l'industrie est si bien organisée, est incapable d'aider la Russie en lui fournissant des munitions. Ils viennent me demander pourquoi nous n'envoyons pas des obus et des fusils. Quand j'essaye d'expliquer que nous n'en avons pas assez pour nous, ils ne me croient pas et continuent à affirmer que c'est notre intérêt de les aider, car ils combattront pourvu que nous leur donnions les armes nécessaires. »

CHAPITRE XIV

POURQUOI LES ARMÉES RUSSES N'ÉTAIENT-ELLES PAS ÉQUIPÉES ?

Les amers reproches de ces officiers russes stupéfiés, dont les hommes avaient été massacrés faute de munitions, étaient entièrement justes; l'histoire dressera un réquisitoire impartial contre les chefs militaires de France et d'Angleterre qui, avec un égoïsme stupide ont livré leurs compagnons d'armes russes à un carnage irrémédiable, quand ils auraient pu si facilement les sauver tout en rendant un service inestimable à leur propre pays. On ne put jamais leur faire comprendre qu'une grande victoire remportée en Pologne sur les Allemands serait plus utile à la France et à la Belgique qu'une légère avance dans les lignes allemandes de Champagne ou même que la capture d'une taupinière dans les Flandres.

Ils auraient pu sans aucun doute sauver la Russie s'ils avaient pris les mesures nécessaires et les avaient prises à temps; si nous avions mobilisé par exemple les ressources industrielles de notre pays pour la production des munitions, en août 1914, dès que nous décidâmes de déclarer la guerre et si les chefs militaires avaient prévu à temps (comme ils auraient dû le faire dès que les Allemands se furent terrés dans le sol de la France après la bataille de la Marne) que la guerre se réduirait à l'attaque et à la défense de formidables terrasse-

ments que seule une artillerie écrasante pourrait percer.

Les mêmes méthodes systématiques que choisit en 1915 le Ministère des Munitions pour accroître la production des fusils, des mitrailleuses et des canons de lourd calibre, accompagnés d'abondantes munitions, auraient pu être tout aussi facilement adoptées en août ou en septembre 1914 — en réalité plus facilement encore, car l'Angleterre aurait gardé chez elle les ouvriers d'élite indispensables qui furent tués. Une action prompte et appropriée aurait peut-être eu pour résultat d'augmenter par centaines de milliers à la fin de l'année notre production d'obus légers; dès l'été de 1915 nous aurions eu à notre disposition un beau matériel de canons de tous les calibres — léger, moyen et lourd, avec autant d'obus qu'il en fallait. Nous aurions pu ajouter des milliers et des milliers de fusils à nos stocks et, chose tout aussi importante, nous aurions eu des milliers de mitrailleuses qui, à cause des retards, ne furent prêtes qu'à la fin de 1916. En 1915, cet armement puissant aurait dépassé les besoins de l'armée en campagne. Les nouvelles recrues ne purent prendre part au combat avant septembre 1915 et ces soldats jetés dans la bataille représentaient à peine le dixième du recrutement total à cette date. Nous aurions donc été capables, sans empiéter sur nos propres besoins, de doubler le nombre des canons moyens et lourds en Russie et de tripler sa maigre réserve d'obus. Si nous avions attendu d'être complètement prêts pour essayer d'enfoncer les lignes en Occident, nous aurions pu fournir aux armées russes un matériel qui leur aurait permis de vaincre les Autrichiens tout en repoussant les Allemands. Nous aurions pu leur donner assez de fusils pour leurs soldats et des centaines de mitrailleuses pour les aider à défendre leurs postes fortifiés.

Si les Français avaient fourni leur quote-part en la prélevant, même d'une façon modérée, sur leurs réserves

considérables de canons et de munitions, les armées russes, au lieu d'être une simple cible pour l'artillerie de Krupp, seraient devenues un instrument redoutable d'attaque et de défense. Les Allemands auraient donc été obligés d'enlever du front occidental des hommes et des canons et leurs lignes défensives en Flandre et en France auraient été ainsi plus vulnérables.

L'incapacité dont firent montre les dirigeants alliés en ne sachant pas tirer parti des gigantesques ressources de soldats que possédait la Russie est la meilleure preuve de leur imprévoyance et de leur manque d'intelligence pratique; ils arrivèrent ainsi à deux doigts de la défaite et réussirent à prolonger la guerre pendant des années et à accroître ses ravages, ses ruines et ses horreurs.

La Russie avait de telles réserves de jeunesse robuste et vivace que quatre ans et demi de guerre meurtrière, les nombreuses années de maladies dévastatrices qui suivirent et tous les massacres de la révolution et de la contre-révolution semblent les avoir à peine entamées. A la fin de 1916, plus de 13 millions d'hommes avaient été mobilisés; on estimait qu'il restait plusieurs millions d'hommes vigoureux et d'âge à servir qui n'avaient pas encore été appelés sous les drapeaux.

Le premier contingent de ces 13 millions, entrés dans l'armée, était très bien exercé et pourvu d'excellents officiers. La plupart de ceux qui attendaient leur tour aux portes de l'abattoir avaient reçu une préparation aussi complète que celle que l'Angleterre, la France ou l'Amérique purent donner à leurs recrues les deux dernières années de la guerre. On raconte qu'un général russe répondit à la Douma qui se plaignait des pertes horribles: « Ne vous tourmentez pas. Grâce à Dieu, des hommes, en tout cas, nous en avons assez. » En courage et en endurance, ces soldats n'étaient dépassés ni par leurs alliés, ni par leurs adversaires. Mais leur

équipement en armes, fusils, mitrailleuses, munitions, transports, était le plus pauvre de tous (du moins jusqu'au moment où notre armée (1) de Salonique fut, de propos délibéré, sévèrement rationnée en balles et en obus) ; ils furent donc battus par des troupes inférieures en nombre et quelquefois en qualité, et massacrés par millions sans moyen de défense ou de représailles. Leur pays était une terre paysanne, à moitié primitive, peu apte à l'industrie et par conséquent incapable de fournir à ses vaillants défenseurs les armes nécessaires. Malgré ses immenses ressources naturelles, la Russie ne disposait pas de cette richesse acquise et accumulée qui est la condition du crédit. Elle n'avait donc pas le moyen d'obtenir des armements ou les munitions indispensables, du seul marché neutre du monde qui pouvait les lui fournir — les Etats-Unis d'Amérique. — Lorsque ce crédit lui fut procuré en partie, il fut gaspillé par l'incompétence et la corruption. En face d'elle la France, dont la population était trois fois moindre, fut bientôt à bout de ses réserves d'hommes et pour remplir les terribles brèches de ses armées dut fouiller ses ateliers et ses fermes et se rabattre sur les déchets qui sortaient des hôpitaux et les jeunes garçons qui, au cours de la guerre, atteignaient l'âge du service militaire. Elle y ajouta ses hommes de couleur venus des colonies françaises d'Afrique et d'Asie. Tout ce qui pouvait faire un soldat était saisi et jeté dans la fournaise. Au début de la guerre, chacune de ses divisions comptait 20.000 hommes. En 1918, plusieurs d'entre elles avaient été réduites de plus de la moitié et ce chiffre était même maintenu avec peine. Mais la France avait, pour la production des armes, en particulier pour la guerre sur terre, quelques-uns des meilleurs arsenaux du monde et ses mécaniciens étaient de forts habiles ouvriers. Ses ressour-

(1) Anglaise. (*Note du Traducteur.*)

ces de fabrication et d'invention étaient capables, au cours de cette lutte entre machines, d'une extension que seules les demandes auraient limitée. La France possédait aussi une richesse accumulée par des générations travailleuses et économes. Elle avait dans tout l'univers un crédit excellent.

Quant à la Grande-Bretagne, lorsque la guerre éclata, elle avait des millions de jeunes gens d'âge à servir, mais moins de quatre pour cent d'entre eux avaient reçu une instruction militaire. Dès que la guerre fut proclamée, par centaines de milliers, ils coururent s'enrôler sous les drapeaux. Mais c'est graduellement qu'ils furent incorporés, exercés et modelés en armée. Ce ne fut qu'à la fin de la seconde année de la guerre qu'un million d'entre eux put être placé sur la ligne de feu. A ce moment la France avait perdu plus de 2.000.000 d'hommes et les pertes russes atteignaient le chiffre de 5 millions. Nous ne possédions pas les officiers, les sergents instructeurs et les cadres qui permettent, sans perdre un temps précieux, de transformer même les meilleurs éléments en soldats capables de se mesurer à la plus belle armée du monde. Mais l'Angleterre était la plus grande nation industrielle d'Europe. Il n'y a pas de meilleurs ouvriers que ceux de notre métallurgie. Leur ingéniosité et leur faculté d'adaptation s'affirmèrent dès qu'elles furent mises à l'épreuve. L'Angleterre était aussi le peuple le plus riche de l'Europe. C'était la plus grande nation créditrice de l'univers. Elle avait prêté 4 milliards de livres aux peuples du globe et dans l'ensemble ses garanties étaient bonnes. Aussi avait-elle assez de crédit en Amérique pour obtenir toutes les commandes d'armement que ce pays pouvait raisonnablement exécuter. La Grande-Bretagne et la France unies ménagèrent donc à la Russie un crédit substantiel en Amérique, mais lorsque j'entrai au Ministère des Munitions, je m'aperçus que les milieux les plus puissants au point

de vue financier s'étaient entendus pour bousculer et fouler aux pieds les chances qu'avait la Russie d'utiliser les crédits étrangers mis à sa disposition. M. Albert Thomas et moi nous fîmes tout ce que nous pûmes pour assurer une juste répartition et une coordination des commandes faites par les Alliés en Amérique. Il était alors déjà trop tard.

Si l'Angleterre avait exploré ses ressources ignorées et les avait organisées pour la guerre dès qu'elle eut risqué sa grandeur et la vie de ses enfants dans cette aventure infernale, elle aurait pu à la fin de l'été de 1915 équiper 2.000.000 de Russes avec un arsenal de canons et de projectiles presque aussi puissant que celui qu'elle donna au million et demi d'Anglais envoyés sur le front pendant l'été et l'automne de 1916. Avec quelques secours venus de France, et dont les armées françaises auraient pu facilement se passer — et se passer à leur avantage, comme je l'exposerai plus tard — grâce à l'aide des usines américaines que notre crédit aurait pu acheter, la Russie aurait facilement tenu l'Allemagne en échec dans la campagne de 1915 et mis en déroute les armées inférieures de l'Autriche. Au lieu de cela, qu'est-il arrivé? J'ai essayé de résumer la lamentable histoire du désastre qui accabla une grande nation et du triste destin de ses braves enfants, envoyés par millions à la boucherie par l'incompétence de ses dirigeants et l'aveugle et égoïste sottise de ses amis.

Si les Russes ne surent pas tirer parti des ressources naturelles et acquises de leur pays, cet insuccès ne fût pas dû au manque de qualités intellectuelles. Leur race est exceptionnellement douée. Mais ils ont la lenteur et l'insouciance d'un peuple paysan. Pour eux le temps ne compte pas et l'organisation n'a aucun sens. Ils attendent les saisons et pendant des mois entiers ils n'ont rien à faire qui puisse favoriser les récoltes; ils n'ont qu'à rester au chaud jusqu'à ce que le soleil revienne

les appeler à leur labeur. Quand ces premiers travaux sont achevés, ils jouissent d'une nouvelle période de loisirs et ne font pas grand chose tant que les rayons fécondants n'ont pas complété leur tâche. L'industrialisme de l'Occident qui exige un travail incessant, organisé et sans gaspillage est inconnu aux neuf dixièmes du peuple russe et n'a pu modifier leurs habitudes. Pendant la guerre, j'ai eu un ou deux exemples de l'influence qu'exerce leur mentalité invétérée et héréditaire sur leur travail. Un officier russe dont j'avais fait la connaissance à une conférence, m'assura un jour que le vrai Russe est essentiellement un rêveur dépourvu de sens pratique et me mit au défi d'en nommer un seul qui eût jamais montré quelque aptitude commerciale, financière ou politique. J'en citai plusieurs. A chaque nom, il répondait: « Il n'est pas Russe, il est Allemand » ou encore « Il est Arménien », « Il est Géorgien », « Il est Scandinave », « Il est Juif ». Je dis alors : « Et vous? » Il répondit: « Je suis Grec. »

C'est faire une critique beaucoup trop générale à une race qui compte plus de cent millions d'habitants et a accompli de grandes choses. Mais j'ai eu affaire avec les Russes; j'ai appris par expérience qu'il y avait malheureusement un grain de vérité dans l'outrance de ce paradoxe.

Voici un exemple qui montrera bien leur étrange mélange de génie et d'incapacité. Leurs chimistes étaient des savants doués d'une ingéniosité et d'une imagination exceptionnelles. Au début de 1915, le Service de Munitions de Russie se heurta aux difficultés qui, sur un point spécial, restreignaient aussi notre activité. On manquait de l'explosif qui avait jusque-là été employé pour remplir les cartouches et les obus et il était indispensable d'en découvrir un autre sans perdre de temps. En Russie, comme chez nous, la question fut soumise à l'étude des chimistes. Ces savants passèrent plusieurs semaines en

recherches apparemment sans résultat et enfin une enquête fut faite au laboratoire pour voir si les travaux étaient en bonne voie. On découvrit alors que les chimistes avaient complètement oublié le problème urgent qu'on les avait invités à résoudre. Leurs expériences les avaient mis sur la piste d'une nouvelle découverte chimique qui leur paraissait infiniment plus importante que les ingrédients qui font éclater l'obus; ils suivaient donc cette piste avec un empressement et un enthousiasme qui leur avaient fait oublier que leur patrie soutenait contre ses ennemis une lutte acharnée, qu'elle était en danger et qu'on avait fait appel à leur science pour la sauver d'une catastrophe imminente.

Voici un autre exemple qui montrera encore le manque de sens pratique du caractère russe. Quand les Allemands déclanchèrent leur première attaque de gaz en Russie, les Russes eurent d'abord recours, comme nous, pour protéger les soldats, à des moyens de fortune grossiers. Ces moyens se montrant sans effet, l'Angleterre et la France furent appelées à la rescousse. On nous demanda d'envoyer immédiatement des masques inventés pour défendre les armées alliées d'Occident contre ces gaz atroces. Nous expédiâmes aussitôt à Petrograd des centaines de mille de masques du dernier modèle. Avant de les envoyer au front, on les soumit à l'examen d'un chimiste russe et celui-ci n'hésita pas à conclure qu'ils étaient loin d'être parfaits. Leur expédition fut donc retardée tandis que les savants russes passaient leur temps à chercher quelque chose de mieux. Le moyen parfait ne fut jamais inventé. Les masques anglais parvinrent enfin à destination, mais, dans l'intervalle, des milliers de vaillants soldats russes avaient été étouffés par les cruelles vapeurs.

Si nous n'avions pas connu l'incapacité des Russes sous l'autocratie, nous aurions pu invoquer les grands arsenaux de Perm et de Petrograd et quelques autres

usines admirablement organisées qui se trouvaient çà et là dans leur vaste pays, pour excuser notre négligence; nous aurions pu soutenir que nous étions sincèrement convaincus que la Russie était capable de pourvoir aux besoins de ses armées sans grande aide extérieure. M. Albert Thomas, en revenant de Russie en 1916, me dit qu'il avait été dévoré de jalousie en visitant les usines Putiloff, aux environs de Petrograd. Elles étaient pourvues des machines les plus modernes. A cet égard, elles surpassaient les plus beaux arsenaux français. Mais la direction était incompétente, indolente et désordonnée. Cette incompétence cependant n'était pas inattendue et point n'était besoin d'un voyage spécial pour la révéler aux yeux occidentaux. En tout cas, elle était bien connue en 1915 et l'Angleterre et la France auraient dû s'unir pour l'empêcher d'avoir des résultats désastreux pour les Alliés et fournir le matériel que la Russie n'avait pas su produire. Quand, en mai 1915, l'ouragan germanique se déchaîna sur les armées condamnées des Moscovites, depuis le début de la guerre leurs beaux arsenaux n'avaient réussi qu'à fabriquer quatre canons lourds. Mais en 1914, pas un canon au-dessus du calibre de trois pouces n'arriva de l'étranger et la Russie dut commencer la campagne désastreuse de 1915 sans artillerie lourde et sans munitions suffisantes et ce dénuement causa la perte de sa vaillante armée.

CHAPITRE XV

QUE SERAIT-IL ARRIVÉ SI LES ALLIÉS AVAIENT MIS EN COMMUN LEURS RESSOURCES ?

Pendant l'été de 1915, les armées russes furent mises en pièces, pilées par l'artillerie allemande et incapables d'opposer la moindre défense parce qu'elles manquaient de fusils et de munitions. Mais les Français collectionnaient les obus comme s'ils avaient été des francs-or, et montraient du doigt avec orgueil l'énorme accumulation des réserves derrière les lignes.

Je me souviens d'une conférence à Paris sur les munitions, où des généraux français enjolivaient leurs statistiques sur les millions d'obus accumulés, avec la fierté du propriétaire qui a réussi.

Et en Angleterre? Quand la Grande-Bretagne commença à fabriquer sérieusement, et qu'elle se mit à fondre par centaines des canons, grands et petits, et par centaines de mille des obus de tous calibres, les généraux anglais traitaient cette production comme s'il s'agissait d'un concours ou d'une course. Il était essentiel pour eux que l'équipement britannique fût égal ou supérieur à celui de n'importe quel autre compétiteur en ligne.

Dans les deux pays, les chefs militaires ne paraissaient pas avoir saisi le fait qui aurait dû être leur pensée dominante, à savoir que nous étions engagés avec la Russie dans une entreprise commune, et que pour atteindre le but ensemble il était d'un intérêt vital pour les partici-

pants, de partager leurs ressources de façon à ce que chacun fût mis en position de jouer son rôle dans l'achèvement rapide de la partie.

L'esprit d'équipe était évidemment absent pendant les premières années de la guerre. Chaque joueur pensait trop à marquer des points et trop peu à la victoire des partenaires.

La conscience qu'avaient les généraux français de l'énorme supériorité numérique des armées russes — un fait de toute première importance — n'a pas produit de résultat positif — sinon le vœu, constamment exprimé, que la Russie envoie un large contingent de ces hommes en France, pour aider l'armée française dans la défense du territoire français et pour épargner à la race française une part exagérée dans le sacrifice que cette défense impliquait.

Des quantités de canons, de fusils et de munitions ont été envoyées d'Angleterre et de France en Russie avant l'effondrement final. Mais c'est comme à contre-cœur qu'on les expédiait. Ces envois furent toujours inférieurs aux besoins, et quand ils parvinrent aux armées russes durement pressées, il était trop tard pour empêcher la catastrophe.

La réponse des généraux français et anglais à ceux qui suggéraient de réapprovisionner la Russie en munitions était, qu'en 1914, en 1915 et en 1916 ils n'avaient rien à donner, et que si l'on envoyait n'importe quoi en Russie, ce serait aux dépens de leurs terribles besoins. Cette réponse aurait été suffisante si les stupides et épuisants efforts pour percer à travers les retranchements allemands formidables avaient été la meilleure des stratégies pendant l'une ou l'autre de ces années.

Les généraux alliés sur le front Ouest n'ont pas accordé de poids au fait que les Allemands ont eu jusqu'aux derniers mois de 1916 une supériorité incontestable en canons lourds, à l'Ouest comme à l'Est. Je ne suis même

pas sûr qu'ils l'aient compris. Ils voyaient leurs propres canons. Ils n'arrivaient pas à apercevoir clairement ceux de l'ennemi. Et cependant, leurs officiers de renseignement leur apportaient, avec abondance, les preuves de l'infériorité des Alliés en artillerie. On m'a montré en 1916 un rapport français qui donnait un tableau comparatif des canons allemands et français employés dans la plus grande bataille de la guerre — celle de Verdun — trois mois après son début, au moment où les adversaires y avaient transporté toutes leurs pièces disponibles.

La pièce suivante est la traduction de ce rapport :

SOUS-SECRÉTARIAT D'ETAT
POUR L'ARTILLERIE ET LES MUNITIONS. 9 juillet 1916.

CABINET

Service technique

TABLEAU COMPARÉ
DE L'ARTILLERIE FRANÇAISE ET ALLEMANDE
EN LIGNE SUR LE FRONT DE VERDUN

Subdivisions	Du côté allemand le 26 mai 1916.	Du côté français. Moyenne entre le 20 février et le 21 mai.	Observations.
	Description des calibres.	% Calibres	
Très lourds...	2 % 430 370 305 m/m	1 % A. L. G. P. (artiller. lourde de grande portée*)	* 310 375 280 240 200
Lourds.....	35 % 210 150	13 % 155 220 270	
Moyens.....	43 % 105 130	19 % 100 105 120	
Légers.....	20 % 78 88	67 % 75 90	
Total des pièces en ligne.	2.000	1.600	

Le tableau démontrait non seulement la supériorité numérique globale des canons allemands sur le front de Verdun, mais établissait que l'ennemi y possédait 740 canons lourds et très lourds — contre 224 canons français — ce qui représente un équipement en armes puissantes, plus de trois fois supérieur. Les canons des Allemands étaient plus nombreux et plus lourds que ceux des Français sur le front Ouest. Toutefois, au moment même où nos ennemis avaient engagé en masse leur artillerie, ils en réservaient une partie pour leur campagne de l'Est contre la Russie.

Les généraux français invoqueront ces chiffres pour prouver qu'ils ne pouvaient pas détourner un seul canon et un seul obus de leur front, au profit d'un autre. Mais ce qu'ils démontreront par là, en réalité, c'est la folie qu'il y avait à tenter des attaques avec une artillerie inférieure contre une armée bien entraînée, retranchée avec soin, et supérieurement outillée. Tous ceux qui ont vu les tranchées allemandes ont compris quelle formidable entreprise c'était de s'en emparer. Les forteresses de Beaumont-Hamel, Poziers, Thiepval peuvent servir de spécimens.

Elles avaient été creusées très profondément. Ces réduits souterrains avaient été fortifiés par des poutrelles en fer et par du mortier, en sorte qu'il n'y avait pas d'espoir qu'un obus pût pénétrer dans des profondeurs si bien protégées. Tirer dessus, c'était bombarder des catacombes.

Mais d'autre part, les attaques des Allemands contre les lignes françaises étaient également condamnées d'avance. Les Alliés avaient sur le front Ouest une supériorité numérique considérable. Eux aussi pouvaient se retrancher et ils possédaient un nombre suffisant de canons, de mitrailleuses, de fusils et de grenades pour repousser toute avance des troupes allemandes. Telle fut la leçon de Verdun.

Sur le front russe, point n'était besoin d'autant d'artillerie lourde qu'à l'Ouest. Ni les Allemands ni les Autrichiens n'avaient pu creuser sur un front aussi vaste, une ligne redoutable de triples tranchées. Ici c'était davantage une guerre de mouvement. Les soixante-quinze y auraient trouvé leur compte s'il y avait eu abondance de munitions. Les millions d'obus brûlés en pure perte dans des offensives obstinées et stupides, à l'Ouest, auraient servi.

Que l'on ait eu assez d'artillerie lourde pour pratiquer une brèche dans les lignes autrichiennes, et les canons plus légers et plus mobiles auraient fait le reste. Quelques centaines de mitrailleuses suffisamment pourvues de cartouches auraient complètement enrayé l'avance allemande.

Pour quiconque a eu l'avantage de lire attentivement les dépêches de nos représentants militaires compétents sur le front Est, ou bien une histoire impartiale de la campagne de 1915, une évidence s'impose. La défaite écrasante subie par les Russes ne fut pas due à une infériorité numérique (bien au contraire, les Russes, sur toute la ligne, étaient plus nombreux que les Allemands) ; elle ne fut pas causée par un manque de courage, d'endurance ou de discipline chez les soldats russes, dont la valeur indomptée, dans des circonstances terribles, resta constamment merveilleuse.

Ces désastres ne doivent pas être attribués davantage au manque d'habileté des généraux russes pendant la campagne. Ils prouvèrent leur compétence, de l'avis de tous, dans la conduite de la retraite.

La tactique d'enveloppement des maréchaux allemands fut contrariée en toute occasion, et les armées russes s'échappèrent, sans perdre la plus grande partie de leurs armes. Ceci fut dû à la fois à des qualités de commandement chez les chefs et aux belles vertus militaires des hommes qu'ils conduisaient.

Il est facile de mener au combat une armée bien équipée et confiante dans la victoire. Il n'est pas facile de retirer des troupes disloquées et découragées, des champs de bataille successifs où elles furent battues, et battues par un ennemi dont elles savaient qu'il était beaucoup mieux armé qu'elles-mêmes.

Laissons au grand-duc Nicolas et à ses généraux le mérite d'avoir accompli ce tour de force. Mais pourquoi une armée si brave, et conduite avec tant de compétence, fut-elle repoussée comme un troupeau de bétail à travers les plaines de la Pologne et les marais de la Galicie? La réponse, nous la trouvons dans des extraits de rapports établis par des officiers britanniques impartiaux, qui assistèrent au combat suprême de ces vaillants hommes privés par la stupidité officielle, de tous les moyens de défendre leur patrie pour qui ils étaient prêts à mourir.

Ils ne furent pas vaincus par de meilleures troupes, puisque jamais ils n'eurent la chance de mesurer leurs vertus de combattants contre les soldats rassemblés contre eux. Ils virent des millions d'obus allemands, lancés dans leur direction, éclater dans leurs rangs, avec une destructive furie; ils entendirent le crépitement mortel des mitrailleuses poussées en avant par les Allemands qui progressaient; mais rarement ils aperçurent cet ennemi qui faisait pleuvoir sur eux à distance les balles et les obus. Leurs défenses étaient mises en miettes par les canons géants de l'Allemagne.

Ceux qui survivaient à un tel bombardement restaient, parmi les décombres, sans un abri pour les protéger contre cette pluie de feu et de soufre, telle qu'il n'en était pas tombé sur l'humanité depuis les jours de Gomorrhe. S'ils avançaient, ils étaient fauchés par les mitrailleuses. Une retraite ordonnée, c'était la seule chance de salut pour eux et pour la patrie. Mais même pendant la retraite, par centaines de mille ils étaient détruits, à décou-

vert, par le terrible ouragan des shrapnels et des obus à grande puissance.

Si l'artillerie russe avait été doublée (dans les calibres moyens ou gros, en particulier) et si elle avait été abondamment pourvue d'obus, si les postes russes avaient été défendus par une quantité suffisante de mitrailleuses, les troupes allemandes auraient rencontré la même résistance sur le front Est que dans leurs attaques à l'Ouest.

Elles n'auraient pas pu supporter les pertes accumulées qu'une série d'attaques leur auraient coûtées. Sur le front autrichien, où la qualité des troupes ennemies était nettement inférieure, pour une foule de raisons, — mais qui n'avaient rien à voir avec la bravoure autrichienne, — l'assaut impétueux des Russes, succédant à une préparation suffisante, n'aurait pas seulement brisé avec succès les lignes de l'ennemi; l'avantage obtenu aurait pu être exploité et poussé peut-être jusqu'aux portes de Vienne.

Les armées autrichiennes avaient une composition différente que les allemandes. Celles-ci étaient homogènes et éprouvaient contre le Slave et le Gaulois une intensité égale de haine. Mais dans une lutte entre Teutons et Slaves, les trois cinquièmes des troupes d'Autriche détestaient plus profondément leurs camarades teutons que leurs ennemis slaves.

Les Russes ont gagné contre les Autrichiens des victoires relativement faciles, et s'ils se sont montrés incapables d'en profiter, ce fut à cause du manque de munitions. Une armée russe bien équipée aurait franchi les Carpathes, pénétré à travers les plaines de Hongrie et d'Autriche, rejoint des parents slaves, les Croates et les Tchécoslovaques, et aurait mis en péril la capitale de l'Empire. Dans ces conditions, la Roumanie aurait trouvé son avantage à lancer 500.000 hommes sur le flanc autrichien, et la Bulgarie aurait compris qu'il valait mieux

combattre aux côtés des Alliés — ou tout au moins s'abstenir complètement.

On peut objecter que les Allemands seraient venus à la rescousse de leur allié principal. Evidemment, ils l'auraient fait. Ils auraient été obligés de le faire pour se préserver eux-mêmes. Mais ils n'auraient pas pu donner à l'Autriche une assistance efficace sans affaiblir dangereusement leur front occidental. Retirer une partie de leurs troupes du front polonais eût été mettre en danger les routes qui conduisaient au cœur de la Prusse.

Les batailles de Loos, d'Artois, de Champagne, si même elles avaient été livrées, l'auraient été dans des conditions deux fois plus favorables pour les armées française et anglaise que celles qui se changèrent en un massacre inutile pour des myriades de braves gens. En fait, ces vaillants soldats furent sacrifiés sur l'autel de théories trompeuses et périmées, tombées déjà en discrédit, à la suite de révélations multiples.

Ce sacrifice fut vain. Il ne put libérer la France et il ne sauva pas la Russie.

L'excuse que l'on met en avant, après l'échec de ces batailles, c'est que la Russie elle-même, serrée de près durement, avait demandé ces attaques pour empêcher les Allemands d'accroître leurs forces à l'Est. Mais les Allemands n'ont pas retardé d'une heure leur marche victorieuse, parce qu'à des centaines de kilomètres à l'Ouest, des généraux français et anglais s'apprêtaient consciencieusement à envoyer leur infanterie se faire tuer par les mitrailleuses allemandes, dans des efforts sans résultat pour percer les défenses de l'ennemi.

A tout moment, les généraux français et anglais étaient sûrs de la victoire. Une expérience antérieure aurait dû les mieux renseigner. La meilleure façon d'aider la Russie eût été d'envoyer à son artillerie la quantité de munitions gaspillées par nous en France et dans les Flandres, dans des batailles qui ne donnaient aucun résultat, si-

non celui d'élever plus haut encore l'affreuse pyramide des pertes dans nos propres troupes. En résumé, si nous avions fait parvenir à la Russie la moitié des obus dépensés depuis dans ces batailles mal conçues et un cinquième des canons qui les tirèrent, non seulement la défaite russe eût été empêchée, mais les Allemands auraient subi un recul auprès duquel la conquête en France de quelques kilomètres ensanglantés aurait pu paraître une bagatelle.

Quoi encore? L'Autriche aurait été écrasée. Seul l'envoi précipité au front autrichien de quelques divisions allemandes d'infanterie et de quelques batteries allemandes venues de France aurait pu sauver la monarchie dualiste de l'effondrement complet.

Si la Russie avait été victorieuse, la Bulgarie serait entrée dans la guerre aux côtés des Alliés. Une fédération balkanique — comprenant la Serbie, la Roumanie et la Grèce — et peut-être la Bulgarie — au Sud; une armée italienne à l'Ouest; une armée russe victorieuse à l'Est marchant contre une Autriche en déroute et divisée auraient pu finir la guerre en 1915. C'est peut-être estimer avec trop d'optimisme ces possibilités. Ce qui est certain, c'est que si l'armement russe avait été fortifié, l'Autriche, vers la fin de 1915, aurait marché en vacillant vers sa chute. L'Allemagne aurait eu fort à faire pour tirer de la ruine son fâcheux allié.

Au printemps de 1916, l'Angleterre, la Russie, l'Italie, jointes à la Confédération balkanique maintenant complètement armée, auraient dirigé une attaque convergente contre l'Autriche et auraient achevé sa désintégration. Isolée et affaiblie, l'Allemagne aurait dû faire face à la force intacte de la France et de l'Angleterre et aurait été heureuse d'accepter la paix réservée à un ennemi manœuvré supérieurement et maté.

Au lieu de cela, nous laissâmes la Russie à son destin et, par suite, nous précipitâmes la tragédie des Balkans

qui eut tant d'influence sur la prolongation de la guerre.

En examinant la situation douze mois après notre entrée en guerre, je trouvai que les choses allaient mal pour les Alliés, à l'Est et à l'Ouest. Toutes nos attaques en France avaient abouti à des échecs coûteux et j'avais la conviction, partagée dans une certaine mesure par Lord Kitchener, que l'une d'elles pourrait bien tourner en sanglante défaite pour la cause des Alliés. Les armées de la Russie en étaient arrivées à ce point où l'on salue comme un triomphe de la stratégie le fait d'échapper à la destruction complète. La moisson abondante de la Pologne conquise s'entassait dans les greniers vides de l'Allemagne (qui avait eu une récolte manquée) et neutralisait les effets de notre blocus. Nous ne faisions pas de progrès en Mésopotamie. En Egypte nous n'étions pas seulement tenus en échec, mais nous y vivions dans la crainte perpétuelle d'une invasion du Delta par les forces turques qui traverseraient le canal. A Gallipoli nous avions subi défaite après défaite, et des bruits couraient (ils ne devaient être que trop vérifiés) que la Serbie allait être piétinée par les talons impitoyables des légions teutonnes en marche. Les dix semaines passées au Ministère des Munitions avaient apporté au fond de ma conscience cette triste conviction que presque tout cela nous aurions pu l'éviter si nous avions organisé, en temps voulu, nos ressources et si nous les avions distribuées sagement. Ceci me décida à publier l'exposé suivant, en septembre 1915, comme préface au recueil de mes appels de guerre publiés par MM. Hodder et Stoughton. J'étais vivement désireux d'arracher l'opinion publique à une tranquillité causée par des rapports officiels où mijotaient ensemble de fausses victoires. C'était le seul moyen, à mon avis, de provoquer de force un changement. Quand je me relis, après dix-sept ans, aujourd'hui qu'il est possible d'étudier avec soin l'histoire de 1914-1915 et de la ruminer à loisir

dans le calme du cabinet d'études, je ne puis trouver d'inexactitude ou d'exagération dans ce résumé que je fis de la position des Alliés.

« Après douze mois de guerre, ma conviction est plus forte que jamais que ce pays n'aurait pu se tenir en dehors d'elle sans péril pour sa sécurité, sans atteinte contre son honneur. Nous ne pouvions pas regarder cyniquement, les bras croisés, tandis qu'une nation, à qui nous avions promis de la protéger, était ravagée et foulée aux pieds par un d'entre ceux qui avaient fait la même promesse. Si des femmes et des enfants anglais avaient été brutalement mis à mort, en haute mer, par des sous-marins allemands, le peuple d'Angleterre aurait insisté pour que l'on demande des comptes sévères à l'Empire infanticide. Tout ce qui s'est passé depuis la déclaration de guerre a démontré clairement qu'un système militaire, aussi dédaigneux de la bonne foi, des obligations d'honneur, des élans humains élémentaires, était une menace contre la civilisation, du caractère le plus redoutable, et, quoi qu'il pût en coûter pour le supprimer, le bien-être de l'humanité exigeait qu'un pareil système fût affronté et détruit. Le fait démontré par les événements, que la puissance de cette clique militaire dépassait les plus sombres pronostics, n'est qu'un argument de plus pour sa destruction. Plus profonde est la nuit, et plus sombre est la menace.

Les incidents fâcheux de la guerre n'ont pas affaibli ma foi dans la victoire finale, à la condition que les nations alliées mettent en jeu toutes leurs forces avant qu'il ne soit trop tard. Tout ce qui est fait en moins doit conduire à la défaite. Les pays alliés ont virtuellement une supériorité écrasante dans tout ce qui touche à la composition, et à l'équipement des armées, qu'il s'agisse d'hommes, d'argent, de métaux ou de machines. Mais ce matériel, il faut le mobiliser et l'utiliser. Il serait vain de prétendre que, pendant les douze mois de la guerre,

cette tâche a été accomplie de façon satisfaisante. Si les Alliés avaient compris à temps la force véritable d'un ennemi redoutable et plein de ressources, — bien plus — s'ils avaient compris quels étaient leurs propres forces et leurs moyens d'action, et s'ils avaient promptement agi pour les organiser, en ce jour, nous pourrions assister au spectacle triomphant de nos canons lançant un fleuve d'obus et de projectiles qui aurait inondé de feu les tranchées allemandes, et aurait consumé les légions germaniques jusque par delà leurs frontières.

Quelle est la position actuelle? Elle est parfaitement bien connue des Allemands, et n'importe qui, dans les pays belligérants ou neutres, s'il sait lire avec intelligence les nouvelles militaires, doit en avoir la compréhension. Malgré les ressources de la Grande-Bretagne, de la France, de la Russie — que dis-je? du monde industriel tout entier — mises à la disposition des Alliés, il est évident que les Puissances centrales ont encore une supériorité écrasante dans tout ce qui est matériel et armement. Le résultat de ce fait déplorable est exactement celui que l'on aurait pu prévoir. Le talon de fer de l'Allemagne s'est enfoncé plus profondément que jamais en France et en Belgique. La Pologne est entièrement allemande. La Lithuanie va suivre rapidement. Les forteresses russes qui paraissaient imprenables se sont écroulées comme des châteaux de sable devant la marée irrésistible de l'invasion teutonne. Quand la marée se retirera-t-elle? Quand cessera-t-elle d'avancer? Dès que les Alliés seront pourvus du matériel de guerre en abondance.

Si je rappelle ces faits qui ne sont pas agréables, c'est que je désire secouer mes compatriotes pour qu'ils emploient toutes leurs forces à améliorer la situation. S'appesantir sur de tels événements, c'est la tâche la plus déplaisante qui puisse échoir à un homme d'Etat. Mais un homme public qui se dérobe devant ces faits ou qui

ne fait pas tout son possible pour forcer les autres à les regarder en face est coupable de haute trahison envers l'Etat qu'il a juré de servir.

Il y a eu un grand réveil parmi toutes les nations alliées et des efforts prodigieux ont été réalisés pour équiper les armées en campagne. Je sais ce que nous accomplissons et que nos efforts sont immenses. Mais pouvons-nous faire encore davantage, sous le rapport des hommes ou du matériel? Rien ne peut nous mener au but, sinon la meilleure et la plus grande partie de ce que nous possédons. Tendons-nous aujourd'hui chacun de nos muscles pour réparer le temps perdu? Obtenons-nous tous les soldats que nous désirons, pour les placer dans la ligne de feu, l'an prochain, de façon à pouvoir tenir? Chaque homme qui peut servir, soit en combattant, soit en fabriquant du matériel, comprend-il clairement que la ruine attend la paresse? Combien de gens dans ce pays saisissent pleinement l'importance de la retraite russe? Il y a douze mois, la Russie, malgré l'insuffisance de son armement, a occupé l'énergie de la moitié des forces allemandes et des quatre cinquièmes des forces autrichiennes. A-t-on compris que la Russie a déjà apporté sa contribution — et quelle contribution héroïque! — à la liberté de l'Europe, et que, pendant des mois, nous ne pourrons plus espérer des armées russes le même secours actif que nous en avons reçu jusqu'ici? Qui prendra la place des Russes dans la bataille, pendant que l'on réarmera leurs troupes? Qui portera le poids qui pesa jusqu'à aujourd'hui sur leurs épaules? On ne peut pas attendre de la France qu'elle se charge de fardeaux plus lourds que ceux supportés maintenant par elle avec ce courage tranquille qui a étonné et ému le monde. L'Italie met ses forces dans la bataille. Que pourrait-elle faire de plus? Il ne reste que la Grande-Bretagne. Est-elle disposée à combler le grand vide qui va se former, si la Russie se retire pour s'armer à nouveau? Est-elle bien préparée

à affronter à l'Ouest tous les hasards des mois qui vont suivre, — sans oublier l'Orient?

De la réponse que vont faire à cette question le Gouvernement, les employés, les ouvriers, les financiers, les hommes jeunes qui peuvent porter les armes, les femmes qui peuvent travailler dans les usines — en un mot le peuple entier de ce grand pays, — dépendent les libertés de l'Europe pour plusieurs générations.

Un observateur avisé et sagace me disait l'autre jour qu'à son avis, l'attitude que prendrait l'Angleterre pendant les trois mois qui vont suivre déciderait du sort de la guerre. Si l'on ne nous permet pas de pourvoir nos usines et nos ateliers de la main-d'œuvre suffisante pour ravitailler nos armées, sous prétexte qu'il ne faut pas violer des règlements applicables en temps normal, si l'on maintient des pratiques qui restreignent la production du matériel de guerre essentiel, si la nation hésite, alors que la nécessité en est claire, à appeler tous ses hommes à la défense de son honneur et de son existence, si des décisions d'une importance vitale sont ajournées jusqu'à ce qu'il soit trop tard, si nous négligeons de nous tenir prêts à toute éventualité probable, si nous justifions l'accusation que nous allons trébucher lourdement dans le désastre en nous promenant dans les sentiers habituels de la paix comme si l'ennemi n'était pas en vue, — alors, pour moi, il n'y a plus d'espoir. Mais, si nous sacrifions tout ce que nous possédons, tout ce que nous aimons à notre pays natal, si nos préparatifs sont caractérisés par la poigne, la résolution et la promptitude de l'action dans tous les domaines, — alors la victoire est assurée. »

CHAPITRE XVI

LES INUTILES OFFENSIVES DES ALLIÉS SUR LE FRONT OUEST

Pendant que l'Allemagne était engagée dans de puissantes opérations, pour mettre en déroute et anéantir les grandes armées de la Russie, les autorités militaires, en France, en Angleterre et en Italie, n'imaginaient rien de mieux, pour venir à leur aide, que de lancer les masses considérables de leurs troupes contre des positions imprenables en France, dans les Flandres et dans les Alpes autrichiennes. Aucune décision ne pouvait mieux convenir aux Puissances centrales que cette tactique poursuivie avec une détermination obstinée et absurde. Elle sacrifiait la fleur des armées alliées en efforts vains pour percer à travers des défenses hérissées de canons et de mitrailleuses et pourvues de deux ou trois positions également puissantes où l'on pouvait se retirer, dans le cas où la première serait emportée. En même temps, les Alliés poursuivaient d'une façon simpliste et inefficace, avec des troupes insuffisantes, trop peu armées, et dont l'action était réglée de manière à arriver toujours trop tard, leurs efforts pour s'emparer de Gallipoli. S'ils avaient employé à temps un cinquième des soldats sacrifiés dans les tentatives inutiles de France, à renforcer l'expédition des Dardanelles, Gallipoli aurait été pris avec une facilité relative. Nous subissions défaites après défaites dans ces quartiers et chaque défaite était un coup impressionnant qui résonnait dans les Balkans, où la Roumanie et la Bulgarie surveillaient la tournure

des événements. Lorsque la chute de la Russie devint de plus en plus complète, lorsque notre échec aux Dardanelles devint de plus en plus évident, la lutte de nos quatre ou cinq amis bulgares se fit plus lasse et plus faible, le parti pro-germain dans les milieux militaires de Sofia plus entreprenant et plus insistant, le rusé monarque bulgare crut voir avec plus de clarté quelle alliance beurrerait son pain et la vaillante armée serbe, de derrière le Danube, se désespéra davantage. Elle voyait maintenant s'approcher la ruine de sa patrie isolée.

L'idée fixe de la percée qui hantait les généraux de l'Ouest, comme une maladie cérébrale, les poussa à organiser une nouvelle attaque, irrésistible, pensaient-ils, contre les tranchées allemandes. L'époque avait été fixée pour septembre. Quand ils eurent pris cette décision, des doutes parurent s'insinuer dans l'esprit de Lord Kitchener au sujet de la sagesse de cette conduite.

D'après l'*Histoire officielle de la guerre*, publiée sous les auspices du War Office, les autorités militaires britanniques, après la conférence sur les munitions de Boulogne, paraissent avoir entrepris avec soin pour la première fois un examen attentif de l'armement sur le front Ouest, français, anglais et allemand, et plus spécialement pour les canons lourds et les munitions. Elles découvrirent que les Allemands possédaient deux fois plus d'artillerie lourde que les Alliés et que la production quotidienne allemande en obus était le double de celle de la France et de l'Angleterre réunies.

« Après avoir pris en considération ces quelques facteurs importants, les autorités militaires britanniques arrivèrent à la conclusion qu'une offensive sur le front Ouest devait, pour posséder une chance raisonnable de succès, s'étendre sur un front continu de trente-cinq milles, et qu'elle devait être menée avec trente-six divisions soutenues par onze cent cinquante canons lourds et howitzers et par le complément normal de l'artillerie

de campagne. Elles établirent que cette quantité de canons et les munitions nécessaires ne pouvaient être obtenues avant le printemps de 1916 et que, d'ici là, il était préférable, quelle que fût la situation générale, de s'en tenir à une défensive active sur le théâtre occidental de la guerre. »

Cette conclusion frappante ne fut pas transmise par les généraux à leurs gouvernements assez à temps pour influencer une décision. Je n'ai pas le souvenir que Lord Kitchener ait jamais communiqué au Cabinet ou au Conseil de la Guerre cette résolution révélée maintenant par l'*Histoire officielle*.

Il n'était pas bon de dire aux civils que les événements leur avaient donné raison et avaient donné tort aux militaires. Mais Lord Kitchener finit par informer le Cabinet qu'il était opposé à l'offensive d'automne que le général Joffre comptait déclencher en septembre et à laquelle il désirait que l'armée anglaise participât, par une attaque contre la droite allemande. Sir John French se rendait compte pleinement des désavantages et des dangers de l'opération proposée. Je crois que Sir Douglas Haig, au début, partageait cette opinion. Elle fut exposée avec beaucoup de force par les membres du Cabinet, y compris le Premier Ministre, et Lord Kitchener lui-même donna son assentiment à quelques-unes de ces appréhensions. Néanmoins, le Cabinet dans son ensemble (il y eut au moins deux exceptions) se rallia à l'avis de Lord Kitchener, disant que nous n'avions pas le choix et qu'il nous fallait subir le plan auquel le commandant en chef français, si obstinément et si stupidement, s'accrochait. Par suite de cette faible résolution, la grande offensive d'automne fut entreprise. Les armées alliées furent battues complètement, avec de terribles pertes. Nos armées nouvelles entrèrent pour la première fois en action, combattirent avec une valeur éclatante et par dizaines de mille nos soldats tombèrent

dans le carnage inutile de l'offensive de Loos.

A la veille de cette action, Lord Kitchener fut autorisé à un voyage en France, pour persuader au général Joffre d'ajourner l'attaque. Mais sa mission échoua. Il envoya un rapport disant « que le général Joffre était absolument décidé, pour des raisons politiques et militaires (la situation en Russie y jouait le rôle principal), à prendre sans retard l'offensive et à lui donner une ampleur considérable ». Sir John French était d'accord avec lui sur l'urgence de l'opération, du point de vue militaire. Bien qu'éloigné de tout optimisme sur les avantages militaires substantiels qu'on pourrait en retirer, Lord Kitchener était fortement d'avis que nous ne pouvions refuser la coopération attendue par Joffre, sans causer un préjudice sérieux et peut-être fatal à l'Alliance.

Même après que l'échec de la campagne offensive de 1915 fut devenu évident pour tout observateur de bon sens, le général Joffre persista pendant des semaines à lancer attaques sur attaques. Quand il fut convaincu que des efforts ultérieurs n'auraient d'autres résultats que d'allonger encore l'horrible liste des pertes, il signifia au Gouvernement français son intention de ne pas persévérer dans son plan, pour cette année. Il dit à ce propos qu'il était disposé à collaborer au projet préconisé par les membres les plus capables du ministère, d'envoyer une armée à Salonique pour secourir la Serbie. Mais, avant que le général Joffre se fût assuré de l'échec de son offensive, à la suite de faits déchirants, les pertes anglaises en Champagne avaient atteint trois fois celles subies dans les Dardanelles. Des millions d'obus avaient été gaspillés — dix millions en tout. La moitié des hommes qui tombèrent dans ces attaques criminelles auraient pris d'assaut Gallipoli ou bien, envoyés à Salonique, auraient permis à la Serbie de jeter dans le Danube les envahisseurs. Un tiers des obus aurait empêché la retraite russe.

CHAPITRE XVII

LA TRAGÉDIE SERBE

Tandis qu'en imitant la tactique du bélier, les généraux de l'Ouest heurtaient les cornes de leurs armées contre des remparts inexpugnables et opéraient dans le bruit sourd et répugnant des échecs, que se passait-il sur les fronts de l'Est et du Sud-Est? J'ai déjà dit comment la puissance de la Russie avait été brisée, par le manque d'armes. Et la Serbie? Des bruits fâcheux venus de Sofia, de Bucarest, d'Athènes et de Nich nous avertissaient que l'Autriche rassemblait une grande armée dans les vallées qui pointaient vers le Danube. Plus tard, il fut question de troupes allemandes qui arrivaient en grand nombre. On savait déjà que la Bulgarie avait décidé de lier son sort à celui des Puissances centrales et de se joindre à elles dans une attaque contre les voisins.

L'effet terrible du désastre russe se faisait sentir déjà dans le changement d'attitude de la Bulgarie.

Dans la troisième semaine d'août 1915, environ, la forteresse de Kovno, que l'on croyait imprenable, tomba sous le feu des canons allemands et, sans cesse repoussées, kilomètres après kilomètres, les armées russes se replièrent vers Pétrograd. C'est alors que le Ministère des Affaires étrangères britanniques reçut une dépêche de son représentant à Sofia l'avertissant « que la prise de Kovno avait fait une profonde impression dans les milieux gouvernementaux et militaires de la capitale

bulgare et avait donné naissance au pressentiment d'un désastre éclatant pour les armées russes ».

Même les éléments qui nous étaient le plus favorables, disait le message, « avaient été si impressionnés par la force militaire de l'Allemagne, ces derniers jours, qu'ils hésiteraient désormais à choisir une politique exposant la Bulgarie à une attaque allemande ».

Quelques jours après, le rusé Ferdinand, blotti derrière un ministre complaisant jusque-là, découvrit le plus offrant, parmi les belligérants, et le gagnant le plus probable, et jugea le moment venu de lier partie ouvertement avec l'Allemagne et l'Autriche.

Quand ce coup frappa la Serbie, ce n'étaient certes pas les informations qui avaient manqué sur le destin terrible préparé contre elle par les Puissances centrales.

La probabilité d'une attaque austro-allemande contre la Serbie avait été effleurée dans la presse, avait même été discutée fin septembre 1915 à la Chambre des Communes. Quand ce problème fut soulevé, Sir Edward Grey lui fit une communication, en ces termes :

« Si, d'autre part, la mobilisation bulgare a pour conséquence une attitude agressive de la Bulgarie, aux côtés de nos ennemis, nous sommes prêts à donner à nos amis, dans les Balkans, tout le soutien qui sera en notre pouvoir, de la façon qui leur conviendra le mieux, de concert avec nos alliés, sans réserves, sans restrictions. Nous sommes en train de consulter nos alliés sur la situation et je crois que les vues que j'exprime sont aussi les leurs. »

Sir Edward Carson a dit plus tard, quand le coup eut été reçu :

« C'était une des déclarations les plus importantes qui aient été faites à la Chambre. Je crus, puisque j'en faisais partie, que telle était la politique du Gouvernement de Sa Majesté, mais je crus bien davantage : je pensai que nos conseillers militaires ne nous auraient jamais permis

de faire une pareille manifestation, si nous n'avions pas déjà effectué des préparatifs et conçu des plans prêts à être mis en action quand le moment viendrait de combattre et d'assister sur le champ de bataille notre vaillant petit allié. »

Ces déclarations satisfirent une Chambre des Communes anxieuse. On les salua avec bonheur en Serbie comme la promesse que les puissants amis d'Occident viendraient à la rescousse en cas de détresse, et arriveraient à temps pour sauver. Les Allemands surent mieux apprécier la valeur des serments alliés que le Parlement ou le peuple serbes. Ils ne se laissèrent ni ébranler ni arrêter dans leur marche.

Les chefs militaires allemands en étaient arrivés à la conclusion qu'il n'y avait rien à redouter de l'attaque qu'on montait soigneusement sur le front Ouest. Pour eux, elle était même la bienvenue. Ils connaissaient leur général Joffre et savaient qu'aussi longtemps que son esprit se concentrerait sur ses plans de Champagne, il n'aurait rien de disponible pour un champ de bataille étranger.

Les généraux alliés préparaient un écran de fumée — non certes pour cacher leurs desseins — ils étaient visibles pour n'importe quel aéroplane — mais afin de dérober à leur propre vue les plans des Puissances centrales. Car ils pouvaient craindre qu'un tel spectacle n'induisît les hommes d'Etat alliés à détourner leurs forces de la poursuite de l'impraticable.

L'offensive de l'Ouest commença le 28 septembre. En deux jours il fut évident pour tout observateur intelligent que les Français n'avaient pas réussi dans leur projet principal qui était de percer les lignes allemandes, et que l'attaque britannique avait également échoué du côté de Loos. Les Allemands le savaient aussi et continuaient à pousser division sur division dans le bassin du Danube.

Le général Joffre, néanmoins, persistait à jeter des troupes contre les retranchements allemands, pour découvrir, après les avoir pris, que derrière, à quelques centaines de yards, s'étendait une position aussi formidable. Semaine après semaine, il persévéra, sans faire d'entaille perceptible dans cette succession de tranchées.

Il n'y avait rien de nouveau dans tout cela. Chaque soldat en France aurait pu lui dire à l'avance ce que Joffre avait découvert une fois de plus en perdant des milliers de vies précieuses. Sir William Robertson, dans un rapport qu'il a composé à cette époque, écrit:

« Nous savons parfaitement bien qu'il n'y a pas de difficulté insurmontable à percer la première ligne de défense. Ceci a été fait plusieurs fois, sur ce front, pendant l'été. Ce sont la seconde et la troisième lignes qui nous inquiètent. »

Ces lignes, on ne les atteignit jamais, ou du moins on ne les conserva pas. Les événements suivaient leur cours. Sans se soucier des appels pitoyables du peuple serbe, qui voyait venir la chute de l'avalanche sur ses foyers, les généraux de l'Ouest continuaient à gaspiller un temps précieux dans une tâche sans espoir.

Une fois engagés, les chefs français et anglais virent qu'il était difficile de dégager leurs armées sans de durs combats. Ils poussèrent toutes leurs réserves dans le piège cruel allemand, dont l'étreinte impitoyable perçait les chairs ensanglantées de ses dents d'acier.

Le 7 octobre, les Allemands et les Autrichiens franchirent le Danube en cinq endroits différents.

Un télégramme annonçant le fait arriva le même jour. Comme je l'exposerai plus tard, Lord Kitchener ne vit ce télégramme que le lendemain. Quand un Conseil de la Guerre se réunit, le 8, pour discuter la situation militaire, Kitchener ne savait pas encore que les armées des Puissances centrales avaient déjà envahi la Serbie. Quand enfin il l'apprit et en communiqua au Cabinet la nou-

velle, on décida qu'il irait en France conférer avec le général Joffre sur les événements qui avaient surgi en Orient. Le 9 octobre, le général Joffre lui soumit une note dont voici le résumé:

« Les raisons pour une intervention des Alliés dans les Balkans sont les suivantes:

« Nécessité de mettre en échec les projets allemands sur le nouveau théâtre des opérations qui viennent de commencer et obligation morale de ne pas laisser notre alliée la Serbie soutenir seule le choc de nos ennemis communs.

« L'initiative des opérations dans les Balkans appartient à nos adversaires et, quoi que nous fassions, ils sont capables de s'assurer la supériorité numérique. Par conséquent, il ne saurait être question de nous engager dans une action générale qui n'offrirait pas de chances de succès.

« Notre rôle devrait être d'empêcher l'écrasement des Serbes, d'assurer leurs communications avec la mer, et éventuellement de protéger la zone de retraite. Nous devrions aussi barrer aux Allemands la route qui conduit à Salonique. »

Il estimait en conséquence:

1) Que la mission des troupes devait être de tenir fortement Salonique comme la base des armées française, anglaise et serbe;

2) De protéger et tenir la ligne de chemin de fer entre Salonique et Uskub, afin d'assurer nos communications avec l'armée serbe et les ravitaillements de cette armée;

3) De couvrir la droite de l'armée serbe pour prévenir toute attaque de l'ennemi contre la Serbie centrale.

Pour atteindre ces objectifs, une force de 150.000 hommes, supérieure à celle que les Bulgares ont mis en campagne, paraît être suffisante.

Dans le cas où des événements tels, par exemple, qu'un regroupement des forces grecques et roumaines, condui-

raient les Alliés à prendre une autre attitude, et à accroître plus tard leurs efforts, le général Joffre pose en fait que la France, n'ayant à sa disposition qu'un nombre d'hommes limité, ne pourrait prendre part à une telle entreprise dont la responsabilité serait supportée entièrement par le Gouvernement britannique.

Le général Joffre demandait avec insistance qu'on fît pression tout d'abord sur le Gouvernement italien pour qu'il envoie des troupes à Salonique et qu'il couvre éventuellement la route de la Serbie, via Durazzo.

Si l'on avait écrit ce document trois mois plus tôt, et si on avait agi immédiatement, les Balkans ne seraient pas tombés entre les mains des Allemands et la prédiction de Lord Kitchener sur la victoire en 1917 eût été réalisée. Il était trop tard pour détourner le désastre. Ceci était clair pour quiconque voyait plus loin que les tranchées situées en face. Mais le général Joffre n'était pas doué d'une pareille vision.

Ce rapport fut discuté le 11 octobre dans une assemblée générale qui portait encore le nom de Comité des Dardanelles. L'opinion militaire exprimée devant ce comité fut qu'il ne fallait pas envoyer de troupes dans la Méditerranée, dans les Dardanelles ou à Salonique avant la conclusion de l'offensive entreprise en France.

Sir Douglas Haig et le général Joffre confirmèrent tous deux que leur but était de gagner encore du terrain pour consolider celui qu'ils avaient conquis. Notre position était telle dans certains secteurs, à leur avis, qu'il fallait ou marcher de l'avant ou se retirer.

Sir Robertson estimait que ces opérations impliqueraient des combats importants, en général, dans le voisinage de Loos. On lui demanda si un résultat favorable de l'action envisagée pourrait amener une modification de la position stratégique. Il répondit qu'il ne le croyait pas, à moins que Joffre ne fût en état d'augmenter sa pression et de progresser en Champagne.

On nous donna à comprendre que le général Joffre en était déjà arrivé à la conclusion pratique que l'offensive générale devait être ajournée pendant trois mois. On admettait donc que la grande bataille avait échoué. Et en même temps le commandant en chef français déclarait qu'il ne pourrait pas envoyer des troupes hors de France, avant d'être sûr que les Allemands ne préparaient pas une contre-offensive et qu'il ne pouvait en être certain que dans une quinzaine.

Ceci signifiait, à ce qu'expliqua Sir William Robertson, qu'aucune troupe anglaise ou française ne serait transportée d'une aire de la bataille dans une autre avant deux ou trois semaines.

Pendant que ces discussions avaient lieu, les Allemands avaient pénétré depuis quatre jours dans le territoire serbe, et les Bulgares étaient en train de concentrer trois cent mille hommes sur les lignes de communication entre la Serbie et Salonique.

Quelle stratégie! Quels généraux! Quels hommes d'Etat qui les supportaient!

Les experts militaires étaient pressés de questions concernant l'époque où ils seraient en mesure de se passer de certaines troupes en France. En supposant que ces troupes puissent devenir disponibles, quelle serait leur destination? Ce point donna lieu à de nombreuses conversations superficielles et confuses.

Les uns suggéraient leur envoi aux Dardanelles pour renforcer l'armée de Gallipoli, et rendre possibles d'autres attaques contre les positions turques de cette presqu'île.

Les Français étaient opposés à ce plan, à moins qu'une armée ne débarquât en même temps sur la rive asiatique. Ils étaient convaincus fermement qu'après la prise de Gallipoli et une fois les détroits forcés, les flottes alliées entreraient dans une souricière qui se refermerait dès qu'elles auraient pénétré dans la mer de Marmara.

Dès lors, les flottes alliées n'auraient plus le moyen de faire leur plein de combustibles et elles seraient bientôt réduites à l'impuissance. On aurait bien pu penser à ces objections avant d'entreprendre l'expédition de Gallipoli.

D'autres, parmi lesquels M. Bonar Law et Sir Edward Carson, étaient partisans d'un débarquement à Salonique et d'une poussée en avant immédiate, au secours des Serbes. Le chef d'état-major objectait que le chemin de fer de Salonique n'était pas pourvu des moyens de transport nécessaires pour amener, même à Uskub, un corps de troupes considérable.

Car, bien que le Conseil de la Guerre eût décidé, en janvier dernier, de commencer des préparatifs pour doubler la ligne, là où c'était possible, pour établir des voies parallèles, pour accroître le matériel roulant, rien n'avait été fait pour exécuter cet ordre.

Je soutins ces vues, dont M. Bonar Law et Sir Edward Carson étaient les chauds défenseurs, et je les complétai en suggérant que nous devrions nous mettre en communications immédiates avec les Grecs et les Roumains, en nous engageant à envoyer 250.000 hommes de troupes alliées à Salonique, si de leur côté ils se décidaient à prendre part à un effort combiné, pour secourir la Serbie.

J'indiquai que la Roumanie pouvait mettre en campagne 400.000 hommes et les Grecs au moins 200.000, ce qui, avec nos 250.000, formerait un total de 850.000 hommes; qu'avec des forces pareilles, la Bulgarie pouvait être neutralisée, ou battue entièrement, si elle intervenait; qu'en tout cas, ceci permettrait aux Serbes de maintenir leurs positions contre une attaque.

Lord Curzon et d'autres pensaient qu'il était trop tard pour expédier ces secours et qu'il valait mieux utiliser nos troupes comme renforts à l'expédition de Gallipoli, en vue d'une attaque nouvelle contre les Turcs.

D'autres suggéraient un débarquement à Alexandrette. D'autres auraient voulu dépêcher des forces en Egypte,

sans préjuger quelle serait leur dernière destination et sans en exclure Alexandrette, Salonique ou l'Adriatique ou les côtes d'Asie Mineure.

Entre temps, un général éminent pourrait être envoyé en Méditerranée pour étudier la question, faire un rapport et recommander la solution la meilleure, que l'on adopterait ensuite. Un conseil convoqué « trop tard » est forcément désespéré et désemparé.

Les conclusions de ce conseil en désarroi reflétèrent son désespoir.

1° Des instructions immédiates seront données pour envoyer — *dès que les opérations présentes auront pris fin* — des forces substantielles, de France en Egypte, sans préciser d'avance leur destination définitive. L'Amirauté en préparera le transport;

2° Un général spécialement choisi partira sans délai pour l'Orient, examinera et indiquera quelle est la sphère particulière et quel est l'objectif précis sur lesquels nous pourrions diriger notre attention;

3° L'état-major général du War Office précisera dans quelle mesure l'avis donné le 9 octobre pourrait être modifié par une coopération de la Grèce et de la Roumanie avec les Alliés.

Cette conclusion, c'était, en fait, l'abandon de la Serbie à son malheureux destin. Les armées combinées de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Bulgarie n'eurent pas de peine à balayer de leur chemin l'armée serbe épuisée et mal équipée, à s'emparer des Balkans et à nettoyer la route qui menait à Constantinople.

Entre temps, il avait été décidé d'envoyer le général Monro dans la Méditerranée et, le 31 octobre, il recommanda l'évacuation de la presqu'île de Gallipoli. Le 3 novembre, le nouveau Conseil de la Guerre, lors de sa première réunion, décida d'envoyer Lord Kitchener pour qu'il se rendît compte par lui-même de la situation.

Cette décision n'avait pas été dictée seulement par des considérations militaires. L'influence de Lord Kitchener dans le Cabinet n'était plus la même que pendant la première année de la guerre. Elle s'était rapidement évanouie ces derniers mois. En 1914, en fait, il était un dictateur militaire et sur toutes les questions concernant la guerre ses décisions étaient définitives. Les membres du Cabinet étaient franchement intimidés par sa présence, par sa réputation et par son énorme influence dans toutes les classes du peuple. Un mot de lui était décisif et personne n'eût osé le contredire au Conseil.

Je crois bien pouvoir dire que je fus le premier à le faire à propos des munitions et de questions subsidiaires, comme la division galloise et la nomination d'aumôniers non-conformistes. Mais mes collègues considéraient mes interventions avec un certain malaise, assez voisin de la crainte.

Peu à peu, les erreurs multiples commises par les militaires et dont il était tenu pour responsable comme Lord suprême de guerre, diminuèrent son prestige et affaiblirent son influence. Le sentiment général que sa force utile était épuisée trouva son expression concrète dans la nomination de Sir William Robertson comme chef de l'état-major impérial, avec des pouvoirs exceptionnels, tous prélevés sur l'autorité de Lord Kitchener.

Aussi régnait-il à ce moment-là comme le muet espoir que si Lord Kitchener s'en allait dans la Méditerranée, et surtout s'il retournait en Egypte, théâtre de ses plus grands triomphes, il trouverait qu'il valait la peine d'y rester pour diriger les forces considérables accumulées soit en Egypte, soit à Gallipoli, à Salonique ou à Alexandrette.

Le jour où cette décision fut prise, un membre du Cabinet poussa vers moi un papier qui portait ces mots: « Malborough s'en va-t-en guerre. Qui sait quand il reviendra? »

J'étais fort troublé par l'abandon de la Serbie et de ce que l'on avait négligé les précautions les plus élémentaires pour détourner ces malheurs. Le 22 octobre, je communiquai le mémoire suivant sur la situation à mes collègues:

« L'incapacité de quatre grandes puissances à sauver de la destruction un petit pays qui, après un autre, s'était fié à notre protection est un des spectacles les plus pitoyables de la guerre.

« L'appréciation de la situation actuelle dans les Balkans communiquée par l'état-major est un document douloureux. Deux mots le résument: « Trop tard! » Il eût été facile de prévoir qu'une marche à travers la Serbie, vers la Bulgarie, serait une des opérations les plus clairement profitables aux yeux de l'état-major allemand, puisqu'elle relierait son système de chemins de fer à la Turquie.

« 1) Les Allemands projetaient de porter ainsi un coup très direct et très efficace à l'Empire britannique. En fait, le seul direct et efficace qu'ils pussent porter.

« 2) Ils pourraient ainsi mettre à leur disposition une réserve de deux à trois millions d'hommes — de la meilleure valeur combative — et les ajouter à leurs propres réserves, redressant en leur faveur la balance de l'usure qui déjà se manifeste.

« 3) Ils auraient une belle chance de détruire la grande armée britannique accrochée par les dents et par les griffes à une crête de la presqu'île de Gallipoli.

« 4) Ils porteraient un coup décisif à notre prestige en Orient.

« 5) Ils pourraient rendre parfaitement illusoire notre puissance sur mer, en ce qui concerne le sud-est de l'Europe et une partie notable de l'Asie.

« 6) En armant les Turcs, et peut-être en fin de compte les Persans et les Afghans, ils pourraient nous forcer à enlever d'importantes quantités de troupes au théâtre

d'opérations en France, pour défendre nos possessions en Egypte et en Extrême-Orient.

« 7) Tout cela, ils pourraient l'accomplir en brisant la résistance d'une armée de trois cent mille Serbes mal équipés et dont une partie considérable devait surveiller une armée bulgare hostile, les attaquant par derrière. Vraiment, ce n'était pas un dessein bien formidable pour une puissance militaire qui avait forcé les grandes armées de Russie à se replier, en même temps qu'elle tenait en échec les forces combinées de la France et de l'Angleterre. Il était donc évident même pour l'esprit d'un civil que ce projet était trop tentant pour que les Allemands ne le saisissent pas.

« Il y a deux ou trois raisons qui expliquent pourquoi ils ne pouvaient pas en différer l'exécution:

« 1) Les munitions des Turcs s'épuisaient graduellement et la Turquie ne pourrait pas soutenir une série d'attaques comme celles de Gallipoli si son stock de munitions n'était pas reconstitué.

« 2) L'hiver allait venir qui allait rendre les routes et les défilés serbes difficiles.

« 3) Pendant cette année, les Allemands avaient sur les Alliés une supériorité incontestable:

« *a*) En matériel de guerre;

« *b*) En soldats armés et entraînés.

« L'année suivante, la position devait s'égaliser sous ces deux rapports. S'ils n'avaient pas profité de ces avantages temporaires, cela ne leur aurait pas ressemblé.

« Il est facile, ceci est évident, d'être sage après coup. Mais ce sont des considérations que j'ai répétées avec insistance pendant ces derniers mois, au Conseil de la Guerre et dans les réunions du Cabinet. J'ai souvent abusé de mes collègues par la fréquence de mes interventions pour attirer leur attention sur ces points. En décembre et en février derniers, je leur ai fait parvenir deux rapports sur les possibilités en Extrême-Orient. Que

les autorités militaires aient négligé de prévenir un événement aussi désastreux pour l'Empire, alors que, pour tout observateur attentif, il paraissait imminent, ceci rend perplexes ceux qui ne sont que des civils. Il est incroyable que le cinquième jour après le coup qui vient de nous frapper nous trouve sans plan, — à moins que l'envoi d'un général — et il n'est même pas décidé — dans la Méditerranée orientale pour y explorer un thème d'opérations ne soit appelé un plan. Le sort du Cabinet peut en dépendre. Car lorsque le public anglais verra clairement que nous avons été pris par surprise et que nous n'avons pas fait le moindre préparatif pour nous opposer à l'avance énergique de l'Allemagne, sa confiance en nos talents s'évanouira — et à bon droit.

« On peut demander: « Que faut-il faire? » Cette question ne veut pas dire: « Qui faut-il blâmer? » mais: « Comment rétablir la situation? » Je ne suis d'ailleurs pas du tout sûr que ce ne soit pas, plus ou moins, la même question. Et je me propose de revenir plus tard sur ce sujet, tant il me paraît essentiel. Nous avons été mis sens dessus dessous si souvent que c'est une folie criminelle de notre part de faire dépendre plus longtemps la sécurité de l'Empire de notre organisation militaire actuelle. Mais je ne veux m'occuper que de la difficulté balkanique, et j'estime que même à présent nous devrions faire un grand effort pour sauver la Serbie. Nous avons deux raisons pour agir ainsi. La première, c'est que l'abandon de la Serbie à son sort serait fatal au prestige de la Grande-Bretagne auprès de ses alliés et à travers le monde. L'hostilité de la Bulgarie, la neutralité de la Grèce et de la Roumanie sont dues à la conviction qui imprègne tous les pays neutres que l'Allemagne est irrésistible et que nous sommes impuissants à protéger les nations ayant encouru sa fureur. Le point de départ, ce fut notre complète impuissance à sauver la Belgique. Notre incapacité de donner un secours efficace à la Rus-

sie vint confirmer l'impression. En abandonnant la Serbie à la ruine, nous enracinerons plus profondément encore cette opinion dans l'esprit de l'univers. Les conséquences en Orient en seront incalculables.

« La seconde raison, c'est que la Serbie dresse maintenant la barrière unique qui nous sépare de la reconstitution militaire d'une grande puissance musulmane ennemie. Elle serait une menace pour l'Egypte, pour la Tripolitaine, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, et même pour nos possessions de l'Inde. Pour éloigner une telle catastrophe, ne vaut-il pas la peine de faire un grand effort définitif? Cet effort dépasse-t-il nos limites?

« L'état-major calcule que les armées allemandes et autrichiennes engagées dans les opérations comptent 200.000 hommes; que les Bulgares disposent de 300.000 hommes. C'est donc une force totale de 500.000 hommes à qui nous avons à faire dans les Balkans. L'état-major estime aussi, si j'ai bien compris, qu'à moins de retirer des troupes de Russie ou de France, les Allemands ne peuvent pas augmenter dans les Balkans la force de leurs armées. La Serbie a une armée de 300.000 hommes très brave et très bien conduite. La défaite des Autrichiens, l'an dernier, le démontre. Les Serbes se battent dans un pays qu'ils connaissent parfaitement, avec la sauvage violence d'une petite race montagnarde qui défend le pays natal. Les forces combinées des Bulgares et des Teutons ne dépassent donc que de 200.000 hommes celles des Serbes. Est-il impossible pour nous de combler la différence, alors que tant de choses en dépendent pour les Alliés? La Roumanie et la Grèce ne pourraient-elles pas être persuadées ou pressées d'entrer en scène, maintenant? Ce ne sont pas des appels à leurs sentiments d'honneur ou aux obligations des traités qui pourraient les émouvoir le moins du monde. Elles pensent tout naturellement à leur propre sécurité et sont paralysées par la puissance allemande et notre impuissance. Il faut leur

montrer que nous sommes tout à fait capables de leur donner tout l'appui militaire nécessaire et de leur permettre de mener à bien leurs entreprises. Pourquoi ne leur promettrions-nous pas notre concours, à condition qu'elles viennent en aide à la Serbie immédiatement? Elles ont les soldats et le matériel indispensable pour faire campagne pendant trois mois. Ensemble, la Roumanie, la Serbie et la Grèce peuvent réunir un million d'hommes contre la coalition germano-bulgare d'un demi-million. Nous pourrions contenir les forces turques à Gallipoli pour empêcher la Turquie d'envoyer aux Bulgares des renforts considérables. La Turquie a une quantité d'hommes disponibles, mais avant que les Allemands n'arrivent à Constantinople, elle n'aura pas les munitions nécessaires pour armer des troupes fraîches. Si nous disions aux Grecs et aux Roumains que s'ils entrent en campagne immédiatement nous placerons à leur disposition aussitôt les 30.000 hommes qui ont déjà débarqué à Salonique, qu'au bout d'un mois ils seront 100.000, dans trois mois 150.000; qu'à la fin de l'année nous nous efforcerons d'avoir au moins 250.000 hommes; que, de plus, nous pourrons leur donner des munitions — mais nous ne pourrions, la France et nous, nous risquer à une telle promesse que si nous renoncions à l'offensive de l'Ouest — toute leur attitude en serait changée. De plus, avec le secours de l'Italie, nous pourrions entreprendre de fournir 500.000 fusils à la Russie, ce qui la rendrait capable d'envoyer en ligne trois quarts de millions de soldats. Si c'était fait, la Roumanie se sentirait à l'abri de toute attaque austro-allemande, parce que les armées ennemies auraient assez à faire si elles voulaient maintenir leurs positions contre une pression croissante des armées russes. La Russie pourrait même, dans de telles conditions, détacher cent mille hommes pour assister la Roumanie dans toute attaque qui pourrait être tentée contre elle.

« La situation est désespérée et rien ne peut la rétablir, sauf une action prompte, courageuse et même audacieuse. Quels risques courrions-nous à faire de telles promesses?

« 1) Il nous faudrait, dit-on, ajourner définitivement l'offensive à l'Ouest. Si elle a échoué après la préparation la plus prolongée et la plus soignée, comment admettrions-nous qu'elle réussira trois mois plus tard? La situation des Français et la nôtre ne s'améliorera pas sensiblement en ce qui concerne les canons lourds, jusqu'au printemps avancé de l'an prochain. Nous avons déjà perdu, Français et Anglais, de cinq cent mille à six cent mille hommes dans les deux grandes tentatives faites depuis mai dernier pour percer les lignes allemandes. Ignorer la leçon coûteuse et faire un autre effort de même nature sans l'armement en canons lourds suffisant, sans les munitions nécessaires, ce serait gaspiller légèrement les vies des très belles troupes de volontaires qui composent les armées nouvelles.

« 2) Nous risquerions, dit-on aussi, de ne pas tenir les promesses faites aux Roumains et aux Grecs. — Les Français ont promis 64.000 hommes quand l'offensive serait terminée. Je ne suis pas certain que dans ces 64.000 soldats sont inclus les 15.000 hommes des troupes françaises qui ont déjà débarqué à Salonique. Admettons-le cependant. J'ai appris que des détachements considérables sont en route pour les Dardanelles. Ils pourraient être tranquillement dirigés vers Salonique aussi longtemps que les Turcs de la presqu'île de Gallipoli seront coupés des ravitaillements en munitions qu'ils espèrent obtenir des Allemands. Ceci porterait à 100.000 hommes environ nos forces de Salonique (1).

(1) Français..... 66.000
Anglais retirés de Gallipoli et renforts 33.000

99.000

« Il nous faudrait trouver les 150.000 hommes qui restent. J'ai appris que sur le front Ouest les Français affirment qu'avec notre armée ils ont une supériorité numérique de près d'un million d'hommes sur les Allemands. Si on retirait 400.000 hommes de l'Ouest, notre supériorité demeurerait considérable. Les Allemands nous ont déjà prouvé clairement qu'à trois contre deux, on est incapable de forcer par une offensive une ligne bien fortifiée. Alors, comment supposer que les Allemands, avec leur infériorité numérique, pourraient enfoncer nos lignes? Est-ce que les soldats français et les nôtres sont inférieurs en qualité aux territoriaux allemands?

« Si les Allemands amenaient de l'est un demi-million d'hommes, ils seraient encore légèrement inférieurs numériquement à l'ouest. Et d'ailleurs, sous la pression accrue des Russes renforcés par les soldats que nous leur aurions permis d'armer et de mettre en ligne, les Allemands, loin de pouvoir retirer leurs troupes de l'est, devraient peut-être emprunter largement à leurs réserves pour pouvoir garder ce qu'ils possèdent sur cette frontière.

« 3) Risquons-nous de ne pas pouvoir fournir 500.000 fusils à la Russie? Pourquoi? Nos fusils d'Amérique vont arriver sous peu et nous pouvons, en faveur d'un grand effort et pour sauver une situation désespérée, en détourner 150.000 pour équiper 200.000 Russes prêts à entrer en campagne sous tous les autres rapports. Les risques temporaires que nous affronterions en partageant ces fusils ne sont pas comparables à ceux que nous courrions si rien de sérieux n'était tenté pour sauver la situation dans les Balkans. Il faut donner de l'argent aux Italiens pour qu'ils cèdent leur part de 300.000 Vitalis, et les Français, eux aussi, donneraient 50.000 fusils pour sortir la cause alliée d'une situation critique sans précédent.

« J'insiste sérieusement pour qu'une offre définitive

soit faite à la Russie et à la Grèce sans perdre de temps. Si la Grèce montre quelque répugnance à entrer en jeu, l'appel qui lui sera fait pourrait prendre la forme d'une demande lui enjoignant d'exécuter les obligations de son traité avec la Serbie. Nous sommes dans cette guerre pour renforcer la valeur des traités internationaux. Une demande de cette sorte ne pourrait être interprétée comme un procédé d'intimidation envers une petite puissance, puisque c'est pour la même raison que nous sommes en guerre avec la plus grande puissance militaire du monde. La Grèce est toujours à la merci d'une grande puissance navale. L'Allemagne ne peut pas la protéger contre nous et j'ai reçu de sources grecques dignes de confiance l'information que cet argument aurait un beaucoup plus grand effet sur l'esprit du roi qu'un appel à son honneur pour lui faire respecter son alliance avec la Serbie.

« Pourrions-nous répondre aux exigences de cette situation critique en exécutant une nouvelle attaque dans la presqu'île de Gallipoli? Cette opinion me paraît être insensée. Nous avons échoué à plusieurs reprises quand les Turcs étaient à court de munitions. Est-ce que nous réussirons quand ils auront été renforcés par des canons lourds allemands, et ravitaillés en obus? Il n'est pas du tout improbable que les Turcs, une fois réarmés, nous jettent à la mer, avant que des renforts aient rejoint notre armée dans la péninsule. Cette probabilité est indiquée en termes clairs dans le rapport du colonel Hankey. Si nous négligeons son avertissement, notre responsabilité sera grande. Mais, même en admettant que nous puissions garder ce que nous tenons, une attaque contre des positions qui se sont révélées imprenables, malgré de vaillants assauts, finirait par la perte de 50 à 60.000 hommes sans aucun résultat. Il est clair, pour quiconque a lu avec attention le document préparé par l'état-major général, que ces projets ne faisaient pas partie du plan

original. On les a introduits comme œuf de coucou dans ce document, grâce à des influences dardanelliennes. Les recommandations de l'état-major consistaient en ceci qu'il fallait nous limiter à l'offensive en France. Aujourd'hui, nous n'avons pas seulement à envoyer un général pour pêcher au filet dans la Méditerranée orientale une politique nouvelle, mais, avant son rapport, nous avons à expédier 150.000 soldats loin de la France, loin du seul objectif pour lequel l'état-major soit disposé à mettre en jeu sa réputation de donneur de conseils.

« 12 octobre 1915.

« D. Ll G. »

A ce rapport, Lord Grey répondit :

« 13 octobre 1915.

« Mon cher Lloyd George,

« Votre mémoire m'est arrivé depuis que les télégrammes à Bucarest et à Athènes ont été envoyés cette nuit, et pour le moment, je suppose, ils règlent un point de votre exposé.

« Je ne suis pas juge des considérations militaires qu'il implique. Mais, avec l'approbation de Kitchener, suivant vos désirs et avec l'autorisation du Premier Ministre, j'ai expédié ces télégrammes aussitôt. Du point de vue politique, je suis aussi fortement partisan que vous pouvez l'être de la ligne de conduite adoptée, et je suis heureux de pouvoir dire diplomatiquement quelque chose qui soit fondé sur l'action ou sur la perspective de l'action.

« Ce qui est inutile, je le sens, c'est l'effort diplomatique constant, qui ne s'appuie pas sur un succès militaire ou naval et s'exerce sans la perspective d'un pareil

succès et sans l'offre d'une action. Les derniers télégrammes ne donnent pas lieu à cette critique.

« Pour le reste, je désire éviter de me laisser entraîner dans votre stratégie et si je diffère du tout au tout des conclusions de votre rapport, c'est parce que je pense que nos décisions stratégiques doivent avoir pour base un avis militaire ou naval fondé sur du bon travail d'état-major. J'ai appuyé fortement et je comprends que vous appuyiez aussi sur ce point, et j'espère que l'œuvre de l'état-major, qui est faite maintenant sous la direction de Murray, sera encouragée et continuée. Je ne désire pas rejeter ses conclusions, mais j'admets que l'opinion exprimée par l'état-major sur la presqu'île de Gallipoli est plutôt provisoire que définitive.

« Il est toutefois d'une importance vitale d'en venir promptement à une décision. Il faut, me semble-t-il, ou bien tenter de forcer les Dardanelles, ou bien les évacuer, et j'accepterais l'une ou l'autre de ces décisions plutôt qu'aucune.

« Je ne sais si votre mémoire s'adressait ou non spécialement à moi. Il traitait principalement de la stratégie militaire. En ces matières, je suis qualifié pour être guidé et non pour guider.

« Sincèrement votre,

« E. GREY. »

La phrase sur l' « avis militaire ou naval fondé sur du bon travail d'état-major » est d'une ironie meurtrière. Mais ce qui était bien plus ironique encore, après tout ce qui s'était passé, c'est que Grey en pensait chaque mot. La façon dont il avait été trahi par les militaires, jusqu'à donner, devant la Chambre des Communes, des garanties à la Serbie qu'il n'avait plus l'espoir de remplir, ne paraissait pas avoir diminué sa confiance dans leur avis.

Des retards considérables suivirent, dans l'envoi des

troupes en Méditerranée. Le 19 octobre, M. Millerand, le Ministre de la Guerre français, vint ici pour discuter la question. Il était accompagné par le général Joffre. Je retrouve dans mes papiers la note suivante, rédigée par un secrétaire qui avait assisté à ces discussions:

« Lloyd George a vu Millerand aujourd'hui qui a dit que Lloyd George avait raison, après tout, et que l'expédition dans les Balkans aurait dû être entreprise au printemps dernier. Il craint maintenant que les opérations des Dardanelles ne soient un échec, et bien qu'il redoute qu'il ne soit trop tard pour rendre très efficace l'aide dans les Balkans, il est toutefois partisan d'un envoi de troupes là-bas, par la France et l'Angleterre. Lui et Lloyd George ont dressé un plan de campagne dans les Balkans que la France et l'Angleterre auront à mettre en action. »

Notre plan suggérait ceci:

« L'objectif principal de la force expéditionnaire en commun, c'est d'empêcher l'effort allemand de percer jusqu'à Constantinople. Si, lorsque la nouvelle armée parviendra dans la Méditerranée orientale, la Serbie bloque encore la route, les forces françaises et britanniques à Salonique pourraient aider la Serbie à tenir le chemin de fer jusqu'à Uskub.

« Si, lors de la date de leur arrivée, les Allemands ont forcé la route qui conduit à Constantinople, les deux gouvernements auront à décider de leur politique, sur l'avis de leurs généraux... Les deux gouvernements ont consenti à envoyer comme secours à la Serbie des contingents suffisants pour constituer une armée de 150.000 hommes.

« Si la situation actuelle était gravement altérée par des circonstances imprévues, les deux gouvernements prendraient des mesures en commun sur les directions nouvelles à donner à leurs troupes. »

On avait pressé la Grèce d'envoyer des troupes pour

collaborer au salut de la Serbie. Mais cet appel vint trop tard. Entre temps, les armées des Puissances centrales et de la Bulgarie avaient triomphé de la résistance serbe et les Grecs firent valoir qu'il était redoutable pour eux d'affronter des vainqueurs si aucune armée alliée n'était en vue pour les assister.

Ils avaient devant les yeux le sort tragique de la Serbie. Elle avait été abandonnée par les Alliés, en dépit des promesses solennelles de secours en temps opportun. Les Grecs craignaient, naturellement, pour eux-mêmes, la répétition de cet abandon.

Les événements de la guerre sur le front oriental avaient plus impressionné les Etats du sud-est que la conquête de quelques kilomètres en France. La Russie s'était effondrée. La Serbie avait été foulée aux pieds. L'expédition des Dardanelles avait été un complet échec. Même à l'ouest, les Alliés n'avaient pas réussi à percer et les Allemands victorieux sur tous les fronts avançaient vers le sud avec des bottes de sept lieues.

Déjà dans les défilés des Balkans, les Allemands en descendraient bientôt les pentes méridionales. Entre eux et la frontière grecque ne se dressait plus d'obstacle. La Grèce, avec sa petite armée, eût été facilement dévorée par le monstre terrible.

Dégoûté par ce qu'il considérait comme une déloyauté commise envers la Serbie, Sir Edward Carson démissionna. M. Bonar Law et moi-même, nous partagions son opinion concernant toute cette affaire. Mais, en fin de compte, nous décidâmes que, dans ces circonstances critiques, nous ne pouvions nous retirer du ministère.

Un manque de poigne désastreux se manifestait, au dire de la plupart, dans la direction de la guerre et on souhaitait que le Cabinet prît une responsabilité plus directe dans le contrôle des opérations.

Il fut suggéré de mettre sur pied un Comité de la Guerre qui exercerait une surveillance plus constante sur

la conduite des hostilités. J'étais de ceux qui avaient fait des représentations au Premier Ministre sur ce point.

Le 29 octobre 1915, je reçus de sa part la note suivante :

« *Conduite de la guerre*

« Ce que l'on propose — si j'ai bien compris — c'est de former dans le Cabinet un petit Comité de trois membres au moins et de cinq au plus, muni de pouvoirs exécutifs dans la conduite de la guerre.

« Il est entendu que, de temps en temps, il appellerait à son aide, pour discuter et pour décider les questions, les autres membres du Cabinet, soit parce que leurs services y seraient intéressés d'une façon particulière, soit pour d'autres raisons spéciales.

« Le Cabinet resterait le même comme nombre et comme composition.

« Le Cabinet tout entier serait constamment informé des décisions et des actions du Comité et, dans toutes les questions qui impliqueraient un changement ou des innovations dans la politique, il devrait être consulté, avant toute action décisive.

« Le Parlement serait informé des méthodes de procédure qui auraient été adoptées et des noms des membres du Comité.

« 28 octobre 1915. H. H. A. »

Le 31 octobre, je répondis:

« 11 Downing Street,
Witehall S. W. 1.

« 31 octobre 1915.

« Mon cher Premier Ministre,

« Je suis fâché de vous déranger, en ce moment où les

inquiétudes causées par la situation vous tourmentent; mais je sens qu'il me faut vous exposer mes vues sur la question, avant que vous ne preniez une décision finale.

« La constitution d'un petit Comité avec pleins pouvoirs marquera indubitablement un grand progrès sur l'espèce de Duma qui s'occupait jusqu'à aujourd'hui des problèmes de la guerre. Mais, à moins d'un changement complet dans le War Office, le nouveau Conseil sera tout aussi impuissant que l'étaient — la preuve en est faite — l'ancien Conseil et le Cabinet. Notre administration de la guerre a commis toutes les fautes que l'ennemi pouvait lui souhaiter.

« Il était tout à fait clair, même pour l'esprit d'un civil, dès que la guerre commença, qu'elle serait décidée par la supériorité en qualité et en quantité du matériel et par l'accablement de l'ennemi sous le nombre. Les Alliés, sur ces deux points, avaient l'avantage, mais le War Office, par un défaut incroyable de clairvoyance et d'énergie, l'a dissipé.

« En ce qui concerne le matériel, tandis que les Allemands employaient tout l'automne et l'hiver de 1914 à accroître le nombre de leurs canons, de leurs fusils, de leurs munitions pour la campagne d'été, notre War Office n'a rien fait d'important jusqu'à la fin de 1914 et au printemps de 1915. Il agit enfin sous la pression du dehors. Mais même alors il se contenta de donner des ordres, sans s'informer s'ils étaient ou même pouvaient être exécutés. Le résultat fut que la campagne de 1915 a été perdue pour nous. Nous n'avons pas pu ravitailler en munitions la Russie parce que nous n'avions pas nous-mêmes un armement suffisant, spécialement en fusils, en canons lourds et en engins de tranchée. L'histoire complète des négligences du War Office sous ce rapport n'a pas encore été racontée. Elle est pire encore que ce que j'avais attendu, quand j'ai pris en mains le Ministère des Munitions. On commandait des obus, sans se

préoccuper de voir s'il y avait des fusées, des amorces, des douilles, des bagues et tout l'appareil nécessaire pour le remplissage, en sorte que des stocks élevés d'obus vides s'empilaient à Woolwich sans qu'on eût les moyens de les compléter d'une façon suffisante.

« En ce qui concerne l'usure, par une action prompte dans les Balkans, nous aurions pu augmenter nos réserves d'un million et demi d'excellents soldats. La Roumanie, la Grèce et, je crois, la Bulgarie auraient pu être amenées à nous, non par des paroles mais par une action forte et rapide. D'autre part, nous aurions coupé l'ennemi du magnifique réservoir d'hommes qu'est l'Empire turc. Il n'attend que son armement pour devenir une des plus formidables machines de guerre du monde.

« *En juillet, le Service des Informations (Intelligence) du War Office a averti Kitchener que les Allemands allaient probablement s'ouvrir un chemin vers Constantinople. On nous a constamment annoncé que la Bulgarie devenait de plus en plus hostile.* Un ou deux membres du Cabinet, moi compris, avons insisté pour que des mesures soient prises en vue du mouvement allemand qui se dessinait.

« Rien n'a été fait. Même quand est parvenue la nouvelle que les Allemands et les Autrichiens accumulaient des forces dans les vallées de Hongrie et en Bukovine, aucun plan d'action n'a été conçu.

« *Vingt heures après que le War Office eut appris qu'ils avaient franchi le Danube en cinq endroits, Lord Kitchener l'ignorait encore.* Une quinzaine après ce passage du fleuve, sa seule action fut d'envoyer un général dans la Méditerranée pour présenter un rapport sur la situation. Plusieurs jours après que la route de Constantinople fut déblayée par la Bulgarie, des semaines après le commencement d'une lutte dont pouvait dépendre le sort de l'Egypte, ce sont les Français qui nous ont forcés, en quelque mesure, à l'action.

« Vous vous souvenez que le Comité de la Défense impériale a décidé, déjà en février dernier, de faire tous les préparatifs nécessaires pour effectuer le débarquement à Salonique, le jour où le Cabinet se résoudrait à adopter ce projet. Kitchener n'a jamais pris note de cette résolution et l'on n'avait pas acheté même un mulet de transport quand le poing allemand s'est abattu sur la Serbie.

« Le public peut avoir encore sur Kitchener des illusions. Mais quand ces faits seront apportés à la Chambre des Communes, j'ai fort peu de doutes sur les réactions et les paroles de tous les partis.

« Si j'étais convaincu que la formation d'un petit Comité mettrait une fin à cette série stupéfiante de bévues, je me déclarerais satisfait. Mais voilà des mois que je pense, en présence de chaque faute, qu'elle sera certainement la dernière et des mois que la capacité d'erreur de nos grands seigneurs de guerre dépasse toujours mon attente.

« Je vous ai écrit en décembre dernier pour appeler votre attention sur la stupidité du War Office et pour vous dire qu'à mon avis, si nous ne montrions pas en tant que gouvernement une plus grande énergie dans la conduite de la guerre, elle se terminerait en désastre. J'ai protesté, au cours de toutes les phases, parfois par lettre et parfois en intervenant dans le Cabinet ou au Conseil de la Guerre. Je l'ai fait bien avant que la presse de Northcliffe ait commencé sa campagne. Dans le cas le plus favorable et si, contrairement à ces dernières semaines, les événements nous donnaient beaucoup de satisfactions, ils n'en apporteraient pas moins la ruine à la Serbie, et à nous, la retraite dans les Balkans et le désastre à Gallipoli.

« La nation endurerait tout cela et bien plus encore si elle avait la certitude que l'effort humain et la perspicacité ont tout combiné en vue de la victoire finale. Mais

sa confiance a été mise à une rude épreuve, par ce qu'elle a pu apercevoir de notre manque de préparation dans les Balkans.

« La presse la mieux disposée donne des symptômes marqués de révolte. La fidélité solide de notre parti à son chef a jusqu'ici sauvé le Gouvernement. Mais si une catastrophe frappait la Serbie ou nos troupes des Dardanelles, si (comme on ne manquerait pas de le faire) on draînait au dehors tous les faits concernant la conduite de la guerre, cette confiance nous sauverait-elle encore? Pardonnez-moi de vous dire que j'en doute, puisque toutes les fautes et toutes les omissions seraient portées au grand jour, avec une force toujours accrue.

« C'est en dernier lieu que la querelle éclatera aux Communes. La presse et le public se mettront en mouvement avant le clan des politiciens, mais il finira par suivre l'opinion publique, et nous devrons avoir une bonne réponse prête, quand ce temps viendra.

« Mais une seule réponse pourra satisfaire la nation: c'est qu'il a déjà été mis fin à ce régime futile qui tombait, chemin faisant, d'une sottise dans une autre.

« Je suis tout disposé à faire face à l'inévitable tumulte, si cette réponse peut être donnée, mais, à mon grand regret, j'en suis arrivé à la conclusion que je ne puis pas être plus longtemps responsable de la façon dont la guerre est dirigée, et demain, dans la séance du Cabinet, je proposerai, avec votre permission, d'en tirer les justes conséquences.

« Sincèrement votre, « D. Lloyd George. »

L'allusion dans ma lettre au fait que Lord Kitchener ne connaissait pas le passage du Danube par les Allemands vingt heures après que la nouvelle en était arrivée au War Office est expliquée dans la note suivante, rédigée par un de mes secrétaires après la réunion du Comité:

« A la séance du Cabinet, la semaine dernière, avant l'avance des Allemands en Serbie, mais alors qu'on en attendait à tout moment la nouvelle, Ll. G. demanda à K. (Kitchener) si on savait quelque chose sur le passage du Danube par les Allemands. K. répondit que, jusqu'au moment de son départ pour le Conseil, il n'en avait pas reçu la nouvelle.

« Ll. G. suggéra l'idée que la nouvelle était peut-être arrivée depuis et fit téléphoner le secrétaire du Premier Ministre au War Office pour savoir si la nouvelle était arrivée, étant donné qu'il attachait la plus grande importance à savoir si les Allemands avaient passé le Danube.

« Voici la réponse que reçut Ll. G. et qu'il lut au Cabinet: « Un télégramme a été reçu hier au War Office. »

« K. n'exprima pas la moindre surprise de n'avoir pas eu connaissance de ce télégramme.

Voici la copie de cette dépêche:

« *Hier,* tard dans l'après-midi, ennemi xd Danube avec une batt. à Troupes autr. xd la Slave à cinq endroits différents entre Sabac et Belgrade. Ils ne sont pas jusqu'à présent en grand nombre. Bataille continue. »

Aussitôt après cette lecture, Sir Edward Carson me fit passer la note suivante:

« K. ne lit pas les télégrammes et nous ne les voyons pas — c'est intolérable. — E. C. »

Le 4 novembre, je reçus la lettre suivante de M. Asquith:

« *Secret*
« 10, Downing Street,
« Witehall S. W.

« 3 novembre 1915.

« Mon cher Lloyd George,

« Je désire que vous sachiez, avant le Conseil de de-

main, qu'étant donné les opinions divergentes de Monro et des autres généraux à propos de l'avenir des Dardanelles, j'ai arrangé aujourd'hui que K. partirait immédiatement demain soir jeudi pour Alexandrie et qu'après avoir visité Gallipoli et Salonique et conféré avec tous nos experts militaires et diplomatiques dans ces contrées, il nous conseillerait dans la stratégie à suivre sur le théâtre oriental. Entre temps, je me propose de prendre en mains le War Office, et je compte, au cours du mois prochain, remettre toutes choses sur un meilleur pied, et arriver, en particulier, à un complet accord avec vous sur tous les sujets importants qui concernent la spécification, la fabrication et la livraison des munitions.

« Par cette façon de procéder, nous évitons l'écartement immédiat de K. comme Ministre de la Guerre, tout en atteignant le même résultat. Et je suppose que B. L. (Bonar Law) lui-même pourra difficilement faire des objections à ce plan.

« Votre, très sincèrement,

« *H. H. A.*

« *P.-S.* — Ceci est pour vous seul. Je n'ai rien dit de cela à aucun de nos collègues. Mais je considère comme de première importance que, dans ces matières, vous et moi nous agissions en commun. »

Les Allemands envahirent la Serbie le 7 octobre. Le Cabinet résolut le 11 octobre d'envoyer un général dans la Méditerranée pour y étudier la situation et décider ce qu'on pourrait faire. Comme je l'ai déjà mentionné, le général Monro fut choisi. Nommé le 15 octobre, il partit pour son voyage de découvertes autour des méthodes pour secourir la Serbie le 22 octobre et il arriva le 28 octobre à Mudros. Le 31 octobre il recommanda de retirer les troupes de la presqu'île de Gallipoli et de les transporter en Egypte pour les équiper de nouveau. Dans l'intervalle, un certain nombre de troupes anglaises et françaises avaient débarqué à Salonique. Le premier

contingent avait atteint ce port le 3 octobre. Deux divisions seulement avaient été mises à terre le 7 octobre, le jour où l'action contre la Serbie avait été déclenchée par les forces des Puissances centrales. Si on avait arrêté l'offensive fatale en France, dès qu'il fut clair qu'elle ne pouvait réussir dans son objet principal, et si on avait immédiatement envoyé dans la Méditerranée un nombre de soldats égal au chiffre de ceux qui tombèrent dans d'inutiles attaques, après cette date, le bastion des Balkans aurait été tenu par nous avec l'aide des débris de l'armée serbe. Ni les Allemands, ni les Autrichiens, ni les Bulgares ne possédaient la force nécessaire pour s'emparer des défilés contre une telle garnison.

L'anxiété grandissante qui se manifestait en critiques de la direction militaire se reflète dans une lettre que je reçus à cette époque de feu Lord Charles Beresford. C'était encore, en ce temps-là, un personnage de quelque importance et il avait joui d'une grande considération populaire. Il avait toujours possédé un certain flair qui se manifestait jusque dans ses exhibitions les plus histrionesques et dans ses discours les plus exubérants et extravagants.

« 1 Great Cumberland Place,
« Londres W.

« 16 octobre 1915.

« Cher monsieur Lloyd George,

« Je vous prie, excusez la dictée.

« J'espère que je pourrai vous voir à la Chambre un jour de la semaine prochaine. Je ne pense pas qu'il serait sage ou politique de vous rencontrer autre part que dans une maison particulière ou à la Chambre des Communes. Il y a beaucoup de gens qui se dépêcheraient de conclure et qui penseraient aussitôt qu'une intrigue est en train.

« Nous sommes poussés, à ce que je crois, vers la destruction certaine. Nous n'avons pas de politique, pas d'objectif, et rien n'a été médité d'avance. Il faut absolument que nous quittions la presqu'île de Gallipoli. Suvlo Bay et Anzac doivent être évacués sous peu: ils se trouvent sous l'eau. Il est trop tard maintenant pour débarquer une armée en Asie mineure: ce pays doit être déjà un marais. Nous aurons des pertes à l'arrière-garde, lors de l'évacuation, mais cela vaut mieux que de perdre les 140.000 hommes qui se trouvent là et en plus les 140.000 ou 200.000 hommes nécessaires pour les renforcer, étant donné les pertes et les maladies qui y sévissent. Nous ne pouvons pas forcer les Dardanelles et nous gaspillons des vies et détruisons du prestige en restant dans la presqu'île de Gallipoli. Je pense que la flotte pourrait protéger la retraite, même pour une partie de l'arrière-garde.

« A tous les points de vue, les fronts ont changé; de nouvelles situations militaires ont été créées, de nouveaux plans ont été entrepris. A Salonique, nous nous sommes donné un objectif nouveau et nous avons constitué un nouveau front. C'est une raison excellente pour nous retirer, à Gallipoli, d'une position impossible.

« Nous avons besoin de débarquer environ 200.000 soldats alliés à Salonique. Il serait fatal de les y envoyer par petits paquets. Si les Serbes sont écrasés, les Allemands iront à Constantinople. Ceci leur ouvrira l'Asie entière, pour les ravitaillements. Par peur, la Roumanie et la Grèce lieront probablement partie avec l'Allemagne. Il court dans l'Islam des étincelles qui, dans ces circonstances, pourraient jaillir en flamme violente, surtout si nous restions dans la presqu'île de Gallipoli. Si nous regardons plus loin, nous aurions probablement à priver nos alliés français d'une grande partie de notre armée, pour défendre notre Empire à l'est et en Egypte. Assurément il faudrait envoyer quelques dépêches ou pra-

tiquer une méthode capable de montrer aux Grecs qu'ils doivent prendre part.

« Il y aura une réaction effrayante dans le pays quand le peuple connaîtra la vérité, et je crains que le Cabinet tout entier ne tombe. La démocratie n'est pas raisonnable quand elle est excitée. Si le peuple provoque la chute du Cabinet, qu'avons-nous pour mettre à sa place? Ce serait le chaos qui régnerait pendant la plus grande crise que l'Empire ait jamais affrontée.

« Un des plus grands dangers consiste à avoir Lord Kitchener dans le Cabinet. Le peuple croit en lui, mais il ne sait pas que Kitchener perd son temps à parler sur des sujets politiques. J'ai été chez lui plusieurs fois et je lui ai expliqué qu'il devrait sortir du Cabinet sous prétexte qu'il n'a pas de temps à lui consacrer. Son métier consiste à prendre du papier à lettre, à écrire dessus combien d'hommes il désire, combien de munitions il veut, et à présenter le tout au Cabinet. Mais il n'a rien à voir quand il s'agit de se les procurer. Il y a là une question politique d'une énorme difficulté qui devrait être débattue à fond par le Cabinet. L'embarras de Lord Kitchener sera mis en lumière quand il y aura un débat dans le Cabinet sur la conscription et le service volontaire. Quelle attitude prendrait-il?

« En temps de guerre, des décisions rapides et des actions promptes sont désirables. Rien n'est possible sans une politique précise et un objectif clair pour les forces militaires et navales. Le Gouvernement n'a pas de politique et les militaires n'ont pas d'objectif. Il n'est pas nécessaire d'appartenir au Cabinet pour voir les dangers résultant pour notre Empire de cet état lamentable des affaires. Nous gaspillons les jours et les semaines alors que chaque heure et même chaque minute est d'une importance vitale pour notre proche avenir.

« A mon avis, notre politique devrait être :

« 1° Evacuer les Dardanelles;

« 2° Envoyer 200.000 hommes (une armée alliée) à Salonique avec une quantité de canons;

« 3° Occuper la voie ferrée qui va de Belgrade à Constantinople, peut-être entre Nich et Sofia.

« Je connais le pays et tous les obstacles qui attendent un pareil projet, mais il faut affronter en temps de guerre les difficultés et les risques, quand on peut obtenir un résultat substantiel. Des risques comme ceux que nous avons courus à Gallipoli n'ont aucune excuse. C'est là une audace qui appelle la défaite et qui doit atteindre notre prestige dans les Balkans, en face des Alliés — et, ce qui est le pire de tout, en face de notre grand Empire oriental.

« Très sincèrement vôtre,

« Charles BERESFORD. »

A l'honorable D. Lloyd George, M. P.

Cette lettre reflète le sentiment d'insécurité grandissante parmi les hommes qui suivaient le cours des événements avec une connaissance et une expérience sans cesse accrues. Le gros du public était encore plein de confiance, bien qu'un peu intrigué. Sa foi en Kitchener et son invincible confiance dans le destin de l'Angleterre n'étaient pas encore ébranlées.

Il me reste à raconter un exemple très frappant des sottises, dont étaient capables les chefs militaires de ce temps-là. Après le retour de Lord Kitchener, vers la fin novembre 1915, de son expédition aux Balkans, l'antipathie de l'Etat-Major Général britannique pour toute opération sur ce théâtre de la guerre se cristallisa. Il recommanda définitivement le rappel de l'expédition à Salonique. Une rumeur qui courut, disait que Kitchener avait été quelque peu endoctriné, dans le sens de cette

démarche, par Constantin, le roi de Grèce insinuant et adroit. Bref, l'Etat-Major donna l'avis qu'il fallait nous retirer à la fois des Dardanelles et de Salonique, et concentrer nos forces pour la défense de l'Egypte.

Le Gouvernement français eut le bon sens de devenir furieux devant pareille suggestion. Il fit valoir très sagement qu'une telle action serait considérée dans tout l'Est comme un signe de faiblesse et d'irrésolution, et qu'elle signifierait la perte complète des Balkans. Non seulement elle provoquerait l'abandon final des derniers restes dispersés de l'armée de notre alliée la Serbie, mais elle pousserait la Roumanie et la Grèce entre les bras de l'Allemagne, ajouterait environ un million d'hommes à ses forces, mettrait en péril le flanc Sud des Russes, et transformerait toute la côte balkanique et les ports grecs en bases de sous-marins ennemis dans la Méditerranée. Le vendredi 3 novembre, la France nous envoya un télégramme irrité, relevant l'attitude indécise du Gouvernement britannique, sa proposition d'abandonner Salonique, sa faiblesse dans ses négociations avec la Grèce. Les Français se plaignaient amèrement que nous soyons revenus sur les décisions prises la semaine précédente à la Conférence de Paris, et que Lord Kitchener ait combiné avec le roi de Grèce des arrangements tout à fait en dehors des intentions de la France. Ils demandaient que des représentants du Gouvernement britannique fussent envoyés le jour suivant à Calais pour discuter la question.

Cependant, le Cabinet anglais n'avait pas pris sur ce point de décision définitive. Il l'ajournait d'un Conseil à l'autre. A la réception du télégramme du Gouvernement français, le Premier Ministre partit pour Calais, emmenant avec lui Lord Kitchener et M. Balfour. On ne m'invita pas à me joindre à la partie, puisque ma forte opposition à tout abandon des Balkans était bien connue, et je n'ai entendu parler du télégramme venu de France que

lorsque nos représentants étaient déjà partis pour Calais.

A leur retour, on nous informa qu'ils avaient réussi à gagner les Français à leur point de vue et que l'évacuation de Salonique était acceptée. Mais le télégramme de lundi qui arriva de Paris était loin de confirmer cette interprétation, il prouvait que les Français étaient encore très mécontents et qu'aucun arrangement satisfaisant n'avait été fait le samedi.

Alors que tout se trouvait dans cet état chaotique, une dépêche survint, disant que M. Albert Thomas était en route pour avoir un entretien avec moi, au sujet de la Conférence de Calais et pour m'expliquer l'opinion véritable des Français. Entre temps, la question avait été discutée le matin au Conseil de la Guerre (6 décembre 1916). M. Bonar Law fut le seul membre présent à se rallier à mes vues; tout le reste du Conseil étant pour l'évacuation immédiate. Lord Kitchener lut un télégramme venu de Grèce, qui disait que les Allemands demandaient l'évacuation des Balkans par les troupes alliées et consentaient à permettre à la Grèce de protéger la réembarcation. Je me souviens d'avoir dit, à ce propos : « C'est bon signe que les Anglais et les Allemands aient réussi à se mettre d'accord au moins sur un point. Sûrement, cela doit être le commencement de la paix. »

Peu de temps après, M. Albert Thomas arriva et m'exposa la raison de sa visite. J'appris que, quand la délégation française à Calais était revenue à Paris et avait avoué qu'elle avait consenti à l'évacuation des Balkans, tout le reste du Cabinet avait exprimé le plus vif mécontentement à propos de cette décision. La députation répliqua que tel était le point de vue adopté à l'unanimité par le Gouvernement britannique et que, dans ces conditions, elle s'était crue obligée d'acquiescer. M. Thomas objecta qu'il savait que ce n'était pas l'avis de tout le Cabinet britannique et que je lui avais dit, lors de sa

dernière visite à Londres, être entièrement opposé à une évacuation des Balkans, et favorable à une campagne qui pourrait être engagée cette année ou l'an prochain. Finalement, le Cabinet français refusa d'accepter la décision prise à Calais le jour précédent. En conséquence, M. Thomas offrit de venir à Londres pour me rencontrer, en vue d'obtenir un examen nouveau de la question par le Gouvernement britannique.

Naturellement, je lui promis toute l'aide et tout l'appui que je pourrais lui fournir. Il assista à plus d'une réunion de nos chefs, et avec beaucoup de passion il y exposa le désir des Français de rester à Salonique. Mais le meilleur soutien que je lui donnai fut peut-être le déjeuner que je lui fis faire avec le Premier Ministre au 10 de la Downing Street. Je ne suis pas sûr que l'impression favorable qu'il produisit sur son hôte et sur son hôtesse ne servit pas davantage sa cause que toute son éloquence au Conseil. Quoi qu'il en soit, le résultat de toutes ces discussions, ce fut l'envoi de Lord Kitchener à Paris pour se consulter avec le Cabinet français. Il n'aimait pas beaucoup cette idée d'aller là-bas. « Les Français ne m'ont pas en grande faveur, disait-il, pour plusieurs raisons. » Mais il y alla pourtant, et la fin, ce fut la conclusion d'un arrangement suivant lequel les Alliés restaient à Salonique et s'y fortifiaient en se préparant à une campagne énergique pour 1916. C'est ainsi que fut empêché, de fort peu, un acte d'incroyable folie. Mais la campagne énergique ne fut pas tentée en 1916. Les chefs militaires français et anglais eurent soin de ne pas armer l'expédition de Salonique avec les canons et les munitions qui auraient pu permettre des opérations offensives, et afin d'enlever au général Sarrail toute tentation d'attaquer, ils le privèrent des moyens de transport essentiels pour toute avance.

« TROP TARD! »

Parlant le 20 décembre 1915 à la Chambre des Com-

munes, j'avais dans l'esprit la nonchalance fatale qui avait causé tant de désastres pour les Alliés, aux Dardanelles, dans les Balkans, en Russie, en Mésopotamie, et je prononçai les paroles suivantes :

« Trop tard quand on part pour là-bas, trop tard quand on y arrive, trop tard quand on prend une décision, trop tard quand on se lance dans une entreprise, trop tard quand on la prépare. Dans cette guerre, les forces alliées ont été suivies pas à pas, par le spectre moqueur du Trop tard! et, à moins que nous n'accélérions notre marche, la damnation tombera sur la cause sacrée pour qui tant de sang vaillant a coulé. »

Ceci résume l'opinion réfléchie que j'avais sur la campagne embourbée de 1915. C'est encore mon jugement aujourd'hui, après un examen soigneux de tous les documents et de toutes les histoires écrites sur le sujet, à des points de vue différents.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

PRÉFACE 7

CHAPITRE PREMIER

LA FORMATION DE L'ORAGE

1. — *Premiers contacts avec les Affaires étrangères* 11

Vues de Lord Rosebery sur l'Entente. — Mon éloignement des affaires étrangères, au début. — Vues traditionnelles des partis politiques anglais. — Gladstone au Châlet. — Son admiration pour la France. — Préférence des Wighs pour l'Allemagne. — Vues partagées dans le gouvernement libéral en 1906. — Appréhensions causées par la marine allemande. — Crises dans le cabinet à propos des constructions navales. — Mes quatre propositions. — Défense du point de vue radical. — Le défi allemand à la flotte anglaise. — Mon entrevue avec Metternich. — Rapports diplomatiques allemands sur cette entrevue. — Les notes marginales de l'Empereur. — Mon entretien manqué avec le Kaiser. — Un dîner chez Bethmann-Hollweg. — Le « cercle de fer » de l'Angleterre. — Opinions de Bethmann-Hollweg sur la décadence anglaise. — Deuil allemand devant l'épave du zeppelin.

2. — *Un plan pour une trêve entre les partis* 42

Inquiétude au sujet de nos défenses navales. — Désir d'une préparation nationale. — Mes propositions concernant une trêve des partis. — Mr Asquith approuve mes suggestions. — Approbation des chefs conservateurs. — On demande ma retraite. — Akers-Douglas fait échouer le projet. — Ce que l'entraînement national aurait pu donner. — Inconvénients du système des partis.

3. — *La crise d'Agadir en* 1911 50

Les engagements britanniques concernant le Maroc. — Histoire de la crise. — Bruits de guerre en Allemagne — Mes déclarations sont approuvées et autorisées. — Ma part de responsabilité dans ces déclarations. — Effet du speech : l'Allemagne fait machine en arrière.

Pages.

4. — *Aucun examen de la politique étrangère par le Cabinet.* 55

La préoccupation des affaires intérieures. — Discrétion du Foreign Office. — Les affaires étrangères ne sont connues que d'un petit nombre d'élus. — Vues de Lord Northcliffe sur l'ignorance des ministres. — La méthode de la correspondance privée avec les ambassadeurs. — Ignorance du cabinet concernant nos arrangements stratégiques. — Consternation en apprenant nos engagements. — La violation de la Belgique les conditionne.

CHAPITRE II

LA CATASTROPHE

1. — *Plongeon inattendu dans la guerre*..... 61

Le peuple ne prévoyait pas la guerre, en général. — Les hommes d'état responsables n'y étaient pas préparés. — Le Cabinet n'attendait pas une crise. — La première annonce de Sir Edward Grey. — La Russie prend les devants.

2. — *Personne ne désirait la guerre ?*..... 64

L'homme qui a voulu la guerre — La poussée vers une campagne serbe. — Absence de grands hommes d'état. — Homicide non assassinat. — Les propositions diplomatiques de Grey au sujet d'une conférence.

3. — *L'attitude en face de la guerre : militaires, politiciens et civils*..... 69

Les militaires désiraient la guerre. — Un facteur décisif en Allemagne. — L'indécision du Kaiser. — La « petite guerre » de l'Autriche. — La réputation d'invincibilité de l'armée allemande. — Confiance des militaires français. — Fièvre belliqueuse populaire. — Démonstrations à Whitehall. — Sympathies pour la Belgique. —Témoignage du *Daily New*.

4. — *Le quatre août* 1914..... 78

La Belgique : clef de la décision. — Mes propositions pour la préparation. — La Belgique brave l'Allemagne. — Fausses accusations contre des financiers. — Le Cabinet attend les nouvelles. — Avertissement à la flotte. — L'heure sonne. — Le Parlement accorde les pouvoirs d'extrême urgence : œuvre du comité de la défense impériale. — Ses lacunes : Finance et munitions.

5. — *Le Cabinet ignore les avis stratégiques de French*... 89

Les propositions de Sir John French. — Lord Kitchener et le cabinet. — Idées de Joffre sur la stratégie allemande. — Nouvelles concernant la retraite de Mons.

CHAPITRE III

LORD GREY

Pages.

Importance de son caractère pour comprendre l'histoire de la guerre. — Il se tient à l'écart des conflits entre partis. — Son activité comme ministre des Affaires étrangères. — Ses échecs diplomatiques. — Apparence et réalité. — Un juge « de Paix ». — Son ignorance de l'étranger. — Un politicien déterminé par ses origines 97

CHAPITRE IV

LA CRISE FINANCIÈRE

1. — *Comment nous avons sauvé la Cité* 107

Effondrement des bourses étrangères. — Son effet sur les banques et sur les marchés des valeurs. — La Bourse de Londres fermée. — L'Inflation fiduciaire. — Conférence à la Trésorerie. — Prolongation des vacances des banques (Bank Holiday). — Mr Chamberlain admis à la conférence. — Mes déclarations du 5 août. — Loi sur la monnaie et les billets de banque. — Libération du crédit : La Banque d'Angleterre réescompte les billets. — Prêts aux banques d'escompte. — Fin du moratorium. — L'acte d'indemnité. — Absence de panique générale. — Le caractère de Lord Cunliffe. — Lord Cunliffe en France. — Pertes minines du gouvernement. — L'aide de Lord Rothschild.

2. — *Budget supplémentaire et premier emprunt de guerre* .. 122

Besoins croissants pour 1914-1915. — Les conditions du Budget supplémentaire. — M. A. Chamberlain effrayé par la taxe sur la bière. — Le premier emprunt de guerre. — Critique de l'emprunt de guerre de M. M'Kenna.

CHAPITRE V

LA LUTTE POUR LES MUNITIONS

1. — *Introduction* 129

Confiance exclusive dans la marine. — Conception réactionnaire du War Office. — Abondance des recrues. — Fautes dans l'équipement. — Dédain des explosifs à grande puissance. — Manque d'artillerie lourde. — Mitrailleuses et obus. — En quoi le War Office était à blâmer. — Une guerre de savants et d'ingénieurs.

Pages

2. — *Le financement de la production*..... 135

La bataille pour rire d'Hungerford. — Provision financière pour les munitions. — On coupe sa routine (*red tape*) à la Trésorerie.

3. — *La routine (galon rouge) au War Office*..... 139

Confiance dans les sources traditionnelles de ravitaillement. — La routine officielle. — La peur des responsabilités. — Refus de l'aide offerte par les industriels. — Contrats faits à la légère avec les maisons d'armement. — Méfiance des soldats pour les hommes d'affaires.

4. — *Premiers signes de la pénurie en obus*..... 144

Effet foudroyant des canons lourds allemands. — Les shrapnells anglais inefficaces pour détruire les tranchées. — L'armée demande des obus à haute puissance. — Stocks insuffisants de tous les obus. — Les appels de Sir John French. — Les répliques du War Office. — La première bataille d'Ypres. — Nouveaux appels de Sir John French.

5. — *La première commission du cabinet*..... 150

D'abord indifférence pour le problème des munitions. — Je provoque la convocation d'une commission. — Résumé de son œuvre. — Négociation avec les fournisseurs officiels. — Leurs capacités épuisées. — Ma visite en France. — Arrivée à Paris. — Méthodes françaises pour la production des munitions. — Le général Deville. — Une entrevue avec lord R. Cecil. — Le général Galliéni. — Visite au général de Castelnau. — Le moral élevé des *poilus*. — Entrevue avec le général Balfourier et le général Foch. — Un prisonnier allemand. — Paysans français dans la zone de guerre.

CHAPITRE VI

LA LUTTE POUR LES MUNITIONS (*suite*)

1. — *Une politique de courte vue*..... 166

Fusils d'Amérique. — Retards du War Office. — Excuses pour le manque d'obus. — Transfert de main-d'œuvre : les efforts de l'office du travail. — Négociation avec les patrons. — Invites à des maisons étrangères.

2. — *La pénurie en obus grandit*..... 170

Mémorandum de Lord Kitchener. — Appels continuels du grand quartier général. — Mon mémoire du 22. 2. 15. — Nécessité de mobiliser toutes les ressources des usines. — Fin de la commission du Cabinet. — Conférence du 5. 3. 15.

Pages.

3. — *Correspondance avec M. Balfour* 174

L'intérêt de Balfour pour les munitions. — Sa lettre du 5.3.15. — Vues sur les limitations du War Office. — Suggestions concernant la stratégie. — Ma lettre du 6. 3. 15. — Le problème des fusils. — L'organisation industrielle.

4. — *D. O. R. A et munitions* 180

Mesures du D. O. R. A. — Problème des profits. — Commentaires de M. Bonar Law. — On désire un homme qui va de l'avant. — Le comité des munitions de guerre est constitué : une lettre du premier ministre. — Objections de Kitchener. — Le mémorandum de Montagu. — Comité pour la production des armements. — Obstacle à son action. — L'œuvre du comité.

5. — *Le grand scandale des obus* 190

Les demandes de Sir J. French. — Le ravitaillement envoyé par le War Office. — Neuve-Chapelle. — Plaintes amères de Sir J. French. — Réplique du War Office. — Explication de la frugalité de Kitchener. — Son horreur devant la quantité de munitions dépensée. — Kitchener envoie un avertissement. — Fausses impressions de situation améliorée. — Le discours de M. Asquith à Newcastle. — Mon discours à la Chambre. — Gaz à Ypres. — Festubert. — Compte rendu de Sir John French. — Une députation du quartier général. — Le *Times* expose la pénurie en obus. — Consternation publique. — Ma lettre à M. Asquith du 19.5.15. — Nécessité d'explosifs à grande puissance. — Le comité des munitions de guerre est laissé dans l'ignorance. — Northcliffe attaque Lord Kitchener. — Lettre de l'Évêque Furse. — Lettre du capitaine Fitz-Herbert Wright, membre du Parlement. — Lettres censurées : Compte rendu de Tom Clarkes. — Extraits de lettres. — Effet sur l'opinion publique.

CHAPITRE VII

LES POLITIQUES DE LA GUERRE

Les préoccupations anglaises concernant l'Irlande en juillet 1914. — L'union créée par la guerre mondiale. — Effet à la Chambre des Communes. — Les unionistes soutiennent le gouvernement. — Popularité de la guerre avec l'Allemagne. — Influence de Lord Kitchener. — Les partis au Parlement. — La politique disparaît dans l'armée. — Avantages du gouvernement libéral lors de la déclaration de guerre. — Augmentation de l'esprit critique. M. M'Kenna attaqué. — Malaise causé par le manque de munitions 213

CHAPITRE VIII

LA CRISE POLITIQUE DE MAI 1915

Pages.

L'orage s'amasse : munitions ; Dardanelles. — Le gouvernement manque d'énergie. — L'opposition grandit. — La démission de Lord Fisher. — Comment j'appris la nouvelle. — M. Asquith ne réussit pas à le faire changer d'avis. — M. Bonar Law entre en action. — M. Asquith consent à la coalition. — Lettres de M. Bonar Law. — Controverses sur M'Kenna et Haldane. — L'œuvre de Haldane pour l'armée. — M'Kenna est pardonné, Haldane sacrifié. — Débat sur les obus aux Communes. — La coalition est annoncée. — Ma tournée pour les munitions ajournée. — Injuste traitement de M. Winston Churchill. — Décision de former un ministère des Munitions. — Ma nomination est annoncée..... 222

CHAPITRE IX

LE MINISTÈRE DES MUNITIONS : SON ÉTABLISSEMENT LES PROBLÈMES OUVRIERS

1. — *Ma nomination*..... 235

Ma répugnance à devenir ministre des Munitions. — Jalousies entre ministères. — Les problèmes qui attendent le nouveau ministère. — Lettre élogieuse de M. Asquith. — Lettre de T. Roosevelt. — Roosevelt et Asquith. — L'installation du ministère. — Le problème de l'ameublement. — Un récit du colonel House. — Une victoire sur la routine. — Trop de miroirs. — Examen de la situation. — Création d'un état-major. — Le choix des hommes qualifiés. — Les hommes « de trois tonnes ». — Personnalités du nouveau ministère. — Caractère de Sir Percy Girouard. — Mes déclarations aux communes sur les nouvelles nominations. — Analyse de la situation des munitions. — Tournées dans les centres manufacturiers. — Mon discours à Manchester. — Justification des mesures de coercition. — Appel pour que les restrictions des Trade-Unions soient élargies. — Accueil fait au discours. — Le meeting de Liverpool. — La loi sur le ministère des Munitions. — Définitions des pouvoirs du ministre. — Jugement de l' « Histoire officielle ». — Défense de l'œuvre accomplie par le ministère. — Les ordres du War Office sans efficacité. — Défauts de la politique du War Office. — M. Albert Thomas à Woolwich. — Le War Office échoue dans l'élaboration des programmes. — Sa répugnance à adopter des méthodes nouvelles — Les contrats conclus par le ministère — La vaste étendue de sa tâche. — Relations directes avec la production dans toutes ses phases.

Pages

2. — *Organisation centrale et par districts*..... 267

Corps préexistants pour la production des munitions. — Sections originales du nouveau ministère. — Organisations locales : comités de districts. — Encouragement des efforts locaux. — Projet de M. Stevenson pour l'organisation par districts. — Mon discours du 23 juin. — Compte rendu par Stevenson de sa tâche. — Offices locaux et Bureaux d'organisation administrative. — Résumé des résultats obtenus. — Méthodes d'entraînement adoptées. — Rapports hebdomadaires. — Spécimens de mes notes et commentaires. — Meetings hebdomadaires — Développement de l'esprit d'équipe. — Consultations avec des industriels. — Mon programme de travail quotidien

3. — *Le problème du travail*..... 281

Craintes de chômage au début. — Augmentation de la demande pour les ouvriers d'armements. — Causes du manque de travailleurs : l'enrôlement. — Pouvoir d'achat des ouvriers. — La politique du War Office : peu de fournisseurs. — Démarches nécessaires contre la pénurie d'ouvriers. — Objections de Kitchener contre la libération des ouvriers en munitions. — Le projet du War Office sur les cartes est introduit. — Introduction des femmes comme ouvrières. — La manifestation des femmes. — Développement du travail féminin pour munitions. — Echec du projet pour le transfert des ouvriers. — Des pouvoirs coercitifs sont demandés : la nouvelle D. O. R. A. — Comment s'assurer le consentement des ouvriers à la « dilution » des ouvriers qualifiés avec les autres. — Conférence avec trade-unionistes à la Trésorerie. — M. Balfour consterné. — Mon rapport à la conférence. — Les profits doivent être limités. — Les règles des Trade-Unions doivent être élargies. — Consentement du Trésor. — Arrangement avec l'A. S. E. — Difficultés dans la limitation des profits. — Le mémoire de Sir Llewellyn Smith. — Le résumé de M. Mitchell. — La position du Labour (parti ouvrier) lors de la formation du ministère. — Munitions de la loi sur la guerre. — Rapport sur la limitation des profits. — Rappel d'hommes sous les drapeaux. — Difficulté de récupérer les ouvriers qualifiés. — Les unités « réservées » : objections de Kitchener. — Recensement des ouvriers enrôlés. — Les unions ouvrières et la « dilution ». — Problème des machines-outils. — Les unions récalcitrantes. — Visite au congrès des Trade-Unions à Bristol. — Comité central pour le recrutement du travail en munitions. — Agitations des employés de magasins. — Visite à Glasgow, Noël 1915. — Entrevue avec Kirkwood. — La conférence du matin. — Attitude de l'A. S. E. en face de l'amendement au bill des munitions de guerre. — Indignation de M. Asquith. — Accord obtenu.

4. — *Encouragement royal aux ouvriers en munitions*..... 309

Problème du maintien de l'esprit patriotique parmi les ouvriers en munitions. — Le roi visite les usines de l'Etat. — Parmi les ouvriers des chantiers navals de la Clyde et de la Tyne. — Un speech hardi. — Encouragement personnel à propos

Pages.

de la formation du ministère. — Tournée dans les districts de munitions du Midland. — Visite aux usines de munitions du Yorkshire.

5. — *Difficultés causées par la question des boissons*..... 314

L'amélioration des habitudes nationales depuis les jours d'avant-guerre. — Dangers de l'alcoolisme pendant les premiers mois de la guerre. — Augmentation de l'ivrognerie. — Ses mauvais résultats sur la production des munitions. — Mon discours d'avertissement à Bangor. — Députation des constructeurs de navires. — Ils demandent la prohibition. — Réponse à la députation. — Intérêt du roi au problème. — L'engagement du roi. — Il n'est pas suivi par le Parlement. — La question des achats de l'Etat. — Le rapport du comité financier du commerce des boissons. — Opposition des abstinents extrémistes. — La mémoire de Montagu. — Contrôle du commerce des boissons : la nouvelle D. O. R. A. — Le temps perdu par suite de la boisson dans les usines d'armements. — Contrôle des districts. — L'ordre de « N'hébergez pas! » — Echec des propositions tendant à imposer une taxe plus élevée sur les boissons. — « Pot contre patente ». — Contrôle des liqueurs par le contrôleur des vivres. — La consommation réduite de l'alcool. — L'expérience de Carlisle dans une organisation de l'état. — Développement des cantines. — L'œuvre des organisations volontaires. — Subsides pour le développement des cantines. — L'état général amélioré de façon permanente.

6. — *Les conditions de bien-être dans les usines*..... 333

Expansion naturelle du mouvement pour le bien-être. — L'Etat comme employeur. — Développement du travail des femmes. — Inspection des conditions du travail féminin. — Le comité pour la santé des ouvriers en munitions. — M. Seebohm Rowntree nommé directeur de l'hygiène. — Mauvaises conditions dans les usines. — Une politique éducatrice est adoptée. — Efforts en faveur des ouvrières. — But des précautions en vue du bien-être. — Succès de cette politique. — Les résultats obtenus. — Logements des ouvriers en munitions. — Preuves de la réussite de l'œuvre. — Progrès de la législation pour le bien-être. — Mon discours de février 1916.

CHAPITRE X

LA STRATÉGIE DE LA GUERRE : FRONT EST CONTRE FRONT OUEST

Une atmosphère de « Pas de hâte ! » — Ma lettre au premier ministre du 31.12.14. — Effondrement des plans de tous les combattants. — Le plan allemand. — Nécessité de plans nouveaux. — Incapacité militaire à saisir le problème stratégique. — Responsabilité des hommes d'état. — Qualité des recrues nouvelles. — Faits dominants de la situation. — Faiblesse du front autrichien. — Possibi-

Pages.

lités dans les Balkans. — Supériorité en canons de l'ennemi sur le front Ouest. — L'État-major général n'a pas le monopole du jugement. — Mon mémoire sur la stratégie de guerre du 1.1.15. — Kitchener approuve ce mémoire. — Sa lettre à French. — Vues de Sir John French. — Opinion du général Galliéni. — Les erreurs d'appréciation de John Buchan. — Le jugement péremptoire de Sir William Robertson. — Leçons de l'histoire..... 342

CHAPITRE XI

LE CONSEIL DE LA GUERRE ET LES BALKANS

Formation d'un conseil de la guerre. — Pour et contre l'expédition des Dardanelles. — Kitchener refuse l'appui militaire. — Son mépris pour les Territoriaux. — Conséquences fâcheuses de son refus de les employer à temps. — Possibilités à Salonique. — Churchill gagne Kitchener au plan des Dardanelles. — Le plan adopté. — Décision d'améliorer les chemins de fer des Balkans. — Le War Office néglige d'exécuter la décision — Lettre de M. Geo Trevelyan. — Appel aux troupes anglaises pour aider la Serbie. — Doutes sur l'attitude bulgare. — Échange de lettres avec Kitchener. — Troupes britanniques disponibles. — Kitchener réclame un contrôle central de la stratégie. — Paris consulté. — La France réclame la primauté pour son propre état-major. — La visite de M. Millerand à Londres. — Mon excursion à Paris. — Première rencontre avec Sir William Robertson. — Ma lettre à Grey. — Appui français pour l'expédition de Salonique. — Doutes concernant la Russie. — Vues de Robertson. — Utilité d'une note commune à la Grèce et à la Roumanie. — Suggestion d'une conférence aux bords de la mer Égée. — Sir E. Grey fait échouer la proposition. — Un coup porté à l'orgueil du tzar Ferdinand. — Discussion au conseil de la guerre. — Faiblesse de la Russie. — On a besoin de plus d'hommes aux Dardanelles. — Point de résultats sur le front Ouest. — Mon opposition à l'expédition militaire dans les Dardanelles..... 375

CHAPITRE XII

LES TEMPORISATIONS DES ALLIÉS

Ignorance du cabinet sur la situation de la guerre. — Mon impatience devant notre manque d'action. — Mon mémoire du 22 février. — Perspectives graves. — Suppression de la vérité. — Faits de la situation. — Faiblesse de la Russie. — Besoin d'un soutien par les alliés. — On désire une estimation exacte de nos ressources. — Le problème des effectifs. — Problème des munitions. Nos ressources en hommes — Aide venant des Dominions. — Il faut accepter une guerre longue. — Gagnons à nous les Balkans.

Pages.

— Conséquences d'un succès dans les Dardanelles. — Contre-mesures en cas d'échec. — On insiste pour l'expédition à Salonique. — Une mission diplomatique est proposée pour la Grèce et la Roumanie. — Importance du rapport de Paget. — Commentaire de Lord Fisher. — Substance du rapport de Paget. — La Roumanie attend trop longtemps. — Réponse de Lord Kitchener à mon mémoire. — Eloge de l'effort russe. — Deux routes vers le succès; la victoire ou l'usure. — Nécessité d'organiser l'effort des munitions. — Pénurie d'ouvriers. — Restrictions des Trade-Unions. — Boisson. — Progrès lents dans l'équipement des armées nouvelles. — Trop tard dans les Dardanelles. — Inutilité de la campagne sur le front Ouest..... 404

CHAPITRE XIII

LA CATASTROPHE RUSSE

Stagnation à l'Ouest; mouvement à l'Est. — Manque d'artillerie chez les Russes. — Quelques appels des armées russes. — Reddition de troupes russes mal armées. — Mes alarmes à propos de la situation russe. — Lettre au premier ministre. — Les Juifs, boucs émisssaires. — Rapports d'observateurs militaires anglais en Russie. — On demande l'aide de Lord Kitchner. — Manque de fusils. — Supériorité allemande en canons lourds. — Le manque de munitions change la victoire en défaite. — Le moral russe détruit par les canons allemands. — L'infanterie allemande « cajolée et gâtée ». — La retraite russe. — Les munitions allemandes inépuisables. — Rouleau compresseur ou batteuse mécanique ? — Le War Office cherche à supprimer les nouvelles sur la faiblesse russe. — Comment fut provoquée la révolution russe. — Blâme contre les alliés de la Russie..... 423

CHAPITRE XIV

POURQUOI LES ARMÉES RUSSES N'ÉTAIENT-ELLES PAS ÉQUIPÉES ?

Il faut blâmer les alliés à cause de l'effondrement russe. — Retards stupides dans le développement de la production des munitions. — La puissance de la Russie en hommes n'a pas été utilisée. — Qualité des troupes russes. — Manque de ressources industrielles en Russie. — Manque d'hommes en France. — L'Angleterre mal préparée à la guerre. — Les ressources industrielles de la Grande-Bretagne. — Caractéristiques des Russes. — La science pure a frayé les voies aux recherches pendant la guerre. — Aménagement défectueux des arsenaux..... 441

CHAPITRE XV

QUE SERAIT-IL ARRIVÉ SI LES ALLIÉS AVAIENT MIS EN COMMUN LEURS RESSOURCES ?

Pages.

Attitude mesquine des chefs d'armée dans la question des munitions. — Les généraux de l'Ouest refusent de comprendre les possibilités qu'il y a à l'Est. — La supériorité de l'artillerie allemande à Verdun. — Forts retranchements des Allemands à l'Ouest. — Mobilité du front Est. — Haute valeur potentielle des armées russes. — Leur puissance en hommes, détruite par le manque de munitions. — Ce qu'une armée russe bien équipée aurait pu accomplir. — Inutilité des offensives de l'Ouest. — Possibilités dans les Balkans. — Mon déplaisir croît en face de notre stratégie. — Mon mémoire de septembre 1915. — Nécessité de supprimer le militarisme allemand. — La victoire possible. — Supériorité écrasante des puissances centrales en ce moment. — Nécessité pour les alliés de faire davantage. — La tâche de l'Angleterre. — Le problème des munitions est la clef..... 450

CHAPITRE XVI

LES OFFENSIVES INUTILES DES ALLIÉS SUR LE FRONT OUEST

En jouant le jeu de l'ennemi. — Faiblesse à l'Est. — Doutes sur l'offensive d'automne. — Opinion des autorités militaires britanniques. — Le cabinet n'est informé que trop tard. — Echec de la mission de Lord Kitchener pour ajourner l'offensive. — Long carnage épuisant..... 464

CHAPITRE XVII

LA TRAGÉDIE SERBE

Rumeurs sur le danger en Serbie. — Effet de la chute de Kovno sur l'attitude de la Bulgarie. — Promesses de Sir E. Grey à la Serbie. — Commentaires de Sir E. Carson. — Les Allemands sont satisfaits de notre offensive de l'Ouest. — La thèse de Sir William Robertson — L'attaque lancée contre la Serbie. — Les notes du général Joffre. — Des troupes sont refusées pour les Balkans. — On préfère autour de Loos de nouveaux massacres inefficaces. — Méfiances françaises contre l'entreprise des Dardanelles. — Un chaos de conseils divisés. — Fin du comité des Dardanelles. — Lord Kitchener part pour l'Est. — Déclin du prestige de Kitchener. — Mon mémoire du 12.10.15. — Avantages tirés par l'Allemagne d'un succès dans les Balkans. — Raisons qui déterminent

Pages

une action allemande rapide. — Aveuglement incompréhensible des autorités militaires. — Comment rétablir la situation? — Raisons de secourir la Serbie. — Les effectifs dans les Balkans. — Nécessité de mobiliser la Roumanie et la Grèce. — Retarder l'offensive à l'Ouest. — Envoyer des troupes à Salonique. — Pourvoir la Russie de fusils. — Folie de poursuivre l'entreprise des Dardanelles. — Réponse de Sir E. Grey à mon mémoire. — Un soutien militaire est nécessaire à la diplomatie dans les Balkans. — Retard dans l'envoi de troupes à Salonique. — Mémoire en commun par M. Millerand et par moi-même. — L'appel à la Grèce est fait trop tard. — Démission de Sir E. Carson. — Proposition de M. Asquith concernant un comité de guerre. — Ma réponse: le comité est inutile à moins qu'il n'impose ses décisions au War Office. — Le War Office néglige la production des munitions. — Ressources négligées dans les Balkans. — La faculté de commettre des bévues chez les Lords de guerre. — Signes d'inquiétude dans la presse. — Lord Kitchener ignore l'attaque contre la Serbie. — Lettre de M. Asquith : Lord Kitchener part pour l'Orient. — Voyage du général Monro dans la Méditerranée. — Lettre de Lord Chas Beresford. — Gallipoli doit être évacué. — Renforts désirés à Salonique. — Les erreurs de Lord Kitchener. — Recommandations pour notre politique. — On propose de se retirer de Salonique..... 468



ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 10 FÉVRIER 1934
PAR FIRMIN-DIDOT AU
MESNIL-SUR-L'ESTRÉE (FRANCE)

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITARĂ BUCUREȘTI

VERIFICAT 2007

VERIFICAT 2007



VERIFICAT
2017

VERIFICAT
2007

VERIFICAT
1987